PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

ŒUVRES CHOISIES
DE
MAO TSE-TOUNG

Tome IV

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES
PEKIN 1969

Première édition	1962
Deuxième édition	1966
3e Tirage	1969

La traduction du présent tome est conforme à la première édition chinoise des *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome quatrième (Editions du Peuple, septembre 1960, Pékin).

Imprimé en République populaire de Chine

PERIODE DE
LA TROISIEME GUERRE CIVILE
REVOLUTIONNAIRE

LA SITUATION ET NOTRE POLITIQUE APRES LA VICTOIRE DANS LA GUERRE DE RESISTANCE CONTRE LE JAPON*

(13 août 1945)

Nous vivons des jours où d'énormes changements se produisent dans la situation en Extrême-Orient. La capitulation de l'impérialisme japonais est maintenant chose certaine. Le facteur décisif de la capitulation du Japon est l'entrée en guerre de l'Union soviétique. Un million de combattants de l'Armée rouge entrent dans la Chine du Nord-Est; cette force est irrésistible. L'impérialisme japonais ne peut plus poursuivre le combat[1]. La dure et âpre Guerre de Résistance du peuple chinois vient d'être couronnée par la victoire. En tant qu'étape historique, la Guerre de Résistance contre le Japon est maintenant terminée.

Dans ces circonstances, quels sont actuellement les rapports entre les différentes classes en Chine et les rapports entre le Kuomintang et le Parti communiste? Que deviendront-ils à l'avenir? Quelle est la politique de notre Parti? Ce sont là des questions auxquelles le peuple tout entier et tous les camarades de notre Parti portent un grand intérêt.

Qu'en est-il du Kuomintang? Regardez ce qu'il a été et vous saurez ce qu'il est; regardez ce qu'il a été et ce qu'il est et vous saurez ce qu'il sera. Dans le passé, ce parti a mené, durant dix années entières, une guerre civile contre-révolutionnaire. Au cours de la Guerre de Résistance, il a déclenché trois campagnes anticommunistes de grande envergure[2], en 1940, 1941 et 1943, s'apprêtant chaque fois à développer la campagne en une guerre civile à l'échelle nationale. C'est uniquement grâce à la juste politique de notre Parti et à l'opposition du peuple tout entier que ces tentatives ont échoué. Chacun sait que Tchiang Kaï-chek, le représentant politique des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie de Chine, est un in-

dividu des plus cruels et des plus perfides. Sa politique a été d'attendre la victoire en spectateur, les bras croisés, de conserver ses forces et de se préparer à la guerre civile. La victoire qu'il attendait est arrivée, et voilà que ce "généralissime" s'apprête à "descendre de la montagne"[3]. Ces huit dernières années, nous avons changé de place avec Tchiang Kaï-chek; auparavant, nous étions sur la montagne et il était au bord de l'eau[4]; pendant la Guerre de Résistance, nous étions derrière les lignes ennemies et il s'était retiré sur la montagne. Maintenant, il va en descendre, il en descend pour s'emparer des fruits de la victoire.

Au cours des huit dernières années, le peuple et l'armée de nos régions libérées, sans aucune aide extérieure et en comptant uniquement sur leurs propres efforts, ont libéré de vastes territoires du pays, ont contenu et attaqué la majeure partie des forces d'invasion japonaises ainsi que la quasi-totalité des troupes fantoches. C'est grâce à notre résistance résolue et à notre lutte héroïque que les 200 millions d'habitants du grand-arrière[5] ont pu échapper aux atrocités des envahisseurs nippons et que les régions habitées par ces 200 millions d'hommes ont pu être préservées de l'occupation japonaise. Tchiang Kaï-chek se tenait caché sur le mont Omei, une garde devant lui, et cette garde, c'était les régions libérées, le peuple et l'armée des régions libérées. En défendant les 200 millions d'hommes du grand-arrière, nous avons protégé par là même ce "généralissime" et nous lui avons donné le temps et l'espace nécessaires pour attendre la victoire en spectateur, les bras croisés. Le temps: huit ans et un mois. L'espace: une région peuplée de 200 millions d'habitants. Ces conditions, c'est nous qui les lui avons procurées. Sans nous, il n'aurait

*Discours prononcé par le camarade Mao Tsé-toung dans une réunion de cadres à Yenan. Basé sur la méthode marxiste-léniniste de l'analyse de classes, il est une étude pénétrante de la situation politique fondamentale en Chine après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon et il expose les tactiques révolutionnaires du prolétariat. Comme le camarade Mao Tsé-toung l'a souligné dans son discours d'ouverture au VII[e] Congrès du Parti communiste chinois en avril 1945, la Chine, après avoir vaincu l'impérialisme japonais, se trouvait toujours devant deux destinées, deux perspectives d'avenir: ou devenir une Chine nouvelle ou rester l'ancienne Chine. Les gros propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie, avec Tchiang Kaï-chek pour représentant, voulaient arracher des mains du peuple les fruits de la victoire remportée dans la Guerre de Résistance et maintenir la Chine dans son état de pays semi-colonial et semi-féodal soumis à leur dictature. Représentant les intérêts du prolétariat et des masses populaires, le Parti communiste chinois luttait de toutes ses forces pour la paix et contre la guerre civile; mais il devait d'autre part se préparer de tout point à faire face aux machinations contre-révolutionnaires de Tchiang Kaï-chek visant à déclencher une

pu rester là, en spectateur. Eh bien, ce "généralissime" nous en est-il reconnaissant? Lui, reconnaissant? Non! Cet individu n'a jamais su ce que c'est que la reconnaissance. Comment Tchiang Kaï-chek s'est-il hissé au pouvoir? Grâce à l'Expédition du Nord[6], à la première coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste[7], à l'appui du peuple qui ne l'avait pas encore percé à jour. Une fois au pouvoir, Tchiang Kaï-chek, loin d'en être reconnaissant au peuple, l'a étendu à terre d'un coup de poing et l'a plongé dans le bain de sang de dix années de guerre civile. Vous connaissez bien cette page de l'histoire, camarades. Cette fois-ci, dans la Guerre de Résistance, le peuple chinois a encore protégé Tchiang Kaï-chek. Maintenant, la guerre se termine par la victoire et le Japon est sur le point de capituler, mais Tchiang Kaï-chek n'en est nullement reconnaissant au peuple; au contraire, feuilletant les vieilles annales de 1927, il veut agir selon les mêmes procédés qu'autrefois[8]. Il dit qu'il n'y a jamais eu de "guerre civile" en Chine, mais seulement une "extermination des bandits". Qu'il appelle cela comme il voudra, le fait est qu'il veut déclencher une guerre civile contre le peuple, qu'il veut massacrer le peuple.

Tant que la guerre civile n'aura pas éclaté sur le plan national, bien des gens parmi le peuple et beaucoup de camarades de notre Parti n'auront pas une idée nette de cette question. Parce que la guerre civile n'a pas encore pris une grande extension, qu'elle ne présente pas encore le caractère d'une guerre généralisée ni d'une guerre ouverte et que les combats ne sont pas encore nombreux, beaucoup pensent: "Peut-être bien qu'il n'y aura pas de guerre civile, après tout!" Beaucoup d'autres ont peur de la guerre civile. Cette peur n'est pas sans

guerre civile à l'échelle nationale, et il lui fallait adopter une politique juste, c'est-à-dire ne nourrir aucune illusion sur l'impérialisme et la réaction, n'avoir pas peur de leurs menaces, défendre résolument les fruits de la lutte du peuple et s'efforcer d'édifier une Chine nouvelle, une Chine de démocratie nouvelle des larges masses populaires, placée sous la direction du prolétariat. La lutte décisive entre les deux destinées, les deux perspectives d'avenir ouvertes devant la Chine, remplit la période historique allant de la fin de la Guerre de Résistance contre le Japon à la proclamation de la République populaire de Chine, c'est-à-dire la période de la Guerre de Libération du Peuple chinois ou de la Troisième guerre civile révolutionnaire. Après la Guerre de Résistance, Tchiang Kaï-chek, aidé par l'impérialisme américain, déchira les accords de paix à maintes reprises et, dans l'intention d'anéantir les forces du peuple, il déclencha une guerre civile contre-révolutionnaire d'une ampleur sans précédent. Grâce à la juste direction du Parti communiste chinois, quatre ans de lutte ont suffi au peuple chinois pour remporter une grande victoire nationale – renverser Tchiang Kaï-chek et fonder une Chine nouvelle.

fondement. Il y a eu dix ans de combats, puis encore huit ans de Guerre de Résistance. Si les combats continuent, où tout cela nous mènera-t-il? Il est bien naturel que de telles craintes surgissent. En ce qui concerne les machinations de Tchiang Kaï-chek pour déclencher une guerre civile, la politique adoptée par notre Parti a toujours été nette et constante: s'opposer résolument à la guerre civile, condamner la guerre civile et empêcher la guerre civile. A l'avenir, nous devons encore, de toutes nos forces et avec la plus grande patience, guider le peuple dans ses efforts pour empêcher la guerre civile. Cependant, il faut voir d'un esprit lucide que le danger de guerre civile est extrêmement grave parce que la politique de Tchiang Kaï-chek est déjà arrêtée. La politique de Tchiang Kaï-chek, c'est la guerre civile. Notre politique, la politique du peuple, est contre la guerre civile. Les adversaires de la guerre civile ne comprennent que le Parti communiste chinois et le peuple chinois; dommage que Tchiang Kaï-chek et le Kuomintang ne soient pas de leur nombre! Ainsi, l'une des parties ne veut pas se battre et l'autre le veut. Si les deux parties ne le voulaient pas, il n'y aurait pas de guerre. Mais, puisque l'une des parties seulement est contre la guerre et que cette partie n'est pas encore assez forte pour tenir l'autre en échec, le danger de guerre civile est extrêmement grave.

Que Tchiang Kaï-chek s'obstine dans sa politique réactionnaire de dictature et de guerre civile, notre Parti l'a montré en temps opportun. Avant, pendant et après le VII[e] Congrès du Parti[9], nous avons fait tous les efforts nécessaires pour attirer l'attention du peuple sur le danger de guerre civile, afin que le peuple tout entier, les membres de notre Parti et notre armée, bien à l'avance, aient l'esprit préparé. C'est là un point très important, et il y a une grande différence entre avoir et ne pas avoir une telle préparation. En 1927, notre Parti était encore dans son enfance et il n'avait pas du tout l'esprit préparé face à l'attaque contre-révolutionnaire lancée à l'improviste par Tchiang Kaï-chek. Aussi les fruits de la victoire du peuple furent bientôt perdus, le peuple eut à endurer de longues souffrances et une Chine radieuse fut plongée dans les ténèbres. Cette fois, les choses sont différentes; notre Parti a acquis la riche expérience de trois révolutions[10] et atteint un degré bien plus élevé de maturité politique. Le Comité central du Parti a maintes fois mis en évidence le danger de guerre civile, de sorte que tout le peuple, tous les camarades du Parti et l'armée dirigée par le Parti y soient préparés.

Tchiang Kaï-chek cherche toujours à arracher au peuple la moindre parcelle de pouvoir, le moindre avantage conquis. Et nous?

Notre politique consiste à lui riposter du tac au tac et à nous battre pour chaque pouce de terre. Nous agissons de la même manière que lui. Tchiang Kaï-chek cherche toujours à imposer la guerre au peuple, une épée à la main gauche, une autre à la main droite. A son exemple, nous prenons, nous aussi, des épées. Ce n'est qu'à la suite d'enquêtes et de recherches que nous sommes arrivés à cela. De telles enquêtes et recherches sont très importantes. Quand nous voyons l'autre tenir quelque chose dans ses mains, nous devons procéder à une enquête. Que tient-il dans ses mains? Des épées. A quoi servent les épées? A tuer. Qui veut-il tuer avec ses épées? Le peuple. Quand vous aurez tiré tout cela au clair, poussez plus loin votre enquête – le peuple chinois, lui aussi, a des mains, et peut prendre des épées. Il peut se forger une épée, s'il n'en a pas. Il a découvert cette vérité après de longues enquêtes et recherches. Les seigneurs de guerre, les propriétaires fonciers, les despotes locaux, les mauvais hobereaux et les impérialistes, tous ont des épées à la main et sont prêts à tuer. Le peuple a compris cela, il agit donc de la même façon. Certains d'entre nous négligent souvent ces enquêtes et ces recherches. Tchen Tou-sieou[11], par exemple, ne comprenait pas que l'on puisse tuer quand on a une épée à la main. Certains diront: c'est là une vérité banale, comment un dirigeant du Parti communiste a-t-il pu l'ignorer? On ne sait jamais. N'ayant fait ni enquêtes ni recherches, Tchen Tou-sieou n'a pas compris cette vérité, nous l'avons donc appelé opportuniste. Qui n'a fait ni enquêtes ni recherches n'a pas droit à la parole et, par conséquent, nous avons privé Tchen Tou-sieou de ce droit. Nous avons adopté une voie différente de celle de Tchen Tou-sieou et nous avons fait en sorte que le peuple, qui subit l'oppression et le massacre, prenne l'épée en main. Si quelqu'un cherche encore à nous tuer, nous agirons à sa manière. Il n'y a pas longtemps, le Kuomintang envoya six divisions attaquer notre sous-région de Kouantchong; trois d'entre elles y pénétrèrent et occupèrent une superficie de 20 lis de profondeur sur 100 de long. Nous avons agi à leur façon et nous les avons anéanties intégralement, radicalement et totalement sur cette superficie de 20 lis sur 100[12]. Notre politique est de riposter du tac au tac et de nous battre pour chaque pouce de terre; jamais nous ne permettrons au Kuomintang de s'emparer sans peine de notre sol ni de tuer les nôtres à sa guise. Evidemment, se battre pour chaque pouce de terre ne signifie pas adopter la ligne gauchiste d'autrefois: "ne pas abandonner un seul pouce de terre des bases d'appui"[13]. Cette fois, nous avions abandonné une superficie

de 20 lis sur 100. Abandonnée vers la fin de juillet, elle fut reprise au début d'août. Après l'Incident de l'Anhouei du Sud[14], l'officier d'état-major envoyé par le Kuomintang pour la liaison me demanda un jour ce que nous comptions faire. Je répondis: "Vous êtes tout le temps à Yenan et vous ne le savez pas? 'Si Ho nous attaque, nous l'attaquerons. Si Ho s'arrête, nous nous arrêterons'[15]." Le nom de Tchiang Kaï-chek ne fut pas prononcé à l'époque, mais seulement celui de Ho Ying-kin. Nous disons aujourd'hui: "Si Tchiang nous attaque, nous l'attaquerons. Si Tchiang s'arrête, nous nous arrêterons." Nous agirons de la même manière que lui. Et comme Tchiang Kaï-chek affile maintenant ses épées, nous devons affiler les nôtres aussi.

Les droits conquis par le peuple ne doivent jamais être abandonnés à la légère, il faut se battre pour les défendre. Nous ne voulons pas la guerre civile. Cependant, si Tchiang Kaï-chek tient absolument à l'imposer au peuple chinois, force nous est de prendre les armes et de le combattre, pour nous défendre, pour protéger la vie et les biens, les droits et le bonheur du peuple des régions libérées. Cette guerre civile, il nous l'aura imposée. Si nous ne gagnons pas la guerre, nous ne nous en prendrons ni au Ciel ni à la Terre, mais seulement à nous-mêmes. Que, cependant, personne ne pense pouvoir dépouiller ou frustrer sans peine le peuple des droits qu'il a conquis. Ce n'est pas possible. L'année dernière, un journaliste américain m'a demandé: "Qui vous a donné le pouvoir d'agir?" Je lui ai répondu: "Le peuple." Qui d'autre, sinon le peuple? Le Kuomintang au pouvoir ne nous l'a pas donné. Il ne nous reconnaît pas. C'est à titre d'"organisation culturelle" que nous participons au Conseil politique national[16], comme le stipule son règlement. Nous disons: nous ne sommes pas une "organisation culturelle", nous avons une armée et nous sommes une "organisation militaire". Tchiang Kaï-chek a déclaré, le 1er mars de cette année, que le Parti communiste ne pourrait obtenir un statut légal que s'il livrait son armée. La déclaration de Tchiang Kaï-chek tient toujours. Nous n'avons pas livré notre armée, nous n'avons donc pas de statut légal et nous n'avons "ni foi ni loi". Notre devoir, c'est d'être responsables envers le peuple. Chacune de nos paroles, chacun de nos actes et chacune de nos mesures politiques doivent répondre aux intérêts du peuple, et si des erreurs sont commises, elles devront être corrigées; c'est ce qu'on appelle être responsable envers le peuple. Camarades! Le peuple veut la libération; aussi délègue-t-il son pouvoir à ceux qui sont capables de le repré-

senter et de travailler loyalement pour lui, c'est-à-dire à nous, les communistes. Représentants du peuple, nous devons le représenter dignement, nous ne devons pas agir comme Tchen Tou-sieou. Face aux attaques contre-révolutionnaires lancées contre le peuple, Tchen Tou-sieou n'adopta pas la politique de riposter du tac au tac et de se battre pour chaque pouce de terre; si bien qu'en 1927, dans l'espace de quelques mois, il fit perdre au peuple tous les droits que celui-ci avait conquis. Cette fois-ci, nous devons être sur nos gardes. Notre politique diffère absolument de celle de Tchen Tou-sieou; nous ne nous laisserons prendre à aucune tromperie. Nous devons garder l'esprit lucide et avoir une politique juste; nous ne devons pas commettre d'erreurs.

A qui doivent revenir les fruits de la victoire dans la Guerre de Résistance? Cela saute aux yeux. Prenez, par exemple, un pêcher. L'arbre donne des pêches, ce sont les fruits de la victoire. Qui est en droit de cueillir les pêches? C'est demander qui a planté et arrosé l'arbre. Terré dans la montagne, Tchiang Kaï-chek n'a pas porté un seul seau d'eau et, maintenant, il allonge bien loin le bras pour cueillir les pêches. "Ces pêches m'appartiennent, à moi, Tchiang Kaï-chek, dit-il, je suis le propriétaire foncier, vous êtes mes serfs, et je vous défends de les cueillir." Nous l'avons réfuté dans la presse[17]. Nous disons: "Tu n'as jamais porté d'eau, donc tu n'as pas le droit de cueillir les pêches. Nous, peuple des régions libérées, nous avons arrosé l'arbre jour après jour, nous avons plus que quiconque le droit de récolter les fruits." Camarades! La victoire de la Guerre de Résistance a été remportée par le peuple au prix de son sang et de ses sacrifices, elle doit être la victoire du peuple et c'est au peuple que doivent revenir les fruits de la Guerre de Résistance. Quant à Tchiang Kaï-chek, il a été passif dans la Guerre de Résistance, mais actif dans la lutte contre le communisme; il a été la pierre d'achoppement dans la Guerre de Résistance du peuple. Et maintenant c'est lui, la pierre d'achoppement, qui vient accaparer les fruits de la victoire; il veut que la Chine, après sa victoire dans la Guerre de Résistance, retombe dans son ancien état d'avant la guerre et il ne lui permet pas le moindre changement. C'est ce qui donne lieu à la lutte. Camarades! C'est une lutte des plus sérieuses.

Que les fruits de la victoire dans la Guerre de Résistance doivent revenir au peuple, c'est une chose; mais qui les aura en fin de compte, et si ce sera le peuple ou non, c'est une autre chose. N'allez pas croire que tous les fruits de la victoire tomberont sûrement dans les

mains du peuple. Tout un lot de grosses pêches, telles que Changhaï, Nankin, Hangtcheou et d'autres grandes villes, sera enlevé par Tchiang Kaï-chek. Celui-ci agit de connivence avec l'impérialisme américain, et dans ces régions, ils ont le dessus, tandis que, jusqu'ici, le peuple révolutionnaire n'a pu en occuper, pour l'essentiel, que les campagnes. Un autre lot de pêches sera disputé par les deux parties. Il s'agit des villes, moyennes et petites, situées sur la section au nord de Taiyuan de la ligne ferroviaire Tatong-Poutcheou, sur la section centrale de la ligne Peiping-Soueiyuan, sur la ligne Peiping-Liaoning, sur la section au nord de Tchengtcheou de la ligne Peiping-Hankeou, sur la ligne Tchengting-Taiyuan, la ligne Paikouei-Tsintcheng[18], la ligne Tehtcheou-Chekiatchouang, la ligne Tientsin-Poukeou, la ligne Tsingtao-Tsinan et sur la section à l'est de Tchengtcheou de la ligne Longhai. Ces villes, moyennes et petites, devront être disputées; ce sont les pêches, moyennes et petites, que le peuple des régions libérées a arrosées de sa sueur et de son sang. Il est difficile de dire en ce moment si ces lieux tomberont dans les mains du peuple. A présent, on ne peut dire que ces deux mots: lutter ferme. Y a-t-il des secteurs qui tomberont sûrement dans les mains du peuple? Oui, il y en a. Ce sont les vastes régions rurales et les nombreuses villes du Hopei, du Tchahar et du Jéhol[19], de la majeure partie du Chansi, de tout le Chantong et du nord du Kiangsou; il y a là de vastes ensembles de villages, une centaine de villes groupées dans une région, 70 à 80 dans une autre, 40 à 50 dans une troisième – en tout 3, 4, 5 ou 6 groupes de ce genre. De quelle sorte de villes s'agit-il? De villes moyennes et petites. Nous avons la force de cueillir ces fruits de la victoire, nous en sommes sûrs. Ce sera la première fois dans l'histoire de la révolution chinoise que nous aurons un tel lot de fruits. Dans le passé, ce n'est qu'après avoir brisé la troisième campagne "d'encerclement et d'anéantissement" de l'ennemi[20], dans la seconde moitié de l'année 1931, que nous avons eu les 21 chefs-lieux de district[21] d'un seul tenant dans la Région de base centrale du Kiangsi, mais on n'y comptait aucune ville de moyenne importance. Avec ce groupe de 21 petites villes, la population atteignit, à son maximum, 2.500.000 habitants. En ne s'appuyant que sur cela, le peuple chinois a pu poursuivre une lutte d'une aussi longue durée, remporter de si grandes victoires et briser des campagnes "d'encerclement et d'anéantissement" d'une telle envergure. Plus tard, nous avons subi la défaite, que nous devons imputer non à Tchiang Kaï-chek mais à nous-mêmes qui n'avons pas assez bien combattu. Cette fois-ci, des

dizaines de grandes et de petites villes se trouvent groupées dans une seule région et il existe 3, 4, 5 ou 6 régions de cet ordre. Le peuple chinois disposera donc de 3, 4, 5 ou 6 bases révolutionnaires, dont chacune sera plus grande que la Région de base centrale du Kiangsi, et la situation sera excellente pour la révolution chinoise.

A envisager la situation dans son ensemble, l'étape de la Guerre de Résistance contre le Japon est terminée et la lutte intérieure constitue la situation nouvelle et notre nouvelle tâche. Tchiang Kaï-chek parle de "construction nationale". Désormais, l'objet de la lutte sera le genre de pays à édifier. Edifier un pays de démocratie nouvelle, des larges masses populaires, placé sous la direction du prolétariat, ou un pays semi-colonial et semi-féodal soumis à la dictature des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie? Ce sera là une lutte fort complexe. Elle revêt, à l'heure actuelle, la forme d'une lutte entre Tchiang Kaï-chek, qui cherche à usurper les fruits de la victoire de la Guerre de Résistance, et nous, qui nous opposons à cette usurpation. Au cours de cette période, ne pas lutter ferme et aller faire cadeau à Tchiang Kaï-chek des fruits qui doivent revenir au peuple serait de l'opportunisme.

Une guerre civile, ouverte et générale, éclatera-t-elle? Cela dépend de facteurs intérieurs et internationaux. Les facteurs intérieurs sont avant tout notre force et le degré de notre conscience politique. Etant donné la tendance générale de la situation à l'extérieur et à l'intérieur du pays et les sentiments du peuple, pouvons-nous, par nos propres luttes, circonscrire la guerre civile ou retarder le déclenchement d'une guerre civile à l'échelle nationale? Cette possibilité existe.

Si Tchiang Kaï-chek tient à déchaîner la guerre civile, il se heurtera à de nombreuses difficultés. En premier lieu, il y a, dans les régions libérées, 100 millions d'habitants, un million de soldats et plus de 2 millions d'hommes de la milice populaire. En second lieu, la population politiquement consciente des régions contrôlées par le Kuomintang est contre la guerre civile, ce qui constitue une entrave pour Tchiang Kaï-chek. En troisième lieu, au sein du Kuomintang, il y a aussi une fraction qui n'est pas pour la guerre civile. La situation actuelle diffère considérablement de celle de 1927. Surtout, notre Parti se trouve aujourd'hui dans des conditions bien différentes. A cette époque, notre Parti était encore dans son enfance, il manquait de lucidité, n'avait pas l'expérience de la lutte armée et ne connaissait pas la politique de riposter du tac au tac. Aujourd'hui, la conscience politique de notre Parti est d'un niveau beaucoup plus élevé.

A part notre propre conscience politique, conscience politique de l'avant-garde du prolétariat, il y a la question de la conscience politique des masses populaires. Lorsque le peuple n'est pas encore politiquement conscient, il est tout à fait possible que les fruits de la révolution passent en d'autres mains. C'est ce qui est arrivé dans le passé. Aujourd'hui, la conscience politique du peuple chinois est également d'un niveau beaucoup plus élevé. Le prestige de notre Parti n'a jamais été aussi grand parmi le peuple. Cependant, au sein du peuple, et tout particulièrement parmi la population des régions occupées par les Japonais ou contrôlées par le Kuomintang, un assez grand nombre de gens ont encore confiance en Tchiang Kaï-chek et se font des illusions sur le Kuomintang et les Etats-Unis, illusions que Tchiang Kaï-chek s'évertue de son côté à répandre. Que cette partie du peuple chinois manque encore de conscience politique, cela montre qu'il reste beaucoup à faire dans notre travail de propagande et d'organisation. Le réveil politique du peuple n'est pas chose facile. Pour débarrasser le peuple de ses idées erronées, il nous faut faire des efforts sérieux et considérables. Nous devons balayer ce qu'il y a d'arriéré dans la pensée du peuple chinois, comme nous balayons nos chambres. La poussière ne s'en va jamais d'elle-même sans qu'on la balaye. Nous devons effectuer un vaste travail de propagande et d'éducation parmi les masses populaires, afin qu'elles connaissent la situation réelle et la marche des événements en Chine et qu'elles prennent confiance dans leur propre force.

Le peuple, c'est à nous de l'organiser. C'est à nous de l'organiser pour abattre la réaction en Chine. Tout ce qui est réactionnaire est pareil: tant qu'on ne le frappe pas, impossible de le faire tomber. C'est comme lorsqu'on balaie: là où le balai ne passe pas, la poussière ne s'en va pas d'elle-même. Au sud de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia, il est une rivière nommée Kiétse. Au sud de la rivière se trouve le district de Louotchouan, et au nord le district de Fouhsien. Deux rives, deux mondes. Le sud est sous la domination du Kuomintang; comme nous n'y sommes pas allés, le peuple n'est pas organisé et les ordures s'y accumulent. Certains de nos camarades se fient uniquement à l'influence politique, s'imaginant que les problèmes peuvent être résolus par cette seule influence. C'est de la foi aveugle. En 1936, nous étions à Paoan[22]. A 40 ou 50 lis de là, il y avait un village fortifié, tenu par un propriétaire foncier despote. Paoan était alors le siège du Comité central du Parti et notre influence politique pouvait être considérée comme très

grande, mais les contre-révolutionnaires de ce village refusaient obstinément de se rendre. Nous avons donné des coups de balai au sud, des coups de balai au nord, mais ce fut en vain. C'est seulement quand notre balai se porta au cœur du village que le propriétaire foncier s'écria: "Oh! Là! là! j'abandonne[23]!" Ainsi vont les choses dans ce monde. Les cloches ne sonnent pas si on ne les met pas en branle. Les tables ne bougent pas si on ne les déplace pas. Le Japon ne capitulerait pas si l'Armée rouge de l'Union soviétique n'était pas entrée dans la Chine du Nord-Est. Les troupes japonaises et les troupes fantoches ne déposeraient jamais les armes si nos troupes ne les combattaient pas. L'influence politique ne peut produire son plein effet que là où passe le balai. Notre balai, c'est le Parti communiste, la VIII[e] Armée de Route et la Nouvelle IV[e] Armée. Balai en main, vous devez apprendre à balayer; ne restez pas au lit à vous imaginer qu'un coup de vent va se lever et fera s'envoler toute la poussière. Nous, marxistes, nous sommes des réalistes révolutionnaires et nous ne nous bercerons jamais d'illusions. Il y a en Chine un vieux dicton: "Lève-toi dès l'aube et balaie la cour[24]." L'aube, c'est la naissance d'un jour nouveau. Nos ancêtres nous ont dit de nous lever et de balayer dès le point du jour. Ils nous ont fixé une tâche. C'est seulement en pensant et en agissant de la sorte que nous y trouverons notre avantage et que nous aurons de quoi nous occuper. La Chine a un vaste territoire et c'est à nous de le balayer partout, pouce par pouce.

Sur quelle base notre politique doit-elle reposer? Sur notre propre force: c'est ce qui s'appelle compter sur ses propres forces. Certes, nous ne sommes pas seuls, tous les pays et tous les peuples du monde en lutte contre l'impérialisme sont nos amis. Cependant, nous insistons sur la nécessité de compter sur nos propres forces. En nous appuyant sur les forces que nous avons nous-mêmes organisées, nous pouvons vaincre tous les réactionnaires chinois et étrangers. Tchiang Kaï-chek, au contraire, s'appuie entièrement sur l'aide de l'impérialisme américain qu'il considère comme son puissant protecteur. Sa politique s'est toujours fondée sur la trinité de la dictature, de la guerre civile et de la mise à l'encan du pays. L'impérialisme américain veut aider Tchiang Kaï-chek à faire la guerre civile et veut transformer la Chine en une dépendance des Etats-Unis; cette politique aussi fut arrêtée il y a bien longtemps. Mais, fort en apparence, l'impérialisme américain est faible intérieurement. Nous devons garder un esprit clair, c'est-à-dire ne pas croire

aux "belles paroles" des impérialistes ni nous laisser intimider par leurs menaces. Un Américain m'a dit un jour: "Vous devriez écouter Hurley et faire entrer quelques-uns des vôtres dans le gouvernement du Kuomintang[25]." Je lui ai répondu: "Ce n'est pas tâche facile que de remplir une fonction quand on a pieds et poings liés; nous ne le ferons pas. Si nous le faisons, nous devrons avoir pieds et poings libres et pouvoir agir en toute liberté, c'est-à-dire qu'il faut constituer un gouvernement de coalition sur une base démocratique." Il m'a dit: "Ce ne sera pas bien si vous ne le faites pas." Je lui ai demandé: "Et pourquoi?" Il a dit: "Premièrement, les Américains vous blâmeront; deuxièmement, les Américains soutiendront Tchiang Kaï-chek." J'ai répondu: "Vous autres Américains, si vous voulez, repus de pain et rassasiés de sommeil, blâmer les gens et soutenir Tchiang Kaï-chek, c'est votre affaire et je ne m'en mêlerai pas. Maintenant, ce que nous avons, c'est du millet plus des fusils; ce que vous avez, c'est du pain plus des canons. Si vous avez envie de soutenir Tchiang Kaï-chek, soutenez-le, et aussi longtemps que vous le voudrez. Mais retenez bien ceci: A qui appartient la Chine? La Chine n'appartient absolument pas à Tchiang Kaï-chek, la Chine est au peuple chinois. Le jour viendra où il ne vous sera plus possible de soutenir Tchiang Kaï-chek." Camarades! Cet Américain cherchait à intimider les gens. Les impérialistes excellent dans ce jeu-là et, en effet, dans les colonies, beaucoup de gens se sont laissés intimider. Les impérialistes pensent que dans les colonies tout le monde peut être intimidé, mais ils ne se rendent pas compte qu'en Chine il y a justement des gens que ce jeu-là n'effraye pas. Nous avons, dans le temps, ouvertement critiqué et dénoncé la politique américaine qui consiste à aider Tchiang Kaï-chek et à combattre les communistes; cela était nécessaire et nous continuerons à le faire.

L'Union soviétique a envoyé ses troupes, l'Armée rouge est venue aider le peuple chinois à chasser l'agresseur; un tel événement est sans précédent dans l'histoire de la Chine. Son influence est incalculable. Les organismes de propagande des Etats-Unis et de Tchiang Kaï-chek comptaient balayer l'influence politique de l'Armée rouge avec deux bombes atomiques[26]. Mais elle ne peut être balayée; cela n'est pas si facile. Les bombes atomiques peuvent-elles décider de l'issue d'une guerre? Non, elles ne le peuvent pas. Les bombes atomiques n'ont pu contraindre le Japon à capituler. Sans les luttes menées par le peuple, les bombes atomiques à elles seules restent vaines. Si les bombes atomiques avaient pu décider de la guerre, pourquoi donc

était-il besoin de demander à l'Union soviétique d'envoyer des troupes? Pourquoi le Japon n'a-t-il pas capitulé quand deux bombes atomiques ont été jetées sur lui, alors qu'il a fait sa capitulation aussitôt après l'envoi de troupes par l'Union soviétique? Certains de nos camarades croient eux aussi que la bombe atomique est toute-puissante; c'est une grosse erreur. Ces camarades montrent même moins de jugement qu'un pair d'Angleterre. Il est un pair d'Angleterre nommé Mountbatten. Il a dit que la pire des erreurs serait de croire que la bombe atomique peut décider de la guerre[27]. Ces camarades retardent plus que Mountbatten. Quelle influence leur a fait prendre la bombe atomique pour quelque chose de miraculeux? L'influence bourgeoise. D'où vient-elle? De l'éducation qu'ils ont reçue dans les écoles bourgeoises, de la presse et des agences d'information bourgeoises. Il y a deux conceptions du monde et deux méthodes: la conception du monde et la méthode prolétariennes, la conception du monde et la méthode bourgeoises. Souvent ces camarades restent attachés à la conception du monde et à la méthode bourgeoises tandis qu'ils laissent dans l'oubli la conception du monde et la méthode prolétariennes. La théorie "les armes décident de tout", le point de vue purement militaire, un style de travail bureaucratique coupé des masses, l'esprit individualiste et ainsi de suite, tout cela, ce sont des influences bourgeoises dans nos rangs. Nous devons fréquemment les balayer de nos rangs, tout comme nous balayons la poussière.

L'entrée en guerre de l'Union soviétique a décidé de la capitulation du Japon et la situation en Chine aborde une période nouvelle. Entre la Guerre de Résistance et la nouvelle période, il y a une étape de transition. Au cours de celle-ci, la lutte consiste à s'opposer à Tchiang Kaï-chek qui usurpe les fruits de la victoire remportée dans la Guerre de Résistance. Tchiang Kaï-chek veut déclencher une guerre civile à l'échelle nationale et sa politique est bien arrêtée; à cela, nous devons être préparés. Quel que soit le moment où éclatera cette guerre civile, nous devons nous tenir prêts. Pour le cas où elle arriverait tôt, mettons demain matin, nous devons aussi être prêts. C'est là le premier point. En raison de la situation internationale et intérieure actuelle, il est possible que la guerre civile soit circonscrite pendant un temps et qu'elle garde provisoirement un caractère local. C'est le deuxième point. Le point un, c'est ce à quoi nous devons nous préparer; le point deux, c'est ce qui existe depuis longtemps. Bref, tenons-nous prêts. Etant prêts, nous pourrons faire face, comme il convient, à toutes les situations, si complexes qu'elles puissent être.

NOTES

[1] Le 8 août 1945, le gouvernement soviétique déclarait la guerre au Japon. Le 10 août, le gouvernement mongol la déclarait à son tour. L'Armée rouge soviétique entra, par terre et par mer, dans la Chine du Nord-Est et en Corée et mit rapidement en déroute l'Armée japonaise du Kouantong. Les armées interalliées soviéto-mongoles traversèrent le désert de la Mongolie intérieure et pénétrèrent dans les provinces du Jéhol et du Tchahar. Le 10 août, le gouvernement japonais se vit obligé d'envoyer une note demandant à capituler et le 14 il annonçait formellement sa capitulation sans condition. L'Armée du Kouantong était l'élite des forces principales de l'armée japonaise et constituait la réserve stratégique générale du Japon. Les impérialistes japonais avaient rêvé de s'appuyer sur cette force pour mener une guerre de longue durée à partir de leur position stratégique avantageuse dans la Chine du Nord-Est et en Corée. Ce plan fut complètement ruiné par l'entrée en guerre de l'Union soviétique et le gouvernement japonais dut reconnaître sa défaite et capituler.

[2] Voir "Commentaire sur la onzième session plénière du Comité exécutif central du Kuomintang et la deuxième session du troisième Conseil politique national", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome III.

[3] Il s'agit du mont Omei qui se trouve dans la province du Setchouan et, plus généralement, des régions montagneuses de la Chine du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Après l'occupation de Wouhan par l'armée japonaise en 1938, Tchiang Kaï-chek se réfugia dans ces régions montagneuses avec les forces principales placées sous son commandement et suivit, en spectateur, la lutte âpre et dure que l'armée et le peuple des régions libérées menaient derrière les lignes ennemies contre les agresseurs japonais.

[4] Avant la Guerre de Résistance contre le Japon, la plupart des bases révolutionnaires placées sous la direction du Parti communiste chinois se trouvaient dans les régions montagneuses. A cette époque, la domination de Tchiang Kaï-chek était centrée sur les grandes villes situées le long des fleuves et sur la côte. C'est pourquoi le camarade Mao Tsé-toung disait: "nous étions sur la montagne et il était au bord de l'eau".

[5] Au cours de la Guerre de Résistance, les premières lignes étaient situées en Chine du Nord, de l'Est, du Centre et du Sud. Les régions contrôlées par le Kuomintang dans la Chine du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, et qui n'étaient pas occupées par les troupes d'agression japonaises, étaient communément appelées le "grand-arrière".

[6] L'Expédition du Nord désigne la guerre punitive que l'armée révolutionnaire entreprit en mai-juillet 1926 contre les seigneurs de guerre du Peiyang en partant de la province du Kouangtong vers le nord. L'Armée de l'Expédition du Nord, à la direction de laquelle participait le Parti communiste chinois et qui se trouvait sous son influence (le travail politique dans l'armée était alors en grande partie assumé par des membres du Parti communiste), bénéficia de l'appui enthousiaste des larges masses ouvrières et paysannes. Pendant le second semestre de 1926 et le premier semestre de 1927, elle occupa la plupart des provinces sur le cours du Yangtsé et du fleuve Jaune et vainquit les seigneurs de guerre du Peiyang. Par suite de la trahison de la clique réactionnaire qui existait dans les rangs de la révolution et qui avait Tchiang Kaï-chek à sa tête, cette guerre révolutionnaire échoua en avril 1927.

[7] En 1924, avec l'aide du Parti communiste chinois, Sun Yat-sen réorganisa le Kuomintang et réalisa la coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste.

Sur la base de cette coopération, la guerre révolutionnaire de 1924-1927 fut déclenchée. Cette première coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste fut rompue par la trahison de Tchiang Kaï-chek et de Wang Tsing-wei en 1927.

[8] Allusion à la trahison de Tchiang Kaï-chek en 1927. Ayant trahi la révolution, celui-ci massacra un nombre considérable de communistes, d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels révolutionnaires et déclencha la guerre contre les masses révolutionnaires.

[9] Ce congrès eut lieu à Yenan d'avril à juin 1945. Il établit la ligne et la politique du Parti pour vaincre les envahisseurs japonais et édifier une Chine nouvelle, et mit le peuple tout entier en garde contre le danger d'une nouvelle guerre civile d'envergure nationale et d'une ingérence des impérialistes. A ce congrès, le camarade Mao Tsé-toung présenta son rapport politique: "Du gouvernement de coalition" (voir *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome III).

[10] La première révolution fut la lutte révolutionnaire anti-impérialiste et antiféodale menée, de 1924 à 1927, par le peuple chinois, sous la direction du Parti communiste chinois; l'Expédition du Nord fut le fait principal de cette lutte. La seconde révolution fut la lutte révolutionnaire menée de 1927 à 1937 pour créer et développer le pouvoir rouge, et la troisième, la Guerre de Résistance contre le Japon de 1937 à 1945.

[11] Tchen Tou-sieou était un démocrate radical à l'époque du Mouvement du 4 Mai. Ayant subi par la suite l'influence de la Révolution socialiste d'Octobre, il devint l'un des fondateurs du Parti communiste chinois. Pendant les six premières années du Parti, il resta le principal dirigeant du Comité central. Il était depuis longtemps fortement imprégné d'idées déviationnistes de droite, lesquelles dégénérèrent en une ligne capitulationniste pendant la dernière période de la révolution de 1924-1927. A cette époque, les capitulationnistes représentés par Tchen Tou-sieou "abandonnèrent volontairement la direction des masses paysannes, de la petite bourgeoisie urbaine, de la moyenne bourgeoisie et, en particulier, des forces armées, ce qui entraîna la défaite de la révolution". ("La Situation actuelle et nos tâches", p. 177 du présent tome.) Après la défaite de la révolution en 1927, Tchen Tou-sieou et une poignée d'autres capitulationnistes cédèrent au pessimisme, perdirent confiance dans l'avenir de la révolution et devinrent des liquidationnistes. Ils adoptèrent la position réactionnaire trotskiste et formèrent avec les trotskistes un groupuscule antiparti. En conséquence, Tchen Tou-sieou fut expulsé du Parti en novembre 1929. Il mourut de maladie en 1942. En ce qui concerne l'opportunisme de droite de Tchen Tou-sieou, voir les notes introductives aux textes "Analyse des classes de la société chinoise" et "Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, ainsi que "Pour la parution de la revue *Le Communiste*", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II.

[12] Le 21 juillet 1945, la 59e division provisoire et la 2e division de cavalerie sous les ordres de Hou Tsong-nan, commandant de la 1ère Zone de guerre du Kuomintang, attaquèrent par surprise le mont Yétai situé dans le district de Tchouenhoua de la sous-région de Kouantchong dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia. Le 23 juillet, Hou Tsong-nan envoya sa 3e division de réserve renforcer l'attaque. Le 27 juillet, nos forces se retirèrent de leur propre initiative du mont Yétai et de 41 villages à l'ouest de ce mont. Les forces du Kuomintang poursuivirent leurs attaques sur Siunyi, Yaohsien et d'autres localités. Le 8 août, nos forces contre-attaquèrent les troupes d'agression du Kuomintang et reprirent la région du mont Yétai.

[13] C'était le mot d'ordre lancé par les opportunistes "de gauche" au cours de la période allant d'octobre 1933 à octobre 1934, alors que l'Armée rouge de la Base centrale cherchait à briser la cinquième campagne "d'encerclement et d'anéantissement" du Kuomintang. Ce mot d'ordre était diamétralement opposé à la stratégie formulée par le camarade Mao Tsé-toung, stratégie qui consistait à attirer l'ennemi loin dans l'intérieur de notre territoire, à concentrer des forces supérieures et à repérer les points faibles de l'ennemi pour pouvoir l'anéantir par la guerre de mouvement.

[14] En janvier 1941, sur la demande de Tchiang Kaï-chek, le Quartier général de la Nouvelle IVe Armée dirigée par le Parti communiste chinois et les unités placées sous le commandement direct de ce quartier général se mirent en marche vers le nord, à partir du sud de la province de l'Anhouei pour passer le Yangtsé. Au cours de leur marche, ils furent encerclés et attaqués par surprise par les troupes de Tchiang Kaï-chek et perdirent plus de 9.000 hommes, tués, blessés ou prisonniers. Par la suite, Tchiang Kaï-chek annonça la radiation de la désignation de la Nouvelle IVe Armée et ordonna d'attaquer ses autres unités. L'événement fut appelé Incident de l'Anhouei du Sud.

[15] Durant la Guerre de Résistance, le Kuomintang avait un officier d'état-major à Yenan pour assurer la liaison. "Ho" désigne Ho Ying-kin, chef d'état-major général du Kuomintang. Le 19 octobre et le 8 décembre 1940, Tchiang Kaï-chek envoya deux télégrammes, signés du nom de Ho Ying-kin et de celui de Pai Tchong-hsi, chef d'état-major général adjoint du Kuomintang, calomniant outrageusement la VIIIe Armée de Route et la Nouvelle IVe Armée qui persévéraient à combattre derrière les lignes ennemies et sommant les forces armées populaires antijaponaises qui opéraient au sud du fleuve Jaune de se retirer au nord du fleuve dans un délai déterminé. Là-dessus, les réactionnaires du Kuomintang créèrent l'Incident de l'Anhouei du Sud en lançant une attaque brusquée contre les unités de la Nouvelle IVe Armée en marche vers le nord. Le Parti communiste chinois visait à l'époque Ho Ying-kin en tant que représentant des réactionnaires du Kuomintang, qui avaient déclenché cette campagne anticommuniste, mais, en fait, il avait en vue Tchiang Kaï-chek.

[16] Le "Conseil politique national" était un organe consultatif mis sur pied par le gouvernement du Kuomintang au début de la Guerre de Résistance. Ses membres étaient "choisis" par le gouvernement du Kuomintang; la majorité d'entre eux appartenaient au Kuomintang et une infime minorité seulement, au Parti communiste chinois et aux autres partis politiques. De plus, le gouvernement du Kuomintang ne reconnaissait ni égalité ni statut légal aux partis qui s'opposaient à l'agression japonaise. Il n'autorisait pas leurs membres à siéger au "Conseil" en tant que représentants de leurs partis. Une des dispositions du "Règlement organique du Conseil politique national", promulgué par le gouvernement du Kuomintang, stipulait que pouvaient être membres du Conseil "les personnes qui ont servi dans d'importantes organisations culturelles ou économiques durant trois ans ou plus et acquis du prestige, et celles qui se dévouent aux affaires d'Etat et jouissent depuis longtemps d'un certain prestige". Conformément à cette disposition, le Kuomintang avait "choisi" quelques membres du Parti communiste chinois pour siéger au "Conseil".

[17] Allusion à "Tchiang Kaï-chek suscite la guerre civile", commentaire écrit par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Agence Hsinhua. Voir pp. 25-29 du présent tome.

[18] Voie ferrée non achevée dans le sud-est de la province du Chansi, entre Paikouei, dans le district de Kihsien, et Tsintcheng.

[19] La province du Tchahar a été supprimée en 1952. La province du Jéhol l'a été en 1955. Les territoires sous leur juridiction sont rattachés aux provinces du Hopei, du Chansi, du Liaoning et à la Région autonome de Mongolie intérieure.

[20] De juillet à septembre 1931, Tchiang Kaï-chek prit lui-même le commandement de cette campagne "d'encerclement et d'anéantissement" dirigée contre la base rouge du Kiangsi et y engagea 300.000 hommes de ses troupes réactionnaires. L'Armée rouge brisa cette campagne "d'encerclement et d'anéantissement" et remporta une grande victoire. Pour plus de détails, voir "Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine", chapitre V, section 5, *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I.

[21] Les 21 chefs-lieux de district en question étaient: Joucikin, Houcitchang, Siunwou, Anyuan, Sinfeng, Yutou, Hsingkouo, Ningtou, Kouangtchang, Chetcheng et Litchouan dans la province du Kiangsi, et Kienning, Taining, Ninghoua, Tsinglicou, Koucihoua, Longyen, Tchangting, Lientcheng, Changhang et Yongting dans la province du Foukien.

[22] Paoan était un district dans le nord-ouest de la province du Chensi. Il porte aujourd'hui le nom de Tchetan. Le Comité central du Parti communiste chinois y siégea du début de juillet 1936 à janvier 1937. Plus tard, il devait s'installer à Yenan.

[23] Ce village fortifié était Tanpatchai, dans le sud-ouest du district de Paoan. Le village comptait plus de 200 foyers et occupait une position d'un accès extrêmement difficile. Depuis longtemps, un propriétaire foncier despote du lieu, nommé Tsao Tsiun-tchang, se tenait retranché dans ce village à la tête d'une bande armée réactionnaire de plus de 100 hommes. L'Armée rouge assiégea le village à plusieurs reprises, mais ne parvint pas à l'enlever. En août 1936, l'Armée rouge, tout en encerclant Tanpatchai avec des forces armées locales, chercha à gagner à elle les masses fondamentales du village et à désagréger l'ennemi, de l'intérieur. En décembre de la même année, le bandit Tsao prit la fuite avec une poignée de ses hommes et Tanpatchai fut libéré.

[24] Tiré des *Maximes pour bien gouverner une famille*, œuvre de Tchou Pai-lou (XVIIe siècle).

[25] Il s'agit du colonel David D. Barrett, chef du Groupe d'observateurs de l'armée américaine à Yenan. Ce groupe fut envoyé à Yenan en 1944, avec l'accord du Parti communiste chinois, par les forces américaines engagées dans la guerre contre le Japon. Patrick J. Hurley, politicien réactionnaire appartenant au Parti républicain, vint en Chine en septembre 1944 en qualité de représentant personnel du président des Etats-Unis et à la fin de la même année devint ambassadeur des Etats-Unis en Chine auprès du gouvernement du Kuomintang. Voir "Comment Yukong déplaça les montagnes", note 1, *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome III.

[26] Les Etats-Unis lancèrent une bombe atomique sur Hiroshima le 6 août 1945 et une autre sur Nagasaki le 9 août. Les organismes de propagande des Etats-Unis et du Kuomintang firent grand bruit autour de cet événement, prétendant que le gouvernement japonais avait capitulé parce qu'il avait peur des bombes atomiques américaines. Par cette propagande, ils espéraient minimiser le rôle décisif joué par l'entrée en guerre de l'Union soviétique dans la capitulation imposée au Japon.

[27] Mountbatten, alors commandant suprême des Forces alliées du Sud-Est asiatique, fit le 9 août 1945 une déclaration qui saluait l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon et dans laquelle il disait que "la pire des erreurs serait de croire la bombe atomique capable de mettre fin à la guerre en Extrême-Orient".

TCHIANG KAI-CHEK SUSCITE LA GUERRE CIVILE*

(13 août 1945)

Un porte-parole de la Section de Propagande du Comité exécutif central du Kuomintang a fait une déclaration qualifiant d'"acte insolent et illégal" l'ordre[1] de sommer l'ennemi et les fantoches[2] de se rendre dans les délais fixés, ordre donné le 10 août du Grand Quartier général à Yenan par Chu Teh, commandant en chef du XVIII[e] Groupe d'Armées. Ce commentaire est absolument ridicule. Il implique logiquement que le commandant en chef Chu Teh a eu tort de donner, conformément à la Déclaration de Potsdam[3] et à l'intention de capituler manifestée par l'ennemi, l'ordre à ses troupes de sommer l'ennemi et les fantoches de se rendre sans retard, et qu'il eût été au contraire juste et légitime de recommander à l'ennemi et aux fantoches de refuser de se rendre! Il n'est pas étonnant que, même avant la reddition effective de l'ennemi, le meneur fasciste chinois Tchiang Kaï-chek, autocrate exécré de tous et ennemi du peuple, ait eu l'audace d'"ordonner" aux forces armées antijaponaises des régions libérées de "rester sur leurs positions jusqu'à nouvel ordre", c'est-à-dire de se lier les mains et de se laisser attaquer par l'ennemi. Il n'est pas étonnant que ce même meneur fasciste ait encore osé "ordonner" aux prétendues forces clandestines (qui sont en réalité des troupes fantoches s'employant à "sauver la patrie par une voie détournée"[4] et la police secrète de Tai Li[5] collaborant avec l'ennemi et les fantoches) et aux autres troupes des fantoches de "maintenir l'ordre public", alors qu'il interdisait aux forces armées antijaponaises des régions libérées "d'agir de leur propre chef" contre l'ennemi et les fantoches. Cette interversion de l'ennemi et de tous nos compatriotes est un véritable aveu de Tchiang Kaï-chek et peint vivement toute sa pensée qui est, depuis toujours, d'entrer en collusion avec l'ennemi et les fantoches et de liquider tous ceux qui ne sont pas avec lui. Cepen-

dant, les forces armées populaires antijaponaises des régions libérées de Chine ne se laisseront pas prendre à sa perfide manœuvre. Elles savent que l'ordre du commandant en chef Chu Teh est précisément l'exécution résolue de la disposition prévue au paragraphe 2 de la Déclaration de Potsdam: "poursuivre la guerre contre le Japon jusqu'à ce qu'il cesse de résister", alors que les "ordres" de Tchiang Kaï-chek sont précisément des violations de la Déclaration de Potsdam qu'il a lui-même signée. Faites la comparaison, et vous verrez tout de suite qui se refuse à "respecter les clauses des accords communs des Alliés".

Le commentaire du porte-parole de la Section de Propagande du Comité exécutif central du Kuomintang ainsi que les "ordres" de Tchiang Kaï-chek sont, d'un bout à l'autre, des provocations à la guerre civile; en ce moment où l'attention, dans le pays et à l'étranger, est concentrée sur la capitulation sans condition du Japon, leur but est de préparer un prétexte pour passer à la guerre civile aussitôt que la Guerre de Résistance sera terminée. Les réactionnaires du Kuomintang sont vraiment stupides à faire pitié. Ils ont cru trouver leur prétexte dans l'ordre du commandant en chef Chu Teh sommant les troupes ennemies et fantoches de se rendre et de déposer leurs armes. Peut-on dire que c'est un prétexte intelligent? Non. Que les réactionnaires du Kuomintang cherchent un tel prétexte prouve seulement qu'ils préfèrent l'ennemi et les fantoches à leurs compatriotes ou qu'ils ont plus de haine pour leurs compatriotes que pour l'ennemi et les fantoches. Il est incontestable que l'Incident de Tchouenhoua[6] a été une invasion des troupes de Hou Tsong-nan dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia en vue de provoquer la guerre civile; les réactionnaires du Kuomintang n'en ont pas moins dit que c'était une "offensive de faux bruits" lancée par le Parti communiste chinois. Ils avaient trouvé dans l'Incident de Tchouenhoua le prétexte si longtemps cherché, mais l'opinion publique chinoise et étrangère a vu clair immédiatement. Aussi prétendent-ils maintenant que la VIII^e^ Armée de Route et la Nouvelle IV^e^ Armée ne devraient pas exiger que les troupes ennemies et fantoches rendent leurs armes. Pendant les huit années de la Guerre de Résistance, la VIII^e^ Armée de Route et la Nouvelle IV^e^ Armée ont souffert à l'extrême d'être attaquées et encerclées par Tchiang Kaï-chek d'un côté et les Japonais de l'autre. Et maintenant que la Guerre de Résistance touche à sa

* Commentaire écrit par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Agence Hsinhua.

fin, Tchiang Kaï-chek fait signe aux Japonais (et à ses chères troupes fantoches) de ne pas livrer leurs armes à la VIII[e] Armée de Route ni à la Nouvelle IV[e] Armée, mais "seulement à moi, Tchiang Kaï-chek". Il n'a pas dit la fin de la phrase: "afin que je puisse utiliser ces armes pour tuer les communistes et torpiller la paix en Chine et dans le monde". N'est-ce pas la vérité? Si l'on dit aux Japonais de remettre leurs armes à Tchiang Kaï-chek et aux troupes fantoches de "maintenir l'ordre public", qu'en résultera-t-il? Rien d'autre que ceci: La fusion des régimes de Nankin et de Tchongking[7] et la collaboration entre Tchiang Kaï-chek et les fantoches remplaceront "la coopération sino-japonaise" et la collaboration entre les Japonais et les fantoches; "l'anticommunisme et la construction nationale" de Tchiang Kaï-chek remplaceront "l'anticommunisme et la construction nationale" des Japonais et de Wang Tsing-wei[8]. N'est-ce pas une violation de la Déclaration de Potsdam? N'est-il pas indubitable qu'aussitôt la Guerre de Résistance terminée, le grave danger d'une guerre civile menacera le peuple tout entier? Nous faisons appel à tous nos compatriotes et aux pays alliés pour leur demander d'agir de concert avec le peuple des régions libérées, afin d'empêcher résolument une guerre civile en Chine qui mettrait en danger la paix mondiale.

Après tout, qui a le droit de recevoir la capitulation de l'envahisseur japonais et des fantoches? Ne comptant que sur leurs propres efforts et sur le soutien du peuple, les forces armées antijaponaises des régions libérées de Chine, à qui le gouvernement du Kuomintang avait refusé de fournir quoi que ce soit et qu'il n'avait même pas reconnues, ont réussi par elles-mêmes à libérer de vastes territoires peuplés de plus de 100 millions d'habitants; elles ont contenu et attaqué 56 pour cent des troupes d'invasion japonaises en Chine et 95 pour cent des troupes fantoches. Sans ces forces armées antijaponaises, la situation en Chine n'aurait jamais été ce qu'elle est aujourd'hui. Pour parler net, seules les forces armées antijaponaises des régions libérées ont, en Chine, le droit de recevoir la capitulation des troupes ennemies et fantoches. Quant à Tchiang Kaï-chek, sa politique a été d'attendre la victoire en spectateur, les bras croisés; il n'a vraiment pas le moindre droit de recevoir la capitulation de l'ennemi et des fantoches.

Nous déclarons à tous nos compatriotes et aux peuples du monde entier: Le haut commandement à Tchongking n'est pas qualifié pour représenter le peuple chinois ni les forces armées de Chine qui se sont réellement battues contre le Japon; le peuple chinois réclame pour

les forces armées antijaponaises des régions libérées de Chine, placées sous les ordres du commandant en chef Chu Teh, le droit d'envoyer leurs propres représentants participer directement à l'acceptation de la capitulation du Japon par les quatre puissances alliées et au contrôle militaire qu'elles exerceront sur le Japon, ainsi que le droit de participer à la future conférence de paix. S'il n'est pas fait droit à ces demandes, le peuple chinois y verra un procédé fort déplacé.

NOTES

[1] Le 10 août 1945, le commandant en chef Chu Teh donna, du Grand Quartier général à Yenan, à toutes les forces armées des régions libérées un ordre concernant la capitulation des envahisseurs japonais. En voici le texte intégral:

Le Japon vient d'annoncer sa capitulation sans condition et les Alliés vont se rencontrer pour discuter les mesures d'acceptation de la capitulation sur la base de la Déclaration de Potsdam. En conséquence, je donne à toutes nos forces armées des régions libérées l'ordre suivant:

1) Conformément aux clauses de la Déclaration de Potsdam, toutes les forces antijaponaises des régions libérées notifieront aux troupes ennemies et à leurs organes de commandement qui se trouvent dans les villes et les bourgs ou le long des voies de communication importantes de leur voisinage l'ordre de livrer tout le matériel à nos forces combattantes dans un délai donné; après le désarmement des troupes ennemies, nos forces leur garantiront la vie sauve selon nos règlements sur le traitement généreux accordé aux prisonniers de guerre.

2) Toutes les forces armées antijaponaises des régions libérées notifieront à toutes les troupes et autorités fantoches dans leur voisinage l'ordre de passer de notre côté, avant que la capitulation ne soit signée par les envahisseurs japonais, et d'attendre d'être réorganisées ou licenciées; passé ce délai, les troupes fantoches seront astreintes à livrer toutes leurs armes.

3) Toutes les forces armées antijaponaises des régions libérées doivent anéantir résolument les troupes ennemies et fantoches qui refuseront de se rendre et de livrer leurs armes.

4) Nos forces armées ont pleine autorité pour envoyer leurs unités reprendre et occuper villes, bourgs ou voies de communication importantes tenus par les troupes ennemies et fantoches, pour en assurer le contrôle militaire, pour y maintenir l'ordre et désigner des commissaires chargés des affaires administratives locales; tout acte de sabotage ou de résistance sera puni comme trahison à la patrie.

Puis le 11 août, le Haut Commandement à Yenan donna successivement six ordres: il ordonna aux forces armées de la région libérée du Chansi-Soueiyuan (commandées par le camarade Ho Long), de la région libérée du Chansi-Tchahar-Hopei (commandées par le camarade Nié Jong-tchen) et de la région libérée du Hopei-Jéhol-Liaoning de se mettre en marche vers la Mongolie intérieure et le Nord-Est; aux forces armées de la région libérée du Chansi de nettoyer la ligne de chemin de fer

Tatong-Poutcheou et la vallée de la rivière Fenho des troupes japonaises et fantoches; aux forces armées de toutes les régions libérées de lancer de vigoureuses offensives contre toutes les voies de communication importantes tenues par l'ennemi, afin de forcer les troupes japonaises et fantoches à se rendre. Les unités de l'Armée populaire de Libération de toutes les régions libérées exécutèrent résolument ces ordres et remportèrent d'importantes victoires.

[2] "Ennemi" désigne ici les forces d'invasion japonaises, et "fantoches" désigne les autorités fantoches établies par les envahisseurs japonais et leurs troupes, composées en grande partie les unes de fonctionnaires et les autres de troupes du Kuomintang passés aux Japonais.

[3] Il s'agit de la déclaration faite par la Chine, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis à la Conférence de Potsdam le 26 juillet 1945 et mettant le Japon en demeure de capituler. Les points principaux de la Déclaration sont: liquidation définitive du militarisme japonais; désarmement complet des troupes japonaises; démantèlement de l'industrie de guerre japonaise; jugement des criminels de guerre japonais; application de la Déclaration du Caire, selon laquelle le Japon devait renoncer aux territoires acquis par la force, tels que la Corée et, en Chine, la Mandchourie, Taïwan et les îles Penghou, et limiter son territoire aux îles de Honshu, Hokkaïdo, Kyushu, Shikoku et à différentes petites îles; et enfin, occupation du Japon par les forces armées des Alliés jusqu'à l'établissement d'un gouvernement japonais démocratique. Le 8 août 1945, l'Union soviétique donna son accord à la Déclaration de Potsdam et déclara la guerre au Japon.

[4] Allusion à l'ignoble pratique de capitulation devant le Japon et de lutte contre le communisme, poursuivie par les réactionnaires du Kuomintang pendant la Guerre de Résistance contre le Japon. Les réactionnaires du Kuomintang donnèrent à une partie de leurs troupes et de leurs fonctionnaires l'instruction de passer du côté des envahisseurs japonais, pour se joindre ensuite, en qualité de troupes et de fonctionnaires fantoches, aux forces japonaises dans l'attaque contre les régions libérées; c'est ce qu'ils appelaient hypocritement "sauver la patrie par une voie détournée".

[5] Tai Li était directeur du Bureau des Enquêtes et des Statistiques du Conseil militaire du Kuomintang, l'une des énormes organisations des services secrets du Kuomintang.

[6] Il s'agit de l'invasion par les troupes du Kuomintang, en juillet 1945, de Tchouenhoua, Siunyi et Yaohsien dans la sous-région de Kouantchong qui faisait partie de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia. Voir "La Situation et notre politique après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon", note 12, p. 21 du présent tome.

[7] Le régime fantoche de Nankin était celui du traître Wang Tsing-wei et le régime de Tchongking celui de Tchiang Kaï-chek. "La fusion des régimes de Nankin et de Tchongking" était un complot politique ourdi par l'impérialisme japonais et les éléments pro-japonais au sein du Kuomintang.

[8] Personnage important du Kuomintang et traître pro-japonais notoire, Wang Tsing-wei passa ouvertement aux envahisseurs japonais en décembre 1938, alors qu'il était vice-président du Kuomintang et président du Conseil politique national. En mars 1940, il devint président du gouvernement central fantoche à Nankin. Il mourut au Japon en novembre 1944.

DEUX TELEGRAMMES ENVOYES A TCHIANG KAI-CHEK PAR LE COMMANDANT EN CHEF DU XVIII^{e} GROUPE D'ARMEES*

(Août 1945)

I. LE TELEGRAMME DU 13 AOUT

Nous avons eu connaissance par la radio de Tchongking de deux dépêches de l'Agence centrale d'Information; l'une transmettait l'ordre que vous nous adressiez, l'autre, votre ordre aux officiers et aux soldats des différentes zones de guerre. Dans l'ordre qui nous concerne, il est dit que "toutes les unités du XVIII^{e} Groupe d'Armées doivent rester sur leurs positions jusqu'à nouvel ordre". De plus, il y est question de nous interdire de procéder au désarmement de l'ennemi. D'après la dépêche de l'Agence centrale d'Information en provenance de Tchongking et datée du 11 août, votre ordre aux officiers et aux soldats des différentes zones de guerre s'énonçait comme suit: "Le commandement suprême a envoyé aujourd'hui à tous les officiers et soldats des différentes zones de guerre des télégrammes leur ordonnant d'intensifier l'effort de guerre et, conformément aux plans militaires établis et aux ordres donnés, de se porter énergiquement en avant sans la moindre relâche." Nous estimons que ces deux ordres se contredisent. Selon le premier, nos unités doivent "rester sur leurs positions jusqu'à nouvel ordre", donc cesser toute attaque, cesser tout combat. Pourquoi nous demandez-vous de ne plus nous battre, alors qu'en fait les agresseurs japonais n'ont pas encore capitulé et continuent à chaque heure et à chaque minute, à tuer des Chinois, à combattre les troupes chinoises comme ils combattent les troupes soviétiques, américaines et britanniques, et que, de leur côté, les troupes soviétiques, américaines et britanniques atta-

quent les agresseurs japonais à chaque heure et à chaque minute? Quant au second ordre, nous le considérons comme excellent: "... intensifier l'effort de guerre et ... se porter énergiquement en avant sans la moindre relâche". Voilà un ordre! Mais il est regrettable que vous ne l'ayez donné qu'à vos propres troupes et pas à nous et que vous nous en ayez donné un tout différent. Chu Teh a adressé le 10 août un ordre à toutes les forces armées antijaponaises des régions libérées de Chine[1], les engageant précisément à "intensifier l'effort de guerre". Son ordre spécifiait en outre que tout en "intensifiant l'effort de guerre", elles devaient ordonner aux agresseurs japonais de se rendre à elles, et saisir les armes et autre matériel des troupes ennemies et fantoches. Ces instructions ne sont-elles pas excellentes? Incontestablement, elles le sont. Incontestablement, elles servent la nation chinoise. Mais l'instruction de "rester sur leurs positions jusqu'à nouvel ordre" ne sert décidément pas l'intérêt national. Nous considérons l'ordre que vous avez donné là comme erroné, si erroné que nous sommes obligés de vous informer que nous le rejetons catégoriquement. Car cet ordre est non seulement injuste, mais aussi contraire à l'intérêt de la nation chinoise et ne profite qu'aux agresseurs japonais et aux traîtres à la patrie.

II. LE TELEGRAMME DU 16 AOUT

Au moment où notre ennemi commun, le gouvernement japonais, a accepté les termes de la Déclaration de Potsdam et a déjà annoncé sa capitulation, mais n'a pas encore capitulé en fait, je vous adresse ici, au nom de toutes les forces armées antijaponaises et des 260 millions d'habitants des régions libérées de Chine et des régions occupées par le Japon, la déclaration et les demandes suivantes.

* Télégrammes rédigés par le camarade Mao Tsé-toung pour le commandant en chef du XVIIIe Groupe d'Armées. A cette époque, où les agresseurs japonais avaient annoncé leur capitulation, mais n'avaient pas encore capitulé en fait, le gouvernement de Tchiang Kaï-chek, avec l'assistance armée de l'impérialisme américain, s'était arrogé le droit de recevoir la capitulation japonaise et, sous le prétexte d'y procéder, il avait envoyé des forces importantes pour faire pression sur les régions libérées et préparait activement la guerre civile contre-révolutionnaire. En rédigeant le premier télégramme, le camarade Mao Tsé-toung avait pour but de démasquer le visage contre-révolutionnaire de Tchiang Kaï-chek et de mettre tout le peuple en garde contre son complot de guerre civile. Le second télégramme allait plus loin dans la dénonciation du complot tramé par la clique de Tchiang

Maintenant que la Guerre de Résistance contre le Japon s'achève victorieusement, j'attire votre attention sur l'état de fait qui se présente aujourd'hui sur le théâtre de guerre de la Chine: Dans les vastes régions occupées par l'ennemi et les fantoches et abandonnées par vous, nous avons, contre votre volonté, en huit ans de durs combats, repris près d'un million de kilomètres carrés de territoires, libéré plus de 100 millions d'habitants, organisé une armée régulière de plus d'un million d'hommes et une milice populaire de plus de 2.200.000 hommes, établi 19 grandes régions libérées[2] sur le territoire des 19 provinces suivantes: Liaoning, Jéhol, Tchahar, Soueiyuan, Hopei, Chansi, Chensi, Kansou, Ninghsia, Honan, Chantong, Kiangsou, Anhouei, Houpei, Hounan, Kiangsi, Tchékiang, Foukien et Kouangtong, et encerclé, sauf dans quelques régions, la plupart des villes et des bourgs, des voies de communication importantes et des parties du littoral pris par l'ennemi et les fantoches depuis l'Incident du 7 Juillet 1937[3]. De plus, dans les régions sous occupation japonaise (peuplées de 160 millions d'habitants), nous avons organisé d'importantes forces clandestines de résistance pour porter des coups à l'ennemi et aux fantoches. Sur le plan des opérations, nous contenons, attaquons et encerclons toujours 69 pour cent des troupes d'invasion japonaises en Chine (abstraction faite de celles du Nord-Est) et 95 pour cent des troupes fantoches. Au contraire, votre gouvernement et vos forces armées ont suivi continuellement la politique consistant à attendre la victoire en spectateurs, les bras croisés, à conserver vos forces et à préparer la guerre civile; vous n'avez pas seulement refusé de reconnaître et de ravitailler nos régions libérées et nos armées, vous nous avez encore encerclés et attaqués avec des forces énormes s'élevant à 940.000 hommes. Bien que l'armée et la population des régions libérées de Chine aient souffert à l'extrême d'être attaquées par les forces ennemies et fantoches d'un côté et par vos propres troupes de l'autre, elles n'ont jamais accusé la moindre défaillance dans leur volonté

Kaï-chek pour déclencher la guerre civile et avançait la proposition en six points du Parti communiste chinois pour prévenir celle-ci. Dans le même but, le camarade Mao Tsé-toung écrivit pour l'Agence Hsinhua deux commentaires: "Tchiang Kaï-chek suscite la guerre civile" et "Sur la déclaration d'un porte-parole de Tchiang Kaï-chek", qui figurent dans ce volume. En raison de la position ferme et décidée du Parti communiste chinois, qui refusait de se laisser intimider par les rodomontades réactionnaires de Tchiang Kaï-chek, les régions libérées ainsi que l'Armée de Libération se développèrent rapidement; et sous la forte pression politique exercée dans le pays et à l'étranger contre le déclenchement d'une guerre civile en Chine, Tchiang Kaï-chek dut changer de tactique, afficher une mine pacifique et inviter le camarade Mao Tsé-toung à se rendre à Tchongking pour des négociations de paix.

de persévérer dans la Guerre de Résistance, l'union et la démocratie. Le peuple des régions libérées de Chine et le Parti communiste chinois vous ont maintes fois fait la proposition, à vous et à votre gouvernement, de convoquer une conférence de tous les partis et de former un gouvernement démocratique de coalition soutenu par tout le pays, pour mettre fin aux luttes intestines, mobiliser et unir toutes les forces antijaponaises du peuple chinois, conduire la Guerre de Résistance à la victoire et assurer la paix après la guerre. Mais nos propositions ont été invariablement rejetées par vous et votre gouvernement. Nous sommes extrêmement mécontents de tout cela.

Le pays ennemi va signer sa capitulation, mais vous et votre gouvernement, vous continuez à ignorer nos avis; bien plus, vous m'avez adressé le 11 août un ordre des plus absurdes et, sous prétexte de désarmer l'ennemi, vous avez ordonné à vos troupes d'exercer sur une large échelle une pression militaire contre les régions libérées. Le danger d'une guerre civile est donc plus sérieux que jamais. Tout cela nous met dans l'obligation de présenter à vous et à votre gouvernement les demandes suivantes:

1. J'exige que vous nous consultiez afin d'aboutir à des vues communes, avant que vous, votre gouvernement et votre Haut Commandement ne receviez la capitulation du Japon et des fantoches et ne concluiez, à la suite de la capitulation, quelque accord ou traité que ce soit. Car vous avez, vous et votre gouvernement, suscité le mécontentement du peuple et vous ne pouvez représenter ni les larges masses ni aucune des forces armées populaires antijaponaises dans les régions libérées de Chine et les régions occupées par le Japon en Chine. Nous nous réservons le droit d'exprimer notre avis si les accords ou traités incluent, sans notre agrément préalable, quoi que ce soit qui concerne les forces armées populaires antijaponaises dans les régions libérées de Chine et les régions occupées par le Japon.

2. Toutes les forces armées populaires antijaponaises dans les régions libérées de Chine et dans les régions occupées par le Japon ont le droit, conformément à la Déclaration de Potsdam et aux modalités fixées par les Alliés pour l'acceptation de la capitulation de l'ennemi[4], de recevoir la reddition des troupes japonaises et fantoches encerclées par nous, de prendre possession de leurs armes et de leur matériel et d'assumer la responsabilité de l'exécution de toutes les clauses que les Alliés auront imposées au Japon après avoir reçu sa capitulation. Le 10 août, j'ai donné aux forces armées des régions libérées de Chine l'ordre de redoubler d'efforts pour attaquer les

troupes ennemies et de se tenir prêtes à recevoir leur capitulation. Le 15 août, j'ai ordonné à Yasuji Okamura, commandant en chef des forces ennemies, de se rendre avec ses troupes[5]; cet ordre, cependant, ne s'appliquait qu'à la sphère opérationnelle des forces armées des régions libérées de Chine et non à d'autres régions. Je considère mes ordres comme parfaitement raisonnables et conformes aux intérêts communs de la Chine et des Alliés.

3. Les larges masses et toutes les forces armées antijaponaises des régions libérées de Chine et des régions occupées par le Japon ont le droit d'envoyer leurs propres représentants participer à l'acceptation de la capitulation de l'ennemi par les Alliés et au règlement de toutes les questions résultant de la capitulation du pays ennemi.

4. Les régions libérées de Chine et toutes les forces armées antijaponaises ont le droit de désigner leur propre délégation pour participer à la future conférence de paix sur le Japon et aux conférences des Nations unies.

5. Je vous demande d'éviter la guerre civile. Le moyen d'y parvenir, c'est que les forces armées des régions libérées reçoivent la reddition des troupes de l'ennemi et des fantoches qu'elles ont encerclées, tandis que vos propres forces armées recevront la reddition des troupes de l'ennemi et des fantoches qu'elles ont encerclées. Non seulement c'est l'usage établi dans toutes les guerres, mais surtout c'est indispensable pour éviter la guerre civile. Si vous agissez autrement, il en résultera des conséquences fâcheuses. L'avertissement que je vous donne ici est sérieux et je vous demande de ne pas le prendre à la légère.

6. Je vous demande d'abolir immédiatement la dictature d'un seul parti, de convoquer une conférence de tous les partis pour former un gouvernement démocratique de coalition, de destituer tous les fonctionnaires corrompus et concussionnaires ainsi que tous les réactionnaires, de punir les traîtres, de supprimer les services secrets, de reconnaître le statut légal des différents partis (le Parti communiste chinois et tous les partis démocratiques ont été jusqu'à présent considérés comme illégaux par vous et votre gouvernement), d'annuler toutes les lois et tous les décrets réactionnaires qui jugulent les libertés du peuple, de reconnaître les gouvernements élus par le peuple et les forces armées antijaponaises dans les régions libérées de Chine, de retirer les troupes encerclant les régions libérées, de relâcher les détenus politiques, de réaliser des réformes économiques et d'autres réformes démocratiques.

De plus, vous avez dû recevoir le télégramme que je vous ai envoyé le 13 août en réponse à votre ordre du 11 août. Je le répète: votre ordre était absolument erroné. Le 11 août, vous ordonniez à mes troupes de "rester sur leurs positions jusqu'à nouvel ordre", de ne plus attaquer l'ennemi. Cependant, il n'était pas seulement vrai le 11 août, mais il est encore vrai aujourd'hui (16 août) que le gouvernement japonais n'a capitulé qu'en paroles, non en fait; l'acte de capitulation n'a pas encore été signé, la capitulation effective n'a pas encore eu lieu. Mon point de vue est d'ailleurs en parfait accord avec celui des Alliés – la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Le 11 août, le jour même où vous émettiez l'ordre qui m'était destiné, le Commandement de l'Armée britannique du front de Birmanie annonçait que la guerre avec le Japon continuait. Comme Nimitz[6], commandant des forces américaines, le déclarait, non seulement l'état de guerre était maintenu, mais la guerre avec toutes ses conséquences dévastatrices devait être poursuivie. Le Commandement de l'Armée rouge de l'Union soviétique en Extrême-Orient annonçait: "L'ennemi doit être écrasé sans merci." Le 15 août, le général Antonov, chef d'état-major général de l'Armée rouge, faisait la déclaration suivante:

> Le message sur la capitulation du Japon, publié par l'empereur du Japon le 14 août, n'est qu'une déclaration générale concernant une capitulation sans condition. L'ordre aux forces armées de cesser les hostilités n'a pas encore été donné et les troupes japonaises continuent de résister. Il n'y a donc pas encore de reddition effective des forces armées japonaises. La reddition des troupes japonaises ne pourra être considérée comme effective que du moment où l'empereur du Japon ordonnera à ses forces armées de cesser les hostilités, de déposer les armes et où cet ordre sera réellement exécuté. Etant donné ce qui précède, les forces armées de l'Union soviétique en Extrême-Orient continueront leurs opérations offensives contre le Japon.

Il apparaît bien que vous seul, de tous les commandants en chef des forces alliées, avez donné un ordre absolument erroné. J'estime que votre erreur provient de la recherche de votre intérêt égoïste et qu'elle est de caractère extrêmement grave; c'est-à-dire que votre ordre sert l'ennemi. C'est pourquoi, me conformant aux intérêts communs de la Chine et des Alliés, je m'opposerai fermement et catégoriquement à votre ordre tant que vous n'aurez pas reconnu publiquement votre

erreur et annulé cet ordre erroné. Je continue donc à ordonner aux unités armées qui sont sous mon commandement d'attaquer résolument l'ennemi, en coordonnant leurs actions à celles des forces armées de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, jusqu'à ce que l'ennemi cesse effectivement les hostilités, rende les armes et que le territoire de la patrie soit complètement reconquis. Je vous le déclare formellement: Je suis un soldat patriote et je ne puis agir autrement.

Je vous demande une prompte réponse sur ce qui précède.

NOTES

[1] Voir "Tchiang Kaï-chek suscite la guerre civile", note 1, pp. 28-29 du présent tome.

[2] Les dix-neuf régions libérées étaient: le Chensi-Kansou-Ninghsia, le Chansi-Souciyuan, le Chansi-Tchahar-Hopei, le Hopei-Jéhol-Liaoning, le Chansi-Hopei-Honan, le Hopei-Chantong-Honan, le Chantong, le Kiangsou du Nord, le Kiangsou central, le Kiangsou du Sud, le nord du Houaiho, le sud du Houaiho, l'Anhouei central, le Tchékiang, le Kouangtong, le Kiongya (île de Hainan), le Hounan-Houpei-Kiangsi, le Houpei-Honan-Anhouei et le Honan.

[3] Le 7 juillet 1937, les forces d'agression japonaises assaillirent la garnison chinoise de Loukeoukiao, à un peu plus de 10 kilomètres au sud-ouest de Pékin. Soutenue par l'élan de la nation tout entière qui s'était dressée contre le Japon, la garnison chinoise résista aux envahisseurs. Ainsi débuta l'héroïque guerre de résistance du peuple chinois, qui devait durer huit ans.

[4] Le 10 août 1945, le gouvernement japonais adressa à l'Union soviétique, à la Chine, aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne sa demande de capitulation. Le 11 août, les gouvernements de ces quatre puissances répondirent que "les commandements de l'armée japonaise de terre, de mer et de l'air" et "toutes les forces contrôlées par eux dans quelque endroit qu'elles se trouvent" devaient "cesser toute opération active" et "rendre les armes".

[5] Yasuji Okamura était alors le commandant en chef des forces d'invasion japonaises en Chine. L'ordre notifié par le commandant en chef Chu Teh à Yasuji Okamura était libellé comme suit:

1) Le gouvernement japonais a formellement accepté les termes de la Déclaration de Potsdam et annoncé sa capitulation.

2) Vous ordonnerez à toutes les troupes sous votre commandement de cesser toutes les opérations militaires; toutes les troupes, sauf celles encerclées par les forces du gouvernement du Kuomintang, doivent se rendre à nous sur l'ordre de la VIIIe Armée de Route, de la Nouvelle IVe Armée et de la Colonne antijaponaise de la Chine du Sud des régions libérées de Chine.

3) En ce qui concerne la reddition des troupes japonaises en Chine du Nord, vous ordonnerez au général Sadamu Shimomura d'envoyer un représentant dans le secteur de Fouping de la VIIIe Armée de Route, afin d'y recevoir

les ordres du général Nié Jong-tchen; en ce qui concerne la reddition des troupes japonaises en Chine de l'Est, vous désignerez vous-même un représentant qui se rendra dans le secteur de Tientchang, où se trouve le Quartier général de la Nouvelle IVe Armée, afin d'y recevoir les ordres du général Tchen Yi; en ce qui concerne la reddition des troupes japonaises dans les provinces du Houpei et du Honan, vous ordonnerez à votre représentant à Wouhan de se rendre dans le secteur du mont Tapié de la 5e division de la Nouvelle IVe Armée, afin d'y recevoir les ordres du général Li Sien-nien; en ce qui concerne la reddition des troupes japonaises dans la province du Kouangtong, vous ordonnerez à votre représentant à Canton de se rendre dans le secteur de Tongkouan de la Colonne antijaponaise de la Chine du Sud, afin d'y recevoir les ordres du général Tseng Cheng.

4) Toutes les troupes japonaises en Chine du Nord, de l'Est, du Centre et du Sud (excepté celles encerclées par les troupes du Kuomintang) doivent garder intacts toutes les armes et tout autre matériel qu'elles détiennent, en attendant que leur reddition soit reçue par notre armée, et ne doivent prendre d'ordres que de la VIIIe Armée de Route, de la Nouvelle IVe Armée ou de la Colonne antijaponaise de la Chine du Sud.

5) Tous les avions et navires en Chine du Nord et de l'Est doivent rester là où ils sont, mais les navires ancrés le long de la côte chinoise de la mer Jaune et du golfe de Pohai doivent être concentrés à Lienyunkang, Tsingtao, Weihaiwei et Tientsin.

6) Il ne doit se produire aucune destruction de matériel ou d'installations.

7) Vous et les commandants des armées japonaises dans la Chine du Nord, de l'Est, du Centre et du Sud serez tenus entièrement responsables de l'exécution de l'ordre ci-dessus.

[6] Chester W. Nimitz était alors commandant en chef de la flotte américaine du Pacifique et de la Zone de guerre du Pacifique.

SUR LA DECLARATION D'UN PORTE-PAROLE DE TCHIANG KAI-CHEK*

(16 août 1945)

Un porte-parole de Tchiang Kaï-chek, commentant la prétendue violation par le Parti communiste de l'ordre du généralissime Tchiang Kaï-chek au commandant en chef Chu Teh, a dit dans une conférence de presse à Tchongking l'après-midi du 15 août: "Les ordres du généralissime doivent être exécutés." "Ceux qui violent ces ordres sont des ennemis du peuple." Un correspondant de l'Agence Hsinhua déclare: Cela signifie que Tchiang Kaï-chek a ouvertement donné le signal de la guerre civile générale. Le 11 août, au moment même où les envahisseurs japonais allaient être définitivement anéantis, Tchiang Kaï-chek émit un ordre de trahison nationale, interdisant à la VIII[e] Armée de Route, à la Nouvelle IV[e] Armée et à toutes les autres forces armées populaires de combattre les envahisseurs japonais et les troupes fantoches. Il est évident que cet ordre ne pouvait et ne devait absolument pas être accepté. Peu de temps après, Tchiang Kaï-chek proclama par la voix de son porte-parole que les forces armées du peuple chinois étaient "ennemies du peuple"; c'est comme s'il avait déclaré la guerre civile au peuple chinois. Le complot de Tchiang Kaï-chek pour déclencher une guerre civile n'a évidemment pas commencé avec son ordre du 11 août; c'est un plan qu'il n'a cessé de suivre au cours des huit années de la Guerre de Résistance. Dans ces huit années, Tchiang Kaï-chek a lancé trois campagnes anticommunistes de grande envergure, en 1940, 1941 et 1943[1], s'apprêtant chaque fois à développer la campagne en une guerre civile étendue à tout le pays, et seule l'opposition du peuple chinois et de personnalités publiques des pays alliés a empêché cette guerre d'éclater, à la grande fureur de Tchiang Kaï-chek. Celui-ci fut ainsi forcé de remettre la guerre civile générale jusqu'à la fin de la Guerre de Résistance; telle est l'origine de l'ordre du 11 août et de la déclara-

tion du 15 août. Dans le but de déclencher la guerre civile, Tchiang Kaï-chek avait déjà inventé de nombreuses expressions telles que "parti hérétique", "parti traître", "armée de trahison", "armée rebelle", "régions de traîtres", "régions de bandits", "désobéissance au commandement militaire et aux autorités gouvernementales", "séparatisme féodal", "sabotage de la Guerre de Résistance" et "mise en danger de l'Etat"; il avait prétendu qu'auparavant il n'y avait pas eu de "guerre civile" en Chine, mais seulement "extermination des communistes", et que par conséquent il n'y aurait pas non plus de "guerre civile" à l'avenir, etc. Cette fois-ci, il y a une petite différence, c'est l'addition d'un nouveau terme: "ennemi du peuple". Mais les gens verront bien que son invention est stupide. Car toutes les fois qu'on parle en Chine de l'"ennemi du peuple", chacun sait de qui il s'agit. Il y a en Chine un homme qui a trahi les *trois principes du peuple* de Sun Yat-sen[2] et la Grande Révolution de 1927, qui a plongé le peuple chinois dans le bain de sang de dix ans de guerre civile et qui a provoqué ainsi l'agression de l'impérialisme japonais. Puis, affolé, il a pris ses jambes à son cou, entraînant toute une bande dans sa fuite du fleuve Heilongkiang jusqu'à la province du Koueitcheou. Et il a attendu la victoire en spectateur, les bras croisés. Maintenant que la victoire est là, il dit aux armées du peuple de "rester sur leurs positions jusqu'à nouvel ordre" et à l'ennemi et aux traîtres de "maintenir l'ordre" afin qu'il puisse retourner à Nankin, glorieux et triomphant. A la simple mention de tous ces faits, le peuple chinois reconnaît que cet homme est Tchiang Kaï-chek. Après tout ce qu'il a fait, peut-on contester que Tchiang Kaï-chek soit un ennemi du peuple? Il y a pourtant contestation. Le peuple dit oui. L'ennemi du peuple dit non. Voilà toute la contestation. Parmi le peuple, c'est un sujet de moins en moins contesté. Ce qui fait le problème maintenant, c'est que cet ennemi du peuple veut déclencher une guerre civile. Que doit faire le peuple? Le correspondant de l'Agence Hsinhua déclare que la politique du Parti communiste chinois face à la volonté de Tchiang Kaï-chek de déclencher une guerre civile est claire et conséquente, et c'est de s'opposer à cette guerre civile. Déjà à l'époque où l'impérialisme japonais commençait à envahir la Chine, le Parti communiste chinois demanda qu'on mît fin à la guerre civile et qu'on s'unît contre l'agression étrangère. En 1936-1937, au prix d'efforts prodigieux, le Parti communiste mit Tchiang

* Commentaire écrit par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Agence Hsinhua.

Kaï-chek dans l'obligation d'accepter ses propositions et rendit ainsi possible la Guerre de Résistance contre le Japon. Pendant les huit années de cette guerre, le Parti communiste chinois s'est efforcé sans relâche de mettre le peuple en garde contre le danger d'une guerre civile. Depuis l'année dernière, le Parti communiste a attiré à maintes reprises l'attention du peuple sur le gigantesque complot ourdi par Tchiang Kaï-chek pour déclencher une guerre civile d'envergure nationale dès la fin de la Guerre de Résistance. Le Parti communiste, comme le peuple chinois et tous ceux qui dans le monde s'intéressent à la paix en Chine, estime qu'une nouvelle guerre civile serait une calamité. Mais le Parti communiste maintient que la guerre civile peut encore être empêchée et qu'elle doit l'être. C'est dans le but d'empêcher la guerre civile que le Parti communiste a préconisé la formation d'un gouvernement de coalition. Maintenant Tchiang Kaï-chek a rejeté cette proposition et la guerre civile peut éclater à la moindre occasion. Mais il y a un moyen sûr de parer ce coup de Tchiang Kaï-chek. Que l'on s'attache à accroître résolument et rapidement les forces démocratiques du peuple; que le peuple libère les grandes villes occupées par l'ennemi et désarme les troupes ennemies et fantoches; et, si un tyran, un ennemi du peuple ose l'attaquer, que le peuple, en état de légitime défense, riposte résolument et fasse échouer les desseins du fauteur de guerre civile. Voilà le moyen, et c'est le seul. Le correspondant de l'Agence Hsinhua appelle toute la nation et le monde entier à rejeter ce mensonge parfaitement hypocrite et cynique selon lequel la guerre civile en Chine peut au contraire être évitée si Tchiang Kaï-chek interdit au peuple chinois de libérer les grandes villes occupées par l'ennemi, de désarmer les forces ennemies et fantoches et d'instaurer la démocratie, et s'il va lui-même dans ces grandes villes pour "hériter" (et non pas pour détruire) le régime de l'ennemi et des fantoches. C'est un mensonge, insiste le correspondant de l'Agence Hsinhua, et ce mensonge est manifestement contraire aux intérêts nationaux et démocratiques du peuple chinois, comme il est en contradiction flagrante avec tous les faits de l'histoire chinoise moderne. Il ne faut jamais oublier ceci: ce n'est nullement parce que les grandes villes étaient dans les mains du Parti communiste et non dans les siennes que Tchiang Kaï-chek a mené la guerre civile dix ans durant, de 1927 à 1937; au contraire, depuis 1927, aucune des grandes villes n'a été dans les mains du Parti communiste, toutes étaient dans les mains de Tchiang Kaï-chek ou abandonnées par lui aux Japonais et aux traîtres; c'est précisément

dans ces circonstances que la guerre civile a duré dix ans sur le plan national et continué jusqu'à ce jour dans certaines régions. Il ne faut jamais oublier que si la guerre civile de dix ans a été arrêtée, si les trois grandes campagnes anticommunistes et les autres provocations innombrables pendant la Guerre de Résistance ont été mises en échec (jusque et y compris la récente invasion par Tchiang Kaï-chek de la partie sud de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia)[3], ce n'est point parce que Tchiang Kaï-chek était puissant, mais parce que sa puissance était relativement insuffisante, et que le Parti communiste et le peuple étaient relativement puissants. La guerre civile de dix ans a été arrêtée, non par les appels de personnalités de tout le pays qui voulaient la paix et craignaient la guerre (comme celles de l'ancienne "Ligue pour bannir la guerre civile"[4] et d'autres groupements similaires), mais sous l'effet de la demande armée du Parti communiste chinois ainsi que de celle de l'Armée du Nord-Est sous Tchang Hsiué-liang et de l'Armée du Nord-Ouest sous Yang Hou-tcheng[5]. Les trois grandes campagnes anticommunistes et d'innombrables autres provocations n'ont pas été repoussées par suite de concessions illimitées et de la soumission du Parti communiste; elles ont été repoussées parce que le Parti communiste a persisté dans son attitude ferme et juste de légitime défense: "Nous n'attaquerons pas à moins d'être attaqués, mais si nous sommes attaqués, nous contre-attaquerons"[6]. Si le Parti communiste n'avait eu ni force ni caractère, s'il n'avait pas combattu jusqu'au bout pour les intérêts de la nation et du peuple, comment la guerre civile de dix ans aurait-elle pu prendre fin? Comment la Guerre de Résistance contre le Japon aurait-elle pu commencer? Et même si elle avait commencé, comment aurait-elle pu être menée résolument jusqu'à la victoire d'aujourd'hui? Et comment Tchiang Kaï-chek et ses pareils pourraient-ils encore être en vie, donnant des ordres et faisant des déclarations du fond d'une retraite montagneuse si éloignée du front? Le Parti communiste chinois est fermement opposé à la guerre civile. L'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont déclaré en Crimée[7]: "établissez la paix intérieure" et "formez des autorités gouvernementales provisoires largement représentatives de tous les éléments démocratiques de la population et s'engageant à établir le plus rapidement possible par le moyen d'élections libres des gouvernements qui répondent à la volonté populaire". C'est exactement ce que le Parti communiste chinois a toujours préconisé – la formation d'un "gouvernement de coalition". Réalisée, cette proposition peut

empêcher la guerre civile. Mais il y a une condition préalable – la force. Que le peuple s'unisse et accroisse ses forces, et la guerre civile pourra être évitée.

NOTES

[1] Voir "Commentaire sur la onzième session plénière du Comité exécutif central du Kuomintang et la deuxième session du troisième Conseil politique national", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome III.

[2] Les *trois principes du peuple* sont les principes et le programme avancés par Sun Yat-sen sur les questions du nationalisme, de la démocratie et du bien-être du peuple dans la révolution démocratique bourgeoise en Chine. En 1924, dans le Manifeste du Ier Congrès du Kuomintang, congrès caractérisé par la coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste, Sun Yat-sen formula à nouveau ses *trois principes du peuple*, interpréta le *nationalisme* comme l'opposition à l'impérialisme et se déclara pour un soutien actif aux mouvements des ouvriers et des paysans. Les anciens *trois principes du peuple* devinrent ainsi les nouveaux *trois principes du peuple*, comportant les trois thèses politiques fondamentales: l'alliance avec la Russie, l'alliance avec le Parti communiste et le soutien aux paysans et aux ouvriers. Les nouveaux *trois principes du peuple* ont fourni la base politique pour la coopération entre le Parti communiste chinois et le Kuomintang pendant la Première guerre civile révolutionnaire.

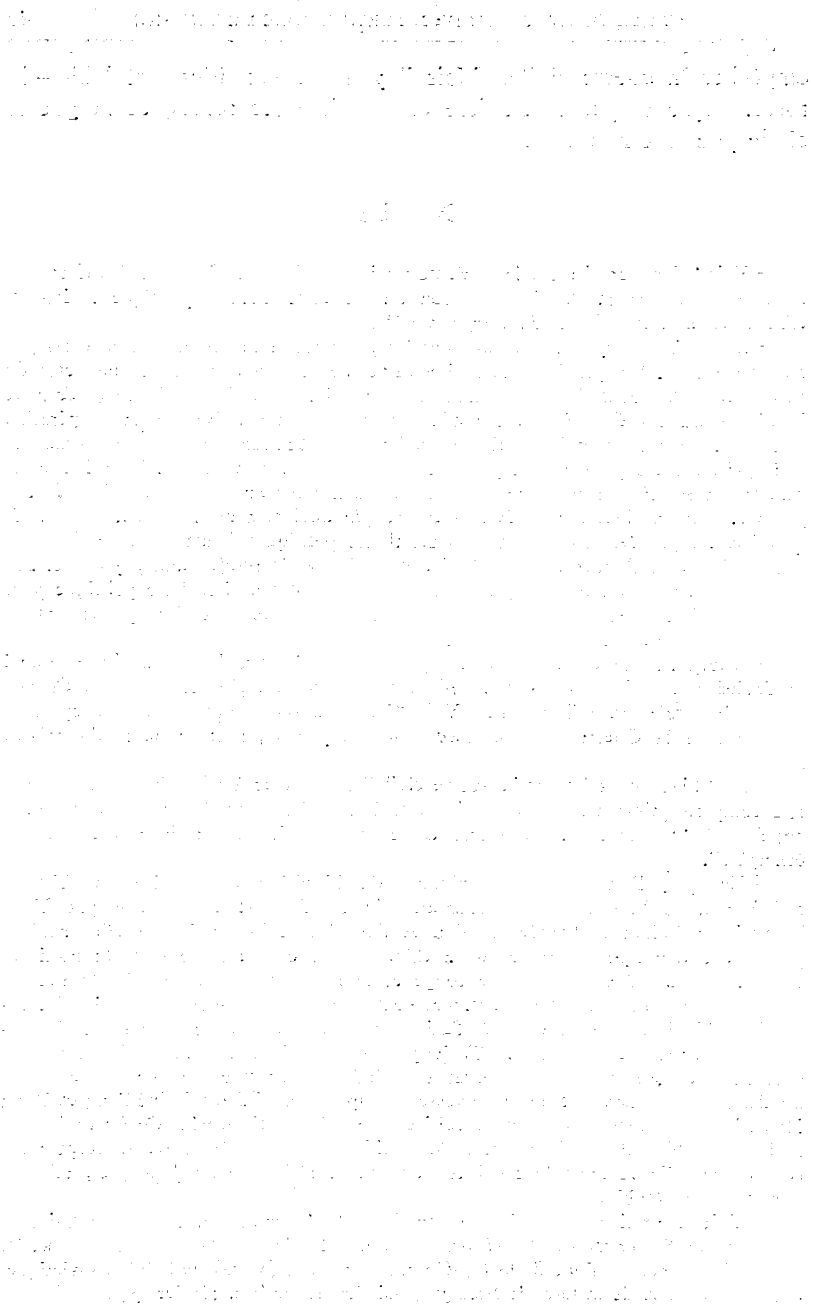
[3] Allusion à l'attaque, par des troupes du Kuomintang, de Tchouenhoua, Siunyi et Yaohsien dans la sous-région de Kouantchong de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia, en juillet 1945. Voir "La Situation et notre politique après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon", note 12, p. 21 du présent tome.

[4] La "Ligue pour bannir la guerre civile" fut formée à Changhaï en août 1932; elle comptait principalement des adhérents bourgeois. Elle lança une déclaration appelant à "mettre fin à la guerre civile et à s'unir pour résister à l'agression étrangère".

[5] En 1936, l'Armée du Kuomintang du Nord-Est commandée par Tchang Hsiué-liang et l'Armée du Kuomintang du Nord-Ouest commandée par Yang Hou-tcheng étaient cantonnées à Sian et dans les régions voisines; elles avaient pour tâche d'attaquer l'Armée rouge chinoise, qui était arrivée dans le nord du Chensi. Influencées par l'Armée rouge et le mouvement antijaponais du peuple, elles approuvèrent le front uni national contre le Japon, proposé par le Parti communiste chinois et demandèrent à Tchiang Kaï-chek de s'allier avec le Parti communiste pour résister au Japon. Tchiang Kaï-chek refusa cette demande, se montra plus actif encore dans ses préparatifs militaires pour "l'extermination des communistes" et massacra à Sian la jeunesse antijaponaise. Tchang Hsiué-liang et Yang Hou-tcheng, agissant de concert, se saisirent de Tchiang Kaï-chek. Ce fut le fameux Incident de Sian du 12 décembre 1936. Tchiang Kaï-chek fut forcé d'accepter ces conditions: alliance avec le Parti communiste et résistance au Japon, et, relâché, il retourna à Nankin.

[6] Voir "Entretien avec trois correspondants de l'Agence centrale d'Information et des journaux *Saotangpao* et *Sinminpao*", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II.

[7] Tiré du communiqué de la Conférence de Crimée (Yalta) de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, qui s'est tenue le 11 février 1945.



CIRCULAIRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX AVEC LE KUOMINTANG*

(26 août 1945)

La capitulation rapide de l'envahisseur japonais a changé toute la situation. Tchiang Kaï-chek a monopolisé le droit de recevoir la capitulation et pour le moment (pendant un certain temps) les grandes villes et les importantes voies de communication ne seront pas entre nos mains. Cependant, dans la Chine du Nord, nous devons encore lutter ferme, lutter de toutes nos forces pour prendre tout ce que nous pouvons. Au cours des deux dernières semaines, notre armée a repris 59 villes, grandes et petites, ainsi que de vastes régions rurales, et nous avons maintenant au total 175 villes, y compris celles que nous possédions déjà; nous avons ainsi remporté une grande victoire. Dans la Chine du Nord, nous avons repris Weihaiwei, Yentai, Longkeou, Yitou, Tsetchouan, Yanglieoutsing, Pikehtsi, Poai, Tchangkiakeou, Tsining et Fengtchen; notre armée a donc, par sa puissance, ébranlé la Chine du Nord, ce qui, avec la foudroyante avance des forces soviétiques et mongoles jusqu'à la Grande Muraille, a mis notre Parti dans une position avantageuse. Dans la période à venir, nous devons poursuivre l'offensive, afin de nous emparer, autant que possible, de la voie ferrée Peiping-Soueiyuan, de la section nord de la ligne Tatong-Poutcheou, des lignes Tchengting-Taiyuan, Tehtcheou-Chekiatchouang, Paikouei-Tsintcheng et Taokeou-Tsinghoua, et de couper les lignes Peiping-Liaoning, Peiping-Hankeou, Tientsin-Poukeou, Tsingtao-Tsinan, Longhai et Changhaï-Nankin; nous devons contrôler tout ce que nous pouvons, ne fût-ce que temporairement. En même temps, nous devons employer les forces nécessaires pour prendre le plus grand nombre possible de villages aussi bien que de chefs-lieux d'anciennes préfectures, de chefs-lieux de district, de

bourgs. Par exemple, la Nouvelle IV^e Armée a occupé de nombreux chefs-lieux de district situés entre Nankin, le lac Taihou et le mont Tienmou d'une part, entre le Yangtsé et le Houaiho de l'autre; nos troupes dans le Chantong ont pris toute la péninsule de Kiaotong; nos forces dans la région frontière du Chansi-Soueiyuan se sont emparées d'un grand nombre de villes au nord et au sud de la voie ferrée Peiping-Soueiyuan; tout cela a créé une situation extrêmement favorable. Encore une période d'offensive, et notre Parti sera en mesure de contrôler la plus grande partie des régions situées au nord du Bas-Yangtsé et du Houaiho, la plus grande partie des provinces du Chantong, du Hopei, du Chansi et du Soueiyuan, tout le Jéhol et tout le Tchahar et une partie de la province du Liaoning.

Puisqu'à l'heure actuelle, l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'approuvent pas une guerre civile en Chine[1], que d'autre part, notre Parti a lancé les trois grands mots d'ordre: paix, démocratie et union[2] et envoie à Tchongking les camarades Mao Tsé-toung, Chou En-laï et Wang Jouo-fei pour discuter avec Tchiang Kaï-chek des grands problèmes de l'union et de la construction nationale, il est possible de déjouer le complot de guerre civile des réactionnaires chinois. Il est vrai qu'ayant occupé Changhaï, Nankin et d'autres lieux, rétabli les communications maritimes, pris possession des armes de l'ennemi et incorporé dans ses propres forces les troupes fantoches, le Kuomintang voit à présent sa position renforcée; néanmoins, il reste couvert de mille plaies, déchiré de multiples contradictions internes, assailli par de grandes difficultés. Il est possible

* Circulaire à l'intention du Parti, rédigée au nom du Comité central du Parti communiste chinois par le camarade Mao Tsé-toung deux jours avant son voyage à Tchongking pour les négociations de paix avec Tchiang Kaï-chek. Comme le Parti communiste chinois et les grandes masses du peuple chinois s'opposaient fermement au complot de guerre civile de Tchiang Kaï-chek, et que l'impérialisme américain devait encore compter avec l'opinion démocratique mondiale qui condamnait unanimement la politique de guerre civile et de dictature de Tchiang Kaï-chek, celui-ci envoya trois télégrammes au camarade Mao Tsé-toung les 14, 20 et 23 août 1945, l'invitant à se rendre à Tchongking pour les négociations de paix. Pour les mêmes raisons, Patrick J. Hurley, alors ambassadeur des Etats-Unis en Chine auprès du gouvernement du Kuomintang, vint à Yenan le 27 août. Dans le but de faire tous les efforts possibles en faveur de la paix, et aussi, tout en luttant pour la paix, de montrer sous leur vrai jour l'impérialisme américain et Tchiang Kaï-chek, dans l'intérêt de l'union et de l'éducation des masses populaires, le Parti communiste chinois décida d'envoyer à Tchongking les camarades Mao Tsé-toung, Chou En-laï et Wang Jouo-fei entamer les négociations de paix avec le Kuomintang. Cette circulaire rédigée par le camarade Mao Tsé-toung analysait l'évolution de la situation en Chine durant les deux semaines qui suivirent l'annonce faite par le Japon qu'il capitulait. Elle

que, cédant à des pressions intérieures et extérieures, le Kuomintang reconnaisse conditionnellement le statut de notre Parti après les négociations, et alors notre Parti aussi reconnaîtrait conditionnellement le statut du Kuomintang, ce qui ouvrirait une nouvelle période de coopération entre les deux partis (plus la Ligue démocratique[3], etc.) et de développement pacifique. Si cette situation se présente, notre Parti devra s'efforcer de maîtriser toutes les méthodes de la lutte légale et intensifier son travail à l'intérieur des régions du Kuomintang, dans les trois principaux secteurs: villes, campagnes et armée (autant de points faibles de notre travail dans ces régions). Lors des négociations, le Kuomintang ne manquera certainement pas d'exiger que nous réduisions considérablement l'étendue des régions libérées et l'effectif de l'Armée de Libération et que nous cessions d'émettre du papier-monnaie. De notre côté, nous serons disposés à faire les concessions jugées nécessaires et qui ne porteront pas préjudice aux intérêts fondamentaux du peuple. Faute de ces concessions, nous ne pourrons ni briser le complot de guerre civile du Kuomintang, ni conquérir l'initiative politique, ni gagner la sympathie de l'opinion mondiale et des éléments du centre dans notre pays, ni obtenir en échange le statut légal pour notre Parti et une situation de paix. Mais les concessions ont des limites; le principe est qu'elles ne doivent pas porter préjudice aux intérêts fondamentaux du peuple.

Si, après que notre Parti aura pris ces mesures, le Kuomintang persiste à déclencher la guerre civile, il se mettra alors dans son tort devant tout le pays et le monde entier, et notre Parti aura toute raison

---

exposait la ligne de conduite du Comité central du Parti communiste chinois à l'égard des négociations de paix, certaines concessions que le Parti était prêt à faire durant les pourparlers, et les mesures à prendre selon les deux issues possibles des négociations. Elle donnait des directives sur les principes de lutte à suivre respectivement dans les régions libérées de la Chine du Nord et de l'Est et dans celles de la Chine du Centre et du Sud. Elle avertissait tout le Parti qu'il ne fallait en aucune façon relâcher, du fait des négociations, la vigilance ou la lutte contre Tchiang Kaï-chek. Le camarade Mao Tsé-toung et ses compagnons arrivèrent à Tchongking le 28 août et discutèrent avec le Kuomintang pendant quarante-trois jours. Bien que les négociations n'aient abouti qu'à la publication d'un "Résumé des conversations entre les délégués du Kuomintang et ceux du Parti communiste chinois" (connu également sous le nom d'"Accord du 10 Octobre"), elles permirent, sur le plan politique, au Parti communiste chinois de s'emparer de l'initiative dans une large mesure tout en reléguant le Kuomintang dans une position passive; elles constituèrent donc un succès. Le camarade Mao Tsé-toung retourna à Yenan le 11 octobre. Les camarades Chou En-laï et Wang Jouo-fei restèrent à Tchongking, afin de poursuivre les négociations. Pour les résultats, voir l'article suivant du présent tome: "Sur les négociations de Tchongking".

d'entreprendre une guerre de légitime défense en vue de briser les attaques du Kuomintang. D'ailleurs, notre Parti est puissant; en cas d'une attaque de l'ennemi, pour autant que les conditions permettent de le battre, notre Parti prendra à coup sûr la position de légitime défense pour l'anéantir résolument, radicalement, intégralement et totalement (n'engageons pas de combat à la légère, ne nous battons que si nous sommes sûrs de vaincre). En aucune façon, nous ne devons nous laisser intimider par l'aspect terrifiant des réactionnaires. Mais nous devons à tout moment nous en tenir strictement aux principes suivants sans jamais les oublier: l'union et la lutte, l'union par la lutte; dans la lutte, avoir le bon droit, l'avantage et de la mesure; mettre à profit les contradictions, gagner à soi la majorité, s'opposer à la minorité, et écraser les adversaires un à un[4].

Dans les provinces du Kouangtong, du Hounan, du Houpei, du Honan et d'autres, les forces de notre Parti sont dans une position plus difficile que dans la Chine du Nord ou dans la région située entre le Yangtsé et le Houaiho; à vous qui travaillez dans ces provinces, le Comité central porte un profond intérêt. Mais il y a beaucoup de lacunes dans les vastes régions occupées par le Kuomintang; vous serez tout à fait en état de vous en tirer à condition que vous ne commettiez pas de graves erreurs dans l'application de la politique militaire (mouvements et opérations) et de la politique d'union avec le peuple, et que vous soyez modestes et prudents, et non présomptueux et irréfléchis. Outre que vous recevez les directives nécessaires du Comité central, vous devez, de votre propre jugement, analyser la situation, résoudre vos problèmes, surmonter les difficultés, vous maintenir et étendre vos forces. Et lorsque le Kuomintang ne pourra plus rien contre vous, il est possible qu'il se voie contraint, dans les négociations entre les deux partis, de reconnaître votre force et d'accepter des arrangements avantageux pour les deux côtés. Mais vous ne devez absolument pas compter sur les négociations, ni attendre de la bienveillance du Kuomintang, car il ne sera jamais bienveillant. Vous devez compter sur la force dont vous disposez, sur la conduite correcte de vos activités, sur l'unité fraternelle au sein du Parti et sur les bons rapports avec le peuple. Vous appuyer fermement sur le peuple, voilà le moyen de vous en sortir.

En résumé, notre Parti se trouve devant de nombreuses difficultés dont il faut tenir compte et auxquelles tous les camarades doivent avoir l'esprit bien préparé. Mais l'orientation générale de la situation à l'extérieur et à l'intérieur du pays est favorable à notre Parti

et au peuple. Tant que tout le Parti restera étroitement uni, nous saurons vaincre pas à pas toutes nos difficultés.

NOTES

[1] A la veille comme au lendemain de la capitulation du Japon, l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne exprimaient leur désapprobation au sujet d'une guerre civile en Chine. Mais bientôt les événements démontrèrent que cette "désapprobation" des Etats-Unis ne servait qu'à camoufler l'aide active qu'ils apportaient au gouvernement réactionnaire du Kuomintang dans la préparation d'une guerre civile contre-révolutionnaire.

[2] Les trois grands mots d'ordre: paix, démocratie et union furent lancés le 25 août 1945 par le Comité central du Parti communiste chinois dans sa "Déclaration sur la situation actuelle". La déclaration soulignait qu'après la capitulation de l'impérialisme japonais, "la tâche de première importance qui attend la nation tout entière est de renforcer l'union dans le pays, d'assurer la paix intérieure, d'instaurer la démocratie et d'améliorer la vie du peuple, afin de pouvoir, sur la base de la paix, de la démocratie et de l'union, réaliser l'unité du pays et édifier une nouvelle Chine, indépendante, libre, prospère et puissante".

[3] La Ligue démocratique fut fondée en 1941 sous le nom de Ligue des Groupements démocratiques de Chine. Réorganisée en 1944, elle prit depuis son nom actuel.

[4] Voir "La Tactique actuelle dans le front uni de résistance contre le Japon" et "Au sujet de notre politique", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II.

SUR LES NEGOCIATIONS DE TCHONGKING*

(17 octobre 1945)

Parlons un peu de la situation actuelle. C'est là la question qui préoccupe nos camarades. Cette fois-ci, les négociations entre le Kuomintang et le Parti communiste à Tchongking ont duré quarante-trois jours. Les résultats en ont déjà été publiés dans les journaux[1]. Les délégués des deux partis continuent à négocier. Les négociations ont porté fruit. Le Kuomintang a accepté les principes de la paix et de l'union, reconnu certains droits démocratiques du peuple et admis que la guerre civile devait être écartée et que les deux partis devaient coopérer dans la paix pour bâtir une Chine nouvelle. Tels sont les points sur lesquels un accord a été obtenu. Il en est d'autres sur lesquels on n'est pas parvenu à un accord. La question des régions libérées n'a pas été résolue, et celle des forces armées, en fait, n'a pas été résolue non plus. Et les accords conclus ne le sont encore que sur le papier. Ce qui est sur le papier n'est pas l'équivalent de la réalité. Les faits prouvent qu'un très grand effort reste à faire pour que cela devienne une réalité.

D'un côté, le Kuomintang négocie avec nous, de l'autre, il attaque vigoureusement les régions libérées. Les troupes du Kuomintang directement engagées dans cette attaque se chiffrent déjà à 800.000 hommes, sans compter les forces disposées autour de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia. Partout où il y a des régions libérées, les combats s'engagent ou se préparent. Or, le premier article de "l'Accord du 10 Octobre" porte sur "la paix et la construction nationale". Ces mots sur le papier ne contredisent-ils pas la réalité? Bien sûr que si. Voilà pourquoi nous disons que pour faire passer dans la réalité ce qui est sur le papier, il nous faut encore faire des efforts. Pour quelle raison le Kuomintang mobilise-t-il tant de troupes pour nous attaquer? Parce que sa décision est prise depuis longtemps, et c'est d'anéantir les forces populaires, de nous anéantir. Le mieux pour lui serait de nous anéantir rapidement; s'il n'y arrive pas,

il voudra au moins nous mettre dans une mauvaise situation tout en améliorant la sienne. La paix, quoique inscrite dans l'Accord, n'est donc pas réalisée dans les faits. Actuellement, les combats prennent des proportions considérables dans certains endroits comme la région de Changtang dans le Chansi. Entre les monts de Taihang, Taiyué et Tchongtiao, il y a une cuvette, c'est la région de Changtang. Cette cuvette contient du poisson et de la viande, et Yen Si-chan a envoyé 13 divisions pour s'en emparer. Notre politique aussi a été fixée il y a longtemps, elle consiste à riposter du tac au tac et à combattre pour chaque pouce de terre. Cette fois, nous avons riposté, nous avons combattu, et fort bien. En d'autres termes, nous avons entièrement anéanti les 13 divisions. Les forces offensives ennemies comptaient 38.000 hommes et nous avons engagé 31.000 hommes. De ces 38.000 hommes, 35.000 ont été anéantis, 2.000 ont pris la fuite et 1.000 se sont dispersés[2]. Nous continuerons à nous battre ainsi. Le Kuomintang cherche désespérément à s'emparer des territoires de nos régions libérées. Cela paraît inexplicable. Pourquoi s'acharne-t-il tant à s'emparer de ces territoires? N'est-ce pas bien que les régions libérées soient entre nos mains, entre les mains du peuple? Mais c'est là notre façon de penser, celle du peuple. Si le Kuomintang aussi pensait de la même façon, l'unité serait faite et on serait tous "camarades". Mais il ne pense pas ainsi, il s'oppose à nous obstinément. Il ne voit pas pourquoi il ne s'opposerait pas à nous. Il est donc naturel qu'il nous attaque. De notre côté, nous ne voyons pas pourquoi nous le laisserions prendre nos régions libérées. Il est donc naturel aussi que nous contre-attaquions. Quand deux "je-ne-vois-pas-pourquoi" se trouvent ensemble, on se bat. Puisqu'il s'agit de deux "je-ne-vois-pas-pourquoi", pour quelle raison a-t-on négocié? Et pour quelle raison a-t-on conclu "l'Accord du 10 Octobre"? En ce monde, les choses sont complexes et beaucoup de facteurs les déterminent. Il nous faut examiner un problème sous ses différents aspects, et non sous un seul. A Tchongking, certains estiment qu'il faut se méfier de Tchiang Kaï-chek, que c'est un trompeur et que des négociations avec lui ne peuvent aboutir à rien. C'est ce que m'ont dit beaucoup de gens que j'ai rencontrés; parmi eux il y avait des membres du Kuomintang. Je leur ai dit que leur opinion était justifiée, bien fondée, et que dix-huit années d'expérience[3] nous avaient

* Rapport présenté par le camarade Mao Tsé-toung à une réunion de cadres à Yenan, après son retour de Tchongking.

fermement convaincus qu'il en était bien ainsi. C'est sûr que le Kuomintang et le Parti communiste échoueront dans leurs négociations, c'est sûr qu'ils se battront, sûr qu'ils en viendront à une rupture, mais ce n'est là qu'un aspect de la question. Il y en a un autre: bien des facteurs encore ne peuvent manquer d'inspirer de fortes craintes à Tchiang Kaï-chek. Parmi ces facteurs, les trois principaux sont: la puissance des régions libérées, l'opposition du peuple du grand-arrière à la guerre civile, et la situation internationale. Il y a dans nos régions libérées 100 millions d'habitants, un million de soldats et les 2 millions d'hommes de la milice populaire: une force dont personne n'oserait minimiser l'importance. La position de notre Parti dans la vie politique de la nation n'est plus ce qu'elle était en 1927, ni ce qu'elle était en 1937. Le Kuomintang, qui a toujours refusé de reconnaître un statut d'égalité au Parti communiste, est obligé maintenant de le faire. Ce que nous avons réalisé dans les régions libérées a déjà influencé toute la Chine et le monde entier. Le peuple du grand-arrière désire la paix et réclame la démocratie. Dernièrement, à Tchongking, j'ai senti profondément l'appui enthousiaste des larges masses populaires; elles sont mécontentes du gouvernement du Kuomintang et placent leurs espoirs en nous. En outre, j'ai rencontré bien des étrangers, y compris des Américains, qui ont beaucoup de sympathie pour nous. Les larges masses populaires dans les pays étrangers sont mécontentes des forces réactionnaires de Chine et témoignent de la sympathie pour les forces populaires chinoises. Et elles désapprouvent aussi la politique de Tchiang Kaï-chek. Nous avons bien des amis dans tout le pays et dans le monde entier, nous ne sommes pas seuls. Il n'y a pas que le peuple de nos régions libérées qui soit contre la guerre civile en Chine et pour la paix et la démocratie, mais aussi les larges masses populaires dans le grand-arrière et dans le monde entier. Subjectivement Tchiang Kaï-chek veut maintenir sa dictature et détruire le Parti communiste chinois, mais objectivement bien des difficultés se dressent sur son chemin. Force lui est donc d'être un peu réaliste. Puisqu'on veut être réaliste, nous le sommes aussi de notre côté. On a été réaliste en nous invitant et nous l'avons été en allant négocier. Nous sommes arrivés à Tchongking le 28 août. Le soir du 29, j'ai dit aux représentants du Kuomintang que, depuis l'Incident du 18 Septembre[4], le pays avait toujours eu besoin de paix et d'union. C'est ce que nous demandions sans en voir la réalisation. La paix et l'union ne sont devenues une réalité qu'après l'Incident de Sian[5], et avant le début de

la Guerre de Résistance, le 7 juillet 1937. Durant les huit années de cette guerre, nous avons combattu ensemble contre le Japon. Mais la guerre civile n'a jamais cessé; il y a eu d'incessants conflits, plus ou moins importants. Nier que ce fût là de la guerre civile serait une duperie et ne concorderait pas avec la réalité. Au cours de ces huit années, nous avons maintes fois exprimé notre désir de négocier. Au VII[e] Congrès de notre Parti, nous avons de même déclaré: " . . . nous sommes disposés à reprendre les négociations avec les autorités du Kuomintang dès que celles-ci auront manifesté leur désir de renoncer à leur politique erronée actuelle et consenti à des réformes démocratiques"[6]. Dans les négociations, nous avons soutenu que, premièrement, la Chine avait besoin de la paix et que, deuxièmement, elle avait besoin de la démocratie. Tchiang Kaï-chek n'a pu faire aucune objection et a dû donner son assentiment. D'un côté, la politique de paix et les accords sur la démocratie, publiés dans le "Résumé des conversations", sont des mots sur le papier et ne représentent pas encore la réalité; d'un autre côté, ils ont été déterminés par le jeu de forces diverses. C'est la force du peuple dans les régions libérées, la force du peuple dans le grand-arrière, la situation internationale – le cours général des événements qui a contraint le Kuomintang à les accepter.

La manière de "riposter du tac au tac" dépend de la situation. Parfois, ne pas aller négocier, c'est riposter du tac au tac; parfois, aller négocier, c'est aussi riposter du tac au tac. Nous avons eu raison de ne pas y aller autrefois, nous avons encore raison d'y aller cette fois; dans un cas comme dans l'autre, c'est riposter du tac au tac. Cette fois, nous avons bien fait d'y aller, car cela nous a permis de démolir les mensonges du Kuomintang selon lesquels le Parti communiste ne désirait pas la paix et l'union. Le Kuomintang a envoyé successivement trois télégrammes pour nous inviter, et nous y sommes allés; mais il n'avait rien préparé et c'est nous qui avons dû présenter toutes les propositions. Comme résultat des négociations, il a accepté la politique de paix et d'union. C'est parfait. Si le Kuomintang persiste à déclencher la guerre civile, il se mettra dans son tort aux yeux de toute la nation et du monde entier, et nous aurons d'autant plus de motifs d'engager une guerre de légitime défense pour briser ses attaques. Maintenant que "l'Accord du 10 Octobre" a été conclu, notre tâche est de le faire observer, d'exiger que le Kuomintang tienne sa promesse, et de continuer de lutter pour la paix. S'il tient à se battre, nous l'anéantirons définitivement. Voici comment les choses se pré-

sentent: il nous attaque, nous le détruisons, et le voilà satisfait, en partie satisfait s'il est détruit en partie, satisfait davantage s'il est détruit davantage, entièrement satisfait s'il est détruit entièrement. Les problèmes de la Chine sont compliqués et il nous faut aussi avoir la tête quelque peu compliquée. Si l'on vient pour se battre, nous nous battrons. Nous nous battrons pour gagner la paix. La paix ne viendra pas si nous ne portons pas des coups sévères aux réactionnaires qui osent attaquer les régions libérées.

Des camarades ont demandé pourquoi nous devons céder huit régions libérées[7]. C'est grand dommage que de céder ces huit régions, mais il vaut mieux le faire. Pourquoi est-ce dommage? Parce que ces régions-là, le peuple les a créées au prix de sa sueur et de son sang et péniblement édifiées. Donc, dans les régions que nous allons céder, il nous faut expliquer clairement la situation au peuple et prendre les dispositions qui conviennent. Pourquoi devons-nous céder ces régions? Parce qu'autrement le Kuomintang ne se sentirait pas tranquille. Il va retourner à Nankin, mais quelques régions libérées dans le Sud sont tout près de son lit ou dans son corridor. Aussi longtemps que nous serons là, il ne pourra pas dormir tranquille et, de toute façon, il ne manquera pas de nous les disputer. Nos concessions sur ce point contribueront à faire échouer le complot de guerre civile du Kuomintang et nous feront gagner la sympathie d'un grand nombre d'éléments du centre dans le pays et à l'étranger. Tous les organes de propagande du pays, à part l'Agence Hsinhua, sont actuellement contrôlés par le Kuomintang. Ce sont tous des fabriques de fausses nouvelles. A propos des négociations, ils ont répandu de faux bruits selon lesquels le Parti communiste ne cherche qu'à disputer des territoires et ne veut pas faire de concessions. Notre politique consiste à protéger les intérêts fondamentaux du peuple. Pour autant que le principe de ne pas nuire aux intérêts fondamentaux du peuple est respecté, il est permis de faire certaines concessions pour obtenir en échange la paix et la démocratie dont le peuple tout entier a besoin. Dans le passé aussi, quand nous avons eu affaire à Tchiang Kaï-chek, nous lui avons fait des concessions, et même de plus grandes. En 1937, pour que la nation s'engage tout entière dans la Guerre de Résistance, nous avons de notre propre chef supprimé le nom de Gouvernement révolutionnaire des Ouvriers et des Paysans, remplacé le nom d'Armée rouge par celui d'Armée révolutionnaire nationale et changé notre politique de confiscation des terres des propriétaires fonciers en celle de réduction des fermages et

du taux d'intérêt. Cette fois, en cédant certaines régions du Sud, nous avons complètement ruiné les faux bruits du Kuomintang devant tout le peuple de Chine et les peuples du monde entier. Il en est de même de la question des forces armées. Le Kuomintang a dit dans sa propagande que le Parti communiste ne faisait que disputer les fusils. Nous avons dit que nous étions prêts à faire des concessions. Tout d'abord, nous avons proposé de réduire nos forces actuelles à 48 divisions – soit à peu près un sixième des forces armées du pays, puisque le Kuomintang possède 263 divisions. Ensuite, nous avons proposé une nouvelle réduction, à 43 divisions, soit un septième. Le Kuomintang a alors annoncé qu'il réduirait ses forces à 120 divisions. Nous avons dit que, dans la même proportion, nous pourrions réduire les nôtres à 24, voire à 20 divisions, ce qui ferait toujours un septième. Dans l'armée du Kuomintang, la proportion des officiers est trop grande par rapport aux soldats et l'effectif d'une de ses divisions n'atteint pas 6.000 hommes. Nous pourrions former 200 de leurs divisions avec nos 1.200.000 hommes. Mais nous n'allons pas le faire. Ainsi, le Kuomintang n'a plus rien à dire et tous ses faux bruits font long feu. Alors, allons-nous livrer nos armes au Kuomintang? Pas davantage. Si nous lui livrons nos armes, le Kuomintang n'en aura-t-il pas trop? Les armes du peuple, fût-ce un fusil ou une cartouche, il faut les garder toutes, il ne faut pas les livrer.

Voilà ce que je voulais dire aux camarades sur la situation actuelle. Elle se développe à travers de nombreuses contradictions. Pourquoi, dans les négociations entre le Kuomintang et notre Parti, est-on parvenu à un accord sur certains points et pas sur d'autres? Pourquoi le "Résumé des conversations" parle-t-il de la paix et de l'union, alors qu'en fait les combats se poursuivent? Certains camarades n'arrivent pas à comprendre ces contradictions. Mon exposé a justement pour but de répondre à ces questions. Certains camarades ne peuvent comprendre pourquoi nous avons consenti à négocier avec Tchiang Kaï-chek, alors qu'il a toujours été anticommuniste et ennemi du peuple. Notre Parti avait décidé à son VII[e] Congrès que nous étions disposés à négocier avec le Kuomintang, pour autant que ce dernier modifierait sa politique. Cette décision était-elle juste? Tout à fait juste. La révolution chinoise est une longue révolution et la victoire ne peut être remportée que pas à pas. L'avenir de la Chine dépend de nos efforts. Pendant quelque six mois la situation va rester incertaine. Nous devons redoubler d'efforts pour qu'elle puisse évoluer dans un sens favorable au peuple tout entier.

Maintenant, ajoutons un mot sur notre travail. Parmi les camarades ici présents il y en a qui vont partir pour le front. Bon nombre de nos camarades sont pleins d'enthousiasme, et c'est à qui aura l'occasion d'aller travailler là-bas; cet esprit actif et cette ardeur sont très précieux. Mais il y a aussi des camarades qui ont des idées fausses, et qui, au lieu de penser qu'il y aura au front de nombreuses difficultés à vaincre, croient que là tout ira bien et qu'on y sera mieux qu'à Yenan. N'y a-t-il pas des gens qui pensent de cette façon? Je crois que si. Je conseille à ces camarades de rectifier leurs idées. Quand on va au front, c'est pour travailler. Qu'est-ce que travailler? Travailler, c'est lutter. Il y a là-bas des difficultés et des problèmes qu'il nous incombe de résoudre. C'est pour vaincre ces difficultés que nous y allons travailler et lutter. Un bon camarade est celui qui tient d'autant plus à aller dans un endroit que les difficultés y sont plus grandes. Au front, le travail est dur. Un dur travail est comme une charge placée devant nous et qui nous défie de la hisser sur nos épaules. Certaines charges sont légères, d'autres sont lourdes. Il y a des gens qui, préférant les charges légères aux lourdes, choisissent les légères et laissent les lourdes aux autres. Ce n'est pas une bonne attitude. D'autres camarades se comportent différemment; ils laissent le confort aux autres et portent eux-mêmes les lourdes charges; ils sont les premiers à supporter les épreuves, les derniers à jouir du bien-être. Ce sont de bons camarades. Nous devons tous prendre exemple sur leur esprit communiste.

Beaucoup de cadres locaux vont quitter leur pays pour le front. Et beaucoup d'autres, qui étaient venus à Yenan de leur pays natal du Sud, vont partir aussi pour le front. Tous les camarades allant au front doivent avoir l'esprit bien préparé, de telle sorte qu'une fois là-bas, ils puissent prendre racine, fleurir et porter fruit. Nous autres communistes, nous sommes comme les semences et le peuple est comme le sol. Dès que nous arrivons dans un endroit, nous devons nous unir avec le peuple, prendre racine et fleurir au milieu du peuple. Où qu'ils aillent, nos camarades doivent établir de bonnes relations avec les masses, leur témoigner de la sollicitude et les aider à surmonter leurs difficultés. Nous devons unir à nous les larges masses populaires, et plus nous y réussirons, mieux cela vaudra. Mobiliser hardiment les masses, développer les forces du peuple pour que celles-ci, sous la direction de notre Parti, puissent vaincre l'agresseur et bâtir une Chine nouvelle, telle est la politique définie à notre VII[e] Congrès[8] et pour la réalisation de laquelle nous devons lutter. Les affaires de

la Chine, il appartient au Parti communiste et au peuple de les gérer. Nous avons la ferme volonté et le moyen de réaliser la paix et la démocratie. A condition que nous nous unissions encore plus étroitement avec tout le peuple, les affaires de la Chine iront bien.

Après la Seconde guerre mondiale, c'est vers un avenir radieux que s'oriente le monde. Telle est la tendance générale. La Conférence des Ministres des Affaires étrangères des Cinq Grandes Puissances à Londres[9] a échoué; une troisième guerre mondiale serait-elle donc sur le point d'éclater? Non. Pensez un peu! Comment une troisième guerre mondiale pourrait-elle éclater aussitôt après la fin de la Seconde? Les pays capitalistes et les pays socialistes parviendront finalement à des compromis sur un grand nombre de questions internationales, parce que le compromis sera avantageux[10]. Le prolétariat et les peuples du monde entier sont fermement opposés à une guerre antisoviétique et anticommuniste. Dans les trente dernières années, deux guerres mondiales ont eu lieu. Entre la Première et la Seconde guerre mondiale, il y eut un intervalle de plus de vingt ans. Dans le demi-million d'années que compte l'histoire de l'humanité, il n'y a eu de guerres mondiales que dans les trente dernières années. Le monde a fait de grands progrès après la Première guerre mondiale. Après la Seconde, il fera certainement des progrès encore plus rapides. A la suite de la Première guerre mondiale, l'Union soviétique est née et plusieurs dizaines de partis communistes ont été fondés, faits sans précédent dans l'histoire. Après la fin de la Seconde guerre mondiale, l'Union soviétique est devenue plus forte, le visage de l'Europe a changé, la conscience politique du prolétariat et des peuples du monde est d'un niveau bien plus élevé, et les forces progressistes du monde entier sont plus étroitement unies. La Chine subit, elle aussi, de brusques changements. La tendance générale du développement de la Chine s'oriente certainement vers le meilleur et non vers le pire. Le monde progresse, l'avenir est radieux, personne ne peut changer ce courant général de l'histoire. Nous devons constamment faire connaître au peuple les progrès du monde et son avenir lumineux, afin d'aider le peuple à prendre confiance en la victoire. En même temps, nous devons dire au peuple et à nos camarades que notre chemin sera sinueux. Il y a encore beaucoup d'obstacles et de difficultés sur le chemin de la révolution. Le VII[e] Congrès de notre Parti a envisagé les nombreuses difficultés que nous rencontrerions. Nous préférons les supposer plus nombreuses qu'elles ne sont. Certains camarades aiment mieux ne pas y penser sérieusement. Mais les

difficultés sont une réalité; nous devons reconnaître autant de difficultés qu'il y en a et nous garder d'adopter à leur égard une attitude de "non-reconnaissance". Les difficultés, nous devons les reconnaître, les analyser et les combattre. Il n'y a pas de routes droites dans le monde; nous devons être prêts à suivre une route tortueuse, sans essayer d'obtenir les choses à peu de frais. Il ne faut pas s'imaginer qu'un beau matin tous les réactionnaires tomberont à genoux de leur propre mouvement. En un mot, l'avenir est radieux, mais notre chemin est tortueux. Nous avons encore devant nous beaucoup de difficultés qu'il ne faut pas négliger. En nous unissant avec le peuple tout entier dans un effort commun, nous pourrons certainement surmonter toutes les difficultés et parvenir à la victoire.

NOTES

[1] Il s'agit du "Résumé des conversations", connu également sous le nom d'"Accord du 10 Octobre", signé par les représentants du Kuomintang et du Parti communiste chinois le 10 octobre 1945. Comme on le voit dans le Résumé, Tchiang Kaï-chek dut se montrer d'accord avec "la politique fondamentale de paix et de construction nationale" avancée par le Parti communiste chinois, accepter, "sur la base de la paix, de la démocratie, de l'union et de l'unification, . . . de réaliser une coopération à long terme, d'écarter résolument la guerre civile et d'édifier une Chine nouvelle, indépendante, libre, prospère et puissante" et reconnaître "la démocratisation de la vie politique, la nationalisation des troupes, l'égalité et le statut légal des partis politiques, comme voies et moyens absolument indispensables pour réaliser la paix et la construction nationale". Il dut également accepter de mettre rapidement un terme à la tutelle politique du Kuomintang, de convoquer une conférence consultative politique, "de garantir les libertés individuelle, de conscience, de parole, de la presse, de réunion et d'association, telles que les peuples les connaissent dans tous les pays démocratiques en temps de paix, et d'abroger ou de modifier, conformément à ce principe, les lois et décrets en vigueur", de supprimer les services secrets, "d'interdire rigoureusement à tout organe ne relevant pas de la justice ou de la police de faire des arrestations, de procéder à des interrogatoires et d'infliger des peines", "de remettre en liberté les détenus politiques", "d'entreprendre activement la réalisation de l'autonomie régionale et de procéder à des élections au suffrage universel de bas en haut", etc. Le gouvernement de Tchiang Kaï-chek, cependant, refusa obstinément de reconnaître le statut légal de l'armée populaire ainsi que du pouvoir démocratique dans les régions libérées et, sous prétexte "d'unifier le commandement militaire" et "d'unifier l'autorité gouvernementale", il eut l'insolence de chercher à supprimer complètement l'armée populaire et les régions libérées, dirigées par le Parti communiste chinois, aussi aucun accord ne put-il être obtenu sur cette question. Nous donnons ci-dessous quelques passages du "Résumé des conversations" concernant les négociations sur le problème des forces armées

et du pouvoir politique dans les régions libérées. Dans le Résumé, "le gouvernement" désigne le gouvernement kuomintanien de Tchiang Kaï-chek.

"En ce qui concerne la nationalisation des troupes, le Parti communiste chinois a proposé ce qui suit: En vue d'unifier le commandement militaire, le gouvernement doit procéder à une réorganisation juste et équitable des forces armées du pays, fixer un programme pour effectuer celle-ci par étapes, et de plus procéder à une nouvelle délimitation des zones militaires et établir un système de recrutement et de complétement des effectifs. Ce programme une fois établi, le Parti communiste chinois serait prêt à réduire les troupes antijaponaises sous son commandement à 24 divisions ou même à 20 divisions, et à procéder ensuite rapidement à la démobilisation de ses troupes antijaponaises actuellement réparties dans les 8 régions situées dans le Kouangtong, le Tchékiang, le Kiangsou du Sud, l'Anhouei du Sud, l'Anhouei central, le Hounan, le Houpei et le Honan (non inclus le Honan du Nord). Il retirerait graduellement des régions précitées les troupes à réorganiser, pour les rassembler dans les régions libérées du Kiangsou du Nord, de l'Anhouei du Nord et au nord du chemin de fer Longhai. Le gouvernement a déclaré que le programme de réorganisation des troupes sur une base nationale était en cours d'élaboration et que le gouvernement serait prêt à prendre en considération la réorganisation en 20 divisions des troupes antijaponaises dirigées par le Parti communiste chinois, si toutes les questions mises en discussion durant les négociations pouvaient être entièrement résolues. En ce qui concerne les lieux de stationnement de ces troupes, il a ajouté que le Parti communiste chinois aurait la faculté de formuler des propositions qui feraient ensuite l'objet de discussions et de décisions. Le Parti communiste chinois a proposé que le Parti communiste et les représentants de ses forces armées locales participent au travail du Conseil militaire national et de ses différents départements, que le gouvernement garantisse l'application des statuts du personnel et nomme aux différents grades dans les unités réorganisées les officiers en fonction; que les officiers n'ayant pas reçu d'affectation après la réorganisation soient répartis dans les différentes régions en vue de l'instruction et qu'un système juste et équitable d'approvisionnement ainsi qu'un programme d'éducation politique soient fixés. Le gouvernement a déclaré qu'il n'avait pas d'objection contre ces propositions et qu'il était disposé à en discuter les détails. Le Parti communiste chinois a proposé que la milice populaire dans les régions libérées soit entièrement organisée en formations locales d'autodéfense. Le gouvernement a indiqué qu'une telle organisation ne pourrait être prise en considération que là où les conditions locales l'exigeraient ou le permettraient. Afin d'élaborer un plan concret pour toutes les questions abordées ici, les deux parties ont convenu de former une commission de trois membres représentant respectivement le Département général des Opérations militaires du Conseil militaire national, le Ministère de la Guerre et le XVIII^e Groupe d'Armées."

"En ce qui concerne le pouvoir local dans les régions libérées, le Parti communiste chinois a proposé ce qui suit: Le gouvernement doit reconnaître le statut légal des gouvernements élus par le peuple dans les régions libérées à tous les échelons. Le gouvernement a déclaré que, après la capitulation du Japon, le terme "région libérée" devait être considéré comme périmé et l'autorité gouvernementale unifiée sur le plan national. La formule initiale avancée par le Parti communiste chinois prévoyait que les provinces et les régions administratives devaient être soumises à une nouvelle délimitation, compte tenu de l'état actuel des dix-huit régions libérées, et que, dans le but d'unifier l'autorité gouvernementale, il soumettrait une liste de membres des gouvernements locaux élus par le peuple aux différents échelons, pour que ces membres soient confirmés dans leurs fonctions par le gou-

vernement central. Le gouvernement a indiqué que, comme le président Tchiang l'avait déclaré à M. Mao, le gouvernement central prendrait en considération, après l'unification du commandement militaire et de l'autorité gouvernementale dans tout le pays, la liste des personnes recommandées par le Parti communiste chinois. Le gouvernement se proposerait de garder une part appropriée du personnel administratif qui avait travaillé au service de la Guerre de Résistance dans les régions aujourd'hui recouvrées, en tenant compte de leur degré de capacité et de leur état de service, quelle que soit leur appartenance politique. Là-dessus, le Parti communiste chinois a proposé une seconde formule, demandant au gouvernement central de nommer des candidats présentés par le Parti communiste chinois aux postes de présidents et de membres des gouvernements provinciaux de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia et des 5 provinces du Jéhol, du Tchahar, du Hopei, du Chantong et du Chansi et de nommer des candidats présentés par le Parti communiste aux postes de vice-présidents et de membres des 6 gouvernements provinciaux suivants: Soueiyuan, Honan, Kiangsou, Anhouei, Houpei et Kouangtong (parce que dans les 11 provinces susmentionnées se trouvaient de vastes régions libérées ou d'autres moins étendues). Le Parti communiste chinois a demandé également la nomination de ses candidats aux postes de maires adjoints des 4 municipalités spéciales [directement rattachées au gouvernement central du Kuomintang] de Peiping, Tientsin, Tsingtao et Changhaï, et l'admission de ses candidats à l'administration des provinces du Nord-Est. Après maintes discussions sur cette question, le Parti communiste chinois a apporté certaines modifications à sa seconde formule, en demandant la nomination de ses candidats aux postes de présidents et de membres des gouvernements provinciaux de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia et des 4 provinces du Jéhol, Tchahar, Hopei et Chantong, la nomination aux postes de vice-présidents et de membres des 2 gouvernements provinciaux du Chansi et du Soueiyuan ainsi que la nomination aux postes de maires adjoints des 3 municipalités spéciales de Peiping, Tientsin et Tsingtao. En réponse, le gouvernement a déclaré que le Parti communiste chinois pouvait recommander ceux des siens qui avaient rendu des services éminents pendant la Guerre de Résistance et avaient des capacités administratives au gouvernement pour qu'il les nomme, mais que le Parti communiste ne serait pas sincèrement désireux d'unifier le commandement militaire et l'autorité gouvernementale s'il devait insister pour la nomination de ses candidats comme président, vice-président ou membres de tel ou tel gouvernement provincial. Le Parti communiste chinois a déclaré alors qu'il retirait sa deuxième suggestion et a proposé une troisième formule. Il a suggéré que des élections au suffrage universel aient lieu dans les régions libérées, sous la responsabilité des gouvernements à tous les échelons élus par le peuple, et a déclaré que les membres de tous les autres partis politiques aussi bien que les personnes de tous les milieux seraient les bienvenus en revenant au pays natal pour prendre part aux élections qui se dérouleraient sous le contrôle de personnes désignées par la Conférence consultative politique. Des élections populaires à l'échelon du district devraient avoir lieu là où plus de la moitié des cantons et des arrondissements auraient déjà procédé à des élections populaires. De même, des élections populaires à l'échelon de la province ou de la région administrative devraient avoir lieu là où plus de la moitié des districts auraient déjà procédé à des élections populaires. Pour parvenir à l'unification de l'autorité gouvernementale, tous les élus aux gouvernements des provinces, régions administratives et districts devraient se faire confirmer dans leurs fonctions par le gouvernement central. Le gouvernement a répondu que ce procédé de nomination pour les provinces et les régions administratives n'était pas dans l'intérêt de l'unification de l'autorité gouvernementale. Le gouvernement pourrait

cependant prendre en considération les élections populaires à l'échelon du district, mais les élections populaires à l'échelon de la province ne pourraient avoir lieu qu'après la promulgation d'une constitution, lorsque le statut de la province aurait été défini. En attendant, il n'appartenait qu'aux gouvernements provinciaux nommés par le gouvernement central d'aller dans leurs régions respectives prendre en main l'administration pour y rétablir rapidement les conditions normales. Le Parti communiste chinois a proposé alors une quatrième formule, à savoir que le *statu quo* soit maintenu temporairement dans toutes les régions libérées jusqu'à ce que les dispositions constitutionnelles pour les élections populaires des gouvernements provinciaux soient adoptées et mises en vigueur et que, pour le moment, des dispositions provisoires soient fixées afin d'assurer le rétablissement de la paix et de l'ordre. D'autre part, le Parti communiste chinois a estimé que le problème des gouvernements locaux des régions libérées pourrait être soumis pour règlement à la Conférence consultative politique. Le gouvernement a insisté sur la nécessité d'unifier d'abord l'autorité gouvernementale, déclarant que, si cette question n'était pas résolue, il était à craindre qu'elle ne devint un obstacle à la paix et à l'édification. Le gouvernement n'en a pas moins souhaité qu'une solution concrète à cette question fût bientôt trouvée. Le Parti communiste chinois a accepté de continuer les pourparlers."

[2] Changtang était l'ancienne dénomination de la partie sud-est de la province du Chansi avec Tchangtche comme centre. Ses parties montagneuses avaient servi de base d'appui à la 129e division de la VIIIe Armée de Route pendant la Guerre de Résistance contre le Japon et appartenaient à la région libérée du Chansi-Hopei-Chantong-Honan. En septembre 1945, Yen Si-chan, seigneur de guerre du Kuomintang, rassembla 13 divisions qui, en coordination avec des troupes japonaises et des troupes fantoches, partirent successivement de Linfen, Fouchan et Yitcheng, et de Taiyuan et Yutse pour envahir Siangyuan, Touenlieou et Loutcheng dans la région libérée du Chansi du Sud-Est. En octobre, l'armée et le peuple de cette région libérée contre-attaquèrent, infligèrent aux forces d'agression des pertes s'élevant à 35.000 hommes et firent prisonniers de nombreux officiers supérieurs, dont des commandants de corps d'armée et de division.

[3] Il s'agit de l'expérience acquise par le Parti communiste chinois dans sa lutte contre le Kuomintang depuis 1927, année où ce dernier trahit la révolution, jusqu'en 1945.

[4] Le 18 septembre 1931, "l'Armée du Kouantong" des forces japonaises, stationnée dans la Chine du Nord-Est, s'empara de Chenyang. Obéissant à l'ordre de "non-résistance absolue" donné par Tchiang Kaï-chek, les troupes chinoises cantonnées à Chenyang et ailleurs dans le Nord-Est (l'Armée du Nord-Est) se retirèrent au sud de la Grande Muraille, permettant ainsi aux forces japonaises d'occuper rapidement les provinces du Liaoning, du Kirin et du Heilongkiang. Le peuple chinois appela cet acte d'agression des bandits japonais "l'Incident du 18 Septembre".

[5] Voir "Sur la déclaration d'un porte-parole de Tchiang Kaï-chek", note 5, p. 43 du présent tome.

[6] Citation tirée de l'article "Du gouvernement de coalition", IVe partie, section "Notre programme concret", 2, *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome III.

[7] Il s'agit des bases d'appui de l'armée populaire qui se trouvaient dans le Kouangtong, le Tchékiang, le Kiangsou du Sud, l'Anhouei du Sud, l'Anhouei central, le Hounan, le Houpei et le Honan (non inclus le Honan du Nord).

[8] Voir "Les Deux destins de la Chine" et "Comment Yukong déplaça les montagnes", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome III.

[9] Du 11 septembre au 2 octobre 1945, les ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique, de Chine, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France se réunirent à Londres pour discuter des traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande, pays qui avaient pris part à la guerre d'agression déclenchée par l'Allemagne fasciste, et pour discuter du statut futur des colonies italiennes. Cette conférence n'aboutit à aucun accord parce que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, persistant dans leur politique impérialiste d'agression et nourrissant l'espoir de renverser le pouvoir populaire instauré en Roumanie, Hongrie et Bulgarie après la victoire dans la guerre antifasciste, rejetèrent les propositions raisonnables avancées par l'Union soviétique.

[10] Voir "Quelques appréciations sur la situation internationale actuelle", pp. 87-88 du présent tome.

LA VERITE SUR LES ATTAQUES DU KUOMINTANG*

(5 novembre 1945)

Dans une dépêche de Tchongking, datée du 3 novembre, *United Press* a rapporté que Wou Kouo-tchen, directeur de la Section de Propagande du Comité exécutif central du Kuomintang, avait déclaré que "le gouvernement se tenait entièrement sur la défensive dans cette guerre" et avait proposé des mesures pour "rétablir les communications"[1]. Un correspondant de l'Agence Hsinhua a interrogé le porte-parole du Parti communiste chinois à ce sujet.

Voici la réponse du porte-parole du Parti communiste chinois: En disant que le gouvernement "se tenait sur la défensive", Wou Kouo-tchen a fait un mensonge pur et simple. Le Kuomintang ne s'est pas contenté d'occuper les cinq régions libérées que nos troupes ont évacuées dans le Tchékiang de l'Est, le Kiangsou du Sud, l'Anhouei central, l'Anhouei méridional et le Hounan, et d'y fouler aux pieds la population, il a en outre fait entrer plus de 70 divisions de ses troupes régulières dans la plupart des autres régions libérées, par exemple, dans celles du Kouangtong, du Houpei, du Honan, du Kiangsou du Nord, de l'Anhouei du Nord, du Chantong, du Hopei, et dans les territoires avoisinants, y opprimant le peuple et attaquant ou se préparant à attaquer nos troupes. De plus, des dizaines de divisions du Kuomintang se dirigent actuellement vers les régions libérées. Est-ce "se tenir sur la défensive"? Des 8 divisions du Kuomintang qui, poussant de Tchangteh vers le nord, ont atteint la région de Hantan, 2 se déclarèrent contre la guerre civile et pour la paix, et les 6 autres (dont 3 entièrement équipées avec des armes américaines) ont été forcées de déposer les armes après avoir été contre-attaquées par les troupes et le peuple des régions libérées agissant en état de légitime défense. Beaucoup d'officiers de ces troupes du Kuomintang, y compris des commandants adjoints de zone de

guerre, des commandants et des commandants adjoints de corps d'armée, sont maintenant dans les régions libérées[2] et peuvent certifier le lieu d'où ils sont venus et l'ordre d'attaque qu'ils avaient reçu. Est-ce aussi "se tenir sur la défensive"? Nos troupes dans les régions libérées des provinces du Honan et du Houpei sont maintenant complètement encerclées par plus de 20 divisions du Kuomintang des Ière, Ve et VIe Zones de guerre, avec Licou Tche comme commandant en chef chargé de "l'extermination des communistes" dans ces provinces. Nos régions libérées dans le Honan de l'Ouest et du Centre, et dans le Houpei du Sud, de l'Est et du Centre ont toutes été envahies et occupées par les forces du Kuomintang, qui brûlent et tuent de telle gaîté de cœur que nos troupes commandées par Li Sien-nien et Wang Chou-cheng n'ont pu trouver d'abri et ont dû, pour survivre, chercher à prendre leurs quartiers sur la frontière entre le Honan et le Houpei. Mais là encore, elles ont été talonnées et attaquées par les troupes du Kuomintang[3]. Est-ce aussi "se tenir sur la défensive"? Il en est de même dans les trois provinces du Chansi, du Souciyuan et du Tchahar. Dans la première décade d'octobre, 13 divisions pénétrèrent, sur l'ordre de Yen Si-chan, dans le secteur Siangyuan-Touenlicou de la région libérée de Changtang. Combattant en état de légitime défense, nos troupes et le peuple de cette contrée les ont toutes désarmées. Plusieurs commandants de corps d'armée et de division sont parmi les prisonniers. Ils sont maintenant dans la région libérée de Taihang, tous sains et saufs, et peuvent certifier le lieu d'où ils sont venus et l'ordre d'attaque qu'ils avaient reçu. A Tchongking, Yen Si-chan a raconté récemment une série de mensonges, disant qu'il avait été attaqué et qu'il s'était seulement tenu "sur la défensive". Il a probablement oublié que ses généraux Che Tseh-po, commandant du 19e corps d'armée, Kouo Jong, commandant de la 46e division provisoire, Tchang Hong, commandant de la 49e division provisoire, Li Pei-ying, commandant de la 66e division, Kouo Tien-hsing, commandant de la 68e division, et Yang Wen-tsai, commandant de la 37e division provisoire[4] se trouvent à l'heure actuelle dans nos régions libérées, ce qui suffit pour réfuter tous les mensonges racontés par Wou Kouo-tchen, Yen Si-chan et les autres réactionnaires qui provoquent la guerre civile. Depuis plus de deux mois,

* Déclaration faite par le camarade Mao Tsé-toung comme porte-parole du Parti communiste chinois. A cette époque, Tchiang Kaï-chek avait déjà déchiré "l'Accord du 10 Octobre", et la guerre civile contre les régions libérées s'étendait de jour en jour.

le général Fou Tsouo-yi exécute l'ordre d'attaquer nos régions libérées dans le Soueiyuan, le Tchahar et le Jéhol; il a même poussé jusqu'aux portes de Tchangkiakeou, et il a occupé toute la région libérée du Soueiyuan et la partie ouest du Tchahar. Est-ce aussi "se tenir sur la défensive" et n'avoir pas tiré "le premier coup de fusil"? Nos troupes et le peuple dans le Tchahar et le Soueiyuan se sont levés pour se défendre et, dans leurs contre-attaques, ils ont également fait prisonniers de nombreux officiers et soldats qui peuvent tous certifier d'où ils sont venus, comment ils ont attaqué, etc[5]. Dans nos différentes batailles de légitime défense, nous avons saisi des piles de documents anticommunistes ou relatifs à "l'extermination des bandits", dont le *Manuel sur l'extermination des bandits*, des ordres pour "l'extermination des bandits"[6] et d'autres documents anticommunistes distribués par les plus hautes autorités du Kuomintang, mais écartés par Wou Kouo-tchen comme une "plaisanterie"; ces documents sont en voie d'expédition vers Yenan. Ils prouvent de façon irréfutable que les troupes du Kuomintang ont attaqué les régions libérées.

Le correspondant de l'Agence Hsinhua demanda ensuite au porte-parole du Parti communiste chinois ce qu'il pensait des mesures proposées par Wou Kouo-tchen pour le rétablissement des communications. Le porte-parole répondit: Il ne s'agit de rien moins que d'une tactique dilatoire. Le Kuomintang rassemble des forces puissantes dont il cherche à faire déferler le torrent sur les régions libérées. Après l'échec de plusieurs attaques en septembre et octobre, ils en préparent d'autres plus puissantes encore. Or, un des moyens pour mettre obstacle à ces attaques, c'est-à-dire pour enrayer effectivement la guerre civile, c'est d'empêcher le transport de leurs troupes par rail. Comme tout le monde, nous sommes pour une rapide remise en état des lignes de communication, mais elle n'est possible qu'une fois réglés les trois problèmes de l'acceptation de la capitulation japonaise, du droit de prendre les dispositions concernant les troupes fantoches et de la réalisation de l'autonomie administrative dans les régions libérées. Qu'est-ce qui doit être réglé d'abord, ces trois problèmes ou celui des communications? Pourquoi les troupes des régions libérées, qui ont soutenu contre le Japon huit années de durs combats, ne seraient-elles pas qualifiées pour recevoir la capitulation japonaise? Et pourquoi donner à d'autres troupes la peine de venir de loin pour la recevoir? Chacun a le droit de punir les troupes fantoches; pourquoi les a-t-on toutes incorporées dans "l'armée nationale" et leur donne-t-on l'ordre d'attaquer les régions libérées? L'autonomie régionale est explicite-

ment stipulée dans "l'Accord du 10 Octobre", et il y a longtemps que le Dr Sun Yat-sen a préconisé l'élection des gouverneurs de province par le peuple; pourquoi faudrait-il que le gouvernement du Kuomintang envoie ses fonctionnaires dans les régions libérées? Le problème des communications doit être réglé rapidement, mais les trois problèmes majeurs sont encore plus urgents. Parler de rétablir les communications sans avoir réglé d'abord ces trois problèmes majeurs ne peut servir qu'à étendre et à prolonger la guerre civile, et à aider ceux qui la provoquent dans la réalisation de leur dessein de submerger les régions libérées. Pour arrêter promptement la guerre civile antipopulaire et antidémocratique qui s'est maintenant étendue à tout le pays, nous préconisons les mesures suivantes:

1) Toutes les forces du gouvernement du Kuomintang qui ont pénétré dans les régions libérées de la Chine du Nord, du Kiangsou du Nord, de l'Anhouei du Nord, de la Chine centrale et des contrées avoisinantes, pour recevoir la capitulation japonaise et nous attaquer, doivent se retirer immédiatement sur leurs positions primitives; les troupes des régions libérées recevront la capitulation japonaise et placeront des garnisons dans les villes et sur les lignes de communication; les régions libérées qui ont été occupées par le Kuomintang seront restituées.

2) Toutes les troupes fantoches doivent être immédiatement désarmées et licenciées; en Chine du Nord, dans le Kiangsou du Nord et l'Anhouei du Nord, les régions libérées se chargeront de les désarmer et de les licencier.

3) L'autonomie démocratique du peuple dans toutes les régions libérées doit être reconnue; le gouvernement central ne nommera ni n'enverra de fonctionnaires locaux; les clauses de "l'Accord du 10 Octobre" doivent être exécutées.

Le porte-parole a déclaré: C'est le seul moyen d'écarter la guerre civile; il n'y a absolument pas d'autre garantie contre elle. Les documents saisis durant les trois batailles que nous avons livrées en état de légitime défense dans le Soueiyuan, à Changtang ainsi qu'à Hantan, et les actes concrets que sont les vastes mouvements de troupes et les attaques massives constituent autant de démentis aux affirmations des autorités du Kuomintang qui prétendent réclamer dans l'intérêt du peuple et non en vue de la guerre civile le "rétablissement des communications". Le peuple chinois a été assez longtemps berné, il ne peut plus l'être. Aujourd'hui, le problème capital pour le peu-

ple tout entier, c'est de se mobiliser pour arrêter la guerre civile par tous les moyens.

NOTES

[1] A la fin de la Guerre de Résistance contre le Japon, la plupart des chemins de fer de la Chine étaient soit sous le contrôle de l'armée et du peuple des régions libérées, soit investis par eux. Sous le prétexte de "rétablir les communications", les réactionnaires du Kuomintang essayèrent d'utiliser ces chemins de fer pour scinder les régions libérées, transporter vers la Chine du Nord-Est, du Nord, de l'Est et du Centre des millions de soldats du Kuomintang, attaquer les régions libérées et s'emparer en hâte des grandes villes.

[2] En septembre 1945, des troupes du Kuomintang, parties de la région de Tchengtcheou et Sinhsiang, avancèrent le long de la voie ferrée Peiping-Hankeou pour attaquer la région libérée du Chansi-Hopei-Chantong-Honan. Dans la dernière décade d'octobre, leur avant-garde, comprenant trois corps d'armée, envahit la région de Tsehsien et de Hantan. L'armée et le peuple de la région libérée se levèrent courageusement pour se défendre et, après une semaine de combats acharnés, le général Kao Chou-hsiun, commandant adjoint de la XIe Zone de guerre du Kuomintang et en même temps commandant du nouveau 8e corps d'armée, se révolta, dans la région de Hantan, contre le Kuomintang et passa de notre côté avec le nouveau 8e corps d'armée et une colonne, soit au total plus de 10.000 hommes. Deux autres corps d'armée, qui se retirèrent en désordre, furent cernés et désarmés. Des officiers supérieurs furent contraints de se rendre, parmi lesquels Ma Fa-wou, un autre commandant adjoint de la XIe Zone de guerre du Kuomintang et en même temps commandant du 40e corps d'armée, Lieou Che-jong, commandant adjoint du 40e corps d'armée, Li Hsiu-tong, son chef d'état-major et Lieou Chou-sen, commandant adjoint de division.

[3] Après la capitulation du Japon, le Kuomintang rassembla plus de vingt divisions des trois zones de guerre pour déclencher des attaques massives contre les régions libérées dans les provinces du Honan et du Houpei. Une partie des forces de Hou Tsong-nan, commandant de la Ière Zone de guerre du Kuomintang, avança du nord-ouest vers l'est, des deux côtés du chemin de fer Longhai, pour envahir les régions libérées du Honan de l'Ouest; les forces de Lieou Tche, commandant de la Ve Zone de guerre, avancèrent du nord au sud, des deux côtés de la voie ferrée Peiping-Hankeou, pour envahir les régions libérées du Honan central, du Houpei central et du Houpei de l'Est; et coordonnant leur action avec les précédentes, les forces de la VIe Zone de guerre avancèrent du Houpei du Sud vers le nord. La plupart de ces forces du Kuomintang étaient sous les ordres de Lieou Tche. L'armée populaire des régions libérées du Honan et du Houpei livra des combats opiniâtres aux agresseurs, et, ayant conservé ses forces, se dirigea dans la dernière décade d'octobre 1945 vers une région située sur la frontière Honan-Houpei, et englobant les montagnes Tahong et Tongpai ainsi que la ville de Tsaoyang. Serrée de près par le Kuomintang, cette armée passa plus tard à Siuanhouatien, à l'est de la voie ferrée Peiping-Hankeou.

[4] Au sujet de la bataille de Changtang, voir "Sur les négociations de Tchongking", note 2, p. 62 du présent tome. Les officiers du Kuomintang faits prison-

niers dont les noms sont mentionnés ici étaient tous des généraux de l'armée de Yen Si-chan.

[5] La province du Souciyuan fut supprimée le 6 mars 1954 pour devenir une partie de la Région autonome de Mongolie intérieure. Le général Fou Tsouo-yi était alors commandant de la XIIe Zone de guerre du Kuomintang. Pendant la Guerre de Résistance contre le Japon, ses troupes tenaient garnison dans le secteur Wouyuan-Linho dans l'ouest du Souciyuan. Après la capitulation du Japon, il reçut l'ordre d'attaquer les régions libérées des provinces du Souciyuan, du Jehol et du Tchahar. En août 1945, il occupa Koucisouei (aujourd'hui Huhehot), Tsining et Fengtchen. Au début de septembre, il occupa Hsingho, Changyi, Woutchouan, Taolin, Sintang et Liangtcheng, déclencha des attaques massives contre les régions libérées du Tchahar et poussa jusqu'aux abords de Tchangkiakeou. Menant une défense légitime, notre armée repoussa ces attaques et captura un grand nombre d'officiers et de soldats ennemis.

[6] Le *Manuel sur l'extermination des bandits* était une brochure contre-révolutionnaire composée par Tchiang Kaï-chek en 1933 et qui traitait exclusivement des méthodes à employer pour attaquer les forces armées du peuple chinois et les bases révolutionnaires. En 1945, la Guerre de Résistance terminée, Tchiang Kaï-chek l'avait fait réimprimer et distribuer aux officiers du Kuomintang avec un ordre confidentiel disant: "La campagne actuelle pour l'extermination des bandits dont dépend le bonheur du peuple doit être achevée rapidement. Vous devez pousser vos officiers et vos soldats à faire tout leur possible pour exterminer les bandits dans l'esprit de la Guerre de Résistance et conformément au *Manuel sur l'extermination des bandits* dont j'ai moi-même établi le texte. Toute action méritoire au service de l'Etat sera récompensée et les responsables de retards ou de fautes passeront en conseil de guerre. Tous les officiers et soldats placés sous votre commandement et engagés dans l'extermination des bandits doivent avoir connaissance de cet ordre et y obéir."

REDUCTION DES FERMAGES ET PRODUCTION —DEUX TACHES MAJEURES POUR LA DEFENSE DES REGIONS LIBEREES*

(7 novembre 1945)

1. Aidé par les Etats-Unis, le Kuomintang a mobilisé toutes ses forces pour attaquer nos régions libérées. La guerre civile à l'échelle nationale est déjà un fait. Nous sommes en état de légitime défense et la tâche actuelle de notre Parti est de mobiliser toutes nos forces pour briser les attaques du Kuomintang, défendre les régions libérées et lutter pour que vienne la paix. Pour atteindre ce but, il est de toute urgence d'accomplir les tâches suivantes: Veiller à ce que, dans les régions libérées, les paysans bénéficient partout de la réduction des fermages, les ouvriers et les autres masses travailleuses d'augmentations de salaire appropriées et d'une amélioration des conditions de vie. Veiller en même temps à ce que les propriétaires fonciers aient encore de quoi vivre et que les industriels et commerçants capitalistes puissent encore réaliser des profits. Développer, en outre, l'an prochain un vaste mouvement de production, augmenter la production des céréales et des articles de première nécessité, améliorer les conditions de vie du peuple, secourir les victimes de la famine et les réfugiés, satisfaire les besoins de l'armée. Nous ne pourrons surmonter nos difficultés, soutenir l'effort de guerre et remporter la victoire que si nous nous acquittons bien de ces deux tâches majeures, la réduction des fermages et la production.

2. Comme la guerre prend maintenant de vastes proportions, beaucoup de nos camarades dirigeants sont à leur poste de commandement sur le front et ne peuvent en même temps porter leur attention sur la réduction des fermages et la production. Il faut donc pratiquer la division du travail. Les camarades dirigeants qui restent à l'arrière, tout en faisant beaucoup de travail pour le soutien direct du front, ne doivent laisser passer aucune occasion favorable pour

organiser ces deux tâches majeures, la réduction des fermages et la production. Au cours de ces mois d'hiver et de printemps, ils doivent lancer un vaste mouvement pour la réduction des fermages et appliquer partout cette réduction dans l'ensemble des régions libérées, particulièrement dans les vastes régions nouvellement libérées, de manière à soulever l'enthousiasme révolutionnaire de la grande majorité des masses paysannes. En même temps, il faut qu'en 1946 la production agricole et industrielle connaisse un nouvel essor dans toutes les régions libérées. Le fait que la guerre a pris de nouveau de vastes proportions ne doit pas nous conduire à négliger la réduction des fermages et la production; au contraire, c'est précisément pour faire échouer l'offensive du Kuomintang qu'il faut activer la réduction des fermages et la production.

3. La réduction des fermages doit être le résultat d'une lutte des masses et non pas une faveur accordée par le gouvernement. De cela dépend le succès ou l'échec de la réduction des fermages. Dans la lutte pour la réduction des fermages, les excès peuvent difficilement être évités; mais tant qu'il s'agit réellement d'une lutte consciente des larges masses, tout excès peut être corrigé par la suite et il est possible de persuader les masses en leur faisant comprendre qu'il est dans l'intérêt des paysans et du peuple tout entier de laisser aux propriétaires fonciers les moyens de vivre, de sorte qu'ils ne donnent pas leur appui au Kuomintang. La politique actuelle de notre Parti est encore de réduire les fermages et non pas de confisquer les terres. Pendant et après la réduction des fermages, il nous faut aider la grande majorité des paysans à s'organiser en unions paysannes.

4. La clé de la victoire dans le mouvement de production est d'organiser la grande majorité des producteurs en groupes d'entraide. Accorder des crédits gouvernementaux à l'agriculture et à l'artisanat est une mesure indispensable. Il est aussi très important d'accomplir les travaux agricoles à la bonne saison et de diminuer la perte de temps ouvrable. En ce moment, nous devons d'une part mobiliser de la main-d'œuvre civile pour soutenir la guerre et d'autre part tâcher de ne manquer aucune saison de culture; aussi nous faut-il étudier les moyens de répartir nos forces. L'armée, les organismes et les écoles doivent continuer, à condition que cela ne nuise ni à la guerre, ni au travail, ni à l'étude, de prendre part à la

---

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

production dans une mesure appropriée, seul moyen d'y améliorer les conditions de vie et d'alléger le fardeau du peuple.

5. Nous tenons déjà un certain nombre de grandes villes et de nombreuses villes moyennes. Une des tâches importantes de notre Parti est maintenant d'assumer le contrôle économique de ces villes et de développer leur industrie, leur commerce et leurs finances. Dans ce but, il est absolument indispensable d'utiliser toutes les personnes qualifiées disponibles et de persuader les membres de notre Parti de collaborer avec elles et de s'instruire auprès d'elles dans la technique et dans les méthodes de gestion.

6. Dites à tous les membres du Parti de se tenir fermement aux côtés du peuple, de se préoccuper de ses difficultés économiques et de considérer que l'exécution de ces deux tâches majeures, la réduction des fermages et le développement de la production, est capitale pour aider le peuple à surmonter ses difficultés; en agissant ainsi, nous gagnerons l'appui sincère du peuple et nous serons capables de faire échouer toutes les attaques des réactionnaires. Tout doit encore être considéré sous l'angle d'un effort à long terme, les ressources en hommes et en matériel doivent être employées avec économie, tout doit être prévu pour une longue durée; ainsi nous serons assurés de la victoire.

L'ORIENTATION DE NOTRE TRAVAIL DANS LES REGIONS LIBEREES POUR 1946*

(15 décembre 1945)

Au cours de ces derniers mois, notre Parti a obtenu de grands succès en dirigeant le peuple dans les luttes acharnées pour liquider les forces japonaises et fantoches et pour briser les attaques lancées par le Kuomintang contre les régions libérées. Tous nos camarades du Parti, travaillant d'un seul cœur, ont obtenu de remarquables résultats dans les différents domaines. L'année 1945 touche à sa fin et, dans le travail que nous aurons à effectuer en 1946 dans toutes les régions libérées, nous devons porter notre attention sur les points suivants:

1. Briser les nouvelles attaques. Après que notre armée eut brisé les attaques de grande envergure lancées par le Kuomintang dans le Soueiyuan, le Chansi et le Hopei du Sud contre nos régions libérées, le Kuomintang s'est mis à rassembler des forces plus importantes encore en vue de préparer de nouvelles attaques. Si aucun événement nouveau ne parvient à contraindre le Kuomintang à arrêter rapidement sa guerre civile, le combat sera rude au printemps 1946. C'est pourquoi, dans toutes les régions libérées, notre tâche centrale sera encore, en nous tenant sur la position de légitime défense, de faire tous nos efforts pour briser les attaques du Kuomintang.

2. Propagation du Mouvement Kao Chou-hsiun[1]. Afin de briser les attaques du Kuomintang, notre Parti doit s'employer à jeter la division parmi toutes les troupes du Kuomintang qui se préparent à l'attaque ou sont en train d'attaquer. D'une part, notre armée poursuivra ouvertement une ample propagande et une vaste offensive politique à l'adresse des troupes du Kuomintang engagées dans la guerre civile, afin de miner leur volonté de combat. D'autre part, nous devrons préparer et organiser des soulèvements au sein même de l'armée du Kuomintang et propager le Mouvement Kao Chou-hsiun, de sorte

qu'au moment crucial des opérations, de nombreuses troupes du Kuomintang puissent, à l'exemple de Kao Chou-hsiun, passer du côté du peuple, s'opposer à la guerre civile et prendre position pour la paix. Pour que ce travail se poursuive effectivement et donne rapidement des résultats, chaque région doit, en se conformant à la directive du Comité central, mettre sur pied un service spécial et désigner un grand nombre de cadres qui se voueront tout entiers à cette tâche. Et les organismes dirigeants de chaque région doivent s'attacher à guider ce travail.

3. Instruction des troupes. Les armées de campagne des régions libérées sont, d'une façon générale, déjà constituées et les troupes locales sont, elles aussi, assez nombreuses. C'est pourquoi nous devons en général cesser pour le moment d'augmenter nos effectifs et, profitant des intervalles entre les batailles, mettre l'accent sur l'instruction des troupes. Ce principe s'applique aux armées de campagne, aux troupes locales comme à la milice populaire. En ce qui concerne les matières d'instruction, notre but reste en premier lieu d'élever le niveau technique du tir, du combat à la baïonnette, du lancer de grenades, etc., et en second lieu d'élever le niveau de la tactique; on accordera une importance spéciale à l'entraînement pour les opérations de nuit. Quant à la méthode d'instruction, nous devons développer le mouvement de masse au cours duquel les officiers instruisent les soldats, les soldats instruisent les officiers et les soldats s'instruisent mutuellement. En 1946, nous devons améliorer encore davantage le travail politique dans l'armée, faire disparaître le style de travail dogmatique et formaliste, et redoubler nos efforts pour assurer l'unité entre les officiers et les soldats, entre l'armée et le peuple, entre les troupes sœurs, pour désagréger les troupes ennemies et mener à bien nos tâches d'instruction, d'approvisionnement et de combat. La milice populaire locale doit être réorganisée dans le cadre des conditions actuelles. De même, les services de l'arrière doivent être rajustés. Il faut faire tout son possible pour constituer dans toutes les régions des unités d'artillerie et du génie et en augmenter les effectifs. Les écoles militaires continueront à fonctionner en portant leur effort principal sur l'instruction du personnel technique.

4. Réduction des fermages. Conformément à la directive du Comité central du 7 novembre 1945[2], toutes les régions doivent, dans

*Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

leurs territoires nouvellement libérés, lancer en 1946 un mouvement de masse de grande envergure et bien dirigé pour la réduction des fermages et du taux d'intérêt. Quant aux ouvriers, leurs salaires devront être augmentés d'une façon convenable. Il faut que les larges masses puissent, par l'action de ce mouvement, s'émanciper, s'organiser et devenir maîtres conscients des régions libérées. Dans les nouvelles régions libérées, les masses ne sauraient, sans ces mesures énergiques, reconnaître lequel des deux partis, le Parti communiste ou le Kuomintang, est le bon et lequel est le mauvais; elles hésiteraient entre les deux et ne soutiendraient pas résolument notre Parti. Dans les régions libérées anciennes, nous devons vérifier ce qui a été accompli dans la réduction des fermages et du taux d'intérêt afin de mieux consolider ces régions.

5. Production. Conformément à la directive du 7 novembre, toutes les régions doivent faire immédiatement tous les préparatifs nécessaires pour que la production de 1946 dans les secteurs public et privé dépasse en ampleur et en réalisations, pour l'ensemble des régions libérées, celle de n'importe quelle autre année. Le sentiment de lassitude qui se manifeste dans la population ne peut être dissipé que si la tâche de la réduction des fermages et la tâche de la production sont accomplies consciencieusement et obtiennent des succès marquants. Le fait que ces deux grandes tâches seront ou non accomplies décidera finalement de la victoire ou de la défaite dans les luttes politiques et militaires des régions libérées. Aucune région ne doit négliger ces tâches.

6. Finances. En 1946, la charge fiscale, alourdie pour couvrir les besoins de l'intense activité de ces derniers temps, doit être ramenée à la normale d'une manière systématique et planifiée. A ceux dont la charge s'avère trop lourde, des réductions adéquates doivent être accordées. En vue de l'effort que nous avons à soutenir longtemps encore, le nombre de personnes détachées de la production dans chaque région ne doit pas dépasser la limite des possibilités financières locales. Les troupes valent par la qualité plutôt que par le nombre; ceci reste un de nos principes dans l'édification de l'armée. Développer la production, assurer le ravitaillement, centraliser la direction, décentraliser l'exploitation, tenir compte des besoins de l'armée comme de ceux de la population, de l'intérêt public aussi bien que des intérêts individuels, et accorder une égale importance à la production et à une stricte économie – tels sont toujours les principes directeurs propres à résoudre nos problèmes économiques et financiers.

7. Soutien au gouvernement et amour du peuple; soutien à l'armée et traitement de faveur aux familles des combattants de la Guerre de Résistance[3]. En 1946, nous devons nous acquitter de ces deux tâches mieux que pendant ces dernières années. Ceci sera d'une grande importance pour briser les attaques du Kuomintang et consolider les régions libérées. Dans l'armée, nous devons effectuer un travail idéologique auprès de tous les commandants et combattants[4] pour qu'ils comprennent à fond l'importance qu'il y a à soutenir le gouvernement et à aimer le peuple. Si l'armée s'acquitte bien de ce devoir, les rapports s'amélioreront entre les autorités locales et le peuple d'un côté, et l'armée de l'autre.

8. Secours. Dans les régions libérées, beaucoup de gens victimes de calamités naturelles, beaucoup de réfugiés, de chômeurs complets ou partiels ont un besoin urgent de secours. La solution, bonne ou mauvaise, qu'on pourra apporter à ce problème aura une influence considérable dans les divers domaines. Outre les mesures prises par le gouvernement, les secours doivent être avant tout assurés par l'entraide des masses elles-mêmes. Et c'est au Parti et au gouvernement d'encourager les masses à organiser de tels secours.

9. De la sollicitude à témoigner aux cadres locaux. Chaque région libérée compte aujourd'hui, à tous les échelons de la direction, un grand nombre de cadres venus d'autres régions. Il en est surtout ainsi dans les provinces du Nord-Est. A ces cadres, les organismes dirigeants de chaque région doivent instamment recommander de témoigner de la sollicitude aux cadres locaux en les traitant avec toute la cordialité et toute la bonne volonté possibles. Les cadres venus d'autres régions doivent considérer la sélection, la formation et la promotion des cadres locaux comme une tâche importante qui leur incombe. C'est seulement ainsi que notre Parti peut prendre racine dans les régions libérées. L'attitude hautaine montrée par les gens d'autres régions à l'égard des gens du pays doit être critiquée.

10. Tout prévoir pour une longue durée. Quelle que soit l'évolution de la situation actuelle, notre Parti doit tout prévoir pour une longue durée, afin de rendre notre position invulnérable. A l'heure actuelle, d'une part, notre Parti s'en tient fermement à sa position d'autonomie et de légitime défense dans les régions libérées, s'oppose résolument aux attaques du Kuomintang et consolide les avantages acquis par la population de ces régions. D'autre part, nous soutenons le mouvement démocratique qui se développe dans les régions du Kuomintang (comme le dénote la grève des étudiants de Kunming)[5],

afin d'isoler les réactionnaires, de gagner à nous de nombreux alliés et d'élargir le front uni national démocratique agissant sous l'influence de notre Parti. De plus, une délégation de notre Parti assistera bientôt à la Conférence consultative politique qui réunira les délégués de tous les partis et des personnalités sans-parti; elle reprendra les négociations avec le Kuomintang et luttera pour la réalisation de la paix et de la démocratie dans tout le pays. Cependant, nous pourrons connaître encore des vicissitudes. De nombreuses difficultés nous attendent; par exemple, nos nouvelles régions libérées et nos troupes nouvelles ne sont pas encore consolidées et nos finances nous posent des problèmes. Nous devons aborder franchement ces difficultés et les surmonter, et dans l'organisation de tout travail, prendre nos dispositions pour une longue durée, mettre le plus grand soin à utiliser avec économie la main-d'œuvre et les ressources matérielles et nous garder d'escompter des succès dus au hasard.

Ces dix points doivent spécialement retenir notre attention dans le travail que nous aurons à effectuer en 1946, et en particulier pendant la première moitié de l'année. Nous espérons que les camarades des différentes régions appliqueront cette directive avec souplesse, en tenant compte des conditions locales. Pour le reste du travail à mener dans les diverses régions, comme par exemple l'édification du pouvoir local, le travail du front uni, le développement au sein et en dehors du Parti de l'éducation portant sur l'actualité politique, le travail dans les villes proches des régions libérées – tout cela est important, mais nous ne nous y attarderons pas ici.

NOTES

[1] Le 30 octobre 1945, Kao Chou-hsiun, commandant adjoint de la XIe Zone de guerre du Kuomintang, se révolta sur le front de la guerre civile, à Hantan, dans le sud de la province du Hopei, et passa de notre côté avec un corps d'armée et une colonne. Cet acte eut un grand retentissement dans le pays. Afin d'intensifier le travail de division et de désagrégation des troupes du Kuomintang, et pour les inciter à la révolte, le Comité central du Parti communiste chinois décida de lancer une campagne de propagande appelant officiers et soldats du Kuomintang à suivre l'exemple de Kao Chou-hsiun et de ses troupes, à refuser d'attaquer les régions libérées, et, sur le front de la guerre civile, à faire du sabotage, à fraterniser avec l'Armée populaire de Libération, à se révolter et à passer du côté du peuple. C'est ce que l'on appelle le Mouvement Kao Chou-hsiun.

[2] Il s'agit de "Réduction des fermages et production – deux tâches majeures pour la défense des régions libérées", pp. 71-73 du présent tome.

[3] "Soutien au gouvernement et amour du peuple" était un mot d'ordre de l'Armée populaire de Libération, tandis que "Soutien à l'armée et traitement de faveur aux familles des combattants de la Guerre de Résistance" était un mot d'ordre des organisations du Parti, des organismes gouvernementaux, des organisations populaires et des larges masses dans les régions libérées. Ce deuxième mot d'ordre devint plus tard "Soutien à l'armée et traitement de faveur aux familles des combattants de l'armée révolutionnaire".

[4] L'expression "commandants et combattants" désigne dans le présent volume l'ensemble des officiers et soldats d'une unité de nos forces armées.

[5] Le 25 novembre 1945 au soir, plus de six mille élèves et étudiants des établissements secondaires et supérieurs de Kunming, capitale de la province du Yunnan, se rassemblèrent à l'Université réunie du Sud-Ouest pour une soirée de conférences sur l'actualité politique, en protestation contre la guerre civile. Les réactionnaires du Kuomintang envoyèrent des troupes qui encerclèrent le lieu de rassemblement, firent usage de leurs armes, pièces d'artillerie légère, mitrailleuses, fusils, et surveillèrent les abords de l'Université pour empêcher les élèves et les professeurs de rentrer chez eux. Par la suite, les élèves et les étudiants de Kunming firent la grève tous ensemble. Le 1er décembre, les réactionnaires du Kuomintang dépêchèrent à l'Université réunie du Sud-Ouest et à l'Ecole normale supérieure un grand nombre de soldats et d'agents secrets qui lancèrent des grenades, faisant quatre morts et plus de dix blessés. C'est ce que l'on appelle "l'Incident sanglant du 1er Décembre".

ETABLIR DE SOLIDES BASES D'APPUI DANS LE NORD-EST*

(28 décembre 1945)

1. Dans le Nord-Est, la tâche actuelle de notre Parti est d'établir des bases d'appui, de solides bases d'appui militaires et politiques dans la Mandchourie orientale, septentrionale et occidentale[1]. Ce n'est pas une tâche facile; elle exige une lutte ardue. Pour établir de telles bases, il nous faut trois à quatre ans. Mais nous devons en jeter au cours de l'année 1946 les premières fondations solides, sinon nous risquerons de ne pas pouvoir nous maintenir.

2. Il faut avoir l'idée bien arrêtée que ces bases ne doivent pas être établies dans les grandes villes ou le long des principales voies de communication qui sont ou seront occupées par le Kuomintang; les conditions actuelles ne le permettent pas. Il ne faut pas davantage les établir dans les régions voisines des grandes villes ou des principales lignes de communication tenues par le Kuomintang. Voici pourquoi: Une fois maître des grandes villes et des principales voies de communication, le Kuomintang ne nous laissera pas la possibilité d'établir, dans des régions très proches de celles-ci, des bases solides. Dans ces régions, notre Parti a tout un travail à faire et il doit y établir notre première ligne de défense militaire. Jamais ces régions ne devront être abandonnées à la légère. Elles seront cependant des zones de guérillas pour les deux partis et ne peuvent être pour nous des bases solides. C'est pourquoi les régions dans lesquelles il faut établir des bases solides sont les villes et les vastes campagnes relativement éloignées des centres de l'occupation du Kuomintang. Il s'agit maintenant de déterminer ces régions, de sorte que nous puissions disposer nos forces en conséquence et orienter tout le Parti vers ce but.

3. Quand nous aurons fixé les régions où établir nos bases solides, disposé nos forces et accru considérablement la puissance numéri-

que de notre armée, la tâche principale de notre Parti dans le Nord-Est sera le travail de masse. Il faut faire comprendre à tous les cadres ceci: Pendant un certain temps, le Kuomintang sera plus fort que notre Parti dans le Nord-Est; si nos actions ne partent pas du principe qu'il faut entraîner les masses dans la lutte, résoudre leurs problèmes et nous appuyer sur elles en toutes choses, si nous ne mobilisons pas toutes les forces pour faire soigneusement notre travail de masse et ne jetons pas les premières fondations solides d'ici une année et particulièrement dans les quelques mois décisifs à venir, nous serons, dans le Nord-Est, isolés, incapables d'établir des bases solides et de briser les attaques du Kuomintang, placés devant d'immenses difficultés, et nous risquerons même d'échouer. Par contre, si nous nous appuyons fermement sur les masses, nous surmonterons toutes les difficultés et nous atteindrons pas à pas notre but. Le travail de masse, c'est d'entraîner les masses populaires à lutter pour régler leur compte aux traîtres et de déclencher un mouvement pour la réduction des fermages et l'augmentation des salaires ainsi que pour la production. Au cours de ces luttes, nous devons créer diverses organisations de masse, former des noyaux du Parti, constituer des unités armées au sein des masses de même que des organes du pouvoir populaire, élever rapidement au niveau des luttes politiques les luttes économiques des masses et amener les masses à participer à l'édification des bases d'appui. La directive émise récemment par le Comité du Parti de la province du Jéhol sur la mobilisation des masses pour la lutte[2] peut s'appliquer au Nord-Est. Notre Parti doit apporter au peuple des avantages matériels tangibles; alors seulement les masses nous soutiendront et s'opposeront aux attaques du Kuomintang. Sinon elles ne seront pas en mesure de reconnaître lequel des deux partis, le Kuomintang ou le Parti communiste, est bon et lequel est mauvais,

---

* Directive rédigée par le camarade Mao Tsé-toung pour le Comité central du Parti communiste chinois et adressée à son Bureau du Nord-Est. Dès que l'Union soviétique eut déclaré la guerre au Japon et que l'Armée rouge soviétique eut pénétré dans le Nord-Est, le Comité central du Parti communiste chinois et l'Armée populaire de Libération de Chine envoyèrent dans le Nord-Est des cadres et des troupes en grand nombre pour que le peuple procède, sous la direction de ces derniers, à l'anéantissement des forces restantes des envahisseurs japonais et du régime fantoche du "Mandchoukouo", à la liquidation des traîtres, à la suppression du banditisme et à l'établissement des gouvernements locaux démocratiques aux différents échelons. Mais au même moment les réactionnaires du Kuomintang, qui tenaient absolument à s'arroger le contrôle exclusif de tout le Nord-Est, y transportèrent par terre, par mer et par air, avec l'aide de l'impérialisme américain, d'importants contingents de troupes; ils s'emparèrent de positions-clés telles que Chanhaikouan et

elles risqueront de se laisser duper quelque temps par la propagande mensongère du Kuomintang et pourront même se retourner contre notre Parti, ce qui créerait pour nous une situation extrêmement défavorable dans le Nord-Est.

4. Il existe actuellement pour notre Parti dans le Nord-Est une difficulté d'ordre subjectif. Beaucoup de nos cadres et de nos troupes ne sont dans le Nord-Est que depuis peu de temps, ils ne connaissent ni le pays ni les gens. Il y a des cadres qui sont mécontents parce que nous ne pouvons pas occuper les grandes villes et ils manquent de patience devant le travail ardu de mobiliser les masses et d'établir des bases d'appui. Cet état de choses est en contradiction avec la situation actuelle et les tâches du Parti. Nous devons sans cesse apprendre à tous les cadres venus d'autres régions à accorder une grande importance aux enquêtes et aux recherches, à se familiariser avec le pays et la vie des gens, en prenant la résolution de s'identifier avec le peuple de cette région; nous devons former un grand nombre d'éléments actifs et de cadres issus des masses populaires. Il nous faut expliquer aux cadres que même si les grandes villes et les voies de communication sont entre les mains du Kuomintang, la situation dans le Nord-Est nous est favorable. Si nous arrivons à imprégner tous les cadres et combattants de l'idée qu'il faut soulever les masses et établir des bases d'appui, et si nous mobilisons toutes les forces et entreprenons rapidement la grande lutte pour établir ces bases, nous serons en mesure de nous implanter solidement dans le Nord-Est et dans le Jéhol, et la victoire nous sera assurée. Il faut dire aux cadres qu'ils ne doivent en aucune façon sous-estimer la force du Kuomintang, ni s'impatienter devant la difficulté du travail à la pensée que le Kuomintang va attaquer la Mandchourie orientale et septentrionale. En donnant ces explications, nous ne devons évidemment pas

---

Kintcheou, qui avaient déjà été libérées par l'Armée populaire de Libération. Une lutte sévère était dès lors inévitable dans le Nord-Est et elle allait évidemment revêtir une importance toute particulière pour le développement de la situation dans tout le pays. Dans cette directive, le camarade Mao Tsé-toung prévoyait que la lutte dans le Nord-Est serait dure et il indiqua en temps utile que l'accent devait être mis sur le travail dans les villes et les vastes régions rurales relativement éloignées des centres de l'occupation du Kuomintang, c'est-à-dire que nous devions "laisser ouverte la grand-route et occuper les deux côtés", afin de soulever les masses, d'établir de solides bases d'appui, d'accumuler graduellement des forces et de nous préparer à passer plus tard à la contre-offensive. Cette juste politique déterminée par le Comité central et le camarade Mao Tsé-toung fut appliquée avec succès par le Bureau du Nord-Est, à la tête duquel était le camarade Lin Piao. Ce fut l'origine de la grande victoire qui libéra tout le Nord-Est, trois ans plus tard, en novembre 1948.

donner à penser aux cadres que le Kuomintang est terriblement fort et que ses attaques ne peuvent être brisées. Il faut faire remarquer que le Kuomintang n'a pas d'assises profondes et bien organisées dans le Nord-Est et que ses attaques peuvent être brisées; par conséquent, il est possible pour notre Parti d'y établir des bases d'appui. Mais les troupes du Kuomintang attaquent maintenant la frontière Jéhol-Liaoning et si des coups ne leur sont pas portés, elles attaqueront sous peu la Mandchourie orientale et septentrionale. C'est pourquoi tous les membres de notre Parti doivent être décidés à entreprendre les tâches les plus ardues, à soulever rapidement les masses, à établir nos bases d'appui et à briser résolument et systématiquement les attaques du Kuomintang dans la Mandchourie occidentale et le Jéhol. Dans la Mandchourie orientale et septentrionale, nous devons nous hâter de préparer les conditions nécessaires pour briser les attaques du Kuomintang. Nous devons débarrasser complètement nos cadres de l'idée que nous pourrons remporter des victoires faciles grâce à des hasards heureux, sans lutter durement, sans les payer de notre sueur et de notre sang.

5. Délimiter promptement les régions et les sous-régions militaires dans la Mandchourie occidentale, orientale et septentrionale et diviser nos forces en armées de campagne et troupes locales. Répartir d'importantes troupes régulières entre les sous-régions militaires pour soulever les masses, exterminer les bandits, établir les organes du pouvoir, organiser des unités de partisans, des milices populaires et des forces d'autodéfense, de façon à assurer la défense de nos régions, et en coordination avec nos armées de campagne, à briser les attaques du Kuomintang. Toutes les troupes doivent être affectées à des secteurs déterminés avec des tâches définies; c'est par ce moyen qu'elles pourront rapidement s'unir avec la population et établir des bases solides.

6. Plus de 100.000 hommes de nos troupes ont maintenant pénétré dans le Nord-Est et dans le Jéhol; cette armée s'est récemment accrue de plus de 200.000 hommes et elle a tendance à continuer de s'accroître. Si l'on y ajoute les travailleurs du Parti et du gouvernement, nous estimons que le total dépassera 400.000 d'ici une année. Une situation où un nombre aussi considérable de personnes détachées de la production ne dépendent que de la population du Nord-Est pour leur approvisionnement ne peut assurément pas se prolonger et présente de grands dangers. C'est pourquoi toutes les unités de l'armée et toutes les administrations et organisations doivent parti-

ciper à la production en dehors du combat ou de leur travail régulier, à l'exception des armées de campagne dont les troupes ont été concentrées pour des opérations militaires majeures. L'année 1946 ne doit pas s'écouler sans résultats; il faut que tout le Nord-Est dresse promptement des plans en conséquence.

7. Dans le Nord-Est, la direction vers laquelle s'orientent les ouvriers et les intellectuels est d'une extrême importance pour établir nos bases d'appui et gagner les futures batailles. Notre Parti doit donc accorder toute l'attention nécessaire à son travail dans les grandes villes et le long des principales voies de communication, et spécialement au travail à faire parmi les ouvriers et les intellectuels pour les gagner à notre cause. Du fait que, dans les premières années de la Guerre de Résistance, notre Parti ne s'est pas suffisamment préoccupé de persuader les ouvriers et les intellectuels de venir dans les bases d'appui, les organisations du Parti dans le Nord-Est, tout en portant leur attention sur le travail clandestin dans les régions contrôlées par le Kuomintang, doivent maintenant faire leur possible pour amener ouvriers et intellectuels à s'engager dans notre armée et à prendre part, dans les différents domaines, au travail d'édification dans nos bases.

NOTES

[1] La base d'appui de la Mandchourie orientale comprenait notamment les régions de Kirin, Sian, Antou, Yenki et Touenhoua situées à l'est de la section Chenyang-Tchangtchouen du chemin de fer chinois de Tchangtchouen. La base d'appui de la Mandchourie septentrionale comprenait entre autres les régions de Kharbine, Moutankiang, Peian et Kiamouse. La base d'appui de la Mandchourie occidentale comprenait notamment les régions de Tsitsihar, Taoan, Kailou, Fousin, Tchengkiatouen et Fouyu situées à l'ouest de la section Chenyang-Tchangtchouen du chemin de fer chinois de Tchangtchouen. Dans la Mandchourie méridionale, le Parti établit aussi une base d'appui qui comprenait entre autres les régions d'Antong, Tchouangho, Tonghoua, Linkiang, Tsingyuan à l'est de la section Chenyang-Talien du chemin de fer chinois de Tchangtchouen, ainsi que la région de Liaotchong, au sud-ouest de Chenyang. La lutte opiniâtre contre l'ennemi dans la Mandchourie méridionale joua également un rôle important dans l'édification des bases d'appui du Nord-Est.

[2] Il s'agit de la "Directive sur la mobilisation des masses", émise en décembre 1945 par le Comité de la province du Jéhol du Parti communiste chinois. Elle soulignait que, pour soulever les masses, la tâche centrale était alors de déclencher une campagne d'accusation et de revanche destinée à régler leur compte aux traitres et aux agents secrets, qu'au moyen de cette campagne il fallait exalter l'enthousiasme des masses, élever leur position sociale, politique et économique, et mettre sur pied

des syndicats, des unions paysannes et d'autres organisations de masse, et qu'il fallait se préparer, une fois cette campagne achevée, à procéder à un mouvement de masse pour la réduction des fermages et du taux d'intérêt. Elle indiquait ensuite qu'en soulevant les masses dans les villes il fallait soulever les ouvriers d'abord, de sorte qu'ils puissent être à l'avant-garde et jouer le rôle dirigeant dans la campagne pour régler leur compte aux traîtres et aux agents secrets. Cette directive appelait également à apprendre tout ce qui concerne l'administration des villes, à utiliser la main-d'œuvre avec économie et à tout prévoir pour une longue durée.

QUELQUES APPRECIATIONS SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE*

(Avril 1946)

1. Les forces de la réaction mondiale préparent effectivement une troisième guerre mondiale, et le danger de guerre existe. Mais les forces démocratiques des peuples du monde dépassent les forces réactionnaires mondiales et poursuivent leur essor; elles doivent et peuvent certainement triompher du danger de guerre. C'est pourquoi, dans les relations entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France d'une part et l'Union soviétique de l'autre, la question n'est pas de savoir s'il y aura compromis ou rupture, mais si le compromis se fera plus tôt ou plus tard. Par compromis on entend ici: accord obtenu par voie de négociations pacifiques. Par plus tôt ou plus tard, on entend: dans quelques années ou dans dix ans et plus, ou même encore davantage.

2. Le genre de compromis mentionné ci-dessus ne signifie pas compromis sur toutes les questions internationales, compromis impossible tant que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France continuent à être sous la domination des réactionnaires. Ce genre de compromis signifie compromis sur un certain nombre de questions, y compris des questions importantes. Mais de tels compromis ne seront pas encore nombreux dans un proche avenir. Il y a, cependant, possibilité que se développent les relations commerciales des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France avec l'Union soviétique.

3. Des compromis de ce genre entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France d'une part et l'Union soviétique de l'autre ne peuvent être que le résultat de luttes résolues et efficaces de toutes les forces démocratiques du monde contre les forces réactionnaires des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. De tels compromis n'exigent pas des peuples des différents pays du monde capi-

taliste qu'ils fassent en conséquence des compromis dans leur propre pays. Les peuples de ces pays continueront à engager des luttes différentes selon les conditions différentes. Le principe qu'observent les forces réactionnaires à l'égard des forces démocratiques populaires est de détruire résolument toutes les forces démocratiques qu'elles peuvent, et de se préparer à détruire plus tard celles qu'elles n'arrivent pas à détruire pour le moment. Face à cette situation, les forces démocratiques populaires doivent appliquer le même principe à l'égard des forces réactionnaires.

* Ce document a été rédigé pour combattre une appréciation pessimiste portée à l'époque sur la situation internationale. Au printemps 1946, l'impérialisme, ayant à sa tête les Etats-Unis, et la réaction dans les différents pays intensifiaient chaque jour davantage leurs activités antisoviétiques, anticommunistes et antipopulaires et clamaient: "la guerre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique est inévitable", "une troisième guerre mondiale doit inévitablement éclater". Dans ces circonstances, par le fait qu'ils surestimaient la force de l'impérialisme et sous-estimaient la force du peuple, qu'ils avaient peur de l'impérialisme américain et craignaient qu'une nouvelle guerre mondiale n'éclatât, certains camarades montraient de la faiblesse face aux attaques armées du bloc réactionnaire Etats-Unis - Tchiang Kaï-chek et n'osaient pas opposer résolument la guerre révolutionnaire à la guerre contre-révolutionnaire. Dans ce document, le camarade Mao Tsé-toung combat cette façon de penser erronée. Il montre que les forces des peuples du monde triompheront du danger d'une nouvelle guerre mondiale, à condition d'engager des luttes résolues et efficaces contre les forces réactionnaires mondiales. En même temps, il indique que les pays impérialistes et les pays socialistes ont la possibilité de parvenir à certains compromis, mais que de tels compromis "n'exigent pas des peuples des différents pays du monde capitaliste qu'ils fassent en conséquence des compromis dans leur propre pays" et que "les peuples de ces pays continueront à engager des luttes différentes selon les conditions différentes". Ce document ne fut pas rendu public à l'époque et circula seulement parmi certains camarades dirigeants au sein du Comité central. Il fut distribué lors de la session de décembre 1947 du Comité central du Parti communiste chinois. Les camarades présents à cette session ayant approuvé unanimement son contenu, le texte intégral fut inclus par la suite dans la "Circulaire sur les décisions prises à la session de décembre 1947 du Comité central", émise par le Comité central du Parti en janvier 1948.

BRISER L'OFFENSIVE DE TCHIANG KAI-CHEK PAR UNE GUERRE DE LEGITIME DEFENSE*

(20 juillet 1946)

1. Après avoir déchiré l'Accord de trêve[1], violé les résolutions de la Conférence consultative politique[2] et occupé Seping, Tchangtchouen et d'autres de nos villes dans le Nord-Est, Tchiang Kaï-chek déclenche maintenant contre nous une nouvelle offensive de grande envergure dans la Chine de l'Est et du Nord; par la suite, il renouvellera sans doute ses attaques contre le Nord-Est. Le peuple chinois ne pourra rétablir la paix avant d'avoir brisé complètement l'offensive de Tchiang Kaï-chek dans une guerre de légitime défense.

2. Notre Parti et notre armée sont en train de faire tous les préparatifs nécessaires pour briser l'offensive de Tchiang Kaï-chek et gagner ainsi la paix. Tchiang Kaï-chek dispose de l'aide des Etats-Unis, mais le sentiment du peuple est contre lui, le moral de ses troupes est bas, et son économie dans une situation difficile. Quant à nous, nous ne recevons pas d'aide de l'étranger, mais le sentiment du peuple est pour nous, le moral de nos troupes est élevé, et, sur le plan économique, nous sommes capables de nous tirer d'affaire. Donc, nous pouvons vaincre Tchiang Kaï-chek. A ce sujet, une confiance entière doit régner dans tout notre Parti.

3. Pour vaincre Tchiang Kaï-chek, la guerre de mouvement est en général la méthode de combat qu'il faut utiliser. Par conséquent, l'abandon momentané de certains territoires ou de certaines villes est non seulement inévitable, mais nécessaire. Si nous abandonnons momentanément certains territoires ou certaines villes, c'est que la victoire finale est à ce prix; nous ne pouvons y parvenir autrement. Nous devons le faire comprendre clairement à tous les membres du Parti, à tout le peuple des régions libérées, et y préparer les esprits.

4. Pour briser l'offensive de Tchiang Kaï-chek, nous devons coopérer étroitement avec les masses populaires et gagner tous ceux qui

sont susceptibles de venir à nous. A la campagne, nous devons d'une part résoudre le problème agraire avec décision, nous appuyer fermement sur les salariés agricoles et les paysans pauvres, et nous unir avec les paysans moyens; d'autre part, en résolvant le problème agraire, nous devons distinguer le commun des paysans riches et des petits et moyens propriétaires fonciers d'avec les traîtres, les mauvais hobereaux et les tyrans locaux. Il faut traiter avec moins de rigueur les premiers que les seconds. Là où le problème agraire a déjà été résolu, nous devons modifier notre attitude et être moins sévères envers l'ensemble de la classe des propriétaires fonciers, à l'exception d'un petit nombre de réactionnaires. Afin de réduire le nombre des éléments hostiles et de consolider les régions libérées, nous devons aider tous les propriétaires fonciers qui ont de la peine à assurer leur subsistance, engager les propriétaires fonciers fugitifs à revenir et leur offrir la possibilité de gagner leur vie. Dans les villes, nous devons non seulement nous unir avec la classe ouvrière, la petite bour-

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois. Dans l'hiver 1945, Tchiang Kaï-chek déchira "l'Accord du 10 Octobre", mais ses préparatifs pour une guerre civile générale n'étaient pas terminés; en particulier, d'importantes forces du Kuomintang n'avaient pas encore été transportées sur le front de la guerre civile. C'est pourquoi, en janvier 1946, sous la pression du peuple tout entier, qui exigeait la paix et la démocratie, le gouvernement du Kuomintang dut néanmoins convoquer la Conférence consultative politique, à laquelle participèrent le Parti communiste chinois et d'autres partis démocratiques. La Conférence adopta une série de résolutions favorables à la paix et à la démocratie. L'ordre de cessez-le-feu avait été donné le 10 janvier. Mais Tchiang Kaï-chek n'avait pas l'intention d'observer les résolutions de la Conférence consultative politique et l'ordre de cessez-le-feu. Dans la première moitié de 1946, les troupes du Kuomintang continuèrent à attaquer en de nombreux points les régions libérées; l'attaque menée dans le Nord-Est fut d'une envergure particulièrement grande, d'où la situation suivante: des combats réduits au sud de la Grande Muraille, et de grands combats au nord. Entre-temps, les Etats-Unis faisaient de gros efforts pour transporter et pour équiper les troupes du Kuomintang. Vers la fin du mois de juin 1946, Tchiang Kaï-chek et ses maîtres américains se jugèrent parfaitement préparés et capables d'anéantir entièrement l'Armée populaire de Libération en trois à six mois. Aussi lancèrent-ils contre les régions libérées une offensive générale, qui débuta le 26 juin par une attaque massive d'encerclement contre la région libérée des Plaines centrales. De juillet à fin septembre, les troupes du Kuomintang déclenchèrent attaque sur attaque, toutes de grande envergure, contre les régions libérées du Kiangsou-Anhouei, du Chantong, du Chansi-Hopei-Chantong-Honan, du Chansi-Tchahar-Hopei et du Chansi-Soueiyuan. En octobre, ils lancèrent à nouveau une attaque massive contre la région libérée du Nord-Est. En même temps, ils continuaient d'encercler la région libérée du Chensi-Kansou-Ninghsia avec des forces importantes. Lorsque la guerre civile se déchaîna à l'échelle nationale, le Kuomintang engagea dans l'attaque contre les régions libérées 193 brigades (ou divisions), soit quelque 1.600.000 hommes de ses troupes ré-

geoisie et tous les éléments progressistes, mais prendre soin de nous unir aussi avec tous les éléments du centre, afin d'isoler les réactionnaires. Parmi les troupes du Kuomintang, il nous faut gagner à notre cause tous les opposants possibles à la guerre civile et isoler les bellicistes.

5. Pour briser l'offensive de Tchiang Kaï-chek, nos plans doivent porter sur une longue durée. Nous devons user avec la plus grande économie de nos ressources humaines et matérielles, et faire tout notre possible pour en éviter le gaspillage. Il faut enquêter sur les cas de corruption apparus çà et là et y mettre fin. Nous devons travailler ferme à la production, afin de pouvoir subvenir nous-mêmes à tous nos besoins en produits de première nécessité, surtout en céréales et en textiles. Nous devons généraliser la culture du coton, inciter chaque famille à filer, et chaque village à tisser. Nous devons commencer à développer ces activités même dans le Nord-Est. Dans le domaine des finances et du ravitaillement, nous devons répondre aux

---

gulières; cela représentait 80 pour cent de la totalité de ses forces, qui s'élevaient à 248 brigades (ou divisions) régulières, soit 2 millions d'hommes. Sous la conduite du Comité central du Parti et de ses bureaux et sous-bureaux, l'armée et le peuple des régions libérées se battirent héroïquement pour briser l'offensive des troupes de Tchiang Kaï-chek. A cette époque, il y avait six grands théâtres d'opérations dans les régions libérées. Voici quels étaient ces six théâtres d'opérations, avec les forces de l'Armée populaire de Libération qui y combattaient:

La région libérée du Chansi-Hopei-Chantong-Honan, avec les forces de l'Armée populaire de Libération commandées par Lieou Po-tcheng, Teng Siao-ping et d'autres camarades.

La région libérée de la Chine de l'Est (comprenant les régions libérées du Chantong et du Kiangsou-Anhouei), avec les forces de l'Armée populaire de Libération commandées par Tchen Yi, Sou Yu, Tan Tchen-lin et d'autres camarades.

La région libérée du Nord-Est, avec les forces de l'Armée populaire de Libération commandées par Lin Piao, Louo Jong-houan et d'autres camarades.

La région libérée du Chansi-Tchahar-Hopei, avec les forces de l'Armée populaire de Libération commandées par Nié Jong-tchen et d'autres camarades.

La région libérée du Chansi-Soueiyuan, avec les forces de l'Armée populaire de Libération commandées par Ho Long et d'autres camarades.

La région libérée des Plaines centrales, avec les forces de l'Armée populaire de Libération commandées par Li Sien-nien, Tcheng Wei-san et d'autres camarades.

L'Armée populaire de Libération, qui totalisait alors 1.200.000 hommes environ, était numériquement inférieure à l'ennemi. Elle appliqua correctement la stratégie établie par le camarade Mao Tsé-toung et ne cessa de porter des coups vigoureux à l'agresseur. Après avoir anéanti, en quelque huit mois, 66 brigades régulières et des unités non régulières de l'ennemi, soit au total plus de 710.000 hommes, l'Armée populaire de Libération stoppa l'offensive générale de l'ennemi. Puis, graduellement, elle déploya sa contre-offensive stratégique.

besoins matériels de la guerre de légitime défense et alléger en même temps les charges du peuple, de sorte que ses conditions d'existence dans nos régions libérées s'améliorent malgré la guerre. Bref, à l'opposé de Tchiang Kaï-chek pour qui tout dépend de l'étranger, nous comptons entièrement sur nos propres efforts, et nous sommes invincibles. Nous menons une vie simple et nous luttons ferme, nous veillons à la fois aux besoins de l'armée et à ceux du peuple; à l'opposé, dans les régions contrôlées par Tchiang Kaï-chek, les hautes classes sociales sont corrompues et pourries, tandis que le peuple croupit dans la misère. Dans ces circonstances, nous sommes sûrs de la victoire.

6. Des difficultés se dressent devant nous, mais ces difficultés peuvent et doivent être surmontées. Tous les camarades du Parti, toutes les troupes et tout le peuple des régions libérées doivent former un seul bloc pour briser complètement l'offensive de Tchiang Kaï-chek et édifier une Chine nouvelle, indépendante, pacifique et démocratique.

NOTES

[1] L'"Accord de trêve" était la convention sur la cessation des hostilités, conclue le 10 janvier 1946 entre les délégués du Parti communiste chinois et les délégués du gouvernement kuomintanien de Tchiang Kaï-chek. Il stipulait que les troupes des deux parties arrêteraient le 13 janvier à minuit les opérations militaires sur leurs positions respectives. Mais en fait Tchiang Kaï-chek se servit de cet accord comme d'un écran de fumée, derrière lequel il prit des dispositions pour une grande guerre civile; au moment même où l'ordre de cessez-le-feu était transmis, il ordonna aux troupes du Kuomintang de "s'emparer des points stratégiques", et à partir de ce moment, il ne cessa de mettre en place des troupes pour attaquer les régions libérées. En juillet, Tchiang Kaï-chek déchira ouvertement l'Accord de trêve et déclencha une offensive générale contre les régions libérées.

[2] Il s'agit de la Conférence consultative politique tenue à Tchongking du 10 au 31 janvier 1946 et à laquelle participèrent des représentants du Kuomintang, du Parti communiste chinois et d'autres partis politiques, ainsi que des personnalités sans-parti. La Conférence adopta cinq résolutions:

1) Convention sur l'organisation du gouvernement. Cette convention affirmait: "La loi organique du Gouvernement national sera révisée en vue de renforcer le Conseil du Gouvernement national." Elle prévoyait l'augmentation du nombre des membres de ce Conseil et stipulait: "Le président du Gouvernement national nommera les membres du Conseil du Gouvernement national, choisis tant au sein du Kuomintang qu'en dehors de ce parti"; "la nomination des membres des différents partis au Conseil du Gouvernement national par le président du Gouvernement national se fera sur proposition des partis en question qui, en cas de désapprobation du président, feront de nou-

velles propositions"; "lorsque le président du Gouvernement national propose une personnalité sans-parti comme candidat au Conseil du Gouvernement national, et que le tiers des candidats déjà désignés s'y oppose, le président doit reconsidérer la question et faire une nouvelle proposition"; "la moitié des membres du Conseil du Gouvernement national seront des membres du Kuomintang, et l'autre moitié, des membres d'autres partis politiques et des notabilités". Le Conseil du Gouvernement national était théoriquement défini comme "organe gouvernemental suprême chargé des affaires de l'Etat", avec les pouvoirs de discuter et de décider des principes législatifs, de la politique générale de l'exécutif et des questions militaires importantes, du budget et des plans financiers, des affaires soumises à son examen par le président du Gouvernement national, etc.; d'autre part, le président du Gouvernement national était toutefois investi de pouvoirs considérables, y compris le droit de désigner des candidats au Conseil du Gouvernement national, le droit de veto *relatif* (qui, bien que nominalement limité, était pratiquement absolu, car il fallait au Conseil du Gouvernement national une majorité des trois cinquièmes pour annuler un veto, alors que le parti même du président, le Kuomintang, disposait à lui seul de la moitié des sièges) et les pouvoirs d'exception. La convention stipulait également: "sept ou huit membres du Yuan exécutif doivent être des personnes choisies hors du Kuomintang, lesquelles recevront les portefeuilles de ministères déjà existants ou occuperont des postes de ministres sans portefeuille qui sont à créer".

2) Le programme de paix et de construction nationale. Ce programme se composait des neuf sections suivantes: Principes généraux, Droits du peuple, Affaires politiques, Affaires militaires, Affaires étrangères, Economie et finances, Education et culture, Assistance et relèvement, et Affaires des Chinois d'outre-mer. La section "Principes généraux" stipulait "l'union étroite" de tous les partis politiques du pays "pour construire une Chine nouvelle, unie, libre et démocratique"; "la démocratisation de la vie politique, la nationalisation des troupes, l'égalité et le statut légal des partis politiques"; "le règlement des conflits politiques par des moyens politiques afin d'assurer le développement pacifique du pays". La section "Droits du peuple" stipulait ceci: "Les libertés individuelle, de penser, des cultes, de conscience, de parole, de la presse, de réunion, d'association, de résidence, de déplacement et de correspondance seront garanties au peuple"; "il sera rigoureusement interdit à tout organe ou personne ne relevant pas de la justice ni de la police de faire des arrestations, de procéder à des interrogatoires et d'infliger des peines; quiconque violera cette disposition sera puni". La section "Affaires politiques" stipulait ceci: "Les organismes administratifs à tous les échelons seront soumis à une réorganisation, leurs pouvoirs et leurs responsabilités seront délimités et unifiés, tous les bureaux faisant double emploi seront supprimés, les procédures administratives simplifiées, et chaque échelon de l'administration chargé de responsabilités déterminées"; "l'emploi sera garanti aux fonctionnaires capables et consciencieux, les nominations aux postes gouvernementaux seront fondées non sur l'affiliation à un parti, mais sur la compétence et sur l'ancienneté, le cumul ainsi que le favoritisme seront interdits"; "le système d'inspection sera strictement observé, la corruption sévèrement punie, et des facilités seront accordées au peuple pour lui permettre de dénoncer en toute liberté les fonctionnaires corrompus"; "la réalisation de l'autonomie régionale sera entreprise activement et des élections au suffrage universel seront organisées de bas en haut"; "les pouvoirs respectifs du gouvernement central et des gouvernements locaux seront

définis conformément à une répartition équitable des pouvoirs; les gouvernements locaux pourront prendre toutes les mesures appropriées aux circonstances locales, mais les arrêtés et règlements d'une province ou d'un district ne devront pas être en contradiction avec les lois et décrets du gouvernement central". La section "Affaires militaires" stipulait: "L'organisation de l'armée devra s'adapter aux besoins de la défense nationale, le système militaire sera réformé selon le régime démocratique et les conditions propres au pays, le pouvoir militaire sera indépendant des partis politiques et l'autorité militaire séparée de l'autorité civile, l'éducation militaire sera perfectionnée, l'équipement renforcé, le statut du personnel et le système de gestion financière améliorés de sorte qu'une armée nationale moderne soit créée", "les troupes de la nation seront effectivement réduites et réorganisées conformément au plan de réorganisation militaire". La section "Economie et finances" stipulait: "Le développement du capital bureaucratique sera arrêté et il sera strictement interdit aux fonctionnaires du gouvernement d'abuser de leurs pouvoirs et de leur position pour se livrer à la spéculation, à l'accaparement, à la fraude fiscale, à la contrebande, au détournement de fonds publics ou à l'usage illégal des moyens de transport"; "afin d'améliorer la vie des paysans, les fermages et le taux d'intérêt seront réduits, le droit d'affermage des paysans protégé, le paiement des fermages assuré, les crédits à l'agriculture augmentés et l'usure rigoureusement interdite; et une loi agraire sera appliquée pour atteindre le but: 'la terre à ceux qui la travaillent' "; "une législation ouvrière sera mise en vigueur afin d'améliorer les conditions de travail"; "la gestion financière sera rendue publique, le système du budget et des comptes rigoureusement appliqué, les dépenses budgétaires réduites, les recettes et les dépenses équilibrées, les compétences financières du gouvernement central et des gouvernements locaux délimitées, le volume de la circulation fiduciaire réduit, la monnaie stabilisée; l'émission et l'utilisation des emprunts intérieurs et étrangers seront rendues publiques et soumises au contrôle des organes représentant l'opinion publique", et enfin "le système fiscal sera révisé, la multiplicité et le caractère excessif des impôts et des taxes seront radicalement abolis, ainsi que les exactions". La section "Education et culture" stipulait: "La liberté dans les activités scientifiques sera garantie et aucune immixtion, pour des raisons de croyance religieuse ou de conviction politique, ne sera admise dans l'administration des établissements d'enseignement"; "la part du budget d'Etat allouée à l'éducation et à la culture sera augmentée" et "la censure du temps de guerre sur la presse, les publications, le cinéma, le théâtre, les envois postaux et les télégrammes sera abolie".

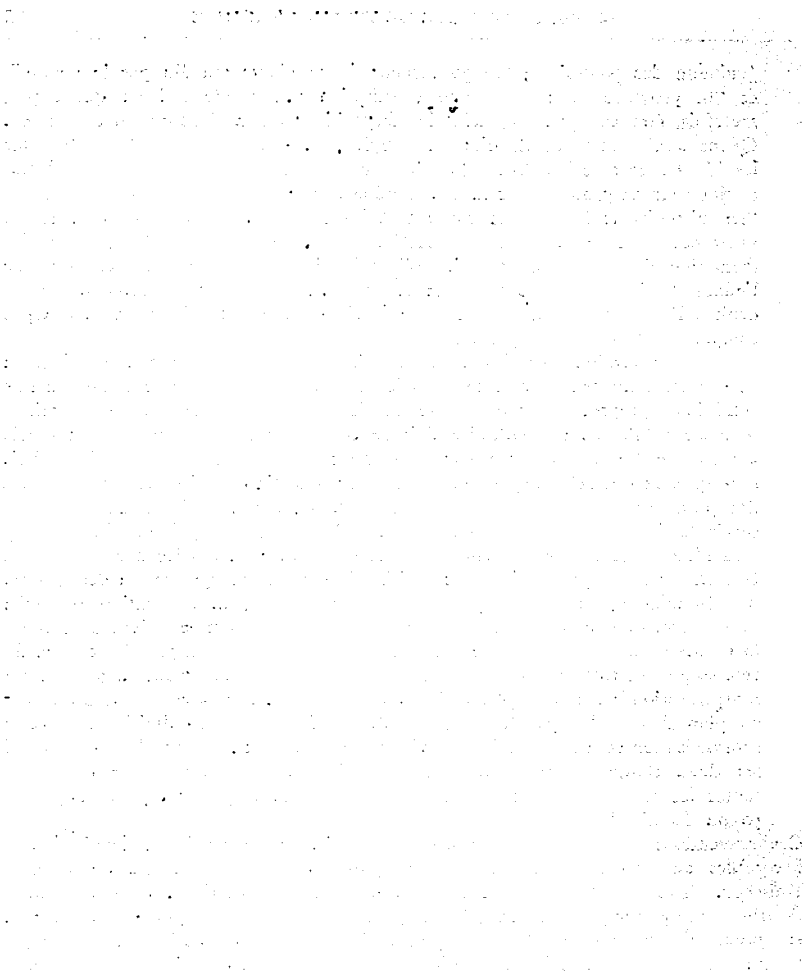
3) Convention sur l'Assemblée nationale. Cette convention stipulait: "L'Assemblée nationale sera augmentée de 700 délégués, désignés parmi les membres des différents partis et les notabilités"; "les fonctions et les pouvoirs de la première Assemblée nationale seront d'élaborer et d'adopter une constitution".

4) Convention sur le projet de Constitution. Cette convention prévoyait la création d'un comité de révision chargé d'amender le projet de Constitution préparé par le Kuomintang, et posait les principes de cette révision. Outre les principes régissant les fonctions et les pouvoirs de l'Assemblée nationale et des organisations gouvernementales, elle fixait des clauses concernant l'"administration locale" et les "droits et devoirs du peuple". A l'égard de l'"administration locale", elle stipulait: "La province est la plus haute unité de l'autonomie régionale"; "les pouvoirs du gouvernement provincial par rapport à ceux du gouvernement central seront définis selon le principe d'une répartition

équitable des pouvoirs"; "le gouverneur de province sera élu par le peuple", et "la province peut avoir une constitution provinciale qui ne devra pas, toutefois, être en opposition avec les dispositions de la Constitution nationale". Quant aux "droits et devoirs du peuple", la convention stipulait: "Toutes les libertés et tous les droits dont jouit en général le peuple d'un pays démocratique seront protégés par la Constitution contre toute tentative de violation"; "les dispositions législatives concernant les libertés du peuple doivent toutes avoir pour but de protéger ces libertés, et non de les restreindre"; "la réglementation du service de travail obligatoire fera l'objet de la législation de l'administration autonome régionale et non de la Constitution nationale" et "le droit à l'autonomie sera garanti aux minorités nationales qui vivent en groupes compacts dans des régions déterminées".

5) Convention sur les affaires militaires. Cette convention stipulait: "Le système militaire sera réformé selon le régime démocratique et adapté aux conditions propres au pays"; "le service militaire obligatoire sera mieux organisé"; "l'éducation militaire doit se conformer aux principes sur lesquels est fondée l'armée et être soustraite pour toujours à l'emprise des partis politiques et des relations personnelles"; "le pouvoir militaire sera indépendant des partis politiques" et "aucun parti politique, aucun individu ne pourra se servir de l'armée comme d'un instrument de lutte politique"; "l'autorité militaire sera séparée de l'autorité civile" et "aucun militaire en service actif ne pourra être en même temps fonctionnaire civil". Quant à la réorganisation des troupes du Kuomintang et des troupes des régions libérées, la convention stipulait: "La commission militaire de trois membres procédera comme prévu, avec toute la rapidité voulue, pour arriver à un accord sur les mesures à prendre en vue de réorganiser les troupes du Parti communiste chinois, et pour mener à terme cette réorganisation"; les troupes du Kuomintang "seront réorganisées conformément au plan déjà établi par le Ministère de la Guerre, en 90 divisions, et cette réorganisation sera achevée le plus vite possible, en six mois au plus" et "quand les deux clauses susmentionnées sur la réorganisation auront été exécutées, toutes les troupes de la nation seront réorganisées d'après un plan unique en 50 ou 60 divisions".

Ces conventions de la Conférence consultative politique étaient, à des degrés divers, favorables au peuple et défavorables au gouvernement réactionnaire de Tchiang Kaï-chek. Tout en donnant son approbation à ces conventions, dans l'intention de tromper le public par des simagrées de paix, Tchiang Kaï-chek poussait activement ses préparatifs pour déclencher une guerre civile à l'échelle nationale. Il rompit bientôt l'une après l'autre les conventions de la Conférence consultative politique.



ENTRETIEN AVEC LA JOURNALISTE AMERICAINE ANNA LOUISE STRONG*

(Août 1946)

A. L. Strong: Pensez-vous qu'on puisse espérer un règlement politique, pacifique des problèmes de la Chine dans un proche avenir?

Mao Tsé-toung: Cela dépend de l'attitude du gouvernement des Etats-Unis. Si le peuple américain retient le bras des réactionnaires américains qui aident Tchiang Kaï-chek à mener la guerre civile, on peut espérer la paix.

Question: A supposer que les Etats-Unis n'accordent plus d'aide à Tchiang Kaï-chek en dehors de ce qu'ils lui ont déjà donné[1], combien de temps Tchiang Kaï-chek pourra-t-il continuer la guerre?

Réponse: Plus d'un an.

Question: Tchiang Kaï-chek peut-il, économiquement, tenir si longtemps?

Réponse: Il le peut.

Question: Et si les Etats-Unis faisaient savoir clairement qu'ils n'accorderont plus d'aide à Tchiang Kaï-chek à partir de maintenant?

Réponse: Pour le moment, rien ne laisse prévoir que le gouvernement américain et Tchiang Kaï-chek aient le moindre désir d'arrêter prochainement la guerre.

Question: Combien de temps le Parti communiste peut-il tenir?

Réponse: Pour autant qu'il s'agit de nos propres désirs, nous ne demandons pas à nous battre même un seul jour. Mais si les circonstances nous y obligent, nous pouvons nous battre jusqu'au bout.

Question: Si le peuple américain demande pourquoi le Parti communiste se bat, que dois-je répondre?

Réponse: Parce que Tchiang Kaï-chek veut massacrer le peuple chinois et que, pour survivre, le peuple doit se défendre. Cela, le peuple américain peut le comprendre.

Question: Que pensez-vous de l'éventualité d'une guerre des Etats-Unis contre l'Union soviétique?

Réponse: La propagande pour une guerre contre l'Union soviétique présente un double aspect. D'une part, l'impérialisme américain prépare effectivement une guerre contre l'Union soviétique; la propagande actuelle pour une guerre antisoviétique, comme toute autre propagande antisoviétique, constitue une préparation politique à une telle guerre. D'autre part, cette propagande est l'écran de fumée tendu par les réactionnaires américains pour couvrir de nombreuses contradictions réelles auxquelles l'impérialisme américain se heurte directement aujourd'hui. Ce sont les contradictions entre les réactionnaires américains et le peuple américain, et les contradictions qui opposent les Etats-Unis impérialistes à d'autres pays capitalistes et aux pays coloniaux et semi-coloniaux. A l'heure actuelle, le slogan d'une guerre contre l'Union soviétique lancé par les Etats-Unis signifie en fait l'oppression du peuple américain et l'expansion des forces agressives des Etats-Unis dans le monde capitaliste. Comme vous le

---

* Ce texte contient de très importantes déclarations faites par le camarade Mao Tsé-toung sur la situation internationale et intérieure, peu après la fin de la Seconde guerre mondiale. Le camarade Mao Tsé-toung y expose sa célèbre thèse: "Tous les réactionnaires sont des tigres en papier." Cette thèse a armé idéologiquement notre peuple, renforcé sa confiance dans la victoire et joué un rôle extrêmement grand dans la Guerre de Libération populaire. Tout comme Lénine tenait l'impérialisme pour un "colosse aux pieds d'argile", le camarade Mao Tsé-toung considère l'impérialisme et tous les réactionnaires comme des tigres en papier; tous deux ont envisagé les choses dans leur essence. Cette thèse est une pensée stratégique fondamentale pour un peuple révolutionnaire. Depuis la période de la Deuxième guerre civile révolutionnaire, le camarade Mao Tsé-toung l'a maintes fois souligné: du point de vue stratégique, à envisager l'ensemble, les révolutionnaires doivent mépriser l'ennemi, oser le combattre et oser arracher la victoire; en même temps, du point de vue tactique, à envisager chaque partie prise en elle-même, chaque lutte concrète, ils doivent tenir sérieusement compte de l'ennemi, agir avec prudence, étudier et perfectionner l'art de la lutte et, selon le moment, le lieu et les conditions, adopter les formes de lutte appropriées, afin d'isoler et d'anéantir graduellement l'ennemi. Le 1er décembre 1958, au cours de la réunion du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois à Woutchang, le camarade Mao Tsé-toung a déclaré:

> De même qu'il n'y a aucune chose au monde dont la nature ne soit double (c'est la loi de l'unité des contraires), de même l'impérialisme et tous les réactionnaires ont une double nature – ils sont de vrais tigres et en même temps des tigres en papier. Dans le passé, la classe des propriétaires d'esclaves, la classe féodale des propriétaires fonciers et la bourgeoisie furent, avant leur conquête du pouvoir et quelque temps après, pleines de vitalité, révolutionnaires et progressistes; c'étaient de vrais tigres. Mais, dans la période postérieure, comme leurs antagonistes – la classe des esclaves, la classe paysanne et le prolétariat – grandissaient et engageaient la lutte contre elles, une lutte de plus en

savez, Hitler et ses partenaires, les militaristes japonais, ont longtemps utilisé des slogans antisoviétiques comme prétexte pour asservir le peuple de leur pays et pour se livrer à des agressions contre d'autres pays. Aujourd'hui, les réactionnaires américains agissent exactement de la même manière.

Pour déclencher une guerre, les réactionnaires américains doivent d'abord s'attaquer au peuple américain. Ils le font déjà: ils oppriment politiquement et économiquement les ouvriers et les milieux démocratiques des Etats-Unis et se préparent à instaurer le fascisme dans leur pays. Le peuple des Etats-Unis doit se lever pour résister aux attaques des réactionnaires américains. Je suis persuadé qu'il le fera.

Une zone très vaste englobant de nombreux pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux en Europe, en Asie et en Afrique sépare les Etats-Unis de l'Union soviétique. Avant que les réactionnaires américains n'aient assujetti ces pays, une attaque contre l'Union soviétique est hors de question. Dans le Pacifique, les Etats-Unis contrôlent maintenant des régions plus étendues que l'ensemble

---

plus violente, ces classes régnantes se sont transformées peu à peu en leur contraire, sont devenues réactionnaires, rétrogrades, des tigres en papier. Et, en fin de compte, elles ont été renversées par le peuple ou le seront un jour. Même dans la lutte à outrance que leur livrait le peuple, ces classes réactionnaires, rétrogrades, décadentes avaient encore cette double nature. En un sens, elles étaient de vrais tigres; elles dévoraient les gens, les dévoraient par millions et par dizaines de millions. La lutte populaire traversait une période de difficultés et d'épreuves, et son chemin faisait bien des tours et détours. Le peuple chinois a dû consacrer plus de cent ans à la lutte pour liquider la domination en Chine de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, et donner des dizaines de millions de vies humaines, avant de parvenir à la victoire en 1949. Voyez, n'étaient-ce pas des tigres vivants, des tigres de fer, de vrais tigres? Mais, en fin de compte, ils sont devenus des tigres en papier, des tigres morts, des tigres en fromage de soya. Ce sont là des faits historiques. Est-ce qu'on ne les a pas vus, est-ce qu'on n'en a pas entendu parler? En vérité, il y en a eu des milliers et des dizaines de milliers! Des milliers et des dizaines de milliers! Ainsi, considérés dans leur essence, du point de vue de l'avenir et sous l'angle stratégique, l'impérialisme et tous les réactionnaires doivent être tenus pour ce qu'ils sont: des tigres en papier. C'est là-dessus que se fonde notre pensée stratégique. D'autre part, ils sont aussi des tigres vivants, des tigres de fer, de vrais tigres; ils mangent les hommes. C'est là-dessus que se fonde notre pensée tactique.

Sur la nécessité de mépriser l'ennemi du point de vue stratégique et d'en tenir sérieusement compte du point de vue tactique, voir "Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine", chapitre V, section 6, *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, et "Sur quelques questions importantes de la politique actuelle du Parti", section I, pp. 187-188 du présent tome.

de toutes les anciennes sphères d'influence qu'y possédait la Grande-Bretagne; ils contrôlent le Japon, la partie de la Chine soumise à la domination du Kuomintang, la moitié de la Corée et le Pacifique Sud. Ils contrôlent depuis longtemps l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Ils cherchent en outre à contrôler tout l'Empire britannique et l'Europe occidentale. Sous divers prétextes, les Etats-Unis prennent des dispositions militaires de grande envergure et établissent des bases militaires dans de nombreux pays. Les réactionnaires américains disent que les bases militaires qu'ils ont établies et celles qu'ils se préparent à établir partout dans le monde sont toutes dirigées contre l'Union soviétique. Certes, elles visent l'Union soviétique. Mais pour le moment, ce n'est pas l'Union soviétique mais bien les pays où ces bases militaires se trouvent établies qui ont à souffrir les premiers de l'agression des Etats-Unis. Je crois que ces pays ne tarderont pas à comprendre qui, de l'Union soviétique ou des Etats-Unis, les opprime vraiment. Le jour viendra où les réactionnaires américains s'apercevront qu'ils ont contre eux les peuples du monde entier.

Bien entendu, je ne veux pas dire que les réactionnaires américains n'aient pas l'intention d'attaquer l'Union soviétique. L'Union soviétique est le défenseur de la paix mondiale, elle est un puissant facteur qui fait obstacle à la conquête de l'hégémonie mondiale par les réactionnaires américains. Du fait de l'existence de l'Union soviétique, il est absolument impossible aux réactionnaires des Etats-Unis et du monde entier de réaliser leurs ambitions. C'est pourquoi les réactionnaires américains vouent une haine implacable à l'Union soviétique et rêvent effectivement de détruire cet Etat socialiste. Mais les réactionnaires américains font aujourd'hui, peu après la fin de la Seconde guerre mondiale, un tel tapage à propos d'une guerre américano-soviétique – au point d'empoisonner l'atmosphère internationale – que nous sommes obligés d'examiner de plus près leurs véritables intentions. Il apparaît alors que, sous le couvert de slogans antisoviétiques, ils se livrent à des attaques frénétiques contre les ouvriers et les milieux démocratiques de leur pays et transforment en dépendances américaines tous les pays visés par l'expansion des Etats-Unis. A mon avis, le peuple américain et les peuples de tous les pays menacés par l'agression américaine doivent s'unir et lutter contre les attaques des réactionnaires américains et de leurs laquais dans ces pays. Seule la victoire remportée dans cette lutte permettra d'éviter une troisième guerre mondiale; sinon celle-ci est inévitable.

Question: Tout cela est très clair. Mais supposez que les Etats-Unis emploient la bombe atomique? Supposez que les Etats-Unis bombardent l'Union soviétique en partant de leurs bases en Islande, à Okinawa et en Chine?

Réponse: La bombe atomique est un tigre en papier dont les réactionnaires américains se servent pour effrayer les gens. Elle a l'air terrible, mais en fait, elle ne l'est pas. Bien sûr, la bombe atomique est une arme qui peut faire d'immenses massacres, mais c'est le peuple qui décide de l'issue d'une guerre, et non une ou deux armes nouvelles.

Tous les réactionnaires sont des tigres en papier. En apparence, ils sont terribles, mais en réalité, ils ne sont pas si puissants. A envisager les choses du point de vue de l'avenir, c'est le peuple qui est vraiment puissant, et non les réactionnaires. En Russie, avant la Révolution de Février 1917, de quel côté était réellement la force? En apparence, le tsar était fort; mais il fut balayé par le coup de vent de la Révolution de Février. En dernière analyse, la force en Russie était du côté des Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Le tsar n'était qu'un tigre en papier. Hitler n'a-t-il pas passé pour très fort? Mais l'Histoire a prouvé qu'il était un tigre en papier. De même Mussolini, de même l'impérialisme japonais. Par contre, l'Union soviétique et les peuples épris de démocratie et de liberté de tous les pays se sont révélés beaucoup plus puissants qu'on ne l'avait prévu.

Tchiang Kaï-chek et les réactionnaires américains qui le soutiennent sont aussi des tigres en papier. En parlant de l'impérialisme américain, il y a des gens qui semblent le croire terriblement fort et les réactionnaires chinois se servent de cette "force" des Etats-Unis pour effrayer le peuple chinois. Mais la preuve sera faite que les réactionnaires américains, comme tous les réactionnaires dans l'histoire, ne sont pas si forts que cela. Aux Etats-Unis, ce sont d'autres qui détiennent la force véritable: le peuple américain.

Prenez le cas de la Chine. Nous n'avons que millet et fusils pour toute ressource, mais l'Histoire prouvera en fin de compte que notre millet et nos fusils sont plus puissants que les avions et les tanks de Tchiang Kaï-chek. Bien que le peuple chinois ait encore à faire face à beaucoup de difficultés et doive souffrir longtemps encore sous les coups des attaques conjuguées de l'impérialisme américain et des réactionnaires chinois, le jour viendra où ces réactionnaires seront battus et où nous serons victorieux. La raison en est simple: les réactionnaires représentent la réaction, nous représentons le progrès.

NOTES

[1] Pour aider Tchiang Kaï-chek à déclencher la guerre civile contre le peuple, les impérialistes américains ont fourni à son gouvernement une aide énorme. A la fin de juin 1946, les Etats-Unis avaient équipé 45 divisions du Kuomintang. Ils avaient instruit 150.000 hommes du personnel militaire du Kuomintang – forces terrestres, navales et aériennes, agents secrets, police des communications, officiers d'état-major, personnel du service de santé, personnel de l'Intendance, etc. Des navires de guerre et des avions américains transportèrent sur le front des régions libérées 14 corps d'armée du Kuomintang (soit 41 divisions) et 8 brigades du corps de la police des communications, au total plus de 540.000 hommes. Le gouvernement américain fit débarquer en Chine 90.000 fusiliers marins qu'il cantonna dans des villes importantes comme Changhaï, Tsingtao, Tientsin, Peiping et Tsinhouangtao, et qui gardèrent en Chine du Nord les lignes de communication pour le Kuomintang. Selon les données révélées dans *Relations des Etats-Unis avec la Chine*, Livre blanc publié par le Département d'Etat américain le 5 août 1949, la valeur globale de l'aide fournie au gouvernement de Tchiang Kaï-chek sous différentes formes, depuis la Guerre de Résistance contre le Japon jusqu'en 1948, s'élève à plus de 4.500 millions de dollars américains (la plus grande partie de l'aide américaine fournie pendant la Guerre de Résistance avait été stockée par le Kuomintang en vue d'une guerre civile ultérieure contre le peuple). Mais le montant réel de l'aide américaine à Tchiang Kaï-chek dépasse de loin ce chiffre. Le Livre blanc américain admet que l'aide des Etats-Unis équivalait à "plus de 50 pour cent des dépenses monétaires" du gouvernement de Tchiang Kaï-chek et qu'elle était, "par rapport au budget de ce gouvernement, proportionnellement plus importante que l'aide fournie par les Etats-Unis à n'importe quel pays d'Europe occidentale, depuis la fin de la guerre".

CONCENTRER UNE FORCE SUPERIEURE POUR ANEANTIR LES FORCES ENNEMIES UNE A UNE*

(16 septembre 1946)

1. La méthode de combat par concentration d'une force supérieure pour anéantir les forces ennemies[1] une à une doit être employée dans la disposition des troupes non seulement sur le plan opérationnel, mais aussi sur le plan tactique.

2. En ce qui concerne la disposition opérationnelle, quand l'ennemi engage beaucoup de brigades[2] (ou régiments) et avance en plusieurs colonnes contre notre armée, celle-ci doit concentrer des forces d'une supériorité absolue, soit six, cinq, quatre ou au moins trois fois celles de l'ennemi, et saisir le moment opportun pour encercler et anéantir d'abord une brigade (ou un régiment) de l'ennemi. Il faut que cette brigade (ou régiment) soit une brigade relativement faible ou moins bien soutenue, ou encore qu'elle se trouve dans l'endroit où le terrain et la population nous sont les plus favorables et sont défavorables à l'ennemi. Notre armée doit, avec des forces peu nombreuses, retenir les autres brigades (ou régiments) de l'ennemi, les empêchant ainsi d'aller rapidement à la rescousse de la brigade (ou du régiment) que nous encerclons et attaquons, ce qui permettra tout d'abord à notre armée de l'anéantir. Ce succès obtenu, nous devons, selon les circonstances, soit anéantir encore une ou plusieurs autres brigades ennemies, soit retirer nos troupes, les reposer, les instruire et les consolider pour les préparer à de prochains combats. (Voici deux exemples du premier cas: Nos troupes, commandées par Sou Yu et Tan Tchen-lin, anéantirent, près de Joukao, le 22 août, un corps de la police des communications[3] fort de 5.000 hommes, puis une brigade ennemie le 26 août, puis encore une brigade et demie le 27 août[4]. Nos troupes commandées par Lieou Po-tcheng et Teng Siao-ping anéantirent du 3 au 6 septembre une brigade ennemie près de Tingtao, puis une autre dans l'après-midi du 6

septembre, puis deux autres encore les 7 et 8 septembre[5].) Dans la disposition opérationnelle, il faut rejeter la méthode erronée de combat qui consiste, par suite d'une sous-estimation de l'ennemi, à diviser nos forces pour faire face à toutes les colonnes ennemies, de sorte que nous ne pourrons même pas détruire une seule colonne et finirons par perdre l'initiative.

3. Dans la disposition tactique, quand notre armée a encerclé une des colonnes ennemies (une brigade ou un régiment) en concentrant des forces d'une supériorité absolue, nos formations (ou unités) d'attaque ne doivent pas chercher à anéantir simultanément et d'un seul coup toutes les forces ennemies encerclées, car ainsi elles seraient amenées à se diviser et à frapper partout, mais nulle part avec assez de force, d'où perte de temps et difficulté d'obtenir des succès. Elles doivent concentrer des forces d'une supériorité absolue, c'est-à-dire six, cinq, quatre ou au moins trois fois celles de l'ennemi, concentrer l'ensemble ou le gros de notre artillerie, choisir un point relativement faible (et non deux) dans les positions de l'ennemi, l'attaquer avec violence, afin de vaincre à coup sûr. Ceci fait, exploiter rapidement la victoire et anéantir une à une les forces de cette colonne ennemie.

4. Les effets de cette méthode de combat sont, premièrement, l'anéantissement total et, deuxièmement, une décision rapide. C'est l'anéantissement total qui frappe l'ennemi avec la plus grande efficacité: quand nous anéantissons un régiment, c'est un régiment de moins pour lui, et quand nous anéantissons une brigade, c'est une brigade qu'il n'aura plus. Cette méthode est particulièrement utile quand elle est employée contre un ennemi qui manque de troupes de seconde ligne. Seul l'anéantissement total peut nous permettre de compléter nos propres forces dans toute la mesure possible. C'est à l'heure actuelle non seulement la source principale d'armes et de munitions, mais aussi une source importante d'effectifs pour notre armée. L'anéantissement total démoralise les troupes de l'ennemi et déprime les siens; il élève le moral de nos troupes et exalte les cœurs. Une décision rapide permet à nos troupes, soit d'anéantir les renforts ennemis un à un, soit de leur échapper. La décision rapide sur le plan tactique et opérationnel est une condition indispensable pour mener des opérations prolongées sur le plan stratégique.

---

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung pour la Commission militaire révolutionnaire du Comité central du Parti communiste chinois.

5. Dans notre armée, il y a encore de nombreux cadres qui approuvent en temps ordinaire le principe de concentration des forces pour anéantir celles de l'ennemi une à une, mais qui, au combat, ne savent souvent pas l'appliquer. Cela est dû à une sous-estimation de l'ennemi et aussi au fait qu'on n'a pas renforcé l'éducation au sujet de cette méthode de combat ni insisté sur cette étude. Il faut donner des exemples détaillés de batailles passées pour expliquer de façon réitérée les avantages de cette méthode et montrer que c'est le principal moyen pour briser les attaques de Tchiang Kaï-chek. Pratiquer cette méthode, c'est aller à la victoire; ne pas la pratiquer, c'est aller à la défaite.

6. Le principe de concentration des forces pour anéantir celles de l'ennemi une à une est une belle tradition à laquelle notre armée s'est attachée depuis qu'elle a été fondée, il y a près de vingt ans; ce n'est pas la première fois qu'on le met en avant. Il est vrai que durant la Guerre de Résistance contre le Japon, notre armée recourait principalement à la dispersion des forces pour mener la guerre de partisans, et avait comme méthode auxiliaire la concentration des forces pour mener la guerre de mouvement. Mais, dans la guerre civile actuelle, les conditions ayant changé, la méthode de combat doit changer elle aussi. La concentration de nos forces pour la guerre de mouvement doit être la méthode principale et la dispersion de nos forces pour la guerre de partisans, la méthode auxiliaire. Maintenant que l'armée de Tchiang Kaï-chek est équipée avec des armes plus puissantes, il est nécessaire pour notre armée d'accorder une importance toute particulière à la méthode de concentration d'une force supérieure pour anéantir les forces ennemies une à une.

7. Quand l'ennemi prend l'offensive et que nous sommes sur la défensive, il est indispensable de recourir à cette méthode. Cependant, quand l'ennemi est sur la défensive et que nous prenons l'offensive, nous devons alors distinguer deux sortes de situations et adopter deux méthodes différentes. Lorsque, dans un lieu donné, nos forces sont importantes alors que l'ennemi dispose seulement d'effectifs assez faibles, ou bien lorsque nous attaquons l'ennemi par surprise, nous pouvons, simultanément, frapper plusieurs de ses unités. Par exemple, entre le 5 et le 10 juin, nos troupes du Chantong attaquèrent simultanément et prirent une dizaine de villes et bourgs sur les lignes de chemin de fer Tsingtao-Tsinan et Tientsin-Poukeou[6]. Autre exemple, entre le 10 et le 21 août, nos troupes commandées par Licou Po-tcheng et Teng Siao-ping attaquèrent et prirent une dizaine de

villes et bourgs le long de la section Kaifeng-Siutcheou de la ligne Longhai[7]. D'autre part, lorsque nos forces sont insuffisantes, nous devons prendre à l'ennemi les villes une à une et ne devons pas l'attaquer simultanément dans plusieurs villes. C'est de cette manière que nos forces du Chansi s'emparèrent des villes situées le long de la ligne ferroviaire Tatong-Poutcheou[8].

8. Au moment où nos armées de campagne, recourant à la concentration, anéantissent l'ennemi, elles doivent coordonner leurs opérations avec l'action intense des formations locales, des unités de partisans locales et de la milice populaire. Lorsque des formations (ou unités) locales attaquent un régiment, un bataillon ou une compagnie de l'ennemi, elles doivent également appliquer le principe de concentration des forces pour anéantir celles de l'ennemi une à une.

9. Le principe de concentration des forces pour anéantir celles de l'ennemi une à une a pour objectif principal l'anéantissement des forces vives de l'ennemi, et non pas la défense ou la prise d'un territoire. Dans certaines circonstances, il est permis d'abandonner tel ou tel territoire dans le but soit de concentrer des forces pour anéantir l'ennemi, soit de permettre au gros de nos forces d'éviter de puissantes attaques ennemies, et de faciliter ainsi leur repos, leur instruction et leur consolidation en vue de prochains combats. Du moment que notre armée est à même d'anéantir dans une large mesure les forces vives de l'ennemi, il lui sera possible de recouvrer les territoires perdus et de s'emparer de territoires nouveaux. C'est pourquoi il faut citer à l'ordre du jour tous ceux qui réussissent à anéantir les forces vives de l'ennemi. Ceci regarde non seulement ceux qui anéantissent les troupes régulières de l'ennemi, mais aussi ceux qui anéantissent ses corps de sécurité publique, ses groupes de retour-au-pays[9] et les autres forces armées locales de la réaction. Cependant, nous devons tenir ou prendre un territoire chaque fois que le rapport des forces entre l'ennemi et nous le permet, ou que ce territoire revêt une importance opérationnelle ou tactique; agir autrement serait une faute. C'est pourquoi il faut aussi citer à l'ordre du jour ceux qui réussissent à tenir ou à prendre un tel territoire.

NOTES

[1] Les expressions "anéantir l'ennemi", "détruire l'ennemi" sont employées comme synonymes dans ce volume. Toutes deux signifient tuer, blesser et faire prisonniers les hommes des troupes ennemies.

[2] Un corps d'armée régulier du Kuomintang se composait à l'origine de trois divisions, ou de deux seulement, comprenant chacune trois régiments. A partir de mai 1946, les troupes régulières du Kuomintang se trouvant au sud du fleuve Jaune furent réorganisées par étapes: ce qui avait été un corps d'armée devint une division réorganisée et les anciennes divisions devinrent des brigades, chaque brigade comptant trois régiments, ou deux seulement. Une partie des troupes du Kuomintang se trouvant au nord du fleuve Jaune ne furent pas réorganisées et gardèrent leurs dénominations. Plus tard, certaines divisions réorganisées reprirent leur ancienne dénomination de corps d'armée.

[3] Le corps de la police des communications du Kuomintang fut formé en mars 1945. Après la capitulation du Japon, il fut disposé le long des voies de communication pour "service de garnison" sous prétexte de protéger les lignes de chemin de fer, mais en réalité c'était pour se livrer à des activités de police secrète. Ce fut l'une des forces que le Kuomintang employa dans la guerre civile.

[4] En juillet 1946, les troupes du Kuomintang lancèrent une offensive de grande envergure contre la région libérée du Kiangsou-Anhouei, et nos forces se défendirent courageusement. Les forces ennemies qui attaquaient la région libérée du Kiangsou central comprenaient 15 brigades, soit environ 120.000 hommes, sous les ordres de Tang En-po. Du 13 juillet au 27 août, 18 régiments de l'Armée populaire de Libération de la Chine de l'Est, commandés par Sou Yu, Tan Tchen-lin et d'autres camarades, concentrèrent des forces supérieures et livrèrent successivement sept batailles dans la région de Taihsing, Joukao, Haian et Chaopo du Kiangsou central, anéantissant 6 brigades ennemies et 5 bataillons du corps de la police des communications. Ce sont les résultats de deux de ces batailles qui sont mentionnés ici.

[5] En août 1946, les forces du Kuomintang partirent des secteurs de Siutcheou et de Tchengtcheou pour attaquer en deux colonnes la région libérée du Chansi-Hopei-Chantong-Honan. L'Armée populaire de Libération de cette région, sous le commandement de Lieou Po-tcheng, de Teng Siao-ping et d'autres camarades, concentra des forces supérieures pour livrer combat à la colonne ennemie partant de Tchengtcheou. Entre le 3 et le 8 septembre, quatre brigades ennemies furent successivement anéanties dans la région de Hotseh, Tingtao et Tsaohsien, province du Chantong.

[6] Dans la première décade de juin 1946, l'Armée populaire de Libération du Chantong lança une expédition punitive contre les troupes fantoches disposées le long des lignes de chemin de fer Tsingtao-Tsinan et Tientsin-Poukeou, et libéra successivement une dizaine de villes et bourgs, dont Kiaohsien, Tchangtien, Tcheoutsouen, Tehtcheou, Taian et Tsaotchouang.

[7] Du 10 au 21 août 1946, l'Armée populaire de Libération du Chansi-Hopei-Chantong-Honan, en vue de coordonner ses opérations avec l'Armée populaire de Libération des Plaines centrales et de la Chine de l'Est, attaqua en plusieurs colonnes les troupes ennemies stationnées le long de la section Kaifeng-Siutcheou de la ligne Longhai, s'emparant successivement d'une dizaine de villes et de bourgs, dont Tangchan, Lanfeng, Houangkeou, Litchouang et Yangtsi.

[8] En juillet 1946, les forces du Kuomintang commandées par Hou Tsong-nan et celles commandées par Yen Si-chan attaquèrent conjointement la région libérée du Chansi du Sud. Les unités de Taiyué de l'Armée populaire de Libération du Chansi-Hopei-Chantong-Honan et une partie de l'Armée populaire de Libération du Chansi-Soueiyuan contre-attaquèrent et repoussèrent l'ennemi dans le Chansi du Sud. En août, elles lancèrent une offensive contre l'ennemi le long de la section Linfen-

Lingche de la ligne Tatong-Poutcheou et libérèrent successivement les villes de Hongtong, Tchaotcheng, Houohsien, Lingche et Fensi.

[9] Durant la Guerre de Libération populaire, des propriétaires fonciers et tyrans locaux se trouvant dans les régions libérées s'enfuyaient vers les régions sous le contrôle du Kuomintang. Le Kuomintang les organisa en "groupes de retour-au-pays", "corps de retour-au-pays" et autres bandes armées réactionnaires qui accompagnèrent les troupes du Kuomintang dans leurs attaques contre les régions libérées. Partout ces bandes pillèrent, tuèrent et se livrèrent à tous les crimes imaginables.

LA VERITE SUR LA "MEDIATION" DES ETATS-UNIS ET L'AVENIR DE LA GUERRE CIVILE EN CHINE

Entretien avec le journaliste américain A. T. Steele

(29 septembre 1946)

A. T. Steele: Monsieur, pensez-vous que l'effort de médiation des Etats-Unis dans la guerre civile chinoise ait échoué? Si la politique des Etats-Unis continue à être ce qu'elle est, à quoi conduira-t-elle?

Mao Tsé-toung: Je doute fort que la politique du gouvernement des Etats-Unis soit une politique de "médiation"[1]. A en juger par l'aide énorme que les Etats-Unis donnent à Tchiang Kaï-chek pour lui permettre de faire la guerre civile à une échelle sans précédent, la politique du gouvernement des Etats-Unis est de se servir d'une prétendue médiation comme d'un camouflage, pour consolider la position de Tchiang Kaï-chek sous tous les rapports et, par le moyen de la politique de massacre de Tchiang Kaï-chek, réprimer les forces démocratiques en Chine de façon à réduire pratiquement la Chine à l'état de colonie des Etats-Unis. La continuation de cette politique suscitera certainement la résistance déterminée de tous les patriotes chinois.

Question: Combien de temps la guerre civile chinoise va-t-elle durer et quelle en sera l'issue?

Réponse: Si le gouvernement des Etats-Unis renonce à sa politique actuelle d'aide à Tchiang Kaï-chek, retire ses forces stationnées en Chine et applique l'accord conclu à la Conférence de Moscou des Ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne[2], il est certain que la guerre civile chinoise se terminera à une date rapprochée. Sinon, elle peut devenir

une longue guerre, avec cette conséquence que le peuple chinois aura évidemment des souffrances à endurer, mais aussi qu'il s'unira infailliblement, défendra son existence et décidera lui-même de son sort. Quelles que soient les difficultés et les épreuves, le peuple chinois accomplira certainement sa tâche de conquérir l'indépendance, la paix et la démocratie. Aucune force d'oppression, nationale ou étrangère, ne peut empêcher l'accomplissement de cette tâche.

Question: Monsieur, considérez-vous Tchiang Kaï-chek comme le "chef naturel" du peuple chinois? Le Parti communiste chinois va-t-il rejeter les cinq demandes[3] de Tchiang Kaï-chek, quelles que soient les circonstances? Si le Kuomintang essaye de convoquer une assemblée nationale sans la participation du Parti communiste[4], que fera le Parti communiste?

Réponse: Il n'existe nulle part au monde de "chef naturel". Si Tchiang Kaï-chek traite les problèmes politiques, militaires, économiques et autres de la Chine conformément à l'Accord de trêve[5] signé en janvier dernier et aux résolutions communes alors adoptées par la Conférence consultative politique[6], et non selon les "cinq demandes" ou dix demandes, qui sont unilatérales et contraires à l'Accord et aux résolutions communes, nous sommes toujours disposés à collaborer avec lui. L'Assemblée nationale doit être convoquée en commun par les différents partis politiques, conformément aux résolutions adoptées par la Conférence consultative politique; sinon nous nous y opposerons fermement.

NOTES

[1] En décembre 1945, le gouvernement des Etats-Unis envoya en Chine George C. Marshall en qualité d'envoyé spécial du Président et se servit de la "médiation dans les hostilités entre le Kuomintang et le Parti communiste chinois" comme d'un camouflage, pour consolider sous tous les rapports les forces agressives des Etats-Unis et la domination des réactionnaires du Kuomintang. Afin de gagner du temps pour se préparer à sa guerre civile, Tchiang Kaï-chek feignit, à l'instigation de l'impérialisme américain, d'accepter la demande du Parti communiste chinois et du peuple chinois d'arrêter la guerre civile. En janvier 1946, les représentants du gouvernement du Kuomintang et du Parti communiste chinois signèrent un accord de trêve, publièrent un ordre de cessez-le-feu et formèrent le "Comité des Trois" et le "Quartier général exécutif de Peiping", avec la participation de représentants des Etats-Unis. Pendant la "médiation", Marshall eut recours à toutes sortes de ruses pour aider les forces du Kuomintang à attaquer les régions libérées, d'abord dans la Chine du Nord-Est et plus tard dans la Chine du Nord, de l'Est et du Centre; il s'employa activement à instruire et à équiper les troupes du Kuomintang et fournit

à Tchiang Kaï-chek une grande quantité d'armes et d'autre matériel de guerre. Au mois de juin 1946, Tchiang Kaï-chek avait massé 80 pour cent des forces régulières du Kuomintang (lesquelles comptaient environ 2 millions d'hommes) sur le front d'attaque contre les régions libérées; plus de 340.000 hommes de ces troupes avaient été transportés directement par les navires de guerre et les avions des forces armées américaines. En juillet, ayant achevé la mise en place de son dispositif, Tchiang Kaï-chek déclencha une guerre contre-révolutionnaire à l'échelle nationale. Plus tard, le 10 août, Marshall et John Leighton Stuart, ambassadeur des Etats-Unis en Chine auprès du gouvernement du Kuomintang, publièrent une déclaration commune annonçant l'échec de la "médiation", afin de donner à Tchiang Kaï-chek toute liberté pour faire la guerre civile.

[2] Il s'agit de l'accord sur la Chine conclu en décembre 1945 à la Conférence de Moscou des Ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Dans le communiqué de la Conférence, les trois ministres des Affaires étrangères "réaffirmaient leur adhésion à la politique de non-intervention dans les affaires intérieures de la Chine". Les ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique et des Etats-Unis convinrent que les forces soviétiques et américaines devaient être retirées de la Chine le plus tôt possible. L'Union soviétique observa fidèlement cet accord. Ce fut seulement à la suite de demandes réitérées du gouvernement du Kuomintang que les forces soviétiques ajournèrent l'évacuation. Le 3 mai 1946, les forces armées de l'Union soviétique achevèrent leur évacuation de la Chine du Nord-Est. Mais le gouvernement des Etats-Unis ne tint aucune de ses promesses, refusa d'évacuer ses troupes et intensifia son intervention dans les affaires intérieures de la Chine.

[3] Par deux fois, en juin et en août 1946, Tchiang Kaï-chek adressa ses "cinq demandes" au Parti communiste chinois, en déclarant que le Kuomintang n'envisagerait d'arrêter la guerre civile que si le Parti communiste les acceptait. Les cinq demandes exigeaient que l'Armée populaire de Libération de Chine évacue les lieux suivants: 1) toutes les régions au sud du chemin de fer Longhai; 2) toute la ligne de chemin de fer Tsingtao-Tsinan; 3) Tchengteh et la région au sud de cette ville; 4) la plus grande partie de la Chine du Nord-Est; 5) toutes les régions qui avaient été libérées des troupes fantoches depuis le 7 juin 1946 dans les provinces du Chantong et du Chansi par les forces armées populaires des régions libérées. Le Parti communiste chinois rejeta catégoriquement toutes ces demandes contre-révolutionnaires.

[4] Conformément à la résolution de la Conférence consultative politique tenue en janvier 1946, l'Assemblée nationale devait être une assemblée démocratique et unitaire à laquelle participeraient les différents partis politiques, et elle ne devait être convoquée qu'après l'exécution des conventions conclues à la Conférence consultative politique, sous les auspices d'un gouvernement réorganisé. Le 11 octobre 1946, les troupes du Kuomintang occupèrent Tchangkiakeou. Cette "victoire" tourna la tête à la clique de Tchiang Kaï-chek. L'après-midi du même jour, violant délibérément les clauses de la résolution de la Conférence consultative politique, la clique de Tchiang Kaï-chek ordonna la convocation d'une "assemblée nationale" scissionniste, dictatoriale et contrôlée exclusivement par le Kuomintang. Cette "Assemblée nationale", dont la séance inaugurale eut lieu officiellement à Nankin le 15 novembre 1946, fut fermement combattue et boycottée par le Parti communiste chinois, les partis démocratiques et le peuple tout entier.

[5] Voir "Briser l'offensive de Tchiang Kaï-chek par une guerre de légitime défense", note 1, p. 92 du présent tome.

[6] *Ibidem*, note 2, pp. 92-95 du présent tome.

BILAN DE TROIS MOIS*

(1er octobre 1946)

1. La directive sur la situation actuelle émise par le Comité central le 20 juillet[1] affirmait: " . . . nous pouvons vaincre Tchiang Kaï-chek. A ce sujet, une confiance entière doit régner dans tout notre Parti." Les combats de juillet, août et septembre ont prouvé l'exactitude de ce jugement.

2. Aux contradictions politiques et économiques fondamentales que Tchiang Kaï-chek ne peut résoudre et qui sont les principales raisons pour lesquelles notre victoire est certaine et sa défaite inévitable s'est ajoutée une grave contradiction sur le plan militaire entre la ligne de front démesurément étendue de Tchiang Kaï-chek et sa pénurie de troupes. Cette contradiction sera infailliblement la cause directe de notre victoire et de sa défaite.

3. Le total des troupes régulières mises en ligne par Tchiang Kaï-chek pour attaquer les régions libérées s'élève à 190 et quelques brigades, sans compter les troupes fantoches, les corps de sécurité publique et les corps de la police des communications. Au-delà de ce nombre, l'ennemi peut tout au plus déplacer en renfort une partie de ses troupes du sud vers le nord; après quoi l'envoi de tout renfort supplémentaire lui sera très difficile. De ces 190 et quelques brigades, 25 ont été détruites ces trois derniers mois par notre armée. Ce chiffre ne comprend pas les forces que nous avons anéanties dans le Nord-Est, de février à juin.

4. Presque la moitié des 190 et quelques brigades de Tchiang Kaï-chek doivent assurer un service de garnison; un peu plus de la moitié d'entre elles seulement peuvent être mises en campagne. Et lorsque ces troupes de campagne auront atteint telle ou telle région, elles devront nécessairement être affectées en partie ou même en majorité au service de garnison. Donc, l'effectif des troupes de campagne ennemies va forcément diminuer au fur et à mesure des combats, puisque

d'une part nous en détruirons continuellement et que d'autre part beaucoup d'entre elles auront à assurer un service de garnison.

5. Des 25 brigades que nous avons anéanties ces trois derniers mois, 7 étaient commandées par Tang En-po (précédemment par Li Mo-an), 2 par Siué Yué, 7 par Kou Tchou-tong (précédemment par Lieou Tche), 2 par Hou Tsong-nan, 4 par Yen Si-chan, 2 par Wang Yao-wou et une par Tou Yu-ming. Seuls les 4 groupes sous les ordres de Li Tsong-jen, Fou Tsouo-yi, Ma Hong-kouei et Tcheng Tsien n'ont pas encore reçu de coups de notre armée; les 7 autres groupes ont reçu des coups sévères ou des premiers coups. Les groupes qui ont reçu des coups sévères sont ceux de Tou Yu-ming (compte tenu des combats livrés dans le Nord-Est de février à juin de cette année), Tang En-po, Kou Tchou-tong et Yen Si-chan. Ceux qui ont reçu des premiers coups sont les groupes de Siué Yué, Hou Tsong-nan et Wang Yao-wou. Tout cela prouve que notre armée peut vaincre Tchiang Kaï-chek.

6. Pour la période à venir, notre tâche est d'anéantir quelque 25 brigades ennemies de plus. L'accomplissement de cette tâche permettra d'arrêter l'offensive de Tchiang Kaï-chek et de reprendre une partie de notre territoire perdu. On peut prévoir qu'après l'anéantissement de cette seconde série de 25 brigades, notre armée sera certainement capable de conquérir l'initiative stratégique et de passer de la défensive à l'offensive. Notre tâche sera alors de détruire une troisième série de 25 brigades ennemies. Si nous y parvenons, nous pourrons récupérer la plus grande partie ou même la totalité des territoires perdus et étendre les régions libérées. A ce moment, un grand changement sera certainement intervenu dans le rapport des forces militaires entre le Kuomintang et le Parti communiste. Pour y arriver, nous devons poursuivre nos exploits de ces trois derniers mois en détruisant encore 25 brigades environ dans les trois mois à

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois. Cette directive faisait un bilan détaillé des nombreuses expériences des trois mois de combats qui suivirent le début de la guerre civile à l'échelle nationale en juillet 1946; elle exposait quels seraient dorénavant les principes d'opérations et les tâches de combat de l'Armée populaire de Libération et indiquait qu'après avoir traversé une période de difficultés, nous étions assurés de remporter la victoire dans la Guerre de Libération populaire. D'autre part, la directive exposait, sous l'angle des principes, les problèmes qu'il était nécessaire de résoudre pour soutenir et favoriser la Guerre de Libération populaire: réforme agraire, développement de la production dans les régions libérées, renforcement de la direction dans les luttes de masse menées dans les régions du Kuomintang et autres problèmes connexes.

venir. C'est la clef pour transformer le rapport des forces entre l'ennemi et nous[2].

7. Ces trois derniers mois, nous avons perdu quelques dizaines de villes de petite ou moyenne importance, telles que Houaiyin, Hotseh, Tchengteh et Tsining. L'abandon de la plupart de ces villes était inévitable et nous avons eu raison de les abandonner temporairement de notre propre chef. Il y en a quelques autres que nous avons été forcés d'abandonner parce que les combats ont été mal menés. De toute façon, il suffira de bien combattre dorénavant pour reprendre le territoire perdu. Il est possible qu'à l'avenir encore nous ne puissions empêcher que certains territoires tombent aux mains de l'ennemi, mais nous serons plus tard en mesure de les reprendre tous. Toutes les régions devraient faire un examen critique de leurs expériences de combat, afin d'en tirer la leçon et d'éviter le retour des erreurs.

8. Ces trois derniers mois, notre Armée de Libération des Plaines centrales a fait preuve d'une énergie sans pareille pour surmonter les difficultés et les épreuves. Une partie de cette armée a passé dans les régions libérées anciennes, et le gros de ses forces a établi deux bases de guérillas dans le Chensi du Sud et le Houpei de l'Ouest[3]. De plus, dans le Houpei de l'Est et le Houpei central, nos troupes poursuivent fermement la guerre de partisans. Tout cela a aidé et aide considérablement aux opérations dans les régions libérées anciennes et jouera un rôle plus important encore dans la longue guerre à venir.

9. Nos opérations des trois derniers mois ont retenu au sud de la Grande Muraille plusieurs des unités d'élite que Tchiang Kaï-chek avait projeté primitivement d'envoyer dans le Nord-Est, où nous avons ainsi gagné du temps pour le repos, l'instruction et la consolidation de nos troupes et pour la mobilisation des masses. Cela aussi est d'une grande importance pour nos luttes futures.

10. La concentration d'une force supérieure pour anéantir les forces ennemies une à une est la seule méthode de combat correcte; c'est celle que nous avons employée ces trois derniers mois pour détruire 25 brigades ennemies. Seule la concentration d'une force six, cinq, quatre ou au moins trois fois supérieure à celle de l'ennemi est un moyen efficace pour l'anéantir. Cette méthode est valable aussi bien sur le plan opérationnel que sur le plan tactique. Les commandants de haut grade comme les cadres moyens et inférieurs doivent la posséder à fond.

11. Outre 25 brigades régulières de l'ennemi, notre armée a détruit ces trois derniers mois d'autres forces réactionnaires en nombre appréciable, troupes fantoches, corps de sécurité publique et corps de la police des communications; cela aussi est un grand succès. Nous devons continuer à anéantir de telles troupes en grand nombre.

12. L'expérience de ces trois derniers mois a prouvé que l'anéantissement de 10.000 soldats ennemis nous coûte la perte de 2.000 à 3.000 soldats de nos propres troupes. Cela est inévitable. Pour faire face à une longue guerre (dans toutes les régions, tout doit être considéré sous l'angle d'une telle guerre), il faut développer systématiquement notre armée, assurer constamment à nos forces principales leur effectif complet et former des cadres militaires en grand nombre. Nous devons développer la production et administrer nos finances selon un plan bien établi, en appliquant résolument les principes suivants: développer l'économie, assurer le ravitaillement, unifier la direction, décentraliser la gestion, tenir compte des besoins de l'armée comme de ceux de la population, de l'intérêt public aussi bien que des intérêts individuels.

13. L'expérience de ces trois mois a prouvé que les troupes qui ont intensifié leur instruction militaire pendant l'arrêt des opérations, de janvier à juin, selon les directives du Comité central (qui a maintes et maintes fois recommandé aux différentes régions de considérer l'instruction des troupes, la production et la réforme agraire comme constituant leur tâche centrale) ont eu toutes une efficacité au combat bien supérieure à celle des troupes qui ne l'ont pas fait. Désormais, toutes les régions doivent profiter des intervalles entre les combats pour intensifier l'instruction militaire. Le travail politique doit être renforcé dans toutes les unités de l'armée.

14. L'expérience de ces trois mois a prouvé que là où la directive du 4 mai du Comité central[4] a été appliquée fermement et rapidement et où le problème agraire a été résolu de façon radicale et complète, les paysans se sont tenus aux côtés de notre Parti et de notre armée en résistant aux attaques des troupes de Tchiang Kaï-chek. Mais partout où la "Directive du 4 Mai" n'a pas été exécutée avec fermeté, où les mesures qu'elle comporte ont été prises trop tardivement, où l'on a divisé mécaniquement le travail en étapes ou négligé la réforme agraire sous prétexte de préoccupations militaires, les paysans sont restés dans l'expectative. Dans les mois à venir, toutes les régions, si occupées qu'elles soient de la guerre, doivent résolument diriger les masses paysannes dans la solution du problème agraire et prendre,

sur la base de la réforme agraire, des mesures pour donner à la production un grand développement l'année prochaine.

15. L'expérience de ces trois mois a établi que partout où les forces armées locales, comprenant la milice populaire, les unités de partisans et les équipes de travail armées[5], sont bien organisées, nous pouvons contrôler de vastes régions rurales même si l'ennemi occupe temporairement bien des points et des lignes du territoire. Mais partout où les forces armées locales sont faibles et la direction médiocre, l'ennemi est beaucoup plus à l'aise. Désormais, dans les régions occupées temporairement par l'ennemi, nous devons renforcer la direction du Parti de façon à développer les forces armées locales, à poursuivre fermement la guerre de partisans, à sauvegarder les intérêts des masses et à porter des coups aux activités des réactionnaires.

16. Trois mois de guerre ont presque épuisé les forces de réserve du Kuomintang et sérieusement affaibli sa puissance militaire dans les régions sous sa domination. En même temps, la reprise par le Kuomintang de la conscription et des impositions en nature[6] a soulevé le mécontentement de la population et favorisé ainsi le développement des luttes de masse. Tout le Parti doit diriger plus énergiquement les luttes de masse dans les régions du Kuomintang et intensifier ses efforts pour désagréger l'armée du Kuomintang.

17. A l'instigation des Etats-Unis, les réactionnaires du Kuomintang ont violé l'Accord de trêve et les résolutions de la Conférence consultative politique de janvier dernier, et, poursuivant leur tentative de détruire les forces démocratiques populaires, ils sont résolus à faire la guerre civile. Toutes leurs belles paroles ne sont que tromperie; nous devons dénoncer tous les complots des Etats-Unis et de Tchiang Kaï-chek.

18. Au cours de ces trois mois, dans les régions du Kuomintang, les plus larges couches du peuple, y compris la bourgeoisie nationale[7], sont rapidement parvenues à mieux comprendre que le Kuomintang et le gouvernement des Etats-Unis agissent de connivence, qu'ils ont déclenché la guerre civile et qu'ils oppriment le peuple. Les gens sont de plus en plus nombreux à reconnaître que la médiation de Marshall est une imposture et que le Kuomintang est responsable du crime de la guerre civile. Ayant perdu leurs illusions sur les Etats-Unis et le Kuomintang, les grandes masses mettent maintenant leurs espoirs en la victoire de notre Parti. Cette situation politique intérieure est extrêmement favorable. La politique réactionnaire de l'impérialisme américain suscite un mécontentement croissant au sein des

grandes masses populaires de tous les pays. Partout, le niveau de conscience politique du peuple s'élève chaque jour. Les luttes démocratiques du peuple dans tous les pays capitalistes se développent tellement et les partis communistes des différents pays ont tellement accru leur force qu'il sera impossible aux réactionnaires de les juguler. La puissance de l'Union soviétique et son prestige parmi les peuples grandissent chaque jour. Les réactionnaires américains et les réactionnaires qu'ils soutiennent dans d'autres pays s'isoleront nécessairement de plus en plus. Cette situation politique internationale est extrêmement favorable. Chez nous comme à l'étranger, la situation n'est pas du tout la même qu'après la Première guerre mondiale. Depuis la Seconde guerre mondiale, les forces révolutionnaires se sont prodigieusement accrues. Nous pouvons triompher des réactionnaires chinois et étrangers, si déchaînés qu'ils soient (historiquement, ce déchaînement est inévitable et n'a rien d'étrange). Les camarades dirigeants de toutes les régions doivent expliquer cela à fond à ceux des camarades du Parti qui, ne comprenant pas à quel point la situation est favorable chez nous et à l'étranger, se font des idées noires sur l'avenir de la lutte. Il faut se rendre bien compte que l'ennemi est encore fort, que nous-mêmes, nous avons encore des points faibles et que la lutte reste encore longue et cruelle. Mais assurément nous pouvons remporter la victoire. C'est là une vue et une conviction dont tout le Parti doit profondément se pénétrer.

19. Les quelques mois à venir seront une période importante et difficile. Nous devons nous attacher à mobiliser énergiquement tout le Parti et à entreprendre des opérations militaires soigneusement préparées pour un changement radical de la situation militaire. Toutes les régions doivent mettre résolument à exécution les directives ci-dessus et lutter pour amener un tel changement.

NOTES

[1] Il s'agit du texte intitulé "Briser l'offensive de Tchiang Kaï-chek par une guerre de légitime défense", pp. 89-95 du présent tome.

[2] Les développements ultérieurs montrèrent que le rapport des forces entre l'ennemi et nous commença à changer en juillet 1947, au moment où l'Armée populaire de Libération du Chansi-Hopei-Chantong-Honan força le passage du fleuve Jaune et avança vers le mont Tapié. A cette date, l'Armée populaire de Libération avait déjà combattu durant douze mois et anéanti près de 100 brigades ennemies, soit une

moyenne de 8 brigades par mois, ce chiffre dépasse l'estimation faite dans ce bilan, parce que Tchiang Kaï-chek avait jeté dans l'offensive, avec l'aide de l'impérialisme américain, toutes ses forces disponibles.

[3] A la fin de juin 1946, encerclée par 300.000 soldats du Kuomintang, l'Armée populaire de Libération des Plaines centrales commandée par Li Sien-nien, Tcheng Wei-san et d'autres camarades prit l'initiative d'effectuer un déplacement stratégique et brisa victorieusement l'encerclement. Les unités mentionnées par le camarade Mao Tsé-toung comme ayant passé dans les régions libérées anciennes étaient celles que commandaient Wang Tchen et d'autres camarades; après avoir brisé l'encerclement, elles pénétrèrent dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia. La base de guérillas dans le Chensi du Sud fut établie par une partie du gros des troupes de l'Armée populaire de Libération des Plaines centrales; elle comprenait Louche et Sitchouan dans l'ouest du Honan, ainsi que Louonan et Chanyang dans le sud du Chensi. La base de guérillas dans le Houpei occidental fut établie par une autre partie de la même armée avec, comme centre, le mont Woutang dans le Houpei du Nord-Ouest.

[4] Il s'agit de la "Directive sur le problème agraire" émise par le Comité central du Parti communiste chinois le 4 mai 1946. Après la capitulation du Japon, en considération des demandes pressantes des paysans pour obtenir des terres, le Comité central décida de changer la politique agraire en vigueur lors de la Guerre de Résistance, c'est-à-dire de passer de la réduction des fermages et du taux d'intérêt à la confiscation des terres des propriétaires fonciers et à leur distribution entre les paysans. La "Directive du 4 Mai" marqua ce changement.

[5] Les équipes de travail armées étaient de petits groupes de travail qui s'enfonçaient à l'intérieur des régions occupées par l'ennemi pour organiser les masses et porter des coups à l'ennemi. Une telle équipe consistait en cadres mutés de diverses organisations – du Parti communiste, des gouvernements des régions libérées, de l'armée populaire et des organisations de masse – et était pourvue d'une certaine quantité d'armes. Cette forme d'organisation facilitait nos activités dans les régions occupées par l'ennemi.

[6] Il s'agit des impôts fonciers prélevés sous forme de céréales.

[7] On appelle bourgeoisie nationale la partie de la bourgeoisie qui n'a que peu ou pas de connexion avec l'impérialisme, pour la distinguer de cette autre partie de la bourgeoisie qui est étroitement dépendante de l'impérialisme et qui est de type comprador, c'est-à-dire de la grande bourgeoisie ou bourgeoisie bureaucratique.

POUR SALUER LE NOUVEL ESSOR DE LA REVOLUTION CHINOISE*

(1er février 1947)

1. Toutes les circonstances montrent que la situation en Chine va entrer dans une nouvelle étape de son développement. Cette nouvelle étape sera celle d'une nouvelle grande révolution populaire, aboutissement de la lutte anti-impérialiste et antiféodale à l'échelle nationale. Nous sommes à la veille de cette révolution. La tâche du Parti est de hâter l'essor de la révolution et sa victoire.

2. La situation militaire évolue d'ores et déjà dans un sens favorable au peuple. En sept mois de combats, de juillet dernier à janvier de cette année, nous avons anéanti 56 brigades des forces régulières de Tchiang Kaï-chek qui ont pénétré dans les régions libérées, soit une moyenne mensuelle de 8 brigades, sans compter les nombreuses troupes fantoches et les corps de sécurité publique qui ont été détruits, ni les autres forces régulières de Tchiang Kaï-chek qui ont été mises en déroute. L'offensive de Tchiang Kaï-chek continue dans le Chantong du Sud et de l'Ouest, dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia, le long de la section septentrionale de la voie ferrée Peiping-Hankeou et dans la Mandchourie méridionale, cependant elle est devenue beaucoup plus faible qu'elle ne l'était l'automne dernier. Tchiang Kaï-chek n'a plus assez de troupes à sa disposition et n'arrive pas à atteindre les effectifs prescrits pour la conscription; voilà qui est sérieusement en contradiction avec ses lignes de front étirées et ses énormes pertes en effectifs. Le moral de son armée baisse chaque jour davantage. Durant les récents combats dans le Kiangsou du Nord, le Chantong du Sud et de l'Ouest et le Chansi de l'Ouest, le moral de beaucoup de ses troupes est tombé à un niveau très bas. Sur plusieurs fronts, nos armées commencent à prendre l'initiative, et les armées de Tchiang Kaï-chek à la perdre. Il est à prévoir que, dans les quelques mois à venir, nous pourrons atteindre l'objectif d'anéantir au

total 100 brigades de Tchiang Kaï-chek, en comptant celles que nous avons déjà détruites. Tchiang Kaï-chek dispose en tout de 93 divisions (corps d'armée) d'infanterie et de cavalerie régulières, composées de 248 brigades (divisions), totalisant 1.916.000 hommes, sans compter les troupes fantoches, la police, les corps locaux de sécurité publique, les corps de la police des communications, les services de l'Intendance et les armes techniques. Les forces engagées dans l'attaque des régions libérées comptent 78 divisions (corps d'armée), composées de 218 brigades (divisions), totalisant 1.713.000 hommes, soit environ 90 pour cent des troupes régulières de Tchiang Kaï-chek. Il ne reste dans les régions de l'arrière contrôlées par Tchiang Kaï-chek que 15 divisions, soit 30 brigades, se montant à 203.000 hommes, c'est-à-dire environ 10 pour cent du total. Par conséquent, Tchiang Kaï-chek ne peut plus envoyer de l'arrière d'importantes troupes d'une bonne capacité de combat pour attaquer les régions libérées. Parmi les 218 brigades engagées dans l'attaque des régions libérées, plus d'un quart ont été anéanties. Bien que quelques-unes aient pu compléter leurs effectifs et se reconstituer sous leurs désignations primitives après avoir été anéanties, leur capacité de combat est très faible. D'autres, une fois complétées, ont été à nouveau détruites, alors que d'autres encore n'ont même pas pu effectuer leur complétement. Si nos armées peuvent anéantir encore 40 à 50 brigades au cours des quelques mois à venir et qu'elles en aient ainsi détruit au total 100 environ, y compris les précédentes, il se produira un important changement dans la situation militaire.

3. Pendant ce temps, un grand mouvement populaire se développe dans les régions de Tchiang Kaï-chek. Les émeutes populaires à Changhaï[1], qui ont commencé le 30 novembre de l'an dernier à la suite de la persécution des marchands étalagistes par le Kuomintang, et le mouvement des étudiants à Peiping, qui a commencé le 30 décembre dernier à la suite du viol d'une étudiante chinoise par des soldats américains[2], marquent une nouvelle poussée des luttes populaires dans les régions contrôlées par Tchiang Kaï-chek. Le mouvement des étudiants qui a commencé à Peiping s'est étendu aux autres grandes villes du pays, avec des centaines de milliers de participants; il a dépassé en ampleur le Mouvement des étudiants du 9 Décembre contre l'impérialisme japonais[3].

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

4. Les victoires de l'Armée populaire de Libération dans les régions libérées et le développement du mouvement populaire dans les régions de Tchiang Kaï-chek présagent l'approche certaine d'une nouvelle grande révolution populaire anti-impérialiste et antiféodale, capable de triompher.

5. Cette situation se présente dans les circonstances où l'impérialisme américain et son valet Tchiang Kaï-chek ont remplacé l'impérialisme japonais et son valet Wang Tsing-wei et ont adopté la politique visant à faire de la Chine une colonie des Etats-Unis, à déclencher une guerre civile et à renforcer la dictature fasciste. Face à cette politique réactionnaire de l'impérialisme américain et de Tchiang Kaï-chek, le peuple chinois n'avait pas d'autre issue que la lutte. Lutter pour l'indépendance, la paix et la démocratie, telle est encore, dans la période actuelle, l'exigence fondamentale du peuple chinois. Déjà en avril 1945, prévoyant la mise en œuvre par l'impérialisme américain et Tchiang Kaï-chek de cette politique réactionnaire, le VII[e] Congrès de notre Parti avait formulé une ligne politique complète et entièrement juste pour en triompher.

6. Cette politique réactionnaire de l'impérialisme américain et de Tchiang Kaï-chek a forcé toutes les couches populaires de Chine à s'unir pour leur propre salut. Elles comprennent les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie urbaine, la bourgeoisie nationale, les hobereaux éclairés, les autres patriotes, les minorités nationales et les Chinois d'outre-mer. C'est un front uni extrêmement large englobant toute la nation. Comparé au front uni de la période de la Guerre de Résistance contre le Japon, il a non seulement une envergure tout aussi large, mais même des bases encore plus profondes. Tous les camarades du Parti doivent lutter pour consolider et développer ce front uni. Dans les régions libérées, tout en appliquant résolument, sans hésitation aucune, la politique de la terre à ceux qui la travaillent, on maintiendra celle du "système des trois tiers"[4]. En plus des communistes, nous devons continuer à faire participer aux organes du pouvoir et aux organisations sociales les progressistes hors Parti et les éléments du centre (tels les hobereaux éclairés) qui sont fort nombreux. Dans les régions libérées, tous les citoyens, sans distinction de classe, de sexe ou de croyance, ont le droit d'élire et d'être élus, à l'exception des traîtres et des réactionnaires qui ont travaillé contre les intérêts du peuple et encouru sa haine implacable. Quand le système de la terre à ceux qui la travaillent aura été com-

plètement appliqué, le droit à la propriété privée continuera à être garanti au peuple dans les régions libérées.

7. Parce que le gouvernement de Tchiang Kaï-chek poursuit de longue date une politique financière et économique réactionnaire et parce que le capital bureaucratique-comprador de Tchiang Kaï-chek[5] s'est associé avec le capital impérialiste des Etats-Unis dans ce fameux accord de trahison nationale qu'est le Traité de Commerce sino-américain[6], une dangereuse inflation se développe rapidement; l'industrie et le commerce de la bourgeoisie nationale de Chine vont toujours plus à la faillite; la situation des masses laborieuses, des fonctionnaires et des enseignants empire de jour en jour; les nombreux éléments de la classe moyenne voient fondre leurs économies jusqu'à perdre tous leurs biens; aussi des grèves d'ouvriers et d'étudiants et d'autres luttes éclatent-elles sans cesse. Une crise économique d'une gravité sans précédent menace en Chine toutes les couches de la population. Pour pouvoir continuer la guerre civile, Tchiang Kaï-chek a rétabli son pernicieux système de conscription et d'imposition en grain de la période de la Guerre de Résistance; la vie est ainsi devenue impossible pour l'immense masse de la population rurale, en particulier pour les paysans frappés de misère; aussi des émeutes populaires ont-elles déjà commencé et elles continueront de s'étendre. Par conséquent, la clique réactionnaire régnante de Tchiang Kaï-chek se discréditera de plus en plus aux yeux des larges masses du peuple et se trouvera aux prises avec de graves crises politiques et militaires. D'un côté, la situation fait chaque jour progresser le mouvement populaire anti-impérialiste et antiféodal dans les régions contrôlées par Tchiang Kaï-chek; de l'autre, elle démoralise de plus en plus les troupes de Tchiang Kaï-chek et accroît les possibilités de victoire pour l'Armée populaire de Libération.

8. L'Assemblée nationale illégale, facteur de division, et que Tchiang Kaï-chek a convoquée afin d'isoler notre Parti et les autres forces démocratiques, de même que la pseudo-Constitution qu'elle a fabriquée, ne jouissent d'aucun crédit auprès du peuple. Au lieu d'isoler notre Parti et les autres forces démocratiques, elles ont isolé la clique réactionnaire régnante de Tchiang Kaï-chek elle-même. Notre Parti et les autres forces démocratiques ont refusé de participer à la pseudo-Assemblée nationale, c'était là une politique parfaitement juste. La clique réactionnaire régnante de Tchiang Kaï-chek a attiré vers elle le Parti de la Jeunesse[7] et le Parti démocrate-socialiste[8], deux petits partis qui n'ont jamais eu le moindre prestige dans le pays,

ainsi que certaines "notabilités"[9], et il est à prévoir que d'autres éléments du centre passeront du côté de la réaction. La raison en est que les forces démocratiques en Chine grandissent de jour en jour alors que les forces réactionnaires s'isolent de plus en plus; c'est ce qui fait que la ligne de démarcation entre l'ennemi et nous doit être tracée avec cette netteté. Tous les éléments qui se cachent dans le front démocratique pour tromper le peuple se montreront finalement sous leur vrai jour et seront répudiés par le peuple, alors que les rangs populaires anti-impérialistes et antiféodaux s'élargiront encore davantage, parce qu'ils auront tracé une ligne de démarcation nette entre eux-mêmes et ces réactionnaires dissimulés.

9. Le développement de la situation internationale est extrêmement favorable à la lutte du peuple chinois. La force grandissante de l'Union soviétique et les succès de sa politique étrangère, la tendance des peuples du monde à s'orienter de plus en plus vers la gauche et l'essor continu de leurs luttes contre les forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur sont les deux grands facteurs qui ont contraint et qui continueront à contraindre l'impérialisme américain et ses laquais dans différents pays à un isolement toujours plus complet. Si l'on y ajoute le facteur d'une crise économique inévitable aux Etats-Unis, on voit que l'impérialisme américain et ses laquais seront acculés à une situation pire encore. La puissance de l'impérialisme américain et de son valet Tchiang Kaï-chek n'est que momentanée; leurs offensives peuvent être brisées. Le mythe que les offensives des réactionnaires ne peuvent être écrasées ne doit trouver aucun crédit dans nos rangs. Le Comité central a insisté là-dessus à plusieurs reprises, et le développement de la situation internationale et intérieure confirme de plus en plus nettement l'exactitude de ce jugement.

10. Pour gagner le répit nécessaire au complétement de ses troupes et déclencher une nouvelle offensive, pour obtenir des Etats-Unis d'autres prêts et d'autres envois de munitions, et pour apaiser la colère du peuple, Tchiang Kaï-chek recourt à une nouvelle ruse en demandant la reprise de prétendues négociations de paix avec notre Parti[10]. La politique de notre Parti n'est pas de repousser ces "négociations", mais d'en saisir l'occasion pour démasquer la ruse de Tchiang Kaï-chek.

11. Afin d'écraser complètement l'offensive de Tchiang Kaï-chek, il nous faut anéantir encore quarante à cinquante de ses brigades dans les quelques mois à venir; c'est la clé qui décidera de tout. Pour atteindre cet objectif, nous devons mettre pleinement à exécution la directive du Comité central du 1er octobre de l'an dernier sur le bilan

de trois mois[11], et la directive donnée le 16 septembre de la même année par la Commission militaire sur la concentration de nos forces pour détruire les forces ennemies une à une[12]. Ici, nous attirons une fois de plus l'attention des camarades de toutes les régions sur les points suivants:

a) Le problème militaire. Au cours des rudes combats qui se sont déroulés pendant les sept derniers mois, notre armée a prouvé qu'elle était tout à fait capable d'écraser l'offensive de Tchiang Kaï-chek et de remporter la victoire finale. Elle a amélioré et son équipement et sa tactique. Désormais, la tâche centrale dans l'édification de notre armée est de renforcer par tous les moyens notre artillerie et notre génie. Toutes les régions militaires, grandes et petites, et toutes les armées de campagne doivent résoudre les problèmes concrets qu'impliquera le renforcement de l'artillerie et du génie, et, en tout premier lieu, les deux problèmes de l'instruction de cadres et de la fabrication de munitions.

b) Le problème agraire. Sur environ deux tiers du territoire de chaque région libérée, la directive du 4 mai 1946 du Comité central[13] a été mise à exécution, le problème agraire résolu et la politique de la terre à ceux qui la travaillent appliquée; c'est là un grand succès. Il reste toutefois un tiers environ du territoire où les efforts doivent être poursuivis pour mobiliser sans réserve les masses et mettre à exécution la politique de la terre à ceux qui la travaillent. Dans divers endroits où cette politique a été appliquée, il y a encore des insuffisances: le problème n'a pas été résolu à fond; la raison principale en est que les masses n'ont pas été mobilisées sans réserve et qu'en conséquence la confiscation et la distribution des terres n'ont pas été effectuées de façon radicale, ce qui a provoqué le mécontentement des masses. En de tels endroits, nous devons procéder à une soigneuse vérification et réaliser l'équilibre[14] pour que les paysans n'ayant pas ou n'ayant que peu de terre en obtiennent et que mauvais hobereaux et tyrans locaux soient tous punis. Au cours de tout le processus d'exécution de la politique de la terre à ceux qui la travaillent, nous devons nous allier fermement avec les paysans moyens; il est absolument inadmissible d'empiéter sur les intérêts des paysans moyens (y compris les paysans moyens aisés); si les intérêts des paysans moyens ont été lésés, ceux-ci doivent obtenir compensation et excuses. Par ailleurs, durant et après la réforme agraire, il faut accorder la considération appropriée au cas des paysans riches et des moyens et petits propriétaires fonciers en général, dans la mesure où les masses

y consentent, et il faut le faire conformément à la "Directive du 4 Mai". En résumé, nous devons, au cours du mouvement pour la réforme agraire dans les régions rurales, nous unir à plus de 90 pour cent de la population rurale qui approuvent la réforme agraire et isoler le petit nombre de réactionnaires féodaux qui s'y opposent, de manière à pouvoir réaliser rapidement la politique de la terre à ceux qui la travaillent.

c) Le problème de la production. Dans toutes les régions, il faut tout prévoir pour une longue durée et travailler avec acharnement à la production, pratiquer une stricte économie et trouver au problème financier une solution correcte fondée sur la double exigence de production et d'économie. Ici, le premier principe est de développer la production et d'assurer l'approvisionnement. Nous devons donc combattre le point de vue erroné qui consiste à mettre uniquement l'accent sur les finances et le commerce en négligeant la production agricole et industrielle. Le second principe est de tenir compte des besoins de l'armée comme de la population, des intérêts tant publics qu'individuels. Nous devons donc combattre le point de vue erroné qui consiste à ne tenir compte que d'un côté et à négliger l'autre. Le troisième principe est d'unifier la direction en même temps que de décentraliser la gestion. Donc, sauf là où les conditions exigent une gestion centralisée, nous devons combattre le point de vue erroné qui consiste à tout centraliser, sans tenir compte des circonstances, sans oser donner libre essor à la gestion décentralisée.

12. Notre Parti et le peuple chinois ont tout en main pour s'assurer la victoire finale; ceci ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y aura plus de difficultés devant nous. La lutte de la Chine contre l'impérialisme et le féodalisme est une lutte de longue durée, les réactionnaires chinois et étrangers continueront à s'opposer de toutes leurs forces au peuple chinois, l'emprise de la domination fasciste dans les régions contrôlées par Tchiang Kaï-chek se resserrera davantage; temporairement, certains territoires des régions libérées seront occupés par l'ennemi ou deviendront des zones de guérillas, une partie des forces révolutionnaires pourra subir momentanément des pertes, et au cours d'une longue guerre, nous aurons bien sûr des dépenses en ressources humaines et matérielles. Tous les camarades du Parti doivent tenir pleinement compte de tout cela et être prêts à surmonter systématiquement toutes les difficultés avec une volonté indomptable. Les forces réactionnaires ont leurs difficultés, et nous avons les nôtres. Mais les difficultés des forces

réactionnaires sont insurmontables, parce que ces forces s'acheminent vers la mort, sans aucune perspective d'avenir. Nos difficultés peuvent être surmontées, parce que nous sommes des forces jeunes et montantes ayant un avenir lumineux.

NOTES

[1] A partir d'août 1946, les autorités du Kuomintang de Changhaï interdirent aux marchands étalagistes des quartiers de Houangpou et de Laotcha de poursuivre leur commerce. Dans la dernière décade de novembre, près de mille d'entre eux qui avaient continué la vente avaient été arrêtés. Le 30 novembre, trois mille marchands étalagistes manifestèrent et cernèrent le commissariat de police du quartier de Houangpou. Les autorités du Kuomintang donnèrent l'ordre de tirer; sept manifestants furent tués et nombre d'autres blessés ou arrêtés. Le 1er décembre, les marchands étalagistes continuèrent leur lutte. Bien qu'il y eût dix nouveaux tués et plus d'une centaine de blessés, le nombre de participants passa à plus de cinq mille. Tous les magasins de Changhaï fermèrent pour marquer leur sympathie aux manifestants. L'incident prit alors les proportions d'un mouvement de masse contre Tchiang Kaï-chek, mouvement qui s'étendit à toute la ville.

[2] Cet incident se produisit à Peiping le 24 décembre 1946. Une étudiante de l'Université de Pékin fut violée par des soldats américains. A la suite de cela, dans plusieurs dizaines de villes grandes et moyennes des régions de Tchiang Kaï-chek, les étudiants organisèrent, à partir du 30 décembre et durant tout le mois de janvier 1947, des grèves et des manifestations contre les Etats-Unis et Tchiang Kaï-chek, demandant le retrait des troupes américaines de Chine. Plus d'un demi-million d'étudiants prirent part à ce mouvement.

[3] L'année 1935 marqua le début d'un nouvel essor du mouvement patriotique du peuple chinois. Les étudiants de Pékin, sous la direction du Parti communiste chinois, organisèrent, les premiers, une manifestation patriotique le 9 décembre, en lançant des mots d'ordre tels que "Arrêter la guerre civile et tous unis contre l'ennemi extérieur!", "A bas l'impérialisme japonais!". Ce mouvement fit une brèche dans le régime de terreur instauré depuis longtemps par le gouvernement du Kuomintang entré en collusion avec l'envahisseur japonais, et gagna bientôt l'appui du peuple tout entier. C'est ce qu'on a appelé le "Mouvement du 9 Décembre". A partir de ce moment, de nouveaux changements se manifestèrent avec évidence dans les rapports entre les différentes classes du pays. La formation d'un front uni national contre le Japon, préconisée par le Parti communiste chinois, constitua dès lors la politique réclamée ouvertement par tous les patriotes, alors que la politique de trahison du gouvernement de Tchiang Kaï-chek devenait des plus impopulaires.

[4] Le "système des trois tiers" représentait la politique du front uni du Parti communiste chinois concernant la constitution des organes du pouvoir dans les régions libérées, pendant la Guerre de Résistance contre le Japon. Selon cette politique, les organes du pouvoir démocratique antijaponais se composaient de membres du

Parti communiste, de progressistes de gauche et d'éléments du centre ou autres, dans la proportion d'environ un tiers pour chaque groupe.

[5] Voir "La Situation actuelle et nos tâches", section VI, pp. 172-175 du présent tome.

[6] Le "Traité de Commerce sino-américain", c'est-à-dire le "Traité sino-américain d'Amitié, de Commerce et de Navigation", fut conclu le 4 novembre 1946 à Nankin entre le gouvernement de Tchiang Kaï-chek et le gouvernement des Etats-Unis. Ce traité, qui aliénait au profit des Etats-Unis une grande partie de la souveraineté de la Chine, comporte trente articles, dont le contenu principal est le suivant:

1) Les ressortissants des Etats-Unis jouiront, dans "toute l'étendue . . . des territoires" de la Chine, des droits de résider, de voyager, de poursuivre des activités dans les domaines du commerce, de la fabrication, de l'industrie de transformation, des sciences, de l'éducation, de la religion et de la philanthropie, ainsi que de prospecter et d'exploiter les ressources minières, de prendre à bail et de posséder des terres, et d'exercer d'autres métiers et professions. Sous le rapport des droits économiques, les ressortissants des Etats-Unis bénéficieront du même traitement que les Chinois.

2) Les produits américains bénéficieront en Chine, dans les domaines des impôts et taxes, de la vente, de la distribution et de l'utilisation, de conditions au moins aussi favorables que celles qui sont accordées aux produits de n'importe quel tiers pays ou aux produits chinois. "Aucune interdiction ni restriction ne sera imposée" par la Chine aux importations de plantes cultivées, de produits, ou d'articles fabriqués en provenance des Etats-Unis, ni à l'exportation vers les Etats-Unis de tout produit ou article chinois.

3) Les navires américains auront la liberté d'accès à tous les ports, lieux et eaux territoriales de la Chine ouverts à la navigation ou au commerce étrangers; leurs équipages et leur fret jouiront de la liberté de transit sur le sol chinois "par les voies les plus commodes". Sous prétexte du "premier appel de détresse", les navires américains, y compris les vaisseaux de guerre, peuvent entrer dans "tous les ports, lieux et eaux territoriales" de la Chine qui "ne sont pas ouverts à la navigation ou au commerce étrangers".

Wellington Koo, alors ambassadeur du gouvernement de Tchiang Kaï-chek aux Etats-Unis, eut le cynisme de déclarer publiquement que ce traité signifiait "l'ouverture de tout le territoire chinois aux commerçants des Etats-Unis".

[7] Nom abrégé du "Parti de la Jeunesse de Chine", appelé encore Parti *étatiste*, lui-même issu de la "Ligue de la Jeunesse *étatiste* de Chine". Ce parti se composait d'une poignée de politiciens fascistes qui cherchaient à faire carrière dans la contre-révolution en attaquant le Parti communiste et l'Union soviétique, ce qui leur valut des subsides de la part de différents groupements réactionnaires au pouvoir et de la part des impérialistes.

[8] Le Parti démocrate-socialiste fut constitué en août 1946 par la fusion du "Parti constitutionnel démocratique" et du "Parti national-socialiste". Il comprenait essentiellement des politiciens réactionnaires et la lie des milieux féodaux au temps des seigneurs de guerre du Peiyang.

[9] Allusion à des politiciens sans scrupule tels que Wang Yun-wou, Fou Se-nien et Hou Tcheng-tche, qui se posaient en personnalités sans affiliation de parti et servaient en fait de façade à l'"Assemblée nationale" montée par Tchiang Kaï-chek.

[10] Le 16 janvier 1947, par suite des échecs répétés de ses offensives militaires et de la détérioration continuelle de sa situation militaire, le gouvernement du Kuomintang demanda au Parti communiste chinois, par l'intermédiaire de l'ambassadeur des Etats-Unis en Chine auprès du gouvernement du Kuomintang, John Leighton

Stuart, d'être autorisé à envoyer des délégués à Yenan pour entamer des "négociations de paix", dans l'intention d'obtenir un répit pour préparer une nouvelle offensive. Cette nouvelle ruse des Etats-Unis et de Tchiang Kaï-chek fut aussitôt démasquée complètement par le Parti communiste chinois. Celui-ci fit observer que les négociations ne pourraient être reprises que si deux conditions minima étaient remplies: 1) abolition de la pseudo-Constitution fabriquée par le Kuomintang en violation des résolutions de la Conférence consultative politique, et 2) évacuation par les troupes du Kuomintang de tout le territoire des régions libérées qu'elles avaient occupé après l'entrée en vigueur de l'Accord de trêve le 13 janvier; faute de quoi, il serait impossible de garantir que le Kuomintang ne déchire pas à nouveau un accord conclu par de nouvelles négociations. Quand le gouvernement du Kuomintang comprit que sa ruse de "paix" ne réussissait pas, il notifia leur départ, les 27 et 28 février, à tous les délégués du Parti communiste chinois qui séjournaient à Nankin, Changhaï et Tchongking pour négocier et établir la liaison, et il annonça la rupture définitive des négociations entre le Kuomintang et le Parti communiste.

[11] Il s'agit du texte intitulé: "Bilan de trois mois", pp. 113-119 du présent tome.

[12] Il s'agit du texte intitulé: "Concentrer une force supérieure pour anéantir les forces ennemies une à une", pp. 103-108 du présent tome.

[13] Il s'agit de la "Directive sur le problème agraire" du Comité central du Parti communiste chinois, datée du 4 mai 1946. Voir "Bilan de trois mois", note 4, p. 119 du présent tome.

[14] "Réaliser l'équilibre" était une mesure politique adoptée dans les régions libérées anciennes, où une réforme agraire relativement complète avait été accomplie. Son objet était de résoudre le problème de l'insuffisance des terres et des autres moyens de production dont souffraient certains paysans pauvres et salariés agricoles, ainsi que d'autres problèmes laissés en suspens pendant la réforme. La méthode consiste en un rajustement rationnel, dans un cadre relativement restreint, des terres et des autres moyens de production, de façon à prendre à ceux qui en ont de meilleurs pour donner à ceux qui ont de moins bons, à prendre à ceux qui disposent de surplus pour donner à ceux qui n'ont pas assez.

L'ABANDON TEMPORAIRE DE YENAN ET LA DEFENSE DE LA REGION FRONTIERE DU CHENSI-KANSOU-NINGHSIA —DEUX DOCUMENTS DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS*

(Novembre 1946 et avril 1947)

I. DIRECTIVE DU 18 NOVEMBRE 1946

Tchiang Kaï-chek est au bout de son rouleau. Il veut porter un coup à notre Parti et se renforcer lui-même par deux moyens: convoquer "l'Assemblée nationale" et attaquer Yenan. En réalité, il obtiendra un résultat opposé. Le peuple chinois est résolument contre une "Assemblée nationale" montée de toutes pièces par Tchiang Kaï-chek et visant à diviser la nation; le jour d'ouverture de cette assemblée marque, pour la clique de Tchiang Kaï-chek, le commencement de son autodestruction. Maintenant que nous avons anéanti 35 brigades[1] des troupes de Tchiang Kaï-chek et que leur puissance offensive est sur le point de s'épuiser, même si elles occupaient Yenan par une attaque brusquée, cela n'altérerait en rien la perspective générale de la victoire dans la Guerre de Libération populaire et ne pourrait sauver Tchiang Kaï-chek du destin qui l'attend. Bref, Tchiang Kaï-chek s'est engagé sur le chemin de sa perte; toute sa fourberie sera dévoilée par ce double jeu: convoquer "l'Assemblée nationale" et attaquer Yenan; et cela contribuera à faire progresser la Guerre de Libération populaire. Dans chaque région, nous devons bien expliquer aux gens, qu'ils soient du Parti ou non, ces deux actes de Tchiang Kaï-chek: convocation de "l'Assemblée nationale" et attaque contre Yenan, et unir tout le Parti, toute l'armée et tout le peuple dans la lutte pour briser l'offensive de Tchiang Kaï-chek et construire une Chine démocratique.

II. CIRCULAIRE DU 9 AVRIL 1947

Dans le but de sauver son régime agonisant, le Kuomintang n'a pas seulement convoqué la pseudo-Assemblée nationale, mis sur pied la pseudo-Constitution, expulsé de Nankin, Changhaï et Tchongking les missions de notre Parti et proclamé la rupture entre le Kuomintang et le Parti communiste[2], il a encore attaqué Yenan, siège de notre Comité central et du Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération, ainsi que la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia.

Si le Kuomintang a pris ces mesures, cela ne montre pas du tout que son régime est fort, mais plutôt que la crise de son régime est devenue extrêmement profonde. Son attaque contre Yenan et la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia est une tentative insensée pour régler d'abord la question du Nord-Ouest, couper le bras droit de notre Parti, chasser du Nord-Ouest notre Comité central et le Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération, et déplacer ensuite ses troupes en vue d'attaquer la Chine du Nord et d'atteindre ainsi l'objectif de détruire nos forces une à une.

---

* Le premier de ces deux documents a été rédigé par le camarade Mao Tsé-toung à Yenan pendant l'hiver de 1946, alors que les troupes du Kuomintang se préparaient à attaquer cette ville, et le second à Tsingyangtcha, district de Hengchan, dans le Chensi du Nord, vingt jours après l'occupation de Yenan par les troupes du Kuomintang le 19 mars 1947. Pour sauver son régime agonisant après que son plan d'offensive générale contre les régions libérées eut fait faillite, Tchiang Kaï-chek prit les mesures insensées de convoquer la pseudo-Assemblée nationale, d'expulser des régions du Kuomintang les délégués du Parti communiste chinois et de lancer une attaque contre Yenan, siège du Comité central du Parti communiste chinois. Comme il était prévu dans ces documents, les mesures prises par Tchiang Kaï-chek le conduisirent à sa propre ruine sur le plan politique. Sur le plan militaire, il tenta d'effectuer des "attaques concentrées" en massant ses forces sur les flancs est et ouest des régions libérées, c'est-à-dire la région libérée du Chantong et la région libérée du Chensi-Kansou-Ninghsia; là aussi le résultat fut un échec complet. Les troupes du Kuomintang attaquant la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia étaient fortes de plus de 230.000 hommes, alors que l'Armée populaire de Libération du Nord-Ouest ne comptait dans cette région qu'un peu plus de 20.000 hommes. Ainsi, les forces ennemies furent en mesure d'occuper Yenan et tous les chefs-lieux de district de la région, que nous abandonnâmes de notre propre initiative. Cependant, l'ennemi ne réussit pas à atteindre ses objectifs, qui étaient de détruire les organismes centraux du Parti communiste chinois et l'Armée populaire de Libération du Nord-Ouest ou de les contraindre à passer à l'est du fleuve Jaune. Au contraire, notre armée lui porta maintes fois des coups violents; l'ennemi perdit environ 100.000 hommes et, en fin de compte, dut s'enfuir en piteux état de la région frontière, alors

Dans ces circonstances, le Comité central a décidé ce qui suit:

1. Nous devons défendre et développer dans un ferme esprit de combat la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia et les régions libérées du Nord-Ouest, et cet objectif pourra certainement être atteint.

2. Notre Comité central et le Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération doivent rester dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia. C'est une région où le terrain est difficilement accessible à l'ennemi, où nous avons de bonnes bases parmi les masses, où il y a beaucoup d'espace pour manœuvrer et où notre sécurité est entièrement assurée.

3. En même temps, afin de faciliter notre travail, nous avons mis sur pied une commission de travail du Comité central, ayant pour mission de se rendre dans le Chansi du Nord-Ouest ou dans quelque autre endroit approprié pour exécuter les tâches que le Comité central lui a confiées.

Ces trois décisions, prises le mois dernier, ont été mises en application. Le présent document vous en donne information.

---

que notre armée passait triomphalement à l'offensive pour la libération du Grand Nord-Ouest. De plus, avec des forces peu nombreuses, notre armée sur le théâtre du Nord-Ouest attira sur elle et détruisit d'importantes unités des forces principales de l'ennemi et apporta par là un puissant soutien à nos troupes opérant sur d'autres théâtres, particulièrement sur le théâtre du Chansi-Hopei-Chantong-Honan, et les aida à passer plus rapidement à l'offensive. Le camarade Mao Tsé-toung, le Comité central du Parti communiste chinois et le Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération restèrent toujours dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia, de mars 1947, où notre armée se retira de Yenan, jusqu'au moment où, un an plus tard, nous passâmes à l'offensive sur le théâtre du Nord-Ouest. Ce fait fut d'une grande importance politique; il exalta et renforça considérablement la volonté de combat et la foi dans la victoire de l'armée et du peuple de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia et des autres régions libérées du pays. Pendant qu'il était dans la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia, le camarade Mao Tsé-toung ne continua pas seulement de diriger la Guerre de Libération populaire sur tous les fronts du pays, il assuma aussi personnellement le commandement sur le théâtre du Nord-Ouest et atteignit avec succès le but mis en avant dans le présent document: "défendre et développer dans un ferme esprit de combat la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia et les régions libérées du Nord-Ouest". En ce qui concerne les opérations sur le théâtre du Nord-Ouest, voir "Directives pour les opérations sur le théâtre de guerre du Nord-Ouest", pp. 135-136, et "Sur la grande victoire dans le Nord-Ouest et le mouvement d'éducation idéologique de type nouveau dans l'Armée de Libération", pp. 219-226 du présent tome.

NOTES

[1] Statistique pour la période allant du début de juillet au 13 novembre 1946.

[2] Les 27 et 28 février 1947, l'ensemble des délégués et tout le personnel du Parti communiste chinois se trouvant à Nankin, Changhaï et Tchongking pour les négociations et les tâches de liaison furent contraints par le gouvernement du Kuomintang à quitter les lieux dans un délai fixé. Le 15 mars 1947, le Comité exécutif central du Kuomintang convoqua sa troisième session plénière, au cours de laquelle Tchiang Kaï-chek proclama la rupture entre le Kuomintang et le Parti communiste et sa détermination de poursuivre la guerre civile jusqu'au bout.

DIRECTIVES POUR LES OPERATIONS SUR LE THEATRE DE GUERRE DU NORD-OUEST*

(15 avril 1947)

1. L'ennemi est maintenant très fatigué, il n'est pas encore exténué. Il souffre de grosses difficultés à s'approvisionner en vivres, mais non encore d'extrêmes difficultés. Si notre armée n'a plus détruit d'importantes formations de l'ennemi depuis qu'elle a anéanti sa 31e brigade[1], elle a pu néanmoins, au cours de ces vingt derniers jours, atteindre l'objectif de le harasser, de réduire fortement son approvisionnement en vivres et de créer ainsi des conditions favorables pour l'épuiser, lui couper les vivres et l'anéantir finalement.

2. Le principe d'opérations actuel de l'ennemi est de contraindre, malgré sa fatigue et sa pénurie de vivres, nos forces principales à passer à l'est du fleuve Jaune, puis de bloquer le secteur Soueiteh-Mitche et de répartir ses forces en plusieurs colonnes pour "nettoyer" tout le territoire. L'ennemi a atteint Tsingkien le 31 mars, mais n'a pas avancé vers le nord immédiatement; son but était de nous laisser un passage. En avançant à l'ouest vers Wayaopao, il cherchait à nous pousser vers Soueiteh et Mitche. Ayant découvert nos troupes, il se tourne maintenant vers le sud et l'ouest de Wayaopao, puis il avancera de nouveau vers cette ville pour nous pousser vers le nord.

3. Notre principe d'opérations est de continuer à appliquer la méthode employée jusqu'ici, c'est-à-dire de manœuvrer l'ennemi un certain temps encore (un mois environ) dans la région où il se trouve, pour le briser de fatigue, le réduire à la disette et chercher ensuite l'occasion de le détruire. Il est inutile que nos forces principales se précipitent vers le nord pour attaquer Yulin ou vers le sud pour couper la retraite à l'ennemi. Il faut faire comprendre clairement aux commandants et combattants comme d'ailleurs aux masses populaires que cette méthode est la seule voie qui conduise à la défaite finale de l'ennemi. Sans briser l'ennemi de fatigue et sans l'affamer, nous ne

pourrons remporter la victoire finale. On peut appeler tactique de "harassement" cette méthode qui consiste à user l'ennemi jusqu'à l'épuisement total pour l'anéantir ensuite.

4. Comme vous vous trouvez actuellement dans les secteurs à l'est et au nord de Wayaopao, le meilleur parti à prendre est d'amener l'ennemi à se déplacer vers la région nord de cette ville; alors vous pourrez attaquer la partie la plus faible des forces de Liao Ang[2] et amener l'ennemi à se déplacer vers l'est; ensuite vous pourrez vous tourner vers Ansai et amener l'ennemi à se déplacer de nouveau vers l'ouest.

5. Mais vous devez ordonner ces jours-ci à la 359e brigade (au complet) de terminer ses préparatifs pour que, dans une semaine à partir d'aujourd'hui, elle puisse être envoyée au sud en vue d'effectuer une attaque par surprise contre la région au sud de la ligne Yentchang-Yenan et au nord de la ligne Yitchouan-Louotchouan et de couper à l'ennemi sa ligne de ravitaillement en vivres.

6. Veuillez nous donner votre avis sur les vues exposées ci-dessus.

NOTES

[1] Après avoir évacué Yenan de sa propre initiative, l'Armée populaire de Libération du Nord-Ouest détacha une force peu nombreuse pour attirer le gros des forces ennemies jusqu'à Ansai, au nord-ouest de Yenan, tandis qu'elle mettait ses forces principales en embuscade dans le secteur de Tsinghouapien, au nord-est de Yenan, guettant le moment pour anéantir l'ennemi. Le 25 mars 1947, un régiment du Kuomintang appartenant à la 31e brigade de la 27e division réorganisée de Hou Tsong-nan, conduit par le quartier général de la brigade, tomba dans ce piège et fut complètement détruit dans un engagement qui dura un peu plus d'une heure.

[2] Liao Ang, commandant de la 76e division réorganisée des armées du Kuomintang placées sous les ordres de Hou Tsong-nan. Il fut plus tard fait prisonnier dans un combat à Tsingkien, le 11 octobre 1947.

* Télégramme envoyé par le camarade Mao Tsé-toung à l'Armée de Campagne du Nord-Ouest. Celle-ci était alors constituée par l'Armée populaire de Libération des régions libérées du Chensi-Kansou-Ninghsia et du Chansi-Soueiyuan, sous le commandement de Peng Teh-houai, Ho Long, Si Tchong-hsiun et d'autres camarades.

LE GOUVERNEMENT DE TCHIANG KAI-CHEK EST ASSIEGE PAR TOUT LE PEUPLE*

(30 mai 1947)

Le gouvernement de Tchiang Kaï-chek, hostile au peuple tout entier, se voit maintenant assiégé par le peuple tout entier. Sur le front militaire comme sur le front politique, il a subi des défaites, il est assiégé par les forces qu'il a déclaré être ses ennemis, et il ne peut trouver aucun moyen de s'échapper.

La clique de traîtres de Tchiang Kaï-chek et ses maîtres, les impérialistes américains, ont mal évalué la situation. Ils ont surestimé leur propre force et sous-estimé celle du peuple. Ils s'imaginaient que la Chine et le monde, après la Seconde guerre mondiale, étaient restés les mêmes qu'autrefois; ils n'admettaient aucun changement et ils ne permettaient à personne de s'élever contre leur volonté. Après la capitulation du Japon, ils étaient décidés à rétablir en Chine l'ordre ancien. Ayant gagné du temps grâce à des supercheries comme la consultation politique et la médiation militaire, le gouvernement traître de Tchiang Kaï-chek rassembla deux millions de soldats et déclencha une offensive générale.

Il y a maintenant deux fronts en Chine. Le premier, c'est la guerre entre les forces d'agression de Tchiang Kaï-chek et l'Armée populaire de Libération. Maintenant un second front a surgi, il s'agit de la lutte aiguë qui oppose le grand et juste mouvement des étudiants au gouvernement réactionnaire de Tchiang Kaï-chek[1]. Le mouvement des étudiants a pour mot d'ordre: "Nourriture, paix, liberté" ou "Contre la faim, contre la guerre civile, contre les répressions". Tchiang Kaï-chek a promulgué les "Mesures provisoires pour le maintien de l'ordre public"[2]. Partout son armée, sa police, ses gendarmes et ses agents secrets sont aux prises avec les masses d'étudiants. Tchiang Kaï-chek recourt à la violence contre les étudiants sans dé-

fense, les livrant aux arrestations, à l'emprisonnement, aux sévices et au massacre; il en résulte que le mouvement des étudiants s'étend de jour en jour. La sympathie de tous les milieux sociaux va aux étudiants, Tchiang Kaï-chek et ses valets sont tout à fait isolés, et le visage féroce de Tchiang Kaï-chek est complètement démasqué. Le mouvement des étudiants fait partie de l'ensemble du mouvement populaire. L'essor du mouvement des étudiants entraînera inévitablement un essor du mouvement populaire tout entier. C'est ce qu'atteste l'expérience historique du Mouvement du 4 Mai 1919[3] et du Mouvement du 9 Décembre 1935.

Puisque l'impérialisme américain et son valet Tchiang Kaï-chek ont remplacé l'impérialisme japonais et son valet Wang Tsing-wei, et qu'ils ont adopté une politique visant à faire de la Chine une colonie des Etats-Unis, à déclencher la guerre civile et à renforcer la dictature fasciste, ils se sont déclarés eux-mêmes ennemis du peuple chinois tout entier et ont conduit toutes les couches populaires du pays au bord de la famine et de la mort. Cela a contraint toutes ces couches populaires à s'unir dans une lutte à outrance contre le gouvernement réactionnaire de Tchiang Kaï-chek, et entraîné le développement rapide de cette lutte. Il n'y a pas d'autre issue possible pour le peuple. Les couches populaires de Chine qui sont opprimées par la politique réactionnaire du gouvernement de Tchiang Kaï-chek et unies pour leur propre salut comprennent les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie urbaine, la bourgeoisie nationale, les hobereaux éclairés, les autres éléments patriotes, les minorités nationales et les Chinois d'outre-mer. C'est un front uni national des plus larges.

Le caractère extrêmement réactionnaire de la politique financière et économique longtemps poursuivie par le gouvernement de Tchiang Kaï-chek vient d'être aggravé encore par le pire traité de trahison nationale jamais signé, le Traité de Commerce sino-américain. Sur la base de ce traité, le capital monopoliste américain et le capital bureaucratique-comprador de Tchiang Kaï-chek se sont étroitement

---

* Commentaire écrit par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Agence Hsinhua. Ce commentaire relevait que les événements en Chine se dérouleraient plus rapidement que prévu, et invitait le peuple à préparer rapidement toutes les conditions nécessaires à la victoire nationale de la révolution chinoise. Ces prévisions se confirmèrent bientôt après. Le commentaire ci-dessus et les "Directives pour les opérations sur le théâtre de guerre du Nord-Ouest" ont été écrits à Wangkiawan, district de Tsingpien, dans le Chensi du Nord.

associés pour contrôler la vie économique de tout le pays. Il en résulte une inflation effrénée, une montée des prix sans précédent, une banqueroute de plus en plus générale des entreprises industrielles et commerciales de la bourgeoisie nationale, une détérioration continuelle des conditions de vie des masses laborieuses, des fonctionnaires et du corps enseignant. Dans ces circonstances, toutes les couches populaires du pays ne peuvent que s'unir et combattre pour leur existence.

La répression militaire et les duperies politiques ont été les deux principales méthodes de Tchiang Kaï-chek pour maintenir sa domination réactionnaire. Le peuple assiste aujourd'hui à la prompte faillite de ces deux méthodes.

L'armée de Tchiang Kaï-chek a trouvé la défaite sur tous les champs de bataille. Quatre-vingt-dix brigades environ, pour ne parler que de ses troupes régulières, ont été anéanties dans les onze mois qui se sont écoulés depuis juillet dernier. Ses troupes n'ont plus l'arrogance qu'elles avaient l'année passée lorsqu'elles occupèrent Tchangtchouen, Tchengteh, Tchangkiakeou, Hotseh, Houaiyin et Antong, ou même cette année encore lorsqu'elles prirent Linyi et Yenan. Tchiang Kaï-chek et Tchen Tcheng ont sous-estimé la force et les méthodes de combat de l'Armée populaire de Libération. Prenant à tort nos retraites pour de la lâcheté, et notre abandon d'un certain nombre de villes pour autant de défaites, ils avaient espéré dans leur présomption en finir avec nous, d'abord au sud de la Grande Muraille en trois ou six mois au plus, puis dans le Nord-Est. Mais dix mois après, toutes les forces d'agression de Tchiang Kaï-chek se trouvent engagées dans une impasse, elles sont assiégées de toutes parts par le peuple des régions libérées et l'Armée populaire de Libération et elles auront de grosses difficultés à s'échapper.

Comme les nouvelles des défaites subies par les troupes de Tchiang Kaï-chek sur le front parviennent de plus en plus nombreuses à l'arrière, les grandes masses populaires qui étouffent sous l'oppression du gouvernement réactionnaire de Tchiang Kaï-chek ont chaque jour plus d'espoir de voir finir leurs souffrances et d'obtenir leur émancipation. Et c'est dans ce moment critique que tous les tours de Tchiang Kaï-chek en politique ratent aussitôt qu'il les joue. Tout a donc évolué contrairement à l'attente des réactionnaires. Des subterfuges comme la convocation d'une "Assemblée nationale" chargée d'adopter une "constitution", la réorganisation du gouver-

nement d'un seul parti en un "gouvernement de partis multiples", ne visaient qu'à isoler le Parti communiste et les autres forces démocratiques. Mais ils ont eu le résultat inverse: ce n'est pas le Parti communiste chinois ni les autres forces démocratiques qui se sont trouvés isolés, mais les réactionnaires eux-mêmes. Maintenant, le peuple chinois sait par sa propre expérience ce que sont en réalité "l'Assemblée nationale" de Tchiang Kaï-chek, sa "Constitution" et son "gouvernement de partis multiples". Auparavant, de nombreux Chinois, principalement des éléments des couches moyennes, nourrissaient des illusions plus ou moins grandes au sujet de ces manœuvres de Tchiang Kaï-chek. Il en va de même pour ses "négociations de paix". Maintenant qu'il a déchiré en mille morceaux plusieurs accords de trêve solennels et qu'il a pointé les baïonnettes contre les masses d'étudiants qui demandaient la paix et s'opposaient à la guerre civile, personne ne veut plus croire à ses prétendues négociations de paix, à l'exception de ceux qui ont l'intention bien arrêtée de tromper les gens ou qui manquent absolument d'expérience politique.

Tous les événements ont prouvé la justesse de nos appréciations. Nous avons constamment fait remarquer que le gouvernement de Tchiang Kaï-chek n'était rien d'autre qu'un gouvernement de trahison nationale, de guerre civile et de dictature. Il cherche à détruire par la guerre civile le Parti communiste chinois et toutes les autres forces démocratiques, afin de faire de la Chine une colonie des Etats-Unis et de maintenir son régime dictatorial. Parce qu'il a adopté cette politique réactionnaire, ce gouvernement a perdu politiquement tout son prestige et toute sa force. La puissance du gouvernement de Tchiang Kaï-chek n'est que temporaire et superficielle; s'il est fort en apparence, il est faible en réalité. Ses offensives peuvent être brisées où que ce soit et sur n'importe quel front. Ce qui l'attend, c'est l'abandon de ses partisans, la désertion de ses fidèles et la destruction totale de ses armées. Tous les événements ont prouvé et continueront à prouver la justesse de ces appréciations.

La marche des événements en Chine est plus rapide qu'on ne l'avait prévu. D'une part il y a les victoires de l'Armée populaire de Libération, d'autre part l'essor de la lutte populaire dans les territoires contrôlés par Tchiang Kaï-chek; d'un côté comme de l'autre les progrès sont très rapides. Que le peuple chinois se hâte de préparer toutes les conditions nécessaires à l'établissement d'une Chine nouvelle qui jouira de la paix, de la démocratie et de l'indépendance!

NOTES

[1] Après décembre 1946, et avec le développement de la Guerre de Libération populaire, le mouvement démocratique et patriotique des grandes masses d'étudiants contre la faim, la guerre civile et les répressions dans les régions contrôlées par le Kuomintang prit un nouvel essor et devint progressivement un second front dans la lutte contre la domination réactionnaire de Tchiang Kaï-chek. Depuis la fin de décembre 1946 jusqu'au début de janvier 1947, plus de 500.000 étudiants dans des dizaines de villes, grandes et moyennes, y compris Peiping, Tientsin, Changhaï et Nankin, firent grève et manifestèrent pour protester contre le viol commis par des soldats américains sur une étudiante de l'Université de Pékin et pour exiger le retrait de Chine des forces armées des Etats-Unis. Cette lutte gagna aussitôt l'appui des ouvriers, du corps enseignant et d'autres masses du peuple. Le 4 mai 1947, des étudiants de Changhaï manifestèrent contre la guerre civile. En même temps, 8.000 ouvriers et étudiants assiégèrent le Commissariat général de police du Kuomintang. Ce mouvement patriotique s'étendit aussitôt à Nankin, Peiping, Hangtcheou, Chenyang, Tsingtao, Kaifeng et à beaucoup d'autres villes. Les réactionnaires du Kuomintang eurent recours à des mesures de répression d'une extrême brutalité contre le mouvement démocratique et patriotique des étudiants. Le 20 mai, plus de 100 étudiants furent blessés et arrêtés à Nankin et à Tientsin; ce furent les célèbres "Evénements sanglants du 20 Mai". Mais le mouvement patriotique des étudiants, soutenu par les grandes masses du peuple, ne put être réprimé. Les grèves et manifestations d'étudiants, sous le mot d'ordre "Contre la faim, contre la guerre civile, contre les répressions", et les luttes populaires dirigées contre les Etats-Unis et contre Tchiang Kaï-chek, telles que les grèves des ouvriers et du corps enseignant, gagnèrent plus de 60 villes, grandes et moyennes. En mai 1948, les étudiants de Changhaï, auxquels s'étaient joints des travailleurs des milieux culturels, de la presse et d'autres milieux sociaux, lancèrent un mouvement patriotique contre l'appui donné par les Etats-Unis à la renaissance des forces agressives du Japon. Ce mouvement, lui aussi, gagna rapidement de nombreuses villes. Ainsi, les luttes patriotiques des étudiants n'ont jamais cessé avant la victoire sur le plan national; elles ont porté de rudes coups au Kuomintang.

[2] Promulguées le 18 mai 1947 par le gouvernement de Tchiang Kaï-chek, ces mesures interdisaient rigoureusement toute présentation de pétitions par plus de dix personnes à la fois; elles interdisaient aussi toutes les grèves d'ouvriers ou d'étudiants ainsi que tout défilé et toute manifestation. Par ailleurs, elles autorisaient les gouvernements locaux du Kuomintang à prendre les "décisions nécessaires" et les "dispositions d'urgence" pour la répression sanglante des mouvements patriotiques et démocratiques du peuple.

[3] Le 4 mai 1919, les étudiants de Pékin manifestèrent contre la cession au Japon d'un grand nombre des droits de la Chine dans le Chantong par la conférence qui réunissait alors à Paris la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France, le Japon, l'Italie et d'autres pays impérialistes. Ce mouvement des étudiants rencontra un écho immédiat dans tout le pays. Après le 3 juin, il devint un mouvement révolutionnaire national contre l'impérialisme et le féodalisme et englobant le prolétariat, la petite bourgeoisie urbaine et même la bourgeoisie nationale.

STRATEGIE POUR LA DEUXIEME ANNEE DE LA GUERRE DE LIBERATION*

(1er septembre 1947)

1. Au cours de la première année de la guerre (de juillet de l'an dernier à juin de cette année), nous avons anéanti 97 brigades et demie des troupes régulières ennemies, soit 780.000 hommes, des troupes fantoches, des corps de sécurité publique et autres unités se montant à 340.000 hommes, ce qui fait en tout 1.120.000 hommes. C'est là une grande victoire. Cette victoire a été pour l'ennemi un coup sérieux, elle a suscité un profond sentiment de défaitisme dans tout le camp ennemi, soulevé d'enthousiasme le peuple dans tout le pays et jeté les bases pour l'anéantissement complet de l'ennemi et la conquête de la victoire finale.

2. Pendant la première année de la guerre, l'ennemi a lancé une offensive de grande envergure contre nos régions libérées avec 218 de ses 248 brigades régulières, soit plus de 1.600.000 hommes, avec près d'un million d'hommes des unités spéciales (marine, aviation, artillerie, corps du génie et troupes blindées), des troupes fantoches, des troupes du corps de la police des communications et du corps de sécurité publique. Notre armée a eu raison d'adopter la stratégie consistant à mener des opérations à l'intérieur des lignes, même si ce fut au prix de plus de 300.000 tués et blessés et de vastes territoires abandonnés à l'ennemi, grâce à quoi notre armée a réussi à garder l'initiative en tout temps et en tout lieu. Il en est résulté que nous avons pu infliger à l'ennemi des pertes s'élevant à 1.120.000 hommes, le contraindre à disperser ses troupes, forger et renforcer les nôtres, lancer des contre-offensives stratégiques dans le Nord-Est, le Jéhol, le Hopei de l'Est, le Chansi du Sud et le Honan du Nord, où nous avons recouvré et libéré de vastes territoires[1].

3. Pendant la deuxième année de la guerre, la tâche essentielle de notre armée est de lancer une contre-offensive à l'échelle nationale,

c'est-à-dire de faire combattre nos troupes de campagne à l'extérieur des lignes, de porter la guerre dans les régions du Kuomintang, d'anéantir l'ennemi en grand nombre à l'extérieur des lignes et de faire échouer complètement la stratégie contre-révolutionnaire du Kuomintang, qui, elle, consiste à continuer de porter la guerre dans les régions libérées, à détruire et à épuiser toujours davantage nos ressources en hommes et en matériel, pour nous mettre dans l'impossibilité de tenir longtemps. Pendant la deuxième année de la guerre, une part de la tâche de notre armée est d'employer un certain nombre de nos troupes de campagne et les importantes unités de nos troupes locales pour poursuivre les opérations à l'intérieur des lignes, y anéantir l'ennemi et recouvrer les territoires perdus.

4. En appliquant le principe qui consiste à mener des opérations à l'extérieur des lignes, à porter la guerre dans les régions du Kuomintang, notre armée rencontrera évidemment beaucoup de difficultés. La raison en est qu'il faut du temps pour établir de nouvelles bases dans les régions du Kuomintang et que nous ne pouvons établir des bases solides qu'après avoir anéanti l'ennemi en grand nombre au cours de multiples opérations mobiles où alternent avances et reculs, mis en mouvement les masses, distribué les terres, instauré notre pouvoir et organisé les forces armées populaires. Jusque-là, les difficultés seront nombreuses. Mais elles peuvent et doivent être surmontées. En effet, l'ennemi sera contraint de se disperser encore davantage, et notre armée disposera de vastes territoires qui serviront de champs de bataille à nos opérations mobiles et nous pourrons ainsi engager une guerre de mouvement; les larges masses de la popula-

---

* Directive à l'intention du Parti, rédigée au nom du Comité central du Parti communiste chinois par le camarade Mao Tsé-toung qui se trouvait alors avec le Comité central du Parti à Tchoukouantchai, district de Kiahsien, Chensi du Nord. Cette directive définit la tâche essentielle pour la deuxième année de la Guerre de Libération. Cette tâche consistait à porter la guerre dans les régions du Kuomintang avec nos armées de campagne et à passer des opérations à l'intérieur des lignes aux opérations à l'extérieur des lignes, c'est-à-dire à passer du stade de la défensive stratégique à celui de l'offensive stratégique. Selon le plan stratégique élaboré par le camarade Mao Tsé-toung, l'Armée populaire de Libération passa, à partir de juillet-septembre 1947, à une offensive d'envergure nationale. L'Armée de Campagne du Chansi-Hopei-Chantong-Honan força le passage du fleuve Jaune dans le Chantong du Sud-Ouest le 30 juin, traversa la ligne Longhai dans la première décade du mois d'août et pénétra dans le mont Tapié. Les troupes de Taiyué de l'Armée de Campagne du Chansi-Hopei-Chantong-Honan forcèrent le passage du fleuve Jaune à partir du Chansi du Sud dans la dernière décade du mois d'août et pénétrèrent dans le Honan de l'Ouest. L'Armée de Campagne de la Chine de l'Est

tion de ces territoires haïssent le Kuomintang et soutiennent notre armée; et, bien qu'une partie des forces ennemies ait encore une puissance de combat relativement élevée, dans l'ensemble le moral de l'ennemi est beaucoup plus bas et sa puissance de combat beaucoup plus faible qu'il y a un an.

5. La clé de notre victoire dans les combats à l'intérieur des régions du Kuomintang est, premièrement, de savoir saisir le moment propice pour combattre, d'être courageux et décidé, et de gagner autant de batailles que possible; et, deuxièmement, d'appliquer résolument la politique visant à gagner les masses, de leur donner la possibilité d'obtenir des avantages, afin qu'elles prennent parti pour notre armée. Si ces deux points sont réalisés, nous enlèverons la victoire.

6. A la fin d'août de cette année, les forces ennemies, y compris celles qui ont été anéanties ou qui ont essuyé des coups écrasants, se répartissent ainsi: 157 brigades sur le front sud, 70 sur le front nord et 21 à l'arrière, ce qui fait donc encore au total, pour le pays entier, 248 brigades, le chiffre réel des effectifs s'élevant à environ 1.500.000 hommes; les unités spéciales, les troupes fantoches, les corps de la police des communications et les corps de sécurité publique comptent à peu près 1.200.000 hommes; les non-combattants dans les organismes militaires de l'arrière sont d'environ 1.000.000. Les forces ennemies comptent donc au total 3.700.000 hommes environ. Parmi les troupes du front sud, 117 brigades appartiennent au groupe de Kou Tchou-tong, 7 au groupe de Tcheng Tsien ainsi qu'à d'autres, et 33 au groupe de Hou Tsong-nan. Des 117 brigades du groupe de Kou Tchou-tong, 63 ont été anéanties

---

pénétra dans le Chantong du Sud-Ouest au début de septembre, après avoir repoussé une attaque concentrée de l'ennemi. Le même mois, les troupes du Chantong de l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est lancèrent une offensive contre l'ennemi dans le Chantong de l'Est. L'Armée de Campagne du Nord-Ouest passa à l'offensive dans la dernière décade du mois d'août. L'Armée de Campagne du Chansi-Tchahar-Hopei lança au début de septembre une offensive contre l'ennemi le long de la section nord de la ligne de chemin de fer Peiping-Hankeou. Immédiatement après son offensive d'été dans tout le Nord-Est, l'Armée de Campagne du Nord-Est lança dès septembre une offensive d'automne de grande envergure dans la région de Tchangtchouen-Kirin-Seping et dans le secteur Kinsi-Yihsien, sur la ligne de chemin de fer Peiping-Liaoning. Les offensives sur tous ces théâtres d'opérations constituaient l'offensive générale de l'Armée populaire de Libération. Cette offensive de grande envergure mena la Guerre de Libération à un tournant et marqua un changement radical dans la situation militaire. Voir "La Situation actuelle et nos tâches", pp. 161-182 du présent tome.

ou ont reçu des coups écrasants. Parmi celles-ci, certaines n'ont pas procédé au complétement de leurs effectifs; d'autres, tout en l'ayant fait, restent encore faibles en effectifs comme en puissance de combat; d'autres enfin, qui ont été assez bien pourvues en effectifs et en armes et qui ont retrouvé dans une certaine mesure leur puissance de combat, sont néanmoins beaucoup plus faibles qu'auparavant. Il n'y a que 54 brigades qui n'aient pas été anéanties ou n'aient pas reçu de coups écrasants. De la totalité des forces de Kou Tchou-tong, 82 à 85 brigades sont employées au service de garnison ou ne peuvent être utilisées que pour des manœuvres locales, alors que 32 à 35 brigades seulement peuvent être utilisées dans des manœuvres stratégiques. Les 7 brigades appartenant au groupe de Tcheng Tsien et à d'autres ne peuvent être utilisées, dans l'ensemble, que pour le service de garnison et l'une d'elles a déjà reçu des coups écrasants. Des 33 brigades du groupe de Hou Tsong-nan (y compris celles qui se trouvent à l'est de Lantcheou, au sud de Ninghsia et de Yulin et à l'ouest de Linfen et de Louoyang), 12 ont été anéanties ou ont reçu des coups écrasants, 7 seulement peuvent être utilisées pour des manœuvres stratégiques et les autres sont employées au service de garnison. Sur le front nord, l'ennemi a en tout 70 brigades. Parmi celles-ci, le groupe du Nord-Est compte 26 brigades, dont 16 ont été anéanties ou ont reçu des coups écrasants; le groupe de Souen Lien-tchong possède 19 brigades, dont 8 ont été anéanties ou ont reçu des coups écrasants; Fou Tsouo-yi dispose de 10 brigades, dont 2 ont reçu des coups écrasants; et Yen Si-chan de 15 brigades, dont 9 ont été anéanties ou ont reçu des coups écrasants. Ces troupes ennemies sont maintenant pour l'essentiel sur la défensive et une petite partie d'entre elles seulement sont capables d'entreprendre des opérations mobiles. A l'arrière, le Kuomintang n'a que 21 brigades en service de garnison. Parmi celles-ci, 8 brigades se trouvent dans le Sinkiang et le Kansou de l'Ouest, 7 dans le Setchouan et le Sikang, 2 dans le Yunnan, 2 dans le Kouangtong (il s'agit de la 69e division qui a été anéantie) et 2 autres à Taïwan. Il n'y a pas de troupes régulières dans les six provinces du Hounan, du Kouangsi, du Koueitcheou, du Foukien, du Tchékiang et du Kiangsi. Le Kuomintang projette, avec l'aide des Etats-Unis, de lever cette année un million d'hommes pour regarnir le front, et de former un certain nombre de nouvelles brigades et de régiments de remplacement. Cependant, tant que notre armée réussira à anéantir en moyenne 8 brigades ennemies par mois, comme elle l'a fait pendant la première année de combats, et à anéantir 96 à 100 autres

brigades pendant la deuxième année (en juillet et août, 16 brigades et demie ont déjà été anéanties), alors l'armée ennemie continuera de s'affaiblir considérablement, verra sa réserve stratégique se réduire au minimum et sera acculée à la défensive partout dans le pays et attaquée par nous de toutes parts. Bien que le Kuomintang projette de lever un million d'hommes et de former de nouvelles brigades et des régiments de remplacement, cela ne lui servira à rien. Comme sa seule méthode de recrutement consiste à enrôler par force et à engager des mercenaires, il lui sera certainement difficile d'atteindre le million; de plus, les désertions seront nombreuses. Par ailleurs, en appliquant le principe consistant à opérer à l'extérieur des lignes, notre armée sera en mesure de réduire les ressources de l'ennemi en hommes et en matériel.

7. Nos principes d'opérations restent les mêmes que ceux qui ont été fixés auparavant:

Attaquer d'abord les forces ennemies dispersées et isolées (ceci s'applique aussi à une vaste campagne d'anéantissement dirigée contre plusieurs brigades à la fois, telle que la campagne de Laiwou[2] en février ou la campagne du Chantong du Sud-Ouest[3] en juillet de cette année), et ensuite les forces ennemies concentrées et puissantes.

S'emparer d'abord des villes petites et moyennes et des vastes régions rurales, et ensuite des grandes villes.

Se fixer pour objectif principal l'anéantissement des forces vives de l'ennemi, et non pas la défense ou la prise d'un territoire. La possibilité de garder ou de prendre un territoire résulte de l'anéantissement des forces vives de l'ennemi, et souvent un territoire ne peut être tenu ou pris définitivement qu'après avoir changé de mains à plusieurs reprises.

A chaque bataille, concentrer des forces d'une supériorité absolue, encercler complètement les forces ennemies, s'efforcer de les anéantir totalement, sans leur donner la possibilité de s'échapper du filet. Dans des cas particuliers, infliger à l'ennemi des coups écrasants, c'est-à-dire concentrer toutes nos forces pour une attaque de front et une attaque sur l'un des flancs de l'ennemi ou sur les deux, anéantir une partie de ses troupes et mettre l'autre partie en déroute, afin que notre armée puisse déplacer rapidement ses forces pour écraser d'autres troupes ennemies.

D'une part, il faut se garder d'engager un combat sans préparation, ou un combat dont l'issue victorieuse ne soit pas certaine; il faut faire les plus grands efforts pour se bien préparer à chaque engagement, faire les plus grands efforts pour s'assurer la victoire dans un rapport de conditions donné entre l'ennemi et nous. D'autre part, il faut mettre pleinement en œuvre notre excellent style de combat – bravoure, esprit de sacrifice, mépris de la fatigue et ténacité dans les combats continus (c'est-à-dire engagements successifs en un court laps de temps).

Il faut s'efforcer d'attirer l'ennemi dans la guerre de mouvement, mais en même temps il faut bien s'appliquer à apprendre la tactique d'attaque de positions et renforcer l'artillerie et les corps du génie, afin de s'emparer d'un grand nombre de points fortifiés et de villes de l'ennemi.

Attaquer et prendre résolument tous les points fortifiés et toutes les villes qui sont faiblement défendus. Attaquer et prendre au moment propice, et pour autant que les circonstances le permettent, tous les points fortifiés et toutes les villes modérément défendus. Laisser de côté, pour le moment, tous les points fortifiés et toutes les villes puissamment défendus.

Compléter nos forces à l'aide de toutes les armes et de la plus grande partie des effectifs pris à l'ennemi (80-90 pour cent des soldats et un petit nombre d'officiers subalternes). Chercher à compléter nos forces essentiellement aux dépens de l'ennemi et dans les régions du Kuomintang, et seulement en partie dans les régions libérées anciennes; ceci s'applique en particulier aux armées du front sud.

Dans toutes les régions libérées, nouvelles ou anciennes, nous devons résolument réaliser la réforme agraire (c'est la condition fondamentale pour soutenir une guerre de longue durée et remporter la victoire dans tout le pays), développer la production, appliquer le régime d'une stricte économie et accentuer le développement de l'industrie de guerre – tout pour la victoire sur le front. C'est seulement ainsi que nous pourrons soutenir une guerre de longue durée et remporter la victoire dans tout le pays. Si nous agissons effectivement de la sorte, il est bien certain que nous serons capables de soutenir une guerre de longue durée et de remporter la victoire dans tout le pays.

8. Sont exposés ci-dessus le bilan des combats de la première année et les principes pour les combats futurs. Les camarades diri-

geants des différentes régions sont priés d'en transmettre le contenu à tous les cadres à l'échelon du régiment et au-dessus, à l'échelon du comité préfectoral du Parti[4] et au-dessus, ainsi qu'à l'échelon du commissariat préfectoral et au-dessus, de sorte que chacun comprenne bien quelle est sa tâche et s'en acquitte avec une fermeté inébranlable.

NOTES

[1] La contre-offensive stratégique dans le Nord-Est, le Jéhol et le Hopei de l'Est fut l'offensive d'été lancée en 1947 par l'Armée populaire de Libération du Nord-Est. Le 13 mai, celle-ci déclencha simultanément son offensive sur ces divers fronts, et le 1er juillet elle avait déjà anéanti des troupes ennemies s'élevant à plus de 80.000 hommes et reconquis plus de 40 chefs-lieux de district. Le plan ennemi prévoyant le démembrement des régions libérées de la Chine du Nord-Est fut ainsi réduit à néant, et les troupes ennemies, refoulées à l'intérieur de deux étroits couloirs longeant le chemin de fer chinois de Tchangtchouen et la voie ferrée Peiping-Liaoning, furent réduites à la "défense des points-clés". Toute la situation dans la Chine du Nord-Est s'en trouva changée. La contre-offensive stratégique dans le Chansi du Sud et le Honan du Nord comportait les offensives lancées de mars à mai 1947 par l'Armée populaire de Libération du Chansi-Hopei-Chantong-Honan dans le Honan du Nord et de chaque côté de la ligne de chemin de fer Tatong-Poutcheou dans le Chansi du Sud. Nos troupes, dans le Honan du Nord, commencèrent l'attaque le 23 mars. Après avoir pris successivement Yentsin, Yangwou, Pouyang et Fengkieou, elles se dirigèrent vers le nord afin d'exploiter ces succès. Au 28 mai, elles s'étaient en outre emparées de Kihsien, Siunhsien, Houahsien, Tangyin, etc. et avaient anéanti des troupes ennemies s'élevant à plus de 45.000 hommes. Nos troupes, dans le Chansi du Sud, déclenchèrent une offensive le 4 avril. Au 4 mai, elles s'étaient emparées de 22 chefs-lieux de district, parmi lesquels Kiuwo, Sinkiang et Yongtsi ainsi que de deux embarcadères importants sur le fleuve Jaune: Yumenkeou et Fenglingtou, et elles avaient anéanti des troupes ennemies dépassant 18.000 hommes.

[2] La campagne de Laiwou fut une campagne dans laquelle l'Armée populaire de Libération de la Chine de l'Est mena la guerre de mouvement dans la région de Laiwou, au sud-est de Tsinan, province du Chantong. Fin janvier 1947, les troupes du Kuomintang lancèrent simultanément du nord et du sud une offensive contre les régions libérées du Chantong. Du sud, 8 divisions réorganisées du Kuomintang poussèrent vers le nord en trois colonnes le long des rivières Yiho et Chouho en direction de Linyi. Du nord, en coordination avec ces 8 divisions, 3 corps d'armée du Kuomintang qui appartenaient au groupe de Li Sien-tcheou avancèrent en direction du sud vers Laiwou et Sintai, à partir de Mingchouei, Tsetchouan et Pochan. Ces troupes cherchaient à engager une bataille décisive avec le gros des forces de l'Armée populaire de Libération de la Chine de l'Est dans la région des monts Yichan et Mengchan. Notre armée envoya une partie de ses troupes pour intercepter l'ennemi venant du sud, mais dirigea le gros de ses forces vers le nord, sur Laiwou, pour anéantir le groupe de Li Sien-tcheou. Les troupes ennemies, fortes de plus de 60.000 hommes, furent toutes anéanties dans une bataille qui débuta le

20 février et se termina dans l'après-midi du 23 février. Li Sien-tcheou, commandant adjoint de la IIe Zone de Pacification du Commissariat de Pacification, du Kuomintang, à Siutcheou, province du Kiangsou, fut fait prisonnier, et 13 villes furent reconquises.

[3] La campagne du Chantong du Sud-Ouest fut menée par l'Armée populaire de Libération du Chansi-Hopei-Chantong-Honan, en juillet 1947, dans la région de Hotseh, Yuntcheng, Kiuyé, Tingtao, Kinhsiang et Tsaohsien, dans le sud-ouest de la province du Chantong. Dans cette campagne, 4 quartiers généraux de division et 9 brigades et demie du Kuomintang, au total plus de 56.000 hommes, furent anéantis.

[4] Le comité préfectoral du Parti est un organe dirigeant d'un échelon inférieur au comité de province ou de territoire du Parti, mais supérieur au comité de district du Parti.

MANIFESTE DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE CHINE*

(Octobre 1947)

Après avoir brisé l'offensive de Tchiang Kaï-chek, l'Armée populaire de Libération de Chine a maintenant déclenché une contre-offensive de grande envergure. Nos armées du front sud avancent vers le bassin du Yangtsé, et celles du front nord vers le chemin de fer chinois de Tchangtchouen et la voie ferrée Peiping-Liaoning. Partout où arrivent nos troupes, l'ennemi s'en va à la débandade et le peuple nous accueille par des ovations enthousiastes. La situation entre l'ennemi et nous a connu un changement fondamental, par rapport à ce qu'elle était il y a un an.

Le but poursuivi par notre armée, comme il a été maintes fois proclamé devant la nation et le monde, c'est la libération du peuple chinois et de la nation chinoise. Et à l'heure actuelle, il s'agit d'exécuter ce que le peuple tout entier demande instamment, c'est-à-dire de jeter à bas le principal fauteur de guerre civile, Tchiang Kaï-chek, et de former un gouvernement démocratique de coalition, afin de parvenir à notre objectif général: la libération du peuple et de la nation.

Pour obtenir sa libération et l'indépendance nationale, le peuple chinois s'est battu héroïquement contre l'impérialisme japonais pendant huit longues années. Après la capitulation du Japon, le peuple désirait ardemment la paix, mais Tchiang Kaï-chek réduisit à néant tous les efforts du peuple pour la paix et fit peser sur lui le désastre d'une guerre civile sans précédent. Ainsi, il ne reste à toutes les couches du peuple de notre pays d'autre issue que de s'unir pour renverser Tchiang Kaï-chek.

Ce n'est pas par hasard que Tchiang Kaï-chek a adopté sa politique actuelle de guerre civile, celle-ci est l'aboutissement inévitable de la politique antipopulaire que lui-même et sa clique réactionnaire ont constamment suivie. En 1927 déjà, Tchiang Kaï-chek trahit dans

son ingratitude l'alliance révolutionnaire entre le Kuomintang et le Parti communiste[1], ainsi que les *trois principes du peuple* révolutionnaires et les trois thèses politiques fondamentales de Sun Yat-sen[2]; dès lors il institua une dictature, capitula devant l'impérialisme et mena la guerre civile pendant dix ans, ce qui entraîna l'agression des bandits japonais. Dans l'Incident de Sian, en 1936, le Parti communiste chinois rendit le bien pour le mal et, agissant d'un commun accord avec les généraux Tchang Hsiué-liang et Yang Hou-tcheng, fit relâcher Tchiang Kaï-chek dans l'espoir qu'il se repentirait, ferait peau neuve et se joindrait à la lutte contre les agresseurs japonais. Mais une fois de plus il se montra ingrat; il resta passif dans la lutte contre l'envahisseur japonais, s'employa activement à réprimer le peuple et témoigna d'une haine farouche à l'égard du Parti communiste. Il y a deux ans (en 1945), le Japon capitula, et le peuple chinois pardonna encore une fois à Tchiang Kaï-chek, exigeant qu'il mette fin à la guerre civile qu'il avait déjà déclenchée, qu'il réalise la démocratie et s'unisse avec tous les partis pour la paix et la construction nationale. Mais l'Accord de trêve signé, les résolutions de la Conférence consultative politique adoptées et les quatre engagements[3] proclamés, Tchiang Kaï-chek, ce prodige de déloyauté, récusa aussitôt le tout. A maintes reprises, le peuple se montra patient et conciliant, dans l'intérêt du bien commun, mais, aidé par l'impérialisme américain, Tchiang Kaï-chek était décidé à lancer contre le peuple une offensive générale d'une envergure sans précédent, au mépris du sort du pays et de la nation. Depuis janvier de l'année dernière (1946), du moment où fut annoncé l'Accord de trêve, Tchiang Kaï-chek a mobilisé plus de 220 brigades de ses troupes régulières et près d'un million de soldats des troupes disparates[4] et a lancé des attaques de grande envergure contre les régions libérées que le peuple chinois avait arrachées à l'impérialisme japonais au prix de combats sanglants; il s'est emparé successivement de villes comme Chenyang, Fouchouen, Penhsi, Seping, Tchangtchouen, Yongki, Tchengteh, Tsining, Tchangkiakeou, Houai-

* Manifeste politique rédigé par le camarade Mao Tsé-toung pour le Haut Commandement de l'Armée populaire de Libération de Chine. Dans ce manifeste, le camarade Mao Tsé-toung fait une analyse de la situation politique de la Chine à l'époque, lance le mot d'ordre de renverser Tchiang Kaï-chek et de libérer toute la Chine, et énonce la politique fondamentale en huit points de l'Armée populaire de Libération de Chine, qui était aussi celle du Parti communiste chinois. Publié le 10 octobre 1947, le manifeste fut connu sous le nom de "Manifeste du 10 Octobre". Il fut rédigé à Chentsiuanpao, district de Kiahsien, dans le Chensi du Nord.

yin, Hotseh, Linyi, Yenan, Yentai et de vastes régions rurales. Partout où elles vont, les troupes de Tchiang Kaï-chek massacrent et incendient, violent et pillent, pratiquent la politique de tout brûler, tout tuer et tout piller, se conduisant exactement comme les bandits japonais. En novembre de l'année dernière, Tchiang Kaï-chek convoqua la pseudo-Assemblée nationale et proclama la pseudo-Constitution. En mars de cette année, il expulsa des régions du Kuomintang les délégués du Parti communiste. En juillet, il décréta la mobilisation générale contre le peuple[5]. A l'égard du juste mouvement populaire qui se développe dans les différentes parties du pays contre la guerre civile, la faim et l'agression de l'impérialisme américain, comme de la lutte pour l'existence engagée par les ouvriers, les paysans, les étudiants, les citadins, les fonctionnaires et les enseignants, Tchiang Kaï-chek adopte une politique de répression, d'arrestation et de massacre. A l'égard de nos minorités nationales, il pratique la politique de chauvinisme grand-Han, de persécution et de répression par tous les moyens possibles. Dans toutes les régions placées sous la domination de Tchiang Kaï-chek, la corruption règne, les agents secrets font la loi, les impôts sont innombrables et écrasants, les prix montent en flèche, l'économie est en faillite, toutes les affaires languissent, l'enrôlement forcé et la réquisition des céréales sévissent, des griefs se font partout entendre; l'immense majorité de la population du pays est ainsi plongée dans un abîme de souffrances. Cependant, les oligarques de la finance, les fonctionnaires corrompus et concussionnaires, les despotes locaux et les mauvais hobereaux, tous, avec Tchiang Kaï-chek en tête, ont rassemblé d'immenses fortunes. Ces fortunes, Tchiang Kaï-chek et ses semblables les ont amassées à la faveur de leurs pouvoirs dictatoriaux en commettant des exactions et en servant leurs intérêts privés sous le couvert des intérêts publics. Pour maintenir sa dictature et poursuivre sa guerre civile, Tchiang Kaï-chek n'a pas hésité à aliéner les droits souverains de notre pays à l'impérialisme étranger; il s'est entendu avec les forces américaines pour qu'elles restent à Tsingtao et ailleurs, et a fait venir des Etats-Unis des conseillers qu'il fait participer à la direction de la guerre civile et à l'instruction des troupes pour massacrer ses propres compatriotes. De grandes quantités d'avions, de tanks, de canons et de munitions pour la guerre civile sont venus des Etats-Unis. Des sommes colossales consacrées à la guerre civile sont empruntées aux Etats-Unis. En reconnaissance des faveurs qu'il a reçues de l'im-

périalisme américain, Tchiang Kaï-chek lui a cédé des bases militaires et des droits de survol et de navigation, a conclu avec lui un traité commercial d'asservissement[6] et a commis d'autres actes de trahison, tous bien pires que ceux de Yuan Che-kai[7]. En un mot, les vingt années de domination de Tchiang Kaï-chek n'ont été que trahison, dictature et lutte contre le peuple. Aujourd'hui, l'immense majorité des Chinois, qu'ils soient du Nord ou du Sud, jeunes ou vieux, connaissent les crimes monstrueux de Tchiang Kaï-chek et espèrent que notre armée passera rapidement à la contre-offensive pour le renverser et libérer toute la Chine.

Nous sommes l'armée du peuple chinois et, en toute chose, nous faisons nôtre la volonté du peuple chinois. La politique suivie par notre armée reflète les revendications urgentes du peuple chinois; elle comporte principalement les points suivants:

1) Unir toutes les classes et couches sociales opprimées – ouvriers, paysans, soldats, intellectuels et commerçants –, toutes les organisations populaires, tous les partis démocratiques, toutes les minorités nationales, tous les ressortissants chinois à l'étranger et autres patriotes; former un front uni national; renverser le gouvernement dictatorial de Tchiang Kaï-chek; et constituer un gouvernement démocratique de coalition.

2) Arrêter, juger et punir les criminels de la guerre civile, Tchiang Kaï-chek en tête.

3) Abolir le régime dictatorial de Tchiang Kaï-chek, réaliser la démocratie populaire et garantir au peuple la liberté de parole, de la presse, de réunion et d'association.

4) Abolir les institutions pourries du régime de Tchiang Kaï-chek, éliminer tous les fonctionnaires corrompus et concussionnaires et établir un gouvernement propre et honnête.

5) Confisquer les biens des quatre grandes familles[8] de Tchiang Kaï-chek, de T. V. Soong, de H. H. Kung et des frères Tchen, ainsi que les biens des autres principaux criminels de guerre; confisquer le capital bureaucratique, développer l'industrie et le commerce de la bourgeoisie nationale, améliorer les conditions de vie des ouvriers et des employés et secourir les sinistrés et les indigents.

6) Abolir le système d'exploitation féodale et appliquer le système de la terre à ceux qui la travaillent.

7) Reconnaître le droit à l'égalité et à l'autonomie des minorités nationales sur tout le territoire chinois.

8) Répudier la politique étrangère de trahison du gouvernement dictatorial de Tchiang Kaï-chek, dénoncer tous les traités de trahison nationale et refuser de reconnaître toutes les dettes contractées par Tchiang Kaï-chek avec les pays étrangers durant la période de la guerre civile. Exiger du gouvernement des Etats-Unis le retrait de ses troupes stationnées en Chine, qui sont une menace pour l'indépendance de la Chine, et s'opposer à ce qu'un pays étranger, quel qu'il soit, aide Tchiang Kaï-chek à poursuivre la guerre civile ou tente de faire renaître les forces agressives du Japon. Conclure des traités de commerce et d'amitié avec les pays étrangers sur la base de l'égalité et de l'intérêt réciproque. Nous unir dans une lutte commune avec toutes les nations du monde qui nous traitent sur un pied d'égalité.

Telle est la politique fondamentale suivie par notre armée. Elle sera mise en pratique immédiatement, partout où ira notre armée. Elle est conforme aux exigences de plus de 90 pour cent de la population de notre pays.

Notre armée ne rejette pas tous les membres du personnel de Tchiang Kaï-chek, mais se donne pour ligne de conduite de les traiter différemment selon les cas. Autrement dit, les grands criminels seront punis, ceux qui sont complices par contrainte ne seront pas poursuivis et ceux qui rendent des services méritoires seront récompensés. Quant à Tchiang Kaï-chek, le principal fauteur de guerre civile qui a commis les crimes les plus odieux, et tous ses complices endurcis, qui ont foulé le peuple aux pieds et sont stigmatisés comme criminels de guerre par les larges masses, notre armée les traquera, fût-ce au bout du monde, en sorte qu'ils soient jugés et punis selon la loi. A tous les officiers et soldats de l'armée de Tchiang Kaï-chek, tous les fonctionnaires du gouvernement de Tchiang Kaï-chek et tous les membres du Parti de Tchiang Kaï-chek, notre armée donne cet avertissement: ceux dont les mains ne sont pas encore tachées du sang des innocents doivent s'abstenir rigoureusement de se joindre à ces criminels; ceux qui ont fait du mal doivent cesser immédiatement, se repentir, faire peau neuve et rompre avec Tchiang Kaï-chek, nous leur laisserons la chance de racheter leurs crimes par des services méritoires. Notre armée ne tuera ni ne maltraitera aucun des officiers ou soldats de l'armée de Tchiang Kaï-chek qui déposeront leurs armes, mais les acceptera dans nos rangs s'ils veulent rester ou les renverra chez eux s'ils veulent s'en aller. Les troupes de Tchiang Kaï-chek qui se soulèvent et se joignent à notre armée ou les personnes

qui travaillent pour notre armée ouvertement ou en secret seront récompensées.

Afin de renverser Tchiang Kaï-chek et de former un gouvernement démocratique de coalition dans un bref délai, nous faisons appel à nos compatriotes de tous les milieux pour qu'ils coopèrent activement avec notre armée, là où elle est présente, pour balayer les forces réactionnaires et instaurer l'ordre démocratique. Dans les endroits où notre armée n'est pas encore parvenue, ils doivent prendre d'eux-mêmes les armes, résister à l'enrôlement forcé et aux réquisitions de céréales, procéder à la distribution des terres, refuser de reconnaître les dettes et profiter des lacunes dans les régions contrôlées par l'ennemi pour développer la guerre de partisans.

Afin de renverser Tchiang Kaï-chek et de former un gouvernement démocratique de coalition dans un bref délai, nous faisons appel au peuple des régions libérées pour qu'il mène la réforme agraire à bonne fin, consolide les bases de la démocratie, développe la production, applique un régime de stricte économie, augmente la puissance des forces armées populaires, balaie les derniers points d'appui de l'ennemi et soutienne le front.

Camarades commandants et combattants de notre armée! La tâche la plus importante, la plus glorieuse dans l'histoire de la révolution de notre pays repose sur nos épaules. Nous devons redoubler d'efforts pour accomplir cette tâche. Nos efforts décideront du jour où notre grande patrie émergera des ténèbres et où nos chers compatriotes auront une vie digne de l'homme et choisiront un gouvernement selon leur vœu. Tous les officiers et soldats de notre armée doivent se perfectionner dans l'art militaire, avancer hardiment dans une guerre où notre victoire est certaine, et anéantir tous nos ennemis résolument, radicalement, intégralement, totalement. Ils doivent tous élever le niveau de leur conscience politique, se rendre habiles à anéantir les forces ennemies comme à éveiller les masses, s'unir intimement aux masses et développer rapidement les nouvelles régions libérées pour en faire des régions bien consolidées. Ils doivent renforcer l'esprit de discipline et exécuter résolument les ordres, appliquer notre politique, mettre en pratique les trois grandes règles de discipline et les huit recommandations, réaliser l'unité de l'armée et du peuple, l'unité de l'armée et du gouvernement, l'unité des officiers et des soldats et l'unité de toute l'armée; aucune infraction à la discipline ne sera tolérée. Tous nos officiers et soldats doivent toujours avoir

présent à l'esprit que nous sommes la grande Armée populaire de Libération, les troupes dirigées par le grand Parti communiste chinois. A condition que nous observions constamment les directives du Parti, nous sommes sûrs de la victoire.

A bas Tchiang Kaï-chek!

Vive la Chine nouvelle!

NOTES

[1] Voir "La Situation et notre politique après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon", note 7, pp. 20-21 du présent tome.

[2] Voir "Sur la déclaration d'un porte-parole de Tchiang Kaï-chek", note 2, p. 43 du présent tome.

[3] Il s'agit des "quatre engagements" pris par Tchiang Kaï-chek à la séance d'ouverture de la Conférence consultative politique en 1946: garantir les libertés du peuple, garantir le statut légal des partis, procéder aux élections générales et relâcher les détenus politiques.

[4] Par troupes disparates il faut entendre les troupes irrégulières du Kuomintang qui comprenaient les corps locaux de sécurité publique, les corps de la police des communications, la police militaire, les anciennes troupes fantoches réorganisées par le Kuomintang, etc.

[5] Le 4 juillet 1947, le gouvernement réactionnaire du Kuomintang adopta le "Projet de mobilisation générale" avancé par Tchiang Kaï-chek et émit immédiatement l'"Ordre de mobilisation générale pour réprimer la rébellion des bandits communistes". De fait, Tchiang Kaï-chek avait procédé depuis longtemps à une mobilisation générale pour sa guerre civile contre-révolutionnaire. A cette époque, l'Armée populaire de Libération de Chine avait commencé de passer à une offensive générale d'ampleur nationale. Tchiang Kaï-chek admit lui-même que son régime était en butte à une "crise grave". L'"Ordre de mobilisation générale" ne fut que la dernière convulsion de son agonie.

[6] Il s'agit du "Traité sino-américain d'Amitié, de Commerce et de Navigation", conclu entre le gouvernement de Tchiang Kaï-chek et le gouvernement des Etats-Unis le 4 novembre 1946. Ce traité aliénait les droits souverains de la Chine aux Etats-Unis. Voir "Pour saluer le nouvel essor de la révolution chinoise", note 6, p. 129 du présent tome.

[7] Yuan Che-kai fut le chef des seigneurs de guerre du Peiyang dans les dernières années de la dynastie des Tsing. Après le renversement de cette dynastie par la Révolution de 1911, il usurpa la présidence de la république et organisa le premier gouvernement des seigneurs de guerre du Peiyang, qui représentait les classes des grands propriétaires fonciers et des grands compradores; il y parvint en s'appuyant sur les forces armées de la contre-révolution et sur le soutien des impérialistes, et en profitant de la tendance au compromis de la bourgeoisie qui dirigeait alors la révolution. En 1915, il voulut se faire proclamer empereur et, pour obtenir le soutien des impérialistes japonais, il accepta les Vingt et une Demandes du Japon,

par lesquelles ce pays cherchait à s'arroger le contrôle exclusif de toute la Chine. En décembre 1915 éclata dans le Yunnan un soulèvement dirigé contre Yuan Che-kai qui s'était fait proclamer empereur. Ce soulèvement trouva de nombreux échos dans tout le pays. Yuan Che-kai mourut à Pékin en juin 1916.

[8] Il s'agit des quatre grands groupes de monopoles représentés par les familles de Tchiang Kaï-chek, de T. V. Soong, de H. H. Kung et des frères Tchen. Voir "La Situation actuelle et nos tâches", section VI, pp. 172-175 du présent tome.

INSTRUCTIONS DU HAUT COMMANDEMENT DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE CHINE A L'OCCASION D'UNE NOUVELLE PROCLAMATION DES TROIS GRANDES REGLES DE DISCIPLINE ET DES HUIT RECOMMANDATIONS

(10 octobre 1947)

1. Notre armée a pratiqué durant de nombreuses années les "trois grandes règles de discipline" et les "huit recommandations"[1], mais leur contenu variait légèrement selon les unités des différentes régions. Elles sont maintenant unifiées dans cette nouvelle proclamation. Vous êtes tenus de prendre cette version comme norme pour une éducation consciencieuse et de l'appliquer strictement. Si l'attention doit être attirée sur d'autres questions, le commandement des forces armées dans les différentes régions pourra, suivant les circonstances concrètes, arrêter des points additionnels et ordonner de les appliquer.

2. Les trois grandes règles de discipline sont les suivantes:
   1) Obéissez aux ordres dans tous vos actes.
   2) Ne prenez pas aux masses une seule aiguille, un seul bout de fil.
   3) Remettez tout butin aux autorités.

3. Les huit recommandations sont les suivantes:
   1) Parlez poliment.
   2) Payez honnêtement ce que vous achetez.
   3) Rendez tout ce que vous empruntez.
   4) Payez ou remplacez tout ce que vous endommagez.
   5) Ne frappez pas et n'injuriez pas les gens.

6) Ne causez pas de dommages aux récoltes.
7) Ne prenez pas de libertés avec les femmes.
8) Ne maltraitez pas les prisonniers.

NOTES

[1] Il s'agit des règles de discipline établies par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Armée rouge des Ouvriers et des Paysans de Chine, pendant la Deuxième guerre civile révolutionnaire. Elles ont constitué une part importante du travail politique de l'Armée rouge. Leur rôle a été considérable dans l'édification de l'armée populaire, la solution correcte du problème des relations internes de l'armée, la réalisation de l'union avec les masses populaires et la détermination d'une politique juste à l'égard des prisonniers de guerre. Dès les premiers jours de l'Armée rouge, le camarade Mao Tsé-toung exigea que les soldats parlent poliment aux masses, payent honnêtement ce qu'ils achètent, ne réquisitionnent jamais de gens pour des corvées et ne frappent ni n'injurient personne. Au printemps 1928, quand l'Armée rouge des Ouvriers et des Paysans était dans le mont Tsingkang, le camarade Mao Tsé-toung fixa trois règles de discipline: 1) Obéissez aux ordres dans tous vos actes; 2) Ne prenez rien aux ouvriers et aux paysans; et 3) Remettez aux autorités tous les biens enlevés aux despotes locaux. En été 1928, il formula six recommandations: 1) Remettez en place les portes que vous avez décrochées pour en faire des châlits; 2) Remettez en place la paille que vous avez utilisée comme couche; 3) Parlez poliment; 4) Payez honnêtement ce que vous achetez; 5) Rendez tout ce que vous empruntez; et 6) Payez ou remplacez tout ce que vous endommagez. Après 1929, le camarade Mao Tsé-toung y apporta quelques changements: La règle 2 prit cette forme: "Ne prenez pas aux masses une seule aiguille, un seul bout de fil", et la règle 3 fut d'abord modifiée ainsi: "Remettez aux autorités tout argent recueilli", et puis comme suit: "Remettez tout butin aux autorités". Aux six recommandations, il en ajouta deux autres: "Ne vous baignez pas à portée de la vue des femmes" et "Ne fouillez pas les poches des prisonniers". Telle est l'origine des trois grandes règles de discipline et des huit recommandations.

LA SITUATION ACTUELLE ET NOS TACHES*

(25 décembre 1947)

I

La guerre révolutionnaire du peuple chinois est maintenant arrivée à un tournant: l'Armée populaire de Libération de Chine a repoussé l'offensive de plusieurs millions de soldats des troupes réactionnaires de Tchiang Kaï-chek, le laquais des Etats-Unis, et elle a passé elle-même à l'offensive. Déjà, pendant la première année de la présente guerre, de juillet 1946 à juin 1947, l'Armée populaire de Libération avait repoussé l'offensive de Tchiang Kaï-chek sur plusieurs fronts et l'avait acculé à la défensive. Dès les trois premiers mois de la deuxième année de la guerre, de juillet à septembre 1947, l'Armée populaire de Libération passait à l'offensive à l'échelle nationale et ruinait le plan contre-révolutionnaire de Tchiang Kaï-chek consistant à porter sans cesse la guerre dans les régions libérées pour les détruire complètement. Maintenant, la guerre se déroule principalement non dans les régions libérées, mais dans les régions qui sont sous la domination du Kuomintang; c'est là que les forces principales de l'Armée populaire de Libération ont porté le combat[1]. Sur cette terre de Chine, l'Armée populaire de Libération a fait tourner en sens inverse la roue de la contre-révolution – de l'impérialisme américain et de ses laquais, la clique de bandits de Tchiang Kaï-chek – et l'a envoyée sur la voie de la destruction; elle a poussé en avant la roue de la révolution et l'a fait rouler sur la voie de la victoire. C'est un tournant de l'histoire. C'est le tournant où la domination contre-révolutionnaire de Tchiang Kaï-chek, qui dure depuis vingt ans, passe de l'expansion à la liquidation. C'est le tournant où la domination plus que séculaire de l'impérialisme en Chine passe de l'expansion à la liquidation. C'est là un grand événement. Grand, parce qu'il se produit dans un pays de 475 millions d'habitants et

qu'ayant eu lieu, il aboutira sûrement à la victoire dans l'ensemble du pays. Grand, en outre, parce qu'il se produit dans cet Orient où plus d'un milliard d'êtres humains – la moitié de l'humanité – souffrent de l'oppression impérialiste. Le passage de la défensive à l'offensive dans la Guerre de Libération du peuple chinois ne peut que remplir de joie et d'enthousiasme ces nations opprimées. Il est aussi une aide pour les peuples opprimés, actuellement en lutte dans les pays d'Europe et d'Amérique.

II

Dès le jour même où Tchiang Kaï-chek déclencha sa guerre contre-révolutionnaire, nous avons dit que non seulement nous devions le vaincre, mais encore que nous le pouvions. Nous devons vaincre Tchiang Kaï-chek, parce que la guerre qu'il a déclenchée est une guerre contre-révolutionnaire, menée sous les ordres de l'impérialisme américain contre l'indépendance de la nation chinoise et la libération du peuple chinois. Après la fin de la Seconde guerre mondiale et le renversement de l'impérialisme japonais, la tâche du peuple chinois était d'achever sur les plans politique, économique et culturel la transformation du pays dans le sens de la démocratie nouvelle, de réaliser

---

* Ce texte est un rapport présenté par le camarade Mao Tsé-toung à une réunion convoquée par le Comité central du Parti communiste chinois et qui s'est tenue du 25 au 28 décembre 1947 à Yangkiakeou, district de Mitche, dans le Chensi du Nord. A côté des membres et membres suppléants du Comité central en mesure d'assister à cette réunion, des camarades responsables de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia et de la région frontière du Chansi-Souciyuan étaient également présents. La réunion discuta et adopta ce rapport ainsi qu'un autre document écrit par le camarade Mao Tsé-toung: "Quelques appréciations sur la situation internationale actuelle" (voir pp. 87-88 du présent tome). A propos de ce rapport du camarade Mao Tsé-toung, la décision adoptée à la réunion déclare: "Ce rapport est un document-programme portant sur les domaines politique, militaire et économique pour toute la période dans laquelle nous luttons pour renverser la clique réactionnaire régnante de Tchiang Kaï-chek et pour fonder une Chine de démocratie nouvelle. Dans tout le Parti et dans toute l'armée nous devons mener à fond un travail d'éducation à propos de ce rapport et l'appliquer rigoureusement, en y rattachant les documents publiés le 10 octobre 1947 [c'est-à-dire: 'Manifeste de l'Armée populaire de Libération de Chine', 'Mots d'ordre de l'Armée populaire de Libération de Chine', 'Instructions à l'occasion d'une nouvelle proclamation des trois grandes règles de discipline et des huit recommandations', 'Dispositions générales de la loi agraire de Chine' et 'Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur la pro-

l'unité et l'indépendance nationales et de faire de la Chine agricole un pays industriel. Mais ce fut précisément à ce moment-là, après la fin victorieuse de la Seconde guerre mondiale, antifasciste, que l'impérialisme américain et ses laquais dans divers pays, se substituant aux impérialistes allemands et japonais et à leurs laquais, formèrent un camp réactionnaire contre l'Union soviétique, contre les pays de démocratie populaire d'Europe, contre les mouvements ouvriers dans les pays capitalistes, contre les mouvements nationaux dans les colonies et semi-colonies et contre la libération du peuple chinois. C'est à ce moment-là que les réactionnaires chinois, avec Tchiang Kaï-chek à leur tête, agissant en laquais de l'impérialisme américain – exactement comme Wang Tsing-wei l'avait fait pour l'impérialisme japonais – vendirent la Chine aux Etats-Unis et déchaînèrent une guerre contre le peuple chinois pour entraver les progrès de sa libération. Si, à ce moment-là, nous avions montré des signes de faiblesse ou lâché pied, si nous n'avions pas alors osé nous lever résolument pour opposer la guerre révolutionnaire à la guerre contre-révolutionnaire, la Chine aurait sombré dans les ténèbres et l'avenir de notre nation aurait été sacrifié. Mais sous la direction du Parti communiste chinois, l'Armée populaire de Libération de Chine s'est engagée résolument dans une guerre révolutionnaire, juste et patriotique, contre l'offensive de Tchiang Kaï-chek. Ayant fait une appréciation lucide de la situation internationale et intérieure en se fondant sur la science du

---

mulgation des Dispositions générales de la loi agraire de Chine']. Au cours de l'application de notre politique dans les différentes régions, tout écart d'avec les principes posés dans ce rapport doit être corrigé aussitôt." D'autres décisions importantes prises au cours de cette réunion étaient les suivantes:

1) Tout effort utile doit être entrepris pour faire progresser la guerre révolutionnaire du peuple chinois sans interruption jusqu'à la victoire complète et il ne faut pas laisser l'ennemi user de tactiques dilatoires (pourparlers de paix) qui lui donneraient le temps de reprendre haleine et de se réorganiser en vue d'une nouvelle attaque contre le peuple.

2) Le moment n'est pas encore venu de former un gouvernement central révolutionnaire, question qui sera examinée seulement quand notre armée aura remporté de plus grandes victoires; à plus forte raison la promulgation d'une constitution est prématurée.

En outre, la réunion discuta en détail des tendances qui avaient cours dans le Parti et de certaines mesures politiques concrètes touchant la réforme agraire et les mouvements de masse. Les résultats de ces discussions furent par la suite exposés par le camarade Mao Tsé-toung dans: "Sur quelques questions importantes de la politique actuelle du Parti" (voir pp. 187-195 du présent tome). Le présent rapport et les textes suivants, jusqu'à et y compris la "Circulaire sur la situation" du 20 mars 1948 (pp. 227-235), furent écrits à Yangkiakeou, district de Mitche, dans le Chensi du Nord.

marxisme-léninisme, le Parti communiste chinois acquit la conviction que toutes les attaques des réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur non seulement devaient être, mais pouvaient être écrasées. Lorsque des nuages ont assombri le ciel, nous avons fait remarquer que ces ténèbres n'étaient que temporaires, qu'elles se dissiperaient bientôt et que le soleil brillerait sous peu. Quand Tchiang Kaï-chek et ses bandits déclenchèrent la guerre contre-révolutionnaire à l'échelle nationale, en juillet 1946, ils pensaient qu'il suffirait de trois à six mois pour battre l'Armée populaire de Libération. Ils avaient estimé qu'avec une armée régulière de 2 millions d'hommes, plus d'un million d'irréguliers et un autre million d'hommes au moins dans les organismes militaires et les unités armées à l'arrière, ils possédaient, au total, une force militaire de plus de 4 millions d'hommes; qu'ils avaient pris le temps de terminer leurs préparatifs d'offensive; qu'ils contrôlaient à nouveau les grandes villes; qu'ils avaient sous leur domination une population de plus de 300 millions d'habitants; qu'ils avaient pris possession de tout l'équipement d'un million de soldats de l'armée d'invasion japonaise; et qu'ils avaient obtenu une aide militaire et financière énorme du gouvernement des Etats-Unis. De plus, ils jugeaient que l'Armée populaire de Libération était épuisée par les huit années de combats dans la Guerre de Résistance contre le Japon et qu'elle était de loin inférieure en effectifs et en équipement à l'armée du Kuomintang; que la population des régions libérées dépassait à peine 100 millions d'habitants; que dans la plupart de ces régions, les forces féodales réactionnaires n'étaient pas encore liquidées et la réforme agraire pas encore accomplie partout ni à fond, c'est-à-dire que les arrières de l'Armée populaire de Libération n'étaient pas encore solides. Partant de ces évaluations, la bande de Tchiang Kaï-chek ne tint aucun compte du désir de paix du peuple chinois, déchira finalement l'Accord de trêve signé par le Kuomintang et le Parti communiste en janvier 1946, ainsi que les résolutions adoptées par la Conférence consultative politique de tous les partis, et déclencha une guerre aventureuse. Nous avons dit à l'époque que la supériorité militaire de Tchiang Kaï-chek n'était que momentanée, qu'elle était un facteur qui ne pouvait jouer qu'un rôle temporaire, que l'aide de l'impérialisme américain était de même un facteur qui ne pouvait jouer qu'un rôle temporaire, alors que le caractère antipopulaire de la guerre de Tchiang Kaï-chek et les sentiments du peuple étaient des facteurs au rôle constant, et que, sous ce rapport, l'Armée populaire de Libération détenait la supériorité. Patriotique, juste et révolu-

tionnaire de par sa nature, la guerre menée par l'Armée populaire de Libération devait forcément gagner l'appui du peuple dans le pays tout entier. C'était là la base politique de la victoire sur Tchiang Kaï-chek. L'expérience de dix-huit mois de guerre a pleinement confirmé notre jugement.

III

En dix-sept mois de guerre (de juillet 1946 à novembre 1947; nous n'avons pas encore ajouté les chiffres de décembre), nous avons tué, blessé et fait prisonniers 1.690.000 hommes des troupes régulières et irrégulières de Tchiang Kaï-chek, soit 640.000 tués et blessés et 1.050.000 prisonniers. Ainsi, nous avons été en mesure de repousser l'offensive de Tchiang Kaï-chek, de conserver les principaux territoires des régions libérées et de passer à l'offensive à notre tour. Du point de vue militaire, nous avons été capables de le faire, parce que nous avons appliqué une stratégie correcte. Voici nos principes militaires:

1. Attaquer d'abord les forces ennemies dispersées et isolées, et ensuite les forces ennemies concentrées et puissantes.

2. S'emparer d'abord des villes petites et moyennes et des vastes régions rurales, et ensuite des grandes villes.

3. Se fixer pour objectif principal l'anéantissement des forces vives de l'ennemi, et non pas la défense ou la prise d'une ville ou d'un territoire. La possibilité de garder ou de prendre une ville ou un territoire résulte de l'anéantissement des forces vives de l'ennemi, et souvent une ville ou un territoire ne peut être tenu ou pris définitivement qu'après avoir changé de mains à plusieurs reprises.

4. A chaque bataille, concentrer des forces d'une supériorité absolue (deux, trois, quatre et parfois même cinq ou six fois celles de l'ennemi), encercler complètement les forces ennemies, s'efforcer de les anéantir totalement, sans leur donner la possibilité de s'échapper du filet. Dans des cas particuliers, employer la méthode d'infliger à l'ennemi des coups écrasants, c'est-à-dire concentrer toutes nos forces pour une attaque de front et une attaque sur l'un des flancs de l'ennemi ou sur les deux, dans le but d'anéantir une partie de ses troupes et de mettre l'autre partie en déroute, afin

que notre armée puisse déplacer rapidement ses forces pour écraser d'autres troupes ennemies. S'efforcer d'éviter les batailles d'usure dans lesquelles les gains sont inférieurs aux pertes ou les compensent seulement. Ainsi, bien que dans l'ensemble nous soyons (numériquement parlant) en état d'infériorité, nous avons la supériorité absolue dans chaque secteur déterminé, dans chaque bataille, et ceci nous assure la victoire sur le plan opérationnel. Avec le temps, nous obtiendrons la supériorité dans l'ensemble et finalement nous anéantirons toutes les forces ennemies.

5. Ne pas engager de combat sans préparation, ou un combat dont l'issue victorieuse ne soit pas certaine. Faire les plus grands efforts pour se bien préparer à chaque engagement, faire les plus grands efforts pour s'assurer la victoire dans un rapport de conditions donné entre l'ennemi et nous.

6. Mettre pleinement en œuvre notre style de combat – bravoure, esprit de sacrifice, mépris de la fatigue et ténacité dans les combats continus (c'est-à-dire engagements successifs livrés en un court laps de temps et sans prendre de repos).

7. S'efforcer d'anéantir l'ennemi en recourant à la guerre de mouvement. En même temps, accorder une grande importance à la tactique d'attaque de positions dans le but de s'emparer des points fortifiés et des villes de l'ennemi.

8. En ce qui concerne l'attaque des villes, s'emparer résolument de tous les points fortifiés et de toutes les villes faiblement défendus par l'ennemi. S'emparer au moment propice de tous les points fortifiés et de toutes les villes modérément défendus par l'ennemi, à condition que les circonstances le permettent. Quant aux points fortifiés et villes de l'ennemi puissamment défendus, attendre que les conditions soient mûres, et alors les prendre.

9. Compléter nos forces à l'aide de toutes les armes et de la plus grande partie des effectifs pris à l'ennemi. Les sources principales d'hommes et de matériel pour notre armée sont au front.

10. Savoir mettre à profit l'intervalle entre deux campagnes pour reposer, instruire et consolider nos troupes. Les périodes de repos, d'instruction et de consolidation ne doivent pas, en général, être très longues, et, autant que possible, il ne faut pas laisser à l'ennemi le temps de reprendre haleine.

Telles sont les principales méthodes appliquées par l'Armée populaire de Libération pour battre Tchiang Kaï-chek. Elles ont été forgées

par l'Armée populaire de Libération au cours de longues années de combats contre les ennemis intérieurs et extérieurs et elles conviennent parfaitement à nos conditions actuelles. La bande de Tchiang Kaï-chek et le personnel militaire de l'impérialisme américain en Chine connaissent bien ces méthodes militaires qui nous sont propres. Dans l'espoir de trouver des contre-mesures, Tchiang Kaï-chek a plusieurs fois réuni pour des cours d'instruction ses généraux et officiers supérieurs et leur a donné à étudier nos publications militaires et les documents saisis pendant la guerre. Le personnel militaire des Etats-Unis a recommandé à Tchiang Kaï-chek un système après l'autre de stratégie et de tactique pour détruire l'Armée populaire de Libération; il s'est chargé pour lui de l'instruction de ses troupes et lui a fourni le matériel de guerre. Mais ces efforts ne peuvent sauver la bande de Tchiang Kaï-chek de la défaite. C'est que notre stratégie et notre tactique reposent sur la guerre populaire; aucune armée opposée au peuple ne peut utiliser notre stratégie et notre tactique. En se fondant sur la guerre populaire et sur les principes de l'unité entre l'armée et le peuple, de l'unité entre les commandants et les combattants et de la désagrégation des troupes ennemies, l'Armée populaire de Libération a développé son puissant travail politique révolutionnaire et c'est là un important facteur de notre victoire. Quand nous avons abandonné nombre de villes de notre propre initiative, évitant les coups mortels de forces ennemies supérieures et déplaçant nos propres forces en vue d'anéantir l'ennemi par la guerre de mouvement, nos ennemis ont triomphé bruyamment. Ils considéraient cela comme leur victoire et notre défaite. La tête leur tournait de cette "victoire" momentanée. L'après-midi du jour même où il prit Tchangkiakeou, Tchiang Kaï-chek ordonna la convocation de son Assemblée nationale réactionnaire, comme si son régime réactionnaire était devenu dès cet instant aussi inébranlable que le mont Taichan. Les impérialistes américains aussi dansaient de joie, comme si leur projet insensé de transformer la Chine en colonie des Etats-Unis pouvait dès lors se réaliser sans nul obstacle. Mais avec le temps, Tchiang Kaï-chek et ses maîtres américains se mirent à changer de ton. Maintenant, tous nos ennemis, intérieurs et extérieurs, sombrent dans le pessimisme. Ils poussent de grands soupirs, s'égosillent à parler de crise et ne montrent plus aucun signe de joie. Dans les dix-huit mois écoulés, la plupart des commandants de haut grade en campagne de Tchiang Kaï-chek ont été remplacés pour avoir perdu des batailles. Parmi eux se trouvent Lieou Tche (Tchengtcheou),

Siué Yué (Siutcheou), Wou Ki-wei (Kiangsou du Nord), Tang En-po (Chantong du Sud), Wang Tchong-lien (Honan du Nord), Tou Yu-ming et Hsiong Che-houei (Chenyang) et Souen Lien-tchong (Peiping). Tchen Tcheng, chef d'état-major général de Tchiang Kaï-chek et qui assumait le commandement de tous les théâtres d'opérations, fut aussi relevé de ses fonctions et rétrogradé au poste de commandement d'un seul front, celui du Nord-Est[2]. Pourtant, ce fut précisément dans la période où Tchiang Kaï-chek avait pris lui-même le commandement général à la place de Tchen Tcheng que la situation changea, son armée passant de l'offensive à la défensive, et l'Armée populaire de Libération de la défensive à l'offensive. A présent, la clique réactionnaire de Tchiang Kaï-chek et ses maîtres américains ont dû s'apercevoir de leur erreur. Ils avaient interprété comme des signes de lâcheté et de faiblesse tous les efforts pour la paix et contre la guerre civile que le Parti communiste chinois, représentant les aspirations du peuple chinois, avait longuement poursuivis après la capitulation du Japon. Ils avaient surestimé leur propre force, sous-estimé la force de la révolution et déchaîné une guerre aventureuse; ainsi, ils se sont trouvés pris à leur propre piège. Les calculs stratégiques de nos ennemis ont totalement échoué.

IV

Les arrières de l'Armée populaire de Libération sont aujourd'hui bien plus solides qu'il y a dix-huit mois. C'est là le résultat de la réforme agraire que notre Parti a réalisée en se plaçant résolument aux côtés des paysans. Durant la Guerre de Résistance contre le Japon, notre Parti, ayant pour but de former avec le Kuomintang un front uni contre le Japon et de faire l'unité avec tous ceux qui pouvaient alors s'opposer à l'impérialisme japonais, remplaça de sa propre initiative sa politique d'avant-guerre, qui consistait à confisquer les terres des propriétaires fonciers et à les répartir entre les paysans, par la politique de réduction des fermages et du taux d'intérêt. Cela était absolument nécessaire. Après la capitulation du Japon, les paysans réclamaient avec insistance de la terre, et nous avons pris au moment opportun la décision de modifier notre politique agraire en passant de la réduction des fermages et du taux d'intérêt à la confiscation et à la répartition entre les paysans des terres de la classe

des propriétaires fonciers. La directive donnée par le Comité central de notre Parti le 4 mai 1946[3] marque ce changement. En septembre 1947, notre Parti convoqua la Conférence nationale agraire et élabora les Dispositions générales de la loi agraire de Chine[4], que toutes les régions appliquèrent aussitôt partout. Non seulement cette mesure confirma la politique énoncée l'année précédente dans la "Directive du 4 Mai", mais encore elle corrigea, de façon explicite, ce qui n'était pas assez radical dans cette directive. Les Dispositions générales de la loi agraire de Chine prescrivent la répartition égale des terres par tête d'habitant[5], répartition basée sur le principe de l'abolition du système agraire d'exploitation féodale et semi-féodale et de la mise en application du système "la terre à ceux qui la travaillent". C'est un moyen d'abolir de la façon la plus complète le système féodal et qui répond pleinement aux demandes des larges masses paysannes de Chine. Pour appliquer résolument et à fond la réforme agraire, il est nécessaire de constituer dans les villages, en tant qu'organismes légaux pour l'application de la réforme, non seulement des unions paysannes comprenant, sur la base de masse la plus large, des salariés agricoles, des paysans pauvres et des paysans moyens, ainsi que les comités élus par ces unions, mais encore, et avant tout, des ligues de paysans pauvres, composées de paysans pauvres et de salariés agricoles, ainsi que les comités élus par elles. Ces ligues de paysans pauvres doivent constituer l'armature dans la direction de toutes les luttes à la campagne. Notre politique est de nous appuyer sur les paysans pauvres et de nous allier solidement avec les paysans moyens pour abolir le système d'exploitation féodale et semi-féodale pratiqué par la classe des propriétaires fonciers et par les paysans riches de type ancien. Il ne faut pas allouer aux propriétaires fonciers et aux paysans riches des parts de terres et de biens supérieures à celles des masses paysannes. Mais il ne faut pas répéter non plus l'erreur de la politique ultra-gauchiste appliquée en 1931-1934: "pas de terre aux propriétaires fonciers, des terres pauvres aux paysans riches". Bien que la proportion des propriétaires fonciers et des paysans riches dans la population rurale varie d'un endroit à l'autre, elle n'est en général que d'environ 8 pour cent (calculée sur le nombre des familles), alors que leurs propriétés représentent habituellement 70 à 80 pour cent de l'ensemble des terres. Aussi ceux qui sont les cibles de notre réforme agraire sont-ils très peu nombreux, alors que le nombre des personnes (ou des familles) qui, dans les villages, peuvent et doivent participer au front uni pour la réforme agraire atteint la proportion élevée de plus

de 90 pour cent. Ici, deux principes fondamentaux sont à observer. Premièrement, les demandes des paysans pauvres et des salariés agricoles doivent être satisfaites; c'est la tâche fondamentale de la réforme agraire. Deuxièmement, il faut s'unir résolument avec les paysans moyens et se garder de léser leurs intérêts. Tant que nous nous tiendrons à ces deux principes fondamentaux, nous pourrons certainement accomplir avec succès nos tâches dans la réforme agraire. La raison pour laquelle, en vertu du principe de répartition égale, le surplus en terres et une partie des biens des paysans riches de type ancien doivent être distribués est celle-ci: en Chine, les paysans riches présentent généralement, et à un haut degré, le caractère d'exploiteurs féodaux et semi-féodaux; la plupart d'entre eux donnent des terres à ferme et pratiquent l'usure; ils occupent de la main-d'œuvre à des conditions semi-féodales[6]. De plus, comme les paysans riches ont des terres plus étendues et meilleures[7], les demandes des paysans pauvres et des salariés agricoles ne peuvent être satisfaites sans la distribution de ces terres. Cependant, conformément aux Dispositions générales de la loi agraire, les paysans riches doivent être, en règle générale, traités autrement que les propriétaires fonciers. Dans la réforme agraire, les paysans moyens approuvent la répartition égale parce qu'elle ne lèse pas leurs intérêts. Lors de la répartition égale, les terres d'une fraction des paysans moyens restent inchangées et celles d'une autre fraction se trouvent agrandies; seule la fraction des paysans moyens aisés a un léger surplus de terre, et ils acceptent volontiers de le céder pour une répartition égale, parce qu'alors la charge de leur impôt foncier est allégée. Néanmoins, en procédant à la répartition égale des terres dans les différents endroits, il est nécessaire de prêter attention aux opinions des paysans moyens et de faire des concessions si ceux-ci élèvent des objections. Durant la confiscation et la répartition des terres et des biens de la classe féodale, il faut prendre en considération les besoins d'un certain nombre de paysans moyens. En déterminant l'appartenance de classe, on doit prendre soin d'éviter l'erreur de classer des paysans moyens parmi les paysans riches. Les éléments actifs parmi les paysans moyens doivent être associés au travail des comités des unions paysannes et à l'administration locale. En répartissant les charges de l'impôt foncier et de l'aide à l'effort de guerre, il faut observer le principe d'équité et de justice. Telles sont les mesures politiques concrètes que notre Parti doit adopter dans l'accomplissement de la tâche stratégique de s'allier solidement avec les paysans moyens. Le Parti tout entier doit comprendre que la réforme

complète du système agraire est une tâche fondamentale de la révolution chinoise à son étape actuelle. Si nous pouvons résoudre partout et à fond le problème agraire, nous aurons réalisé la condition primordiale de la victoire sur tous nos ennemis.

V

Pour appliquer résolument et à fond la réforme agraire et pour consolider les arrières de l'Armée populaire de Libération, il est nécessaire d'éduquer et de réorganiser les rangs de notre Parti. Le mouvement de rectification[8] dans le Parti durant la Guerre de Résistance contre le Japon a été dans l'ensemble couronné de succès. Ce succès réside principalement dans le fait que nos organes dirigeants et un grand nombre de cadres et de membres du Parti ont acquis une meilleure connaissance de notre orientation fondamentale, qui est d'unir la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution chinoise. A cet égard, notre Parti a fait un grand pas en avant par rapport aux étapes historiques qui précèdent la Guerre de Résistance. Mais, dans les organisations locales du Parti, spécialement dans les organisations de base à la campagne, le problème de l'élimination des impuretés dans la composition de classe de nos rangs et dans notre style de travail n'est pas encore résolu. En onze ans, de 1937 à 1947, les effectifs de notre Parti ont passé de quelques dizaines de milliers de membres à 2.700.000, et c'est là un très grand bond en avant. Cela a fait de notre Parti le parti le plus puissant qui ait jamais existé dans l'histoire de Chine. Cela nous a rendu capables de vaincre l'impérialisme japonais, de repousser les offensives de Tchiang Kaï-chek, de diriger les régions libérées avec une population de plus de 100 millions d'habitants, et de diriger une Armée populaire de Libération forte de 2 millions d'hommes. Mais avec cela, des insuffisances ont apparu aussi. C'est qu'un bon nombre de propriétaires fonciers, de paysans riches et d'éléments déclassés ont saisi l'occasion pour se glisser dans notre Parti. Dans les régions rurales, ils tiennent dans leurs mains un certain nombre d'organisations du Parti, d'organismes de l'administration locale et d'organisations populaires, abusent tyranniquement de leur pouvoir, briment le peuple, déforment la politique du Parti; ainsi, ils détachent ces organisations des masses et empêchent que la réforme agraire soit appliquée à fond.

La gravité de cette situation nous impose la tâche d'éduquer et de réorganiser les rangs de notre Parti. Nous ne pouvons pas faire de progrès à la campagne si nous n'accomplissons pas cette tâche. La Conférence nationale agraire du Parti a discuté à fond ce problème et arrêté les mesures et méthodes appropriées. Elles sont maintenant en voie d'être partout appliquées résolument, en même temps que la décision de répartition égale des terres. Il est de première importance de développer la critique et l'autocritique dans le Parti et de dénoncer sans ménagement, dans les organisations locales, les idées fausses qui s'écartent de la ligne du Parti et la situation grave qui résulte de ces écarts. Tous les camarades doivent le comprendre: éliminer du Parti les impuretés, éduquer et réorganiser ses rangs, de sorte que le Parti et les plus larges masses du peuple travailleur puissent aller tous ensemble dans la même direction et que le Parti puisse conduire les masses dans leur marche en avant, c'est un maillon décisif pour résoudre le problème agraire et soutenir une guerre de longue durée.

VI

Confisquer les terres de la classe féodale et les transférer aux paysans, confisquer le capital monopoliste dominé par Tchiang Kaï-chek, T. V. Soong, H. H. Kung et Tchen Li-fou, et le transférer à l'Etat de démocratie nouvelle, protéger l'industrie et le commerce de la bourgeoisie nationale, voilà les trois grands principes du programme économique de la révolution de démocratie nouvelle. Pendant leurs vingt années de pouvoir, les quatre grandes familles, Tchiang, Soong, Kung et Tchen, ont entassé d'énormes fortunes, évaluées à 10-20 milliards de dollars américains, et ont monopolisé les artères vitales de l'économie de tout le pays. Ce capital monopoliste, combiné avec le pouvoir d'Etat, est devenu capitalisme monopoliste d'Etat. Etroitement lié à l'impérialisme étranger et, en Chine, à la classe des propriétaires fonciers et aux paysans riches de type ancien, il est devenu le capitalisme monopoliste d'Etat, comprador et féodal. Telle est la base économique du régime réactionnaire de Tchiang Kaï-chek. Ce capitalisme monopoliste d'Etat opprime non seulement les ouvriers et les paysans, mais aussi la petite bourgeoisie urbaine, et il lèse les intérêts de la moyenne bourgeoisie. Il a atteint le point culminant de son développement durant la Guerre

de Résistance et après la capitulation du Japon; il a préparé d'amples conditions matérielles pour la révolution de démocratie nouvelle. Ce capital est appelé communément en Chine capital bureaucratique. Cette classe capitaliste, connue sous l'appellation de bourgeoisie bureaucratique, est la grande bourgeoisie de Chine. Outre qu'elle doit abolir les privilèges de l'impérialisme en Chine, la révolution de démocratie nouvelle a pour tâche, à l'intérieur, de supprimer l'exploitation et l'oppression exercées par la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie bureaucratique (la grande bourgeoisie), de mettre fin aux rapports de production compradores et féodaux, et de libérer les forces productives enchaînées. La couche supérieure de la petite bourgeoisie et la moyenne bourgeoisie, opprimées et lésées par la classe des propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie et par leur pouvoir d'Etat, peuvent participer à la révolution de démocratie nouvelle ou rester neutres, bien qu'elles soient elles-mêmes des classes bourgeoises. Elles n'ont pas d'attaches avec l'impérialisme ou en ont relativement peu et constituent la bourgeoisie nationale authentique. Partout où s'étend le pouvoir d'Etat de démocratie nouvelle, il doit les protéger fermement, sans la moindre hésitation. Dans les régions contrôlées par Tchiang Kaï-chek, il y a dans la couche supérieure de la petite bourgeoisie et dans la moyenne bourgeoisie un petit nombre de personnes – l'aile droite de ces classes – qui ont des tendances politiques réactionnaires; elles répandent des illusions au sujet de l'impérialisme américain et de la clique réactionnaire de Tchiang Kaï-chek et s'opposent à la révolution démocratique populaire. Tant que leurs tendances réactionnaires peuvent agir sur les masses, nous devons les démasquer devant ceux qui sont sous leur influence politique, combattre cette influence et en libérer les masses. Mais combattre politiquement et liquider économiquement sont deux, et nous commettrons des erreurs si nous les confondons. Ce que la révolution de démocratie nouvelle vise à éliminer, c'est seulement le féodalisme et le capitalisme monopoliste, c'est seulement la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie bureaucratique (la grande bourgeoisie), et non le capitalisme en général, non la couche supérieure de la petite bourgeoisie ni la moyenne bourgeoisie. Vu le retard économique de la Chine, il sera encore nécessaire, même longtemps après la victoire de la révolution dans l'ensemble du pays, d'admettre l'existence d'un secteur capitaliste de l'économie, représenté par la couche supérieure très étendue de la petite bourgeoisie et par la moyenne bourgeoisie; et, en accord avec la division du travail dans l'économie nationale, nous aurons encore

besoin d'un certain développement de tous les éléments de ce secteur capitaliste qui sont profitables à l'économie nationale. Ce secteur capitaliste sera encore un élément indispensable dans l'ensemble de l'économie nationale. La couche supérieure de la petite bourgeoisie dont il est question ici est composée de petits fabricants et commerçants employant ouvriers ou commis. De plus, il y a un grand nombre de petits artisans et commerçants indépendants qui n'emploient ni ouvriers ni commis et qui, cela va sans dire, doivent être fermement protégés. Après la victoire nationale de la révolution, l'Etat de démocratie nouvelle possédera de grosses entreprises d'Etat enlevées à la bourgeoisie bureaucratique et contrôlant les artères vitales de l'économie du pays, et il y aura aussi une économie agricole libérée du régime féodal; celle-ci restera, il est vrai, pour un temps assez long, essentiellement dispersée et individuelle, mais pourra être plus tard amenée, pas à pas, à se développer dans la voie de la coopération. Dans ces conditions, l'existence et le développement de ces éléments, petits et moyens, du secteur capitaliste, ne présenteront pas de danger. Cela est également vrai de l'économie des nouveaux paysans riches, qui surgira nécessairement dans les régions rurales après la réforme agraire. Il serait absolument inadmissible que se répète, à l'égard de l'économie tant de la couche supérieure de la petite bourgeoisie que de la moyenne bourgeoisie, la politique erronée ultra-gauchiste, adoptée par notre Parti de 1931 à 1934, (imposer des conditions de travail anticipant sur les possibilités réelles, fixer des taux excessifs pour l'impôt sur le revenu, empiéter pendant la réforme agraire sur les intérêts des industriels et des commerçants, et, en partant d'une vue unilatérale et bornée, se donner pour but le "bien-être des travailleurs" au lieu de viser à développer la production, à faire prospérer l'économie, à tenir compte des intérêts aussi bien publics que privés et à prendre en considération à la fois le travail et le capital). Répéter ces erreurs nuirait certainement aux intérêts des masses travailleuses comme à ceux de l'Etat de démocratie nouvelle. Dans les Dispositions générales de la loi agraire de Chine, il est notamment stipulé: "La propriété et l'activité légale des industriels et commerçants seront protégées contre tout empiétement." Par industriels et commerçants, on entend ici tous les petits artisans et commerçants indépendants ainsi que tous les éléments capitalistes, petits et moyens. En résumé, la structure économique de la Chine nouvelle comprendra: 1) l'économie d'Etat, qui est le secteur dirigeant; 2) l'économie agricole qui d'individuelle se développera pas à pas en

économie collective; et 3) l'économie des petits artisans et commerçants indépendants et celle du capital privé, petit et moyen. Ces trois secteurs constituent l'ensemble de l'économie nationale de démocratie nouvelle. Quant aux principes guidant l'économie nationale de démocratie nouvelle, ils devront s'adapter étroitement à l'objectif général de développer la production, de faire prospérer l'économie, de tenir compte des intérêts aussi bien publics que privés et de prendre en considération à la fois le travail et le capital. Tout principe, toute politique ou toute mesure qui s'écarte de cet objectif général est erroné.

VII

En octobre 1947, l'Armée populaire de Libération lança un manifeste qui proclamait notamment:

> Unir toutes les classes et couches sociales opprimées – ouvriers, paysans, soldats, intellectuels et commerçants –, toutes les organisations populaires, tous les partis démocratiques, toutes les minorités nationales, tous les ressortissants chinois à l'étranger et autres patriotes; former un front uni national; renverser le gouvernement dictatorial de Tchiang Kaï-chek; et constituer un gouvernement démocratique de coalition.

C'est là le programme politique fondamental de l'Armée populaire de Libération, c'est également celui du Parti communiste chinois. Notre front uni national révolutionnaire semble, à première vue, s'être à présent rétréci, par rapport à la période de la Guerre de Résistance. En fait, c'est seulement dans la période actuelle, depuis que Tchiang Kaï-chek a vendu les intérêts de la nation à l'impérialisme américain et déclenché, à l'échelle nationale, une guerre civile contre le peuple, depuis que les crimes de l'impérialisme américain et de la clique réactionnaire régnante de Tchiang Kaï-chek ont été complètement dévoilés devant le peuple chinois, que notre front uni national s'est réellement élargi. Pendant la Guerre de Résistance, Tchiang Kaï-chek et le Kuomintang n'étaient pas encore totalement discrédités aux yeux du peuple chinois et ils pouvaient encore le tromper à bien des égards. Maintenant, c'est différent: leurs propres actes ont dévoilé toutes leurs tromperies, ils ne trouvent plus aucun appui au-

près des masses, ils sont complètement isolés. Contrairement au Kuomintang, le Parti communiste chinois a non seulement la confiance des plus larges masses populaires dans les régions libérées, il a aussi gagné l'appui des larges masses dans les régions et les grandes villes contrôlées par le Kuomintang. Si, en 1946, une partie des intellectuels appartenant à la couche supérieure de la petite bourgeoisie et à la moyenne bourgeoisie dans les régions dominées par Tchiang Kaï-chek se complaisaient encore dans l'idée d'une prétendue troisième voie[9], cette idée a maintenant fait faillite. En adoptant une politique agraire conséquente, notre Parti a été appuyé de tout cœur par des masses paysannes bien plus larges que durant la Guerre de Résistance. Du fait de l'agression de l'impérialisme américain, de l'oppression exercée par Tchiang Kaï-chek et de notre juste politique pour la défense résolue des intérêts des masses, notre Parti a gagné, dans les régions soumises à la domination de Tchiang Kaï-chek, la sympathie des larges masses de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie urbaine et de la moyenne bourgeoisie. Ces masses, poussées par la faim, l'oppression politique et la guerre civile anti-populaire de Tchiang Kaï-chek qui leur a rendu la vie impossible, ont mené des luttes incessantes contre l'impérialisme américain et le gouvernement réactionnaire de Tchiang Kaï-chek; leurs mots d'ordre fondamentaux sont des protestations contre la faim, contre les répressions, contre la guerre civile et contre l'intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la Chine. Jamais leur prise de conscience n'avait atteint un tel niveau, ni avant ni pendant la Guerre de Résistance, ni même dans la période qui suivit immédiatement la capitulation du Japon. Voilà pourquoi nous disons que notre front uni révolutionnaire de démocratie nouvelle est maintenant plus large et plus solide que jamais. Ce développement n'est pas seulement lié à notre politique agraire et à notre politique dans les villes, il est aussi intimement lié à la situation politique générale – aux victoires de l'Armée populaire de Libération, au fait que Tchiang Kaï-chek a passé de l'offensive à la défensive et l'Armée populaire de Libération de la défensive à l'offensive, à une période de nouvel essor de la révolution chinoise. Les gens ont vu que la domination de Tchiang Kaï-chek était totalement condamnée, aussi placent-ils maintenant leurs espoirs dans le Parti communiste chinois et l'Armée populaire de Libération, et c'est bien naturel. Sans le front uni le plus large formé par l'immense majorité de la population, il sera impossible de remporter la victoire dans la révolution de démocratie

nouvelle de Chine. Mais ce n'est pas tout. Ce front uni doit encore être placé sous la direction énergique du Parti communiste chinois. Sans cette énergique direction, aucun front uni révolutionnaire ne peut remporter la victoire. Quand l'Expédition du Nord battait son plein, en 1927, les capitulationnistes dans l'organe dirigeant de notre Parti abandonnèrent volontairement la direction des masses paysannes, de la petite bourgeoisie urbaine, de la moyenne bourgeoisie et, en particulier, des forces armées, ce qui entraîna la défaite de la révolution. Pendant la Guerre de Résistance, notre Parti combattit des idées analogues à cet esprit de capitulation, à savoir: faire des concessions à la politique antipopulaire du Kuomintang, avoir plus de confiance dans le Kuomintang que dans les masses, ne pas oser mobiliser hardiment les masses dans la lutte, ne pas oser étendre les régions libérées et les armées populaires dans les régions occupées par les Japonais, enfin céder au Kuomintang la direction de la Guerre de Résistance. Notre Parti mena une lutte résolue contre ces idées impuissantes et décadentes, contraires aux principes marxistes-léninistes; il mit fermement à exécution sa ligne politique: "développer les forces progressistes, gagner les forces intermédiaires et isoler les forces des jusqu'auboutistes", et il élargit résolument les régions libérées et les rangs de l'Armée populaire de Libération. Par là, notre Parti s'assura non seulement la possibilité de vaincre l'impérialisme japonais dans la période où celui-ci se livrait à son agression, mais il obtint aussi la garantie de pouvoir, après la capitulation du Japon, dans la période de la guerre contre-révolutionnaire déclenchée par Tchiang Kaï-chek, passer sans heurt et sans pertes à une guerre révolutionnaire populaire opposée à la guerre contre-révolutionnaire de Tchiang Kaï-chek, et remporter de grandes victoires en un court espace de temps. Tous les camarades du Parti doivent garder ancrées dans l'esprit ces leçons de l'histoire.

VIII

Quand la clique réactionnaire de Tchiang Kaï-chek déclencha en 1946 la guerre civile à l'échelle nationale contre le peuple, elle osa prendre ce risque parce qu'elle comptait non seulement sur sa propre supériorité militaire, mais surtout sur l'impérialisme américain armé de ses bombes atomiques et qu'elle considérait comme "exception-

nellement puissant", "sans égal au monde". D'une part, elle croyait que l'impérialisme américain pourrait pourvoir à flots continus à ses besoins militaires et financiers; d'autre part, elle se livrait à d'extravagantes spéculations sur le thème "la guerre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique est inévitable", "une troisième guerre mondiale doit inévitablement éclater". Dépendre ainsi de l'impérialisme américain est le trait commun des forces réactionnaires des différents pays depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Ceci reflète la gravité des coups subis par le capitalisme mondial au cours de cette guerre, la faiblesse des forces réactionnaires dans les différents pays, leur désarroi et leur perte de confiance, ainsi que la puissance des forces révolutionnaires mondiales – situation qui fait sentir aux réactionnaires des différents pays qu'ils n'ont plus d'autre issue que de compter sur l'aide de l'impérialisme américain. Mais l'impérialisme américain d'après la Seconde guerre mondiale est-il réellement aussi puissant que Tchiang Kaï-chek et les réactionnaires des autres pays se l'imaginent? Peut-il réellement leur envoyer des approvisionnements à flots continus? Non, ce n'est pas le cas. La puissance économique de l'impérialisme américain, qui s'était accrue pendant la Seconde guerre mondiale, doit faire face à des marchés intérieurs et extérieurs instables et qui se rétrécissent de jour en jour. Le rétrécissement plus accentué de ces marchés provoquera des crises économiques. Le boom du temps de guerre aux Etats-Unis n'était que temporaire. Leur puissance n'est que superficielle et passagère. Des contradictions inconciliables, tant à l'intérieur que sur le plan international, menacent quotidiennement comme un volcan l'impérialisme américain. L'impérialisme américain est assis sur ce volcan. Cette situation a poussé les impérialistes américains à dresser un plan d'asservissement du monde, à se ruer en forcenés comme des bêtes sauvages en Europe, en Asie et dans d'autres parties du monde, à rassembler dans les différents pays les forces réactionnaires, les rebuts vomis par le peuple, en vue de former un camp impérialiste et antidémocratique contre toutes les forces démocratiques ayant l'Union soviétique à leur tête, et à préparer la guerre dans l'espoir de déclencher un jour, à l'avenir, une troisième guerre mondiale pour vaincre les forces démocratiques. C'est un plan insensé. Les forces démocratiques du monde entier doivent déjouer ce plan et peuvent certainement le faire. La puissance du camp anti-impérialiste mondial a dépassé celle du camp impérialiste. C'est nous qui détenons la supériorité et non l'ennemi. Le camp anti-impérialiste avec l'Union soviétique à sa tête

est déjà formé. L'Union soviétique socialiste est un pays sans crises, en pleine marche ascendante et aimé des larges masses populaires du monde entier; sa puissance surpasse déjà celle des Etats-Unis impérialistes, pays sérieusement menacé par des crises, qui est sur son déclin et auquel les larges masses mondiales sont hostiles. Les pays de démocratie populaire d'Europe se consolident intérieurement et s'unissent entre eux. Dans les pays capitalistes d'Europe, les forces populaires anti-impérialistes se développent, celles de France et d'Italie en tête. Aux Etats-Unis mêmes existent des forces démocratiques populaires qui grandissent de jour en jour. Les peuples de l'Amérique latine ne sont nullement des esclaves dociles aux ordres de l'impérialisme américain. A travers toute l'Asie s'est levé un grand mouvement de libération nationale. Toutes les forces du camp anti-impérialiste s'unissent et se développent. Les Partis communistes et ouvriers de neuf pays européens ont constitué un bureau d'information et lancé aux peuples du monde un appel à se dresser contre le plan d'asservissement impérialiste[10]. Cet appel au combat a encouragé les peuples opprimés du monde, tracé la voie à leur lutte et renforcé leur confiance en la victoire. Il a jeté dans la panique et le désarroi la réaction mondiale. Dans les pays d'Orient aussi, toutes les forces anti-impérialistes doivent s'unir, s'opposer à l'oppression de l'impérialisme et des réactionnaires de leur pays et faire de l'émancipation des peuples opprimés de l'Orient, qui comptent plus d'un milliard d'hommes, le but de leurs luttes. Nous devons prendre entièrement en main nos propres destinées. Nous devons bannir de nos rangs toute idéologie faite de faiblesse et d'impuissance. Tout point de vue qui surestime la force de l'ennemi et sous-estime la force du peuple est faux. Si, de concert avec toutes les forces démocratiques du monde, nous faisons d'énergiques efforts, nous pourrons sûrement faire échouer le plan d'asservissement impérialiste, empêcher le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, renverser tous les régimes réactionnaires et faire triompher à jamais la paix pour toute l'humanité. Nous nous rendons clairement compte que sur la route où nous avançons se dresseront encore toutes sortes d'obstacles et de difficultés et que nous devons être prêts à faire front à la résistance la plus acharnée et aux luttes les plus désespérées de tous nos ennemis, de l'intérieur comme de l'extérieur. Mais tant que nous posséderons la science du marxisme-léninisme, aurons confiance dans les masses, resterons étroitement unis avec elles et les conduirons en avant, nous serons pleinement capables de surmonter tous les obstacles et de venir à bout

de toutes les difficultés; notre force sera invincible. Nous vivons une époque historique où dans le monde entier le capitalisme et l'impérialisme courent à leur perte, où dans le monde entier le socialisme et la démocratie populaire marchent à la victoire. L'aube est devant nous, redoublons d'efforts.

NOTES

[1] Pour le détail des circonstances dans lesquelles l'Armée populaire de Libération passa successivement à l'offensive sur les divers fronts et porta la guerre dans les régions du Kuomintang, voir "Sur la grande victoire dans le Nord-Ouest et le mouvement d'éducation idéologique de type nouveau dans l'Armée de Libération", note 6, pp. 224-225 du présent tome.

[2] Voici quels sont ces commandants de haut grade du Kuomintang qui ont été destitués ou rétrogradés par Tchiang Kaï-chek: Lieou Tche, commissaire de Pacification à Tchengtcheou, province du Honan, fut destitué en novembre 1946 pour sa défaite subie en septembre dans la bataille de Tingtao, au sud-ouest de la province du Chantong. Siué Yué, commissaire de Pacification à Siutcheou, province du Kiangsou, fut destitué en mars 1947 pour une série de lourdes défaites subies par les troupes du Kuomintang sous son commandement, dans la campagne au nord de Soutsien, province du Kiangsou, en décembre 1946, dans la campagne du Chantong du Sud, en janvier 1947, et dans la campagne de Laiwou, dans le Chantong central, en février 1947. Wou Ki-wei, commissaire adjoint de Pacification à Siutcheou, fut destitué en mars 1947 pour sa défaite dans la campagne au nord de Soutsien, en décembre 1946. Tang En-po, commandant du Ier Groupe d'Armées, fut destitué en juin 1947 parce que la 74e division réorganisée avait été anéantie en mai dans la bataille de Mengliangkou, dans le Chantong du Sud. Wang Tchong-lien, commandant du IVe Groupe d'Armées, fut destitué en août 1947 pour sa défaite dans la campagne du Chantong du Sud-Ouest en juillet. Tou Yu-ming, commandant du Quartier général pour le Maintien de la Sécurité dans le Nord-Est, et Hsiong Che-houei, chef du Quartier général du Généralissime dans le Nord-Est, furent tous deux destitués pour la sévère défaite que leur avait infligée l'Armée populaire de Libération dans son offensive d'été dans le Nord-Est, en juin 1947. Souen Lien-tchong, commandant de la XIe Zone de guerre, fut rétrogradé au poste de commissaire de Pacification à Paoting, province du Hopei, pour ses défaites dans la campagne de Tsinghsien-Tsanghsien et dans la campagne de la région de Siuchouei, au nord de Paoting, en juin 1947. Tchen Tcheng, chef d'état-major général de Tchiang Kaï-chek, fut muté au poste de gouverneur général du Nord-Est, en août 1947, pour les défaites successives des campagnes qu'il avait dirigées dans la province du Chantong.

[3] Il s'agit de la "Directive sur le problème agraire"; voir "Bilan de trois mois", note 4, p. 119 du présent tome.

[4] La Conférence nationale agraire du Parti communiste chinois fut tenue en septembre 1947 dans le village de Sipaipo, district de Pingchan, province du Hopei. Les Dispositions générales de la loi agraire de Chine, adoptées par la Conférence le 13 septembre, furent publiées par le Comité central du Parti communiste chinois le 10 octobre 1947. Elles stipulaient ce qui suit: "Abolir le système agraire d'exploitation féodale et semi-féodale et mettre en vigueur le système agraire 'la terre

à ceux qui la travaillent' "; "Dans les villages, les unions paysannes locales prendront possession de toutes les terres des propriétaires fonciers et de toutes les terres publiques qui seront, avec toutes les autres terres du lieu, réparties de façon égale parmi la population rurale tout entière, sans distinction de sexe ou d'âge"; "Les unions paysannes des villages prendront possession des bêtes de trait, instruments aratoires, bâtiments, grains et d'autres biens des propriétaires fonciers, réquisitionneront les excédents des mêmes biens chez les paysans riches, répartiront tous ces biens entre les paysans et autres gens pauvres qui en ont besoin, et attribueront la même part aux propriétaires fonciers". Ainsi, les Dispositions générales de la loi agraire ne confirmaient pas seulement le principe de "confiscation des terres des propriétaires fonciers et leur répartition entre les paysans", principe posé par la "Directive du 4 Mai" 1946, mais corrigeaient aussi ce qui n'était pas assez radical dans cette directive, laquelle en effet prenait trop en considération certains propriétaires fonciers.

[5] Au cours de l'application ultérieure, quelques modifications furent apportées à la méthode de la répartition égale des terres telle qu'elle était stipulée dans les Dispositions générales de la loi agraire de Chine. En février 1948, le Comité central du Parti communiste chinois spécifia dans sa "Directive sur le travail de réforme agraire et de consolidation du Parti dans les régions libérées anciennes et semi-anciennes" que, dans les parties des régions libérées anciennes et semi-anciennes où le système féodal avait déjà été renversé, il n'y aurait plus lieu de procéder à une répartition égale des terres, mais que les paysans pauvres et les salariés agricoles qui ne s'étaient pas encore complètement affranchis de leur ancien état recevraient, si les circonstances l'exigeaient, une certaine quantité de terres et d'autres moyens de production par rajustement, selon la méthode qui consiste à prendre à ceux qui disposent de surplus pour donner à ceux qui n'ont pas assez, à prendre à ceux qui ont de meilleurs moyens de production pour donner à ceux qui en ont de moins bons, tandis que les paysans moyens seraient autorisés à disposer en moyenne de plus de terres que n'en recevaient les paysans pauvres. Dans les parties de ces régions où le système féodal existait encore, la distribution fut principalement limitée aux terres et aux biens des propriétaires fonciers et aux terres et biens excédentaires des paysans riches de type ancien. Dans toutes ces régions, il ne fut permis de prendre les terres excédentaires des paysans moyens et des paysans riches de type nouveau pour des buts de rajustement que si de telles mesures étaient réellement nécessaires et si les propriétaires eux-mêmes y consentaient vraiment. Au cours de la réforme agraire dans les nouvelles régions libérées, aucune terre ne devait être prise à aucun paysan moyen.

[6] La question des paysans riches dans la réforme agraire présentait en Chine des particularités résultant de conditions historiques et économiques spécifiques. Les paysans riches de Chine différaient de ceux de nombreux pays capitalistes à deux égards: premièrement, ils avaient en général et à un haut degré le caractère d'exploiteurs féodaux et semi-féodaux, et deuxièmement, leur économie n'occupait pas une place importante dans l'économie agricole du pays. Dans la lutte contre l'exploitation féodale exercée par la classe des propriétaires fonciers en Chine, les larges masses de paysans pauvres et de salariés agricoles réclamaient aussi l'abolition de l'exploitation féodale et semi-féodale pratiquée par les paysans riches. Pendant la Guerre de Libération, le Parti communiste chinois adopta la politique de réquisition des terres et biens excédentaires des paysans riches et de leur répartition entre les paysans, satisfaisant ainsi les demandes des masses de paysans pauvres et de salariés agricoles et assurant en même temps la victoire dans la Guerre de Libération populaire. En février 1948, alors que la guerre se développait victorieusement, le Comité central du Parti communiste chinois formula une nouvelle politique

de réforme agraire dans les nouvelles régions libérées. Cette politique prévoyait deux étapes: dans la première étape, neutraliser les paysans riches et concentrer les coups sur les propriétaires fonciers, et tout d'abord sur les gros propriétaires fonciers; dans la seconde étape, au cours de la distribution des terres des propriétaires fonciers, répartir aussi les terres données à ferme par les paysans riches et leurs terres excédentaires, mais continuer à traiter les paysans riches autrement que les propriétaires fonciers (voir "Points essentiels de la réforme agraire dans les nouvelles régions libérées", pp. 207-209 du présent tome). En juin 1950, après la fondation de la République populaire de Chine, le Gouvernement populaire central promulgua la Loi sur la réforme agraire; elle stipulait que, pendant la réforme, les terres données à ferme par les paysans riches devaient être seules réquisitionnées, partiellement ou totalement, alors que le reste de leurs terres et leurs biens devaient être protégés. A l'étape suivante, celle de la révolution socialiste, l'économie des paysans riches disparut à mesure que s'approfondissait le mouvement de coopération agricole et que l'économie rurale se développait.

[7] C'est-à-dire qu'une famille de paysan riche possédait en moyenne plus de terres et de meilleures qu'une famille de paysan pauvre. Mais pour l'ensemble du pays, les moyens de production détenus par les paysans riches de Chine et leurs productions agricoles étaient de faible importance. L'économie des paysans riches n'occupait pas une grande place dans l'économie rurale du pays.

[8] Il s'agit du mouvement de rectification du style de travail mené en 1942-1943 par le Parti communiste chinois dans l'ensemble de ses rangs; son but était de combattre le subjectivisme, le sectarisme et le style stéréotypé. Sous la direction du camarade Mao Tsé-toung, ce mouvement de rectification adopta les principes suivants: "tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme" et "éclaircir la pensée des camarades qui ont commis des erreurs et rester uni avec eux"; par la méthode de la critique et de l'autocritique, il corrigea les erreurs "de gauche" et de droite apparues en différentes occasions dans l'histoire du Parti, en remontant jusqu'à leurs racines idéologiques, si bien qu'il éleva considérablement le niveau idéologique des larges rangs des cadres du Parti, contribua grandement à l'unité idéologique du Parti sur la base du marxisme-léninisme, et amena ainsi tout le Parti à un haut degré d'unité.

[9] Dans la phase initiale de la Guerre de Libération populaire, des personnalités démocrates s'imaginèrent qu'elles pourraient trouver une prétendue troisième voie, distincte de la dictature des gros propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie exercée par le Kuomintang d'une part, de la dictature démocratique populaire dirigée par le Parti communiste chinois de l'autre. Cette voie était en fait la voie d'une dictature bourgeoise du modèle anglo-américain.

[10] Le Bureau d'Information des Partis communistes et ouvriers fut créé sur décision d'une conférence tenue à Varsovie en septembre 1947 par les représentants des Partis communistes et ouvriers de neuf pays: Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne, Union soviétique, France, Tchécoslovaquie, Italie et Yougoslavie. Plus tard, dans une réunion qu'il tint en Roumanie en juin 1948, le Bureau d'Information annonça l'exclusion du Parti communiste yougoslave, parce que celui-ci persistait dans sa position contraire au marxisme-léninisme et adoptait une attitude hostile à l'Union soviétique et au camp socialiste. L'appel du Bureau d'Information aux peuples du monde à se lever contre le plan d'asservissement impérialiste, appel mentionné ici par le camarade Mao Tsé-toung, est la "Déclaration sur la situation internationale" adoptée à la conférence de septembre 1947 du Bureau d'Information.

SUR L'INSTITUTION DU SYSTEME DE RAPPORTS*

(7 janvier 1948)

Dans le but de procurer au Comité central en temps utile les informations nécessaires pour qu'il puisse aider toutes les régions, soit avant les faits, soit après, à éviter des erreurs ou à en commettre moins, de manière à remporter des victoires encore plus grandes dans la guerre révolutionnaire, est institué à partir de cette année le système de rapports que voici:

1. Le secrétaire de chaque bureau ou sous-bureau du Comité central doit soumettre au Comité central et à son président un rapport général bimestriel (rédigé par lui-même et non par ses assistants). Le rapport doit comprendre, pour chaque région intéressée, les activités dans les domaines militaire, politique, de la réforme agraire, de la consolidation du Parti, de l'économie, de la propagande et de la culture, les problèmes et les tendances apparus dans ces activités et les méthodes appliquées à leur solution. Chaque rapport sera limité à environ mille mots et ne devra pas dépasser deux mille, sauf dans des cas particuliers. Si toutes les questions ne peuvent pas être traitées dans un seul rapport, on en écrira deux. Ou bien le premier rapport portera sur quelques questions seulement en mentionnant brièvement les autres, et le rapport suivant s'occupera principalement de celles-ci en mentionnant brièvement les premières. Le rapport général doit se borner à l'essentiel et être écrit dans un style concis; il signalera les problèmes ou bien les points controversés. Il doit être écrit et envoyé par télégramme dans les dix premiers jours de chaque mois d'ordre impair[1]. Tel sera le rapport régulier avec demande d'instructions que le secrétaire de chaque bureau ou sous-bureau est tenu personnellement de soumettre au Comité central et à son président. Quand le secrétaire est au front pour diriger des opérations militaires, il doit, en plus des rapports qu'il soumettra lui-même, charger le

secrétaire par intérim ou le secrétaire adjoint de rédiger des rapports sur les activités de l'arrière. Les décisions ci-dessus n'incluent pas les rapports et demandes d'instructions occasionnels que les bureaux et sous-bureaux doivent, comme par le passé, soumettre au Comité central.

Nous avons institué ce système de rapports concernant la politique du Parti, rapports généraux réguliers avec demande d'instructions, parce que, depuis le VII[e] Congrès de notre Parti, certains camarades (certains seulement) des bureaux et sous-bureaux n'ont pas encore compris la nécessité et l'importance de soumettre des rapports au Comité central et de lui demander des instructions avant ou après les faits, ou n'envoient que des rapports et des demandes d'instructions de caractère technique. Il en est résulté que le Comité central n'était pas éclairé ou était insuffisamment éclairé sur leurs activités et les mesures politiques importantes qu'ils avaient prises (il ne s'agit pas de celles qui sont d'importance secondaire ou de caractère technique), si bien qu'il s'est produit des situations auxquelles il a été impossible ou difficile de remédier, ou qui avaient déjà causé des pertes quand il a été possible d'y remédier. Par contre, les bureaux et sous-bureaux qui ont demandé des instructions préalables et soumis des rapports après les faits ont évité ou réduit de telles pertes. A partir de cette année, les organes dirigeants du Parti à tous les échelons doivent se corriger de la mauvaise habitude de ne pas demander d'instructions préalables aux échelons supérieurs et de ne pas leur soumettre de rapports après les faits. Les bureaux et sous-bureaux, qui sont des organes chargés par le Comité central d'exécuter, en son nom, les tâches

---

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois. Le système de rapports prescrit dans cette directive marque un développement, dans des conditions nouvelles, de la longue lutte menée par le Comité central pour maintenir fermement le centralisme démocratique et pour combattre les tendances à l'indiscipline et à l'anarchie. Le problème revêtait une importance particulière à l'époque, parce que d'immenses progrès étaient survenus dans la situation révolutionnaire: de nombreuses régions libérées avaient été reliées entre elles en un seul tenant, de nombreuses villes avaient été libérées ou étaient sur le point de l'être, l'Armée populaire de Libération avait pris un caractère plus prononcé d'armée régulière, la Guerre de Libération populaire celui de guerre régulière, et la victoire sur le plan national était en vue. Cette situation exigeait du Parti qu'il éliminât rapidement tout état d'indiscipline ou d'anarchie en son sein et dans l'armée et qu'il concentrât aux mains du Comité central tout le pouvoir qu'il était nécessaire et possible de centraliser. L'institution d'un strict système de rapports fut une mesure importante prise par le Parti pour atteindre ce but. Sur cette question, voir également "Le Travail de réforme agraire et de consolidation du Parti pour 1948", section VI, pp. 270-271, et "Circulaire du Comité central du Parti communiste chinois sur la réunion de septembre", point 4, p. 288 du présent tome.

qu'il leur confie, doivent garder le contact le plus étroit avec lui. De même, les comités de province ou de territoire du Parti doivent garder un contact étroit avec les bureaux et sous-bureaux du Comité central. Maintenant que la révolution est entrée dans une nouvelle période d'essor, il est absolument nécessaire de renforcer ces contacts.

2. Outre l'obligation qu'ils ont de soumettre des rapports et demandes d'instructions sur les principes d'opérations chaque fois que cela est nécessaire, et de présenter, conformément à une réglementation antérieure, des rapports mensuels sur les gains dans les combats, les pertes en hommes et les dépenses en matériel, et sur la puissance réelle de leurs troupes, les camarades dirigeants d'armées de campagne et de régions militaires auront, tous les deux mois, à partir de cette année, à faire des rapports généraux sur la politique du Parti avec demandes d'instructions. Ces rapports et demandes d'instructions porteront notamment sur la discipline des troupes, leurs conditions de vie, le moral des commandants et des combattants, les déviations survenues dans leurs rangs et les méthodes employées pour les corriger, les progrès ou les reculs dans la technique et la tactique, sur les qualités et les points faibles des forces ennemies et l'état de leur moral, sur le travail politique de notre armée, l'exécution de la politique agraire, de la politique dans les villes et de la politique concernant les prisonniers de guerre et sur les méthodes pour corriger les déviations survenues dans ces domaines, sur les relations entre l'armée et le peuple ainsi que les tendances des différentes couches de la population. La longueur de ces rapports, la façon de les rédiger et le moment de leur expédition doivent être les mêmes que pour les rapports des bureaux et sous-bureaux du Comité central. Si de violents combats ont lieu au moment où le rapport devrait être envoyé (c'est-à-dire dans les dix premiers jours de chaque mois d'ordre impair), il pourra être avancé ou retardé de quelques jours, mais les raisons doivent en être indiquées. La partie du rapport qui traite du travail politique doit être rédigée par le chef du département politique de l'armée en question, examinée et corrigée par le commandant et le commissaire politique et signée conjointement par tous les trois. Ces rapports seront télégraphiés au président de la Commission militaire du Parti. Nous demandons ces rapports généraux sur la politique du Parti pour les mêmes raisons que nous en exigeons des bureaux et sous-bureaux.

NOTES

[1] C'est-à-dire janvier, mars, mai, etc.

SUR QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES DE LA POLITIQUE ACTUELLE DU PARTI*

(18 janvier 1948)

I. LA LUTTE CONTRE LES TENDANCES ERRONEES AU SEIN DU PARTI

Combattre la surestimation de la force de l'ennemi. Par exemple: la peur de l'impérialisme américain, la peur d'aller se battre dans les régions du Kuomintang, la peur d'éliminer le système comprador-féodal, de procéder à la distribution des terres des propriétaires fonciers et de confisquer le capital bureaucratique, la peur d'une guerre de longue durée, etc.; tout cela est erroné. L'impérialisme dans le monde entier et le règne de la clique réactionnaire de Tchiang Kaï-chek en Chine sont pourris, ils n'ont pas d'avenir. Nous avons lieu de les mépriser, et nous sommes sûrs et certains de vaincre tous les ennemis, intérieurs et extérieurs, du peuple chinois. Mais dans chaque situation particulière, dans chaque lutte concrète (qu'il s'agisse d'une lutte militaire, politique, économique ou idéologique), nous ne devons absolument pas mépriser l'ennemi, mais au contraire, en tenir sérieusement compte et concentrer toutes nos forces dans la lutte pour remporter la victoire. Du point de vue de l'ensemble, de la stratégie, nous relevons avec raison que nous devons mépriser l'ennemi, mais dans aucune situation particulière, dans aucune question concrète, nous ne devons jamais le mépriser. Si, du point de vue de l'ensemble, nous surestimons la force de l'ennemi et n'osons par conséquent le renverser ni le vaincre, nous commettrons une erreur d'opportunisme de droite. Si, dans chaque situation particulière, dans chaque question concrète, nous n'agissons pas avec prudence, ne prenons pas soin d'étudier et de perfectionner l'art de la lutte, ne concentrons pas toutes nos forces dans le combat et ne nous attachons pas à gagner à notre cause tous les alliés qui devraient l'être (paysans moyens,

artisans et commerçants indépendants, moyenne bourgeoisie, étudiants, instituteurs, professeurs et intellectuels en général, fonctionnaires en général, membres des professions libérales et hobereaux éclairés), nous commettrons une erreur d'opportunisme "de gauche".

Pour combattre les déviations "de gauche" et de droite au sein du Parti, nous devons déterminer notre politique selon les circonstances concrètes. Par exemple, quand notre armée remporte des victoires, c'est contre les déviations "de gauche" qu'il nous faut être en garde; quand elle subit des défaites ou ne gagne que peu de batailles, c'est contre les déviations de droite. Dans la réforme agraire, nous devons combattre les déviations de droite là où les masses ne se sont pas encore véritablement soulevées et où la lutte ne s'est pas encore déployée, et nous garder des déviations "de gauche" là où les masses se sont véritablement soulevées et où la lutte s'est déjà déployée.

II. QUELQUES PROBLEMES CONCRETS DE NOTRE POLITIQUE DANS LA REFORME AGRAIRE ET LES MOUVEMENTS DE MASSE

1. Il faut mettre au premier plan les intérêts des paysans pauvres et des salariés agricoles, ainsi que le rôle moteur des ligues de paysans pauvres. Notre Parti doit lancer la réforme agraire par l'intermédiaire des paysans pauvres et des salariés agricoles, et doit leur faire jouer, dans les unions paysannes et dans les organes du pouvoir à la campagne, un rôle moteur qui consiste à réaliser l'union avec les paysans moyens pour agir en commun avec eux, et non pas à les laisser de côté en accaparant tout le travail. Dans les régions libérées anciennes où les paysans moyens sont en majorité et les paysans pauvres et salariés agricoles en minorité, la position des paysans moyens est d'une importance particulière. Le mot d'ordre: "Que paysans pauvres et salariés agricoles conquièrent rivières et montagnes et règnent sur elles" est faux. A la campagne, ce sont les salariés agricoles, les paysans pauvres, les paysans moyens et les autres travailleurs qui, tous unis sous la direction du Parti communiste chinois, doivent "conquérir rivières et montagnes et régner sur elles", et non

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois. Voir la note introductive à "La Situation actuelle et nos tâches", pp. 162-163 du présent tome.

les paysans pauvres et salariés agricoles seuls. Dans l'ensemble du pays, ce sont les ouvriers, les paysans (y compris les nouveaux paysans riches), les artisans et commerçants indépendants, les moyens et petits capitalistes opprimés et lésés par les forces réactionnaires, les étudiants, les instituteurs, les professeurs et les intellectuels en général, les membres des professions libérales, les hobereaux éclairés, les fonctionnaires en général, les minorités nationales opprimées et les Chinois d'outre-mer qui, tous unis sous la direction de la classe ouvrière (par l'intermédiaire du Parti communiste), doivent "conquérir rivières et montagnes et régner sur elles", et non une minorité du peuple seulement.

2. Il faut se garder de toute politique aventureuse envers les paysans moyens. Toute erreur commise dans la détermination de l'appartenance de classe de paysans moyens et de personnes d'autres couches sociales doit être corrigée, et les biens distribués à tort doivent être restitués dans la mesure du possible. La tendance à ne pas admettre les paysans moyens dans les rangs des représentants des paysans et dans les comités des unions paysannes ainsi que la tendance à opposer, dans la lutte pour la réforme agraire, les paysans pauvres et salariés agricoles aux paysans moyens doivent être corrigées. Les paysans qui ont un revenu provenant de l'exploitation du travail d'autrui seront classés comme paysans moyens si ce revenu est au-dessous de 25 pour cent (un quart) de leur revenu total, et classés comme paysans riches s'il est au-dessus[1]. Les terres des paysans moyens aisés ne doivent pas être distribuées sans le consentement du propriétaire.

3. Il faut se garder de toute politique aventureuse envers les moyens et petits industriels et commerçants. La politique consistant à protéger toute industrie et tout commerce privés profitables à l'économie nationale et à encourager leur développement, politique qui a été appliquée dans les régions libérées, reste juste et doit être poursuivie. La politique suivie à l'époque de la réduction des fermages et du taux d'intérêt et visant à encourager propriétaires fonciers et paysans riches à diriger leurs activités vers l'industrie ou le commerce est juste aussi; il est faux de considérer ce changement d'activité comme une habile "métamorphose", et par conséquent de s'y opposer et de confisquer et distribuer les biens ainsi engagés. Les entreprises industrielles et commerciales des propriétaires fonciers et des paysans riches doivent en général être protégées; seules peuvent être confisquées les entreprises industrielles et commerciales appartenant au capital bureaucratique ou aux tyrans locaux et autres contre-révolutionnaires

avérés. Parmi ces entreprises industrielles et commerciales à confisquer, celles qui sont profitables à l'économie nationale devront continuer à fonctionner quand l'Etat et le peuple en auront pris possession, et il faut en interdire le démantèlement ou la fermeture. L'impôt prélevé sur le chiffre d'affaires de l'industrie et du commerce profitables à l'économie nationale ne doit pas atteindre un taux qui gênerait leur développement. Dans chaque entreprise d'Etat, l'administration et le syndicat doivent constituer un comité de direction mixte chargé d'améliorer la gestion, dans le but de diminuer les prix de revient, d'augmenter la production et de tenir compte à la fois des intérêts publics et des intérêts individuels. Les entreprises capitalistes privées devraient aussi faire l'expérience de cette méthode, afin de diminuer les prix de revient, d'augmenter la production et de veiller à la fois aux intérêts des travailleurs et à ceux du capital. Il faut améliorer dans une mesure appropriée les conditions de vie des ouvriers, tout en évitant que les salaires et les avantages soient indûment élevés.

4. Il faut se garder de toute politique aventureuse envers les étudiants, les instituteurs, les professeurs, les travailleurs scientifiques, les artistes et les intellectuels en général. L'expérience des mouvements d'étudiants et des luttes révolutionnaires en Chine a prouvé que dans leur écrasante majorité ils peuvent participer à la révolution ou rester neutres; les contre-révolutionnaires endurcis ne sont qu'une infime minorité. Aussi notre Parti doit-il éviter toute imprudence à l'égard des étudiants, des instituteurs, des professeurs, des travailleurs des milieux scientifiques et artistiques et des intellectuels en général, et différencier les cas: nous devons nous unir avec eux, les éduquer politiquement et leur donner des postes; un très petit nombre d'entre eux seulement, qui sont des contre-révolutionnaires obstinés, doivent être traités comme ils le méritent par le moyen de la ligne de masse.

5. Sur la question des hobereaux éclairés. Pendant la Guerre de Résistance contre le Japon, la collaboration de notre Parti avec les hobereaux éclairés dans les organes du pouvoir des régions libérées (conseils consultatifs et organes gouvernementaux) s'est avérée tout à fait nécessaire, et elle a été fructueuse. Nous devons avoir, selon les cas, et à condition que la réforme agraire n'en souffre pas, des égards envers ceux des hobereaux éclairés qui ont passé avec notre Parti les jours difficiles et qui nous ont réellement apporté de l'aide. S'ils ont une attitude politique assez bonne et de la capacité,

ils doivent rester dans les organes gouvernementaux des échelons supérieurs et y recevoir un travail approprié. S'ils ont une attitude politique assez bonne mais manquent de capacité, il faut leur assurer des moyens d'existence. S'ils sont propriétaires fonciers ou paysans riches de naissance, mais que le peuple n'ait pas de profonds ressentiments contre eux, leurs terres et leurs biens féodaux doivent être distribués conformément à la loi agraire, mais il faut veiller à ce qu'ils ne deviennent pas la cible des luttes de masse. Il faut remettre aux tribunaux populaires, pour être jugés et châtiés comme les tyrans locaux, les hobereaux qui se sont insinués dans nos organes du pouvoir, mais qui, en réalité, ont toujours été de mauvais éléments, ne peuvent être d'aucune utilité au peuple et se sont attiré la haine implacable des larges masses.

6. Il faut faire une distinction entre les nouveaux paysans riches et les anciens[2]. L'encouragement donné aux nouveaux paysans riches et aux paysans moyens aisés, pendant la période de réduction des fermages et du taux d'intérêt, a eu de bons effets en rassurant la paysannerie moyenne et en développant la production agricole dans les régions libérées. Après la répartition égale des terres, il faut appeler les paysans à développer la production, de sorte qu'ils puissent avoir largement de quoi se vêtir et se nourrir; il faut leur conseiller de mettre sur pied des organisations d'entraide et de coopération dans l'agriculture: équipes d'échange de travail[3], équipes d'entraide, etc. Dans la répartition égale des terres, les nouveaux paysans riches des régions libérées anciennes doivent être traités comme les paysans moyens aisés: leurs terres ne doivent pas être distribuées sans le consentement du propriétaire.

7. Parmi les propriétaires fonciers et les paysans riches qui ont changé de mode d'existence depuis la période de réduction des fermages et du taux d'intérêt dans les régions libérées anciennes, les propriétaires fonciers ayant travaillé de leurs mains durant cinq ans au moins et les paysans riches réduits à la condition de paysans moyens ou de paysans pauvres depuis trois ans au moins peuvent dès lors, pour autant qu'ils se comportent bien, changer d'appartenance de classe selon leur condition actuelle. S'ils détiennent encore un excédent de propriété important (non un faible excédent), ils devront le céder conformément aux revendications des paysans.

8. La tâche centrale de la réforme agraire est la distribution des terres de la classe féodale et de ses autres biens, notamment grains, animaux et instruments aratoires (les paysans riches ne cèdent que

l'excédent de leur avoir); il ne faut pas trop insister sur la lutte pour déterrer les biens enfouis[4], et surtout il ne faut pas y consacrer trop de temps au préjudice du travail principal.

9. En prenant des mesures à l'égard des propriétaires fonciers et des paysans riches, il faut faire une différence entre eux, conformément aux Dispositions générales de la loi agraire.

10. Tout en observant le principe de la répartition égale des terres, il faut aussi faire des distinctions entre les grands, les moyens et les petits propriétaires fonciers, ainsi qu'entre les propriétaires fonciers et paysans riches qui sont des tyrans locaux et ceux qui ne le sont pas.

11. Il faut fusiller la poignée de criminels vraiment coupables des forfaits les plus odieux, après que les tribunaux populaires les ont dûment jugés et condamnés et que les autorités compétentes (comités organisés par les gouvernements locaux à l'échelon du district ou de la préfecture) ont confirmé les sentences, et il faut annoncer publiquement leur exécution. L'intérêt de l'ordre révolutionnaire l'exige. C'est un aspect de la question. L'autre est que nous devons insister pour qu'on tue moins et interdire strictement de tuer sans discrimination. L'idée qu'il faudrait tuer davantage ou même sans discrimination est complètement erronée; elle ne vaudrait à notre Parti que de s'aliéner les sympathies, de se détacher des masses et de tomber dans l'isolement. Le jugement et la condamnation par les tribunaux populaires constituent une forme de lutte prévue par les Dispositions générales de la loi agraire; il faut la respecter strictement; elle est pour les masses paysannes une arme puissante pour frapper les éléments les plus mauvais parmi les propriétaires fonciers et les paysans riches, et elle permet aussi d'éviter l'erreur de frapper et de tuer sans discrimination. En temps utile (lorsque la lutte agraire a atteint son point culminant), nous devons faire comprendre aux masses leurs propres intérêts à long terme, en sorte qu'elles considèrent les propriétaires fonciers et les paysans riches qui ne s'acharnent pas à saboter l'effort de guerre et la réforme agraire et qui se chiffrent par dizaines de millions dans tout le pays (ils sont quelque 36 millions sur une population rurale d'environ 360 millions) comme une force de travail utile au pays qui doit être conservée et rééduquée. Notre tâche consiste à abolir le système féodal, à supprimer les propriétaires fonciers en tant que classe et non en tant qu'individus. Nous devons, conformément à la loi agraire, donner à chacun d'eux des moyens de production et d'existence qui ne dépassent pas ceux d'un paysan.

12. Nous devons critiquer et combattre les cadres et les membres du Parti qui ont commis des fautes graves, de même que les mauvais éléments parmi les masses ouvrières et paysannes. Dans cette critique et cette lutte, nous devons persuader les masses d'adopter des méthodes et des formes correctes et de s'interdire les actes de brutalité. C'est un aspect de la question. L'autre est qu'il faut amener ces cadres, ces membres du Parti et ces mauvais éléments à s'engager à ne pas user de représailles contre les masses. Il faut proclamer que les masses ont non seulement le droit de les critiquer librement, mais aussi, si cela est nécessaire, celui de les destituer de leurs postes ou de proposer leur destitution ou encore leur exclusion du Parti, et même de livrer les plus mauvais éléments aux tribunaux populaires pour être jugés et punis.

III. SUR LE POUVOIR D'ETAT

1. Le pouvoir d'Etat de démocratie nouvelle est le pouvoir d'Etat anti-impérialiste et antiféodal des masses populaires, dirigé par la classe ouvrière. Les masses populaires comprennent ici la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale, laquelle est opprimée et lésée par l'impérialisme et par le régime réactionnaire du Kuomintang et les classes qu'il représente, c'est-à-dire la bourgeoisie bureaucratique (la grande bourgeoisie) et la classe des propriétaires fonciers. Le corps principal des masses est formé par les ouvriers, les paysans (les soldats sont pour la plupart des paysans en uniforme) et les autres travailleurs. Les masses populaires organisent leur propre Etat (la République populaire de Chine) et établissent un gouvernement qui le représente (le gouvernement central de la République populaire de Chine). La classe ouvrière, par l'intermédiaire de son avant-garde, le Parti communiste chinois, dirige cet Etat des masses populaires et son gouvernement. Les ennemis que combattent la République populaire et son gouvernement sont l'impérialisme étranger, et, à l'intérieur du pays, les réactionnaires du Kuomintang et les classes qu'ils représentent: bourgeoisie bureaucratique et propriétaires fonciers.

2. Les organes du pouvoir de la République populaire de Chine sont les assemblées populaires aux différents échelons et les gouvernements aux différents échelons élus par ces assemblées.

3. Dans la période actuelle, nous pouvons et devons, à la demande des paysans, convoquer à la campagne des réunions paysannes de village afin d'élire le gouvernement du village, et des assemblées paysannes d'arrondissement afin d'élire le gouvernement de l'arrondissement. Comme, à l'échelon du district et de la municipalité ou au-dessus, le gouvernement représente non seulement les paysans de la campagne, mais aussi toutes les couches et toutes les professions des bourgs, des chefs-lieux de district, des capitales de province et des grandes villes industrielles et commerciales, nous devons convoquer des assemblées populaires à l'échelon du district, de la municipalité, de la province ou de la région frontière, pour élire un gouvernement à chacun de ces échelons. Plus tard, quand la révolution aura triomphé dans le pays tout entier, le gouvernement central et les gouvernements locaux à tous les échelons devront être élus par les assemblées populaires respectives.

IV. LES RELATIONS ENTRE DIRIGEANTS ET DIRIGES DANS LE FRONT UNI REVOLUTIONNAIRE

La classe dirigeante et le parti dirigeant ne peuvent exercer la direction sur les classes, les couches, les partis politiques et les organisations populaires qu'ils dirigent qu'à ces deux conditions:

a) Entraîner ceux qu'ils dirigent (les alliés) à lutter résolument contre l'ennemi commun et à remporter des victoires;

b) Procurer des avantages matériels à ceux qu'ils dirigent, ou du moins ne pas nuire à leurs intérêts, et leur donner en même temps une éducation politique.

Si ces deux conditions ne sont pas remplies, ou si l'une des deux fait défaut, la direction ne peut pas être assurée. Par exemple, pour exercer la direction sur les paysans moyens, le Parti communiste doit les entraîner à lutter résolument avec lui contre la classe féodale et à remporter des victoires (destruction des forces armées des propriétaires fonciers et distribution de leurs terres). S'il n'y a pas de lutte résolue ou si la lutte reste sans victoires, les paysans moyens hésiteront. De plus, aux paysans moyens qui sont relativement pauvres nous devons distribuer une partie des terres et des autres biens des propriétaires fonciers; quant aux paysans moyens aisés, nous devons

nous garder de nuire à leurs intérêts. Nous devons faire entrer les paysans moyens les plus actifs dans les unions paysannes et les gouvernements de village et d'arrondissement et leur assurer une représentation convenable (par exemple, un tiers des membres des comités). Ne pas commettre d'erreurs en déterminant l'appartenance de classe des paysans moyens, et être juste envers eux quant à l'impôt foncier et aux services de guerre, sans oublier de leur donner en même temps une éducation politique. Si nous ne faisons pas tout cela, nous perdrons l'appui des paysans moyens. Dans les villes, il faut agir selon les mêmes principes pour assurer la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste sur la moyenne bourgeoisie, les partis démocratiques et les organisations populaires qui sont opprimés et lésés par les forces réactionnaires.

NOTES

[1] Pour les critères servant à déterminer l'appartenance de classe dans les régions rurales, voir "Comment analyser les classes à la campagne", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, et "La Révolution chinoise et le Parti communiste chinois", chapitre II, section 4, *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II.

[2] Par nouveaux paysans riches, on entend les paysans moyens ou pauvres qui étaient devenus des paysans riches dans les régions des bases révolutionnaires; par anciens paysans riches, ceux qui avaient déjà été des paysans riches avant l'établissement des bases révolutionnaires. Les anciens paysans riches présentaient généralement, et à un haut degré, le caractère d'exploiteurs féodaux ou semi-féodaux. Voir "La Situation actuelle et nos tâches", note 6, pp. 181-182 du présent tome.

[3] Les équipes d'échange de travail étaient des organisations d'entraide et de coopération dans l'agriculture. L'"échange de travail" était un moyen par lequel les paysans rajustaient entre eux leurs forces de travail; il revêtait les formes suivantes: échanges de journées de travail d'homme contre journées de travail d'homme, de journées de travail de bœuf contre journées de travail de bœuf, de journées de travail d'homme contre journées de travail de bœuf, etc. Les paysans qui adhéraient aux équipes d'échange de travail apportaient leur contribution en force de travail humaine ou animale pour cultiver, par roulement ou collectivement, les terres de chaque famille membre. En réglant les comptes, on prenait la journée de travail comme unité d'échange. Ceux qui avaient fourni plus de journées de travail d'homme ou de journées de travail animal se faisaient payer la différence par ceux qui en avaient fourni moins.

[4] Il s'agit des richesses cachées dans la terre par les propriétaires fonciers.

LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DANS L'ARMEE*

(30 janvier 1948)

La ligne de conduite à suivre pour notre travail politique dans l'armée est de déployer pleinement l'activité des soldats, des commandants et de tout le personnel en service, afin d'atteindre, par un mouvement démocratique sous direction centralisée, trois objectifs principaux, à savoir: un degré élevé d'unité politique, une amélioration des conditions de vie et un niveau supérieur de la technique et de la tactique militaires. Les "trois vérifications" et les "trois rectifications"[1], qui sont actuellement appliquées avec enthousiasme dans notre armée, sont destinées à atteindre les deux premiers de ces objectifs par les méthodes de la démocratie en matière politique et économique.

La démocratie en matière économique consiste à garantir aux représentants élus par les soldats le droit de s'occuper du ravitaillement en vivres et de l'ordinaire en assistant le commandement de la compagnie (sans se soustraire évidemment à son autorité).

La démocratie en matière militaire consiste à pratiquer, dans les périodes d'instruction, la méthode de l'enseignement mutuel entre officiers et soldats et parmi les soldats eux-mêmes; et, dans les périodes de combat, à faire tenir par les compagnies de première ligne différentes réunions, grandes ou petites. Sous la direction du commandement de la compagnie, les soldats doivent y être incités à discuter la manière d'attaquer et d'enlever les positions ennemies et d'accomplir les autres missions de combat. Lorsque la lutte se poursuit pendant plusieurs jours, il faut tenir plusieurs réunions. Cette forme de démocratie militaire fut pratiquée avec un grand succès pendant la bataille de Panlong[2] dans le nord du Chensi et celle de Chekiatchouang[3] dans la région du Chansi-Tchahar-Hopei. Il a été prouvé que cette pratique n'a que des avantages et ne peut présenter aucun inconvénient.

Les soldats doivent avoir le droit de dénoncer les erreurs et les méfaits des mauvais éléments parmi les cadres. Soyons persuadés que les soldats aiment bien tous les cadres qui sont bons ou relativement bons. De plus, les soldats doivent avoir le droit de proposer, s'il est nécessaire, ceux d'entre eux en qui ils ont confiance comme candidats aux postes de cadres inférieurs à nommer par un échelon supérieur. Ce procédé est très utile quand il y a une forte pénurie de cadres d'échelon inférieur. Cependant, il ne doit pas devenir la règle et n'est à appliquer qu'en cas de nécessité.

NOTES

[1] Les "trois vérifications" et les "trois rectifications" constituèrent un mouvement important pour la consolidation du Parti et le renforcement de l'éducation idéologique dans l'armée; elles furent appliquées par notre Parti en liaison avec la réforme agraire pendant la Guerre de Libération populaire. Dans les organisations locales du Parti, les "trois vérifications" portaient sur l'appartenance de classe, l'idéologie et le style de travail; dans l'armée, elles portaient sur l'appartenance de classe, l'accomplissement du travail et la volonté de combat. Les "trois rectifications" signifiaient la consolidation de l'organisation, le renforcement de l'éducation idéologique et l'amélioration du style de travail.

[2] Panlong, petite ville située au nord-est de Yenan. En mai 1947, l'Armée populaire de Libération du Nord-Ouest y encercla et anéantit plus de 6.700 hommes des troupes de Hou Tsong-nan.

[3] Chekiatchouang fut libéré par des unités de l'Armée populaire de Libération de la région frontière du Chansi-Tchahar-Hopei le 12 novembre 1947. La garnison ennemie, forte de plus de 24.000 hommes, fut entièrement anéantie. Ce fut la première ville importante libérée dans la Chine du Nord par l'Armée populaire de Libération.

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung pour la Commission militaire révolutionnaire du Comité central du Parti communiste chinois.

TACTIQUES DIFFERENTES POUR APPLIQUER LA LOI AGRAIRE DANS LES REGIONS DIFFERENTES

(3 février 1948)

Dans l'application de la loi agraire, il faut distinguer trois sortes de régions et adopter une tactique différente pour chacune d'elles.

1. Régions libérées anciennes, constituées avant la capitulation du Japon. En général, dans ces régions, la distribution des terres a eu lieu depuis longtemps, et seuls des ajustements partiels sont nécessaires. Notre travail doit y être centré sur la consolidation des rangs du Parti et la solution des contradictions entre le Parti et les masses par les efforts conjugués du Parti et des éléments hors Parti, suivant l'expérience acquise dans le district de Pingchan[1]. Dans ces régions libérées anciennes, il ne s'agit pas de distribuer la terre selon la loi agraire une seconde fois, ou d'organiser, artificiellement et en forçant la main, des ligues de paysans pauvres pour diriger les unions paysannes, mais d'organiser des groupes de paysans pauvres à l'intérieur des unions paysannes. Les éléments actifs de ces groupes pourront occuper des postes dirigeants dans les unions paysannes et les organes du pouvoir à la campagne, mais il ne faut pas ériger en règle que ces postes reviennent aux paysans pauvres à l'exclusion des paysans moyens. Dans ces régions, les postes dirigeants dans les unions paysannes et les organes du pouvoir à la campagne doivent être assumés par les éléments actifs parmi les paysans pauvres et moyens qui ont des vues justes et sont équitables dans le règlement des affaires. Dans ces régions, la plupart des paysans pauvres sont devenus des paysans moyens, qui constituent maintenant la majorité de la population rurale. Nous devons donc faire participer les éléments actifs parmi les paysans moyens au travail de direction à la campagne.

2. Régions libérées depuis la capitulation japonaise jusqu'au moment de la contre-offensive générale, c'est-à-dire au cours des deux années comprises entre septembre 1945 et août 1947. Elles constituent maintenant la plus grande partie des régions libérées et peuvent être désignées comme les régions libérées semi-anciennes. Dans ces régions, deux ans de lutte pour le règlement des comptes ainsi que l'exécution de la "Directive du 4 Mai"[2] ont élevé de façon appréciable le niveau de conscience politique et le degré d'organisation des masses, et donné au problème agraire une première solution. Cependant, le niveau de conscience politique et le degré d'organisation des masses n'y sont pas encore très élevés, et le problème agraire n'a pas été résolu à fond. Dans ces régions, la loi agraire est donc pleinement applicable, la distribution des terres doit y être effectuée partout complètement, et si cette tâche n'est pas bien accomplie la première fois, nous devons être prêts à procéder à une seconde distribution; en tout cas une ou deux vérifications s'imposent. Dans ces régions, les paysans moyens sont en minorité et adoptent une attitude d'attente; les paysans pauvres sont en majorité et brûlent d'obtenir de la terre. Il faut donc y organiser des ligues de paysans pauvres et leur assurer la position dirigeante dans les unions paysannes et les organes du pouvoir à la campagne.

3. Régions nouvellement libérées depuis la contre-offensive générale. Dans ces régions, les masses n'ont pas encore été mises en branle, le Kuomintang, les propriétaires fonciers et les paysans riches exercent encore une grande influence et nous n'avons pris racine dans aucun domaine encore. Par conséquent, nous ne devons pas chercher à y appliquer la loi agraire d'un seul coup, mais en deux étapes. Dans la première étape, il faut neutraliser les paysans riches et diriger les coups exclusivement contre les propriétaires fonciers. Cette étape doit être elle-même subdivisée en plusieurs paliers, à savoir: propagande, organisation préliminaire, distribution des biens mobiliers[3] des gros propriétaires fonciers, distribution des terres des gros et moyens propriétaires fonciers tout en prenant en considération les intérêts des petits propriétaires fonciers, et enfin distribution des terres de toute la classe des propriétaires fonciers. Au cours de cette étape, des ligues de paysans pauvres doivent être organisées pour former l'ossature de direction, et des unions paysannes peuvent également être organisées, avec comme corps principal la masse des paysans pauvres. Dans la seconde étape, il faut distribuer les terres données

à ferme par les paysans riches, leurs excédents de terre[4] et une partie de leurs autres biens, et distribuer la part des terres des propriétaires fonciers qui n'a pas été distribuée complètement dans la première étape. La première étape devra prendre environ deux ans, et la seconde une année. La hâte ne donnerait certainement pas de bons résultats. La réforme agraire et la consolidation du Parti dans les régions libérées anciennes et semi-anciennes devront aussi prendre trois ans (à compter de janvier de cette année); ici non plus, la hâte ne mènerait à rien.

NOTES

[1] Le district de Pingchan, situé dans la partie occidentale de la province du Hopei, faisait à cette époque partie de la région libérée du Chansi-Tchahar-Hopei. L'expérience de Pingchan, à laquelle il est fait allusion ici, consistait à inviter, pendant la réforme agraire, des personnes en dehors du Parti à assister aux réunions de celui-ci de façon à contribuer à la consolidation des organisations de base du Parti dans les régions rurales.

[2] Il s'agit de la "Directive sur le problème agraire", émise par le Comité central du Parti communiste chinois le 4 mai 1946. Voir "Bilan de trois mois", note 4, p. 119 du présent tome.

[3] Il s'agit ici du grain, de l'argent, des vêtements, etc.

[4] Voir "La Situation actuelle et nos tâches", note 6, pp. 181-182 du présent tome.

CORRIGER LES ERREURS DEVIATIONNISTES "DE GAUCHE" DANS LA PROPAGANDE POUR LA REFORME AGRAIRE*

(11 février 1948)

Ces derniers mois, notre agence d'information et nos journaux dans bien des régions ont publié sans discernement ni analyse beaucoup de reportages et d'articles qui sont entachés d'erreurs déviationnistes "de gauche". En voici quelques exemples.

1. Au lieu de faire connaître la ligne politique consistant à s'appuyer sur les paysans pauvres et les salariés agricoles et à s'allier solidement avec les paysans moyens pour liquider le système féodal, ces reportages et articles ont fait une propagande unilatérale pour la ligne paysans pauvres-salariés agricoles. Au lieu de propager l'idée que le prolétariat doit s'unir avec tous les travailleurs et avec tous ceux qui sont opprimés: la bourgeoisie nationale, les intellectuels et les autres patriotes (y compris les hobereaux éclairés qui ne sont pas contre la réforme agraire), pour renverser la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique et pour établir une république populaire de Chine et un gouvernement démocratique populaire, ils ont, sans nullement mentionner les paysans moyens, les artisans et autres travailleurs individuels, la bourgeoisie nationale et les intellectuels, fait une propagande unilatérale prétendant que les paysans pauvres et les salariés agricoles devaient "conquérir rivières et montagnes et régner sur elles", ou que le gouvernement démocratique devait être exclusivement un gouvernement de paysans ou écouter uniquement les ouvriers, les paysans pauvres et les salariés agricoles. C'est là une grave erreur de principe. Or, des informations de cet ordre ont été diffusées par les bureaux de notre agence d'information, nos journaux et nos stations de radio. Et les sections de propagande des comités du Parti dans différentes régions n'ont

même pas fait connaître ces erreurs aux échelons supérieurs. Ces derniers mois, pareille propagande, sans être très répandue, a été assez fréquente pour créer une atmosphère dans laquelle des gens ont cru à tort que telle était la pensée correcte de la direction. Qui plus est, comme la station de radio du Chensi du Nord a diffusé quelques informations incorrectes, d'aucuns ont été jusqu'à croire que c'était là des points de vue approuvés par le Comité central.

2. Sur la question de la consolidation du Parti, on n'a fait, dans quelques régions, de propagande assez énergique ni contre l'erreur de négliger l'origine de classe ni contre l'erreur de la prendre exclusivement en considération; on a même fait une propagande erronée en faveur de la prise en considération exclusive de l'origine de classe.

3. Sur la question de la réforme agraire, on a bien pris en main dans un certain nombre de régions la propagande contre l'attitude d'attente aussi bien que contre la précipitation; mais dans beaucoup d'autres, la précipitation a été encouragée et des articles en ont même fait l'éloge. Sur la question des relations entre les dirigeants et les masses, on a pris soin dans un certain nombre de régions de mener la propagande à la fois contre l'autoritarisme et le suivisme, mais dans beaucoup d'autres, on a eu le tort d'insister sur ce qu'on appelle: "Faire tout ce que veulent les masses" et on s'est accommodé des idées erronées apparues dans les masses. On est allé jusqu'à accepter sans esprit critique des idées fausses non plus des masses, mais de quelques individus seulement. C'est nier le rôle dirigeant du Parti et encourager le suivisme.

4. A l'égard de la politique concernant l'industrie et le commerce ainsi que le mouvement ouvrier, de graves déviations "de gauche" apparues dans certaines régions libérées ont été soit louées, soit ignorées.

En conclusion, durant ces derniers mois, notre travail de propagande a correctement reflété et guidé les grandes luttes – la guerre, la réforme agraire, la consolidation du Parti, la production et le soutien du front – et contribué à leurs grands succès; c'est là l'aspect majeur de notre travail, qu'il importe de reconnaître en tout premier lieu. Mais il faut aussi relever certaines erreurs et insuffisances. Elles sont de caractère gauchiste. Quelques-unes vont complètement à l'encontre des principes et de la position du marxisme-léninisme et s'écartent tout à fait de la ligne du Comité central. Nous espérons

---

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

que les bureaux et sous-bureaux du Comité central, leurs sections de propagande, l'Agence Hsinhua et ses bureaux généraux de région et les camarades travaillant dans nos journaux vont examiner le travail de propagande de ces derniers mois en se fondant sur les principes du marxisme-léninisme et la ligne du Comité central, développer leurs succès, corriger leurs erreurs et faire en sorte que leur travail aide à assurer la victoire dans ces grandes luttes – la guerre, la réforme agraire, la consolidation du Parti, le mouvement ouvrier, ainsi que la victoire dans la révolution anti-impérialiste et antiféodale tout entière. Les sections de propagande des comités du Parti dans toutes les régions et le bureau central de l'Agence Hsinhua doivent assumer la responsabilité principale de cet examen et soumettre, en leur propre nom, des rapports politiques sur ses résultats à la Section de Propagande du Comité central.

POINTS ESSENTIELS DE LA REFORME AGRAIRE DANS LES NOUVELLES REGIONS LIBEREES*

(15 février 1948)

1. Ne brusquez pas les choses. La rapidité de la réforme agraire doit se régler sur les circonstances, le niveau de conscience politique des masses et la capacité de travail des cadres dirigeants. Ne cherchez pas à achever la réforme agraire en quelques mois, mais préparez-vous à l'achever dans chaque région en deux ou trois ans. Ceci s'applique également aux régions libérées anciennes et semi-anciennes.

2. La réforme agraire dans les nouvelles régions libérées doit s'effectuer en deux étapes. Au cours de la première, portez des coups aux propriétaires fonciers et neutralisez les paysans riches. Cette étape se subdivisera elle-même en plusieurs phases: porter d'abord des coups aux gros propriétaires fonciers, ensuite aux autres propriétaires fonciers. Il faut traiter différemment ceux qui sont des tyrans locaux et ceux qui ne le sont pas, et différemment aussi les gros, les moyens et les petits propriétaires fonciers. La seconde étape est celle de la répartition égale des terres, y compris les terres données à ferme par les paysans riches et l'excédent de leurs terres. Toutefois, les paysans riches ne seront pas traités de la même manière que les propriétaires fonciers. En règle générale, le secteur sur lequel porte l'attaque ne doit pas, dans son ensemble, dépasser 8 pour cent des foyers ou 10 pour cent de la population. Dans les régions libérées semi-anciennes, ces différences de traitement et la portée totale de l'attaque seront les mêmes. Ces questions ne se posent pas dans les régions libérées anciennes, où il ne reste plus, en général, qu'à réaliser l'équilibre[1].

3. Organisez d'abord des ligues de paysans pauvres, et ensuite, quelques mois après, des unions paysannes. Empêchez rigoureusement les propriétaires fonciers et les paysans riches de s'insinuer dans les

unions paysannes et les ligues de paysans pauvres. Les éléments actifs des ligues de paysans pauvres doivent former l'ossature de direction dans les unions paysannes, mais il faudra aussi faire entrer dans les comités des unions paysannes un certain nombre d'éléments actifs choisis parmi les paysans moyens. Il faut faire participer les paysans moyens à la lutte pour la réforme agraire et veiller à leurs intérêts.

4. N'entreprenez pas le travail partout en même temps, mais choisissez des cadres qualifiés pour l'exécuter d'abord dans certains endroits afin d'acquérir des expériences que vous généraliserez progressivement en déployant le travail par vagues successives. Cette règle s'applique à toute une région stratégique comme à chaque district. Elle s'applique également aux régions libérées anciennes et semi-anciennes.

5. Faites la distinction entre régions libérées consolidées et zones de guérillas. Dans les premières, développez progressivement la réforme agraire. Dans les dernières, limitez votre travail à la propagande, à l'organisation clandestine et à la distribution d'une certaine quantité de biens mobiliers; il ne faut pas y mettre sur pied ouvertement les organisations de masse, ni procéder à la réforme agraire, de peur que l'ennemi ne persécute les masses.

6. Les bandes armées réactionnaires des propriétaires fonciers et les services secrets réactionnaires doivent être détruits et non utilisés.

7. Il faut réprimer les réactionnaires, mais il est rigoureusement interdit de tuer sans discrimination; moins nous tuons, mieux cela vaut. Les condamnations à mort doivent être vérifiées et approuvées par une commission constituée à l'échelon du district. Le pouvoir de juger et de statuer sur les cas des suspects politiques appartient aux commissions à l'échelon du comité de territoire du Parti. Ceci s'applique également aux régions libérées anciennes et semi-anciennes.

8. Les intellectuels et semi-intellectuels révolutionnaires locaux issus de familles de propriétaires fonciers ou de paysans riches et qui sont pourtant pour la réforme agraire seront appelés à participer à l'établissement des bases d'appui. Mais il faut intensifier notre travail d'éducation parmi eux, et les empêcher d'accaparer le pouvoir et d'entraver la réforme agraire. En général, il ne convient pas de les laisser travailler dans leur arrondissement ou leur canton

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

d'origine. Il faut mettre l'accent sur l'emploi des intellectuels ou des semi-intellectuels issus de familles paysannes.

9. Accorder toute l'attention nécessaire à la protection de l'industrie et du commerce. Dressez en vue d'un long avenir des plans économiques et financiers. Les forces armées et les administrations d'arrondissement et de canton doivent se garder du gaspillage.

NOTES

[1] Voir "Pour saluer le nouvel essor de la révolution chinoise", note 14, p. 130 du présent tome.

A PROPOS DE LA POLITIQUE CONCERNANT L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE*

(27 février 1948)

1. En certains endroits, les organisations du Parti ont agi contrairement à la politique du Comité central relative à l'industrie et au commerce, et ont causé de graves dommages dans ces domaines. Ces erreurs doivent être rapidement corrigées, et, à cette occasion, les comités du Parti intéressés doivent procéder à un examen sérieux sous le double point de vue des principes et des méthodes de direction.

2. Principes de direction. Il faut se mettre d'avance en garde contre l'erreur d'appliquer dans les villes les mesures employées à la campagne dans la lutte contre les propriétaires fonciers et les paysans riches et dans la liquidation des forces féodales. Il faut faire une distinction rigoureuse entre la suppression de l'exploitation féodale pratiquée par les propriétaires fonciers et les paysans riches et la protection de leurs entreprises industrielles et commerciales. Il faut également faire une distinction rigoureuse entre la politique correcte de développer la production, de faire prospérer l'économie, de tenir compte des intérêts aussi bien publics que privés, de prendre en considération à la fois le travail et le capital, et la politique unilatérale et à courte vue "de secours", qui vise au "bien-être" des travailleurs, mais qui, en fait, porte préjudice à l'industrie et au commerce et nuit à la cause de la révolution populaire. Il faut mener un travail d'éducation parmi les camarades des syndicats et les masses ouvrières pour leur faire comprendre qu'ils ne doivent pas voir seulement les intérêts immédiats et partiels, en oubliant les intérêts généraux et à long terme de la classe ouvrière. Il faut amener ouvriers et capitalistes à organiser, sous la direction des gouvernements locaux, des comités mixtes pour la gestion de la production et à faire tous leurs efforts pour réduire le prix de revient, augmenter la production et faciliter l'écoulement des produits, de façon à atteindre les objectifs suivants: tenir

compte des intérêts aussi bien publics que privés, prendre en considération à la fois le travail et le capital et soutenir la guerre. En bien des endroits, les erreurs commises sont dues à ce qu'on n'est pas arrivé à une bonne application des principes de direction susmentionnés, qu'il s'agisse de tous ces principes, de la plupart ou de quelques-uns d'entre eux. Les bureaux et sous-bureaux du Comité central doivent poser clairement cette question, procéder aux analyses et aux examens nécessaires, formuler des principes politiques corrects et émettre des directives à l'intention du Parti et faire promulguer des décrets par les gouvernements intéressés.

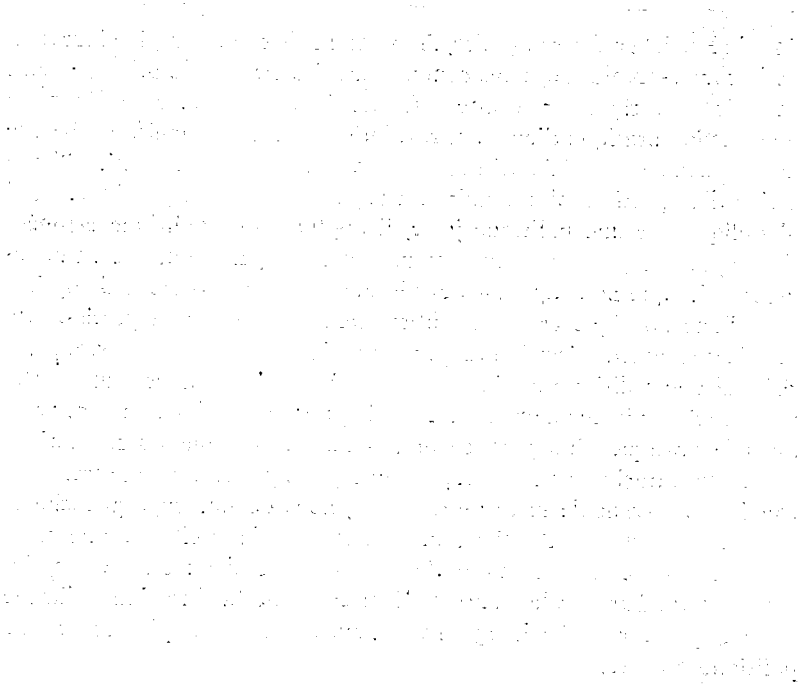
3. Méthodes de direction. Après avoir formulé les principes politiques et émis les directives, les bureaux et sous-bureaux du Comité central doivent rester en contact étroit avec les comités de territoire ou de préfecture du Parti ou avec leurs propres équipes de travail envoyées sur les lieux, par télégraphe ou téléphone, par courriers sur cycles ou à cheval, ou au moyen d'entretiens personnels; ils doivent se servir du journal comme d'un instrument très important pour leur travail d'organisation et de direction. Ils doivent se mettre constamment au courant de la marche du travail, échanger leurs expériences et corriger les erreurs; ils ne doivent pas attendre plusieurs mois, un semestre ou une année pour procéder, dans des réunions récapitulatives, à une vérification générale et à une rectification générale des erreurs. L'attente entraînerait de graves préjudices, alors qu'on en subit moins si les erreurs sont corrigées au fur et à mesure qu'elles surgissent. Dans les circonstances normales, chaque bureau du Comité central doit s'efforcer de garder un contact étroit avec les organisations des échelons inférieurs, prendre toujours soin de distinguer nettement ce qui doit être fait de ce qui ne doit pas l'être, et rappeler constamment cette distinction aux organisations subordonnées, afin qu'elles fassent le moins d'erreurs possible. Toutes ces questions ont trait aux méthodes de direction.

4. Tous les camarades du Parti doivent comprendre que l'ennemi est maintenant complètement isolé. Mais l'isolement de l'ennemi ne signifie pas que nous avons déjà remporté la victoire. Celle-ci nous échappera quand même, si nous commettons des erreurs dans notre politique. En termes plus précis, nous échouerons si, dans l'un ou l'autre des cinq domaines de notre politique – la guerre, la consolida-

---

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

tion du Parti, la réforme agraire, l'industrie et le commerce, la répression de la contre-révolution, nous commettons des erreurs de principe sans pouvoir les corriger par la suite. La politique est le point de départ de toute action pratique d'un parti révolutionnaire et se manifeste dans le développement et l'aboutissement des actions de ce parti. Toute action d'un parti révolutionnaire est l'application de sa politique. S'il n'applique pas une politique juste, il applique une politique erronée; s'il n'applique pas consciemment une politique, il l'applique aveuglément. Ce que nous appelons expérience, c'est le processus d'application d'une politique et son aboutissement. C'est par la pratique du peuple seulement, c'est-à-dire par l'expérience, que nous pouvons vérifier si une politique est juste ou erronée, et déterminer dans quelle mesure elle est juste ou erronée. Mais la pratique des hommes, spécialement la pratique d'un parti révolutionnaire et des masses révolutionnaires, se rattache nécessairement à une politique ou à une autre. Par conséquent, avant de mener une action, nous devons expliquer clairement aux membres du Parti et aux masses la politique que nous avons formulée à la lumière de circonstances données. Sinon, les membres du Parti et les masses s'écarteront de la direction politique donnée par notre Parti, agiront à l'aveuglette et appliqueront une politique erronée.



SUR LA QUESTION DE LA BOURGEOISIE NATIONALE ET DES HOBEREAUX ECLAIRES*

(1er mars 1948)

A son étape actuelle, la révolution chinoise présente le caractère d'une révolution des larges masses populaires, sous la direction du prolétariat, contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. On entend par masses populaires, tous ceux qui sont opprimés, lésés ou bridés par l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, à savoir les ouvriers, paysans, soldats, intellectuels, commerçants et autres patriotes, comme l'a clairement indiqué le Manifeste de l'Armée populaire de Libération de Chine[1] publié en octobre 1947. Dans ce manifeste, "intellectuels" désigne tous les intellectuels qui sont persécutés et bridés; "commerçants", tous les éléments persécutés et bridés de la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire de la moyenne et petite bourgeoisie; "autres patriotes" désigne principalement les hobereaux éclairés. A son étape actuelle, la révolution chinoise est une révolution où tous ceux qu'on vient de mentionner s'unissent pour former un front uni contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, et dans laquelle le peuple travailleur constitue le corps principal. Par peuple travailleur, on entend tous les travailleurs manuels (tels que ouvriers, paysans, artisans) et les travailleurs intellectuels qui se rapprochent des premiers, et qui sont des exploités et non des exploiteurs. La révolution chinoise, à son étape actuelle, a pour but non pas d'abolir le capitalisme en général, mais de renverser la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique et d'établir une république de démocratie nouvelle des masses populaires, avec les travailleurs comme force principale.

Nous ne devons pas abandonner les hobereaux éclairés qui ont coopéré et continuent à coopérer aujourd'hui avec nous, qui approuvent

notre lutte contre les Etats-Unis et Tchiang Kaï-chek et qui approuvent aussi la réforme agraire. Prenons par exemple des hommes comme Lieou Chao-pai de la région frontière du Chansi-Soueiyuan et Li Ting-ming de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia[2]; ils nous ont donné un bon coup de main dans des moments difficiles pendant et après la Guerre de Résistance contre le Japon et, par la suite, ils n'ont pas entravé la réforme agraire ni combattu son application, nous devons par conséquent poursuivre à leur égard une politique d'union. Mais s'unir avec eux ne signifie pas les considérer comme une force qui détermine le caractère de la révolution chinoise. Ce qui détermine le caractère d'une révolution, c'est, d'une part, ses ennemis principaux et, d'autre part, les principales forces révolutionnaires. Actuellement, nos ennemis principaux sont l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, alors que les forces principales dans notre lutte contre ces ennemis sont tous les travailleurs manuels et intellectuels, qui constituent les 90 pour cent de la population du pays. Et ceci donne à notre révolution à son étape actuelle le caractère d'une révolution de démocratie nouvelle, une révolution démocratique populaire, différente d'une révolution socialiste telle que la Révolution d'Octobre.

Dans la bourgeoisie nationale, un petit nombre d'éléments de droite attachés à l'impérialisme, au féodalisme et au capitalisme bureaucratique et opposés à la révolution démocratique populaire sont aussi des ennemis de la révolution, tandis que les éléments de gauche, attachés au peuple travailleur et opposés aux réactionnaires, ainsi que le petit nombre de hobereaux éclairés qui se sont détachés de la classe féodale sont aussi des révolutionnaires. Mais les premiers ne sont pas plus la force principale de l'ennemi que les seconds ne sont la force principale des révolutionnaires. Ni les uns ni les autres ne peuvent déterminer le caractère de la révolution. La bourgeoisie nationale est une classe politiquement très faible et fort hésitante. Mais la plupart de ses membres, du fait qu'ils sont persécutés et bridés par l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, peuvent ou se joindre à la révolution démocratique populaire ou adopter une position neutre. Ils sont une partie des larges masses populaires, mais ne constituent ni leur corps principal, ni une force qui détermine le caractère de la révolution. Cependant, comme ils présentent une im-

---

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

portance économique et peuvent ou se joindre à la lutte contre les Etats-Unis et Tchiang Kaï-chek ou rester neutres dans cette lutte, il nous est possible et nécessaire de les unir à nous. Avant la naissance du Parti communiste chinois, le Kuomintang, sous la direction de Sun Yat-sen, représentait la bourgeoisie nationale et jouait le rôle dirigeant dans la révolution chinoise de cette époque (révolution démocratique inconséquente de type ancien). Mais dès que le Parti communiste chinois fut né et eut prouvé ses capacités, le Kuomintang ne fut plus à même d'assumer la direction de la révolution chinoise (révolution de démocratie nouvelle). La bourgeoisie nationale se joignit au mouvement révolutionnaire des années 1924-1927[3], puis, durant les années 1927-1931 (avant l'Incident du 18 Septembre 1931), une bonne partie de ses éléments se rallia à la réaction dirigée par Tchiang Kaï-chek. Mais ce n'est absolument pas une raison de dire que durant cette période nous ne devions pas chercher à rallier à notre cause la bourgeoisie nationale sur le terrain politique, et à la protéger sur le terrain économique, ou que notre politique ultra-gauchiste d'alors à l'égard de la bourgeoisie nationale n'était pas une politique aventuriste. Au contraire, durant cette période, nous aurions quand même dû appliquer la politique de protéger la bourgeoisie nationale et de la rallier à notre cause pour nous permettre de concentrer nos efforts dans la lutte contre nos ennemis principaux. Pendant la Guerre de Résistance, la bourgeoisie nationale a pris part à la guerre tout en hésitant entre le Kuomintang et le Parti communiste. A l'étape actuelle, la majorité de cette classe éprouve une haine croissante pour les Etats-Unis et Tchiang Kaï-chek; ses éléments de gauche se rattachent au Parti communiste, et ses éléments de droite au Kuomintang, tandis que ceux du centre, restant dans l'expectative, hésitent entre les deux partis. Dans ces circonstances, il nous est nécessaire et possible de gagner la majorité de la bourgeoisie nationale et d'isoler sa minorité. Pour atteindre ce but, nous devons agir avec circonspection dans ce qui touche à la position économique de cette classe et adopter en principe une politique générale de protection. Sinon, nous commettrions des erreurs politiques.

Les hobereaux éclairés représentent le petit nombre de gens qui ont une tendance démocratique dans les classes des propriétaires fonciers et des paysans riches. Des contradictions les opposent au capitalisme bureaucratique et à l'impérialisme et, jusqu'à un certain point, également aux propriétaires fonciers féodaux et aux paysans riches. Nous nous unissons avec eux non qu'ils constituent une

grande force politique, ni même parce qu'ils ont quelque importance économique (les terres qu'ils détiennent selon le système féodal devant être remises avec leur consentement aux paysans pour être distribuées), mais parce que politiquement ils nous ont donné un bon coup de main durant la Guerre de Résistance contre le Japon et la lutte contre les Etats-Unis et Tchiang Kaï-chek. Durant la période de la réforme agraire, l'approbation d'un petit nombre de hobereaux éclairés serait profitable à la réforme agraire dans tout le pays, et en particulier, nous aiderait à gagner les intellectuels (les intellectuels chinois sont issus pour la plupart de familles de propriétaires fonciers ou de paysans riches), la bourgeoisie nationale (les membres de la bourgeoisie nationale chinoise ont pour la plupart des attaches avec la terre) et les hobereaux éclairés de tout le pays (qui sont au nombre de plusieurs centaines de mille), et à isoler l'ennemi principal de la révolution chinoise, la clique réactionnaire de Tchiang Kaï-chek. C'est précisément parce que les hobereaux éclairés peuvent jouer ce rôle et qu'ils font aussi partie du front uni révolutionnaire contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique que la question de nous unir avec eux doit être une de nos préoccupations. Dans la période de la Guerre de Résistance, ce que nous demandions aux hobereaux éclairés, c'était d'être pour la résistance au Japon, la démocratie (ne pas s'opposer au Parti communiste) et la réduction des fermages et du taux d'intérêt; à l'étape actuelle, ce que nous leur demandons, c'est d'être pour la lutte contre les Etats-Unis et Tchiang Kaï-chek, d'être pour la démocratie (ne pas s'opposer au Parti communiste) et la réforme agraire. S'ils peuvent répondre à ces exigences, nous devons nous unir avec eux sans exception, tout en les éduquant en même temps.

NOTES

[1] Voir le premier des huit principes politiques énumérés dans le "Manifeste de l'Armée populaire de Libération de Chine", p. 154 du présent tome.

[2] Licou Chao-pai, hobereau éclairé de la région frontière du Chansi-Souciyuan, avait été élu vice-président du Conseil consultatif provisoire de la Région frontière du Chansi-Souciyuan. Li Ting-ming, hobereau éclairé du Chensi du Nord, avait été élu vice-président du Gouvernement de la Région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia.

[3] Voir "La Situation et notre politique après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon", note 10, p. 21 du présent tome.

SUR LA GRANDE VICTOIRE DANS LE NORD-OUEST ET LE MOUVEMENT D'EDUCATION IDEOLOGIQUE DE TYPE NOUVEAU DANS L'ARMEE DE LIBERATION*

(7 mars 1948)

Commentant la grande victoire que vient de remporter l'Armée populaire de Libération du Nord-Ouest, un porte-parole du Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération a déclaré: Cette victoire a changé la situation dans le Nord-Ouest et aura des répercussions sur la situation dans les Plaines centrales. Elle a prouvé que l'Armée populaire de Libération peut se rendre invincible en poursuivant le mouvement d'éducation idéologique de type nouveau dont les méthodes sont "l'expression des griefs" et "les trois vérifications".

Le porte-parole a dit: Lors de cette campagne, l'Armée populaire de Libération du Nord-Ouest a encerclé par surprise une brigade ennemie à Yitchouan. Hou Tsong-nan a alors ordonné à Lieou Kan, commandant de son 29e corps d'armée, de se porter, de la ligne Louotchouan-Yikiun, au secours de la ville, avec 4 brigades appartenant à 2 divisions réorganisées, c'est-à-dire les 31e et 47e brigades de la 27e division réorganisée et les 53e et 61e brigades de la 90e division réorganisée, soit au total plus de 24.000 hommes; ces brigades sont parvenues au sud-ouest de Yitchouan le 28 février. L'Armée populaire de Libération du Nord-Ouest a déclenché une bataille d'anéantissement et, en trente heures de combats, les 29 février et 1er mars, elle a détruit complètement ces renforts, sans laisser personne échapper du filet. Plus de 18.000 hommes ont été faits prisonniers, plus de 5.000 tués ou blessés; Lieou Kan lui-même, Yen Ming, commandant de la 90e division et d'autres officiers ont été tués. Le

3 mars, nous avons pris Yitchouan, détruisant encore une unité de plus de 5.000 hommes, la 24e brigade de la 76e division réorganisée, qui défendait la ville. Au cours de cette campagne, l'ennemi a perdu un quartier général de corps d'armée, 2 quartiers généraux de division et 5 brigades, au total 30.000 hommes. C'est notre première grande victoire sur le théâtre d'opérations du Nord-Ouest.

Analysant la situation sur ce théâtre d'opérations, le porte-parole a déclaré: Des 28 brigades de "l'Armée centrale"[1] placées sous les ordres directs de Hou Tsong-nan, 8 appartenaient à ses 3 divisions d'élite, les 1ère, 36e et 90e divisions réorganisées. Parmi ces troupes, la 1ère brigade de la 1ère division réorganisée avait déjà été détruite une première fois en septembre 1946 à Fouchan, dans le Chansi du Sud; l'année dernière, en mai, le gros de la 167e brigade de la même division avait subi le même sort au bourg de Panlong, dans le Chensi du Nord et, la même année, en août, les 123e et 165e brigades de la 36e division réorganisée avaient été à leur tour détruites une première fois à Chakiatien, district de Mitche, dans le Chensi du Nord; cette fois-ci, c'est la 90e division réorganisée qui a été complètement anéantie. Parmi les forces principales qui restent encore à Hou Tsong-nan, seules la 78e brigade de la 1ère division réorganisée et la 28e brigade de la 36e division réorganisée n'ont pas encore subi de coups destruc-

---

* Texte d'un commentaire rédigé par le camarade Mao Tsé-toung pour le porte-parole du Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération de Chine. A l'époque, l'offensive ennemie sur le théâtre d'opérations du Nord-Ouest avait déjà été brisée et notre armée était passée à son tour à l'offensive. Ce commentaire analysait la situation dans le Nord-Ouest et esquissait celle qui se présentait sur les autres théâtres d'opérations du pays. L'élément le plus important de ce commentaire, c'est qu'il faisait ressortir la grande portée du mouvement d'éducation idéologique de type nouveau dans l'armée, mené au moyen des méthodes de "l'expression des griefs" et des "trois vérifications". Ce mouvement d'un type nouveau constituait un développement important du travail politique et du mouvement démocratique au sein de l'Armée populaire de Libération. C'était le reflet, dans l'armée, du mouvement pour la réforme agraire et du mouvement pour la consolidation du Parti, qui battaient alors leur plein dans toutes les régions libérées. Ce mouvement accrut considérablement la conscience politique, la discipline et la capacité de combat de tous les officiers et soldats. D'autre part, il contribua de la façon la plus efficace à accélérer la transformation, en grand nombre, des soldats du Kuomintang faits prisonniers en combattants de l'Armée de Libération, et il joua un rôle important dans la consolidation et l'accroissement de l'Armée populaire de Libération et dans ses victoires sur le champ de bataille. A propos de l'importance de ce mouvement, voir "Le Mouvement démocratique dans l'armée", pp. 197-198, "Discours prononcé à une conférence des cadres de la région libérée du Chansi-Soueiyuan", pp. 237-251, et "Circulaire du Comité central du Parti communiste chinois sur la réunion de septembre", pp. 283-292 du présent tome.

teurs. On peut donc dire que l'Armée de Hou Tsong-nan est pratiquement dépourvue d'unités d'élite. Après la bataille d'anéantissement de Yitchouan, il ne reste, des 28 brigades régulières placées directement sous les ordres de Hou Tsong-nan, que 23 brigades, réparties dans les régions suivantes: à Linfen dans le Chansi du Sud, une brigade qui est condamnée; à la frontière Chensi-Honan et le long de la ligne Louoyang-Tongkouan, 9 brigades qui font face à notre armée de campagne commandée par Tchen Keng et Sié Fou-tche; dans le Chensi du Sud, une brigade qui surveille la région de Hantchong[2]; les 12 autres brigades sont réparties le long des voies de communication en forme de T reliant Tongkouan à Paoki et Hsien-yang à Yenan. Parmi ces dernières, 3 sont des "brigades retirées du front[3]" entièrement formées de nouvelles recrues, 2 ont été récemment reconstituées après avoir été complètement détruites par notre armée, 2 autres ont essuyé des coups écrasants de notre part et 5 ont reçu relativement peu de coups. On peut en déduire que ces troupes sont non seulement très affaiblies, mais encore occupées pour la plupart à un service de garnison. A l'Armée de Hou Tsong-nan, il faut ajouter 2 brigades, sous les ordres de Teng Pao-chan, qui défendent Yulin, et 9 autres, commandées par Ma Hong-kouei de la province du Ninghsia et Ma Pou-fang de la province du Tsinghai, qui sont réparties dans les régions de Sanpien et de Longtong[4]. Les troupes régulières mentionnées ci-dessus, placées respectivement sous les ordres de Hou Tsong-nan, Teng Pao-chan, Ma Hong-kouei et Ma Pou-fang, y compris les unités reconstituées après avoir été anéanties une ou deux fois, totalisent maintenant 34 brigades.

Telle est la situation de l'ennemi dans le Nord-Ouest. Pour revenir aux brigades disposées sur les voies de communication en forme de T, des 5 qui ont reçu relativement peu de coups, 2 sont bloquées à Yenan et 3 se trouvent dans la région du Grand Kouantchong[5]. Les autres sont pour la plupart des unités nouvellement reconstituées et, pour quelques-unes d'entre elles, des unités qui ont essuyé des coups écrasants. En d'autres termes, les forces ennemies dans toute la région du Grand Kouantchong et en particulier dans la province du Kansou sont très affaiblies; elles sont incapables d'arrêter l'offensive de l'Armée populaire de Libération. Cette situation ne peut manquer d'affecter quelques-unes des dispositions de l'armée de Tchiang Kaï-chek sur le front sud, avant tout ses dispositions sur la frontière Honan-Chensi face à notre armée de campagne commandée par Tchen Keng et Sié Fou-tche. Dans sa poussée actuelle vers le sud, l'Armée

populaire de Libération du Nord-Ouest a remporté la victoire dès qu'elle a déployé son drapeau et s'est acquis une renommée retentissante, ce qui a changé le rapport de force entre l'ennemi et nous dans le Nord-Ouest; désormais, elle combattra avec encore plus d'efficacité, en coordination avec les troupes de l'Armée populaire de Libération opérant sur les théâtres de guerre du front sud.

Le porte-parole a dit: Depuis l'été et l'automne derniers, nos 3 armées de campagne, commandées respectivement par Lieou Po-tcheng et Teng Siao-ping, par Tchen Yi et Sou Yu, et par Tchen Keng et Sié Fou-tche, ont avancé vers le sud après avoir traversé le fleuve Jaune et ont parcouru en tous sens les territoires situés entre le Yangtsé, le Houaiho, le fleuve Jaune et la rivière Hanchouei; elles ont anéanti d'importantes troupes ennemies, ont manœuvré, en les attirant autour d'elles, environ 90 des 160 et quelques brigades dont Tchiang Kaï-chek disposait sur le front sud, ont réduit ses armées à une position passive et joué ainsi un rôle stratégique décisif, aux acclamations du peuple tout entier[6]. Durant son offensive d'hiver, notre Armée de Campagne du Nord-Est, bravant un froid rigoureux de 30° au-dessous de zéro, a anéanti une grande partie des troupes ennemies, s'est emparée successivement de villes importantes et s'est acquis une renommée retentissante dans tout le pays[7]. Après avoir anéanti l'année passée de nombreuses troupes ennemies au cours de batailles héroïques[8], nos armées de campagne dans la région du Chansi-Tchahar-Hopei, dans le Chantong, le Kiangsou du Nord et la région du Chansi-Hopei-Chantong-Honan ont terminé leur tâche d'instruction et de consolidation de l'hiver dernier et elles lanceront bientôt leur offensive de printemps[9]. L'examen de l'ensemble de la situation prouve la vérité suivante: Tant que nous combattrons résolument le conservatisme et la peur de l'ennemi et des difficultés, tant que nous suivrons la ligne stratégique générale établie par le Comité central du Parti et sa directive sur les dix grands principes militaires[10], nous pourrons déployer nos offensives, anéantir les troupes ennemies en quantité et infliger aux forces de la bande de Tchiang Kaï-chek de tels coups qu'elles ne pourront y parer que momentanément, sans être en état de prendre leur revanche, ou même qu'elles seront incapables d'y parer et seront complètement anéanties l'une après l'autre.

Le porte-parole a souligné: La puissance de combat de notre Armée de Campagne du Nord-Ouest est bien plus grande qu'à aucun moment de l'année dernière[11]. Dans les combats de l'an dernier, l'Armée de Campagne du Nord-Ouest pouvait anéantir au plus 2

brigades ennemies à la fois, alors que maintenant, au cours de la bataille de Yitchouan, elle a été capable d'anéantir 5 brigades d'un seul coup. Si cette victoire a été aussi éclatante, c'est pour de nombreuses raisons; notons le commandement à la fois ferme et souple de nos camarades dirigeants au front, le soutien énergique de nos camarades dirigeants et des larges masses de l'arrière, l'isolement relatif des troupes ennemies et un terrain qui nous était favorable. Cependant, la raison la plus digne d'attention, c'est le mouvement d'éducation idéologique de type nouveau dans l'armée, poursuivi pendant plus de deux mois l'hiver dernier au moyen de "l'expression des griefs" et des "trois vérifications". En conduisant correctement le mouvement de l'expression des griefs (dénonciation des souffrances infligées aux masses laborieuses par l'ancienne société et par les réactionnaires) et des trois vérifications (relatives à l'appartenance de classe, à l'accomplissement du travail et à la volonté de combat), on a développé considérablement la conscience politique des commandants et des combattants de toute l'armée dans leur lutte pour l'émancipation des masses laborieuses exploitées, pour l'accomplissement de la réforme agraire dans tout le pays et pour l'anéantissement de l'ennemi de tout le peuple, la bande de Tchiang Kaï-chek. En même temps, ce mouvement a considérablement renforcé l'étroite cohésion de tous les commandants et combattants sous la direction du Parti communiste. Sur cette base, l'armée a assaini encore davantage ses rangs, elle a raffermi la discipline, donné essor à un mouvement de masse pour l'instruction militaire et continué à développer, sous une direction judicieuse et en bon ordre, sa démocratie politique, économique et militaire. Aussi l'armée est-elle aujourd'hui unie comme un seul homme, chacun apportant sa part d'idées et d'énergie; elle ne craint aucun sacrifice, elle sait surmonter les difficultés matérielles et fait preuve d'intrépidité et d'héroïsme collectifs dans la destruction de l'ennemi. Une telle armée sera invincible.

Le porte-parole a dit: Ce n'est pas seulement dans le Nord-Ouest que ce mouvement d'éducation idéologique de type nouveau dans l'armée a été entrepris, il l'a été ou il l'est dans toute l'Armée populaire de Libération. Effectué dans les intervalles des batailles, il n'entrave pas les opérations militaires. Il est lié au mouvement pour la consolidation du Parti et au mouvement de réforme agraire développés en ce moment de façon correcte par notre Parti; il est coordonné à notre politique juste qui consiste à limiter le secteur de

l'attaque en combattant seulement l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, et en interdisant rigoureusement de frapper et de tuer sans discrimination (moins on tue, mieux cela vaut), ainsi qu'à nous unir résolument avec les masses populaires, qui représentent plus de 90 pour cent de la population du pays; il est coordonné enfin à l'application de la politique juste de notre Parti pour les villes, à la politique visant à protéger et à développer fermement l'industrie et le commerce de la bourgeoisie nationale. Ainsi, il ne peut que donner à l'Armée populaire de Libération une puissance invincible. Quels que soient les efforts que feront la bande de Tchiang Kaï-chek et ses maîtres, les impérialistes américains, contre la grande lutte du peuple chinois pour la révolution démocratique, la victoire sera certainement à nous.

NOTES

[1] Nom donné par le groupe de Tchiang Kaï-chek aux troupes qui lui sont les plus fidèles.

[2] Il s'agit du bassin situé dans le sud du Chensi et du Kansou, entre les deux chaines montagneuses de Tsinling et de Pachan.

[3] Brigades du Kuomintang détruites en grande partie sur le front par l'Armée populaire de Libération de Chine et qui étaient transférées à l'arrière pour être complétées tout en gardant leur ancien numéro matricule.

[4] Sanpien désigne une région sur la frontière nord-ouest de la province du Chensi, et Longtong, la partie orientale de la province du Kansou. Sanpien et Longtong étaient alors des préfectures de la région libérée du Chensi-Kansou-Ninghsia.

[5] Cette région couvre le Chensi central.

[6] Dès le 30 juin 1947, sept colonnes de l'Armée de Campagne du Chansi-Hopei-Chantong-Honan, conduite par Lieou Po-tcheng, Teng Siao-ping et d'autres camarades, forcèrent le passage du fleuve Jaune et avancèrent en direction du mont Tapié, inaugurant ainsi l'offensive stratégique de l'Armée populaire de Libération. Vers la fin de mars 1948, des troupes ennemies s'élevant à plus de 100.000 hommes avaient été anéanties et des bases établies sur la frontière Houpei-Honan, dans l'Anhouei de l'Ouest, dans la région montagneuse de Tongpai et dans les plaines entre le Yangtsé et la rivière Hanchouei. Après avoir brisé l'attaque concentrée de l'ennemi dans la province du Chantong en août 1947, huit colonnes de l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est conduite par Tchen Yi, Sou Yu et d'autres camarades déferlèrent dans le Chantong du Sud-Ouest et dans la région frontière du Honan-Anhouei-Kiangsou; elles anéantirent des troupes ennemies s'élevant à plus de 100.000 hommes, étendirent la région libérée du Honan-Anhouei-Kiangsou et isolèrent les centres stratégiques ennemis de Kaifeng et de Tchengtcheou. Deux colonnes et un corps du Groupe d'Armées de Taiyué, de la région du Chansi-

Hopei-Chantong-Honan, commandé par Tchen Keng, Sié Fou-tche et d'autres camarades, forcèrent le passage du fleuve Jaune dans le Chansi du Sud en août 1947, pénétrèrent dans le Honan de l'Ouest, détruisirent des troupes ennemies s'élevant à plus de 40.000 hommes et établirent des bases sur la frontière Honan-Chensi-Houpei et dans le Chensi du Sud, isolant complètement Louoyang, centre stratégique de l'ennemi dans le Honan de l'Ouest et menaçant Tongkouan.

[7] Du 15 décembre 1947 au 15 mars 1948, au cours de quatre-vingt-dix jours de combats ininterrompus, 10 colonnes et 12 divisions indépendantes de l'Armée de Campagne du Nord-Est, conduite par Lin Piao, Louo Jong-houan et d'autres camarades, déclenchèrent une offensive d'hiver d'une envergure sans précédent le long de la section Seping-Tachekiao du chemin de fer chinois de Tchangtchouen et le long de la section Chanhaikouan-Chenyang de la ligne Peiping-Liaoning; elles anéantirent des troupes ennemies s'élevant à plus de 156.000 hommes et s'emparèrent du centre stratégique puissamment fortifié de Seping et de dix-huit autres villes. Une division ennemie en garnison à Yingkeou se révolta et passa dans nos rangs. Les forces ennemies qui défendaient la ville de Kirin s'enfuirent vers Tchangtchouen. Après cet événement, il ne resta plus sous le contrôle de l'ennemi qu'un centième de la région du Nord-Est, et ses repaires dans les villes situées sur la ligne Tchangtchouen-Chenyang-Kintcheou furent isolés.

[8] Du début de septembre à la mi-novembre 1947, cinq colonnes de l'Armée de Campagne du Chansi-Tchahar-Hopei, conduite par Nié Jong-tchen et d'autres camarades, livrèrent successivement les batailles au nord de la rivière Tatsing et dans la région de Tsingfengtien et la bataille pour la libération de Chekiatchouang, infligeant à l'ennemi des pertes de près de 50.000 hommes et réunissant les régions libérées du Chansi-Tchahar-Hopei et du Chansi-Hopei-Chantong-Honan en un seul territoire. De septembre à décembre 1947, trois colonnes du Groupe d'Armées du Chantong appartenant à l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est et des forces armées locales firent la campagne de Kiaotong, sous les ordres de Hsiu Che-yeou, Tan Tchen-lin et d'autres camarades; elles anéantirent des forces ennemies s'élevant à plus de 63.000 hommes et reconquirent plus de 10 chefs-lieux de district; toute la situation dans la province du Chantong en fut changée. D'août à décembre 1947, des unités de l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est, dans le Kiangsou du Nord, livrèrent des batailles successives à Yentcheng, Lipao et ailleurs, qui coûtèrent à l'ennemi plus de 24.000 hommes; elles reprirent de vastes régions dans le Kiangsou du Nord. En décembre 1947, des unités de l'Armée de Campagne du Chansi-Hopei-Chantong-Honan, conduite par Siu Hsiang-tsien et d'autres camarades, attaquèrent et prirent Yuntcheng en coordination avec des unités de l'Armée de Campagne du Nord-Ouest; l'ennemi perdit plus de 13.000 hommes; toutes ses forces dans le Chansi du Sud-Ouest furent anéanties, et les troupes ennemies à Linfen se trouvèrent isolées.

[9] Au printemps 1948, à la suite d'une période d'instruction et de consolidation au cours de l'hiver, les armées de campagne de l'Armée populaire de Libération déclenchèrent les unes après les autres leur offensive de printemps. De mars à mai, l'Armée de Campagne du Chansi-Tchahar-Hopei et des unités des Armées de Campagne du Chansi-Hopei-Chantong-Honan et du Chansi-Soueiyuan menèrent des campagnes dans le Tchahar du Sud, le Souciyuan de l'Est et la région de Linfen, infligeant à l'ennemi des pertes de plus de 43.000 hommes et reprenant de vastes territoires. Du 8 mars au 29 mai, des unités des Armées de Campagne des Plaines centrales et de la Chine de l'Est livrèrent successivement des batailles à Louoyang, à Songho, à l'ouest et à l'est de Nanyang; l'ennemi perdit plus de 56.000 hommes, son système de défense dans les Plaines centrales fut brisé et la région libérée y fut

élargie et renforcée. Du 11 mars au 8 mai, le Groupe d'Armées du Chantong de l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est livra, d'abord sur la section ouest de la voie ferrée Tsingtao-Tsinan, ensuite à Weihsien, des batailles qui coûtèrent à l'ennemi plus de 84.000 hommes. Ainsi, la province du Chantong fut libérée, à l'exception de quelques points d'appui tels que Tsinan, Tsingtao, Linyi et Yentcheou, qui restèrent aux mains du Kuomintang. En mars, les armées du Kiangsou du Nord remportèrent une victoire à Yilin.

[10] Sur les dix grands principes militaires, voir "La Situation actuelle et nos tâches", section III, pp. 165-168 du présent tome.

[11] Les forces principales engagées par l'Armée de Campagne du Nord-Ouest, sous les ordres de Peng Teh-houai, Ho Long, Si Tchong-hsiun et d'autres camarades, dans les combats du Chensi du Nord, en été 1947, consistaient en 2 colonnes et 2 brigades, totalisant plus de 25.000 hommes. Au printemps 1948, elles étaient passées à 5 colonnes, totalisant plus de 75.000 hommes. Trempées par une année de combats et par le mouvement d'éducation idéologique de type nouveau mené dans l'armée en hiver 1947, les larges masses d'officiers et de soldats élevèrent leur conscience politique et la puissance de combat de leurs unités à un niveau sans précédent. Ainsi se trouvèrent réalisées les conditions qui permirent à l'Armée de Campagne du Nord-Ouest d'entreprendre des opérations à l'extérieur des lignes en mars 1948. A la suite de la grande victoire de Yitchouan, elle déclencha le 12 avril une campagne dans le Sifou (région située à l'ouest de Sian, entre les rivières Kingchouei et Weichouei) et le Kansou de l'Est, pénétra dans la vaste région entre les rivières Kingchouei et Weichouei, coupa la grande route Sian-Lantcheou et reprit Yenan le 22 avril.

CIRCULAIRE SUR LA SITUATION*

(20 mars 1948)

1. Pendant ces derniers mois, le Comité central a consacré tous ses efforts à résoudre, dans de nouvelles conditions, les problèmes concernant la politique et la tactique spécifiques pour la réforme agraire, l'industrie et le commerce, le front uni, la consolidation du Parti, le travail dans les nouvelles régions libérées, ainsi qu'à combattre les déviations de droite et "de gauche" à l'intérieur du Parti, principalement les déviations "de gauche". L'histoire de notre Parti montre que des déviations de droite risquaient de se produire lorsque notre Parti formait un front uni avec le Kuomintang, et que des déviations "de gauche" risquaient d'apparaître lorsqu'il y avait rupture entre notre Parti et le Kuomintang. Actuellement, les déviations "de gauche" consistent principalement à empiéter sur les intérêts des paysans moyens; à porter préjudice aux intérêts de la bourgeoisie nationale; à mettre uniquement l'accent, dans le mouvement ouvrier, sur les intérêts immédiats des travailleurs; à ne point faire de distinctions dans la manière de traiter les propriétaires fonciers et les paysans riches, ni dans la manière de traiter les grands, les moyens et les petits propriétaires fonciers, ni dans celle de traiter les propriétaires fonciers qui sont des tyrans locaux et ceux qui ne le sont pas; à ne pas laisser aux propriétaires fonciers les moyens indispensables pour gagner leur vie, ainsi que l'exige le principe de la répartition égale des terres; à dépasser certaines limites prescrites par notre politique dans la lutte pour réprimer la contre-révolution; à repousser les partis politiques représentant la bourgeoisie nationale; à repousser les hobereaux éclairés; à négliger l'importance tactique qu'il y a à restreindre le secteur de notre attaque dans les nouvelles régions libérées (c'est-à-dire à négliger de neutraliser les paysans riches ainsi que les petits propriétaires fonciers); et enfin à manquer de patience dans l'accomplissement méthodique du travail. De telles déviations "de gauche" se sont manifestées depuis deux ans environ à des degrés

différents, dans toutes les régions libérées, et ont dégénéré parfois en de dangereuses tendances aventuristes. Par bonheur, il n'est pas très difficile de les corriger; elles ont été corrigées dans l'ensemble durant ces derniers mois, ou sont en train de l'être. Cependant, il faut que les dirigeants à tous les échelons agissent énergiquement pour que les déviations de ce genre puissent être entièrement corrigées. Les déviations de droite consistent principalement à surestimer la force de l'ennemi, à se laisser impressionner par l'ampleur de l'aide que les Etats-Unis accordent à Tchiang Kaï-chek, à se sentir un peu las de la guerre qui traîne en longueur, à éprouver certains doutes quant à la puissance des forces démocratiques mondiales, à ne pas oser mobiliser sans réserve les masses pour liquider le système féodal et à rester indifférent aux impuretés qui apparaissent au sein du Parti dans la composition de classe et le style de travail. Cependant, ces déviations de droite ne sont pas actuellement les plus importantes, et elles ne sont pas difficiles à corriger non plus. Pendant ces derniers mois, notre Parti a obtenu des succès dans la guerre, la réforme agraire, la consolidation du Parti, l'éducation idéologique de l'armée, le développement des nouvelles régions libérées, et le ralliement des partis démocratiques à notre cause, et il a surtout corrigé ou est en train de corriger les déviations qui se sont produites dans ces domaines, ce qui permettra à tout le mouvement révolutionnaire chinois de s'engager dans la voie d'un sain développement. C'est seulement lorsque toute la politique et toutes les tactiques du Parti seront fixées avec justesse que la révolution chinoise pourra triompher. Politique et tactique sont la vie même du Parti; les camarades dirigeants à tous les échelons doivent leur accorder la plus grande attention, et ne doivent jamais se montrer négligents à cet égard.

2. Certaines personnalités démocrates avaient cru qu'une prétendue troisième voie[1] était encore possible et avaient pris une position intermédiaire entre le Kuomintang et le Parti communiste, parce qu'elles conservaient des illusions sur les Etats-Unis et Tchiang Kaï-chek et qu'elles se demandaient avec scepticisme si notre Parti et le peuple auraient assez de force pour vaincre tous les ennemis de l'in-

---

* Circulaire à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois. Après avoir émis cette circulaire, le Comité central se transporta de la région frontière du Chensi-Kansou-Ninghsia dans la région libérée du Chansi-Tchahar-Hopei, en passant par celle du Chansi-Souciyuan, et il arriva en mai 1948 au village de Sipaipo, district de Pingchan, dans l'ouest de la province du Hopei.

térieur et de l'extérieur; elles se sont trouvées dans une position passive devant la soudaine offensive du Kuomintang; finalement, en janvier 1948, elles ont accepté les mots d'ordre de notre Parti et se sont prononcées contre Tchiang Kaï-chek et les Etats-Unis, et pour l'alliance avec le Parti communiste et l'Union soviétique[2]. Nous devons adopter une politique d'union vis-à-vis de ces personnes, tout en critiquant comme il convient leurs vues erronées. Dans l'avenir, lors de la formation du Gouvernement populaire central, il sera nécessaire et utile d'inviter certaines d'entre elles à faire partie du gouvernement. Ces personnes ont ceci de caractéristique qu'elles n'ont jamais voulu avoir des contacts avec les masses laborieuses; d'ailleurs, habituées à vivre dans les grandes villes, elles ne se décident pas facilement à venir dans les régions libérées. Pourtant, la base sociale qu'elles représentent, la bourgeoisie nationale, a une importance qu'on ne saurait ignorer. C'est pourquoi il est nécessaire de les gagner à notre cause. Il est à prévoir que lorsque nous aurons remporté de plus grandes victoires et pris un certain nombre de villes comme Chenyang, Peiping et Tientsin, et que la victoire du Parti communiste sur le Kuomintang sera devenue absolument évidente, ces personnes consentiront sans doute à venir collaborer avec nous dans les régions libérées, si elles sont invitées à faire partie du Gouvernement populaire central.

3. Nous n'envisageons pas de constituer cette année le Gouvernement populaire central, le moment n'étant pas encore venu. Quand la pseudo-Assemblée nationale aura élu cette année Tchiang Kaï-chek à la présidence de la République[3] et que celui-ci se sera encore plus complètement discrédité, lorsque nous aurons remporté des victoires plus grandes encore et étendu davantage nos territoires, de préférence après la prise d'une ou deux des plus grandes villes du pays, et lorsque la Chine du Nord-Est, la Chine du Nord, le Chantong, le Kiangsou du Nord, le Honan, le Houpei et l'Anhouei auront été fondus en une seule région continue, il sera indispensable de constituer le Gouvernement populaire central. Ce sera probablement en 1949. Pour le moment, nous sommes en train de réaliser l'unification des régions libérées du Chansi-Tchahar-Hopei, du Chansi-Hopei-Chantong-Honan et de Pohai dans le Chantong, pour les placer sous la direction d'un seul comité du Parti (le Bureau de la Chine du Nord), d'un seul gouvernement et d'un seul commandement militaire[4] (le rattachement de la région de Pohai peut être différé quelque temps). Ces trois régions comprennent les vastes territoires situés au nord de la ligne

de chemin de fer Longhai, à l'ouest de la ligne Tientsin-Poukeou et du golfe de Pohai, à l'est de la ligne Tatong-Poutcheou et au sud de la ligne Peiping-Soueiyuan. Elles forment déjà un territoire d'un seul tenant avec une population de 50 millions d'habitants, et leur unification sera probablement achevée sous peu. Cela permettra de soutenir puissamment nos opérations sur le front sud, et de rendre disponibles un grand nombre de cadres pour les envoyer dans les nouvelles régions libérées. Le centre de la direction de cette région unifiée sera à Chekiatchouang[5]. Le Comité central se prépare également à se transporter dans la Chine du Nord où il fera fusion avec sa Commission de travail.

4. Nos forces sur le front sud – à savoir les 9 brigades des armées du Chantong, les 7 brigades des armées du Kiangsou du Nord, les 21 brigades des armées de la région située entre le fleuve Jaune et le Houaiho, les 10 brigades des armées de la région du Honan-Houpei-Chensi, les 19 brigades des armées de la région comprise entre le Yangtsé, le Houaiho et la rivière Hanchouei, les 12 brigades des armées de la Chine du Nord-Ouest et les 12 brigades des armées du Chansi du Sud et du Honan du Nord – ont toutes été, au cours de la période allant de décembre à fin février, mises au repos, instruites et consolidées, à l'exception des forces principales des armées de la région située entre le Yangtsé, le Houaiho et la rivière Hanchouei, placées sous les ordres de Lieou Po-tcheng et de Teng Siao-ping, qui, du fait que Pai Tchong-hsi a concentré ses troupes et attaqué le mont Tapié[6], ne purent envoyer qu'à la fin de février quelques-unes de leurs unités au nord du Houaiho pour y prendre du repos, y être instruites et consolidées. C'est la première fois que nos troupes ont été mises au repos, instruites et consolidées sur une aussi large échelle au cours de ces vingt derniers mois de combats. Nous avons adopté à cet effet les méthodes suivantes: l'expression des griefs des masses (dénonciation des souffrances infligées aux masses laborieuses par l'ancienne société et par les réactionnaires), les trois vérifications (relatives à l'appartenance de classe, à l'accomplissement du travail et à la volonté de combat) et l'instruction de masse (les officiers instruisant les soldats, les soldats instruisant les officiers et les soldats s'instruisant mutuellement). Par ces méthodes, nous avons développé une grande ardeur révolutionnaire chez les commandants et combattants de toute l'armée; rééduqué ou éliminé les éléments des classes des propriétaires fonciers et des paysans riches et autres mauvais éléments qui s'étaient infiltrés dans l'armée; renforcé la discipline; expliqué clairement les différen-

tes mesures politiques touchant la réforme agraire, et celles concernant l'industrie et le commerce ainsi que les intellectuels; nous avons développé le style démocratique de travail dans l'armée, et élevé le niveau de notre technique et de notre tactique militaires. Il en est résulté que notre armée a considérablement augmenté sa puissance de combat. A part une partie de nos troupes commandées par Lieou Po-tcheng et Teng Siao-ping qui se trouvent encore en période de repos, d'instruction et de consolidation, nos forces du front sud ont entrepris successivement de nouvelles opérations depuis la fin de février ou le début de mars; en l'espace de deux semaines, elles ont anéanti 9 brigades ennemies. Parmi nos troupes qui combattent sur le front nord, soit les 46 brigades des armées du Nord-Est, les 18 brigades des armées de la région du Chansi-Tchahar-Hopei et les 2 brigades des armées de la région du Chansi-Souciyuan, la plus grande partie a combattu tout l'hiver, alors que le reste était en période de repos, d'instruction et de consolidation. Profitant de ce que le fleuve Liaoho était gelé, nos armées du Nord-Est ont combattu l'ennemi pendant trois mois, anéanti 8 de ses brigades et en ont fait passer une dans nos rangs; elles ont enlevé d'assaut Tchangwou, Fakou, Sinlitouen, Liaoyang, Anchan, Yingkeou et Seping et repris Kirin. Maintenant, ces armées ont commencé leur période de repos, d'instruction et de consolidation. Au bout de cette période, elles attaqueront soit Tchangtchouen, soit les forces ennemies disposées le long du chemin de fer Peiping-Liaoning. Les armées de la région du Chansi-Tchahar-Hopei ont eu plus d'un mois de repos, d'instruction et de consolidation et se déplacent maintenant dans la direction de la ligne de chemin de fer Peiping-Souciyuan. Les armées de la région du Chansi-Souciyuan ont des effectifs moins importants, leur tâche essentielle consiste à immobiliser les troupes de Yen Si-chan. Somme toute, nous avons maintenant sur les fronts nord et sud 10 formations d'inégale importance, comprenant 50 colonnes de troupes régulières (dont chacune équivaut à une division réorganisée du Kuomintang) ou 156 brigades (dont chacune équivaut à une brigade réorganisée du Kuomintang), soit au total plus de 1.322.000 hommes, chaque brigade (3 régiments) comptant en moyenne 8.000 hommes. A cela il faut ajouter des troupes irrégulières s'élevant à plus de 1.168.000 hommes (dont 800.000 sont des troupes combattantes), comportant des formations et troupes locales, des détachements de partisans, des organismes et écoles militaires de l'arrière. Ainsi, l'ensemble de nos forces compte plus de 2.491.000 hommes. Or, en juillet 1946,

nous ne disposions encore que de 28 colonnes de troupes régulières ou 118 brigades, soit au total un peu plus de 612.000 hommes, chaque brigade (3 régiments) comptant en moyenne moins de 5.000 hommes. Avec l'appoint de plus de 665.000 hommes des troupes irrégulières, le total s'élevait à un peu plus de 1.278.000 hommes. On voit bien que nos forces ont grandi. Le nombre des brigades n'a pas beaucoup augmenté, mais les effectifs de chaque brigade se sont considérablement accrus. Après vingt mois de guerre, notre puissance de combat est aussi devenue bien plus grande.

5. De juillet 1946 à l'été 1947, l'armée régulière du Kuomintang se composait de 93 divisions, soit 248 brigades. Actuellement, elle a 104 divisions immatriculées, soit 279 brigades. Elles sont disposées comme suit: 29 divisions, soit 93 brigades, sont sur le front nord et totalisent environ 550.000 hommes (13 divisions, soit 45 brigades, sous les ordres de Wei Li-houang sont à Chenyang; 11 divisions, soit 33 brigades, sous les ordres de Fou Tsouo-yi à Peiping; 5 divisions, soit 15 brigades, sous les ordres de Yen Si-chan à Taiyuan). Sur le front sud se trouvent 66 divisions composées de 158 brigades et totalisant environ 1.060.000 hommes (38 divisions, soit 86 brigades, sous le commandement de Kou Tchou-tong à Tchengtcheou; 14 divisions, soit 33 brigades, sous les ordres de Pai Tchong-hsi à Kieoukiang; 14 divisions, soit 39 brigades, sous les ordres de Hou Tsong-nan à Sian). En deuxième ligne, il y a 9 divisions, soit 28 brigades, totalisant environ 196.000 hommes (4 divisions, soit 8 brigades, dans la région du Nord-Ouest, c'est-à-dire la région à l'ouest de Lantcheou; 4 divisions, soit 10 brigades, dans la région du Sud-Ouest, c'est-à-dire les provinces du Setchouan, Sikang, Yunnan et Koueitcheou; 8 brigades dans la région du Sud-Est, c'est-à-dire les provinces au sud du Yangtsé; enfin une division, soit 2 brigades, dans le Taïwan). La raison pour laquelle le nombre des unités immatriculées des troupes régulières du Kuomintang a augmenté est la suivante: Après que les troupes du Kuomintang eurent été anéanties en grand nombre et qu'elles eurent passé de l'offensive stratégique à la défensive stratégique, le Kuomintang ressentit vivement sa pénurie de troupes, il fit donc monter d'échelon ou réorganisa de nombreuses unités armées locales et troupes fantoches pour les incorporer dans ses armées régulières. C'est ainsi que sur le front nord 3 divisions composées de 14 brigades furent rattachées au commandement de Wei Li-houang, et 2 divisions composées de 6 brigades à celui de Fou Tsouo-yi; sur le front sud, 6 divisions, soit 9 brigades, furent rattachées au commandement de

Kou Tchou-tong, et 2 brigades à celui de Hou Tsong-nan. L'augmentation totale fut de 11 divisions, soit 31 brigades. Il s'ensuit que l'armée du Kuomintang a maintenant 104 divisions au lieu de 93, soit 279 brigades au lieu de 248. Mais, en premier lieu, les 6 divisions, soit 29 brigades, que nous avons anéanties ces derniers mois (jusqu'au 20 mars) n'existent plus que de nom, faute d'avoir eu le temps de se reconstituer ou d'effectuer leur complétement, et certaines d'entre elles ne pourront probablement jamais le faire. Par conséquent, à l'heure actuelle, l'armée du Kuomintang ne dispose plus en fait que de 98 divisions, composées de 250 brigades, soit une augmentation depuis l'été dernier de 5 divisions nominales et de 2 brigades réelles seulement. En second lieu, sur les 250 brigades qui existent réellement, 118 seulement n'ont pas reçu de coups écrasants. Les autres 132 brigades ont été une, deux ou même trois fois anéanties par notre armée, puis complétées à nouveau; ou bien elles ont reçu une, deux ou même trois fois des coups écrasants (anéantir une brigade signifie la détruire complètement ou en grande partie, alors que lui asséner un coup écrasant signifie détruire un de ses régiments ou davantage, mais non ses forces principales); leur moral a considérablement baissé et leur puissance de combat est bien affaiblie. Parmi les 118 brigades qui n'ont pas encore reçu de coups écrasants, certaines se composent de recrues ayant reçu une instruction en seconde ligne; d'autres sont des troupes locales et des troupes fantoches qui ont monté d'échelon ou ont été réorganisées; leur puissance de combat est très faible. En troisième lieu, les forces armées du Kuomintang ont diminué également en nombre. Avant juillet 1946, elles comptaient deux millions d'hommes des troupes régulières, 738.000 hommes des troupes irrégulières, 367.000 dans les unités spéciales, 190.000 dans la marine et l'aviation, et enfin 1.010.000 dans les services de l'Intendance et les écoles militaires, soit un total de 4.305.000 hommes. En février 1948, le Kuomintang avait 1.810.000 hommes des troupes régulières, 560.000 des troupes irrégulières, 280.000 dans les unités spéciales, 190.000 dans la marine et l'aviation et 810.000 dans les services de l'Intendance et les écoles militaires, soit un total de 3.650.000 hommes. Cela signifie une diminution de 655.000 hommes. Durant les 19 mois qui se sont écoulés de juillet 1946 à janvier 1948, notre armée a infligé aux troupes du Kuomintang des pertes s'élevant à 1.977.000 hommes (les statistiques pour février et la première moitié de mars ne sont pas encore à jour, mais le nombre sera approximativement de 180.000 hommes). En d'autres termes, le Kuomintang a perdu non seulement

plus d'un million d'hommes qu'il avait recrutés au cours de la guerre, mais encore une partie importante des troupes qu'il possédait à l'origine. Dans ces circonstances, le Kuomintang a adopté une politique à l'opposé de la nôtre: il s'est attaché non pas à donner à ses brigades leur effectif complet, mais à diminuer l'effectif de chaque brigade et à augmenter les numéros matricules de brigades. Alors qu'en 1946, une brigade du Kuomintang comprenait en moyenne quelque 8.000 hommes, elle n'en compte plus à présent que 6.500 environ. Désormais, les territoires occupés par notre armée ne cesseront de s'étendre et les ressources du Kuomintang en hommes et en vivres diminueront de jour en jour; nous estimons qu'au bout d'une année entière de combats, c'est-à-dire au printemps prochain, notre armée et celle du Kuomintang seront probablement à peu près égales en nombre. Notre ligne de conduite est d'avancer d'un pas ferme et de ne frapper qu'à coup sûr, sans chercher uniquement des résultats rapides; il nous suffirait d'anéantir en moyenne 8 brigades de l'armée régulière du Kuomintang par mois, donc environ 100 brigades par an. En fait, ce chiffre a été dépassé depuis l'automne dernier, et désormais il le sera sans doute dans une plus large mesure. Il est donc possible d'anéantir toutes les forces du Kuomintang en cinq ans environ (à compter de juillet 1946)[7].

6. Actuellement, dans deux secteurs sur les fronts nord et sud, l'ennemi possède encore des forces mobiles assez importantes pour mener des campagnes offensives, ce qui y met momentanément nos troupes dans une situation difficile. Le premier secteur se situe dans le mont Tapié, où l'ennemi possède approximativement 14 brigades mobiles. Le second est au nord du Houaiho, où l'ennemi a environ 12 brigades mobiles. Dans ces deux secteurs, les troupes du Kuomintang ont conservé l'initiative (elles ont conservé l'initiative dans le secteur au nord du Houaiho parce que nous avons retiré 9 brigades de nos troupes de campagne pour les envoyer au nord du fleuve Jaune afin de leur donner du repos, de les instruire et de les consolider, en vue de les engager dans d'autres secteurs). Les troupes ennemies sur tous les autres théâtres d'opérations sont réduites à une position passive et exposées à nos attaques. Les théâtres d'opérations dont la situation nous est particulièrement favorable sont le Nord-Est, le Chantong, le Nord-Ouest, le Kiangsou du Nord, la région du Chansi-Tchahar-Hopei, celle du Chansi-Hopei-Chantong-Honan, ainsi que les vastes territoires s'étendant à l'ouest de la ligne de chemin de fer Tchengtcheou-Hankeou, au nord du Yangtsé et au sud du fleuve Jaune.

NOTES

[1] Voir "La Situation actuelle et nos tâches", note 9, p. 182 du présent tome.

[2] En octobre 1947, le gouvernement réactionnaire du Kuomintang ordonna la dissolution de la Ligue démocratique. Sous la pression de la clique réactionnaire du Kuomintang, certains éléments hésitants de cette Ligue proclamèrent sa dissolution et l'arrêt de ses activités. A cette époque, d'autres partis démocratiques, persécutés eux aussi par la clique réactionnaire du Kuomintang, se trouvaient dans l'impossibilité d'agir ouvertement dans les régions contrôlées par le Kuomintang. En janvier 1948, Chen Kiun-jou et d'autres dirigeants de la Ligue démocratique convoquèrent une réunion à Hongkong et décidèrent de reconstituer l'organe dirigeant de la Ligue et de reprendre les activités de celle-ci. Le même mois, Li Tsi-chen et d'autres membres du groupe démocratique du Kuomintang formèrent à Hongkong le Comité révolutionnaire du Kuomintang. Ces deux groupements acceptèrent les points de vue du Parti communiste chinois concernant la situation d'alors, lancèrent un manifeste dans lequel ils se prononçaient pour l'alliance avec le Parti communiste et les autres partis démocratiques, pour le renversement du pouvoir dictatorial de Tchiang Kaï-chek et contre l'intervention armée des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la Chine. Les éléments hésitants de la Ligue démocratique acceptèrent alors également ces mots d'ordre.

[3] Les réactionnaires du Kuomintang tinrent à Nankin du 29 mars au 1er mai 1948 une pseudo-Assemblée nationale qui "élut" Tchiang Kaï-chek et Li Tsong-jen respectivement "président" et "vice-président de la République".

[4] En mai 1948, la région libérée du Chansi-Tchahar-Hopei et celle du Chansi-Hopei-Chantong-Honan fusionnèrent, et le Conseil administratif unifié de la Chine du Nord de même que la Région militaire de la Chine du Nord furent établis. En août de la même année, le Conseil administratif unifié de la Chine du Nord prit le nom de Gouvernement populaire de la Chine du Nord.

[5] Chekiatchouang, dans l'ouest de la province du Hopei, fut la première des villes importantes libérées par l'Armée populaire de Libération de la Chine du Nord.

[6] Pai Tchong-hsi commença l'attaque du mont Tapié en décembre 1947 avec 33 brigades.

[7] A l'époque, on estimait à cinq ans le temps requis pour anéantir toutes les forces du Kuomintang. Plus tard, le délai prévu fut ramené à trois ans et demi environ. Voir "Changement capital dans la situation militaire en Chine", pp. 301-303 du présent tome.

DISCOURS PRONONCE A UNE CONFERENCE DES CADRES DE LA REGION LIBEREE DU CHANSI-SOUEIYUAN

(1er avril 1948)

Camarades! Aujourd'hui, je voudrais vous parler principalement de quelques problèmes relatifs à notre travail dans la région libérée du Chansi-Soueiyuan, et puis de quelques problèmes concernant notre travail dans l'ensemble du pays.

I

A mon avis, le travail de réforme agraire et de consolidation du Parti effectué depuis une année dans la région dirigée par le Sous-bureau du Chansi-Soueiyuan du Comité central du Parti communiste chinois a été couronné de succès.

Ceci peut être considéré sous deux aspects. D'une part, l'organisation du Parti du Chansi-Soueiyuan a combattu des déviations de droite, elle a entraîné les masses dans la lutte, elle a achevé ou est en train d'achever le travail de réforme agraire et de consolidation du Parti parmi une population de deux millions et plusieurs centaines de milliers d'habitants sur un total d'un peu plus de trois millions d'habitants que compte la région. D'autre part, elle a corrigé quelques déviations "de gauche" survenues au cours de ces mouvements et, de ce fait, elle a engagé l'ensemble de son travail dans la voie d'un sain développement. Sous ces deux aspects, je considère le travail de réforme agraire et de consolidation du Parti dans la région libérée du Chansi-Soueiyuan comme un succès.

"Désormais", dit le peuple de la région libérée du Chansi-Soueiyuan, "personne n'osera plus se conduire en féodal, personne

n'osera plus malmener les gens, personne n'osera plus se livrer à la corruption." Telle est la conclusion qu'il tire de notre travail de réforme agraire et de consolidation du Parti. Quand il dit: "personne n'osera plus se conduire en féodal", il entend que, grâce à la lutte engagée sous notre direction, il a détruit ou est en train de détruire le système d'exploitation féodale dans les nouvelles régions libérées et ses derniers vestiges dans les régions libérées anciennes et semi-anciennes. Quand il dit: "personne n'osera plus malmener les gens, personne n'osera plus se livrer à la corruption", il fait allusion au phénomène grave que constituait l'existence d'un certain degré d'impureté dans la composition de classe ou dans le style de travail de nos organisations du Parti et de nos organismes gouvernementaux; nombre de mauvais éléments s'y étaient insinués; nombre d'individus avaient développé un style de travail bureaucratique, avaient abusé de leur pouvoir et malmené les gens, et avaient employé des méthodes coercitives et autoritaires dans l'exécution des tâches, suscitant par là le mécontentement des masses; ou encore ils s'étaient rendus coupables de corruption ou avaient porté atteinte aux intérêts des masses; cette situation a radicalement changé après une année de travail pour la réforme agraire et la consolidation du Parti.

Un des camarades ici présents m'a dit: "Ce qui était funeste pour nous est maintenant écarté, ce qui nous manquait jusqu'ici, nous l'avons maintenant." Par ce qui était funeste, il entendait le phénomène grave d'une certaine impureté dans la composition de classe ou dans le style de travail des organisations du Parti et des organismes gouvernementaux, et le mécontentement que cela provoquait parmi les masses. Ce phénomène a été complètement éliminé. Par ce qui nous manquait jusqu'ici, et que nous avons maintenant, il faisait allusion aux ligues de paysans pauvres, aux nouvelles unions paysannes, aux assemblées des représentants du peuple à l'échelon de l'arrondissement ou du village et à la nouvelle atmosphère qui prévaut à la campagne par suite de la réforme agraire et de la consolidation du Parti.

Je trouve que ces échos correspondent à la réalité.

Tel est le grand succès du travail de réforme agraire et de consolidation du Parti dans la région libérée du Chansi-Soueiyuan. C'est le premier aspect de notre succès. C'est seulement sur cette base que l'organisation du Parti du Chansi-Soueiyuan a pu accomplir en une année un immense travail au service de l'armée, pour soutenir la grande Guerre de Libération populaire. Sans les succès obtenus dans le

travail de réforme agraire et de consolidation du Parti, il aurait été difficile de mener à bien, sur le plan militaire, une tâche d'une telle ampleur.

D'autre part, l'organisation du Parti du Chansi-Soueiyuan a corrigé quelques déviations "de gauche" survenues au cours de son travail. Il y eut principalement trois déviations de cet ordre. Premièrement, dans de nombreux endroits, en déterminant l'appartenance de classe, on a mis à tort dans la catégorie des propriétaires fonciers ou des paysans riches de nombreux travailleurs qui n'ont pas pratiqué du tout l'exploitation féodale ou qui ne l'ont pratiquée que dans une faible mesure; de ce fait, on a eu tort de porter l'attaque sur un secteur trop large, oubliant ce principe stratégique des plus importants: nous pouvons et devons rallier à nous dans la réforme agraire environ 92 pour cent des familles ou environ 90 pour cent de la population des régions rurales, c'est-à-dire tout le peuple travailleur de la campagne, afin de constituer un front uni contre le système féodal. A présent, cette déviation est corrigée. En conséquence, la population est grandement rassurée et le front uni révolutionnaire est plus solide. Deuxièmement, au cours de la réforme agraire, on a empiété sur les intérêts des entreprises industrielles et commerciales appartenant aux propriétaires fonciers et aux paysans riches; au cours de la lutte pour déceler les agissements contre-révolutionnaires dans le domaine économique, on a dépassé les limites prescrites; en politique fiscale, on a porté préjudice à l'industrie et au commerce. Telles étaient les déviations "de gauche" à l'égard de l'industrie et du commerce. Maintenant, elles sont également corrigées, ce qui permet à l'industrie et au commerce de se relever et de se développer. Troisièmement, au cours de l'âpre lutte menée depuis une année pour réaliser la réforme agraire, l'organisation du Parti du Chansi-Soueiyuan n'a pas su s'en tenir fermement, sans équivoque, à la politique du Parti qui défend strictement de frapper et de tuer sans discrimination, de sorte qu'en certains endroits des propriétaires fonciers et des paysans riches ont été mis à mort pendant la réforme agraire sans que cela fût nécessaire, et les mauvais éléments de la campagne furent à même de profiter de la situation pour se venger en assassinant un certain nombre de travailleurs. Certes, nous considérons qu'il est absolument nécessaire et juste que soient condamnés à mort, par les tribunaux populaires et les autorités démocratiques, les grands criminels qui ont combattu de façon active et grave la révolution démocratique populaire et ont saboté la réforme agraire, c'est-à-dire les contre-

révolutionnaires et les tyrans locaux coupables des plus grands forfaits. Sans cela, l'ordre démocratique ne pourrait être institué. Mais il est défendu de mettre à mort de simples sous-ordres du Kuomintang, le commun des propriétaires fonciers et des paysans riches ou les individus dont la culpabilité est de moindre importance. En outre, il est interdit aux tribunaux populaires et aux autorités démocratiques d'user de violence physique dans l'interrogatoire des criminels. Les déviations de cet ordre qui se sont produites depuis un an dans la région du Chansi-Soueiyuan sont également corrigées.

Toutes ces déviations ayant été dûment corrigées, nous sommes fondés à dire que l'ensemble du travail dirigé par le Sous-bureau du Chansi-Soueiyuan du Comité central est engagé dans la voie d'un sain développement.

La méthode de travail fondamentale, qui doit être ancrée dans l'esprit de tout communiste, c'est de déterminer notre ligne de conduite d'après les conditions réelles. L'examen des erreurs commises montre qu'elles sont toutes dues au fait que nous n'avons pas tenu compte de la situation réelle telle qu'elle existait à un moment et en un lieu donnés, et que nous nous sommes montrés subjectifs en déterminant notre ligne de conduite pour le travail. Que tous nos camarades en tirent la leçon.

Pour ce qui est de la consolidation des organisations de base du Parti, vous avez, en vous conformant à la directive du Comité central sur le travail de réforme agraire et de consolidation du Parti dans les régions libérées anciennes et semi-anciennes[1], utilisé l'expérience acquise dans le district de Pingchan, de la région libérée du Chansi-Tchahar-Hopei, c'est-à-dire que vous avez invité, parmi les masses, des éléments actifs hors Parti à participer aux réunions de cellules du Parti au cours desquelles vous avez développé la critique et l'autocritique pour en finir avec l'état d'impureté dans la composition de classe ou dans le style de travail des organisations du Parti, permettant à celui-ci de resserrer ses liens avec les masses populaires. Cela vous mettra à même de mener à bonne fin tout le travail de consolidation des organisations du Parti.

En ce qui concerne les membres du Parti et les cadres qui ont commis des fautes, mais peuvent encore être éduqués et qui ne doivent pas être confondus avec les incorrigibles, il ne faut pas les abandonner mais les éduquer tous, quelle que soit leur origine de classe. Il est heureux aussi que vous ayez appliqué ou appliquiez maintenant ce principe.

Dans la lutte contre le système féodal, une expérience des plus précieuses est d'avoir institué, sur la base des ligues de paysans pauvres et des unions paysannes, les assemblées des représentants du peuple à l'échelon de l'arrondissement et du village (ou du canton). Seule une assemblée qui repose sur la volonté de masses vraiment larges est une véritable assemblée des représentants du peuple. Il est maintenant possible de voir se constituer des assemblées de ce genre dans toutes les régions libérées. Une fois établie, une telle assemblée doit devenir l'organe local du pouvoir populaire; elle doit être investie de toute l'autorité qui lui revient, de même que le conseil gouvernemental qu'elle a élu. La ligue des paysans pauvres et l'union paysanne deviendront alors ses auxiliaires. Notre idée était de ne mettre sur pied des assemblées des représentants du peuple dans les régions rurales qu'après avoir, en gros, achevé la réforme agraire. Maintenant que votre expérience et l'expérience acquise dans d'autres régions libérées ont prouvé qu'il est possible et nécessaire d'instituer, en pleine lutte de la réforme agraire, ces assemblées à l'échelon de l'arrondissement et du village, avec les conseils gouvernementaux élus par elles, vous devez continuer de procéder ainsi. Il doit en être de même pour toutes les régions libérées. Lorsqu'on aura généralisé l'institution des assemblées des représentants du peuple à l'échelon de l'arrondissement et du village, on pourra mettre sur pied celles de l'échelon du district. Quand les assemblées des représentants du peuple à l'échelon du district et au-dessous auront été instituées, il sera facile de mettre sur pied celles des échelons au-dessus du district. Les assemblées des représentants du peuple aux différents échelons doivent, autant que possible, englober des représentants de toutes les couches démocratiques de la population – ouvriers, paysans, artisans et autres travailleurs individuels, membres des professions libérales, intellectuels, industriels et commerçants de la bourgeoisie nationale, hobereaux éclairés. Bien entendu, il ne faut pas chercher à composer tant bien que mal une représentation au complet; il faut faire la distinction entre régions rurales avec bourgs et régions rurales sans bourgs, entre bourgs de grandeur différente, entre villes et régions rurales, et accomplir d'une façon naturelle et non mécanique la tâche d'unir toutes les couches démocratiques.

Au cours de la grande lutte de masse pour la réforme agraire et la consolidation du Parti, des dizaines de milliers d'éléments actifs et de cadres ont été éduqués et formés. Ils sont liés aux masses et ils constituent un capital extrêmement précieux pour la République popu-

laire de Chine. Dorénavant, nous devons intensifier nos efforts pour les éduquer, de sorte qu'ils fassent constamment des progrès dans leur travail. En même temps, il faut les mettre en garde contre l'orgueil et la suffisance que pourraient leur donner les succès et les éloges.

En raison de tout cela, en raison des succès obtenus dans ces différents domaines, nous pouvons dire que la région libérée du Chansi-Soueiyuan est aujourd'hui mieux consolidée que jamais. Les autres régions libérées qui ont travaillé dans le même sens se sont également consolidées.

II

Les causes des succès remportés dans la région libérée du Chansi-Soueiyuan, pour autant qu'il s'agit de la direction, sont principalement les suivantes:

1. En s'aidant du travail accompli par le camarade Kang Cheng dans le village administratif de Haokiapo, du district de Linhsien, au printemps et en été de 1947, le Sous-bureau du Chansi-Soueiyuan a tenu en juin dernier une conférence des secrétaires des comités préfectoraux du Parti. La conférence critiqua les déviations de droite qui avaient existé auparavant dans le travail, mit en pleine lumière le fait grave qu'on s'était écarté de diverses manières de la ligne du Parti et décida d'adopter la politique d'entreprendre consciencieusement le travail de réforme agraire et de consolidation du Parti. Dans l'ensemble, la conférence fut un succès. Sans elle, un aussi vaste mouvement de réforme agraire et de consolidation du Parti n'aurait pu réussir. La conférence présente néanmoins les insuffisances que voici: elle n'a pas différencié les lignes de conduite selon les conditions particulières aux différentes régions libérées, anciennes, semi-anciennes et nouvelles; elle a adopté une politique gauchiste dans la détermination de l'appartenance de classe; dans la question des moyens à utiliser pour détruire le système féodal, elle a trop insisté sur la détection des biens enfouis par les propriétaires fonciers; au sujet de la conduite à tenir vis-à-vis des revendications des masses, elle a, sans procéder à une analyse

lucide du problème, mis en avant, de façon vague, le mot d'ordre "Faire tout ce que veulent les masses". Ce dernier point, qui est le problème des relations entre le Parti et les masses, il faut le comprendre ainsi: le Parti doit guider les masses dans la réalisation de toutes leurs idées justes en fonction des circonstances, il doit éduquer les masses pour qu'elles corrigent les idées fausses qui se sont manifestées dans leurs rangs. La conférence a insisté seulement sur le fait que le Parti doit réaliser les idées des masses, mais elle a négligé le fait que le Parti doit aussi éduquer et diriger les masses, négligence qui eut par la suite une influence néfaste sur les camarades de certains districts et aggrava leurs erreurs de suivisme.

2. En janvier dernier, le Sous-bureau du Chansi-Soueiyuan a pris des mesures appropriées pour corriger les déviations "de gauche". Ces mesures furent appliquées après le retour des camarades du Sous-bureau qui avaient participé à la réunion de décembre du Comité central[2]. Le Sous-bureau émit à cet effet une directive en cinq points[3]. Ces mesures correctives répondaient si bien aux vœux des masses et furent exécutées si rapidement et si radicalement qu'en un court laps de temps presque toutes les déviations "de gauche" furent corrigées.

III

Pendant la Guerre de Résistance contre le Japon, la ligne directrice de l'organisation du Parti dans le Chansi-Soueiyuan était fondamentalement juste. Cela s'est manifesté dans la réduction des fermages et du taux d'intérêt, dans le relèvement et le développement substantiel de la production agricole, du filage et du tissage à domicile, des industries de guerre et de certaines branches de l'industrie légère, et dans le fait que les bases des organisations du Parti ont été jetées, qu'un gouvernement démocratique a été établi, et une armée populaire de près de cent mille hommes mise sur pied. C'est en nous appuyant sur tout ce travail que nous avons pu remporter la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon et repousser les attaques de Yen Si-chan et d'autres réactionnaires. Evidemment, durant cette période, le Parti et le gouvernement ont eu aussi des insuffisances: c'était, comme nous avons pu le voir clairement maintenant, un certain

degré d'impureté dans la composition de classe de nos rangs et dans le style de travail, ainsi que les fâcheux effets qui en résultaient pour notre travail. Mais, dans son ensemble, le travail effectué pendant la Guerre de Résistance a été fructueux, ce qui nous a placés dans des conditions favorables pour briser, après la capitulation du Japon, les attaques contre-révolutionnaires de Tchiang Kaï-chek. Les insuffisances ou erreurs dans la direction de l'organisation du Parti au Chansi-Soueiyuan pendant la Guerre de Résistance étaient principalement de n'avoir su s'appuyer sur les masses les plus larges pour faire disparaître les impuretés existant à un certain degré dans la composition de classe et dans le style de travail des organisations du Parti et des organismes gouvernementaux, ainsi que les effets fâcheux qui en résultaient pour notre travail. Cette tâche, vous l'avez maintenant accomplie. L'une des raisons d'un tel état de choses, c'est que bien des aspects de la situation réelle du Parti et des masses n'avaient pas été compris par certains camarades qui dirigeaient alors le Chansi-Soueiyuan. Que cela serve également de leçon à nos camarades.

IV

L'organisation du Parti dans le Chansi-Soueiyuan a maintenant la tâche de faire les plus grands efforts pour achever le travail de réforme agraire et de consolidation du Parti, pour continuer à mener et à soutenir la Guerre de Libération populaire, pour éviter d'accroître les charges du peuple et les alléger dans la mesure du possible, enfin pour relever et développer la production. Vous tenez actuellement une conférence consacrée à la production. Pendant les prochaines années, le but du relèvement et du développement de la production sera d'une part d'améliorer la vie du peuple et d'autre part de soutenir la Guerre de Libération populaire. Vous avez une agriculture et une industrie artisanale largement répandues, ainsi que quelques industries légères et lourdes utilisant des machines. J'espère que vous ferez du bon travail en dirigeant ces entreprises de production, sinon vous ne seriez pas de bons marxistes. Dans l'agriculture, les équipes d'échange de travail et les coopératives[4] qui ont été entre les mains d'éléments imbus de bureaucratie et qui n'ont fait que du tort au peuple se sont toutes effondrées. C'est parfaitement compréhensible et il n'y a là rien à regretter. Votre tâche est de vous appliquer à protéger et à développer

les équipes d'échange de travail, les coopératives et les autres formes d'entreprises économiques nécessaires qui ont obtenu l'appui des masses, et à les établir partout.

V

La situation dans l'ensemble du pays préoccupe nos camarades. Depuis que la Conférence nationale agraire du Parti, réunie l'an dernier, a adopté une politique nouvelle pour développer le travail de réforme agraire et de consolidation du Parti, de larges conférences de cadres consacrées à ces deux objets ont été tenues dans presque toutes les régions libérées. On y a critiqué les idées déviationnistes de droite existant dans le Parti et mis au grand jour le fait grave que la composition de classe de nos rangs et notre style de travail présentent un certain degré d'impureté. Par la suite, des mesures appropriées ont été prises dans de nombreuses régions et les déviations "de gauche" ont été corrigées ou sont en train de l'être. Ainsi, face à une situation politique nouvelle et à de nouvelles tâches politiques, notre Parti a pu dans l'ensemble du pays engager son travail dans la voie d'un sain développement. Ces derniers mois, on a utilisé dans presque toutes les unités de l'Armée populaire de Libération les intervalles entre les batailles pour entreprendre un vaste travail d'instruction et de consolidation. Ce travail a été mené selon la méthode démocratique, mais en même temps sous une bonne direction et dans un ordre parfait. Par là, on a stimulé l'ardeur révolutionnaire des masses de commandants et de combattants en leur faisant comprendre clairement le but de la guerre, on a mis fin à certaines tendances idéologiques erronées et à certains phénomènes fâcheux apparus dans l'armée, on a éduqué les cadres et les soldats et fortement accru la puissance de combat de l'armée. Nous devons continuer à développer ce mouvement d'éducation idéologique dans l'armée, mouvement démocratique de masse d'un type nouveau. Vous vous rendez bien compte que notre ennemi, le Kuomintang, est incapable d'entreprendre aucune de ces tâches de grande importance historique – consolidation du parti, éducation idéologique de l'armée, réforme agraire – que nous avons toutes accomplies. De notre côté, nous nous sommes attachés sérieusement à surmonter nos insuffisances et nous avons fait en sorte que tout le Parti et toute l'armée soient unis pour ainsi dire comme un seul homme;

aussi tout le Parti et toute l'armée ont-ils établi des liens étroits avec les masses populaires, toutes les mesures politiques et toutes les tactiques fixées par le Comité central de notre Parti sont-elles appliquées avec efficacité, et la Guerre de Libération populaire se poursuit-elle victorieusement. Du côté de nos ennemis, c'est tout le contraire. Ils sont tellement corrompus, tellement déchirés par des querelles intestines inapaisables et toujours accrues, tellement désavoués par le peuple, relégués dans un isolement si complet et tant de fois défaits sur le champ de bataille qu'ils vont inévitablement à leur perte. Voilà comment se présente dans l'ensemble le contraste de la révolution et de la contre-révolution en Chine.

Face à cette situation, tous les camarades du Parti doivent s'en tenir fermement à la ligne générale du Parti, qui est la ligne de la révolution de démocratie nouvelle. Cette révolution n'est pas n'importe quelle révolution; elle ne peut et ne doit être qu'une révolution des larges masses populaires, sous la direction du prolétariat, contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. Cela veut dire que la direction dans cette révolution ne peut et ne doit être assumée par aucune autre classe et aucun autre parti que le prolétariat et le Parti communiste chinois. Cela veut dire que le front uni de ceux qui prennent part à cette révolution est très large, qu'il comprend les ouvriers, les paysans, les artisans et autres travailleurs individuels, les membres des professions libérales, les intellectuels, la bourgeoisie nationale et un petit nombre de hobereaux éclairés détachés de la classe des propriétaires fonciers. Ils forment ensemble ce que nous appelons les larges masses populaires. L'Etat et le gouvernement à fonder par ces larges masses populaires seront la République populaire de Chine et le gouvernement démocratique de coalition dirigé par le prolétariat et reposant sur l'alliance de toutes les classes démocratiques. Les ennemis que cette révolution a pour but de renverser ne peuvent et ne doivent être que l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. L'expression condensée de tous ces ennemis est le régime réactionnaire du Kuomintang de Tchiang Kaï-chek.

Le féodalisme est l'allié de l'impérialisme et du capitalisme bureaucratique et sert de base à leur domination. C'est pourquoi la réforme du système agraire est le contenu essentiel de la révolution de démocratie nouvelle en Chine. La ligne générale de la réforme agraire consiste à s'appuyer sur les paysans pauvres et à s'unir avec les paysans moyens pour liquider le système d'exploitation féodale avec

méthode et discernement et pour développer la production agricole. La force fondamentale sur laquelle nous nous appuyons au cours de la réforme agraire ne peut et ne doit être que les paysans pauvres. Cette couche de paysans constitue, avec les salariés agricoles, environ 70 pour cent de la population rurale de la Chine. La tâche principale et immédiate de la réforme agraire est de satisfaire les revendications des masses de paysans pauvres et de salariés agricoles. Dans la réforme agraire, il est indispensable de nous unir aux paysans moyens; les paysans pauvres et les salariés agricoles doivent s'allier aux paysans moyens, qui représentent environ 20 pour cent de la population rurale, pour constituer un solide front uni. Autrement, les paysans pauvres et les salariés agricoles se trouveraient isolés et la réforme agraire échouerait. L'une des tâches de la réforme agraire est de satisfaire les revendications d'un certain nombre de paysans moyens. Une partie d'entre eux doit être autorisée à disposer individuellement de plus de terre que n'en reçoivent en moyenne les paysans pauvres. Si nous soutenons la revendication paysanne d'une répartition égale des terres, c'est pour faciliter la mise en mouvement des larges masses paysannes en vue de liquider rapidement le système de propriété foncière pratiqué par la classe féodale, mais non pour préconiser un égalitarisme absolu. Qui préconise l'égalitarisme absolu a tort. Il y a une façon de penser, actuellement courante à la campagne, qui porte préjudice à l'industrie et au commerce et qui préconise l'égalitarisme absolu dans la répartition des terres. Elle est de caractère réactionnaire, arriéré et rétrograde, et nous devons la critiquer. Au cours de la réforme agraire, on ne prend et ne doit prendre pour cible que le système d'exploitation féodale pratiqué par la classe des propriétaires fonciers et les paysans riches de type ancien, et il ne faut porter atteinte ni aux intérêts de la bourgeoisie nationale ni à ceux des entreprises industrielles et commerciales gérées par les propriétaires fonciers et les paysans riches. Il faut particulièrement prendre garde à ne pas léser les intérêts de ces paysans moyens, artisans et autres travailleurs individuels, membres des professions libérales et paysans riches de type nouveau qui ne pratiquent pas l'exploitation du travail d'autrui ou ne la pratiquent que dans une faible mesure. Le but de la réforme agraire est de liquider le système d'exploitation féodale, c'est-à-dire de supprimer les propriétaires fonciers féodaux en tant que classe et non en tant qu'individus. C'est pourquoi il faut distribuer à chaque propriétaire foncier la même part de terre et de biens qu'à un paysan, lui apprendre le travail pro-

ductif et le faire participer à la vie économique du pays. A l'exception des contre-révolutionnaires et des tyrans locaux coupables des plus grands forfaits, qui se sont attiré la haine implacable des larges masses populaires, et qui, si leur culpabilité est établie, peuvent et doivent être châtiés, il faut appliquer une politique d'indulgence vis-à-vis de tous, et il est interdit de frapper et de tuer sans discrimination. Le système d'exploitation féodale doit être supprimé méthodiquement, c'est-à-dire conformément à une tactique. En déclenchant la lutte, nous devons déterminer notre tactique d'après les circonstances et d'après le degré de conscience politique et le degré d'organisation des masses paysannes; il ne faut pas tenter de liquider en une matinée tout le système d'exploitation féodale. Etant donné les conditions concrètes du système d'exploitation féodale telles qu'elles existent dans les campagnes chinoises, l'ensemble du secteur sur lequel porte l'attaque au cours de la réforme agraire ne doit pas dépasser, en règle générale, environ 8 pour cent des foyers ruraux ou environ 10 pour cent de la population rurale. Dans les régions libérées anciennes et semi-anciennes, le pourcentage devra même être inférieur. Il est dangereux d'élargir par erreur le secteur de l'attaque et de ne pas tenir compte de la réalité. Dans les nouvelles régions libérées, il est en outre nécessaire de distinguer les différents lieux et les différentes étapes. Par distinguer les différents lieux, nous entendons que, dans les endroits que nous pouvons tenir solidement, nous devons concentrer nos efforts sur un travail de réforme agraire approprié qui réponde aux vœux des masses populaires, mais que, dans les endroits qu'il nous est difficile de tenir solidement pour le moment, nous devons, en attendant que la situation change, nous borner aux tâches réalisables et avantageuses pour les masses dans les circonstances actuelles sans nous hâter d'entreprendre la réforme agraire. Par distinguer les différentes étapes, nous entendons que, dans les lieux que l'Armée populaire de Libération vient d'occuper, nous devons mettre en avant et appliquer la tactique consistant à neutraliser les paysans riches ainsi que les moyens et petits propriétaires fonciers, en bornant nos attaques à détruire les forces armées réactionnaires du Kuomintang et à porter des coups seulement aux mauvais hobereaux et aux tyrans locaux. Nous devons concentrer tous nos efforts sur l'accomplissement de cette tâche comme première étape du travail dans les nouvelles régions libérées. Après quoi, au fur et à mesure de l'élévation du niveau de conscience politique et d'organisation des masses, nous avancerons vers l'étape de la suppression totale du système féodal. Dans les nouvelles régions libérées, nous ne devons

distribuer les biens mobiliers et les terres que lorsque la situation sera devenue relativement stable et que l'immense majorité des masses aura été entièrement soulevée; autrement, ce serait risqué, incertain, préjudiciable. Dans les nouvelles régions libérées, l'expérience acquise durant la Guerre de Résistance doit être pleinement mise à profit. Ce que nous entendons par liquidation du féodalisme avec discernement, c'est la nécessité de faire la distinction entre propriétaires fonciers et paysans riches; entre gros, moyens et petits propriétaires fonciers; entre tyrans et non-tyrans parmi les propriétaires fonciers et paysans riches. Tout en observant le principe majeur de la répartition égale des terres et de la liquidation du système féodal, nous ne devons pas, à leur égard, prendre des décisions uniformes, mais différencier selon leurs conditions notre manière de les traiter. Si nous procédons ainsi, on verra bien que notre action est tout à fait conforme au bon sens. Le développement de la production agricole est le but immédiat de la réforme agraire. Seule la suppression du système féodal peut créer les conditions nécessaires à ce développement. Dans chaque région, dès que le système féodal est éliminé et la réforme agraire achevée, le Parti et le gouvernement démocratique doivent mettre à l'ordre du jour le relèvement et le développement de la production agricole, concentrer sur cette tâche toutes les forces disponibles à la campagne, organiser la coopération et l'entraide, perfectionner la technique agricole, préconiser la sélection des semences et entreprendre des travaux hydrauliques, le tout pour assurer l'accroissement de la production. Les organisations du Parti des régions rurales doivent consacrer la plus grande part de leur énergie à relever et à développer la production agricole et aussi la production industrielle dans les bourgs. En vue d'accélérer ce relèvement et ce développement, nous devons, au cours de notre lutte pour la liquidation du système féodal, faire tous nos efforts pour préserver autant que possible tous les moyens de production et moyens d'existence utilisables, en prenant des mesures énergiques contre quiconque les détruit ou les gaspille, en nous opposant aux excès de table et en veillant à une stricte économie. Pour développer la production agricole, nous devons recommander aux paysans de s'organiser, progressivement et selon le principe du libre consentement, en divers types de coopératives de production et de consommation basées sur la propriété privée et dans le cadre des conditions économiques actuelles. La liquidation du système féodal et le développement de la production agricole poseront les bases pour le développement de la production industrielle et la transformation de

notre pays agricole en pays industriel. C'est là le but final de la révolution de démocratie nouvelle.

Vous savez, camarades, que notre Parti a défini la ligne générale et la politique générale de la révolution chinoise et arrêté diverses lignes de travail et mesures politiques particulières. Toutefois, il arrive souvent que les camarades retiennent les lignes de travail et mesures politiques particulières et oublient la ligne générale et la politique générale du Parti. Si vraiment nous oublions la ligne générale et la politique générale du Parti, nous serons des révolutionnaires aveugles, des demi-révolutionnaires à l'esprit confus et, en appliquant une ligne de travail ou des mesures politiques particulières, nous perdrons le nord, nous pencherons tantôt à gauche, tantôt à droite, et notre travail en souffrira.

Permettez-moi de répéter encore une fois:

La révolution des larges masses populaires, sous la direction du prolétariat, contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, voilà la révolution de démocratie nouvelle en Chine, voilà la ligne générale et la politique générale du Parti communiste chinois à l'étape actuelle de l'histoire.

S'appuyer sur les paysans pauvres et s'unir avec les paysans moyens pour liquider le système d'exploitation féodale avec méthode et discernement et pour développer la production agricole, voilà la ligne générale et la politique générale du Parti communiste chinois dans le travail de réforme agraire durant la période de la révolution de démocratie nouvelle.

NOTES

[1] Cette directive du Comité central du Parti communiste chinois fut émise le 22 février 1948. Elle fit le bilan de l'expérience acquise au cours du travail de réforme agraire et de consolidation du Parti dans les différentes régions libérées, elle fixa une série de mesures politiques et de méthodes pour la réforme agraire et la consolidation du Parti et rectifia surtout les déviations "de gauche" survenues au cours de l'exécution de ces deux tâches dans certaines régions.

[2] Voir la note introductive à "La Situation actuelle et nos tâches", pp. 162-163 du présent tome.

[3] Il s'agit de la "Directive sur la correction des erreurs commises dans la détermination de l'appartenance de classe et sur l'union à réaliser avec les paysans moyens", émise le 13 janvier 1948 par le Sous-bureau du Chansi-Souciyuan du Comité central du Parti communiste chinois. Elle est divisée en cinq parties dont les points essentiels sont:

1. Les critères pour déterminer l'appartenance de classe n'ayant pas été clairement définis, un certain nombre de personnes ont été, à la demande spontanée des paysans, classées à tort comme propriétaires fonciers ruinés ou comme paysans riches; en particulier, des paysans moyens aisés ont été classés à tort comme paysans riches. Cela entravait l'union avec les paysans moyens et constituait une erreur.

2. Des mesures appropriées doivent être prises pour persuader énergiquement les paysans de corriger ces erreurs. Les biens enlevés à leurs propriétaires doivent leur être restitués dans la mesure qui convient.

3. Il faut expliquer aux paysans et aux cadres que le seul critère pour déterminer l'appartenance de classe doit être celui fondé sur les rapports d'exploitation. Les erreurs commises dans le travail de détermination doivent être corrigées.

4. Le principe qui consiste à s'appuyer sur les paysans pauvres et les salariés agricoles et à s'unir avec les paysans moyens doit être observé. Les paysans moyens doivent pouvoir participer, dans la proportion d'un tiers environ, aux assemblées de représentants des paysans et aux organes dirigeants des unions paysannes. Dans la perception des impôts et dans la réforme agraire, leurs intérêts doivent être dûment pris en considération.

5. Les cadres responsables doivent étudier sérieusement la politique de classe du Parti pour les régions rurales. Conformément à la politique du Parti à l'égard des paysans moyens, toute erreur commise dans cette question doit être corrigée; et elle doit l'être par l'action des masses.

En même temps que cette directive en cinq points, le Sous-bureau du Chansi-Soueiyuan émit la "Directive sur la protection de l'industrie et du commerce" dans le but de corriger les déviations consistant à porter atteinte à l'industrie et au commerce au cours de la réforme agraire.

[1] Il s'agit des coopératives d'approvisionnement et de vente.

CAUSERIE POUR LES REDACTEURS DU *QUOTIDIEN DU CHANSI-SOUEIYUAN*

(2 avril 1948)

Il faut faire connaître notre politique non seulement aux dirigeants et aux cadres, mais aussi aux larges masses. Pour les questions concernant notre politique, la propagande doit en général être faite dans les journaux et périodiques du Parti. Nous sommes en train de procéder à la réforme du système agraire. Les mesures politiques concernant la réforme agraire doivent être publiées dans les journaux et diffusées par la radio de façon que les larges masses les connaissent. Une fois que les masses auront connu la vérité et qu'elles se seront fixé un but commun, elles travailleront d'un seul cœur. C'est comme dans la guerre; pour gagner une bataille, les soldats aussi bien que les officiers doivent agir d'un seul cœur. Quand nos armées dans le Chensi du Nord eurent effectué leur instruction et consolidation et mené un mouvement pour l'expression des griefs contre l'ancienne société, les soldats eurent un niveau de conscience plus élevé et comprirent pourquoi ils combattaient et comment ils devaient combattre; tous serrèrent les poings en vue de la bataille, leur moral se trouva rehaussé et dès qu'ils entrèrent en action ils remportèrent une victoire. Lorsque les masses agissent d'un seul cœur, tout devient facile. Un des principes de base du marxisme-léninisme est de mettre les masses à même de connaître leurs propres intérêts et de s'unir dans la lutte pour leurs propres intérêts. Le rôle d'un journal, et ce qui fait sa force, c'est de porter à la connaissance des masses, de la manière la plus rapide et la plus étendue, le programme et la ligne du Parti, les principes et mesures politiques du Parti, ses tâches et ses méthodes de travail.

Dans certains endroits, des membres de nos organes dirigeants pensent qu'il suffit que les dirigeants seuls connaissent la politique du Parti et qu'il n'est pas nécessaire de la faire connaître aux masses.

C'est une des raisons fondamentales pour lesquelles une partie de notre travail n'a pu être bien faite. Depuis plus de vingt ans, notre Parti poursuit chaque jour un travail de masse et, au cours de ces quelque dix dernières années, il parle chaque jour de la ligne de masse. Nous avons toujours soutenu que la révolution doit s'appuyer sur les masses populaires et compter sur la participation de chacun, et nous nous sommes toujours opposés à ce qu'on s'en remette exclusivement à quelques personnes qui donnent des ordres. Cependant, certains camarades n'appliquent pas encore à fond la ligne de masse dans leur travail; ils comptent toujours sur un petit nombre de personnes seulement et travaillent dans un froid isolement. Une des raisons en est que, quoi qu'ils fassent, ils répugnent toujours à l'expliquer clairement à ceux qu'ils dirigent, et qu'ils ne savent comment développer l'initiative et la force créatrice de ces derniers. Subjectivement, ils veulent bien que chacun prenne part au travail, mais ils ne font pas connaître aux autres ni ce qui est à faire ni comment le faire. De cette façon, comment voulez-vous que chacun se mette à la tâche et que le travail soit bien fait? Pour résoudre ce problème, le moyen essentiel est évidemment de donner une éducation idéologique sur la ligne de masse, mais en même temps, il faut enseigner à ces camarades beaucoup de méthodes concrètes de travail. Une de ces méthodes est d'utiliser à fond les journaux. Bien diriger un journal, le rendre intéressant et attrayant, y faire une bonne propagande sur les principes et mesures politiques du Parti et renforcer par le journal les liens du Parti avec les masses, voilà une question qui revêt une importance de principe pour le travail du Parti et qu'il ne faut pas négliger.

Camarades, vous vous occupez de journalisme. Votre tâche est d'éduquer les masses, de leur faire connaître leurs propres intérêts, leurs propres tâches, les principes et mesures politiques du Parti. Diriger un journal est un travail tout comme un autre: pour que le journal soit bien fait, pour qu'il ait du dynamisme, il faut s'y mettre consciencieusement. Pour faire marcher nos journaux, nous devons aussi compter sur tout le monde, sur les masses populaires, sur l'ensemble du Parti et non pas sur quelques personnes seulement qui travaillent en vase clos. Nos journaux parlent tous les jours de la ligne de masse, mais dans le travail du journal lui-même, la ligne de masse est bien souvent négligée. Par exemple, des coquilles apparaissent fréquemment dans les journaux tout bonnement parce qu'on ne s'est pas attaché à les éliminer en prenant cette tâche au

sérieux. Si vous voulez appliquer là la méthode de la ligne de masse, il faut, quand des coquilles apparaissent, réunir tout le personnel du journal pour ne discuter que de cette question, lui expliquer quelles sont les fautes, pourquoi elles se sont produites et comment elles peuvent être éliminées, et demander à chacun d'accorder une sérieuse attention à tout cela. Après avoir procédé ainsi de trois à cinq fois, on pourra sûrement éviter ces fautes. C'est aussi vrai pour les grandes choses que pour les petites.

Savoir faire passer la politique du Parti dans l'action des masses, savoir amener non seulement les cadres dirigeants mais aussi les larges masses à comprendre et à bien mener chacun de nos mouvements et chacune de nos luttes, c'est l'art de diriger marxiste-léniniste. C'est aussi ce qui permet de déterminer si nous pouvons éviter des erreurs ou non dans notre travail. Si nous tenions à passer à l'offensive alors que les masses n'ont pas encore pris conscience, ce serait de l'aventurisme. Si nous voulions à toute force amener les masses à faire quelque chose contre leur gré, nous échouerions à coup sûr. Si nous n'avancions pas alors que les masses demandent à avancer, ce serait de l'opportunisme de droite. L'erreur opportuniste de Tchen Tou-sieou a consisté précisément dans son retard sur les masses quant à la conscience politique, dans son incapacité à les conduire en avant et même dans son opposition à leur avance. Beaucoup de camarades ne comprennent pas encore ces questions. Nos journaux doivent travailler à bien propager ces idées, de sorte que chacun puisse les comprendre.

Pour éduquer les masses, les camarades travaillant dans les journaux doivent en premier lieu apprendre auprès des masses. Vous êtes tous des intellectuels, camarades. Les intellectuels sont souvent ignorants, dans les questions pratiques souvent ils ont peu d'expérience ou n'en ont pas du tout. Vous ne pouvez guère comprendre la brochure *Comment analyser les classes à la campagne*[1] éditée en 1933; là-dessus, les paysans sont plus forts que vous, car ils comprennent aussitôt qu'on leur en parle. Plus de cent quatre-vingts paysans de deux arrondissements du district de Kouohsien se sont réunis pendant cinq jours et ont résolu de nombreux problèmes concernant la distribution des terres. Si votre rédaction avait à discuter ces problèmes, je crains que vous ne les discutiez pendant deux semaines sans pouvoir les résoudre. La raison en est très simple: vous ne comprenez pas ces problèmes. Pour passer de l'ignorance à la connaissance, il faut agir et voir; c'est ce qu'on appelle apprendre.

Les camarades travaillant dans les journaux devraient aller, à tour de rôle, prendre part pendant un certain temps au travail de masse, au travail de la réforme agraire; ceci est indispensable. Quand vous ne participez pas au travail de masse, vous devez tout de même beaucoup écouter et beaucoup lire sur les mouvements de masse et vous attacher sérieusement à étudier des documents qui s'y rapportent. Notre mot d'ordre dans l'instruction des troupes, c'est: "les officiers instruisent les soldats, les soldats instruisent les officiers et les soldats s'instruisent mutuellement". Les soldats ont une grande expérience pratique du combat. Les officiers doivent apprendre auprès d'eux, et ils seront d'autant plus capables qu'ils se seront assimilé l'expérience d'autrui. Les camarades travaillant dans les journaux doivent eux aussi s'instruire constamment en étudiant les matériaux qui viennent d'en bas, enrichir graduellement leurs connaissances pratiques et devenir des hommes riches en expérience. C'est de cette façon seulement que vous serez à même de bien faire votre travail et d'assumer la tâche d'éduquer les masses.

Le *Quotidien du Chansi-Soueiyuan* a fait de très grands progrès à la suite de la Conférence des Secrétaires des Comités préfectoraux du Parti en juin dernier. Il avait alors un riche contenu, il était incisif, mordant et vigoureux; il reflétait les grandes luttes des masses, il parlait pour les masses. J'aimais beaucoup le lire. Mais depuis janvier de cette année, lorsque nous avons commencé à rectifier les déviations "de gauche", votre journal semble manquer de souffle, il n'a plus la même netteté, le même mordant, il donne moins d'informations et n'est pas très attrayant pour le lecteur. Vous êtes en train d'examiner votre travail et de faire le bilan de vos expériences; c'est très bien. Lorsque vous aurez fait celui de vos expériences acquises dans la lutte contre les déviations de droite et "de gauche" et que vous y verrez plus clair, votre travail s'en trouvera mieux fait.

La lutte que le *Quotidien du Chansi-Soueiyuan* a menée depuis juin dernier contre les déviations de droite était parfaitement justifiée. Dans cette lutte, vous avez accompli un travail très consciencieux, et vous avez fidèlement reflété le mouvement de masse sous tous ses aspects. Vous avez fait des commentaires, sous forme de notes de la rédaction, sur les points de vue et les matériaux que vous considériez comme erronés. Ce souci de bien faire est louable, bien qu'il y ait des défauts dans certains de vos derniers commentaires. Votre principal défaut a été d'avoir trop tendu la corde. Lorsqu'une

corde est trop tendue, elle casse. Les anciens disaient: "Le principe des rois Wen et Wou était de faire alterner la tension avec la détente[2]." Maintenant "détendez" un peu et les camarades y verront plus clair. Vous avez obtenu des succès dans votre travail, mais des défauts y sont aussi apparus, principalement des déviations "de gauche". Maintenant vous êtes en train de faire un bilan général et, quand vous aurez rectifié les déviations "de gauche", vous obtiendrez de plus grands succès.

Lorsque nous rectifions des déviations, certains considèrent le travail du passé comme absolument infructueux et entrepris tout à fait à tort. Ce n'est pas juste. Ces gens-là ne voient pas que le Parti a conduit d'innombrables paysans dans leur lutte pour obtenir de la terre et liquider le féodalisme, et qu'il a consolidé ses organisations et amélioré le style de travail des cadres, et que maintenant il a aussi rectifié les déviations "de gauche" et éduqué les cadres et les masses. N'est-ce pas là de grandes réalisations? Nous devons juger notre travail et les entreprises des masses dans un esprit d'analyse et non pas tout condamner en bloc. Autrefois, des déviations "de gauche" se produisaient parce qu'on n'avait pas d'expérience. Sans expérience, il est difficile d'éviter les erreurs. De l'inexpérience à l'expérience, il y a un passage à effectuer. Par la lutte contre les déviations de droite et "de gauche", pendant la courte période qui va de juin dernier jusqu'à ce jour, on est parvenu à comprendre ce que signifient la lutte contre les déviations de droite, la lutte contre les déviations "de gauche". Sans effectuer ce passage, on ne l'aurait pas compris.

Quand vous aurez examiné votre travail et fait le bilan de vos expériences, je suis sûr que vous améliorerez encore votre journal. Votre journal doit retrouver ses mérites de naguère; il doit être incisif, mordant et net, et dirigé consciencieusement. Nous devons défendre fermement la vérité et la vérité exige une prise de position nette. Nous, communistes, nous avons toujours considéré comme honteux de dissimuler nos points de vue. Les journaux que dirige notre Parti et tout le travail de propagande qu'il fait doivent être vivants, avoir une position nette et faire preuve d'un esprit incisif et nous ne devons jamais rester dans le vague. C'est le style combatif qui nous est propre, à nous, le prolétariat révolutionnaire. Comme nous voulons apprendre au peuple à connaître la vérité et l'inciter à la lutte pour sa propre émancipation, nous avons besoin de ce style combatif. Un couteau émoussé ne fait pas gicler le sang.

NOTES

[1] Voir "Comment analyser les classes à la campagne", *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I.

[2] Tiré du *Livre des rites*, "Documents divers", partie II. "Les rois Wen et Wou ne gardaient pas un arc en état de tension permanente sans jamais le détendre. Et ils ne le laissaient pas davantage constamment détendu sans jamais le tendre. Le principe des rois Wen et Wou était de faire alterner la tension avec la détente." Wen et Wou étaient les deux premiers rois de la dynastie des Tcheou (du XII^e^ au III^e^ siècle av. J.-C.).

TELEGRAMME AU COMMANDEMENT DU FRONT DE LOUOYANG APRES LA REPRISE DE LA VILLE*

(8 avril 1948)

Louoyang est repris[1] et cette fois nous pourrons sans doute le tenir solidement. En ce qui concerne notre politique dans les villes, vous devez porter attention aux points suivants:

1. Soyez très prudents dans la liquidation des organismes du régime du Kuomintang, n'arrêtez que les réactionnaires principaux et ne mettez pas en cause un trop grand nombre de personnes.

2. Précisez la définition du capital bureaucratique; ne désignez pas toutes les entreprises industrielles et commerciales dirigées par des membres du Kuomintang comme appartenant au capital bureaucratique pour les confisquer ensuite. Il faut poser le principe que le gouvernement démocratique doit prendre en main et gérer toutes les entreprises industrielles et commerciales dont il est définitivement avéré qu'elles ont été dirigées par le gouvernement central ou les gouvernements de province, de district ou de municipalité du Kuomintang, c'est-à-dire les entreprises industrielles et commerciales dont l'exploitation était entièrement assurée par des organes officiels. Mais si le gouvernement démocratique n'a pas encore eu le temps d'en prendre possession ou n'est pas encore en mesure de le faire, il faut faire assumer aux personnes en fonction la responsabilité de gérer temporairement ces entreprises, de sorte qu'elles puissent fonctionner comme d'habitude jusqu'à ce que le gouvernement démocratique désigne des personnes chargées d'en prendre possession. Il faut organiser les ouvriers et les techniciens de ces entreprises industrielles et commerciales pour qu'ils participent à la gestion et il faut faire confiance à leur compétence. Si le personnel du Kuomintang s'est enfui et que l'entreprise ait cessé de fonctionner, un comité de gestion composé de représentants élus par les ouvriers et les techniciens doit être mis

sur pied, en attendant que des administrateurs et des directeurs soient nommés par le gouvernement démocratique pour assumer la gestion en commun avec les ouvriers. Aux entreprises dirigées par de gros bureaucrates notoires du Kuomintang il conviendra d'appliquer les principes et mesures énoncés ci-dessus. Cependant, les entreprises commerciales et industrielles exploitées par des bureaucrates de moindre importance ou par des propriétaires fonciers ne feront pas l'objet de confiscation. Il est strictement défendu d'empiéter sur toute entreprise dirigée par la bourgeoisie nationale.

3. Interdisez aux organisations paysannes d'aller en ville pour arrêter les propriétaires fonciers et régler leurs comptes. Les propriétaires fonciers qui ont leurs terres dans les villages, mais vivent dans les villes, devront être traités par le gouvernement municipal démocratique conformément à la loi. Ceux qui ont commis les crimes les plus odieux peuvent être, à la demande des organisations paysannes, renvoyés dans leur village pour être jugés.

4. Quand vous venez d'entrer dans une ville, ne lancez pas à la légère les mots d'ordre pour l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail. En temps de guerre, c'est déjà fort heureux si la production peut continuer et si les heures de travail et le niveau des salaires peuvent être maintenus tels quels. Qu'il soit possible ou non, plus tard, de réduire les heures de travail et d'augmenter les salaires dans une mesure appropriée, cela dépendra des conditions économiques, c'est-à-dire de la bonne marche des entreprises.

5. Ne vous hâtez pas d'organiser la population urbaine dans la lutte pour des réformes démocratiques et pour l'amélioration des conditions de vie. Ces questions ne pourront être résolues de façon appropriée, selon les circonstances, que lorsque l'administration municipale aura fonctionné comme il faut, que la population aura retrouvé sa tranquillité d'esprit, que des enquêtes minutieuses auront été faites, que la situation aura été éclaircie et que des mesures adéquates auront été envisagées.

6. Dans les grandes villes, l'alimentation et le combustible constituent maintenant le problème essentiel auquel il faut apporter une solution méthodique. Lorsqu'une ville passe sous notre administra-

---

* Télégramme rédigé par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois. Comme son contenu était applicable non seulement à Louoyang, mais, pour l'essentiel, à toutes les villes nouvellement libérées, ce télégramme fut envoyé en même temps aux camarades dirigeants sur d'autres fronts et dans d'autres régions.

tion, le problème des conditions de vie des indigents doit être résolu progressivement et avec méthode. Ne lancez pas le mot d'ordre: "Ouvrez les greniers pour secourir les pauvres". Ne faites pas naître chez eux la tendance à ne compter que sur les secours du gouvernement.

7. Il faut s'attacher à découvrir tous les membres du Kuomintang et de la Ligue de la Jeunesse des *Trois Principes du Peuple* et les faire s'inscrire.

8. Il faut tout prévoir pour une longue durée. Il est strictement interdit de détruire les moyens de production, qu'ils soient propriété publique ou privée, et de gaspiller les biens de consommation. Il est interdit de s'adonner aux excès de table, et on s'attachera à faire des économies.

9. Nommez aux postes de secrétaires du comité municipal du Parti et à ceux de maires, des personnes qui connaissent bien la politique du Parti et qui sont aptes à remplir leur tâche. Ces personnes doivent instruire tout leur personnel et lui expliquer les mesures politiques et la tactique à appliquer dans les villes. Maintenant que la ville appartient au peuple, tout doit se faire en partant du principe que c'est au peuple lui-même de se charger de l'administration de la ville. Il serait absolument faux d'appliquer à une ville administrée par le peuple lui-même notre politique et notre tactique pour les villes administrées par le Kuomintang.

NOTES

[1] Louoyang était un important point d'appui pour les troupes du Kuomintang dans la partie ouest de la province du Honan. L'Armée populaire de Libération enleva une première fois la ville de Louoyang le 14 mars 1948, puis l'évacua de sa propre initiative pour faciliter l'anéantissement des forces vives de l'ennemi. Le 5 avril 1948, elle reprit la ville.

PROBLEMES TACTIQUES DU TRAVAIL RURAL DANS LES NOUVELLES REGIONS LIBEREES

(24 mai 1948)

Il est nécessaire d'examiner dans leur ensemble les problèmes tactiques du travail rural dans les nouvelles régions libérées. Dans ces régions, mettant pleinement à profit l'expérience acquise dans la période de la Guerre de Résistance contre le Japon, nous devons pratiquer, pour un temps relativement long après leur libération, la politique sociale de la réduction des fermages et du taux d'intérêt, d'un rajustement convenable des fournitures de semences et de céréales pour l'alimentation, en même temps que la politique financière d'une répartition équitable des charges; nos coups doivent viser principalement les contre-révolutionnaires importants qui prennent politiquement parti pour le Kuomintang et s'opposent obstinément à notre Parti et à notre armée, exactement comme nous l'avions fait pendant la période de la Guerre de Résistance en arrêtant seulement les traîtres et en confisquant leurs biens, et nous ne devons pas appliquer tout de suite notre politique de réformes sociales consistant à distribuer les biens mobiliers et la terre. La raison en est que seuls un petit nombre d'éléments plus hardis que les autres applaudiraient à une distribution prématurée de biens mobiliers, alors que les masses fondamentales n'auraient rien reçu et seraient mécontentes. En outre, une dispersion précipitée des richesses sociales constituerait un désavantage pour l'armée. Une distribution prématurée de la terre mettrait trop tôt la charge entière des besoins militaires sur les paysans au lieu de la faire porter par les propriétaires fonciers et les paysans riches. Dans le domaine des réformes sociales, il est donc préférable de réduire partout les fermages et le taux d'intérêt, de manière à procurer aux paysans des avantages tangibles plutôt que de distribuer les biens mobiliers et la terre; en politique financière, nous devons procéder à une répartition équitable des charges, de façon que les

propriétaires fonciers et les paysans riches payent davantage. De cette manière, les richesses sociales ne seront pas dispersées et l'ordre public sera plus stable, ce qui nous aidera à concentrer tous nos efforts sur la liquidation des réactionnaires du Kuomintang. Au bout d'un an ou deux, ou même trois, quand, dans de vastes bases d'appui, les réactionnaires du Kuomintang auront été éliminés, que la situation se sera stabilisée, que les masses ayant pris conscience se seront organisées et que la guerre aura été portée dans des régions éloignées, nous pourrons alors aborder l'étape de la réforme agraire – la distribution des biens mobiliers et de la terre, comme elle a été faite dans la Chine du Nord. On ne peut brûler l'étape de la réduction des fermages et du taux d'intérêt dans aucune nouvelle région libérée, autrement des erreurs seraient commises. La tactique exposée ci-dessus doit aussi être appliquée aux grandes régions libérées de la Chine du Nord, du Nord-Est et du Nord-Ouest, dans les parties qui confinent au territoire occupé par l'ennemi.

LE TRAVAIL DE REFORME AGRAIRE ET DE CONSOLIDATION DU PARTI POUR 1948*

(25 mai 1948)

I

Il est nécessaire de tenir compte des saisons. Dans les régions désignées par les bureaux ou sous-bureaux du Comité central, tout l'automne et tout l'hiver prochains, c'est-à-dire les sept mois de septembre à mars, doivent être consacrés à l'accomplissement des tâches indiquées dans l'ordre suivant:

1. Faire une enquête sur les conditions rurales.
2. Procéder à une première consolidation du Parti, conformément à notre juste politique. La formation de travail ou l'équipe de travail envoyée par une instance supérieure dans une région rurale doit d'abord s'unir avec tous les éléments actifs et autres bons membres de la cellule locale du Parti pour diriger avec eux le travail de réforme agraire.
3. Organiser ou réorganiser ou renforcer les ligues de paysans pauvres et les unions paysannes, et déclencher la lutte pour la réforme agraire.
4. Déterminer l'appartenance de classe selon des critères corrects.
5. Distribuer les terres et les biens féodaux, conformément à notre juste politique. Le résultat final de la distribution doit être tel que toutes les couches principales la considèrent comme juste et équitable et que les propriétaires fonciers eux-mêmes voient bien qu'ils ont un moyen de vivre.
6. Mettre sur pied des assemblées des représentants du peuple et élire des conseils gouvernementaux à l'échelon du canton (ou du village), de l'arrondissement et du district.

7. Délivrer des titres de propriété établissant le droit de propriété sur les terres.

8. Rajuster ou réviser les taux de l'impôt agricole (c'est-à-dire le grain livré à l'Etat). Ces taux doivent répondre au principe de la prise en considération des intérêts tant publics qu'individuels; en d'autres termes, ils doivent, d'une part, permettre de soutenir l'effort de guerre et, d'autre part, intéresser les paysans au relèvement et au développement de la production, ce qui contribuera à améliorer leurs conditions de vie.

9. Achever le travail de consolidation, sur le plan de l'organisation, des cellules du Parti conformément à notre juste politique.

10. Faire passer notre travail de la réforme agraire au ralliement de tous les travailleurs de la campagne et à l'organisation de la force de travail des propriétaires fonciers et des paysans riches, dans une lutte commune pour relever et développer la production agricole. Commencer à organiser des groupes d'échange de travail et d'autres unités coopératives de petite envergure conformément aux principes de la participation volontaire et de l'échange à valeur égale; préparer les semences, les engrais et le combustible; élaborer les plans de production; accorder, si c'est nécessaire et possible, des crédits agricoles (principalement des prêts pour l'acquisition de moyens de production, qui sont remboursables et qui se distinguent strictement des allocations de secours); dresser des plans pour la construction d'ouvrages hydrauliques là où elle s'avérera possible.

Tel est le processus de travail complet, de la réforme agraire à la production, processus qu'il faut faire comprendre à tous les camarades qui participent directement à la réforme agraire, de sorte qu'ils puissent se garder des vues unilatérales dans leur travail et accomplir toutes les tâches citées ci-dessus, pendant l'automne et l'hiver prochains, sans manquer les saisons.

II

Pour atteindre ces buts, il est nécessaire d'achever, pendant les trois prochains mois, de juin à août, le travail suivant:

* Directive à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

1. Désigner les régions pour la réforme agraire. Chacune de ces régions doit répondre aux trois conditions suivantes:

a) Toutes les forces armées ennemies doivent être anéanties et la situation stabilisée; il ne faut pas que ce soit une zone instable de guérillas.

b) La distribution des terres doit être exigée par l'immense majorité des masses fondamentales (salariés agricoles, paysans pauvres et paysans moyens) et non pas par une minorité seulement.

c) Les cadres du Parti doivent être suffisamment nombreux et qualifiés pour prendre en main le travail de la réforme agraire et ne doivent pas l'abandonner à l'action spontanée des masses.

Il ne convient pas de désigner une région où l'une quelconque de ces trois conditions fait défaut pour la réforme agraire en 1948. Par exemple, étant donné qu'elles ne remplissent pas la première condition, les parties des régions libérées dans la Chine du Nord, de l'Est, du Nord-Est et du Nord-Ouest qui touchent au territoire occupé par l'ennemi ne doivent être incluses dans le plan de la réforme agraire pour cette année, pas plus que la majeure partie de la région comprise entre le Yangtsé, le Houaiho, le fleuve Jaune et la rivière Hanchouei, région qui est du ressort du Bureau du Comité central pour les Plaines centrales. Leur inclusion dans le plan de l'année prochaine dépendra encore des circonstances. Dans ces régions, mettant pleinement à profit l'expérience acquise pendant la période de la Guerre de Résistance contre le Japon, nous devons appliquer la politique sociale de la réduction des fermages et du taux d'intérêt, du rajustement convenable des fournitures de semences et de céréales pour l'alimentation, comme aussi la politique financière de la répartition équitable des charges, pour unir à nous ou neutraliser toutes les forces sociales susceptibles d'être unies ou neutralisées, aider l'Armée populaire de Libération à liquider toutes les forces armées du Kuomintang et porter des coups aux tyrans locaux qui sont politiquement les plus réactionnaires. Ni la terre ni les biens mobiliers ne doivent être distribués dans ces régions, parce qu'elles viennent d'être libérées et qu'elles sont limitrophes des territoires occupés par l'ennemi; une telle distribution ne serait pas favorable pour unir à nous ou neutraliser toutes les forces sociales susceptibles d'être unies ou neutralisées

en vue d'accomplir la tâche fondamentale, la liquidation des forces réactionnaires du Kuomintang.

2. Assurer le succès des conférences de cadres. Dans les conférences de cadres consacrées au travail de réforme agraire et de consolidation du Parti, toutes les justes mesures politiques concernant ces deux tâches doivent être expliquées à fond, et il est nécessaire de distinguer nettement ce qui est permis de ce qui ne l'est pas. Tous les cadres qui travaillent à la réforme agraire et à la consolidation du Parti doivent étudier sérieusement les importants documents émis par le Comité central et en avoir une parfaite compréhension; ils sont tenus de les observer en tous points et il leur est interdit d'y apporter de leur propre chef la moindre modification. Dans le cas où certaines parties de ces documents ne répondent pas aux conditions locales, des amendements peuvent et doivent être proposés, mais tout changement effectif ne devra se faire qu'avec l'approbation du Comité central. Les organes dirigeants supérieurs des différentes régions doivent faire par avance les préparatifs nécessaires et appropriés en vue des conférences de cadres qui se tiendront cette année aux différents échelons. C'est-à-dire, avant qu'une conférence ne soit convoquée, un petit nombre de camarades (l'un d'eux prenant la responsabilité principale) doivent se consulter, ils soulèveront et analyseront les questions et rédigeront un projet; celui-ci sera élaboré soigneusement dans son contenu et sa forme (il faut s'assurer qu'il soit clair et concis et éviter la verbosité). Puis on présentera à la conférence un rapport qui fera l'objet de larges débats; le projet sera complété, révisé et mis au point à la lumière des vues exprimées au cours des débats et le document définitif sera mis en circulation dans tout le Parti aux échelons intéressés et, autant que possible, publié dans les journaux. Il faut s'opposer à ce qu'on tienne des réunions par des moyens empiriques, c'est-à-dire des réunions qui se font sans préparation, sans que les questions aient été soulevées et analysées et sans qu'un rapport, soigneusement préparé et mûrement pesé dans son contenu et sa rédaction, ait été soumis à la conférence des cadres, et dans lesquelles les participants se laissent aller au bavardage et aux digressions, de sorte que les sessions traînent en longueur sans arriver à une conclusion précise et bien étudiée. Il faut prendre soin de supprimer cette manière empirique et nuisible de procéder, si elle se rencontre dans le travail de direction de quelque bureau ou

sous-bureau du Comité central, ou dans quelque comité de territoire, de province ou de préfecture du Parti. Les conférences consacrées à la discussion de la politique ne doivent pas réunir trop de participants et leur durée peut être écourtée si elles ont été bien préparées. En général, il convient de réunir en conférence, pour une semaine environ, de dix à vingt personnes, ou de vingt à trente, ou de quarante à cinquante – le nombre variant selon les circonstances. Les réunions ayant pour but de faire connaître notre politique peuvent comporter une participation plus large mais ne doivent pas durer trop longtemps. Seules les conférences des cadres supérieurs et moyens destinées à la consolidation du Parti peuvent réunir des participants plus nombreux et durer plus longtemps.

3. Tous les cadres qui prennent part directement à la réforme agraire doivent arriver dans les villages dans la première quinzaine ou au plus tard dans la seconde quinzaine de septembre et commencer leur travail aussitôt après. Sinon, il sera impossible de mettre pleinement à profit l'automne et l'hiver prochains pour achever la réforme agraire, la consolidation du Parti et la mise sur pied des organes du pouvoir et pour préparer les labours de printemps.

III

Dans les conférences de cadres comme au cours du travail, il faut enseigner aux cadres comment analyser les situations concrètes et comment, partant des situations concrètes dans les régions différentes et compte tenu des conditions historiques différentes, déterminer leurs tâches et méthodes de travail en un lieu et un temps donnés. Il faut faire des distinctions entre les villes et les campagnes comme entre les régions libérées anciennes, les régions libérées semi-anciennes, les régions confinant au territoire occupé par l'ennemi et les nouvelles régions libérées; sinon, nous commettrons des erreurs.

IV

Le problème agraire devra être considéré comme résolu et la question de la réforme agraire ne devra plus être soulevée dans les régions où le système féodal a été radicalement liquidé, où les paysans pauvres

et les salariés agricoles ont tous obtenu à peu près la moyenne de terres qui doit revenir à chacun et où la différence qui existe encore (ce qui est admissible) entre leur part de terres et celle d'un paysan moyen n'est pas grande. Dans ces régions, la tâche centrale est de relever et de développer la production, d'achever la consolidation du Parti et la mise sur pied des organes du pouvoir, ainsi que de soutenir le front. Si dans certains villages de ces régions, la distribution des terres n'est pas encore terminée ou doit faire l'objet d'un rajustement, si l'appartenance de classe de certains particuliers a encore besoin d'être révisée et si certains titres de propriété restent encore à délivrer, ces tâches doivent naturellement être achevées conformément aux conditions réelles.

V

Dans toutes les régions libérées, que la réforme agraire y ait été terminée ou non, nous devons guider les paysans pour qu'ils procèdent à la culture du blé et labourent une partie des terres à l'automne. Pendant l'hiver, il faut appeler les paysans à accumuler des engrais. Tout cela est d'une importance capitale pour la production agricole et pour les récoltes de 1949 dans les régions libérées, et doit être réalisé à l'aide de mesures administratives en coordination avec le travail de masse.

VI

Il faut résolument mettre fin à certaines manifestations d'indiscipline ou d'anarchie qui existent dans de nombreux endroits. Il y a en effet des camarades qui, sans autorisation, modifient la politique et la tactique adoptées par le Comité central ou par des comités du Parti d'échelons supérieurs et appliquent une politique et une tactique extrêmement nuisibles allant à l'encontre de la volonté et de la discipline communes, mais qu'ils s'imaginent être correctes. Il en est aussi qui, prétextant le surcroît de travail, adoptent l'attitude erronée de ne pas demander d'instructions avant d'entreprendre une action et de ne pas présenter de rapport après, et qui considèrent la région qu'ils administrent comme un royaume indépendant. Tout cela est extrêmement préjudiciable aux intérêts de la révolution. Les comités du Parti à tous les échelons doivent reprendre plus d'une

fois la discussion sur cette question, travailler sérieusement à surmonter pareille indiscipline ou pareille anarchie et concentrer entre les mains du Comité central et de ses organes représentatifs[1] tous les pouvoirs qui peuvent et doivent être centralisés.

VII

Le Comité central, ses bureaux (ou sous-bureaux), les comités de territoire (ou de province) et les comités de préfecture, de district et d'arrondissement du Parti, jusqu'aux cellules du Parti, doivent se maintenir en contact étroit, afin de se tenir parfaitement au courant des tendances dans les différents mouvements, d'échanger à tout moment des informations et des expériences ainsi que de corriger les erreurs et développer les succès en temps utile. A ces fins, ils utiliseront pleinement les moyens de communication tels que radio, P.T.T. et courriers spéciaux; les moyens de consultation tels que petites réunions (de quatre ou cinq personnes), conférences régionales (de quelques districts) et entretiens particuliers; les tournées d'inspection effectuées soit collectivement, par de petits groupes (de trois à cinq personnes), soit individuellement, par des membres de comité jouissant de prestige; enfin notre agence d'information et nos journaux. Une organisation d'un échelon inférieur ne doit attendre plusieurs mois, un semestre, voire plus longtemps pour soumettre son rapport récapitulatif à l'échelon supérieur, pas plus qu'une organisation d'un échelon supérieur ne doit le faire pour transmettre des directives générales aux échelons inférieurs. Car ces rapports et directives perdraient souvent de leur actualité et cesseraient totalement ou partiellement d'être utiles. Et des erreurs seraient commises sans pouvoir être corrigées à temps, ce qui causerait de graves préjudices. Ce dont le Parti a un urgent besoin, ce sont des rapports et des directives faits en temps opportun, vivants et concrets.

VIII

Dans leur travail de direction, les bureaux et sous-bureaux du Comité central et les comités de territoire, de province, de préfecture et de municipalité du Parti doivent accorder toute l'attention qu'il

faudra au travail dans les villes comme au travail à la campagne, aux tâches de la production industrielle comme à celles de la production agricole. C'est-à-dire qu'ils ne doivent pas, du fait qu'ils dirigent la réforme agraire et la production agricole, négliger la direction à donner au travail dans les villes et à la production industrielle, ou relâcher leurs efforts à cet égard. Maintenant que nous avons de nombreuses villes, grandes, moyennes et petites, et un vaste réseau d'entreprises industrielles et minières et de lignes de communication, nous commettrions des erreurs si les organismes dirigeants intéressés montraient de la négligence ou relâchaient leurs efforts dans ce domaine.

NOTES

[1] Il s'agit ici des bureaux et sous-bureaux du Comité central.

DIRECTIVES POUR LES OPERATIONS DE LA CAMPAGNE DE LIAOSI-CHENYANG[1]*

(Septembre et octobre 1948)

I. LE TELEGRAMME DU 7 SEPTEMBRE

Nous comptons parvenir en cinq ans environ (à dater de juillet 1946)[2] à infliger au Kuomintang la défaite fondamentale. Cela est possible. Si nous détruisons chaque année à peu près 100 brigades des troupes régulières du Kuomintang, soit quelque 500 brigades au cours des cinq années, notre objectif sera atteint. Ces deux dernières années, notre armée a anéanti au total 191 brigades des troupes régulières de l'ennemi, soit une moyenne de 95 brigades et demie par an, ou près de 8 brigades par mois. Dans les trois prochaines années, il faut que notre armée détruise au moins 300 brigades des troupes régulières ennemies. De juillet de cette année à juin de l'année prochaine, nous comptons anéantir quelque 115 brigades des troupes régulières ennemies. Ce total est à répartir entre nos armées de campagne et groupes d'armées[3]. L'Armée de Campagne de la Chine de l'Est est chargée d'anéantir environ 40 brigades (y compris les 7 déjà détruites en juillet), de prendre Tsinan et un certain nombre de villes, grandes, moyennes ou petites, dans le Kiangsou du Nord, le Honan de l'Est et l'Anhouei du Nord. L'Armée de Campagne des Plaines centrales est chargée d'anéantir environ 14 brigades (y compris les 2 déjà détruites en juillet) et de prendre un certain nombre de villes dans les provinces du Houpei, du Honan et de l'Anhouei. L'Armée de Campagne du Nord-Ouest est chargée d'anéantir environ 12 brigades (dont une brigade et demie déjà détruite en août). Le groupe d'armées de la Chine du Nord commandé par Siu Hsiang-tsien et Tcheou Che-ti est chargé d'anéantir environ 14 brigades des troupes de Yen Si-chan (y compris les 8 brigades déjà détruites en juillet) et de prendre Taiyuan. Vous êtes chargés, en coordination avec les 2 groupes

d'armées commandés par Louo Jouei-king et Yang Tcheng-wou, d'anéantir environ 35 brigades des troupes de Wei Li-houang et de celles de Fou Tsouo-yi (y compris la brigade déjà détruite par Yang Tcheng-wou en juillet) et de prendre toutes les villes situées le long des lignes de chemin de fer Peiping-Liaoning, Peiping-Soueiyuan, Peiping-Tchengteh et Peiping-Paoting, à l'exception de Peiping, Tientsin et Chenyang. Pour atteindre cet objectif, les facteurs décisifs sont une disposition appropriée et un bon commandement des troupes dans les opérations, et un rapport convenable entre périodes de combat et de repos. Si dans les deux mois de septembre et d'octobre, ou un temps un peu plus long, vous arrivez à détruire l'ennemi en position le long de la voie ferrée Kintcheou-Tangchan et à prendre Kintcheou, Chanhaikouan et Tangchan, vous aurez anéanti quelque 18 brigades ennemies. A cet effet, il faut vous préparer dès maintenant à engager le gros de vos forces sur cette ligne, sans vous occuper des troupes ennemies à Tchangtchouen et à Chenyang; entre-temps, apprêtez-vous à anéantir, lorsque vous attaquerez Kintcheou, les forces ennemies qui pourraient venir de Tchangtchouen et de Chenyang au secours de cette ville. Comme les forces ennemies à Kintcheou, Chanhaikouan et Tangchan et dans le voisinage de ces villes sont isolées les unes des autres, le succès de vos attaques pour les anéantir est à peu près certain, et il y a bon espoir aussi que vous réussirez dans votre attaque de Kintcheou tout en anéantissant les renforts ennemis. Si, par contre, vous disposiez le gros de vos forces à Sinmin et dans les environs nord de cette ville, en vue d'attaquer les forces ennemies qui pourraient

---

* Télégrammes rédigés par le camarade Mao Tsé-toung pour la Commission militaire révolutionnaire du Comité central du Parti communiste chinois et adressés à Lin Piao, Louo Jong-houan et d'autres camarades. Les directives données ici pour les opérations de la campagne de Liaosi-Chenyang furent mises en application avec un plein succès. Voici les résultats de cette campagne:

1) La destruction d'un total de 470.000 hommes de l'armée ennemie s'ajoutant aux victoires sur d'autres théâtres d'opérations à la même époque, donna à l'Armée populaire de Libération la supériorité même numérique sur l'armée du Kuomintang.

2) Tout le territoire de la Chine du Nord-Est fut libéré et les conditions furent créées pour la libération de Peiping, de Tientsin et de toute la Chine du Nord.

3) Notre armée acquit de l'expérience dans l'art de conduire des campagnes d'anéantissement de grande envergure.

4) La libération du Nord-Est de la Chine assurait à la Guerre de Libération des arrières stratégiques solides avec une assez bonne base industrielle; elle plaçait le Parti et le peuple dans des conditions favorables pour commencer à rétablir progressivement l'économie.

venir de Tchangtchouen et de Chenyang, celles-ci, estimant la menace trop forte, n'oseraient peut-être pas sortir du tout. D'une part, donc, l'ennemi qui est à Tchangtchouen et à Chenyang pourrait ne pas quitter ces villes et, d'autre part, comme les forces que vous enverriez vers Kintcheou, Chanhaikouan et Tangchan seraient peu importantes, l'ennemi dans ces trois villes et dans leur voisinage (comptant 18 brigades) pourrait se replier sur Kintcheou et Tangchan et deviendrait assez difficile à attaquer; vous seriez pourtant obligés de l'attaquer, gaspillant le temps et l'énergie, ce qui vous réduirait peut-être à une position passive. Voilà pourquoi vous ferez mieux de ne pas vous occuper des troupes ennemies de Tchangtchouen et de Chenyang, mais de concentrer votre attention sur celles qui se trouvent à Kintcheou, Chanhaikouan et Tangchan. Autre point: dans les dix mois de septembre à juin prochain, vous devez vous préparer à livrer trois grandes batailles, en consacrant à chaque bataille environ deux mois, ce qui fait un total de six mois et laisse quatre mois pour le repos. Si, durant la bataille de Kintcheou-Chanhaikouan-Tangchan (la première grande bataille), l'ennemi retranché à Tchangtchouen et à Chenyang fait une sortie au grand complet pour dégager Kintcheou (le fait que le gros de vos forces sera disposé non à Sinmin, mais dans le voisinage de Kintcheou enhardira Wei Li-houang à venir au secours de cette ville), vous pourrez, sans quitter la ligne Kintcheou-Chanhaikouan-Tangchan, anéantir coup sur coup de grands renforts ennemis et vous vous efforcerez de détruire sur place toutes les troupes de Wei Li-houang. Ce serait la situation idéale. Vous devez donc être attentifs aux points suivants:

La campagne de Liaosi-Chenyang fut la première des trois grandes campagnes décisives de la Guerre de Libération du Peuple chinois. Les deux autres furent les campagnes de Houai-Hai et de Peiping-Tientsin. Dans ces trois grandes campagnes, qui durèrent quatre mois et dix-neuf jours, 144 divisions (ou brigades) des troupes régulières de l'ennemi et 29 divisions de ses troupes irrégulières furent anéanties, soit un total de plus de 1.540.000 hommes. Durant cette période, l'Armée populaire de Libération lança également des offensives sur d'autres fronts, anéantissant de nombreuses troupes ennemies. Pendant les deux premières années de la guerre, l'Armée populaire de Libération avait détruit en moyenne environ 8 brigades ennemies par mois. Cette moyenne était maintenant portée à 38 brigades par mois. Ces trois grandes campagnes réduisirent pratiquement à néant les troupes d'élite sur lesquelles le Kuomintang avait compté pour mener la guerre civile contre-révolutionnaire, et hâtèrent considérablement la victoire de la Guerre de Libération dans tout le pays. Au sujet de la campagne de Houai-Hai et de la campagne de Peiping-Tientsin, voir "Directives pour les opérations de la campagne de Houai-Hai", pp. 293-296 et "Directives pour les opérations de la campagne de Peiping-Tientsin", pp. 305-310 du présent tome.

1) Soyez fermement résolus à prendre Kintcheou, Chanhaikouan et Tangchan et à assurer le contrôle de toute la ligne.

2) Soyez fermement résolus à mener une bataille d'anéantissement plus vaste que toutes les précédentes, c'est-à-dire à attaquer l'armée entière de Wei Li-houang quand elle viendra au secours de Kintcheou.

3) En tenant compte de ces deux résolutions, reconsidérez votre plan des opérations, prenez des dispositions pour satisfaire les besoins de toutes vos troupes (vivres, munitions, recrues, etc.) et pour régler la question des prisonniers de guerre.

Veuillez examiner ce qui précède et nous télégraphier votre réponse.

II. LE TELEGRAMME DU 10 OCTOBRE

1. A partir du jour où vous commencerez d'attaquer Kintcheou, il y aura une période où la situation sur le front sera très tendue. Nous attendons que vous nous informiez par radio, tous les deux ou trois jours, de la situation de l'ennemi (capacité de résistance de ses forces défendant Kintcheou, progression de ses renforts venus de Houloutao et de Kinsi comme de Chenyang, mouvements et intentions de ses troupes à Tchangtchouen) ainsi que de notre propre situation (progrès de notre attaque contre la ville, pertes subies dans cette attaque et dans l'interception des renforts ennemis).

2. Il est fort possible, comme vous l'avez dit, que la situation sur le front durant cette période se présentera d'une manière extrêmement favorable pour vous, c'est-à-dire que vous aurez la possibilité d'anéantir non seulement les forces ennemies défendant Kintcheou, mais aussi une partie des renforts ennemis venus de Houloutao et de Kinsi ainsi qu'une partie ou la plupart des forces ennemies s'enfuyant de Tchangtchouen. Si les renforts ennemis partis de Chenyang avancent jusqu'à la région au nord du fleuve Taling juste après la chute de Kintcheou, et si vous êtes ainsi en mesure de déplacer vos forces pour les encercler, vous aurez la possibilité d'anéantir également ces renforts. La clé de tous ces succès, c'est que vous vous efforciez de prendre Kintcheou en une semaine environ.

3. Selon le développement de votre attaque contre Kintcheou et l'avance des renforts ennemis progressant à la fois de l'est et de l'ouest,

vous déciderez de la disposition de vos troupes pour les intercepter. Au cas où les renforts ennemis de Chenyang avanceraient lentement (si, en effet, durant votre attaque contre Kintcheou, l'ennemi assiégé à Tchangtchouen fait une sortie, mais est accroché et durement frappé par notre 12e colonne et autres forces, les renforts ennemis partis de Chenyang peuvent être assez désorientés pour avancer lentement ou s'arrêter ou retourner en arrière au secours des forces de Tchangtchouen), tandis que les renforts ennemis partis de Houloutao et de Kinsi avanceraient rapidement, vous devrez alors vous tenir prêts à engager vos réserves générales pour anéantir, conjointement avec les 4e et IIe colonnes, une partie de ces derniers renforts et, avant tout, pour arrêter leur avance. Si les renforts ennemis partis de Houloutao et de Kinsi peuvent être accrochés et contenus par nos 4e et IIe colonnes et autres forces et, de ce fait, avancent très lentement ou s'arrêtent, si les forces ennemies de Tchangtchouen ne brisent pas l'encerclement, si les renforts ennemis partis de Chenyang avancent rapidement, et si la plupart des forces ennemies de Kintcheou ont été anéanties et que la prise de la ville soit imminente, vous devrez alors laisser les forces ennemies de Chenyang pénétrer profondément dans la région au nord du fleuve Taling, de sorte que vous puissiez en temps voulu déplacer vos forces pour les encercler et les anéantir au moment favorable.

4. Vous devez concentrer votre attention sur les opérations à Kintcheou afin de prendre cette ville aussi vite que possible. Même si aucun des autres objectifs n'est atteint, il vous suffira de prendre Kintcheou pour avoir l'initiative, et ce sera là une grande victoire. Nous espérons que vous accorderez votre attention aux points exposés plus haut. Surtout dans les premiers jours de la bataille pour Kintcheou, alors que les renforts ennemis venant tant de l'est que de l'ouest ne feront pas de mouvements importants, il faut que vous concentriez toute votre énergie sur les opérations du front de Kintcheou.

NOTES

[1] La campagne de Liaosi-Chenyang fut une campagne gigantesque menée du 12 septembre au 2 novembre 1948 par l'Armée populaire de Libération du Nord-Est dans la partie ouest de la province du Liaoning et dans la région de Chenyang-Tchangtchouen. A la veille de cette campagne, les forces du Kuomintang dans le

Nord-Est comprenaient au total 4 groupes d'armées composés de 14 corps d'armée ou de 44 divisions. Elles s'étaient repliées sur trois secteurs isolés l'un de l'autre: Tchangtchouen, Chenyang et Kintcheou. L'Armée populaire de Libération du Nord-Est avait pour objectif d'anéantir complètement les troupes ennemies dans le Nord-Est même et de libérer rapidement tout ce territoire. Soutenue par les larges masses de la population locale, elle commença la campagne de Liaosi-Chenyang en septembre 1948, après avoir concentré des troupes de campagne en 13 colonnes dont une d'artillerie, et des troupes locales, le tout se montant à 53 divisions, soit plus de 700.000 hommes. Kintcheou, sur la ligne de chemin de fer Peiping-Liaoning, était un nœud stratégique reliant le Nord-Est au Nord. Les forces ennemies en garnison dans la région de Kintcheou consistaient en 8 divisions, avec plus de 100.000 hommes, sous les ordres de Fan Han-kié, commandant en chef adjoint du Quartier général du Kuomintang pour "l'extermination des bandits" dans le Nord-Est. La prise de Kintcheou était la clé de la victoire dans la campagne de Liaosi-Chenyang. Selon les directives du camarade Mao Tsé-toung, l'Armée populaire de Libération du Nord-Est, tout en continuant d'assiéger Tchangtchouen avec une colonne et 7 divisions indépendantes, employa 7 colonnes (dont une d'artillerie) et un bataillon de chars pour investir et attaquer Kintcheou; et elle disposa 2 colonnes dans le secteur Tachan-Kaokiao, au sud-ouest de Kintcheou, et 3 colonnes dans le secteur Heichan-Tahouchan-Tchangwou, pour intercepter tous les renforts que l'ennemi pourrait envoyer de Kinsi et de Houloutao d'une part, de Chenyang d'autre part, au secours de Kintcheou. Les combats dans la région de Kintcheou commencèrent le 12 septembre. Au moment même où notre armée, après avoir pris Yihsien, ratissait l'ennemi dans les environs de Kintcheou, Tchiang Kaï-chek prit en hâte l'avion pour le Nord-Est afin d'assumer en personne la direction des opérations; il fit venir d'urgence en renfort 5 divisions dépendant du Quartier général du Kuomintang pour "l'extermination des bandits" dans la Chine du Nord, stationnées sur la ligne Peiping-Liaoning, et 2 divisions de la province du Chantong; celles-ci, formant avec les 4 divisions de Kinsi un total de 11 divisions, lancèrent à partir du 10 octobre de furieuses attaques contre nos positions à Tachan, mais ne parvinrent pas à percer nos lignes. Pendant ce temps, parti de Chenyang pour secourir Kintcheou, le IXe Groupe d'Armées du Kuomintang commandé par Liao Yao-siang et fort de 11 divisions et de 3 brigades de cavalerie fut intercepté par notre armée au nord-est de Heichan et de Tahouchan. Notre armée commença l'assaut de Kintcheou le 14 octobre, et, après trente et une heures de combats acharnés, détruisit totalement les forces ennemies s'élevant à plus de 100.000 hommes, faisant prisonniers entre autres Fan Han-kié et Lou Tsiun-tsiuan, commandant du VIe Groupe d'Armées. La libération de Kintcheou poussa une partie des troupes ennemies à Tchangtchouen à se révolter et à passer de notre côté, et le reste à capituler. Dès lors, l'effondrement complet des forces du Kuomintang dans le Nord-Est était certain. Mais Tchiang Kaï-chek, rêvant encore de reprendre Kintcheou et de rétablir les communications entre la Chine du Nord-Est et la Chine du Nord, donna au groupe d'armées de Liao Yao-siang l'ordre formel de poursuivre sa marche vers Kintcheou. Après la prise de Kintcheou, l'Armée populaire de Libération du Nord-Est revint immédiatement vers le nord-est et serra de près par le flanc nord et le flanc sud le groupe d'armées de Liao Yao-siang à Heichan et à Tahouchan. Le 26 octobre, l'Armée populaire de Libération réussit à encercler l'ennemi dans le secteur Heichan-Tahouchan-Sinmin et, après deux jours et une nuit de combats acharnés, détruisit totalement ces forces s'élevant à plus de 100.000 hommes, faisant prisonniers le commandant de groupe d'armées Liao Yao-siang et les commandants de corps d'armée Li Tao, Pai Feng-wou et Tcheng Ting-ki et d'autres. Exploitant ces

victoires, notre armée avança vigoureusement et libéra Chenyang et Yingkeou le 2 novembre, anéantissant des forces ennemies de plus de 149.000 hommes. Tout le Nord-Est se trouva ainsi libéré. Durant cette campagne, l'ennemi perdit un total de plus de 470.000 hommes, tués, blessés ou prisonniers.

[2] Voir "Circulaire sur la situation", note 7, p. 235 du présent tome.

[3] Le 1er novembre 1948, conformément aux décisions prises à la réunion de septembre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, la Commission militaire révolutionnaire du Comité central classa les forces armées des grandes régions stratégiques en troupes de campagne, troupes locales et unités de partisans. Les troupes de campagne furent organisées en armées de campagne. Une armée de campagne se composait de groupes d'armées; un groupe d'armées, de corps d'armée (appelés à l'origine colonnes); un corps d'armée, de divisions; et une division, de régiments. Selon la région où elles se trouvaient, les armées de campagne de l'Armée populaire de Libération de Chine reçurent les désignations suivantes: Armée de Campagne du Nord-Ouest, Armée de Campagne des Plaines centrales, Armée de Campagne de la Chine de l'Est, Armée de Campagne du Nord-Est et Armée de Campagne de la Chine du Nord. Le nombre de groupes d'armées, de corps d'armée et de divisions dans chaque armée de campagne variait selon les conditions propres à chaque grande région stratégique. Plus tard, l'Armée de Campagne du Nord-Ouest reçut le nom de Ière Armée de Campagne et comprenait 2 groupes d'armées; l'Armée de Campagne des Plaines centrales celui de IIe Armée de Campagne, et comprenait 3 groupes d'armées; l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est celui de IIIe Armée de Campagne, et comprenait 4 groupes d'armées; et l'Armée de Campagne du Nord-Est celui de IVe Armée de Campagne, et comprenait 4 groupes d'armées. Les 3 groupes d'armées composant l'Armée de Campagne de la Chine du Nord furent placés sous le commandement direct du Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération de Chine.

RAFFERMIR LE SYSTEME DU COMITE DU PARTI*

(20 septembre 1948)

Le système du comité du Parti est une importante institution du Parti pour assurer la direction collective et empêcher qu'une seule personne n'accapare la conduite du travail. Or, on a constaté récemment que dans certains de nos organes dirigeants (évidemment pas dans tous) il est de pratique courante qu'une seule personne accapare la conduite du travail et prenne les décisions sur des problèmes importants. Ce n'est pas la réunion du comité du Parti qui décide des solutions à donner à d'importants problèmes, mais une seule personne, et les membres du comité du Parti ne sont là que pour la forme. Les divergences de vues entre les membres du comité ne peuvent être résolues et sont laissées longtemps en suspens. Les membres du comité du Parti ne maintiennent entre eux qu'une unité de forme et non de fond. Il faut changer cet état de choses. Désormais, il faut qu'un bon système de réunions du comité du Parti soit établi partout, des bureaux du Comité central aux comités préfectoraux, des comités de front aux comités de brigade et aux régions militaires (sous-commissions de la Commission militaire révolutionnaire du Parti ou groupes de dirigeants) ainsi qu'aux groupes dirigeants du Parti dans les organes gouvernementaux et les organisations populaires, dans l'agence d'information et les journaux. Tous les problèmes importants (évidemment pas les questions sans conséquence ni les problèmes dont la solution a déjà été décidée après discussion dans les réunions et ne demande plus qu'à être exécutée) doivent être soumis au comité pour discussion; il faut que les membres présents expriment leurs vues sans réserve et arrivent à des décisions précises, lesquelles doivent alors être exécutées par les membres qui en sont responsables. Les comités du Parti aux échelons inférieurs à celui de la préfecture ou de la brigade procéderont de la même manière. Dans les organes dirigeants

supérieurs, il faut tenir aussi des réunions de cadres dirigeants par sections (par exemple, les sections de propagande et les sections d'organisation), par commissions (par exemple, les commissions ouvrières, féminines et de la jeunesse), par écoles (par exemple, les écoles du Parti) ou par services (par exemple, les services d'études politiques). Bien entendu, pour éviter d'entraver le travail, il faut veiller à ce que les réunions ne soient pas trop longues ni trop fréquentes et qu'elles ne s'enlisent pas dans la discussion de menus détails. Au sujet des problèmes importants qui sont complexes et controversés, il faut, de plus, avoir des entretiens particuliers avant la réunion pour mieux préparer la discussion; sinon la réunion risque de prendre des décisions de pure forme ou même n'arrive à aucune décision. Les réunions d'un comité du Parti doivent être de deux sortes: réunions du comité permanent et réunions en séance plénière, et il ne faut pas les confondre. De plus, retenons ceci: la direction collective et la responsabilité personnelle sont également indispensables, il ne faut négliger ni l'une ni l'autre. Dans l'armée, pendant les opérations ou quand les circonstances l'exigent, les chefs responsables ont le droit de prendre des décisions d'urgence.

* Texte d'une décision rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois.

CIRCULAIRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LA REUNION DE SEPTEMBRE*

(10 octobre 1948)

1. En septembre 1948, le Bureau politique du Comité central a tenu une réunion, à laquelle ont assisté sept membres du Bureau politique, quatorze membres et membres suppléants du Comité central et dix camarades chargés d'importantes responsabilités, dont les principaux dirigeants du Parti et de l'armée en Chine du Nord, en Chine de l'Est, dans les Plaines centrales et en Chine du Nord-Ouest. Cette réunion est la plus nombreuse qui ait eu lieu au Comité central depuis la capitulation du Japon. Elle a examiné le travail de la période écoulée et fixé les tâches pour la période à venir.

2. Depuis le VII[e] Congrès du Parti, en avril 1945, le Comité central et les cadres dirigeants de tout le Parti ont fait preuve d'une unité plus grande encore que pendant la Guerre de Résistance contre le Japon. Cette unité a permis à notre Parti de faire face à de nombreux événements importants à l'intérieur et à l'extérieur du pays, durant les trois années entières qui se sont écoulées depuis la capitulation du Japon et, au cours de ces événements, de faire faire un grand pas en avant à la révolution chinoise, de briser l'influence politique de l'impérialisme américain parmi les larges masses populaires de Chine, de faire front à la nouvelle trahison du Kuomintang[1], de repousser ses attaques militaires et de mettre l'Armée populaire de Libération en état de passer de la défensive à l'offensive.

Au cours de ces deux dernières années de combats, de juillet 1946 à juin 1948, l'Armée populaire de Libération a infligé à l'ennemi des pertes s'élevant à 2.640.000 hommes, dont 1.630.000 prisonniers. Le butin de guerre pour ces deux années comprend principalement près de 900.000 fusils, plus de 64.000 mitrailleuses lourdes et légères, 8.000 pièces d'artillerie légère, 5.000 pièces d'artillerie d'infanterie

et 1.100 canons lourds de montagne et de campagne. Pendant la même période, l'Armée populaire de Libération a vu ses effectifs monter de 1.200.000 hommes à 2.800.000. Nos troupes régulières ont passé de 118 brigades à 176, soit de 610.000 hommes à 1.490.000. Les régions libérées s'étendent maintenant sur 2.350.000 kilomètres carrés, soit 24,5 pour cent de la superficie totale de la Chine, qui est de 9.597.000 kilomètres carrés; elles sont peuplées de 168 millions d'habitants, soit 35,3 pour cent de la population totale de la Chine, qui est de 475 millions; et elles comptent 586 villes, grandes, moyennes et petites (chefs-lieux de district et au-dessus), soit 29 pour cent des 2.009 villes que possède le pays.

Notre Parti ayant conduit fermement les paysans dans la réforme du système agraire, le problème agraire a été entièrement résolu dans des régions peuplées d'environ 100 millions d'habitants, et les terres des propriétaires fonciers et des paysans riches de type ancien y ont été distribuées de façon à peu près égale parmi la population rurale, et en premier lieu parmi les paysans pauvres et les salariés agricoles.

Les membres de notre Parti, au nombre de 1.210.000 en mai 1945, sont à présent 3.000.000. (En 1927, avant que le Kuomintang n'ait trahi la révolution, leur nombre était de 50.000; la même année, après la trahison du Kuomintang, il tomba à 10.000 environ; en 1934, l'heureux développement de la révolution agraire le fit monter à 300.000; en 1937, à la suite de la défaite de la révolution dans le Sud[2], il tomba à 40.000 environ; en 1945, les succès remportés dans la Guerre de Résistance contre le Japon le firent monter à 1.210.000; et maintenant que la guerre contre Tchiang Kaï-chek et la révolution agraire se développent avec succès, il a atteint 3.000.000.) D'une part, le Parti a surmonté pour l'essentiel au cours des douze derniers mois et continue de surmonter des phénomènes malsains existant à un certain degré dans ses rangs; il s'agit d'impuretés dans la composition de classe (infiltration de propriétaires fonciers et de paysans riches), d'impuretés dans l'idéologie (idéologie des propriétaires fonciers et

* Circulaire à l'intention du Parti, rédigée par le camarade Mao Tsé-toung au nom du Comité central du Parti communiste chinois. La réunion de septembre 1948 eut lieu au village de Sipaipo, district de Pingchan, province du Hopei. Cette réunion du Bureau politique fut la plus nombreuse depuis la capitulation du Japon, du fait qu'il n'avait pas été possible d'organiser auparavant des réunions avec une participation aussi large, la plupart des membres du Comité central se trouvant dispersés dans les différentes régions libérées, où ils dirigeaient la Guerre de Libération, alors si intense, et les communications étant extrêmement difficiles.

des paysans riches) et d'impuretés dans le style de travail (bureaucratisme et autoritarisme). D'autre part, le Parti a surmonté pendant le même temps et continue de surmonter certaines erreurs "de gauche" apparues au cours de la lutte des masses paysannes, mobilisées sur une vaste échelle, pour résoudre le problème agraire; il s'agit des empiétements partiels mais assez nombreux sur les intérêts des paysans moyens, du préjudice causé à certaines entreprises industrielles et commerciales privées et de la transgression en quelques endroits de certaines limites fixées par notre politique de répression de la contre-révolution. Les grandes et ardentes luttes révolutionnaires qui se sont déroulées depuis trois ans, et spécialement depuis un an, et la correction consciencieuse de nos erreurs ont accru, dans une large mesure, la maturité politique de notre Parti tout entier.

Le travail du Parti dans les régions du Kuomintang a été couronné de succès. On peut le voir au fait que dans les grandes villes nous avons gagné à la cause de notre Parti de larges masses d'ouvriers, d'étudiants, d'instituteurs, de professeurs, de travailleurs culturels, de citadins en général et de capitalistes nationaux ainsi que l'ensemble des partis démocratiques et des organisations populaires, si bien que nous avons pu résister à l'oppression du Kuomintang et le mettre dans un isolement complet. Dans plusieurs grandes régions du Sud (les régions frontières du Foukien-Kouangtong-Kiangsi, du Hounan-Kouangtong-Kiangsi, du Kouangtong-Kouangsi et du Kouangsi-Yunnan, le sud du Yunnan, la région frontière de l'Anhouei-Tchékiang-Kiangsi ainsi que l'est et le sud du Tchékiang), des bases pour la guerre de partisans ont été établies et les effectifs des forces de guérilla sont montés à plus de 30.000 hommes.

Durant ces deux dernières années, notamment pendant les douze mois qui viennent de s'écouler, nous avons réalisé dans l'Armée populaire de Libération un mouvement démocratique mené en bon ordre et sous bonne direction, auquel tous les combattants et commandants ont pris part. Dans ce mouvement, nous avons développé l'autocritique, nous avons surmonté le bureaucratisme, que nous continuons d'ailleurs de surmonter, et nous avons rétabli le système du comité du Parti aux différents échelons de l'armée ainsi que le système du comité de soldats dans les compagnies, qui avaient l'un et l'autre donné de bons résultats de 1927 à 1932, mais avaient été supprimés par la suite. Tout cela a considérablement élevé l'enthousiasme et le niveau de conscience politique des commandants et des combattants, renforcé leur puissance de combat et leur esprit de discipline et nous a aidés à

absorber quelque 800.000 soldats du Kuomintang faits prisonniers et à les transformer en combattants libérés[3] qui ont retourné leurs armes contre le Kuomintang. Au cours des deux dernières années, nous avons, dans les régions libérées, mobilisé parmi les paysans qui ont obtenu des terres quelque 1.600.000 hommes pour qu'ils s'enrôlent dans l'Armée populaire de Libération.

Nous avons déjà un assez grand nombre de chemins de fer, de mines et d'industries, et notre Parti déploie une grande activité pour apprendre à gérer l'industrie et à faire du commerce. Dans le courant de ces deux dernières années, nos industries de guerre ont pris un grand développement, mais elles ne sont pas encore à même de répondre aux exigences de la guerre. Nous manquons de certaines matières premières et machines importantes et, pratiquement, nous ne pouvons pas encore produire de l'acier.

En Chine du Nord, dans des régions où la population se chiffre à 44 millions, nous avons établi un gouvernement populaire unifié, dans lequel notre Parti collabore avec des démocrates en dehors du Parti. Afin de faciliter le soutien au front, nous avons décidé de charger ce gouvernement d'unifier la direction et l'administration de l'économie, des finances, du commerce, des banques, des communications et des industries de guerre dans les trois régions de la Chine du Nord, de la Chine de l'Est (avec 43 millions d'habitants) et de la Chine du Nord-Ouest (avec 7 millions d'habitants); et dans un proche avenir nous comptons étendre cette unification à deux autres régions: le Nord-Est et les Plaines centrales.

3. A la lumière de nos succès dans les combats des deux dernières années et de la situation générale entre l'ennemi et nous, la réunion du Bureau politique a estimé qu'il était parfaitement possible, en cinq ans environ (à partir de juillet 1946) d'édifier une Armée populaire de Libération de 5 millions d'hommes, d'anéantir au total quelque 500 brigades (ou divisions) des troupes régulières de l'ennemi (une moyenne d'environ 100 brigades par an), d'infliger des pertes de quelque 7.500.000 hommes à ses forces régulières et irrégulières et à ses unités spéciales (une moyenne d'environ 1.500.000 hommes par an), et de renverser fondamentalement la domination réactionnaire du Kuomintang.

Le Kuomintang avait une force militaire de 4.300.000 hommes en juillet 1946. Au cours des deux dernières années, 3.090.000 de ses soldats ont été mis hors de combat ou ont déserté tandis qu'il recrutait 2.440.000 hommes. Sa force actuelle est donc de 3.650.000 hommes.

On estime que dans les trois années à venir le Kuomintang pourra encore recruter 3 millions d'hommes et qu'environ 4.500.000 seront probablement mis hors de combat ou déserteront. Ainsi, au bout de cinq années de combats, il est probable qu'il ne restera plus au Kuomintang que 2 millions d'hommes environ. Notre armée compte maintenant 2.800.000 hommes. Dans les trois années à venir, nous projetons d'incorporer dans nos forces 1.700.000 prisonniers (estimés aux 60 pour cent du total des prisonniers que nous ferons) et de mobiliser 2 millions de paysans qui s'enrôleront dans l'armée. Compte tenu des pertes, notre armée approchera probablement des 5 millions à la suite de cinq années de combats. Si cinq années de combats aboutissent à ces résultats, on pourra dire que nous aurons fondamentalement renversé la domination réactionnaire du Kuomintang.

Pour remplir cette tâche, nous devons anéantir chaque année environ 100 brigades (ou divisions) des troupes régulières de l'ennemi, ce qui fait un total d'environ 500 brigades (ou divisions) en cinq ans. Voilà la clé de la solution de tous les problèmes. Etant donné que les troupes régulières de l'ennemi que nous avons anéanties équivalaient en effectifs à 97 brigades (ou divisions) dans la première année de combats et à 94 brigades (ou divisions) dans la seconde, nos objectifs peuvent être atteints et même dépassés. Sur les 3.650.000 hommes qui représentent la totalité des forces actuelles du Kuomintang, 70 pour cent se trouvent engagés en première ligne (au nord de la ligne formée par le Yangtsé et les monts de Pachan, à l'est de la ligne Lantcheou-monts de Holan et au sud de la ligne Tchengteh-Tchangtchouen); seulement 30 pour cent environ sont à l'arrière (y compris les forces qui sont au sud de la ligne formée par le Yangtsé et les monts de Pachan et celles qui sont à l'ouest de la ligne Lantcheou-monts de Holan). Sur les 285 brigades, soit 1.980.000 hommes, qui constituent la totalité des forces régulières actuelles du Kuomintang, 249 brigades, soit 1.742.000 hommes, se trouvent en première ligne (99 brigades, soit 694.000 hommes, sur le front nord, et 150 brigades, soit 1.048.000 hommes, sur le front sud), 36 brigades seulement, soit 238.000 hommes, sont à l'arrière, et ce sont pour la plupart des troupes récemment formées, et dont la puissance de combat est faible. C'est pourquoi le Bureau politique du Comité central a décidé que, pendant la troisième année, l'Armée populaire de Libération tout entière continuerait à opérer au nord du Yangtsé et en Chine du Nord et du Nord-Est. Pour accomplir notre tâche, qui est d'anéantir l'ennemi, outre qu'il convient de mobiliser avec méthode

et mesure les habitants des régions libérées pour qu'ils s'enrôlent dans l'armée, il est nécessaire d'utiliser en grand nombre des soldats faits prisonniers.

4. Parce que notre Parti et notre armée se sont trouvés longtemps dans une situation où nous étions séparés par l'ennemi, où nous faisions la guerre de partisans et restions dans les régions rurales, nous avons accordé une très grande autonomie aux organes dirigeants du Parti et de l'armée dans les différentes régions, ce qui permit aux organisations du Parti et aux forces armées de mettre en œuvre leur initiative et leur enthousiasme et de traverser de longues périodes de difficultés graves; mais en même temps ces circonstances donnèrent lieu à certaines manifestations d'indiscipline et d'anarchie, de régionalisme et de l'esprit de partisan qui furent nuisibles à la cause de la révolution. La situation actuelle exige que notre Parti fasse tout son possible pour éliminer de tels phénomènes, qu'il concentre dans les mains du Comité central et de ses organes représentatifs tous les pouvoirs qui peuvent et doivent être centralisés et opère la transition de la guerre de partisans à la guerre régulière. Au cours des deux dernières années, l'armée tout comme ses opérations ont acquis un caractère plus régulier, mais cela ne suffit pas et, au cours de la troisième année, un nouveau grand pas doit être fait. Dans ce but, nous devons tout mettre en œuvre pour réparer et faire fonctionner des moyens de communication modernes, tels que chemins de fer, routes et bateaux à vapeur, pour renforcer l'administration des villes et la gestion de l'industrie, de façon à déplacer progressivement le centre du travail de notre Parti de la campagne à la ville.

5. Conquérir le pouvoir dans tout le pays exige de notre Parti qu'il forme rapidement et systématiquement un grand nombre de cadres capables d'administrer les affaires militaires, politiques, économiques et celles du Parti, de la culture et de l'éducation. Pendant la troisième année de la guerre, nous devons avoir tout prêts 30.000 à 40.000 cadres de rangs inférieur, moyen et supérieur, de sorte qu'au cours de la quatrième année, ils puissent accompagner l'armée quand elle avancera et assumer une administration bien organisée dans les nouvelles régions libérées peuplées de 50 à 100 millions d'habitants. La Chine a un vaste territoire et une population nombreuse, et la guerre révolutionnaire se développe avec une grande rapidité; mais notre réserve de cadres est très insuffisante – c'est là une très grande difficulté. Dans la préparation des cadres au cours de la troisième année, tout en comptant sur les régions libérées anciennes pour en

fournir la majorité, nous devons prendre soin de recruter également des cadres dans les grandes villes contrôlées par le Kuomintang. Il y a dans les grandes villes des régions du Kuomintang beaucoup d'ouvriers et d'intellectuels qui peuvent participer à notre travail et qui ont, en général, un niveau culturel plus élevé que les ouvriers et les paysans des régions libérées anciennes. A l'exception des éléments réactionnaires, nous devrons utiliser en grand nombre ceux qui travaillent dans les organismes économiques, financiers, culturels et d'éducation du Kuomintang. Dans les régions libérées, l'enseignement scolaire doit être rétabli et développé.

6. Le mot d'ordre pour la convocation d'une conférence consultative politique[4] a rallié autour de notre Parti tous les partis démocratiques, toutes les organisations populaires et tous les démocrates sans-parti des régions du Kuomintang. Nous sommes en train de prendre des dispositions pour que des personnalités représentatives de ces partis et organisations puissent venir dans les régions libérées et nous nous préparons à convoquer en 1949 une conférence où seront représentés tous les partis démocratiques, toutes les organisations populaires et les démocrates sans-parti de Chine, dans le but d'établir le Gouvernement central provisoire de la République populaire de Chine.

7. Le rétablissement et le développement de la production industrielle et agricole dans les régions libérées constituent un chaînon important dans notre effort pour soutenir la guerre et vaincre les réactionnaires du Kuomintang. La réunion du Bureau politique a estimé que, d'une part, l'Armée populaire de Libération devait développer son offensive victorieuse dans les régions du Kuomintang et tirer des armées et des régions du Kuomintang d'importantes ressources humaines et matérielles nécessaires à la poursuite de la guerre; et que d'autre part, tous les efforts devaient être faits dans les régions libérées anciennes pour rétablir et développer la production industrielle et agricole de manière à élever quelque peu leur niveau. C'est seulement après avoir accompli nos tâches dans ces deux domaines que nous pouvons être sûrs de renverser la domination réactionnaire du Kuomintang; autrement, ce sera impossible.

Nous rencontrerons beaucoup de difficultés dans l'exécution de ces tâches. Quand nos armées opéreront dans les régions du Kuomintang sans pouvoir s'appuyer sur un arrière ou sur un arrière suffisant, elles devront trouver elles-mêmes sur place la totalité ou la plus grande partie de leurs fournitures militaires. Par ailleurs, le

rétablissement et le développement de la production industrielle et agricole demandent un bon travail d'organisation, une bonne direction du marché dans les régions libérées, le contrôle du commerce avec les régions extérieures, la solution des problèmes de la pénurie de certaines machines et matières premières et, avant tout, la solution des problèmes des communications, des transports et de la réparation des chemins de fer, des routes et des voies fluviales. Actuellement, de grandes difficultés se présentent dans la situation économique et financière des régions libérées. Bien qu'elles soient beaucoup moins grandes que celles du Kuomintang, elles n'en existent pas moins. Elles proviennent principalement de ce que nos ressources humaines et matérielles ne suffisent pas aux besoins de la guerre, et que l'inflation s'est accentuée sensiblement. Ces difficultés comptent parmi leurs causes l'insuffisance de notre travail d'organisation, particulièrement dans le domaine économique et financier. Nous estimons qu'elles peuvent et doivent être surmontées. Dans ce but, nous devons combattre le gaspillage et appliquer un régime de stricte économie. Au front, nous devons veiller à ce que tout butin soit remis aux autorités, nous devons ménager nos forces vives, prendre bien soin des armes, nous garder de gaspiller les munitions et de maltraiter les prisonniers. A l'arrière, nous devons réduire les dépenses de l'administration, mobiliser moins de main-d'œuvre et de force animale dont l'emploi ne présente pas une nécessité urgente, réduire le temps consacré aux réunions, observer les saisons agricoles de manière que les travaux des champs se fassent à temps, réduire les frais dans la production industrielle, augmenter la productivité du travail, mobiliser le Parti tout entier pour apprendre à diriger la production industrielle et agricole et à faire le commerce, déployer les plus grands efforts possibles pour organiser convenablement l'économie des régions libérées, surmonter la cécité qui frappe les marchés et mener les luttes nécessaires contre tous les spéculateurs et trafiquants. Si nous nous attelons sérieusement à toutes ces tâches, nous pourrons certainement venir à bout de nos difficultés.

8. Elever le niveau théorique des cadres et élargir la démocratie au sein du Parti constituent des chaînons importants dans l'accomplissement des tâches précitées. La réunion du Bureau politique a adopté une résolution spéciale concernant l'élargissement de la démocratie au sein du Parti[5]. Il a discuté aussi le problème de l'élévation du niveau théorique des cadres et attiré sur ce problème l'attention de tous les camarades présents.

9. Le VI[e] Congrès du Travail s'est déroulé avec succès, et la Fédération des Syndicats de Chine[6] a été fondée. Dans le premier semestre de l'année prochaine, un Congrès des Femmes sera convoqué pour former la Fédération nationale des Femmes démocrates de Chine[7], et un Congrès de la Jeunesse pour former la Fédération nationale de la Jeunesse de Chine[8], et la Ligue de la Jeunesse de Démocratie nouvelle sera constituée[9].

NOTES

[1] La première trahison du Kuomintang date de 1927. La "nouvelle trahison" désigne ici la guerre civile contre-révolutionnaire déclenchée à l'échelle nationale par le Kuomintang après la fin de la Guerre de Résistance contre le Japon.

[2] Il s'agit de la défaite de l'Armée rouge chinoise dans sa lutte contre la 5[e] campagne "d'encerclement et d'anéantissement" du Kuomintang, défaite qui entraîna le retrait du gros de nos forces des bases révolutionnaires du Sud en 1934; elle fut la conséquence de la ligne déviationniste "de gauche" apparue pour la troisième fois dans le Parti et représentée par Wang Ming.

[3] Il s'agit des soldats du Kuomintang faits prisonniers et libérés par l'Armée populaire de Libération et qui rejoignirent les rangs de celle-ci après avoir reçu une éducation politique.

[4] Le mot d'ordre pour la convocation d'une conférence consultative politique fut avancé par le camarade Mao Tsé-toung. Sur sa proposition, l'un des "Mots d'ordre du 1[er] Mai" pour 1948 lancés par le Comité central du Parti communiste chinois s'énonçait ainsi: "Que tous les partis démocratiques, toutes les organisations populaires et notabilités tiennent au plus tôt une conférence consultative politique pour discuter et réaliser la convocation d'une assemblée populaire nationale et la formation d'un gouvernement démocratique de coalition." Ce mot d'ordre trouva immédiatement un écho chaleureux auprès des partis démocratiques et organisations populaires et des démocrates sans-parti des régions sous le contrôle du Kuomintang. La Conférence consultative politique changea plus tard son nom en celui de Nouvelle Conférence consultative politique et enfin en celui de Conférence consultative politique du Peuple chinois. Voir "Allocution à la Réunion préparatoire de la Nouvelle Conférence consultative politique", note 1, p. 427 du présent tome.

[5] Il s'agit de la "Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur la convocation de congrès et de conférences du Parti aux différents échelons". Cette résolution arrêta les dispositions suivantes pour instaurer et développer une vie démocratique normale au sein du Parti: Les comités du Parti aux différents échelons doivent tenir régulièrement des congrès et conférences du Parti à leur échelon respectif, comme l'exigent les statuts du Parti. Ces congrès et conférences doivent être investis de tous les pouvoirs prévus par les statuts du Parti, et auxquels il n'est permis de porter aucune atteinte. Les réunions doivent être bien préparées à l'avance. Les controverses au sein du Parti doivent faire l'objet d'un compte rendu prompt et fidèle qui sera soumis à l'échelon supérieur et les controverses importantes doivent être rapportées au Comité central. La résolution prenait également des

mesures pour le renforcement du système du comité du Parti et exigeait que les comités du Parti à tous les échelons appliquent le système selon lequel les questions importantes doivent être décidées collectivement après discussion par le comité du Parti, qu'aucune décision sur une question importante ne soit prise par une seule personne et que l'on ne mette trop l'accent ni sur la direction collective ni sur la responsabilité individuelle au détriment de l'une ou de l'autre.

[6] Le VIe Congrès du Travail se tint à Kharbine en août 1948. La Fédération des Syndicats de Chine, l'organisation nationale unifiée de la classe ouvrière chinoise, fut rétablie à ce congrès. Les cinq précédents Congrès du Travail avaient eu lieu respectivement en 1922, 1925, 1926, 1927 et 1929.

[7] Le Ier Congrès des Femmes fut tenu en mars 1949 à Peiping. La Fédération nationale des Femmes démocrates de Chine, l'organe dirigeant des organisations des femmes dans tout le pays, fut fondée à ce congrès. Elle prit plus tard le nom de Fédération nationale des Femmes de la République populaire de Chine.

[8] La première session du Congrès de la Jeunesse se tint en mai 1949 à Peiping. La Fédération nationale de la Jeunesse démocratique de Chine fut fondée à cette session. Elle prit plus tard le nom de Fédération nationale de la Jeunesse de Chine.

[9] La Ligue de la Jeunesse de Démocratie nouvelle fut fondée en janvier 1949 conformément à une décision du Comité central du Parti communiste chinois. Elle tint son premier congrès à Peiping en avril 1949. Elle prit le nom de Ligue de la Jeunesse communiste de Chine à son IIIe Congrès en mai 1957.

DIRECTIVES POUR LES OPERATIONS DE LA CAMPAGNE DE HOUAI-HAI[1]*

(11 octobre 1948)

Au sujet des dispositions à prendre en vue de la campagne de Houai-Hai, voici quelques points soumis à votre considération.

1. Comme tâche centrale pendant la première phase de cette campagne, concentrer des forces pour anéantir le groupe d'armées de Houang Po-tao, faire une percée au centre et prendre Sinantchen, la station ferroviaire de Yunho, Tsaopatsi, Yihsien, Tsaotchouang, Lintcheng, Hantchouang, Chouyang, Peihsien, Tantcheng, Taieultchouang, Linyi et d'autres lieux. Pour atteindre ces objectifs, utiliser 2 colonnes pour l'anéantissement de chaque division ennemie, c'est-à-dire utiliser au total 6 à 7 colonnes pour scinder et anéantir les 25e, 63e et 64e divisions ennemies. Utiliser 5 à 6 colonnes pour intercepter et anéantir les renforts ennemis. Utiliser une à 2 colonnes pour anéantir une brigade de Li Mi dans la région de Lintcheng-Hantchouang et s'efforcer d'occuper ces deux villes afin de faire peser du nord une menace sur Siutcheou, de sorte que les 2 groupes d'armées placés sous le commandement de Kieou Tsing-tsiuan et de Li Mi n'osent se porter en renfort à l'est avec tous leurs effectifs. Disposer une colonne et des formations locales dans le Chantong du Sud-Ouest pour effectuer une attaque de flanc contre la section du chemin de fer comprise entre Siutcheou et Changkieou, afin de contenir une partie du groupe d'armées de Kieou Tsing-tsiuan (3 divisions placées sous le commandement de Souen Yuan-liang s'apprêtant à se diriger vers l'est, il convient que Lieou Po-tcheng, Tchen Yi et Teng Siao-ping disposent immédiatement leurs troupes pour attaquer la ligne Tchengtcheou-Siutcheou, afin de contenir le groupe d'armées de Souen Yuan-liang). Utiliser une à 2 colonnes pour des opérations dans la région de Soutsien-Soueining-Lingpi, afin de contenir le groupe d'armées de Li Mi. Ces dispositions signifient qu'il faudra employer

plus de la moitié de nos effectifs à contenir les 2 groupes d'armées commandés par Kieou Tsing-tsiuan et Li Mi, à intercepter leurs attaques et à en anéantir une partie, avant de pouvoir atteindre notre objectif qui est d'anéantir les 3 divisions du groupe d'armées de Houang Po-tao. Ces dispositions sont, dans leurs grandes lignes, identiques à celles qui avaient pour objectif la prise de Tsinan et la mise en déroute des renforts ennemis[2] au mois de septembre; faute de quoi il sera impossible d'anéantir les 3 divisions du groupe d'armées de Houang Po-tao. S'efforcer d'achever cette première phase dans les deux à trois semaines qui suivront le début de la campagne.

2. Au cours de la deuxième phase, utiliser approximativement 5 colonnes pour attaquer et anéantir l'ennemi dans la région qui englobe Haitcheou, Sinpou, Lienyunkang et Kouanyun et occuper ces villes. Il est à présumer que, lors de cette phase, les 54e et 32e divisions ennemies seront très probablement amenées par mer de Tsingtao dans la région de Haitcheou-Sinpou-Lienyunkang[3]. Il y aura dans cette région au total 3 divisions ennemies, dont une se trouve déjà sur place, c'est pourquoi nous devrons utiliser 5 colonnes pour les attaquer et utiliser le reste de nos forces (de nos forces principales) pour immobiliser les 2 groupes d'armées commandés par Kieou Tsing-tsiuan et Li Mi, toujours selon le principe des dispositions qui avaient pour objectif la prise de Tsinan et la mise en déroute des renforts ennemis au mois de septembre. S'efforcer aussi d'achever cette phase en deux à trois semaines.

3. Au cours de la troisième phase, il est à supposer que la bataille se livrera du côté de Houaiyin-Houaian. L'ennemi aura à ce

---

* Télégramme rédigé par le camarade Mao Tsé-toung pour la Commission militaire révolutionnaire du Comité central du Parti et adressé aux Armées de Campagne de la Chine de l'Est et des Plaines centrales ainsi qu'aux Bureaux du Comité central du Parti communiste chinois dans ces deux régions. La campagne de Houai-Hai fut l'une des trois grandes campagnes décisives de la Guerre de Libération du Peuple chinois. Cette campagne fut menée conjointement par les Armées de Campagne de la Chine de l'Est et des Plaines centrales et les troupes locales de ces deux régions. Au cours de cette campagne, le Kuomintang perdit au total plus de 555.000 hommes. Les directives formulées par le camarade Mao Tsé-toung dans ce télégramme conduisirent à un succès complet; la campagne se déroula même dans des conditions encore plus favorables que prévu, et la victoire en fut d'autant plus rapide et plus grande. A la suite de cette campagne, Nankin, capitale du gouvernement réactionnaire du Kuomintang, se trouva sous la menace directe de l'Armée populaire de Libération. La campagne de Houai-Hai se termina le 10 janvier 1949, et le 21 janvier Tchiang Kaï-chek annonça qu'il "se retirait". Dès lors, la clique réactionnaire régnante du Kuomintang à Nankin fut en pleine débâcle.

moment-là accru ses effectifs d'environ une division (la 8e division réorganisée est en route de Yentai vers le sud); par conséquent, nous devrons aussi être prêts à engager environ 5 colonnes dans l'attaque et à utiliser le reste de nos forces principales pour attaquer et immobiliser les renforts ennemis. Cette phase nécessitera aussi deux à trois semaines environ.

Les trois phases demanderont au total environ un mois et demi à deux mois.

4. Vous aurez à terminer la campagne de Houai-Hai en l'espace de deux mois, soit novembre et décembre. Mettez au repos, instruisez et consolidez vos troupes en janvier prochain. De mars à juillet, vous aurez à combattre en coordination avec Licou Po-tcheng et Teng Siao-ping pour acculer l'ennemi dans les points situés le long de la rive opposée du Yangtsé, où il se retranchera. En automne prochain, le gros de vos forces livrera probablement des combats pour la traversée du Yangtsé.

NOTES

[1] La campagne de Houai-Hai fut une des campagnes décisives de l'Armée populaire de Libération. Elle se déroula sur un vaste territoire situé dans les provinces du Kiangsou, du Chantong, de l'Anhouei et du Honan, ayant Siutcheou pour centre et s'étendant de Haitcheou à l'est, jusqu'à Changkieou à l'ouest, et de Lintcheng (dont le nom actuel est Siuétcheng) au nord, jusqu'au Houaiho au sud. Les forces du Kuomintang massées sur ce théâtre d'opérations comprenaient 5 groupes d'armées et les troupes de 3 Zones de Pacification – soit les 4 groupes d'armées et les troupes de 3 Zones de Pacification sous les ordres de Lieou Tche et de Tou Yu-ming, respectivement commandant et commandant adjoint du Quartier général du Kuomintang pour "l'extermination des bandits", à Siutcheou, et le groupe d'armées commandé par Houang Wei, venu plus tard en renfort de la Chine centrale. L'Armée populaire de Libération engagea dans cette campagne des effectifs de plus de 600.000 hommes, dont 16 colonnes de l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est, 7 colonnes de l'Armée de Campagne des Plaines centrales et les troupes locales de la Région militaire de la Chine de l'Est, de la Région militaire des Plaines centrales et de la Région militaire du Hopei-Chantong-Honan (qui faisait alors partie de la Région militaire de la Chine du Nord). La campagne dura soixante-cinq jours, du 6 novembre 1948 au 10 janvier 1949; 22 corps d'armée, soit 56 divisions des troupes d'élite du Kuomintang (dont 4 et demie se révoltèrent et passèrent de notre côté), d'un effectif total de 555.000 hommes, furent complètement anéantis, et 2 groupes d'armées, venant en renfort de Nankin et commandés par Lieou Jou-ming et Li Yen-nien, furent repoussés. Le résultat de cette campagne fut la libération quasi-complète des territoires situés au nord du Yangtsé, dans la Chine de l'Est et les Plaines centrales. La campagne se déroula en trois phases.

Au cours de la première phase, du 6 au 22 novembre, l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est, opérant en liaison avec l'Armée de Campagne des Plaines centrales, encercla et anéantit le groupe d'armées de Houang Po-tao dans le secteur Sinantchen-Nientchouang, à l'est de Siutcheou; Houang Po-tao lui-même fut tué, tandis qu'étaient libérés de vastes territoires de part et d'autre de la ligne de chemin de fer Longhai à l'est de Nientchouang, de part et d'autre de la section comprise entre Siutcheou et Pengpou de la ligne de chemin de fer Tientsin-Poukeou, ainsi qu'à l'ouest et au nord de Siutcheou. Dans le secteur Taicultchouang-Tsaotchouang, 3 divisions et demie de la IIIe Zone de Pacification du Kuomintang, avec un effectif total de plus de 23.000 hommes, se révoltèrent et passèrent de notre côté. Au cours de la deuxième phase, du 23 novembre au 15 décembre, l'Armée de Campagne des Plaines centrales, opérant en liaison avec le gros de l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est, encercla et anéantit le groupe d'armées de Houang Wei dans la région de Chouangtoueitsi, au sud-ouest de Souhsien, faisant prisonniers Houang Wei et Wou Chao-tcheou, respectivement commandant et commandant adjoint de ce groupe d'armées; une division se révolta et passa de notre côté. En même temps, nos troupes anéantirent le groupe d'armées de Souen Yuan-liang qui s'enfuyait de Siutcheou en direction de l'ouest. Seul Souen Yuan-liang parvint à s'échapper. Au cours de la troisième phase, du 6 au 10 janvier 1949, l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est, opérant en liaison avec l'Armée de Campagne des Plaines centrales, encercla et anéantit dans le secteur Tsinglongtsi-Tchenkouantchouang, au nord-est de Yongtcheng, les 2 groupes d'armées de Kieou Tsing-tsiuan et de Li Mi, dirigés personnellement par Tou Yu-ming, et qui s'enfuyaient de Siutcheou en direction de l'ouest. Tou Yu-ming fut fait prisonnier, Kieou Tsing-tsiuan fut tué, seul Li Mi parvint à s'échapper. Ainsi s'acheva victorieusement la grande campagne de Houai-Hai.

[2] "La prise de Tsinan et la mise en déroute des renforts ennemis" fait allusion à la méthode de combat utilisée par l'Armée populaire de Libération lors de la bataille de Tsinan à la mi-septembre 1948. Tsinan était une position stratégique du Kuomintang dans la région du Chantong, tenue par une garnison forte de plus de 110.000 hommes appartenant à la IIe Zone de Pacification du Kuomintang. De plus, 23 brigades des forces principales du Kuomintang (soit quelque 170.000 hommes) disposées dans la région de Siutcheou, étaient prêtes à tout moment à se porter en renfort à Tsinan. Notre Armée de Campagne de la Chine de l'Est forma un groupe de 7 colonnes pour assaillir la ville, et un groupe de 8 colonnes pour mettre en déroute les renforts ennemis. L'assaut général contre Tsinan fut donné dans la nuit du 16 septembre 1948. Le 24 septembre, après huit jours et huit nuits de combats ininterrompus, la garnison ennemie fut complètement anéantie (un corps d'armée se révolta et passa de notre côté), et Wang Yao-wou, commandant de la IIe Zone de Pacification du Kuomintang, fut fait prisonnier. Nos forces prirent Tsinan avec une telle rapidité que les troupes ennemies de Siutcheou n'osèrent pas se porter vers le nord au secours de Tsinan.

[3] En fait, ces 2 divisions ennemies n'osèrent pas s'y porter en renfort.

FORCES REVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS, COMBATTEZ L'AGRESSION IMPERIALISTE!*

(Novembre 1948)

En ce moment où la classe ouvrière consciente et les vrais révolutionnaires du monde entier célèbrent dans l'allégresse le 31e anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre de l'Union soviétique, l'article bien connu qu'a écrit Staline en 1918 à l'occasion du premier anniversaire de la Révolution d'Octobre me revient à la mémoire. Staline y disait:

> L'immense portée mondiale de la Révolution d'Octobre consiste surtout en ceci, qu'elle a:
>
> 1) élargi le cadre de la question nationale, l'a transformée d'une question particulière posée par la lutte contre l'oppression nationale en Europe, en une question générale relative à l'affranchissement des peuples opprimés, des colonies et semi-colonies du joug de l'impérialisme;
>
> 2) ouvert de larges possibilités et des voies efficaces pour cet affranchissement, en facilitant ainsi, dans une mesure considérable, la libération des peuples opprimés d'Occident et d'Orient, en les entraînant dans la voie commune d'une lutte victorieuse contre l'impérialisme;
>
> 3) *jeté par là même un pont entre l'Occident socialiste et l'Orient asservi,* en créant *contre* l'impérialisme mondial un nouveau front de révolutions, qui s'étend des prolétaires d'Occident aux peuples opprimés de l'Orient en passant par la révolution russe[1].

L'histoire a évolué dans la direction que Staline a indiquée. La Révolution d'Octobre a ouvert aux peuples du monde de larges possibilités et des voies efficaces pour leur libération; elle a créé contre

l'impérialisme mondial un nouveau front de révolutions qui s'étend des prolétaires d'Occident aux peuples opprimés de l'Orient, en passant par la révolution russe. Ce front de révolutions a été créé et s'est développé sous la clairvoyante direction de Lénine et, après sa mort, sous celle de Staline.

Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire dans leur lutte contre l'impérialisme et ses valets. Dans la période d'un peu plus d'un siècle qui s'est écoulée depuis la naissance du marxisme, c'est seulement après que les bolchéviks russes eurent donné l'exemple en dirigeant la Révolution d'Octobre et l'édification socialiste, et en triomphant de l'agression fasciste, que des partis révolutionnaires de type nouveau furent fondés et se développèrent dans le monde. Depuis l'apparition de ces partis révolutionnaires, la physionomie de la révolution mondiale a changé. Le changement fut si grand que des transformations, entièrement inconcevables pour des gens de la vieille génération, surgirent, impétueuses et retentissantes. Le Parti communiste chinois est précisément un parti qui s'est fondé et développé sur le modèle du Parti communiste de l'U.R.S.S. Avec la naissance du Parti communiste chinois, la révolution chinoise prit un aspect entièrement nouveau. Tout cela n'est-il pas suffisamment clair?

Le front uni révolutionnaire mondial avec l'Union soviétique à sa tête a vaincu l'Allemagne, l'Italie et le Japon fascistes. C'est une conséquence de la Révolution d'Octobre. La victoire sur l'Allemagne, l'Italie et le Japon fascistes ainsi que sur leurs valets eût-elle été concevable sans la Révolution d'Octobre, sans le Parti communiste de l'U.R.S.S., sans l'Union soviétique et sans le front uni révolutionnaire anti-impérialiste d'Occident et d'Orient dirigé par l'Union soviétique? Si la Révolution d'Octobre a ouvert de larges possibilités et des voies efficaces pour la libération de la classe ouvrière et des peuples opprimés du monde entier, la victoire remportée dans la Seconde guerre mondiale antifasciste a ouvert pour leur libération des possibilités encore plus larges et des voies encore plus efficaces. Sous-

* Article écrit par le camarade Mao Tsé-toung à l'intention de l'organe du Bureau d'Information des Partis communistes et ouvriers d'Europe *Pour une paix durable, pour une démocratie populairel* à l'occasion du 31e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Cet article a paru en 1948 dans le N° 21 de cette publication.

estimer l'importance de la victoire remportée dans la Seconde guerre mondiale serait une grave erreur.

Depuis l'issue victorieuse de la Seconde guerre mondiale, l'impérialisme américain a pris la relève de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon fascistes; il prépare frénétiquement, avec ses valets dans divers pays, une nouvelle guerre mondiale et menace le monde entier; cela reflète l'extrême décadence du monde capitaliste et sa terreur devant une fin imminente. Cet ennemi est encore fort; par conséquent, les forces révolutionnaires dans chaque pays doivent s'unir, les forces révolutionnaires de tous les pays doivent s'unir et former un front uni anti-impérialiste avec l'Union soviétique à sa tête et suivre une juste politique; faute de quoi, la victoire serait impossible. Cet ennemi a des bases fragiles, il se désagrège intérieurement, il est détaché du peuple et plongé dans d'inextricables crises économiques; il peut donc être vaincu. Ce serait commettre une grave erreur que de surestimer la force de l'ennemi et de sous-estimer celle de la révolution.

Sous la direction du Parti communiste chinois, d'immenses victoires viennent d'être remportées dans la grande révolution démocratique du peuple chinois dirigée contre l'agression frénétique de l'impérialisme américain en Chine et contre le gouvernement réactionnaire du Kuomintang, gouvernement dictatorial de trahison nationale, qui massacre le peuple chinois en menant une guerre civile. En deux ans, de juillet 1946 à juin 1948, l'Armée populaire de Libération dirigée par le Parti communiste chinois a repoussé les attaques des troupes fortes de 4.300.000 hommes du gouvernement réactionnaire du Kuomintang et passé de la défensive à l'offensive. Au cours de ces deux années de combats (sans compter les développements intervenus depuis juillet 1948), l'Armée populaire de Libération a tué, blessé et fait prisonniers 2.640.000 hommes des troupes du Kuomintang. La superficie des régions libérées de Chine atteint aujourd'hui 2.350.000 kilomètres carrés, soit 24,5 pour cent de la superficie totale du pays, qui est de 9.597.000 kilomètres carrés; ces régions ont une population de 168 millions d'habitants, soit 35,3 pour cent de la population totale du pays, qui est de 475 millions d'habitants; dans ces régions, les villes sont au nombre de 586, soit 29 pour cent des 2.009 villes que compte le pays. Notre Parti ayant fermement dirigé les paysans dans la réforme du système agraire, le problème agraire a été radicalement résolu dans des régions peuplées d'environ 100 millions d'habitants, et les terres des propriétaires fonciers et des paysans riches de type ancien y ont été distribuées, de façon à peu près égale, aux paysans,

avant tout aux paysans pauvres et aux salariés agricoles. L'effectif du Parti communiste chinois est passé de 1.210.000 membres en 1945 au chiffre actuel de 3.000.000. Le Parti communiste chinois a pour tâche d'unir les forces révolutionnaires de tout le pays, de chasser les forces agressives de l'impérialisme américain, de renverser la domination réactionnaire du Kuomintang et de fonder une république populaire, démocratique et unifiée. Nous savons que de nombreuses difficultés nous attendent; mais nous ne les craignons pas. Nous estimons que les difficultés doivent être surmontées et qu'elles le seront.

La Révolution d'Octobre nous éclaire de tout son éclat. Le peuple chinois qui a tant souffert doit lutter pour sa libération et il est fermement convaincu de pouvoir y parvenir. De tout temps isolée, la lutte révolutionnaire de Chine a cessé de l'être depuis la victoire de la Révolution d'Octobre. Nous avons les partis communistes et la classe ouvrière du monde entier qui nous soutiennent. Cette situation, le Dr Sun Yat-sen, précurseur de la révolution chinoise, l'avait comprise; il formula une politique d'alliance avec l'Union soviétique pour combattre l'impérialisme. A son lit de mort, il rédigea à l'adresse de l'Union soviétique une lettre qui constitue une partie de son testament. C'est la bande de Tchiang Kaï-chek du Kuomintang qui a trahi la politique de Sun Yat-sen, qui s'est rangée du côté du front impérialiste contre-révolutionnaire et qui s'oppose au peuple de son propre pays. Mais d'ici peu, le monde assistera à la complète destruction par le peuple chinois de tout le régime réactionnaire du Kuomintang. Le peuple chinois est courageux, le Parti communiste chinois l'est également, et ils sont résolus à libérer toute la Chine.

NOTES

[1] J. V. Staline: "Importance mondiale de la Révolution d'Octobre", section III, *La Révolution d'Octobre et la question nationale.*

CHANGEMENT CAPITAL DANS LA SITUATION MILITAIRE EN CHINE*

(14 novembre 1948)

La situation militaire en Chine est parvenue à un nouveau tournant, c'est-à-dire qu'un changement radical est intervenu dans le rapport des forces entre les deux parties en guerre. L'Armée populaire de Libération, depuis longtemps supérieure en qualité, détient maintenant aussi la supériorité numérique. C'est signe que la victoire de la révolution chinoise et la réalisation de la paix en Chine sont proches.

A la fin de la deuxième année de guerre, c'est-à-dire à la fin du mois de juin de cette année, l'armée du Kuomintang avait encore un effectif total de près de 3.650.000 hommes. C'était une diminution de 650.000 par rapport aux 4.300.000 hommes dont disposait le Kuomintang en juillet 1946 au moment de déclencher la guerre civile à l'échelle nationale. Au cours de ces deux années de guerre, en effet, l'armée du Kuomintang a recruté environ 2.440.000 hommes, et c'est pourquoi la diminution n'a été que de 650.000 hommes, bien que dans la même période, le nombre des tués, blessés, prisonniers et déserteurs se fût élevé à quelque 3.090.000 hommes (dont 2.640.000 tués, blessés ou prisonniers). Mais récemment, un changement subit est intervenu. Pendant les quatre premiers mois de la troisième année de guerre, soit du 1er juillet au 2 novembre, jour de la libération de Chenyang, l'armée du Kuomintang a déjà perdu 1.000.000 d'hommes. Il n'a pas encore été établi dans quelle mesure elle a complété ses effectifs durant ces quatre mois; à supposer qu'elle ait été en mesure de recruter 300.000 hommes, la diminution nette serait alors de 700.000 hommes. Ainsi, la totalité des forces armées du Kuomintang – forces terrestres, navales et aériennes, troupes régulières et irrégulières, unités combattantes et services de l'Intendance – se trouve maintenant réduite à quelque 2.900.000 hommes. Par contre, l'Armée populaire de Libération, qui disposait de 1.200.000

hommes en juin 1946, a vu ses effectifs atteindre 2.800.000 hommes en juin 1948, et dépasser 3.000.000 aujourd'hui. La supériorité numérique longtemps détenue par l'armée du Kuomintang a donc rapidement tourné en infériorité. C'est là le résultat de la lutte héroïque menée par l'Armée populaire de Libération sur tous les théâtres d'opérations du pays au cours de ces quatre derniers mois, et surtout le résultat de la campagne de Soueihsien-Kihsien[1] et de la bataille de Tsinan[2] sur le front sud, et des batailles de Kintcheou, Tchangtchouen, Liaosi et Chenyang[3] sur le front nord. A la fin du mois de juin de cette année, ayant incorporé à toute force des unités irrégulières dans ses unités régulières, l'armée du Kuomintang disposait encore de 285 divisions immatriculées. Au cours de ces quatre derniers mois, les bataillons et unités plus grandes anéantis par l'Armée populaire de Libération se montent à un total de 83 divisions, dont 63 divisions entières.

La guerre sera donc beaucoup plus brève que nous ne l'avions d'abord prévu. D'après la prévision primitive, le gouvernement réactionnaire du Kuomintang pouvait être complètement mis à bas en cinq ans environ, à compter du mois de juillet 1946. Il apparaît que d'ici un an à peu près nous pourrons l'abattre définitivement. Un délai relativement plus long sera toutefois nécessaire pour éliminer les forces réactionnaires dans toutes les parties du pays et parachever la libération du peuple.

L'ennemi s'effondre rapidement, mais il faut encore que les communistes, l'Armée populaire de Libération et le peuple de tous les milieux du pays s'unissent comme un seul homme et redoublent d'efforts avant de pouvoir anéantir complètement et définitivement les forces réactionnaires et instaurer, sur toute l'étendue du pays, une république populaire unifiée et démocratique.

---

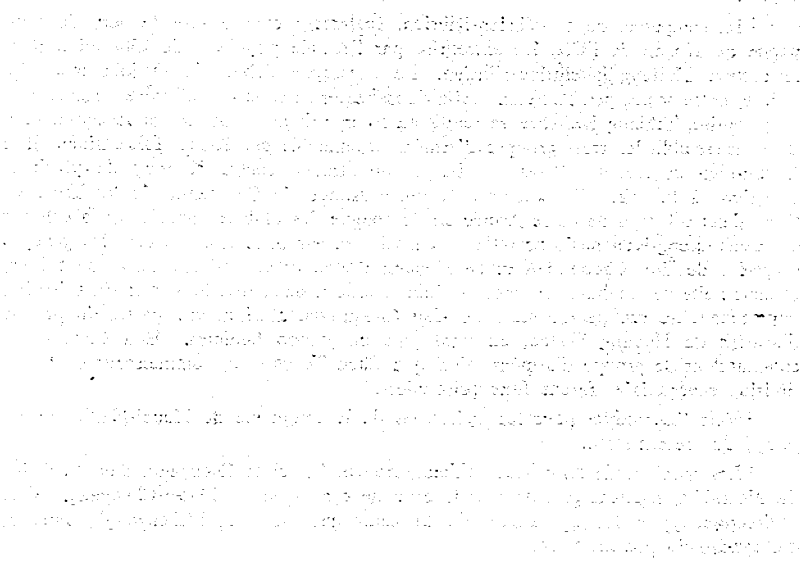
* Commentaire rédigé par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Agence Hsinhua. Dans ce commentaire, le camarade Mao Tsé-toung, se fondant sur la nouvelle situation marquée par le changement du rapport des forces entre l'ennemi et nous survenu à la suite de la campagne de Liaosi-Chenyang, donnait une nouvelle estimation du temps nécessaire pour remporter la victoire dans la Guerre de Libération populaire; il indiquait que, pour abattre la domination réactionnaire du Kuomintang, il suffirait d'une année environ, à compter de novembre 1948. Les développements ultérieurs de la situation militaire en Chine devaient entièrement confirmer ses prévisions.

NOTES

[1] La campagne de Souceihsien-Kihsien, également connue sous le nom de campagne du Honan de l'Est, fut entreprise par l'Armée populaire de Libération dans le secteur Kaifeng-Souceihsien-Kihsien. La campagne débuta le 17 juin 1948. Le 22 juin, notre armée prit Kaifeng. Afin de redresser sa situation militaire sérieusement compromise, Tchiang Kaï-chek se rendit au front, prit personnellement le commandement, rassembla les trois groupes d'armées commandés par Kieou Tsing-tsiuan, Eou Cheou-nien et Houang Po-tao et lança une attaque contre Kaifeng de plusieurs directions à la fois. Six colonnes de notre Armée de Campagne de la Chine de l'Est, deux colonnes de notre Armée de Campagne des Plaines centrales et la colonne du Kouangtong-Kouangsi encerclèrent dans le secteur Souceihsien-Kihsien les groupes d'armées de Eou Cheou-nien et de Houang Po-tao et anéantirent, après neuf jours et neuf nuits de combats acharnés (27 juin-6 juillet), deux divisions, soit six brigades, appartenant au groupe d'armées de Eou Cheou-nien ainsi qu'une partie du groupe d'armées de Houang Po-tao, au total plus de 90.000 hommes. Eou Cheou-nien, commandant de groupe d'armées, ainsi que Chen Tchen-nien, commandant de la 75e division réorganisée, furent faits prisonniers.

[2] Voir "Directives pour les opérations de la campagne de Houai-Hai", note 2, p. 296 du présent tome.

[3] Les batailles de Kintcheou, Tchangtchouen, Liaosi et Chenyang, dans la Chine du Nord-Est, reçurent globalement le nom de campagne de Liaosi-Chenyang. Voir "Directives pour les opérations de la campagne de Liaosi-Chenyang", note 1, pp. 277-279 du présent tome.



DIRECTIVES POUR LES OPERATIONS DE LA CAMPAGNE DE PEIPING-TIENTSIN[1]*

(11 décembre 1948)

1. Les forces ennemies à Tchangkiakeou, Sinpaoan et Houailai ainsi que dans toute la région de Peiping, Tientsin, Tangkou et Tangchan – à l'exception de quelques unités telles que certaines divisions des 35e, 62e et 94e corps d'armée, dont la puissance de combat reste encore appréciable lorsqu'il s'agit de se défendre en position fortifiée – ont un esprit offensif très faible et sont toutes comme les oiseaux qui s'effrayent dès que vibre la corde d'un arc. Il en est surtout ainsi depuis que vous êtes parvenus au sud de la Grande Muraille. Vous ne devrez en aucun cas surestimer la puissance de combat de l'ennemi. Certains de nos camarades ont eu autrefois à souffrir de l'avoir surestimée, mais, après critique, ils ont fini par comprendre eux aussi. L'ennemi, tant à Tchangkiakeou qu'à Sinpaoan, se trouve maintenant effectivement encerclé et, selon toute probabilité, il lui sera très difficile de rompre l'encerclement et de prendre la fuite. A peu près la moitié des effectifs du 16e corps d'armée ont été rapidement anéantis. Le 104e corps d'armée ennemi à Houailai s'est enfui précipitamment vers le sud et sera probablement anéanti aujourd'hui ou demain. Dès que ce sera fait, vous vous préparerez à envoyer la 4e colonne couper, du sud-ouest[2] au nord-est, la liaison entre Nankeou et Peiping. Nous pensons qu'il ne sera pas facile de réaliser cette opération, soit que ce qui reste du 94e corps et du 16e corps effectue rapidement un repli sur Peiping, soit que les 94e, 16e et 92e corps se concentrent dans le secteur Nankeou-Tchangping-Chahotchen en vue d'une défense commune. Mais, par son mouvement, la 4e colonne menacera directement les faubourgs nord-ouest et nord de Peiping et immobilisera ces forces ennemies, qui n'oseront bouger. Si elles se risquaient à poursuivre leur marche vers l'ouest pour dégager le 35e corps d'armée, vous pourriez alors soit couper directement leur retraite, soit lancer

une attaque directe contre Peiping; c'est pourquoi elles n'oseront probablement pas poursuivre leur marche vers l'ouest. Notre groupe d'armées de la Chine du Nord commandé par Yang Teh-tche, Louo Jouei-king et Keng Piao, qui utilise actuellement 9 divisions pour encercler 3 divisions du 35e corps d'armée ennemi, détient la supériorité absolue. Il a fait connaître son intention d'anéantir au plus tôt ces divisions ennemies, mais nous lui demanderons de ne pas attaquer pour le moment, afin que les troupes ennemies à Peiping et à Tientsin se laissent leurrer et hésitent à s'enfuir par la mer. Deux de ses colonnes ont été utilisées pour encercler le 35e corps d'armée et une autre pour contenir le 104e corps d'armée, et ces deux corps d'armée ont été repoussés.

2. Nous vous donnons maintenant notre accord pour que vous envoyiez immédiatement la 5e colonne dans les environs de Nankeou afin de faire peser du nord-est une menace sur l'ennemi à Peiping, Nankeou et Houaijeou. Cette colonne demeurera dans cette région, afin que plus tard (dans dix à quinze jours, c'est-à-dire lorsque le 35e corps d'armée aura été anéanti par le groupe d'armées de la Chine du Nord commandé par Yang Teh-tche, Louo Jouei-king et Keng Piao) votre 4e colonne puisse devenir disponible pour être utilisée à l'est. En conséquence, veuillez donner l'ordre à la 5e colonne de poursuivre dès ce jour sa marche vers l'ouest.

3. La 3e colonne ne doit en aucun cas aller à Nankeou mais se porter, suivant notre télégramme du 9, dans la région située à l'est de Peiping et au sud de Tonghsien, afin de faire peser de l'est une menace sur Peiping et de procéder avec les 4e, 11e et 5e colonnes à l'investissement de Peiping.

4. Cependant, notre but véritable n'est pas d'investir en premier lieu Peiping, mais bien Tientsin, Tangkou, Loutai et Tangchan.

5. D'après nos prévisions, vos 10e, 9e, 6e et 8e colonnes ainsi que votre colonne d'artillerie et votre 7e colonne auront été concentrées

---

* Télégramme rédigé par le camarade Mao Tsé-toung pour la Commission militaire révolutionnaire du Comité central du Parti communiste chinois et adressé à Lin Piao, Louo Jong-houan et d'autres camarades. La campagne de Peiping-Tientsin fut la dernière des trois grandes campagnes décisives de la Guerre de Libération du Peuple chinois. Au cours de cette campagne, nous avons anéanti ou réorganisé des troupes du Kuomintang s'élevant à plus de 520.000 hommes, libéré des villes importantes comme Peiping, Tientsin, Tchangkiakeou et terminé pour l'essentiel les combats pour la libération de la Chine du Nord. Les directives formulées ici par le camarade Mao Tsé-toung pour cette campagne furent appliquées avec un plein succès.

vers le 15 décembre dans la région ayant pour centre Yutien. Nous vous proposons d'utiliser les 6 colonnes – la 3e (qui devra se porter à l'est à partir des faubourgs est de Peiping) et les 6e, 7e, 8e, 9e et 10e – pour encercler l'ennemi à Tientsin, Tangkou, Loutai et Tangchan par un mouvement éclair à effectuer entre le 20 et le 25 décembre, à condition qu'à ce moment-là la situation de l'ennemi dans ces villes demeure à peu près semblable à ce qu'elle est aujourd'hui. La méthode à suivre sera de placer 2 colonnes dans la région de Langfang-Hosiwou-Yangtsouen ayant pour centre Woutsing et d'employer 5 colonnes pour enfoncer des coins entre Tientsin, Tangkou, Loutai, Tangchan et Kouyé de façon à couper la liaison entre les forces ennemies. Pour interdire toute fuite à celles-ci, chacune de ces colonnes devra aménager des positions de blocage sur ses deux flancs; ensuite elles seront mises au repos, instruites et renforcées et, après s'être remises de leurs fatigues, elles attaqueront et anéantiront quelques unités ennemies de moindre importance. Entre-temps, la 4e colonne devra se porter du nord-ouest à l'est de Peiping. Avant que la 4e colonne ne se déplace, il faut que notre groupe d'armées de la Chine du Nord commandé par Yang Teh-tche, Louo Jouei-king et Keng Piao ait anéanti l'ennemi à Sinpaoan. A l'est, selon les circonstances, il faut s'efforcer d'anéantir en premier lieu l'ennemi à Tangkou et de contrôler ce port maritime. Il suffit que vous preniez ces deux points, Tangkou (le plus important) et Sinpaoan, pour que vous dominiez tout l'échiquier. Le dispositif ci-dessus constitue en fait un encerclement général de l'ennemi à Tchangkiakeou, Sinpaoan, Nankeou, Peiping, Houaijeou, Chouenyi, Tonghsien, Wanping (Tchouohsien et Lianghsiang sont déjà entre nos mains), Fengtai, Tientsin, Tangkou, Loutai, Tangchan et Kaiping.

6. Cette méthode est, dans ses grandes lignes, identique à celle que vous avez utilisée lors de vos opérations le long de la ligne Yihsien, Kintcheou, Kinsi, Hsingtcheng, Soueitchong, Chanhaikouan et Louanhsien[3].

7. Dans les deux semaines à partir de ce jour (11-25 décembre), le principe fondamental est d'encercler sans anéantir (dans le cas de Tchangkiakeou et de Sinpaoan), ou, dans certains cas, d'isoler sans encercler (dans le cas de Peiping, Tientsin et Tonghsien, d'opérer un encerclement stratégique, de couper la liaison entre les forces ennemies, sans opérer aucun encerclement tactique), en attendant que tout le dispositif soit mis en place pour anéantir une à une les forces ennemies. En particulier, vous ne devrez pas anéantir les

forces ennemies à Tchangkiakeou, Sinpaoan et Nankeou, car cela obligerait l'ennemi à l'est de Nankeou à prendre promptement la décision de s'enfuir en toute hâte. Assurez-vous d'avoir bien compris ce point.

8. Afin de ne pas pousser Tchiang Kaï-chek à hâter sa décision de transporter par mer ses troupes de la région de Peiping-Tientsin vers le sud, nous allons donner l'ordre à Lieou Po-tcheng, Teng Siao-ping, Tchen Yi et Sou Yu d'épargner, après avoir anéanti le groupe d'armées de Houang Wei, ce qui reste des groupes d'armées de Kieou Tsing-tsiuan, de Li Mi et de Souen Yuan-liang sous le commandement de Tou Yu-ming (la moitié environ en a déjà été anéantie), et de ne pas prendre, dans un délai de deux semaines, de dispositions pour leur anéantissement final.

9. Afin d'empêcher l'ennemi de s'enfuir en direction de Tsingtao, nous allons donner l'ordre à nos forces du Chantong de masser un certain nombre de troupes de manière à contrôler une partie du fleuve Jaune près de Tsinan et de faire des préparatifs le long de la ligne de chemin de fer Tsingtao-Tsinan.

10. Il n'est pas possible ou guère possible que l'ennemi prenne la fuite dans les directions de Siutcheou, de Tchengtcheou, de Sian ou du Soueiyuan.

11. Notre seule ou notre principale crainte, c'est que l'ennemi prenne la fuite par la mer. C'est pourquoi, dans les deux semaines qui viennent, il faudra en général recourir à la méthode qui est d'encercler sans anéantir ou d'isoler sans encercler.

12. L'ennemi ne se doutera pas de ce plan et il lui sera très difficile de s'en rendre compte avant que votre dispositif soit définitivement mis en place. En ce moment, l'ennemi s'attend probablement à une attaque de vos troupes sur Peiping.

13. L'ennemi sous-estime toujours le dynamisme de notre armée et surestime sa propre force, bien qu'il soit en même temps comme l'oiseau qui s'effraie dès que vibre la corde d'un arc. L'ennemi à Peiping et à Tientsin ne se doutera jamais que vous ayez pu mettre en place le dispositif ci-dessus avant le 25 décembre.

14. Afin que ce dispositif soit mis en place avant le 25 décembre, vous devrez, pendant les deux semaines qui viennent, exhorter vos troupes à ignorer la fatigue, à ne pas redouter une diminution des effectifs, à ne craindre ni le froid ni la faim; lorsque ce dispositif aura été mis en place, elles pourront se reposer, s'instruire, se consolider et prendre tout leur temps pour attaquer.

15. L'attaque sera menée approximativement dans cet ordre: premièrement le secteur Tangkou-Loutai, deuxièmement Sinpaoan, troisièmement le secteur de Tangchan, quatrièmement les secteurs de Tientsin et de Tchangkiakeou, et en dernier lieu le secteur de Peiping.

16. Que pensez-vous du plan exposé ci-dessus? Quelles sont ses lacunes? Son exécution présente-t-elle des difficultés? Veuillez considérer tout cela et nous répondre par télégramme.

NOTES

[1] La campagne de Peiping-Tientsin fut menée conjointement, sous le commandement de Lin Piao, Louo Jong-houan, Nié Jong-tchen et d'autres camarades, par l'Armée de Campagne du Nord-Est et 2 groupes d'armées de la Chine du Nord de l'Armée populaire de Libération. Elle débuta dans la première décade du mois de décembre 1948, immédiatement après l'issue victorieuse de la campagne de Liaosi-Chenyang dans le Nord-Est. Conformément aux directives du camarade Mao Tsé-toung, l'Armée de Campagne du Nord-Est, après avoir victorieusement accompli sa mission de libérer tout le Nord-Est, se porta rapidement au sud de la Grande Muraille et rejoignit les groupes d'armées de la Chine du Nord de l'Armée populaire de Libération, pour encercler et anéantir les troupes du Kuomintang en Chine du Nord. Fortement alarmées par la victoire de l'Armée populaire de Libération dans le Nord-Est, les troupes du Kuomintang, comptant plus de 600.000 hommes, sous les ordres de Fou Tsouo-yi, commandant en chef du Quartier général du Kuomintang pour "l'extermination des bandits" en Chine du Nord, se hâtèrent de raccourcir leurs lignes de défense dans l'intention de s'enfuir vers le sud par la mer ou en direction de l'ouest vers la province du Soueiyuan. Avec une rapidité foudroyante, notre armée coupa les forces ennemies et les encercla séparément dans leurs 5 points d'appui – Peiping, Tientsin, Tchangkiakeou, Sinpaoan et Tangkou –, barrant ainsi à l'ennemi ses voies de fuite vers le sud et l'ouest. Le 22 décembre, le quartier général et les 2 divisions du 35e corps d'armée, troupes d'élite de l'ennemi, furent encerclés et anéantis à Sinpaoan. Le 24, Tchangkiakeou fut pris; un quartier général de corps d'armée et 7 divisions du XIe Groupe d'Armées, soit au total plus de 54.000 hommes, qui constituaient la garnison de la ville, furent complètement anéantis. Le 14 janvier 1949, nos troupes qui avaient investi Tientsin lancèrent une offensive générale contre cette ville, après que Tchen Tchang-tsié, commandant de la garnison ennemie, eut refusé de déposer les armes. La ville fut libérée après vingt-neuf heures de combats acharnés; la garnison entière, soit 130.000 hommes, fut anéantie, et Tchen Tchang-tsié fait prisonnier. En conséquence, la garnison ennemie de Peiping, forte de plus de 200.000 hommes, étroitement encerclée par nos troupes, était dans une situation absolument sans issue. Grâce aux efforts que nous fîmes pour la gagner à nous, la garnison ennemie de Peiping, le général Fou Tsouo-yi en tête, accepta d'être pacifiquement réorganisée. Le 31 janvier, nos troupes entrèrent dans Peiping, et la ville proclama sa libération pacifique. La campagne de Peiping-Tientsin se terminait ainsi victorieusement. Durant cette campagne, où seule réussit à s'enfuir, par mer, la garnison ennemie de Tangkou, forte d'un peu

plus de 50.000 hommes, l'Armée populaire de Libération anéantit ou réorganisa des troupes du Kuomintang s'élevant à plus de 520.000 hommes. En septembre 1949, les troupes du Kuomintang dans la province du Souciyuan firent savoir par télégramme qu'elles s'insurgeaient et passaient du côté du peuple en acceptant d'être réorganisées.

[2] Il s'agit de la région au sud-ouest de Nankeou.

[3] En septembre 1948, pour empêcher les forces ennemies à Kintcheou, Kinsi, Hsingtcheng, Soueitchong, Chanhaikouan, Louanhsien et Tchangli, villes toutes situées le long de la ligne de chemin de fer Peiping-Liaoning, de raccourcir leurs lignes et de se grouper, l'Armée de Campagne du Nord-Est, qui opérait alors le long de cette ligne, adopta la méthode consistant à utiliser une partie de ses troupes pour encercler les unités ennemies et les isoler les unes des autres dans les villes susmentionnées, et à les anéantir ensuite l'une après l'autre.

MESSAGE PRESSANT TOU YU-MING ET D'AUTRES DE SE RENDRE*

(17 décembre 1948)

Général Tou Yu-ming, général Kieou Tsing-tsiuan, général Li Mi et vous tous, commandants de corps d'armée, de division et de régiment des deux groupes d'armées sous le commandement des généraux Kieou Tsing-tsiuan et Li Mi:

Vous voici réduits à la dernière extrémité. Le groupe d'armées de Houang Wei a été entièrement anéanti dans la nuit du 15, celui de Li Yen-nien a fait demi-tour et s'est enfui vers le sud; il n'y a plus aucun espoir pour vous d'opérer une jonction avec eux. Vous voulez rompre l'encerclement? Comment le pourriez-vous, puisque l'Armée populaire de Libération vous cerne de toutes parts? Les tentatives que vous avez faites ces derniers jours pour rompre l'encerclement, à quels résultats ont-elles abouti? Vos avions et vos tanks sont tout aussi inutiles. Nous avons plus d'avions et de tanks que vous, et ce sont les canons et les explosifs qu'on appelle avions et tanks de fabrication indigène. Ne sont-ils pas dix fois plus redoutables que vos avions et tanks de fabrication étrangère? C'en est fait de votre groupe d'armées de Souen Yuan-liang; et dans vos deux autres groupes d'armées, plus de la moitié des hommes sont blessés ou ont été faits prisonniers. Vous avez amené de Siutcheou un personnel nombreux et disparate appartenant aux divers organismes et un grand nombre de jeunes étudiants pour les incorporer de force dans votre armée, mais comment voulez-vous que ces gens-là soient capables de se battre? Depuis une quinzaine de jours, entourées cercle après cercle par nos forces et cédant à nos coups répétés, vos positions se sont considérablement rétrécies. L'espace dont vous disposez est si exigu qu'il dépasse à peine une dizaine de lis en largeur comme en profondeur, et tant de monde s'y trouve entassé qu'un seul de nos obus pourrait

vous tuer un grand nombre d'hommes. Vos soldats blessés, de même que les familles qui vous ont suivis, se répandent en lamentations. Vos soldats et nombre de vos cadres ne veulent plus se battre. Vous, commandant en chef adjoint, commandants de groupe d'armées, de corps d'armée, de division et de régiment, vous devriez vous montrer compatissants à l'égard de vos subordonnés et de leurs familles, ménager leur vie, trouver au plus tôt une voie de salut pour eux et cesser de les envoyer à une mort absurde.

Maintenant que le groupe d'armées de Houang Wei a été complètement anéanti et que celui de Li Yen-nien s'est enfui vers Pengpou, nous pouvons, pour vous attaquer, concentrer des forces plusieurs fois supérieures aux vôtres. Nous n'avons encore, cette fois-ci, combattu que quarante jours et déjà vous avez perdu 10 divisions commandées par Houang Po-tao, 11 divisions commandées par Houang Wei, 4 divisions commandées par Souen Yuan-liang, 4 divisions commandées par Feng Tche-an, 2 divisions commandées par Souen Liang-tcheng, une division commandée par Lieou Jou-ming, une division à Souhsien et une autre à Lingpi – soit au total 34 divisions entières. Parmi celles-ci, 3 divisions et demie conduites par Ho Ki-feng et Tchang Keh-hsia et une division conduite par Liao Yun-tcheou se sont révoltées et ont passé de notre côté, une division conduite par Souen Liang-tcheng et deux demi-divisions conduites respectivement par Tchao Pi-kouang et Houang Tse-houa se sont rendues et ont passé de notre côté[1]; et les autres 27 divisions et demie ont été complètement anéanties par notre armée. Vous avez vu de vos propres yeux la fin du groupe d'armées de Houang Po-tao, du groupe d'armées de Houang Wei et du groupe d'armées de Souen Yuan-liang. Vous devriez vous inspirer de l'exemple du général Tcheng Tong-kouo à Tchangtchouen[2] et du présent exemple du commandant de corps d'armée Souen Liang-tcheng et des commandants de division Tchao Pi-kouang et Houang Tse-houa, en donnant immédiatement l'ordre à toutes vos troupes de déposer les armes et de cesser toute résistance. Vous tous, des officiers supérieurs aux simples soldats, vous aurez la vie sauve; notre armée s'en porte garante. C'est là votre unique voie de salut. Réfléchissez-y! Si vous jugez bon de

* Message radiodiffusé, rédigé par le camarade Mao Tsé-toung pour les commandements de l'Armée populaire de Libération des Plaines centrales et de la Chine de l'Est.

le faire, faites-le. Si vous voulez encore tenter un coup, à votre aise; de toute façon votre compte sera réglé[3].

Le Commandement de l'Armée populaire
de Libération des Plaines centrales

Le Commandement de l'Armée populaire
de Libération de la Chine de l'Est

NOTES

[1] Ho Ki-feng et Tchang Keh-hsia, commandants adjoints de la IIIe Zone de Pacification du Kuomintang, se révoltèrent contre le Kuomintang dans le secteur de Kiawang au nord-est de Siutcheou, le 8 novembre 1948, au cours de la première phase de la campagne de Houai-Hai, et passèrent du côté de l'Armée populaire de Libération à la tête d'un quartier général de corps d'armée, de 3 divisions et d'un régiment, soit plus de 20.000 hommes au total. Liao Yun-tcheou, commandant de la 110e division du 85e corps d'armée du Kuomintang, se révolta contre le Kuomintang à Louotsi, au sud-ouest de Souhsien, province de l'Anhouei, le 27 novembre 1948, au cours de la deuxième phase de la campagne de Houai-Hai, et passa du côté de l'Armée populaire de Libération à la tête de son quartier général de division et de 2 régiments entiers totalisant 5.500 hommes. Souen Liang-tcheng, commandant adjoint de la Ière Zone de Pacification du Kuomintang et commandant du 107e corps d'armée, à la tête de son quartier général de corps d'armée et d'une division totalisant 5.800 hommes, se rendit et passa du côté de l'Armée populaire de Libération, au nord-ouest de Soucining, province du Kiangsou, le 13 novembre 1948, au cours de la première phase de la campagne de Houai-Hai. Tchao Pi-kouang, commandant de la 150e division du 44e corps d'armée du Kuomintang, avec plus de 2.000 hommes – ce qui restait de ses troupes –, se rendit et passa du côté de l'Armée populaire de Libération, dans le secteur de Nientchouang, à l'est de Siutcheou, province du Kiangsou, le 18 novembre 1948, au cours de la première phase de la campagne de Houai-Hai. Houang Tse-houa, commandant de la 23e division du 85e corps d'armée du Kuomintang, à la tête de son quartier général de division et de ce qui subsistait des effectifs de 2 régiments, se rendit et passa du côté de l'Armée populaire de Libération, à Chouangtoueitsi, au nord-est de Mengtcheng, province de l'Anhouei, en décembre 1948, au cours de la deuxième phase de la campagne de Houai-Hai.

[2] Tchangtchouen fut assiégé dès l'hiver 1947 par l'Armée populaire de Libération du Nord-Est. Après la prise de Kintcheou par notre armée, alors que toutes les troupes ennemies du Nord-Est étaient ébranlées, Tcheng Tong-kouo, commandant des troupes du Kuomintang à Tchangtchouen et commandant en chef adjoint du Quartier général du Nord-Est pour "l'extermination des bandits", à la tête des troupes et services dépendant directement du Quartier général du Ier Groupe d'Armées placé sous son commandement et de tous les officiers et soldats du nouveau 7e corps d'armée, déposa les armes le 19 octobre 1948.

[3] Malgré les recommandations faites dans ce message, Tou Yu-ming, commandant en chef adjoint du Quartier général du Kuomintang pour "l'extermination des bandits" à Siutcheou, Kieou Tsing-tsiuan, commandant du IIe Groupe d'Armées du Kuomintang, et Li Mi, commandant du XIIIe Groupe d'Armées du Kuomintang, continuèrent d'offrir une résistance désespérée qui aboutit à l'anéantissement de toutes leurs troupes par la puissante offensive de notre armée. Tou Yu-ming fut fait prisonnier, Kieou Tsing-tsiuan fut tué, seul Li Mi parvint à s'échapper.

MENER LA REVOLUTION JUSQU'AU BOUT*

(30 décembre 1948)

Le peuple chinois remportera bientôt la victoire finale dans la grande Guerre de Libération; même nos ennemis n'en doutent plus.

Cette guerre a suivi un chemin tortueux. Au moment où il déclencha la guerre contre-révolutionnaire, le gouvernement réactionnaire du Kuomintang avait environ trois fois et demie autant de troupes que l'Armée populaire de Libération et son armée surpassait de loin celle-ci en équipement comme en ressources humaines et matérielles; il disposait des industries modernes et des moyens modernes de communication qui manquaient à l'Armée populaire de Libération; il avait reçu de l'impérialisme américain une aide énorme sur les plans militaire et économique et il avait fait des préparatifs de longue main. C'est ainsi que la première année de la guerre (juillet 1946-juin 1947) a été marquée par l'offensive du Kuomintang, alors que l'Armée populaire de Libération était sur la défensive. En 1946, le Kuomintang occupait, dans le Nord-Est, Chenyang, Seping, Tchangtchouen, Kirin, Antong et d'autres villes, ainsi que la plus grande partie des provinces du Liaoning, du Liaopei et de l'Antong[1]; au sud du fleuve Jaune, il occupait Houaiyin, Hotseh et d'autres villes et avait repris la plus grande partie des régions libérées du Houpei-Honan-Anhouei, Kiangsou-Anhouei, Honan-Anhouei-Kiangsou et Chantong du Sud-Ouest; au nord de la Grande Muraille, il occupait Tchengteh, Tsining, Tchangkiakeou et d'autres villes, ainsi que la plus grande partie des provinces du Jéhol, du Souciyuan et du Tchahar; dans sa fougue tapageuse, le Kuomintang se croyait sans rival au monde. L'Armée populaire de Libération adopta une stratégie juste, qui avait pour objectif principal d'anéantir les forces vives du Kuomintang, et non pas de tenir des territoires; et elle anéantit chaque mois une moyenne de quelque 8 brigades des troupes régulières du Kuomintang (l'équivalent de 8 divisions actuelles), obligeant finalement celui-ci à abandonner son plan d'offensive générale pour limiter, pendant le premier semestre

de 1947, l'objectif majeur de son attaque aux deux ailes du front sud, c'est-à-dire au Chantong et au Chensi du Nord. Au cours de la deuxième année de la guerre (juillet 1947-juin 1948), la situation subit un changement radical. Après avoir détruit un grand nombre de troupes régulières du Kuomintang, l'Armée populaire de Libération passa de la défensive à l'offensive sur le front sud et sur le front nord, alors que le Kuomintang était contraint de passer de l'offensive à la défensive. Non seulement l'Armée populaire de Libération recouvra la majeure partie des territoires perdus dans le Nord-Est, le Chantong et le Chensi du Nord, mais elle étendit le front des opérations aux régions du Kuomintang situées au nord du Yangtsé et de la rivière Weichouei. De plus, au cours des attaques qui nous permirent d'enlever les villes de Chekiatchouang, Yuntcheng, Seping, Louoyang, Yitchouan, Paoki, Weihsien, Linfen et Kaifeng, notre armée a appris la tactique de la prise d'assaut de points puissamment fortifiés[2]. L'Armée populaire de Libération forma ses unités d'artillerie et du génie. Il est à noter que l'Armée populaire de Libération n'avait ni avions ni tanks; mais dès qu'elle eut formé des troupes d'artillerie et du génie supérieures à celles de l'armée du Kuomintang, le système défensif de ce dernier, avec tous ses avions et ses tanks, ne présenta plus qu'une valeur minime. L'Armée populaire de Libération fut dès lors capable de mener non seulement une guerre de mouvement, mais aussi une guerre de position. Dans la première moitié de la troisième année de la guerre (juillet-décembre 1948), il se produisit un autre changement radical. Longtemps inférieure en effectifs, l'Armée populaire de Libération acquit alors la supériorité numérique. Elle put non seulement s'emparer des villes puissamment fortifiées du Kuomintang, mais encore encercler et anéantir en une seule fois de puissantes formations de troupes d'élite du Kuomintang, fortes de cent mille hommes, voire même de centaines de milliers. La destruction des troupes du Kuomintang par l'Armée populaire de Libération est devenue beaucoup plus rapide. Voyez les statistiques des unités régulières du Kuomintang, à l'échelon du bataillon et au-dessus, que nous avons anéanties (y compris les troupes ennemies qui se sont révoltées et ont passé de notre côté): Dans la première année, 97 brigades anéanties, dont 46 par unités entières; dans la deuxième année, 94 brigades anéanties, dont 50 par unités entières; dans la première moitié de la troisième année, selon

* Texte du message de Nouvel An pour 1949 écrit par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Agence Hsinhua.

des données incomplètes, 147 divisions anéanties, dont 111 par unités entières[3]. Le nombre de divisions ennemies entièrement anéanties au cours de ces six mois dépasse de 15 le chiffre global des divisions ennemies entièrement anéanties au cours des deux années précédentes. Le front stratégique de l'ennemi s'est désagrégé complètement. Les troupes ennemies dans le Nord-Est ont été entièrement détruites; celles qui se trouvent dans la Chine du Nord subiront prochainement le même sort; et dans la Chine de l'Est, de même que dans les Plaines centrales, il n'en reste qu'un nombre réduit. L'anéantissement du gros des forces du Kuomintang au nord du Yangtsé facilitera considérablement à l'Armée populaire de Libération la traversée ultérieure du fleuve et la poussée vers le sud pour libérer toute la Chine. Parallèlement à sa victoire sur le front militaire, le peuple chinois a obtenu de grands succès sur les fronts politique et économique. Voilà pourquoi aux yeux de l'opinion mondiale, y compris toute la presse impérialiste, il ne fait plus de doute que le peuple chinois remportera la victoire nationale dans sa Guerre de Libération.

L'ennemi ne périra pas de lui-même. Ni les réactionnaires chinois, ni les forces agressives de l'impérialisme américain en Chine ne se retireront d'eux-mêmes de la scène de l'histoire. Précisément parce qu'ils comprennent que la victoire nationale du peuple chinois dans la Guerre de Libération ne peut plus être empêchée par des moyens purement militaires, ils accordent toujours plus d'importance à la lutte politique. D'une part, les réactionnaires chinois et les agresseurs américains utilisent le gouvernement actuel du Kuomintang pour leur complot de "paix"; d'autre part, ils cherchent à se servir de certaines personnes qui sont en relation à la fois avec eux et avec le camp révolutionnaire; ils les excitent, leur montent la tête, leur disent de travailler habilement à s'infiltrer par tous les moyens dans le camp révolutionnaire et à former en son sein une "opposition"; leur but est de préserver les forces réactionnaires et de miner les forces révolutionnaires. Selon des informations dignes de foi, le gouvernement des Etats-Unis a pris la décision de monter ce complot et a commencé à l'exécuter en Chine. Il a transformé sa politique de simple soutien à la guerre contre-révolutionnaire du Kuomintang en une politique utilisant deux formes de lutte:

1. Organiser les débris des forces armées du Kuomintang et les forces dites locales pour continuer de résister à l'Armée populaire de Libération au sud du Yangtsé et dans les provinces frontières éloignées;

2. Organiser au sein du camp révolutionnaire une opposition pour arrêter net la révolution par tous les moyens ou, au cas où la révolution continuerait à se développer, pour en atténuer au moins la couleur, de façon que les intérêts de l'impérialisme et de ses valets n'en soient pas trop lésés.

Les impérialistes britanniques et français soutiennent cette politique américaine. Bien des gens, à l'heure actuelle, ne se rendent pas encore exactement compte de la situation, mais ils ne tarderont sans doute pas à y voir clair.

La question qui se pose maintenant au peuple chinois, à tous les partis démocratiques et à toutes les organisations populaires est de savoir s'il faut mener la révolution jusqu'au bout ou l'abandonner à mi-chemin. Mener la révolution jusqu'au bout, c'est employer des méthodes révolutionnaires pour anéantir résolument, radicalement, intégralement et totalement toutes les forces de la réaction, c'est persister à abattre avec une fermeté inébranlable l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, c'est renverser dans tout le pays la domination réactionnaire du Kuomintang et établir sur le plan national une république qui sera une dictature démocratique populaire placée sous la direction du prolétariat et fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Alors la nation chinoise sera complètement émancipée, le pays se verra transformé de semi-colonie en Etat réellement indépendant; le peuple chinois se sera entièrement libéré, ayant abattu et l'oppression féodale et l'oppression du capital bureaucratique (capital monopoliste chinois) qui pèsent sur lui; il aura ainsi réalisé la paix dans l'unité et la démocratie, établi les conditions préalables pour transformer la Chine de pays agricole en pays industriel, et créé la possibilité du passage d'une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme à une société socialiste. Abandonner la révolution à mi-chemin, c'est aller contre la volonté du peuple, c'est se plier à la volonté des agresseurs étrangers et des réactionnaires chinois et c'est donner au Kuomintang le temps de panser ses plaies jusqu'à ce qu'il se jette brusquement un beau matin sur la révolution pour l'étrangler et replonger tout le pays dans les ténèbres. Voilà avec quelle netteté, avec quelle acuité se pose le problème de l'heure. De ces deux voies, laquelle choisir? Chaque parti démocratique, chaque organisation populaire en Chine doit réfléchir à cette question, choisir sa voie et prendre une position sans équivoque. Pour savoir si les partis démocratiques et les organisations populaires de Chine pourront collaborer sincèrement, sans se séparer en chemin,

il faudra se demander s'ils ont une unité de vues sur la question posée plus haut, s'ils peuvent engager une action concertée pour renverser l'ennemi commun du peuple chinois. Il s'agit ici de réaliser l'unanimité et la collaboration, et non de former une "opposition" ou de suivre une prétendue "voie intermédiaire"[4].

Les réactionnaires chinois, avec à leur tête Tchiang Kaï-chek et consorts, n'ont-ils pas suffisamment prouvé, au cours d'une longue période de plus de vingt ans, depuis le coup d'Etat contre-révolutionnaire du 12 avril 1927[5], qu'ils sont une bande de bourreaux sanglants, massacrant le peuple sans sourciller? N'ont-ils pas suffisamment prouvé qu'ils sont une bande de valets de l'impérialisme et de traîtres professionnels? Réfléchissez un peu: depuis l'Incident de Sian de décembre 1936, depuis les négociations de Tchongking d'octobre 1945 et depuis la Conférence consultative politique de janvier 1946, quelle bonté, quelle magnanimité le peuple chinois n'a-t-il pas montrées envers ces bandits, dans l'espoir de réaliser avec eux la paix dans le pays! Mais toute cette bonne volonté a-t-elle changé le moins du monde leur nature de classe? Il n'est pas un seul de ces bandits dont le passé ne soit indissolublement lié avec l'impérialisme américain. S'appuyant sur l'impérialisme américain, ils ont plongé nos 475 millions de compatriotes dans une vaste guerre civile d'une cruauté inouïe et massacré des millions et des millions d'hommes et de femmes, d'enfants et de vieillards, avec tout ce que l'impérialisme américain a pu fournir d'armes meurtrières, telles que bombardiers, avions de chasse, canons, tanks, bazookas, fusils automatiques, bombes au napalm, obus toxiques. De son côté, prenant appui sur ces bandits, l'impérialisme américain s'est arrogé les droits de souveraineté de la Chine sur son territoire, ses eaux et son espace aérien, les droits de navigation intérieure, des privilèges commerciaux, des privilèges dans les affaires intérieures et extérieures de la Chine et même le privilège de battre les gens à mort, de les écraser sous les voitures, de violer les femmes, et tout cela impunément. Et le peuple chinois, qui a été contraint de faire une guerre si longue et si sanglante, devrait-il encore se montrer doux et tendre pour des ennemis si féroces, au lieu de les détruire et de les chasser une fois pour toutes? Ce n'est qu'après avoir détruit complètement les réactionnaires chinois et chassé du territoire chinois les forces agressives de l'impérialisme américain que la Chine pourra obtenir son indépendance, réaliser la démocratie et jouir de la paix. Cette vérité n'est-elle pas assez claire?

Ce qui mérite attention, c'est que, tout à coup, les ennemis du peuple chinois s'évertuent à prendre un air inoffensif et cherchent même à faire pitié (Lecteurs, n'oubliez pas qu'à l'avenir ils chercheront encore à faire pitié). Sun Fo, depuis peu président du Yuan exécutif du Kuomintang, n'a-t-il pas déclaré en juin de l'année dernière qu'"un règlement interviendrait tôt ou tard à la condition de lutter jusqu'au bout sur le plan militaire"? Mais cette fois, dès qu'il parut sur la scène, il se mit à pérorer au sujet d'une "paix honorable" en disant que "le gouvernement s'était efforcé d'obtenir la paix et ne recourait aux armes que parce qu'il était impossible de la réaliser, mais que l'objectif final du recours aux armes restait toujours le rétablissement de la paix". Aussitôt après, une dépêche d'*United Press*, transmise de Changhaï le 21 décembre, prédit que la déclaration de Sun Fo "rencontrerait la plus large approbation dans les milieux officiels américains et parmi les libéraux du Kuomintang". A présent, les milieux officiels américains non seulement manifestent beaucoup de zèle pour la "paix" en Chine, mais ils ne cessent d'affirmer que depuis la Conférence de Moscou des Ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne en décembre 1945, les Etats-Unis ont toujours suivi "une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures de la Chine". Quelle attitude devons-nous observer vis-à-vis de ces messieurs du "pays des gentlemen"? Il y a lieu de citer ici une fable de la Grèce antique:

> Un jour d'hiver, un laboureur vit un serpent engourdi par le froid. Pris de compassion, il le ramasse et le serre contre son sein. Ranimé par la chaleur, le serpent retrouve son instinct naturel, et fait à son bienfaiteur une morsure mortelle. Le laboureur dit en mourant: "Je n'ai eu que ce que j'ai mérité en prenant en pitié une méchante créature[6]!"

Les serpents venimeux, étrangers et chinois, espèrent que le peuple chinois mourra comme ce laboureur et que, comme lui, le Parti communiste chinois et tous les démocrates révolutionnaires chinois auront pitié du serpent venimeux. Mais le peuple chinois, le Parti communiste chinois et les vrais démocrates révolutionnaires de Chine ont entendu et retenu les dernières paroles de ce travailleur. Du reste, les serpents qui infestent la plus grande partie de la Chine, qu'ils soient grands ou petits, noirs ou blancs, qu'ils montrent leurs crochets venimeux ou qu'ils soient métamorphosés en belles femmes, ne sont pas encore engourdis, quoiqu'ils sentent déjà la menace de l'hiver.

Le peuple chinois ne prend jamais en pitié les méchants de l'espèce des serpents; il considère en toute bonne foi que ceux qui disent perfidement qu'il faut les prendre en pitié, sous peine de braver l'usage du pays ou de manquer de grandeur d'âme, etc., ne sont pas du tout des amis fidèles du peuple chinois. Les méchants de l'espèce des serpents, pourquoi donc les prendre en pitié? Quel ouvrier, quel paysan, quel soldat est d'avis qu'il faudrait les prendre en pitié? En effet, il existe des "libéraux du Kuomintang" ou des "libéraux" en dehors du Kuomintang, qui conseillent au peuple chinois d'accepter la "paix" offerte par les Etats-Unis et le Kuomintang, c'est-à-dire de garder, comme des reliques, les vestiges de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, pour que ces beaux trésors ne disparaissent pas de la terre. Mais ces gens-là ne sont nullement des ouvriers, des paysans ou des soldats, ils ne sont pas non plus des amis des ouvriers, des paysans ou des soldats.

Nous estimons que le camp révolutionnaire du peuple chinois doit être élargi et doit englober tous ceux qui, à l'étape présente, veulent se rallier à la cause de la révolution. La révolution du peuple chinois a besoin de forces principales, et aussi de forces alliées, car une armée sans alliés ne peut vaincre l'ennemi. Le peuple chinois, dont la révolution est en plein essor, a besoin d'amis; il doit se souvenir de ses amis et non les oublier. Nul doute que les amis fidèles à la cause révolutionnaire du peuple et qui s'efforcent de défendre les intérêts du peuple en s'opposant à ce qu'on protège ceux de l'ennemi ne sont pas en petit nombre en Chine; aucun d'eux ne doit être oublié ni négligé. Mais nous estimons également que nous devons consolider le camp révolutionnaire du peuple chinois et qu'il ne faut pas permettre à de mauvais éléments de s'y infiltrer, ni à des idées fausses d'y prévaloir. Maintenant que sa révolution est en plein essor, le peuple chinois se doit non seulement de ne pas oublier ses amis, mais encore de ne jamais perdre de vue ses ennemis et les amis de ses ennemis. Comme il a été dit ci-dessus, l'ennemi utilise sournoisement les procédés de "paix" et d'infiltration dans le camp révolutionnaire afin de préserver et de renforcer sa position, alors que les intérêts fondamentaux du peuple exigent que toutes les forces réactionnaires soient radicalement liquidées et que les forces agressives de l'impérialisme américain soient rejetées hors de la Chine; donc, ceux qui conseillent au peuple de prendre en pitié l'ennemi et de préserver les forces réactionnaires ne sont pas des amis du peuple, mais des amis de l'ennemi.

L'essor impérieux de la révolution chinoise oblige toutes les couches sociales à prendre position. Le rapport des forces entre les classes en Chine subit à l'heure actuelle un nouveau changement. Des multitudes de gens se dégagent de l'influence et du contrôle du Kuomintang et passent dans le camp de la révolution; isolés, abandonnés, les réactionnaires chinois sont aux abois. Plus la Guerre de Libération populaire approchera de la victoire finale, plus solidement s'uniront les masses révolutionnaires et tous les amis du peuple, qui, conduits par le Parti communiste chinois, réclameront fermement la destruction totale des forces réactionnaires et le développement complet des forces révolutionnaires, jusqu'à ce qu'une république démocratique populaire soit fondée à l'échelle nationale et que la paix soit réalisée dans l'unité et la démocratie. Par contre, les impérialistes américains, les réactionnaires chinois et leurs amis sont incapables de s'unir solidement et se livreront entre eux à des querelles, insultes, récriminations et trahisons sans fin; toutefois, ils coopéreront sur un point: s'efforcer par tous les moyens de miner les forces révolutionnaires et de préserver les forces réactionnaires. Ils recourront à tous les moyens, publics et secrets, directs et détournés. Mais il est certain que leurs intrigues politiques connaîtront le même échec que leurs attaques militaires. Instruits par l'expérience, le peuple chinois et son état-major général, le Parti communiste chinois, sont sûrs de réduire à néant les intrigues politiques de leurs ennemis, exactement comme ils ont brisé leurs attaques militaires, et ils mèneront à son terme la grande Guerre de Libération populaire.

En 1949, l'Armée populaire de Libération de Chine avancera au sud du Yangtsé et remportera des victoires encore plus grandes qu'en 1948.

En 1949, sur le front économique, nous obtiendrons des succès encore plus grands qu'en 1948. Notre production agricole et industrielle atteindra un niveau plus élevé qu'avant et les communications par chemin de fer et par route seront complètement rétablies. Dans leurs opérations, les principales unités de l'Armée populaire de Libération se déferont de certaines survivances de la guerre de partisans et atteindront un niveau plus élevé qu'auparavant en tant que formations régulières.

En 1949, la Conférence consultative politique, à laquelle aucun réactionnaire ne sera admis et qui aura pour but d'accomplir les tâches de la révolution populaire, sera convoquée, la République populaire de Chine proclamée et le gouvernement central de la République

constitué. Ce gouvernement sera un gouvernement démocratique de coalition, placé sous la direction du Parti communiste chinois, et avec la participation des représentants qualifiés des partis démocratiques et des organisations populaires.

Telles sont les principales tâches concrètes que le peuple chinois, le Parti communiste chinois ainsi que tous les partis démocratiques et toutes les organisations populaires en Chine doivent s'efforcer de remplir en 1949. Nous ne reculerons devant aucune difficulté et nous nous unirons étroitement pour accomplir ces tâches.

L'oppression féodale plusieurs fois millénaire et l'oppression impérialiste séculaire seront, au cours de notre lutte, brisées une fois pour toutes. L'année 1949 sera une année d'une importance capitale. Nous devons redoubler d'efforts.

NOTES

[1] Après la capitulation du Japon en 1945, le gouvernement du Kuomintang divisa les trois provinces du Nord-Est – Liaoning, Kirin et Heilongkiang – en neuf provinces: Liaoning, Liaopei, Antong, Kirin, Hokiang, Songkiang, Heilongkiang, Nouenkiang et Hsingan. En 1949, notre Conseil administratif du Nord-Est procéda à une division nouvelle de la région en cinq provinces: Liaotong, Liaosi, Kirin, Heilongkiang et Songkiang. Avec le Jéhol, ces provinces furent alors désignées sous le nom des Six provinces du Nord-Est. En 1954, le Conseil du Gouvernement populaire central fit fusionner les deux provinces du Liaotong et du Liaosi en une seule province, le Liaoning, et les deux provinces du Songkiang et du Heilongkiang en une autre, le Heilongkiang, la province du Kirin restant inchangée. En 1955, la province du Jéhol fut supprimée et ses territoires furent attribués aux provinces du Hopei et du Liaoning ainsi qu'à la Région autonome de Mongolie intérieure.

[2] Voici les dates de la prise de ces points fortifiés: Chekiatchouang, le 12 novembre 1947; Yuntcheng, le 28 décembre 1947; Seping, le 13 mars 1948; Louoyang, d'abord le 14 mars 1948, puis de nouveau le 5 avril 1948; Yitchouan, le 3 mars 1948; Paoki, le 26 avril 1948; Weihsien, le 27 avril 1948; Linfen, le 17 mai 1948; Kaifeng, le 22 juin 1948. Toutes ces villes étaient entourées de nombreux groupes de blockhaus et certaines avaient en même temps de hautes et épaisses murailles; elles avaient toutes également des ouvrages défensifs auxiliaires, comprenant de multiples lignes de tranchées, des réseaux de barbelés et des abattis. A ce moment-là, notre armée n'avait ni avions ni tanks et elle avait peu ou point d'artillerie. En attaquant et en prenant les villes mentionnées ci-dessus, notre armée apprit tout un système de tactiques pour enlever d'assaut des points puissamment fortifiés. Ces tactiques étaient:

1) démolition successive – utiliser des explosifs pour démolir successivement les différentes installations de défense de l'ennemi;

2) opérations souterraines – creuser en secret des mines qui mènent jusque sous les blockhaus ou les remparts de l'ennemi, afin de faire sauter ceux-ci à l'aide d'explosifs et de lancer aussitôt après de violentes attaques;

3) opérations de tranchées d'approche – creuser des tranchées en direction des fortifications ennemies, puis s'approcher à couvert pour lancer des attaques soudaines;

4) lancement de paquets d'explosifs – lancer des paquets d'explosifs avec des lance-explosifs ou des mortiers pour détruire les ouvrages de défense ennemis;

5) tactique du "coup de poignard" – qui consiste à concentrer les troupes et le feu pour faire une brèche et couper les forces ennemies en tronçons.

[3] Les brigades mentionnées ici sont les unités qui portaient la désignation de brigades après la réorganisation de l'armée du Kuomintang, alors que les divisions sont des divisions d'avant la réorganisation (elles sont pratiquement identiques aux brigades réorganisées).

[4] La "voie intermédiaire" était également appelée la "troisième voie". Voir "La Situation actuelle et nos tâches", note 9, p. 182 du présent tome.

[5] Voir "La Situation et notre politique après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon", note 8, p. 21 du présent tome.

[6] "Le Laboureur et le Serpent", *Fables d'Esope.*

SUR LA DEMANDE DE PAIX DU CRIMINEL DE GUERRE*

(5 janvier 1949)

Dans le dessein de conserver les forces de la réaction chinoise et les forces agressives des Etats-Unis en Chine, Tchiang Kaï-chek, criminel de guerre N° 1 de la Chine et chef de la bande du Kuomintang, a fait, le jour de l'An, une déclaration demandant la paix. Le criminel de guerre Tchiang Kaï-chek a déclaré:

> A condition que les négociations de paix ne nuisent pas à l'indépendance et à l'intégrité du pays et puissent aider le peuple à se relever, que la Constitution sacrée ne soit pas violée de par notre action et que nulle atteinte ne soit portée au régime constitutionnel démocratique, que la forme de gouvernement de la République chinoise soit garantie et que le système juridique de la République chinoise ne soit pas aboli, que les forces armées soient préservées de façon effective et que le peuple puisse conserver son libre mode de vie et maintenir son niveau d'existence minimum actuel, je n'ai, pour ma part, aucune demande à formuler.
>
> . . . A condition que la paix puisse devenir une réalité, je ne me soucie guère de rester en fonction ou de me retirer et je me soumettrai à la seule volonté du peuple.

N'allez pas penser qu'il est plutôt ridicule qu'un criminel de guerre demande la paix, ni qu'une telle déclaration pour demander la paix est vraiment répugnante. Il faut comprendre que le fait que le criminel de guerre N° 1, le chef de la bande du Kuomintang, demande personnellement la paix et émet une telle déclaration présente une utilité manifeste pour le peuple chinois en ce sens qu'il lui permet de connaître le complot tramé par la bande du Kuomintang et l'impérialisme américain. Le peuple chinois peut en déduire que la "paix" autour de laquelle on fait tant de tapage est précisément ce dont la bande

d'assassins de Tchiang Kaï-chek et leurs maîtres américains ont le plus grand besoin.

Tchiang Kaï-chek a avoué tout le plan de sa bande. En voici les points essentiels:

" . . . que [les négociations de paix] ne nuisent pas à l'indépendance et à l'intégrité du pays" – voilà qui est de première importance. La "paix", soit, mais une "paix" qui nuirait "à l'indépendance et à l'intégrité" du pays aux mains des quatre grandes familles et des classes des compradores et des propriétaires fonciers, mille fois non! Impossible donc une "paix" qui nuirait à des traités tels que le Traité sino-américain d'Amitié, de Commerce et de Navigation, l'Accord sino-américain de Transport aérien[1] et l'Accord bilatéral sino-américain[2], ou qui nuirait aux privilèges dont jouissent les Etats-Unis en Chine – droit de faire stationner en Chine des forces terrestres, navales et aériennes, d'établir des bases militaires, d'exploiter des mines et d'exercer le monopole du commerce – ou qui nuirait à l'entreprise de réduire la Chine à la condition de colonie américaine, impossible, en un mot, une "paix" qui compromettrait tous les moyens mis en œuvre pour protéger "l'indépendance et l'intégrité" de l'Etat réactionnaire de Tchiang Kaï-chek.

"[Qu'elles] puissent aider le peuple à se relever" – la "paix" doit aider à se relever les réactionnaires chinois, vaincus, mais non encore anéantis, afin qu'après leur relèvement, ils puissent organiser un retour en force et écraser la révolution. C'est pour cela qu'on veut la "paix". La guerre a duré deux ans et demi, et les Américains sont en colère, parce que "leur chien courant n'est plus en état de courir", une cure de repos, si brève soit-elle, n'est pas à dédaigner.

" . . . que la Constitution sacrée ne soit pas violée de par notre action et que nulle atteinte ne soit portée au régime constitutionnel démocratique, que la forme de gouvernement de la République chinoise soit garantie et que le système juridique de la République chinoise ne soit pas aboli" – c'est-à-dire que la position dominante des classes réactionnaires et du gouvernement réactionnaire de Chine soit

---

* Ce texte est le premier d'une série de commentaires écrits par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Agence Hsinhua afin de démasquer le Kuomintang qui utilisait les négociations de paix en vue de préserver ses forces contre-révolutionnaires. Font encore partie de cette série les textes: "Pourquoi les réactionnaires en pleine division poussent-ils encore de vaines clameurs pour 'une paix générale'?", "Les Réactionnaires du Kuomintang passent d'un 'appel à la paix' à un appel à la guerre", "Commentaire sur les diverses réponses du Kuomintang à la question de la responsabilité de la guerre" et "Où va le gouvernement de Nankin?".

garantie et que le "système juridique" de ces classes et de ce gouvernement ne soit pas "aboli". Ce "système juridique" ne doit en aucun cas être "aboli", car ce serait très dangereux – cela signifierait la suppression totale des classes des compradores et des propriétaires fonciers, la fin de la bande du Kuomintang, l'arrestation et le châtiment de tous les criminels de guerre, grands, moyens et petits.

"... que les forces armées soient préservées de façon effective" – les forces armées, c'est la vie même des classes des compradores et des propriétaires fonciers; bien que plusieurs millions d'hommes de ces troupes aient été anéantis par la détestable Armée populaire de Libération, il reste encore une force d'un million et quelques centaines de milliers d'hommes qui doit être "préservée", et encore "de façon effective". Si elle était "préservée" mais non "de façon effective", les classes des compradores et des propriétaires fonciers perdraient leur capital, le "système juridique" serait quand même "aboli", la bande du Kuomintang serait quand même liquidée et tous les criminels de guerre, grands, moyens et petits, seraient quand même arrêtés et châtiés. Tout comme la vie de Kia Pao-yu, du Jardin de la Grande Vision, tenait à un morceau de jade qu'il portait à son cou[3], la vie du Kuomintang tient à son armée; comment oser dès lors prétendre que son armée ne devrait pas être "préservée", ou devrait être "préservée" mais non "de façon effective"?

" . . . que le peuple puisse conserver son libre mode de vie et maintenir son niveau d'existence minimum actuel" – cela signifie que les classes des compradores et des propriétaires fonciers de Chine doivent conserver leur liberté d'opprimer et d'exploiter le peuple tout entier et maintenir le niveau actuel de leur vie de luxe, de débauche et d'oisiveté, tandis que le peuple travailleur de Chine doit conserver sa liberté d'être opprimé et exploité et maintenir son niveau d'existence actuel qui l'oblige à souffrir le froid et la faim. Tel est le but ultime des criminels de guerre quand ils demandent la paix. A quoi servirait la paix, si les criminels de guerre et les classes auxquelles ils appartiennent ne pouvaient conserver leur liberté d'opprimer et d'exploiter le peuple et ne pouvaient maintenir le niveau de leur vie de luxe, de débauche et d'oisiveté? Pour préserver tout cela, il est naturellement nécessaire que les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les fonctionnaires et les membres du corps enseignant maintiennent "leur libre mode de vie et leur niveau d'existence minimum" actuels, qui les obligent à souffrir le froid et la faim. La condition une fois posée par notre aimable président Tchiang, les dizaines de millions d'ouvriers,

d'artisans et de membres des professions libérales, les centaines de millions de paysans, les millions d'intellectuels, de fonctionnaires et de membres du corps enseignant n'ont plus qu'à applaudir à l'unisson et à se prosterner en criant: "Vive le Président!" Si le Parti communiste persiste à repousser la paix et empêche que ce mode de vie et ce niveau d'existence merveilleux puissent être conservés, il méritera mille fois la mort, car "le Parti communiste sera tenu pour responsable de toutes les conséquences qui en découleront".

Mais nous sommes encore loin d'avoir énuméré toutes les perles de cette déclaration du 1er janvier par laquelle le criminel de guerre demande la paix. En voici une autre – c'est la "bataille décisive dans le secteur Nankin-Changhaï" dont parle Tchiang Kaï-chek dans son message de Nouvel An. Où se trouve la force nécessaire pour cette "bataille décisive"? "Sachez, dit Tchiang Kaï-chek, que dans quelque domaine que ce soit, militaire, politique ou économique, la force dont dispose aujourd'hui le gouvernement est plusieurs fois ou même plusieurs dizaines de fois supérieure à celle du Parti communiste." Oh! Là! là! Comment ne pas mourir de peur devant une force pareille! Laissons de côté la force sur les plans politique et économique pour ne considérer que "la force militaire": l'Armée populaire de Libération dispose actuellement de plus de 3 millions d'hommes, or, une force deux fois plus grande, c'est déjà plus de 6 millions, dix fois plus grande, plus de 30 millions, que serait donc une force "plusieurs dizaines de fois" plus grande? Disons vingt fois, ce qui fait plus de 60 millions d'hommes; quoi d'étonnant si le président Tchiang déclare qu'il est "sûr de gagner la bataille décisive"! Pourquoi alors demande-t-il la paix? Nullement parce qu'il n'est plus en état de se battre. Ecrasé sous le poids d'une soixantaine de millions d'hommes, quel parti communiste ou quel autre parti au monde pourrait avoir la chance de survivre? Tous seraient, bien sûr, réduits en miettes. Il est donc clair que si le président Tchiang demande la paix, il n'a certainement pas d'autre raison que de "plaider pour la vie du peuple".

Tout va-t-il donc bien, sans rien qui cloche? Il paraît qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Et quoi donc? Le président Tchiang a dit:

> Ce qui est regrettable à l'heure actuelle, c'est qu'il y a des gens dans notre gouvernement qui se sont laissés influencer par la propagande pernicieuse du Parti communiste, il s'ensuit un

flottement dans leur esprit qui leur fait presque perdre confiance en eux-mêmes. Menacés dans leur moral par le Parti communiste, ils ne voient que la force de l'ennemi et ne se rendent pas compte que nous disposons d'une force énorme plusieurs dizaines de fois supérieure.

Eh bien, chaque année nous apporte ses nouvelles, mais cette année, il y en a une qui est vraiment singulière: Les gens du Kuomintang, qui disposent de plus de 60 millions d'officiers et de soldats, ne voient que l'Armée populaire de Libération avec ses 3 millions et pas leur propre armée forte de plus de 60 millions, n'est-ce pas une nouvelle extraordinaire?

On peut alors se demander: Une telle nouvelle trouve-t-elle encore audience? Mérite-t-elle encore qu'on lui accorde la moindre attention? Selon une information reçue de l'intérieur de la ville de Peiping, "le jour de l'An, les prix ont légèrement baissé le matin mais se sont rétablis dans l'après-midi". Et une agence étrangère d'information rapporte: "Changhaï a froidement réagi au message de Nouvel An de Tchiang Kaï-chek." Voilà qui répond à la question de savoir si le criminel de guerre Tchiang Kaï-chek jouit encore d'une audience quelconque. Comme nous le disons depuis longtemps, Tchiang Kaï-chek a perdu son âme, il n'est plus qu'un cadavre vivant et personne ne le croit plus.

NOTES

[1] L'"Accord sino-américain de Transport aérien" fut signé le 20 décembre 1946 entre le gouvernement de Tchiang Kaï-chek et l'impérialisme américain. Par cet accord, Tchiang Kaï-chek vendait en bloc la souveraineté de la Chine sur son espace aérien. Selon les stipulations de cet accord, les avions américains pouvaient survoler tout le territoire chinois, y effectuer chargement, déchargement et transbordement, et les Etats-Unis s'assuraient la mainmise sur tous les transports aériens en Chine. Les avions américains avaient également en territoire chinois le "droit d'atterrissage non commercial", c'est-à-dire le droit d'atterrissage de caractère militaire.

[2] L'"Accord bilatéral sino-américain", dit "Accord sino-américain d'Assistance économique", fut signé à Nankin le 3 juillet 1948 par les représentants du gouvernement de Tchiang Kaï-chek et ceux de l'impérialisme américain. Aux termes de cet accord, l'impérialisme américain avait le droit suprême de regard et de décision sur les finances et l'économie du gouvernement de Tchiang Kaï-chek, et le personnel américain exerçant directement ce contrôle en Chine jouissait de "l'exterritorialité"; l'impérialisme américain pouvait obtenir de la Chine toutes les ressources stratégiques dont il avait besoin, et le gouvernement de Tchiang Kaï-chek devait lui fournir

régulièrement des renseignements sur l'état de ces ressources; le gouvernement de Tchiang Kaï-chek garantissait aux Etats-Unis la pratique du dumping en Chine.

[3] Kia Pao-yu est un personnage d'un roman chinois du XVIIIe siècle *Le Rêve du Pavillon rouge*, et le Jardin de la Grande Vision est le jardin de la famille Kia. Il y est dit que Kia Pao-yu avait, en naissant, un morceau de jade dans la bouche. Ce jade représentait sa vie et Kia Pao-yu devait le porter, attaché à son cou, sans jamais s'en séparer. Le perdre eût été pour lui "perdre l'âme".

DECLARATION SUR LA SITUATION ACTUELLE PAR MAO TSE-TOUNG, PRESIDENT DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

(14 janvier 1949)

Deux ans et demi ont passé depuis juillet 1946, moment où le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin, aidé par les impérialistes américains, viola la volonté du peuple, déchira l'Accord de trêve et les résolutions de la Conférence consultative politique et déclencha la guerre civile contre-révolutionnaire à l'échelle nationale. Au cours de ces deux ans et demi de guerre, le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin a, contre la volonté du peuple, convoqué une pseudo-Assemblée nationale, promulgué une pseudo-Constitution, élu un pseudo-président de la République et publié un pseudo-décret sur la prétendue "mobilisation pour réprimer la rébellion"; il a pratiqué en grand la vente des droits nationaux au gouvernement des Etats-Unis et reçu de celui-ci des prêts montant à plusieurs milliards de dollars américains; il a invité les forces navales et aériennes américaines à occuper le territoire de la Chine, ses eaux territoriales et son espace aérien; il a signé un grand nombre de traités de trahison nationale avec le gouvernement des Etats-Unis et accepté la participation du Groupe des conseillers militaires américains à la guerre civile en Chine; enfin il a obtenu du gouvernement des Etats-Unis, pour massacrer le peuple chinois, d'énormes quantités d'avions, de tanks, d'artillerie lourde et légère, de mitrailleuses, de fusils, de balles, d'obus et autre matériel de guerre. Et c'est sur les principes de cette politique réactionnaire de trahison nationale dans les affaires intérieures et extérieures que le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin s'est fondé pour donner l'ordre à des millions de soldats de lancer des attaques impitoyables contre les régions libérées populaires et l'Armée populaire de Libération de Chine. Toutes les

régions libérées populaires dans la Chine de l'Est, dans les Plaines centrales, dans la Chine du Nord, dans le Nord-Ouest et le Nord-Est ont été ravagées, sans exception, par les troupes du Kuomintang. Les villes principales des régions libérées, telles que Yenan, Tchangkiakeou, Houaiyin, Hotseh, Taming, Linyi, Yentai, Tchengteh, Seping, Tchangtchouen, Kirin et Antong, ont toutes été occupées à un moment ou à un autre par ces troupes de bandits. Partout où celles-ci allaient, elles massacraient et violaient, elles incendiaient et pillaient, ne reculant devant aucun crime. Dans les régions soumises à sa domination, le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin suce le sang des larges masses des ouvriers, paysans, soldats, intellectuels et commerçants en les accablant de réquisitions de céréales, d'impôts et de corvées pour "réprimer la rébellion et exterminer les bandits". Le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin prive le peuple de toutes ses libertés; il opprime tous les partis démocratiques et toutes les organisations populaires et leur retire le statut légal; il réprime le juste mouvement des étudiants contre la guerre civile, la faim et les répressions, contre l'intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la Chine et contre l'appui donné par les Etats-Unis aux forces agressives du Japon; il submerge le pays de ses émissions de papier-monnaie, *fapi* et *kinyuankiuan,* qui ruinent la vie économique du peuple et réduisent les larges masses à la faillite; enfin, par divers moyens d'extorsion, il concentre une énorme part des richesses nationales entre les mains des capitalistes bureaucratiques ayant à leur tête les quatre grandes familles Tchiang, Soong, Kung et Tchen. Bref, le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin a plongé le peuple tout entier dans de cruelles souffrances en engageant une guerre civile fondée sur les principes de sa politique réactionnaire de trahison nationale dans les affaires intérieures et extérieures; il ne peut absolument pas se dérober à la responsabilité qu'il doit porter entièrement. Tout au contraire, le Parti communiste chinois a fait tout ce qui était en son pouvoir, dès la capitulation du Japon, pour exiger du gouvernement du Kuomintang qu'il prévienne ou cesse de mener la guerre civile et qu'il réalise la paix intérieure. Se fondant sur cette politique, le Parti communiste chinois lutta avec persévérance et, avec l'appui du peuple tout entier, il obtint tout d'abord la signature du Résumé des conversations entre le Kuomintang et le Parti communiste en octobre 1945. Puis, en janvier 1946, le Parti communiste signa un accord de trêve avec le Kuomintang et, d'un commun effort avec les partis démocratiques,

le contraignit à accepter les résolutions communes de la Conférence consultative politique. Dès ce moment, le Parti communiste chinois lutta de concert avec les partis démocratiques et les organisations populaires pour défendre cet accord et ces résolutions. Il est regrettable que le gouvernement réactionnaire du Kuomintang n'ait pas pris au sérieux nos actions visant à sauvegarder la paix intérieure et les droits démocratiques du peuple. Au contraire, elles furent considérées comme des signes de faiblesse et comme indignes d'attention. Le gouvernement réactionnaire du Kuomintang estimait que le peuple pouvait être brimé, que l'Accord de trêve et les résolutions adoptées par la Conférence consultative politique pouvaient être déchirés à son gré, que l'Armée populaire de Libération céderait à la première attaque, alors que ses propres troupes, fortes de plusieurs millions d'hommes, pourraient se conduire en maître à travers tout le pays, et que l'aide du gouvernement des Etats-Unis était inépuisable. C'est pourquoi le gouvernement réactionnaire du Kuomintang eut l'audace de violer la volonté du peuple tout entier et déchaîna la guerre contre-révolutionnaire. Dans ces circonstances, le Parti communiste chinois n'eut d'autre choix que de se dresser résolument contre la politique réactionnaire du gouvernement du Kuomintang et de lutter pour la sauvegarde de l'indépendance nationale et des droits démocratiques du peuple. Depuis juillet 1946, sous la direction du Parti communiste chinois, l'héroïque Armée populaire de Libération a résisté aux attaques des troupes, fortes de 4.300.000 hommes, du gouvernement réactionnaire du Kuomintang, puis a passé à la contre-offensive, recouvré tous les territoires des régions libérées qui avaient été perdus, et libéré de grandes villes comme Chekiatchouang, Louoyang, Tsinan, Tchengtcheou, Kaifeng, Chenyang, Siutcheou et Tangchan. L'Armée populaire de Libération a surmonté des difficultés inouïes, a grandi en force et est maintenant équipée avec d'énormes quantités d'armes données au gouvernement du Kuomintang par le gouvernement des Etats-Unis. En deux ans et demi, elle a anéanti les principales forces militaires du gouvernement réactionnaire du Kuomintang et toutes ses divisions d'élite. Aujourd'hui, l'Armée populaire de Libération est supérieure par le nombre, par le moral et par l'équipement aux restes des forces militaires du gouvernement réactionnaire du Kuomintang. Le peuple chinois commence enfin à respirer librement. La situation est parfaitement claire: Toute la structure du régime réactionnaire du Kuomintang va s'effondrer et s'anéantir si l'Armée populaire de Libération lance encore quelques puissantes attaques

contre ce qui reste de ses forces. Le gouvernement réactionnaire du Kuomintang, qui a poursuivi une politique de guerre civile, récolte maintenant ce qu'il a semé: abandonné par ses partisans, renié par ses fidèles, il ne peut donc plus se maintenir. Dans ces circonstances, afin de préserver les troupes dont dispose encore le gouvernement du Kuomintang et de gagner un peu de répit avant de revenir à la charge pour détruire les forces révolutionnaires, Tchiang Kaï-chek, le criminel de guerre N° 1 de la Chine, le chef de la bande du Kuomintang et pseudo-président de la République à Nankin, a annoncé le 1er janvier de cette année qu'il était disposé à engager des négociations de paix avec le Parti communiste chinois. Le Parti communiste chinois considère cette proposition comme hypocrite. La raison en est que Tchiang Kaï-chek a proposé, comme base pour les négociations de paix, le maintien de la pseudo-Constitution, le maintien du pseudo-système juridique et le maintien des forces armées de la réaction, conditions que le peuple ne saurait accepter. Ce sont là des conditions pour la continuation de la guerre, et non pour la paix. Durant ces dix derniers jours, le peuple a manifesté clairement sa volonté dans tout le pays. Il aspire ardemment à une paix prochaine, mais il n'approuve pas la prétendue paix des criminels de guerre, il n'approuve pas les conditions réactionnaires que ceux-ci ont posées. S'appuyant sur la volonté du peuple, le Parti communiste chinois déclare: L'Armée populaire de Libération possède des forces largement suffisantes et de bonnes raisons pour anéantir complètement, dans un délai assez court, ce qui reste des forces armées du gouvernement réactionnaire du Kuomintang, et elle est entièrement sûre d'y réussir. Cependant, pour hâter la fin de la guerre, réaliser une paix véritable et alléger les souffrances du peuple, le Parti communiste chinois est prêt à engager des négociations de paix avec le gouvernement réactionnaire kuomintanien de Nankin, ou bien avec tout gouvernement local ou groupe militaire du Kuomintang, sur la base des conditions suivantes:

1) Punir les criminels de guerre;
2) Abolir la pseudo-Constitution;
3) Abolir le pseudo-système juridique;
4) Réorganiser toutes les troupes réactionnaires selon les principes démocratiques;
5) Confisquer le capital bureaucratique;
6) Réformer le système agraire;
7) Dénoncer les traités de trahison nationale;

8) Convoquer une conférence consultative politique sans la participation d'éléments réactionnaires et former un gouvernement démocratique de coalition chargé d'assumer tous les pouvoirs détenus par le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin et les gouvernements locaux qui relèvent de lui à tous les échelons[1].

Le Parti communiste chinois considère que les conditions ci-dessus expriment la volonté commune du peuple tout entier, et que seule une paix fondée sur ces conditions est une paix démocratique véritable. Si les hommes du gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin désirent arriver à une paix démocratique véritable et non à une fausse paix réactionnaire, ils doivent renoncer aux conditions réactionnaires qu'ils ont posées et accepter les huit conditions avancées par le Parti communiste chinois comme base des négociations de paix entre les deux parties. Sinon, la preuve sera faite que leur prétendue paix n'est qu'une duperie. Nous espérons que le peuple tout entier, tous les partis démocratiques et toutes les organisations populaires se lèveront et combattront pour une paix démocratique véritable et contre une fausse paix réactionnaire. Les patriotes dans les milieux gouvernementaux du Kuomintang à Nankin doivent également apporter leur appui à cette proposition de paix. Camarades commandants et combattants de l'Armée populaire de Libération, faites attention: Vous ne devez pas relâcher le moins du monde votre effort dans le combat jusqu'à ce que le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin ait accepté une paix démocratique véritable et que celle-ci soit réalisée. Tous les réactionnaires qui osent résister seront anéantis résolument, radicalement, intégralement et totalement.

NOTES

[1] Les huit conditions de paix avancées par le camarade Mao Tsé-toung dans cette déclaration servirent de base aux négociations de paix en avril 1949 entre la délégation du Parti communiste chinois et la délégation du gouvernement du Kuomintang dirigée par Tchang Tche-tchong. L'Accord sur la paix intérieure, rédigé au cours de ces négociations, formula des dispositions concrètes pour l'exécution des huit conditions de paix. Pour plus de détails, voir "Ordre à l'armée pour une avance générale dans tout le pays", note 1, pp. 408-414 du présent tome.

COMMENTAIRE DU PORTE-PAROLE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LA RESOLUTION DU YUAN EXECUTIF DE NANKIN

(21 janvier 1949)

L'Agence centrale d'Information, agence officielle du gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin, a annoncé dans une dépêche du 19 janvier que le Yuan exécutif avait procédé, au cours d'une réunion tenue le même jour à 9 heures du matin, à un large examen de la situation actuelle et adopté la résolution suivante:

> Déférant aux aspirations du peuple tout entier à une paix prochaine, le gouvernement, après de sérieuses considérations, exprime par la présente résolution son désir de procéder d'abord, conjointement avec le Parti communiste chinois, à la cessation immédiate et inconditionnelle des hostilités, et de voir ensuite les deux parties désigner leurs délégués pour engager des négociations de paix.

Le porte-parole du Parti communiste chinois déclare: Cette résolution du Yuan exécutif de Nankin ne fait aucune mention de la déclaration proposant des négociations de paix, faite le 1er janvier par Tchiang Kaï-chek, pseudo-président de la République à Nankin, ni de la déclaration proposant des négociations de paix, faite le 14 janvier par Mao Tsé-toung, président du Parti communiste chinois; dans cette résolution, le Yuan exécutif de Nankin n'indique pas non plus à laquelle de ces deux déclarations il se rallie, et à laquelle il s'oppose, mais il avance une tout autre proposition, comme si ni le Kuomintang ni le Parti communiste n'avaient fait de propositions les 1er et 14 janvier; tout cela est absolument incompréhensible. En fait, le Yuan exécutif de Nankin a non seulement voulu ignorer complètement la proposition du Parti communiste chinois du 14 janvier, il a carrément

désavoué la proposition faite le 1er janvier par le pseudo-président Tchiang Kaï-chek, proposition dans laquelle ce dernier disait:

> Aussitôt que le Parti communiste aura un désir sincère de paix, et en aura donné des preuves précises, le gouvernement traitera avec lui en toute sincérité et sera prêt à discuter des mesures concrètes pour mettre fin aux hostilités et rétablir la paix.

Dix-neuf jours après cette déclaration, un organe de ce même gouvernement, le "Yuan exécutif", désavoue la déclaration faite par le "président de la République" et, au lieu de dire que le gouvernement "traitera avec lui [le Parti communiste] en toute sincérité et sera prêt à discuter des mesures concrètes pour mettre fin aux hostilités et rétablir la paix", il parle maintenant de son désir "de procéder d'abord, [conjointement avec le Parti communiste chinois,] à la cessation immédiate et inconditionnelle des hostilités, et de voir ensuite les deux parties désigner leurs délégués pour engager des négociations de paix". Nous voudrions demander à ces messieurs du "Yuan exécutif" de Nankin: Quelle est donc la proposition valable, la vôtre ou celle du "président de la République"? Celui-ci considérait que "mettre fin aux hostilités et rétablir la paix" était une seule et même chose, et proclamait sa sincérité et son désir de discuter avec le Parti communiste chinois des mesures concrètes pour y parvenir, alors que vous, vous considérez la cessation des hostilités et le rétablissement de la paix comme deux choses distinctes et que vous ne voulez pas désigner des délégués pour discuter avec nous des mesures concrètes destinées à mettre fin aux hostilités. Au contraire, vous abandonnant à la fantaisie la plus chimérique, vous proposez "de procéder d'abord . . . à la cessation immédiate et inconditionnelle des hostilités", et de désigner ensuite des délégués "pour engager des négociations de paix". Mais, en définitive, quelle proposition est la bonne, la vôtre ou celle du "président de la République"? Nous estimons que le pseudo-Yuan exécutif de Nankin a outrepassé ses pouvoirs; il n'a pas le droit d'écarter la proposition du pseudo-président de la République et de faire de son propre chef une nouvelle proposition. Nous considérons cette nouvelle proposition comme non fondée; engagés dans une guerre si longue, si cruelle et de si grande envergure, les deux adversaires doivent de toute évidence désigner des délégués pour discuter les conditions fondamentales de la paix et élaborer un accord de trêve acceptable pour les deux parties; c'est le seul moyen d'arrêter la guerre. Non seulement c'est ce que veut

le peuple, mais, même du côté du Kuomintang, de nombreuses personnes en ont exprimé le désir. Si le Kuomintang suit la "résolution" absolument sans fondement du Yuan exécutif de Nankin et n'accepte pas de mener des négociations de paix avant la cessation des hostilités, où est alors son sincère désir de paix? La "résolution" du Yuan exécutif de Nankin ayant été adoptée, les négociations de paix ne sont plus possibles à moins d'une cessation préalable des hostilités, dès lors on a fermé la porte à la paix; et si l'on veut procéder aux négociations, il n'y a qu'une chose à faire, c'est d'annuler cette "résolution" absolument sans fondement. C'est tout l'un ou tout l'autre. Si le Yuan exécutif de Nankin n'accepte pas d'annuler sa propre "résolution", cela montrera simplement que le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin n'a pas le désir sincère d'engager des négociations de paix avec la partie adverse. On se demandera: Si Nankin est sincère, pourquoi se refuse-t-il à discuter les conditions concrètes de la paix? N'est-ce pas là une preuve que la proposition de paix de Nankin est hypocrite? Le porte-parole du Parti communiste déclare: Nankin a maintenant sombré dans l'anarchie, le pseudo-président fait une proposition et le pseudo-Yuan exécutif en fait une autre. Avec qui faut-il traiter?

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS CONCERNANT L'ORDRE NOTIFIE AU GOUVERNEMENT REACTIONNAIRE DU KUOMINTANG DE REMETTRE EN ETAT D'ARRESTATION YASUJI OKAMURA, EX-COMMANDANT EN CHEF DES FORCES D'AGRESSION JAPONAISES EN CHINE, ET D'ARRETER LES CRIMINELS DE GUERRE CIVILE DU KUOMINTANG

(28 janvier 1949)

Dans une dépêche du 26 janvier, l'Agence centrale d'Information du gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin rapporte:

Un porte-parole du gouvernement a fait la déclaration suivante: Depuis un mois, le gouvernement a pris diverses mesures et dispositions pour mettre fin à la guerre dans le plus bref délai, afin d'alléger les souffrances du peuple. De plus, le 22 de ce mois, il a officiellement désigné une délégation[1] pour les négociations de paix, et attend dès lors que le Parti communiste chinois désigne ses délégués et convienne d'un lieu de rencontre en vue des pourparlers. Mais dans la déclaration radiodiffusée du Chensi du Nord par l'Agence Hsinhua le 25 courant[2], un porte-parole du Parti communiste chinois, tout en exprimant le désir de négocier avec le gouvernement en vue d'un règlement pacifique, s'est répandu en insultes en se servant de termes absurdes. Il a ajouté que le lieu des négociations ne pourrait être fixé qu'après la libération complète de Peiping. Nous voudrions poser la question suivante: Si le Parti communiste chinois, sous prétexte d'at-

tendre la prétendue libération complète de Peiping, ne désigne pas immédiatement ses délégués, ne convient pas du lieu de la rencontre et n'arrête pas les opérations militaires, n'est-ce pas traîner les choses en longueur et prolonger les maux de la guerre? Personne ne devrait ignorer que le peuple tout entier brûle d'en finir avec les maux de la guerre. Témoignant de sa parfaite sincérité, le gouvernement exprime une fois de plus le désir de voir le Parti communiste chinois se rendre clairement compte qu'il doit faire passer le salut du peuple avant toute autre considération et désigner sans tarder ses délégués en vue des pourparlers, afin que la paix puisse être réalisée au plus tôt.

Dans une autre dépêche datée du 26 janvier, l'Agence centrale d'Information de Nankin rapporte de Changhaï:

A la suite d'une révision de son cas, le 26, par le Tribunal militaire chargé du jugement des criminels de guerre, près le Ministère de la Défense nationale, le général Yasuji Okamura, criminel de guerre japonais et ex-commandant en chef des Forces expéditionnaires japonaises en Chine, a été déclaré non coupable dans un jugement prononcé à 16 heures par le président du tribunal Che Mei-yu. Une atmosphère tendue régnait dans la salle. Okamura, qui écoutait attentivement debout, eut un léger sourire à la fin de la lecture du verdict.

En considération de ce qui précède, le porte-parole du Parti communiste chinois formule les points suivants:

1. Le Parti communiste chinois et le Haut Commandement de l'Armée populaire de Libération de Chine affirment qu'il est inadmissible que le Tribunal militaire chargé du jugement des criminels de guerre, institué par le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin, ait déclaré non coupable le criminel de guerre japonais, le général Yasuji Okamura, ex-commandant en chef des Forces expéditionnaires japonaises en Chine, qui est le plus important des criminels de guerre[3] des Forces expéditionnaires japonaises d'agression contre la Chine. Après d'innombrables sacrifices en vies et en biens durant les huit années de la Guerre de Résistance contre le Japon, le peuple chinois a finalement remporté la victoire et capturé ce criminel de guerre; il ne permettra jamais au gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin de le déclarer arbitrairement non coupable. Le peuple tout entier, tous les partis démocratiques et toutes les organisations populaires, de même que les patriotes au sein des différents

organismes du gouvernement réactionnaire du Kuomintang, doivent s'élever immédiatement contre l'acte criminel de ce gouvernement qui trahit les intérêts nationaux et collabore avec les militaristes fascistes japonais. Nous donnons à ces messieurs du gouvernement réactionnaire de Nankin cet avertissement sévère: Vous devez immédiatement remettre en état d'arrestation Yasuji Okamura et le réintégrer sans faute en prison. Ceci est intimement lié à votre demande de négocier avec nous. Nous considérons que tous vos agissements actuels ne sont qu'une tentative de faire, sous le couvert des négociations de paix, de nouveaux préparatifs de guerre, desquels fait partie votre complot d'inviter les réactionnaires japonais à venir en Chine et à se joindre à vous pour massacrer le peuple chinois. C'est dans ce but que vous avez mis en liberté Yasuji Okamura. Aussi ne vous permettrons-nous absolument pas d'agir de la sorte. Nous sommes en droit de vous ordonner d'arrêter à nouveau Yasuji Okamura, que vous aurez à remettre à l'Armée populaire de Libération au moment et au lieu que nous vous indiquerons. Quant aux autres criminels de guerre japonais, vous les garderez provisoirement en détention, en attendant de nouvelles instructions, et il vous est défendu de relâcher arbitrairement ou de laisser s'échapper aucun d'eux. Quiconque enfreindra cet ordre sera sévèrement puni.

2. La déclaration du 26 janvier du porte-parole du gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin nous a appris avec combien de vivacité, d'ardeur, d'insistance et d'empressement vous demandiez, Messieurs de Nankin, des négociations de paix, par unique souci, paraît-il, d'"écourter la guerre", d'"alléger les souffrances du peuple" et de "faire passer le salut du peuple avant toute autre considération"; elle nous a aussi appris à quel point, par contre, le Parti communiste manquait selon vous de vivacité, d'ardeur, d'insistance et d'empressement à répondre à votre vœu, qu'il "n'arrêtait pas les opérations militaires", et que c'était là vraiment "traîner les choses en longueur et prolonger les maux de la guerre". Nous vous le disons franchement, Messieurs de Nankin: Vous êtes des criminels de guerre, vous passerez en jugement. Nous ne croyons pas à vos déclarations sur "la paix" et "la volonté du peuple". Vous vous êtes appuyés sur la force des Etats-Unis, vous avez violé la volonté du peuple, déchiré l'Accord de trêve et les résolutions de la Conférence consultative politique et déclenché cette guerre civile antipopulaire, antidémocratique et contre-révolutionnaire, d'une cruauté sans pareille. Vous faisiez preuve alors de tant de vivacité, d'ardeur, d'in-

sistance et d'empressement que vous n'avez voulu écouter les conseils de personne. Et lorsque vous avez convoqué la pseudo-Assemblée nationale, mis sur pied la pseudo-Constitution, élu le pseudo-président de la République et promulgué le pseudo-décret de "mobilisation pour réprimer la rébellion", vous faisiez à nouveau preuve de tant de vivacité, d'ardeur, d'insistance et d'empressement que, comme toujours, vous n'avez voulu écouter les conseils de personne. A ce moment-là, à Changhaï, à Nankin et dans les autres grandes villes, les prétendus conseils consultatifs, chambres de commerce, syndicats ouvriers, unions paysannes, associations des femmes et organisations culturelles, qui tous sont fabriqués par votre gouvernement ou utilisés comme instruments de votre politique, faisaient tant de tapage au sujet du "soutien à la mobilisation pour réprimer la rébellion" et de "l'extermination des bandits communistes", et témoignaient une fois de plus de tant de vivacité, d'ardeur, d'insistance et d'empressement qu'ils n'ont voulu écouter les conseils de personne. Deux ans et demi se sont maintenant écoulés, et pendant cette période, les gens que vous avez massacrés se chiffrent par millions; les villages que vous avez incendiés, les femmes que vous avez violées, les richesses que vous avez pillées, et les vies et biens détruits par votre aviation ne se comptent plus; vous avez commis les crimes les plus odieux, et nous avons des comptes à régler avec vous. Il paraît que vous êtes fort hostiles à la lutte pour le règlement des comptes. Mais cette fois nous avons de bonnes raisons pour mener cette lutte; les comptes doivent être réglés, la lutte pour les régler doit avoir lieu. Vous êtes vaincus. Vous avez soulevé la colère du peuple. Et le peuple s'est levé tout entier contre vous dans une lutte à mort. Le peuple ne vous aime pas, le peuple vous condamne; il est debout, et vous vous trouvez isolés; voilà pourquoi vous avez été vaincus. Vous avez proposé cinq conditions[4] pour des négociations de paix, et nous en avons avancé huit[5]; le peuple s'est rallié aussitôt à nos huit conditions, et non à vos cinq conditions. Vous n'osez ni repousser nos huit conditions, ni insister sur les cinq vôtres. Vous déclarez que vous acceptez de prendre nos huit conditions comme base des négociations. N'est-ce pas déjà bien? Pourquoi donc ne pas se hâter de négocier? Ainsi, il semble que vous êtes pleins de vivacité, d'ardeur, d'insistance et d'empressement, que vous êtes très favorables à la "cessation inconditionnelle des hostilités" et que vous voulez bien "écourter la guerre", "alléger les souffrances du peuple" et "faire passer le salut du peuple avant toute autre considération". Et nous? Evidemment, nous ne montrons ni

vivacité, ni ardeur, ni insistance, ni empressement; nous cherchons à "traîner les choses en longueur et prolonger les maux de la guerre". Mais attendez, Messieurs de Nankin, nous saurons faire preuve de vivacité, d'ardeur, d'insistance et d'empressement; assurément, la durée de la guerre sera écourtée, et les souffrances du peuple allégées. Puisque vous acceptez nos huit conditions comme base des négociations, nous allons, vous et nous, avoir fort à faire. Pour appliquer ces huit conditions, nous aurons de quoi nous occuper tous, vous, nous, les partis démocratiques, les organisations populaires et les gens de tous les milieux, pendant plusieurs mois, une demi-année, une année entière ou plusieurs années, et même alors nous ne serons peut-être pas encore au bout! Ecoutez bien, Messieurs de Nankin! Les huit conditions ne sont pas des articles abstraits, il faut leur donner un contenu concret; durant la courte période actuelle, il importe que chacun de nous réfléchisse; si cela prend un peu de temps, le peuple nous le pardonnera. Pour parler franchement, le peuple veut que nous soyons bien préparés pour ces négociations. Celles-ci devront avoir lieu, et il ne sera permis à qui que ce soit de faire volte-face en refusant de négocier; c'est pourquoi vos délégués doivent se préparer à venir. Mais nous avons encore besoin d'un certain temps pour achever nos préparatifs et nous n'admettons pas que les criminels de guerre nous imposent la date des négociations. Nous sommes en train de faire un travail important avec le peuple de Peiping: le règlement pacifique de la question de Peiping sur la base des huit conditions. Les hommes que vous avez à Peiping, tels que le général Fou Tsouo-yi, participent également à ce travail, que vous approuvez dans le communiqué diffusé par votre agence d'information[6]. Cela va non seulement nous pourvoir d'un lieu pour les négociations de paix, mais encore fournir un exemple de solution pacifique pour Nankin, Changhaï, Wouhan, Sian, Taiyuan, Koueisouei, Lantcheou, Tihoua, Tchengtou, Kunming, Tchangcha, Nantchang, Hangtcheou, Foutcheou, Canton, le Taïwan, l'île de Hainan, etc. Ce travail est donc louable, et vous autres, Messieurs de Nankin, vous ne devez pas le prendre à la légère. Nous sommes en train de discuter, avec les partis démocratiques, les organisations populaires et les démocrates sans-parti de nos régions ainsi que des vôtres, de l'établissement d'une liste de criminels de guerre pour mettre au point les détails concrets de la première de nos huit conditions. La publication officielle de cette liste ne va sans doute pas tarder. Comme vous savez, Messieurs de Nankin, nous n'avons pas encore eu le temps de discuter cette liste avec les partis démo-

cratiques et les organisations populaires et de la publier officiellement. Veuillez donc nous excuser, s'il vous plaît. La raison en est que votre demande de négociations de paix est venue un peu tard. Si elle était arrivée plus tôt, nous aurions peut-être déjà fait les préparatifs nécessaires. Cependant, vous n'êtes pas sans avoir quelque chose à faire. Outre l'arrestation du criminel de guerre japonais Yasuji Okamura, vous devez procéder immédiatement à l'arrestation de toute une bande de criminels de la guerre civile, et en premier lieu, de ceux qui se trouvent à Nankin, Changhaï, Fenghoua et au Taïwan, parmi les quarante-trois criminels de guerre figurant dans la déclaration faite le 25 décembre 1948 par une personne autorisée du Parti communiste chinois. Les plus importants sont: Tchiang Kaï-chek, T. V. Soong, Tchen Tcheng, Ho Ying-kin, Kou Tchou-tong, Tchen Li-fou, Tchen Kouo-fou, Tchou Kia-houa, Wang Che-kié, Wou Kouo-tchen, Tai Tchouan-hsien, Tang En-po, Tcheou Tche-jeou, Wang Chou-ming et Kouei Yong-tsing[7]. Parmi ces derniers, Tchiang Kaï-chek est d'une importance toute particulière; ce criminel s'est enfui à Fenghoua[8], et fort probablement il cherche à s'enfuir à l'étranger et à se placer sous la protection de l'impérialisme américain ou britannique; vous devez donc l'arrêter au plus vite et non pas le laisser s'échapper. Vous porterez l'entière responsabilité de cette affaire. Si ces criminels prennent la fuite, vous serez incriminés de mise en liberté de bandits, et aucune indulgence ne vous sera accordée. Que nul ne prétende n'avoir pas été averti. Nous estimons que c'est seulement en arrêtant ces criminels de guerre que vous aurez accompli un travail sérieux pour écourter la guerre et alléger les souffrances du peuple. Aussi longtemps que les criminels de guerre seront en liberté, la guerre ne fera que se prolonger en aggravant les souffrances du peuple.

3. Nous exigeons du gouvernement réactionnaire de Nankin une réponse aux deux points susmentionnés.

4. Nankin sera avisé une autre fois des préparatifs que les deux parties devront faire pour remplir les sept autres conditions.

NOTES

[1] La délégation désignée par le gouvernement réactionnaire du Kuomintang pour les négociations de paix se composait de Chao Li-tse, Tchang Tche-tchong, Houang Chao-hsiong, Peng Tchao-hsien et Tchong Tien-sin.

[2] Dans sa déclaration du 25 janvier 1949 concernant les négociations de paix, le porte-parole du Parti communiste chinois indiquait: "Nous avons accepté que le gouvernement réactionnaire de Nankin envoie des délégués pour négocier la paix avec nous, non que nous reconnaissions encore à ce gouvernement la qualité de représenter le peuple chinois, mais parce qu'il dispose encore de quelques restes des forces armées réactionnaires. Si ce gouvernement, s'apercevant qu'il ne jouit plus du tout de la confiance du peuple et que le reste de ses forces armées réactionnaires n'est plus capable de résister à la puissante Armée populaire de Libération, est disposé à accepter les huit conditions de paix avancées par le Parti communiste chinois, alors, pour alléger les souffrances du peuple, le règlement des questions par voie de négociations est évidemment préférable et avantageux pour la cause de la libération du peuple." En ce qui concerne le lieu de la rencontre, la déclaration précisait: "Il ne sera possible de le fixer qu'après la libération complète de Peiping, et ce sera probablement Peiping." A propos des délégués de Nankin, le porte-parole ajoutait: "Peng Tchao-hsien, un des principaux dirigeants du groupe C. C. du Kuomintang, groupe qui s'est déclaré avec véhémence pour la guerre, est considéré comme un criminel de guerre; le Parti communiste chinois ne peut donc recevoir un tel délégué."

[3] Yasuji Okamura est l'un des criminels de guerre japonais ayant à leur actif une liste de crimes des plus longues et des plus noires dans l'histoire de l'agression japonaise contre la Chine. De 1925 à 1927, il fut conseiller militaire de Souen Tchouan-fang, l'un des seigneurs de guerre du Peiyang. En 1928, commandant d'un régiment d'infanterie de l'armée japonaise, il prit part à l'attaque japonaise pour la prise de Tsinan et joua le rôle du bourreau dans l'Incident sanglant de Tsinan. En 1932, chef d'état-major adjoint des Forces expéditionnaires japonaises à Changhaï, il participa à l'attaque et à l'occupation de cette ville. En 1933, représentant le gouvernement japonais, il signa avec le gouvernement traître du Kuomintang "l'Accord de Tangkou". De 1937 à 1945, il fut successivement commandant du IIe corps d'armée, de l'Armée du Front de la Chine du Nord, de l'Armée du VIe Front et commandant en chef des Forces expéditionnaires japonaises en Chine. Il appliqua en Chine la politique de la pire cruauté: "tout brûler, tout tuer, tout piller". Il figurait en tête de la liste des criminels de guerre japonais publiée à Yenan en août 1945. Pendant la Guerre de Libération populaire, il fut conseiller militaire secret de Tchiang Kaï-chek et élabora pour ce dernier les plans d'attaque contre les régions libérées. En janvier 1949, il fut déclaré non coupable par le gouvernement réactionnaire du Kuomintang et, relâché, il fut envoyé au Japon. En 1950, il accepta de Tchiang Kaï-chek le poste d'officier instructeur supérieur à l'Institut dit de Recherche sur la Pratique révolutionnaire. Depuis 1955, il a organisé d'anciens combattants des forces terrestres et navales japonaises dans la "Ligue des compagnons d'armes" (appelée plus tard Ligue des compagnons d'armes en retraite), et il a pris une part active aux menées réactionnaires pour la renaissance du militarisme japonais.

[4] Les "cinq conditions" du gouvernement réactionnaire du Kuomintang relatives aux négociations de paix se trouvent formulées dans la déclaration faite par Tchiang Kaï-chek le jour de l'An de 1949. Elles portent: 1. " . . . que [les négociations de paix] ne nuisent pas à l'indépendance et à l'intégrité du pays"; 2. "[qu'elles] puissent aider le peuple à se relever"; 3. " . . . que la Constitution sacrée ne soit pas violée de par notre action et que nulle atteinte ne soit portée au régime constitutionnel démocratique, que la forme de gouvernement de la République chinoise soit garantie et que le système juridique de la République chinoise ne soit pas aboli"; 4. " . . . que les forces armées soient préservées de façon effective"; 5. " . . . que le peuple puisse conserver son libre mode de vie et maintenir son niveau

d'existence minimum actuel". Le camarade Mao Tsé-toung réfuta aussitôt en termes énergiques ces cinq points. Voir "Sur la demande de paix du criminel de guerre", pp. 325-330 du présent tome.

[5] Les "huit conditions" du Parti communiste chinois relatives aux négociations de paix ont été formulées par le camarade Mao Tsé-toung dans sa déclaration du 14 janvier 1949 sur la situation d'alors. Voir "Déclaration sur la situation actuelle par Mao Tsé-toung, président du Comité central du Parti communiste chinois", pp. 331-335 du présent tome.

[6] Dans sa proclamation diffusée le 27 janvier 1949 par l'Agence centrale d'Information du Kuomintang, le Ministère de la Défense nationale du gouvernement de Nankin déclarait: "Afin d'écourter la guerre, d'aboutir à la paix en Chine du Nord et de préserver par là les assises de l'ancienne capitale Peiping, ainsi que son patrimoine culturel et ses monuments historiques, le commandant en chef Fou Tsouo-yi a annoncé dans sa proclamation du 22 janvier la cessation des hostilités dès le jour même à 10 heures du matin. Sur l'ordre du Quartier général, la plupart de nos troupes cantonnées à Peiping se sont successivement retirées hors des limites de la ville pour se rendre aux lieux qui leur avaient été assignés." La même proclamation ajoutait: "La cessation des hostilités sera également rendue effective dans le Soueiyuan et à Tatong."

[7] T. V. Soong, ploutocrate du régime du Kuomintang, avait été successivement ministre des Finances, président du Yuan exécutif, ministre des Affaires étrangères du gouvernement du Kuomintang et son envoyé spécial aux Etats-Unis. Tchen Tcheng, ancien chef d'état-major général, était alors gouverneur de la province du Taïwan sous le régime du Kuomintang. Ho Ying-kin avait été chef d'état-major général et ministre de la Défense nationale du Kuomintang. Kou Tchou-tong était alors chef d'état-major général de l'Armée du Kuomintang. Tchen Li-fou, Tchen Kouo-fou et Tchou Kia-houa étaient des chefs du groupe C. C. du Kuomintang. Wang Che-kié avait été ministre des Affaires étrangères du Kuomintang. Wou Kouo-tchen était alors maire de Changhaï du régime du Kuomintang. Tai Tchouan-hsien, connu aussi sous le nom de Tai Ki-tao, avait été longtemps membre du brain-trust de Tchiang Kaï-chek et était alors membre du Conseil permanent du Comité exécutif central du Kuomintang. Tang En-po était commandant en chef des forces de garnison du Kuomintang dans la région de Nankin-Changhaï-Hangtcheou. Tcheou Tche-jeou était commandant en chef de l'armée de l'air du Kuomintang. Wang Chou-ming était commandant en chef adjoint et chef d'état-major de l'armée de l'air du Kuomintang. Kouei Yong-tsing était commandant en chef de la marine du Kuomintang.

[8] District de la province du Tchékiang, lieu de naissance de Tchiang Kaï-chek.

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LA NECESSITE D'INCLURE DANS LES CONDITIONS DE PAIX LE CHATIMENT DES CRIMINELS DE GUERRE JAPONAIS ET DES CRIMINELS DE GUERRE DU KUOMINTANG

(5 février 1949)

Un porte-parole du gouvernement réactionnaire traître du Kuomintang a répondu le 31 janvier à la déclaration faite le 28 janvier par le porte-parole du Parti communiste chinois sur la question des négociations de paix. Aux questions soulevées par le porte-parole du Parti communiste chinois, il a opposé des sophismes. En ce qui concerne l'exigence du Parti communiste chinois selon laquelle le gouvernement réactionnaire traître du Kuomintang devait assumer la responsabilité de remettre en état d'arrestation Yasuji Okamura, principal criminel dans l'agression japonaise contre la Chine, pour le livrer à l'Armée populaire de Libération, et de placer sous bonne garde les autres criminels de guerre japonais en prenant bien soin de ne pas les laisser s'échapper, le porte-parole du Kuomintang a dit: "C'est là une question judiciaire qui n'a rien à voir avec les négociations de paix, bien moins encore peut-on en faire une condition préalable pour des négociations de paix". Quant à l'exigence du Parti communiste chinois visant à faire assumer par le gouvernement réactionnaire traître du Kuomintang la responsabilité d'arrêter Tchiang Kaï-chek et d'autres criminels de guerre, le porte-parole du Kuomintang a dit: "Une paix véritable ne doit pas comporter de conditions préalables." Il a ajouté que, dans sa déclaration, le porte-parole du Parti communiste chinois "semblait manquer de sérieux dans son attitude" et qu'en outre il "créait des complications". A ce sujet, le porte-parole du Parti communiste chinois déclare: Le 28 janvier

encore, nous accordions au gouvernement réactionnaire traître du Kuomintang le nom de gouvernement; à cet égard, notre attitude a en effet manqué de sérieux. En définitive, ce soi-disant "gouvernement" existe-t-il encore? Existe-t-il à Nankin? Il n'y a plus à Nankin aucun organe du pouvoir exécutif. Existe-t-il à Canton? Il n'y a pas de chef de gouvernement à Canton. Existe-t-il à Changhaï? Il n'y a ni organe du pouvoir exécutif ni chef de gouvernement à Changhaï. Existe-t-il donc à Fenghoua? Mais à Fenghoua il n'y a qu'un pseudo-président de la République qui a annoncé sa "retraite", et rien d'autre. Par conséquent, pour parler sérieusement, nous n'aurions pas dû le considérer comme un gouvernement; il est tout au plus un gouvernement hypothétique ou symbolique. Supposons toutefois qu'il y ait un tel "gouvernement" symbolique et qu'il y ait un porte-parole qui puisse parler au nom de ce "gouvernement". Alors ce porte-parole doit comprendre que cet hypothétique et symbolique gouvernement réactionnaire traître du Kuomintang non seulement n'a rien fait pour les négociations de paix, mais ne cesse bel et bien de créer des complications. N'avez-vous pas créé une complication, par exemple, en déclarant brusquement Yasuji Okamura non coupable à un moment où vous désiriez si vivement négocier? N'avez-vous pas créé une autre complication en l'envoyant au Japon avec 260 autres criminels de guerre japonais, après que le Parti communiste chinois eut demandé de l'arrêter à nouveau? Qui gouverne aujourd'hui au Japon? Peut-on dire que ce soit le peuple qui gouverne, et non les impérialistes? Vous aimez tellement le Japon que, selon vous, les criminels de guerre japonais y jouiront d'une sécurité et d'un confort plus grands et y recevront un traitement plus approprié que dans les régions placées sous votre domination. Est-ce là une question judiciaire? Et pourquoi cette question judiciaire s'est-elle posée? Se peut-il que vous ayez même oublié que les agresseurs japonais ont combattu contre nous durant huit années entières? Cette affaire n'a-t-elle donc rien à voir avec les négociations de paix? Le 14 janvier, quand le Parti communiste chinois a posé les huit conditions pour des négociations de paix, la mise en liberté de Yasuji Okamura n'avait pas encore eu lieu. Elle s'est produite le 26 janvier; donc, c'est une question qui doit être soulevée et qui est en rapport avec les négociations de paix. Le 31 janvier, obéissant aux ordres de MacArthur, vous avez envoyé 260 criminels de guerre japonais au Japon, et avec eux, Yasuji Okamura; la question est donc encore plus étroitement liée aux négociations de paix. Pourquoi avez-vous demandé la paix?

Parce que vous avez été vaincus dans la guerre. Et pourquoi avez-vous été vaincus? Parce que vous avez déclenché une guerre civile contre le peuple. Et quand avez-vous déclenché cette guerre civile? Après la capitulation du Japon. Et contre qui avez-vous déclenché cette guerre? Contre l'Armée populaire de Libération et les régions libérées populaires, qui ont rendu d'éminents services dans la Guerre de Résistance contre le Japon. Et avec quels moyens avez-vous fait la guerre civile? Outre l'aide des Etats-Unis, ce fut au moyen des hommes que vous avez arrachés à leurs foyers et des richesses du peuple que vous avez raflées dans les régions placées sous votre domination. A peine la grande lutte décisive du peuple chinois contre les agresseurs japonais était-elle terminée, à peine la guerre extérieure avait-elle pris fin que vous avez déclenché la guerre civile. Vous avez été vaincus et vous avez sollicité des négociations, et puis tout à coup vous avez déclaré non coupable le principal criminel de guerre japonais Yasuji Okamura. Et aussitôt que nous avons élevé une protestation, vous demandant de le remettre en prison pour le livrer ensuite à l'Armée populaire de Libération, vous vous êtes dépêchés de l'envoyer au Japon avec 260 autres criminels de guerre japonais. Messieurs du gouvernement réactionnaire traître du Kuomintang, l'acte que vous avez commis est par trop déraisonnable, c'est une violation par trop grossière de la volonté populaire. Nous avons maintenant délibérément ajouté le mot "traître" à votre titre et il vous faut l'accepter. Votre gouvernement est depuis longtemps un gouvernement traître, et ce n'était que par souci de brièveté que nous avons quelquefois omis le mot; maintenant nous ne pouvons plus l'omettre. Outre tous les crimes de trahison que vous avez commis dans le passé, vous venez d'en commettre un autre, et des plus graves, et c'est là un point que nous devons absolument discuter au cours des négociations de paix. Que vous appeliez cela "créer des complications" ou non, la question doit absolument être discutée; et puisque l'événement s'est produit après le 14 janvier et qu'il n'a pu en être question dans les huit conditions que nous avions primitivement formulées, nous jugeons nécessaire d'ajouter à la première condition une nouvelle clause: le châtiment des criminels de guerre japonais. Ainsi la première condition comporte maintenant deux clauses: a) le châtiment des criminels de guerre japonais, et b) le châtiment des criminels de la guerre civile. Nous sommes fondés à ajouter cette nouvelle clause; elle traduit la volonté du peuple tout entier. Celui-ci exige que les criminels de guerre japonais soient punis. Même au

sein du Kuomintang beaucoup pensent qu'il est naturel et juste de punir Yasuji Okamura et les autres criminels de guerre japonais à l'égal de Tchiang Kaï-chek et des autres criminels de la guerre civile. Que vous disiez que notre volonté de paix est sincère ou non, la question de ces deux catégories de criminels de guerre doit être discutée, et ils doivent être punis les uns comme les autres. Au sujet de notre exigence selon laquelle vous deviez, avant que les négociations ne commencent, arrêter une bande de criminels de la guerre civile et les empêcher de prendre la fuite, vous estimez que la paix "ne doit pas comporter de conditions préalables". Messieurs du gouvernement réactionnaire traître du Kuomintang, ceci n'est pas une condition préalable, mais une exigence qui découle tout naturellement de votre acceptation de la condition relative au châtiment des criminels de guerre comme une des bases pour les négociations. Nous vous avons chargés d'arrêter ces criminels de peur qu'ils ne prennent la fuite. Lorsque nous n'avions pas encore achevé nos préparatifs pour les négociations, vous étiez dans une mortelle impatience de négocier et vous étiez angoissés de n'avoir rien à faire; aussi vous avons-nous assigné une tâche raisonnable. Ces criminels de guerre seront arrêtés; même s'ils fuient jusqu'au bout du monde, il faut qu'ils soient arrêtés. Puisque vous êtes des hommes pleins de miséricorde, que vous désirez "écourter la guerre", "alléger les souffrances du peuple" et "faire passer le salut du peuple avant toute autre considération", et que vous avez tous si bon cœur, vous ne devez pas avoir pitié des responsables du massacre de millions de vos compatriotes. A en juger par votre bon vouloir d'accepter le châtiment des criminels de guerre comme une des bases des négociations, il semble que vous n'avez pas tellement pitié de ces individus. Mais puisque vous déclarez que vous estimez fort embarrassant de les arrêter tout de suite, eh bien, empêchez-les au moins de prendre la fuite; vous ne devez en aucun cas les laisser s'échapper. Pensez donc, Messieurs, après tout le mal que vous vous êtes donné pour envoyer une délégation discuter avec nous la question du châtiment de ces criminels de guerre, de quoi parlerions-nous alors s'ils avaient pris la fuite? Comme ils perdraient la face, les messieurs de votre délégation! Par quoi se manifesterait alors chez vous tant de "désir sincère de paix"? Comment, Messieurs, pourriez-vous prouver que vous désirez réellement "écourter la guerre", "alléger les souffrances du peuple" et "faire passer le salut du peuple avant toute autre considération", et que vous n'êtes pas du tout hypocrites? Le porte-parole du Kuomintang a débité

encore pas mal d'autres absurdités; mais ces absurdités ne peuvent duper personne et nous jugeons inutile d'y répondre. Messieurs de l'hypothétique et symbolique "gouvernement" réactionnaire traître du Kuomintang (notez bien que le mot gouvernement est entre guillemets) à Nankin ou Canton ou Fenghoua ou Changhaï Si vous pensez que notre attitude dans cette déclaration manque à nouveau de sérieux, veuillez nous excuser, car c'est la seule attitude que nous puissions prendre à votre égard.

FAIRE DE L'ARMEE UN CORPS DE TRAVAIL*

(8 février 1949)

Nous avons reçu votre télégramme du 4. Vous avez bien fait d'accélérer l'instruction et la consolidation de l'armée et de vous préparer à entrer en campagne un mois avant la date prévue[1]. Continuez donc dans cette voie et ne vous relâchez pas. En fait, vous devez encore en mars poursuivre l'instruction et la consolidation, mettre l'accent sur l'étude de la politique et vous préparer à prendre possession des grandes villes et à les administrer. Désormais, la formule suivie ces vingt dernières années: "les campagnes d'abord, les villes ensuite" sera retournée et changée en celle-ci: "les villes d'abord, les campagnes ensuite". L'armée n'est pas seulement un corps de combat, elle est principalement un corps de travail. Tous les cadres de l'armée doivent apprendre comment prendre possession des villes et comment les administrer. Dans les villes, il faut qu'ils sachent parfaitement comment traiter les impérialistes et les réactionnaires du Kuomintang et comment se comporter vis-à-vis de la bourgeoisie, ils doivent être habiles à diriger les ouvriers et à organiser des syndicats, à mobiliser et à organiser la jeunesse, à s'unir avec les cadres des nouvelles régions libérées et à les instruire, à administrer l'industrie et le commerce, à diriger des écoles, des journaux, des agences d'information et des stations de radiodiffusion, à s'occuper des affaires étrangères, à régler les problèmes relatifs aux partis démocratiques et aux organisations populaires, à coordonner les relations entre la ville et la campagne, à résoudre les problèmes de l'alimentation et de l'approvisionnement en charbon et autres articles et produits de première nécessité, ainsi qu'à régler les questions monétaires et financières. En un mot, tous les problèmes urbains, avec lesquels les cadres de l'armée et les combattants n'étaient pas familiarisés dans le passé, reposeront dès maintenant entièrement sur leurs épaules. Dans votre avance, vous occuperez quatre ou cinq provinces et vous aurez à vous occuper non seulement des villes, mais aussi de vastes

régions rurales. Comme les régions rurales du Sud seront toutes nouvellement libérées, le travail à y faire sera foncièrement différent du travail dans les régions libérées anciennes du Nord. La première année, la politique de réduction des fermages et du taux d'intérêt ne pourra pas encore y être appliquée, et les fermages et les intérêts devront être payés à peu près comme par le passé. C'est dans de telles conditions que vous aurez à travailler dans les campagnes. Aussi ce travail exigera-t-il de vous un nouvel apprentissage. Cependant, comparé au travail dans les villes, le travail à la campagne est facile à apprendre. Le travail dans les villes est plus difficile et il doit constituer à l'heure actuelle l'objet principal de vos études. Si nos cadres n'arrivent pas rapidement à connaître à fond l'administration des villes, nous rencontrerons les plus grandes difficultés. Par conséquent, vous devez régler tous les autres problèmes en février et consacrer tout le mois de mars à apprendre comment travailler dans les villes et dans les nouvelles régions libérées. Le Kuomintang ne dispose plus que d'une armée d'un million et quelques centaines de milliers d'hommes, dispersée sur des territoires très étendus. Evidemment, il nous reste encore bien des batailles à livrer, mais il est peu probable que les combats se dérouleront sur une échelle aussi vaste que dans la campagne de Houai-Hai; on peut même affirmer qu'une telle éventualité n'existe pas, la période des grandes batailles est passée. L'armée demeure un corps de combat, et dans ce sens il ne peut y avoir aucun relâchement de notre part; se relâcher, ce serait commettre une erreur. Néanmoins, dès à présent, la tâche qui s'impose à nous est de faire de l'armée un corps de travail. Si

---

* Texte du télégramme rédigé par le camarade Mao Tsé-toung pour la Commission militaire révolutionnaire du Comité central du Parti communiste chinois en réponse à une demande d'instructions des IIe et IIIe Armées de Campagne. Ce télégramme fut envoyé en même temps aux autres armées de campagne et aux bureaux du Comité central intéressés. Considérant que la période des grandes batailles avait pris fin après les trois grandes campagnes de Liaosi-Chenyang, de Houai-Hai et de Peiping-Tientsin, le camarade Mao Tsé-toung indiquait en temps utile dans ce télégramme que l'Armée populaire de Libération n'est pas seulement un corps de combat, mais qu'elle doit être en même temps un corps de travail et que, dans certaines situations, sa fonction principale est celle d'un corps de travail. Cette directive fut d'une grande importance pour résoudre, à cette époque, le problème des cadres dans les nouvelles régions libérées, et assurer le développement sans heurt de la cause de la révolution populaire. Sur la nature de l'Armée populaire de Libération, à la fois comme corps de combat et corps de travail, voir également "Rapport à la deuxième session plénière du Comité central issu du VIIe Congrès du Parti communiste chinois", section II, pp. 380-381 du présent tome.

nous ne nous assignons pas cette tâche maintenant et ne prenons pas la résolution de l'accomplir, nous commettrons une très grosse erreur. Nous nous préparons à envoyer 53.000 cadres dans le Sud avec l'armée, mais ce chiffre est bien faible. Les huit ou neuf provinces et les dizaines de grandes villes que nous aurons à occuper exigeront un nombre énorme de cadres de travail, et pour résoudre ce problème, l'armée doit compter avant tout sur elle-même. L'armée est une école. Nos armées de campagne, qui comptent 2.100.000 hommes, représentent plusieurs milliers d'universités et d'écoles secondaires. C'est sur l'armée que nous devons compter principalement pour nous fournir des cadres de travail. Il faut que ce point soit pour vous parfaitement clair. Comme les grandes batailles sont pour l'essentiel terminées, il convient de maintenir le complétement des effectifs de l'armée et leur équipement en matériel dans des proportions appropriées; il ne faut absolument pas se montrer trop exigeant pour la quantité et la qualité, ni demander que tout soit parfait, au risque d'entraîner une crise financière. C'est un autre point à examiner sérieusement. Les principes indiqués ci-dessus sont aussi entièrement valables pour la IVe Armée de Campagne, et les camarades Lin Piao et Louo Jong-houan sont également priés d'y prêter attention. Nous nous sommes longuement entretenus avec le camarade Kang Cheng et nous lui avons demandé de se hâter de vous rejoindre, au plus tard le 12, pour conférer avec vous. Après vos entretiens, veuillez sans tarder nous faire savoir par télégramme quel est votre avis et ce que vous comptez faire. Le Bureau du Comité central pour la Chine de l'Est et le Quartier général de la Région militaire de la Chine de l'Est se transporteront immédiatement à Siutcheou, afin de collaborer avec le Comité général du Front[2] et le Comité du Front de la IIIe Armée de Campagne, et de concentrer tous les efforts sur la préparation de la marche vers le sud. Transférez tout votre travail concernant l'arrière au Sous-bureau du Comité central pour le Chantong.

NOTES

[1] Les IIe et IIIe Armées de Campagne avaient projeté d'avancer d'un mois la date du passage du Yangtsé, prévue d'abord pour avril 1949. Celui-ci fut remis à la dernière décade d'avril du fait des négociations de paix avec le gouvernement réactionnaire du Kuomintang.

[2] Pour répondre aux besoins de la campagne de Houai-Hai, la Commission militaire révolutionnaire du Comité central du Parti communiste chinois décida, le 16 novembre 1948, de former un Comité général du Front composé des camarades Lieou Po-tcheng, Tchen Yi, Teng Siao-ping, Sou Yu et Tan Tchen-lin, avec le camarade Teng Siao-ping comme secrétaire, afin d'assumer le commandement unique de l'Armée de Campagne des Plaines centrales et de l'Armée de Campagne de la Chine de l'Est, et d'exercer la direction des affaires militaires et des opérations sur le front de Houai-Hai.

POURQUOI LES REACTIONNAIRES EN PLEINE DIVISION POUSSENT-ILS ENCORE DE VAINES CLAMEURS POUR "UNE PAIX GENERALE"?

(15 février 1949)

Le régime réactionnaire du Kuomintang s'effondre plus rapidement qu'on ne s'y attendait. Un peu plus de quatre mois seulement se sont écoulés depuis que l'Armée populaire de Libération a pris Tsinan et un peu plus de trois mois depuis qu'elle a pris Chenyang, et déjà tout ce qui reste des forces du Kuomintang dans les domaines militaire, politique, économique, culturel et de la propagande s'est irrémédiablement divisé et désagrégé. L'effondrement général du régime du Kuomintang a commencé avec les campagnes de Liaosi-Chenyang et de Peiping-Tientsin sur le front nord et la campagne de Houai-Hai sur le front sud. En moins de quatre mois, du début d'octobre de l'année dernière à la fin de janvier de cette année, ces trois campagnes ont coûté au Kuomintang plus de 1.540.000 hommes, y compris 144 divisions entières de son armée régulière. L'effondrement général du régime du Kuomintang est l'aboutissement inévitable des grandes victoires du peuple chinois dans sa Guerre de Libération et dans son mouvement révolutionnaire, mais les clameurs de "paix" poussées par le Kuomintang et ses maîtres américains ont également joué un rôle appréciable dans l'accélération de cet effondrement. Le 1er janvier de cette année, les réactionnaires du Kuomintang se sont mis à soulever un bloc de pierre appelé "offensive de paix", dans l'intention de le jeter sur le peuple chinois, mais voici qu'il est retombé sur leurs propres pieds. Ou plus exactement, ce bloc de pierre a réduit en miettes le Kuomintang. A côté du général Fou Tsouo-yi, qui a prêté son concours à l'Armée populaire de Libération pour régler pacifiquement la question de Peiping, il y a dans le pays une foule de gens qui espèrent un règlement pacifique. Les Américains suivent la

situation dans une rage impuissante, et en veulent fort à leurs rejetons d'avoir trompé leurs espérances. En fait, l'offensive de paix, cette arme magique est sortie des usines américaines et a été offerte au Kuomintang par les Américains il y a plus de six mois. C'est Leighton Stuart lui-même qui a laissé échapper le secret. Après la publication par Tchiang Kaï-chek de son "message du jour de l'An", Stuart déclara à un correspondant de l'Agence centrale d'Information: Voilà "à quoi j'ai moi-même travaillé sans relâche". Selon les agences d'information américaines, ledit correspondant a perdu son bol de riz pour avoir publié ce passage "à ne pas publier". Pendant longtemps, la clique de Tchiang Kaï-chek n'osa pas obéir à cet ordre des Américains, pour une raison clairement expliquée dans une directive publiée le 27 décembre 1948 par la Section de Propagande du Comité exécutif central du Kuomintang:

> Si nous ne pouvons pas poursuivre la guerre, nous ne pouvons pas davantage faire la paix. Si nous pouvons poursuivre la guerre, alors parler de paix ne fait que démoraliser les troupes et le peuple. C'est pourquoi, que nous puissions poursuivre la guerre ou non, nous avons tout à perdre et rien à gagner à parler de paix.

Le Kuomintang publia à l'époque cette directive parce que ses autres factions s'étaient prononcées en faveur de la paix. Le 25 décembre dernier, Pai Tchong-hsi et, sous sa direction, le Conseil consultatif provincial du Houpei avaient soulevé la question d'un "règlement pacifique"[1] devant Tchiang Kaï-chek, lequel fut contraint de publier le 1er janvier une déclaration où il parlait d'engager des négociations de paix sur la base de ses cinq conditions. Il espérait chiper à Pai Tchong-hsi le brevet d'invention de l'offensive de paix et maintenir sa domination sous une nouvelle enseigne. Le 8 janvier, il envoya Tchang Kiun à Hankeou pour s'assurer l'appui de Pai Tchong-hsi et, le même jour, il demanda aux gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Union soviétique d'intervenir dans la guerre civile en Chine[2]. Mais ces démarches ont toutes échoué. La déclaration faite le 14 janvier par le président du Parti communiste chinois Mao Tsé-toung porta un coup fatal à l'intrigue de Tchiang Kaï-chek pour une paix simulée et l'obligea à "se retirer" dans les coulisses une semaine plus tard. Tchiang Kaï-chek, Li Tsong-jen et les Américains avaient pris toutes sortes de dispositions en vue de cette intrigue et espéraient monter ensemble un assez bon spectacle de pantomime, mais le résultat fut contraire à leur attente: non seule-

ment, dans la salle, les spectateurs diminuèrent sans cesse, mais les acteurs eux-mêmes disparurent de la scène l'un après l'autre. A Fenghoua, Tchiang Kaï-chek continue dans sa "position de retraite" à diriger le reste de ses forces, mais il a perdu sa position légale et les gens qui croient en lui se font de plus en plus rares. Le "Yuan exécutif" de Sun Fo a proclamé de son propre chef "le transfert du gouvernement à Canton", et s'est rendu indépendant non seulement du "président de la République" et du "président de la République par intérim", mais aussi du "Yuan législatif" et du "Yuan de Contrôle". Le "Yuan exécutif" de Sun Fo appelle à la guerre[3], mais le "Ministère de la Défense nationale", qui est chargé de conduire la guerre, n'est ni à Canton ni à Nankin, et tout ce qu'on sait de lui, c'est que son porte-parole se trouve à Changhaï. Ainsi, tout ce que Li Tsong-jen peut encore voir du haut de la "Cité de pierre", c'est

> *. . . le ciel bas sur les pays de Wou et de Tchou,*
> *Dans un vide immense où rien n'arrête le regard*[4].

Aucun des ordres donnés par Li Tsong-jen depuis son entrée en charge le 21 janvier n'a été exécuté. Bien que le Kuomintang n'ait plus de "gouvernement" "général" et que des actions pour une paix locale se poursuivent en de nombreux endroits, les irréductibles du Kuomintang s'opposent à la paix locale et réclament "une paix générale"; mais leur but véritable est de rejeter la paix dans le vain espoir de continuer la guerre; ils ont une peur terrible que ces actions de paix locale ne s'étendent au point d'échapper à leur contrôle. La farce d'un Kuomintang en pleine division et désagrégation réclamant "une paix générale" atteignit son comble avec la déclaration faite le 9 février à Changhaï par le criminel de guerre Teng Wen-yi, chef du Bureau du Travail politique du pseudo-Ministère de la Défense nationale. Comme Sun Fo, Teng Wen-yi désavoua la déclaration du 22 janvier de Li Tsong-jen acceptant les huit conditions de paix proposées par le Parti communiste chinois comme base des négociations et réclama "une paix sur un pied d'égalité, une paix générale", faute de quoi, disait-il, "nous ne reculerons devant aucun sacrifice et combattrons les communistes jusqu'au bout". Mais Teng Wen-yi oubliait d'indiquer avec qui nous devrions maintenant, nous, ses adversaires, négocier "une paix sur un pied d'égalité, une paix générale". Nous adresser à Teng Wen-yi ne mènera, semble-t-il, à rien, et ne pas nous adresser à lui mais à quelqu'un d'autre, à rien non plus. Voilà qui

est fort embarrassant. Selon une dépêche du 9 février de l'Agence centrale d'Information en provenance de Changhaï:

> Un journaliste a demandé à Teng Wen-yi: "Le président de la République par intérim Li a-t-il approuvé les quatre points de votre déclaration[5]?" Teng Wen-yi a répondu: "Ma position est celle du Ministère de la Défense nationale; les quatre points rendus publics aujourd'hui n'ont pas été soumis préalablement au président de la République par intérim Li."

Ici, Teng Wen-yi n'a pas seulement inventé une position partielle, attribuée au pseudo-Ministère de la Défense nationale, à distinguer de la position générale du pseudo-gouvernement du Kuomintang; il a même, en fait, inventé une position partielle plus étroite du Bureau du Travail politique du pseudo-Ministère de la Défense nationale, à distinguer de la position partielle plus large de ce dernier. Car Teng Wen-yi s'oppose ouvertement au règlement pacifique de Peiping et déblatère contre lui, alors que le pseudo-Ministère de la Défense nationale l'a salué le 27 janvier comme un acte susceptible "d'écourter la guerre, d'aboutir à la paix . . . , et de préserver par là les assises de l'ancienne capitale, Peiping, ainsi que son patrimoine culturel et ses monuments historiques" et a déclaré que "la cessation des hostilités serait effectuée" de la même manière à Tatong, dans le Souciyuan et en d'autres endroits[6]. Cela montre que les réactionnaires qui poussent les clameurs les plus énergiques pour "une paix générale" sont justement les réactionnaires qui s'en tiennent le moins à une position générale. Un Bureau du Travail politique du Ministère de la Défense nationale peut contredire son ministère et même le président de la République par intérim. Ces réactionnaires constituent aujourd'hui le plus grand obstacle à la réalisation de la paix en Chine. Ils rêvent de faire de l'agitation en faveur d'une guerre générale à l'abri du mot d'ordre de "paix générale". Pour citer leurs propres paroles: "Si c'est la guerre, que ce soit une guerre générale; si c'est la paix, que ce soit une paix générale". Mais, en réalité, ils n'ont ni la force de réaliser une paix générale ni la force de mener une guerre générale. La force est entièrement aux mains du peuple chinois, de l'Armée populaire de Libération de Chine, du Parti communiste chinois et des autres partis démocratiques, elle n'est pas aux mains d'un Kuomintang en pleine division et désagrégation. Une des parties détient toute la force, tandis que l'autre est dans un état de division et de désagrégation sans recours; c'est là le résultat de la longue lutte du

peuple chinois et de la longue série de crimes du Kuomintang. Aucun esprit sérieux ne peut ignorer ce fait fondamental dans la situation politique de la Chine d'aujourd'hui.

NOTES

[1] Profitant de la situation extrêmement défavorable à Tchiang Kaï-chek à cette époque, Pai Tchong-hsi, commandant en chef du Quartier général du Kuomintang pour "l'extermination des bandits" en Chine centrale, lui proposa, le 25 décembre 1948, un "règlement pacifique" de la guerre civile dans l'intention de l'obliger à quitter le pouvoir et de renforcer la position de la clique du Kouangsi, à laquelle il appartenait lui-même. Sous la direction de Pai Tchong-hsi, le pseudo-Conseil consultatif provincial du Houpei envoya un télégramme à Tchiang Kaï-chek, l'avertissant que "si cette guerre désastreuse continuait à s'étendre et si rien n'était tenté pour redresser tout de suite la situation, l'Etat et le peuple iraient à la ruine" et lui demandant "de suivre la voie normale d'un règlement politique et de chercher les moyens de reprendre les négociations de paix".

[2] La demande d'intervention fut rejetée par les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Union soviétique. Dans son mémorandum adressé au gouvernement du Kuomintang le 12 janvier, le gouvernement américain expliqua que les Etats-Unis rejetaient la demande du gouvernement du Kuomintang parce qu'"on ne croyait pas que quelque fin utile pût être atteinte". Ce refus signifiait que le gouvernement américain sentait déjà qu'il ne pourrait plus empêcher la ruine du régime réactionnaire de Tchiang Kaï-chek qu'il avait entretenu.

[3] Les 6 et 7 février 1949, Sun Fo, président du pseudo-Yuan exécutif du gouvernement du Kuomintang, fit deux déclarations à Canton par lesquelles il s'opposait à la déclaration de Li Tsong-jen au sujet de l'acceptation des huit conditions de paix proposées par le Parti communiste chinois comme base des négociations. Il disait: "Le gouvernement fonctionne à Canton où il s'est transféré, et nous devons faire un examen critique de notre passé." Il disait aussi: "La condition relative au châtiment des criminels de guerre, avancée par les communistes, est absolument inacceptable."

[4] Tiré du poème intitulé "Sur les remparts de la Cité de pierre" et composé d'après le motif "Nien Nou Kiao" par Sadoul, poète chinois du XIVe siècle, dynastie des Yuan. En voici la première partie:

Du haut de la Cité de pierre,
On voit le ciel bas sur les pays de Wou et de Tchou,
Dans un vide immense où rien n'arrête le regard.
Aux points stratégiques célèbres sous les Six Dynasties,
Seules les montagnes verdoyantes se dressent comme des murs.
Là où les bannières voilaient le soleil,
Là où les mâts des vaisseaux de guerre touchaient aux nues,
Les ossements épars sont blancs comme la neige.
Au nord du Fleuve comme au sud,
Que de héros tombés!

"Cité de pierre" est un ancien nom de Nankin. Les royaumes de Wou et de Tchou se trouvaient respectivement sur les cours inférieur et moyen du Yangtsé.

[5] Dans sa déclaration écrite relative à l'"Evolution de la paix et de la guerre", Teng Wen-yi énonça les "quatre points" suivants: 1) "Le gouvernement veut la paix"; 2) "Le Parti communiste chinois veut la guerre"; 3) "La paix locale à Peiping s'avère être un leurre"; 4) "Nous ne reculerons devant aucun sacrifice et combattrons les communistes jusqu'au bout".

[6] Après la libération de Tientsin et de Peiping, seuls quelques points isolés restèrent aux mains des forces du Kuomintang dans la Chine du Nord. C'étaient, entre autres, Taiyuan, Tatong, Sinhsiang, Anyang et Koueisouei. Les troupes ennemies de Taiyuan furent totalement anéanties le 24 avril 1949. Celles de Tatong se soumirent à une réorganisation pacifique le 1er mai. Celles de Sinhsiang se rendirent le 5 mai à l'Armée populaire de Libération. Celles d'Anyang furent anéanties le 6 mai. Koueisouei fut libéré pacifiquement le 19 septembre.

LES REACTIONNAIRES DU KUOMINTANG PASSENT D'UN "APPEL A LA PAIX" A UN APPEL A LA GUERRE

(16 février 1949)

Les héros de la clique réactionnaire du Kuomintang qui n'avaient cessé, depuis que le bandit Tchiang Kaï-chek avait lancé son offensive de paix le 1er janvier, de proclamer leur volonté d'"écourter la guerre", d'"alléger les souffrances du peuple" et de "faire passer le salut du peuple avant toute autre considération" ont subitement commencé, dès la première décade de février, à mettre une sourdine à leur refrain de paix pour entonner la vieille rengaine: "combattre les communistes jusqu'au bout". C'est particulièrement le cas ces jours-ci. Dans les "Instructions spéciales pour la propagande" données le 13 février par la Section de Propagande du Comité exécutif central du Kuomintang à "toutes les organisations et tous les journaux du parti", il est dit:

> Yé Kien-ying a répandu une propagande destinée à nos régions de l'arrière et selon laquelle le Parti communiste chinois veut sincèrement la paix; il a condamné en même temps les dispositions militaires du gouvernement comme révélant un manque de bonne foi à l'égard de la paix. Tous nos journaux doivent réfuter, directement et indirectement, ces allégations avec énergie, conformément aux points suivants.

Les "Instructions spéciales pour la propagande" donnent ensuite un bon nombre de raisons à l'appui de cette "réfutation":

> Le gouvernement doit combattre jusqu'au bout plutôt que de capituler sans condition.
>
> Les huit conditions posées par Mao Tsé-toung dans sa déclaration du 14 janvier signifient la ruine de la nation, le gouvernement n'aurait pas dû les accepter.

> . . . le Parti communiste chinois . . . doit porter la responsabilité d'avoir sapé la paix. Et cependant il a dressé aujourd'hui une liste de prétendus criminels de guerre qui comprend tous les dirigeants du gouvernement, et il a même demandé que le gouvernement commence par les arrêter; ceci montre clairement à quel point le Parti communiste est arrogant et insensé. Si son attitude ne change pas, il sera certes difficile de trouver un moyen d'engager des négociations de paix.

Il n'y a plus trace de cette mortelle impatience de négocier la paix, telle qu'on l'a vue il y a deux semaines. On n'entend plus ces mots fameux: "écourter la guerre", "alléger les souffrances du peuple", et "faire passer le salut du peuple avant toute autre considération", mots qui se répandaient partout et allaient au cœur. Si le Parti communiste chinois n'est pas disposé à changer son "attitude" et insiste sur le châtiment des criminels de guerre, les négociations de paix seront impossibles. Quelle est, alors, la considération qui passe avant toute autre – le salut du peuple ou le salut des criminels de guerre? Si l'on en juge par les "Instructions spéciales pour la propagande" émises par ces héros du Kuomintang, ces derniers préfèrent le salut des criminels de guerre. Le Parti communiste chinois continue à consulter les partis démocratiques et les organisations populaires au sujet de la liste des criminels de guerre, et des avis lui sont déjà parvenus de divers côtés. Aucun des avis reçus jusqu'ici n'est pour la liste proposée le 25 décembre dernier par une personne autorisée du Parti communiste chinois. On estime trop courte une liste qui ne contient que les noms de quarante-trois criminels de guerre; on pense que les responsables du déclenchement de la guerre contre-révolutionnaire et du massacre de plusieurs millions d'hommes ne se limitent certainement pas à quarante-trois, ils doivent dépasser largement la centaine. Pour l'instant, supposons que le nombre des criminels de guerre soit fixé à une bonne centaine. Nous voudrions alors demander aux héros du Kuomintang: pourquoi vous opposez-vous au châtiment des criminels de guerre? Ne vouliez-vous pas "écourter la guerre" et "alléger les souffrances du peuple"? Si la guerre continue à cause de votre opposition, n'est-ce pas traîner les choses en longueur et prolonger les maux de la guerre? "Traîner les choses en longueur et prolonger les maux de la guerre", telle était l'accusation même que vous portiez contre le Parti communiste chinois dans la déclaration faite sous le nom du porte-parole du gouvernement de Nankin, le 26 janvier 1949.

Se peut-il que maintenant vous désiriez retirer cette accusation pour l'inscrire sur une pancarte que vous vous suspendrez au cou comme une marque d'honneur? Vous êtes des hommes pleins de miséricorde qui "font passer le salut du peuple avant toute autre considération". Alors pourquoi changez-vous subitement d'attitude en faisant passer avant toute autre considération le salut des criminels de guerre? D'après les statistiques de votre Ministère de l'Intérieur, la population de la Chine n'est plus de 450 millions mais de 475 millions; comparez ce chiffre et celui d'une bonne centaine de criminels de guerre, lequel des deux, après tout, est le plus grand? Vous autres héros, vous avez appris l'arithmétique; donnez-vous la peine de bien calculer selon votre manuel avant de tirer votre conclusion. Si, sans avoir bien fait ce calcul, vous changez précipitamment votre formule primitive "faire passer le salut du peuple avant toute autre considération", formule excellente que nous acceptons comme le fait le peuple tout entier, en la formule "faire passer avant toute autre considération le salut d'une bonne centaine de criminels de guerre", alors prenez garde, vous ne pourrez certainement pas vous maintenir. Après avoir lancé leur "appel à la paix" pendant plusieurs semaines, ces individus qui n'ont cessé de répéter qu'il fallait "faire passer le salut du peuple avant toute autre considération" ne lancent plus maintenant un "appel à la paix", mais lancent un appel à la guerre. Les irréductibles du Kuomintang ont justement ceci de malheureux qu'ils s'opposent obstinément au peuple, qu'ils le foulent aux pieds et s'isolent ainsi sur le pinacle d'une pagode et qu'ils ne se repentiront pas, même à leur dernière heure. Larges masses du peuple du bassin du Yangtsé et du Sud, vous tous – ouvriers, paysans, intellectuels, petite bourgeoisie urbaine, bourgeoisie nationale, hobereaux éclairés et membres du Kuomintang qui avez une conscience – , veuillez écouter ceci: Les jours sont comptés pour les irréductibles du Kuomintang qui vous ont foulés aux pieds. Nous sommes du même côté, vous et nous. Cette poignée d'irréductibles vont bientôt tomber de leur pinacle, et une Chine populaire va naître.

COMMENTAIRE SUR LES DIVERSES REPONSES DU KUOMINTANG A LA QUESTION DE LA RESPONSABILITE DE LA GUERRE

(18 février 1949)

> Dès la fin de la Guerre de Résistance, le gouvernement, adoptant une politique de paix et de construction nationale, s'est efforcé de résoudre pacifiquement le problème du Parti communiste chinois. Mais pendant un an et demi, le Parti communiste chinois a rompu tous les accords; c'est donc lui qui doit porter la responsabilité d'avoir sapé la paix. Et cependant il a dressé aujourd'hui une liste de prétendus criminels de guerre qui comprend tous les dirigeants du gouvernement, et il a même demandé que le gouvernement commence par les arrêter; ceci montre clairement à quel point le Parti communiste est arrogant et insensé. Si son attitude ne change pas, il sera certes difficile de trouver un moyen d'engager des négociations de paix.

Voilà tout ce qu'on trouve comme argumentation sur la question de la responsabilité de la guerre dans les "Instructions spéciales pour la propagande" émises le 13 février 1949 par la Section de Propagande du Comité exécutif central du Kuomintang.

L'auteur de cette argumentation n'est autre que le criminel de guerre N° 1, Tchiang Kaï-chek. Dans sa déclaration du jour de l'An, il disait en effet:

> Fervent adepte des *trois principes du peuple* et dépositaire des enseignements du Père de la République, je n'aurais pas voulu faire succéder à la guerre contre le Japon des opérations militaires pour l'extermination des bandits et aggraver ainsi les souffrances du peuple. C'est pourquoi, dès que la Guerre de Résistance prit

fin, notre gouvernement proclama sa politique de paix et de construction nationale, et chercha à résoudre le problème du Parti communiste par la consultation politique et la médiation militaire. Mais contrairement à notre attente, le Parti communiste s'opposa systématiquement, pendant un an et demi, à tous les accords et projets, en sorte qu'il fut impossible de les mettre en application conformément aux mesures prévues. Il finit par se lancer dans une rébellion armée générale, menaçant l'existence même de l'Etat. Notre gouvernement se vit ainsi dans la triste nécessité de décréter la mobilisation pour réprimer la rébellion.

Le 25 décembre 1948, sept jours avant que Tchiang Kaï-chek ne fît cette déclaration, une personne investie d'autorité dans le Parti communiste chinois fit connaître une liste de quarante-trois criminels de guerre, en tête de laquelle brillait le nom de Tchiang Kaï-chek. Les criminels de guerre, qui désirent à la fois demander la paix et esquiver leur responsabilité, ne trouvent rien de mieux que de faire retomber cette responsabilité sur le Parti communiste. Mais ce sont là deux choses incompatibles. Puisque le Parti communiste doit porter la responsabilité d'avoir déclenché la guerre, il faut le châtier. Puisque les communistes sont des "bandits", il faut "exterminer les bandits". Puisqu'ils se sont "lancés dans une rébellion armée générale", il faut "réprimer la rébellion". "Exterminer les bandits" et "réprimer la rébellion", voilà qui est cent pour cent juste, pourquoi alors y renoncer? Pourquoi le terme de "bandits communistes" a-t-il été remplacé depuis le 1er janvier 1949 par celui de "Parti communiste" dans tous les documents publics du Kuomintang?

Sun Fo, sentant que quelque chose n'allait pas, a produit un argument différent au sujet de la responsabilité de la guerre, dans un discours radiodiffusé le soir même du jour où Tchiang Kaï-chek publiait sa déclaration du jour de l'An. Il a dit:

On se souvient que dans la période qui suivit immédiatement la fin victorieuse de la Guerre de Résistance il y a trois ans, comme le peuple avait besoin de se relever et le pays de procéder activement à sa construction, et que les différents partis avaient encore une compréhension commune de ces besoins, nous avons réuni des représentants de divers milieux et des notabilités pour une conférence consultative politique. Après trois semaines d'efforts, et tout particulièrement grâce à la médiation bienveillante de M. Marshall, envoyé spécial du président Truman, nous nous som-

mes mis d'accord sur un programme de paix et de construction nationale, ainsi que sur des projets concrets pour régler nos différends. Si nous avions alors réalisé ces projets en temps voulu, on imagine sans peine quelle serait aujourd'hui la prospérité de la Chine, et quel serait le bonheur de son peuple! Malheureusement, à l'époque, aucune des parties intéressées ne voulut renoncer complètement à ses intérêts égoïstes, et le peuple du pays entier n'a pas fait, lui non plus, les plus grands efforts pour hâter le succès du mouvement en faveur de la paix; d'où à nouveau le désastre de la guerre qui a plongé le peuple dans la misère et la souffrance.

Sun Fo est un peu plus "juste" que Tchiang Kaï-chek. Vous voyez, il ne rejette pas comme Tchiang Kaï-chek toute la responsabilité de la guerre sur le Parti communiste, mais la partage de manière égale entre "les parties intéressées", en adoptant la méthode de "l'égalisation du droit à la propriété de la terre"[1]. Ainsi, le Kuomintang, le Parti communiste, la Ligue démocratique et les notabilités ont chacun leur part. Et ce n'est pas tout, "le peuple du pays entier" a également sa part; aucun de nos 475 millions de concitoyens ne peut se dérober à sa responsabilité. Alors que Tchiang Kaï-chek fustige uniquement le Parti communiste, Sun Fo fustige tous les partis, tous les sans-parti, tous nos compatriotes; même Tchiang Kaï-chek, et peut-être Sun Fo lui aussi recevront leur part de la volée. Ici vous voyez donc aux prises deux hommes du Kuomintang, Sun Fo et Tchiang Kaï-chek.

Un troisième, du même parti, s'avance, disant: Non, à mon avis, la responsabilité doit retomber entièrement sur le Kuomintang. Cet homme a pour nom Li Tsong-jen. Le 22 janvier 1949, Li Tsong-jen publia une déclaration en sa qualité de "président de la République par intérim". A propos de la responsabilité de la guerre, il disait:

La guerre civile de trois ans qui a succédé à la Guerre de Résistance de huit ans a non seulement détruit de fond en comble les derniers espoirs de redressement que nourrissait le pays après la victoire dans la Guerre de Résistance, mais aussi semé la ruine au sud et au nord du fleuve Jaune, dévastant d'innombrables fermes et habitations, tuant et blessant des milliers et des milliers d'innocents, dispersant des familles par tout le pays et arrachant partout des plaintes à ceux qui souffrent la faim et le froid. C'est le plus cruel des désastres qu'on ait jamais vu dans l'histoire des guerres civiles qui ont ravagé notre pays.

Li Tsong-jen fait ici une déclaration dans laquelle il ne cite aucun nom; il ne rejette la responsabilité ni sur le Kuomintang, ni sur le Parti communiste, ni sur aucun autre parti ou groupement; il a toutefois constaté un fait: c'est que "le plus cruel des désastres" ne s'est produit nulle part ailleurs qu'"au sud et au nord du fleuve Jaune". Examinons donc qui a provoqué "le plus cruel des désastres" dans les régions qui s'étendent au sud du fleuve Jaune jusqu'au Yangtsé, et au nord jusqu'au fleuve Soungari. Aurait-il pu être provoqué dans ces régions par le peuple et son armée qui se seraient battus entre eux? Puisque Li Tsong-jen fut jadis chef du Quartier général du Généralissime à Peiping, et que les troupes de sa clique du Kouangsi[2] ont jadis combattu aux côtés des troupes de Tchiang Kaï-chek jusque dans la région montagneuse de Yi-Meng, dans la province du Chantong[3], il doit posséder des renseignements assez sûrs pour savoir où et comment ce "désastre" s'est produit. Si l'on ne peut rien dire de bon sur Li Tsong-jen, on doit au moins reconnaître qu'il a fait ici une déclaration honnête. Qui plus est, au lieu de parler de "réprimer la rébellion" ou d'"exterminer les bandits", il appelle cette guerre une "guerre civile" et on peut dire que c'est là une nouveauté de la part du Kuomintang.

Selon la logique de son raisonnement, Li Tsong-jen disait dans la même déclaration que "le gouvernement était disposé à engager immédiatement des négociations sur les huit conditions avancées par le Parti communiste chinois". Li Tsong-jen sait que la première de ces huit conditions est le châtiment des criminels de guerre, et que même son honorable nom figure sur la liste. Que les criminels de guerre doivent être châtiés, c'est la conclusion logique qui découle du "désastre". C'est pour cette raison que les irréductibles du Kuomintang balbutient encore maintenant des reproches timides à l'adresse de Li Tsong-jen, en disant: "Les huit conditions posées par Mao Tsé-toung dans sa déclaration du 14 janvier signifient la ruine de la nation, le gouvernement n'aurait pas dû les accepter."

Ce n'est pas sans raison que les irréductibles ne peuvent que balbutier des reproches timides et n'osent pas s'exprimer ouvertement. Avant que Tchiang Kaï-chek ne "se retirât", les irréductibles avaient pensé rejeter nos huit conditions, mais Tchiang Kaï-chek, réflexion faite, décida de n'en rien faire, estimant probablement que les rejeter ne lui laisserait aucune issue. Tel était l'état des choses le 19 janvier. Ce matin-là, Tchang Kiun-mai[4] annonçait, à son retour de Nankin à Changhaï, que "le gouvernement publierait sous peu une autre déclaration en réponse aux huit conditions avancées par le Parti com-

muniste chinois", sur quoi l'Agence centrale d'Information envoya le soir même un communiqué de service disant:

> Ajoutez la note suivante à la dépêche qui vient d'arriver de Changhaï sur la déclaration de Tchang Kiun-mai. En ce qui concerne l'affirmation de ce dernier, selon laquelle le gouvernement publierait sous peu une autre déclaration, un correspondant de l'Agence centrale d'Information vient d'apprendre des milieux intéressés que le gouvernement n'a pas cette intention.

Dans sa déclaration du 21 janvier où il parle de "se retirer", Tchiang Kaï-chek n'a pas eu un seul mot pour critiquer les huit conditions; il a même retiré ses propres cinq conditions et les a remplacées par ces termes: "parvenir à une paix fondée sur le principe que la souveraineté et l'intégrité territoriale doivent être maintenues, l'héritage culturel et l'ordre social conservés, et la vie et les libertés du peuple assurées". Tchiang Kaï-chek n'a plus osé soulever des questions telles que la Constitution, le système juridique et l'armée. Voilà pourquoi le 22 janvier Li Tsong-jen a osé accepter les huit conditions du Parti communiste chinois comme base de négociation et pourquoi les irréductibles du Kuomintang n'ont pas osé les rejeter ouvertement, ne pouvant que balbutier: "le gouvernement n'aurait pas dû les accepter".

Sun Fo s'en est-il toujours tenu à sa politique "d'égalisation du droit à la propriété de la terre"? Non. Après avoir "transféré le gouvernement à Canton" le 5 février 1949, il fit un discours le 7 février dans lequel il disait à propos de la responsabilité de la guerre:

> Au cours de ces six derniers mois, l'extension du fléau de la guerre a apporté de sérieux changements à la situation, et a infligé au peuple des souffrances inouïes. Tout ceci a son origine dans les fautes, les échecs et les absurdités du passé; la gravité de la situation actuelle en est la conséquence. Nous avons tous la conviction que les *trois principes du peuple* sont nécessaires à la Chine. Tant qu'ils ne seront pas mis en application, les problèmes de la Chine ne pourront être résolus. Rappelons-nous qu'il y a vingt ans, le chef de notre parti nous légua personnellement les *trois principes du peuple*, dans l'espoir qu'ils seraient progressivement mis en application. S'ils avaient été mis en application, la situation n'aurait jamais pu devenir irréparable comme elle l'est aujourd'hui.

On voudra bien remarquer que le président du Yuan exécutif du gouvernement du Kuomintang ne partage pas ici la responsabilité de la guerre en parts égales entre les divers partis, entre tous nos compatriotes, mais qu'il la fait assumer par le Kuomintang lui-même. On est ravi de voir Sun Fo appliquer le bâton sur les fesses du seul Kuomintang. Et que pense-t-il du Parti communiste? Le président Sun dit:

> Nous pouvons constater qu'il a suffi au Parti communiste chinois, pour séduire et endormir le peuple, de réclamer l'égalisation du droit à la propriété de la terre, qui est un élément de l'un des *trois principes du peuple*, le *principe du bien-être du peuple*. Nous devrions rougir de honte, redoubler de vigilance et faire un nouvel examen critique de nos fautes passées.

Merci, cher Président! Si le Parti communiste est encore accusé du crime de "séduire et endormir le peuple", au moins il n'a pas commis d'autres crimes plus odieux, et par conséquent il échappe à la bastonnade, et peut s'en aller la tête et les fesses intactes.

Ce n'est pas là la seule amabilité du président Sun. Dans le même discours, il dit encore:

> L'extension actuelle de l'influence communiste est due au fait que les principes en lesquels nous avons foi n'ont pas été appliqués. La plus grande faute de notre parti dans le passé fut que certains de ses membres vouaient un culte à la force et se disputaient le pouvoir, offrant ainsi à l'ennemi l'occasion de semer la discorde dans nos rangs. La fin de la Guerre de Résistance de huit ans aurait dû être l'occasion, unique en mille ans, de réaliser l'unification pacifique du pays; le gouvernement avait bien alors un plan pour résoudre par des moyens politiques les différends intérieurs, mais, par malheur, le plan ne fut pas exécuté. Après des années de guerre et de chaos, le peuple avait un besoin urgent de se relever. La reprise du conflit armé rendit la vie impossible au peuple, et grande fut sa souffrance; le moral des troupes en fut atteint, d'où des revers militaires répétés. Déférant au sentiment populaire et se rendant compte que les moyens militaires n'avaient pas réussi, le président Tchiang publia le jour de l'An un message en faveur de la paix.

Bon! Sans avoir été arrêté ni bâtonné, le criminel de guerre Sun Fo a fait ici de son propre gré des aveux francs et véridiques. Qui donc

a élevé un culte à la force, a déclenché la guerre et n'a demandé la paix qu'une fois que les moyens militaires se furent révélés impuissants à résoudre le problème? Le Kuomintang lui-même, Tchiang Kaï-chek lui-même. Le président Sun a choisi ses termes avec justesse lorsqu'il dit que "certains membres" de son parti ont voué un culte à la force. Cela s'accorde avec l'exigence du Parti communiste chinois, qui veut qu'un certain nombre seulement des membres du Kuomintang, mais pas plus, encore moins leur totalité, soient punis et flétris comme criminels de guerre.

Ainsi, à propos du nombre, il n'y a pas de controverse entre Sun Fo et nous. La divergence ne réside que dans la conclusion à tirer. Nous soutenons que "certains membres" du Kuomintang, ceux-là mêmes qui ont "voué un culte à la force" et amené la "reprise du conflit armé" laquelle a "rendu la vie impossible au peuple", doivent être punis comme criminels de guerre. Mais là Sun Fo n'est pas d'accord. Il dit:

> En retardant la désignation de ses délégués, et en cherchant continuellement à temporiser, le Parti communiste a montré qu'il voue lui aussi un culte à la force, qu'il se croit maintenant de taille à conquérir tout le pays par la force et refuse par conséquent de commencer par cesser les hostilités. Son intention n'est que trop claire. Je tiens à déclarer solennellement que, dans le but d'obtenir une paix durable, des négociations doivent être engagées par les deux parties sur un pied d'égalité et que les conditions en doivent être justes et équitables, susceptibles d'être acceptées par le peuple tout entier.

A en juger par là, le président Sun n'est pas si aimable que cela. Il pense sans doute que le châtiment des criminels de guerre n'est pas une condition juste et équitable. Sur la question des criminels de guerre, ses paroles révèlent une attitude semblable à celle qu'on trouve dans les "Instructions spéciales pour la propagande" émises par la Section de Propagande du Kuomintang le 13 février; et lui aussi, il se contente de balbutier et n'ose pas manifester ouvertement son opposition. Il diffère nettement de Li Tsong-jen qui, lui, ose accepter le châtiment des criminels de guerre comme une des conditions de base pour les négociations.

Il y a quand même quelque chose d'aimable chez le président Sun; en effet, d'après lui, le Parti communiste "voue lui aussi un culte à la force" parce qu'il "retarde la désignation de ses délégués", et "re-

fuse de commencer par cesser les hostilités", mais pourtant ce parti est bien différent du Kuomintang qui, en 1946 déjà, vouait un culte à la force et avait déclenché une guerre d'une extrême cruauté. Eh bien, le Parti communiste a "retardé la désignation de ses délégués", parce qu'établir une liste de criminels de guerre est une grosse affaire, il faut que la liste soit "susceptible d'être acceptée par le peuple tout entier", et une liste trop longue ou trop courte ne correspondrait pas à la réalité et ne pourrait être acceptée par "le peuple tout entier" (à l'exclusion des criminels de guerre et de leurs complices). Il faut pour cela discuter avec les partis démocratiques et les organisations populaires, ce qui a entraîné une certaine "temporisation" et nous a empêchés de désigner rapidement nos délégués, au grand mécontentement de Sun Fo et de ses pareils. Mais de là on ne peut pas conclure de manière péremptoire que le Parti communiste "voue lui aussi un culte à la force". Il est probable que d'ici peu la liste des criminels de guerre sera rendue publique, que nos délégués seront nommés, et les négociations entamées; et alors, le président Sun ne pourra plus dire que nous "vouons un culte à la force".

Quant au "refus de commencer par cesser les hostilités", c'est là une attitude correcte que nous avons adoptée pour nous conformer au message de Nouvel An du président Tchiang. Dans ce message, celui-ci disait:

> Aussitôt que le Parti communiste aura un désir sincère de paix, et en aura donné des preuves précises, le gouvernement traitera avec lui en toute sincérité et sera prêt à discuter des mesures concrètes pour mettre fin aux hostilités et rétablir la paix.

Or, le 19 janvier, le Yuan exécutif de Sun Fo adopta une résolution qui, à l'encontre du message de Tchiang Kaï-chek, exprimait son désir "de procéder d'abord, [conjointement avec le Parti communiste chinois,] à la cessation immédiate et inconditionnelle des hostilités, et de voir ensuite les deux parties désigner leurs délégués pour engager des négociations de paix". Le 21 janvier, un porte-parole du Parti communiste chinois critiqua sévèrement cette absurde résolution[5]. Mais contre notre attente, le président du Yuan exécutif fit la sourde oreille à la critique et le 7 février, il déclarait à nouveau, contrairement à tout bon sens, qu'avec le "refus de commencer par cesser les hostilités", le Parti communiste prouvait qu'il "vouait lui aussi un culte à la force". Même un criminel de guerre comme Tchiang Kaï-chek sait bien que sans négociations il est impossible de mettre

fin aux hostilités et de rétablir la paix; sur ce point, Sun Fo le cède de beaucoup à Tchiang Kaï-chek.

Comme l'on sait, si Sun Fo compte parmi les criminels de guerre, c'est qu'il a toujours soutenu Tchiang Kaï-chek dans le déclenchement et la poursuite de la guerre. Le 22 juin 1947, il disait encore: "Un règlement interviendra tôt ou tard à la condition de lutter jusqu'au bout sur le plan militaire", et: "Pour le moment, il ne saurait être question de négociations de paix; le gouvernement national doit écraser le Parti communiste, sinon c'est le Parti communiste qui le renversera[6]." Sun Fo lui-même est l'un de ces "certains membres" du Kuomintang qui vouaient un culte à la force. Maintenant, se tenant à l'écart, il tient des propos gratuits comme s'il n'avait jamais lui-même voué un culte à la force et n'avait aucune responsabilité dans la non-application des *trois principes du peuple*. Cela est malhonnête. Que ce soit selon la loi de l'Etat ou la discipline du Kuomintang, Sun Fo ne peut échapper à la bastonnade qu'il mérite.

NOTES

[1] Mot d'ordre célèbre de Sun Yat-sen. Voir "La Démocratie nouvelle", section 6, *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II. Il est employé ici comme un jeu de mots pour se moquer de Sun Fo.

[2] Faction formée au sein du Kuomintang par les seigneurs de guerre et bureaucrates du Kouangsi, ayant à leur tête Li Tsong-jen et Pai Tchong-hsi.

[3] Il s'agit de la région des monts Yichan et Mengchan, dans la province du Chantong. Ce fut le 46e corps d'armée de la clique du Kouangsi qui attaqua cette région conjointement avec les troupes de Tchiang Kaï-chek. Ce corps avait été amené par mer de l'île de Hainan et débarqua à Tsingtao en octobre 1946. Il fut complètement anéanti en février 1947 dans la région de Laiwou, province du Chantong.

[4] Politicien et chef d'un petit parti réactionnaire, le Parti démocrate-socialiste. Voir "Pour saluer le nouvel essor de la révolution chinoise", note 8, p. 129 du présent tome, et "La Démocratie nouvelle", note 9, *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II.

[5] Voir "Commentaire du porte-parole du Parti communiste chinois sur la résolution du Yuan exécutif de Nankin", pp. 337-339 du présent tome.

[6] Il s'agit des remarques faites le 22 juin 1947 par Sun Fo, alors vice-président du gouvernement du Kuomintang, lorsqu'il reçut à Nankin des correspondants de l'*Associated Press*, du journal du Kuomintang *Tchongyangjepao*, et du journal *Sinminpao*.

RAPPORT
A LA DEUXIEME SESSION PLENIERE
DU COMITE CENTRAL
ISSU DU VII^{e} CONGRES
DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS*

(5 mars 1949)

I

A la suite des trois campagnes de Liaosi-Chenyang, de Houai-Hai et de Peiping-Tientsin, le gros de l'armée du Kuomintang se trouve anéanti. Des troupes de combat du Kuomintang, il reste un peu plus d'un million d'hommes seulement, dispersés dans de vastes régions allant du Sinkiang au Taïwan, et sur des fronts très étirés. Désormais, il ne peut y avoir que trois procédés pour régler le sort de ces troupes: celui de Tientsin, celui de Peiping et celui du Soueiyuan[1]. Eliminer l'ennemi par le combat, comme nous l'avons fait à Tientsin, doit rester l'objet premier de notre attention et de nos préparatifs. Les commandants et les combattants de l'Armée populaire de Libération ne doivent en aucune façon relâcher leur volonté de combat; toute pensée qui tend à relâcher la volonté de combat ou à sous-estimer l'ennemi est erronée. La possibilité de résoudre la question par le procédé de Peiping s'est accrue, c'est le procédé qui consiste à forcer les troupes ennemies à se réorganiser par la voie pacifique, rapidement et complètement en unités de l'Armée populaire de Libération selon le système de celle-ci. Cette solution atteint moins bien que la solution par le combat le but d'éliminer rapidement les vestiges de la contre-révolution et son influence politique. Mais elle se présentera certainement après la destruction des forces principales de l'ennemi, et elle est inévitable; d'ailleurs, elle est avantageuse pour notre armée et le peuple, car elle permet d'éviter les pertes et les destructions. C'est pourquoi les camarades dirigeants des différentes armées de campagne

doivent tenir compte de cette forme de lutte et apprendre à s'en servir. C'est une des formes de la lutte, une forme de lutte sans effusion de sang; elle n'implique pas que les problèmes puissent être résolus sans lutte. Le procédé du Souciyuan consiste à conserver à dessein une partie des troupes du Kuomintang, intactes ou peu s'en faut, c'est-à-dire à leur faire des concessions temporaires afin d'obtenir plus facilement qu'elles se rangent de notre côté ou restent neutres politiquement. Nous pourrons alors concentrer nos forces pour liquider d'abord la partie principale de ce qui reste des forces du Kuomintang et procéder ensuite, après un certain temps (par exemple, quelques mois, un semestre ou une année), à la réorganisation des troupes ainsi conservées en unités de l'Armée populaire de Libération selon le système de celle-ci. C'est là une autre forme de lutte. Elle laissera subsister plus largement et plus longtemps que le procédé de Peiping les vestiges et l'influence politique de la contre-révolution. Mais il n'y a pas le moindre doute que ces vestiges et cette influence seront finalement éliminés. Il ne faut jamais croire qu'une fois soumises à nous, les forces contre-révolutionnaires deviennent révolutionnaires et que leurs idées et desseins contre-révolutionnaires disparaissent. Il n'en est rien. Parmi les contre-révolutionnaires, beaucoup seront rééduqués, d'autres exclus et certains éléments irréductibles réprimés.

II

L'Armée populaire de Libération sera toujours une force combattante. Même après la victoire sur le plan national, pendant

* Le Comité central issu du VII^e Congrès du Parti communiste chinois a tenu sa deuxième session plénière du 5 au 13 mars 1949 dans le village de Sipaipo, district de Pingchan, province du Hopei. Trente-quatre membres et dix-neuf membres suppléants du Comité central étaient présents. Convoquée à la veille de la victoire nationale de la révolution populaire chinoise, cette session fut extrêmement importante. Dans le rapport qu'il présenta à la session, le camarade Mao Tsé-toung exposa les principes politiques destinés à hâter la victoire nationale de la révolution et à organiser cette victoire. Il expliqua qu'elle obligeait le Parti à déplacer de la campagne à la ville le centre de son travail; il définit la politique fondamentale que le Parti devait adopter, après la victoire, dans les domaines politique, économique et diplomatique; il fixa les tâches générales et la principale voie à suivre pour transformer la Chine, de pays agricole en pays industriel, de société de démocratie nouvelle en société socialiste. Il analysa tout particulièrement les conditions des différents secteurs de l'économie chinoise d'alors et la juste politique que le Parti devait adopter en conséquence, indiqua la voie que la Chine devait nécessairement prendre pour réaliser sa transformation socialiste, critiqua les tendances "de

la période historique où les classes n'auront pas été supprimées dans notre pays et où le système impérialiste continuera à exister dans le monde, notre armée restera une force combattante. Il ne doit y avoir aucun malentendu, aucun flottement sur ce point. L'Armée populaire de Libération est aussi un corps de travail[2]; il en sera surtout ainsi lorsque le procédé de Peiping ou celui du Souciyuan sera appliqué dans différentes régions du Sud. Ce rôle de corps de travail s'accroîtra à mesure que les combats diminueront. Il est possible que d'ici quelque temps toute l'Armée populaire de Libération devienne un corps de travail; il nous faut prévoir cette situation. Les 53.000 cadres actuellement prêts à partir avec l'armée pour le Sud sont loin d'être suffisants pour les vastes régions nouvelles que nous tiendrons bientôt, et nous devons nous préparer à faire de toutes nos armées de campagne, fortes de 2.100.000 hommes, un corps de travail. De cette façon, les cadres seront en nombre suffisant, et le travail pourra se développer dans de vastes régions. Nous devons considérer nos armées de campagne avec leurs 2.100.000 hommes comme une vaste école de cadres.

III

De 1927 à aujourd'hui, le centre de notre travail était situé dans les campagnes: nous rassemblions des forces dans les campagnes, nous cernions les villes par les campagnes, puis nous prenions les villes. La période où cette méthode de travail était applicable a pris fin. Dès maintenant commence la période: "de la ville à la campagne", la

gauche" et de droite à ce sujet, et exprima la ferme conviction que l'économie de la Chine se développerait à un rythme assez rapide. Le camarade Mao Tsé-toung donna une appréciation sur la nouvelle situation de la lutte de classes à l'intérieur et à l'étranger après la victoire de la révolution démocratique populaire de Chine, et il lança à temps l'avertissement que les "balles enrobées de sucre" de la bourgeoisie deviendraient le danger principal pour le prolétariat. Tout cela confère au présent document une grande portée pour une longue période historique. Ce rapport et l'article "De la dictature démocratique populaire", écrit en juin de la même année, constituent la base de la politique énoncée dans le "Programme commun", lequel, adopté par la première session plénière de la Conférence consultative politique du Peuple chinois, devait servir de constitution provisoire après la fondation de la Chine nouvelle. Sur la base de ce rapport du camarade Mao Tsé-toung, une résolution fut adoptée à la deuxième session plénière du Comité central issu du VII^e Congrès du Parti. Après la session, le Comité central du Parti communiste chinois quitta le village de Sipaipo pour s'établir à Peiping.

période où la ville dirige la campagne. Le centre du travail du Parti est passé de la campagne à la ville. Dans les régions du Sud, l'Armée populaire de Libération prendra d'abord les villes et ensuite les campagnes. Il faudra s'occuper à la fois des villes et des campagnes et lier étroitement le travail dans les villes et le travail dans les campagnes, les ouvriers et les paysans, l'industrie et l'agriculture. En aucun cas il ne faut laisser de côté les campagnes pour s'occuper uniquement des villes; une telle façon de voir serait entièrement erronée. Néanmoins, le travail du Parti et de l'armée doit être centré sur les villes; nous devons faire les plus grands efforts pour apprendre l'administration et l'édification des villes. Nous devons apprendre à lutter, dans les villes, contre les impérialistes, le Kuomintang et la bourgeoisie sur les plans politique, économique et culturel, et contre les impérialistes sur le plan diplomatique. Nous devons apprendre à mener contre eux non seulement des luttes ouvertes, mais aussi des luttes cachées. Si nous ne prêtons pas attention à ces problèmes, si nous n'apprenons pas à mener de telles luttes contre ces gens et si nous ne parvenons pas à remporter la victoire dans ces luttes, nous ne serons pas en état de garder le pouvoir, nous ne pourrons pas nous maintenir, nous échouerons. Après l'anéantissement des ennemis armés, il restera encore des ennemis non armés; ceux-ci ne manqueront pas de mener contre nous une lutte à mort; nous ne devons jamais les sous-estimer. Si nous ne posons et ne comprenons pas maintenant le problème de cette façon, nous commettrons de très graves erreurs.

IV

Sur qui nous appuierons-nous pour mener nos luttes dans les villes? Certains camarades aux idées confuses pensent que nous devrons nous appuyer non sur la classe ouvrière, mais sur la masse des indigents. D'autres camarades, aux idées plus confuses encore, pensent que nous devrons nous appuyer sur la bourgeoisie. Quant à l'orientation du développement de l'industrie, certains camarades aux idées confuses pensent que nous devrons aider avant tout au développement des entreprises privées et non à celui des entreprises d'Etat. D'autres soutiennent au contraire qu'il suffira de s'occuper des entreprises d'Etat et que les entreprises privées seront de peu d'importance. Nous devons critiquer ces idées confuses. Nous devons nous appuyer

de tout cœur sur la classe ouvrière, unir à nous les autres masses laborieuses, gagner les intellectuels et faire en sorte que le plus grand nombre possible d'éléments de la bourgeoisie nationale et de ses représentants, susceptibles de coopérer avec nous, se rangent de notre côté ou restent neutres, afin que nous puissions mener une lutte résolue contre les impérialistes, le Kuomintang et la bourgeoisie bureaucratique et vaincre progressivement ces ennemis. En même temps, nous commencerons notre œuvre d'édification, nous apprendrons peu à peu à administrer les villes, nous relèverons et développerons leur production. En ce qui concerne le problème du relèvement et du développement de la production, il faut spécifier ce qui suit: En premier lieu vient la production de l'industrie d'Etat, en second lieu la production de l'industrie privée, en troisième lieu la production artisanale. Du jour même où nous prenons possession d'une ville, nos regards doivent être tournés vers le relèvement et le développement de sa production. Nous devons nous garder d'agir à l'aveuglette, à tort et à travers, en oubliant la tâche principale, de telle façon que, plusieurs mois après la prise de la ville, la production et l'édification n'y soient pas encore dans la bonne voie et que beaucoup d'industries y soient même arrêtées, provoquant le chômage des ouvriers, l'abaissement de leur niveau de vie et leur mécontentement envers le Parti communiste. Un état de choses pareil serait tout à fait inadmissible. D'où la nécessité pour nos camarades de faire les plus grands efforts pour apprendre les techniques de production et les méthodes de gestion, de s'initier à toutes les activités directement liées à la production, telles que le commerce et la banque. Ce n'est qu'avec le relèvement et le développement de la production dans les villes, avec la transformation des villes de consommation en villes de production, que le pouvoir populaire pourra s'affermir. Les autres tâches à accomplir dans les villes – par exemple le travail d'organisation du Parti, le travail dans les organes du pouvoir, les syndicats et autres organisations populaires, le travail dans le domaine de la culture et de l'éducation, le travail de liquider la contre-révolution, le travail dans les agences d'information, les journaux et la radiodiffusion, toutes ces tâches doivent être menées autour de la tâche centrale de production et d'édification économique, et la servir. Si nous ne connaissons rien à la production et n'arrivons pas à acquérir rapidement les connaissances nécessaires, si nous ne pouvons pas relever et développer la production dans le plus bref délai et remporter des succès réels, de façon à améliorer la vie du peuple en général, celle des

ouvriers en premier lieu, nous ne serons pas en état de garder le pouvoir, nous ne pourrons pas nous maintenir et nous échouerons.

V

Dans le Sud, les conditions ne sont pas les mêmes que dans le Nord, il faut par conséquent que les tâches du Parti y soient différentes. Le Sud est encore sous la domination du Kuomintang. Là, dans les villes et les campagnes, le Parti et l'Armée populaire de Libération ont pour tâche d'anéantir les forces armées réactionnaires du Kuomintang, d'établir les organisations du Parti, d'instaurer les organes du pouvoir, de mettre en mouvement les masses, de créer des syndicats, des unions paysannes et autres organisations populaires, d'organiser des forces armées populaires, de balayer les derniers vestiges du Kuomintang, de relever et de développer la production. Dans les campagnes, notre tâche consiste tout d'abord à mener systématiquement la lutte pour liquider les bandits, combattre les tyrans locaux, c'est-à-dire la fraction au pouvoir de la classe des propriétaires fonciers, et à achever les préparatifs pour la réduction des fermages et du taux d'intérêt, afin de réaliser cette réduction un an ou deux ans après l'arrivée de l'Armée populaire de Libération dans ces régions, et créer ainsi les conditions préalables pour la répartition des terres. En même temps, il faut avoir soin de maintenir autant que possible le niveau actuel de la production agricole et de l'empêcher de baisser. Dans le Nord, à l'exception des quelques régions nouvellement libérées, les conditions sont toutes différentes. Ici la domination du Kuomintang a été renversée, la domination du peuple instaurée et le problème agraire radicalement résolu. La tâche principale du Parti est, ici, de mobiliser toutes les forces pour relever et développer la production, point central de tout notre travail; il est également nécessaire de rétablir et de développer les activités dans les domaines de la culture et de l'éducation, d'éliminer ce qui reste des forces réactionnaires, de consolider tout le Nord et de soutenir l'Armée populaire de Libération.

VI

Nous avons déjà effectué un vaste travail d'édification économique; la politique économique du Parti a été traduite dans la pratique

et elle a obtenu des succès marquants. Cependant, sur la question de savoir pourquoi on doit adopter telle politique économique plutôt que telle autre, sur cette question de théorie et de principe, il existe dans le Parti beaucoup d'idées confuses. Comment faut-il répondre à cette question? A notre avis, voici quelle doit être la réponse. Avant la Guerre de Résistance contre le Japon, la part de l'industrie et de l'agriculture dans l'économie nationale de la Chine était, pour l'ensemble du pays, d'environ 10 pour cent pour l'industrie moderne et d'environ 90 pour cent pour l'agriculture et l'artisanat. C'est là le résultat de l'oppression exercée par l'impérialisme et le féodalisme sur la Chine; c'est là l'expression, sur le plan économique, du caractère semi-colonial et semi-féodal de la société dans l'ancienne Chine; et c'est également le point de départ fondamental pour toutes les questions dans la période de la révolution chinoise et pendant un temps relativement long après la victoire de celle-ci. Toute une série de problèmes concernant la stratégie, la tactique et la politique de notre Parti en découlent, et c'est pour lui à l'heure actuelle une tâche importante que de parvenir à une compréhension plus claire et à une solution meilleure de ces problèmes. Ils peuvent s'énoncer comme suit:

1. La Chine dispose déjà d'une industrie moderne qui représente 10 pour cent environ de son économie; ceci est un facteur de progrès, un élément nouveau par rapport à l'ancien temps. Il en résulte que la Chine a de nouvelles classes et de nouveaux partis politiques: le prolétariat et la bourgeoisie, les partis prolétarien et bourgeois. Ayant subi l'oppression de multiples ennemis, le prolétariat et son parti ont été trempés par les épreuves, et ils sont qualifiés pour diriger la révolution du peuple chinois. Quiconque néglige ou minimise ce fait commettra des erreurs d'opportunisme de droite.

2. La Chine a encore une économie agricole et une économie artisanale dispersées et individuelles qui représentent 90 pour cent environ de toute son économie; voilà qui est retardataire, qui n'est guère différent des temps anciens – 90 pour cent environ de notre vie économique restent encore au niveau des temps anciens. La Chine antique avait connu la propriété féodale de la terre; maintenant, cette propriété est abolie par nous ou va bientôt l'être. A cet égard, nous sommes différents des anciens ou le serons bientôt, et nous avons ou aurons bientôt la possibilité de moderniser graduellement notre agriculture et notre artisanat. Toutefois, dans leur forme fondamentale, notre agriculture et notre artisanat restent encore aujourd'hui, et

resteront pendant un temps relativement long, dispersés et individuels, c'est-à-dire semblables à ce qu'ils étaient dans les temps anciens. Quiconque néglige ou minimise ce fait commettra des erreurs d'opportunisme "de gauche".

3. L'industrie moderne chinoise est extrêmement concentrée, quoique la valeur de sa production ne représente que 10 pour cent environ de la production globale de l'économie nationale; la part la plus grande et la plus importante du capital est concentrée entre les mains des impérialistes et de leurs laquais, les capitalistes bureaucratiques chinois. La confiscation de cette part du capital et son transfert à la république populaire dirigée par le prolétariat permettront à celle-ci d'avoir en main les artères vitales de l'économie du pays et à l'économie d'Etat de devenir le secteur dirigeant de toute l'économie nationale. Or, ce secteur de l'économie est de caractère socialiste, et non de caractère capitaliste. Quiconque néglige ou minimise ce fait commettra des erreurs d'opportunisme de droite.

4. L'industrie capitaliste privée de la Chine, qui occupe la seconde place dans notre industrie moderne, est une force qu'on ne doit pas ignorer. Opprimés ou limités dans leur activité par l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, la bourgeoisie nationale de Chine et ses représentants ont souvent participé aux luttes de la révolution démocratique populaire ou sont restés neutres dans ces luttes. Pour ces raisons, et du fait que l'économie chinoise est encore retardataire, il sera nécessaire, pendant une période assez longue après la victoire de la révolution, d'utiliser autant que possible les facteurs positifs du capitalisme privé des villes et de la campagne dans l'intérêt du développement de l'économie nationale. Pendant cette période, il faudra permettre à tous les éléments du capitalisme urbain et rural qui sont profitables et non nuisibles à l'économie nationale d'exister et de se développer. Ceci est non seulement inévitable, mais encore économiquement indispensable. Cependant, le capitalisme n'existera ni ne se développera en Chine de la même façon que dans les pays capitalistes, où il peut déborder librement sans être endigué. Le capitalisme sera limité en Chine de plusieurs façons: par la restriction de son champ d'activité, par la politique fiscale, par les prix du marché et par les conditions de travail. Nous adopterons une politique appropriée et souple pour limiter le capitalisme de plusieurs façons, selon les conditions spécifiques de chaque lieu, de chaque branche et de chaque période. Il nous est nécessaire et utile de nous servir du mot d'ordre de Sun Yat-sen "contrôle

du capital"[3]. Cependant, dans l'intérêt de l'économie nationale tout entière et dans l'intérêt actuel et futur de la classe ouvrière et de tout le peuple travailleur, nous ne devons absolument pas limiter l'économie capitaliste privée d'une manière excessive ou trop rigide, mais lui laisser du champ pour qu'elle puisse exister et se développer dans le cadre de la politique économique et de la planification économique de la république populaire. La politique de limitation du capitalisme privé se heurtera inévitablement, à des degrés différents et sous des formes différentes, à la résistance de la bourgeoisie et surtout des grands propriétaires d'entreprises privées, c'est-à-dire des gros capitalistes. La limitation et l'opposition à cette limitation seront les formes principales de la lutte de classes dans l'Etat de démocratie nouvelle. Estimer qu'à l'heure actuelle nous n'avons pas besoin de limiter le capitalisme et que nous pouvons rejeter le mot d'ordre de "contrôle du capital" est tout à fait faux; c'est de l'opportunisme de droite. Estimer au contraire que nous devons imposer des limites des plus restreintes ou des plus rigides au capital privé, ou que nous pouvons même éliminer le capital privé très rapidement, est tout aussi faux; c'est de l'opportunisme "de gauche" ou de l'aventurisme.

5. L'agriculture et l'artisanat dispersés et individuels, qui représentent les 90 pour cent de la valeur globale de la production de l'économie nationale, peuvent et doivent dans leur développement être conduits avec prudence, progressivement, mais activement vers la modernisation et la collectivisation; le point de vue selon lequel on peut les laisser aller à leur guise est faux. Il est nécessaire d'organiser des coopératives de production, de consommation et de crédit, et d'en constituer les organes dirigeants à l'échelon national, provincial, municipal, du district et de l'arrondissement. De telles coopératives sont des organisations économiques collectives des masses laborieuses, fondées sur la propriété privée et placées sous la conduite du pouvoir d'Etat dirigé par le prolétariat. Le fait que le peuple chinois est en retard sur le plan culturel et qu'il n'a pas de tradition en matière de coopératives pourra nous créer des difficultés, mais nous pouvons organiser des coopératives et il nous faut les organiser, les généraliser et les développer. Si notre économie ne comportait que le secteur d'Etat, sans secteur coopératif, il nous serait impossible de conduire pas à pas l'économie individuelle du peuple travailleur vers la collectivisation, impossible de passer de la société de démocratie nouvelle à la société socialiste future, et impossible de consolider la position

dirigeante du prolétariat dans le pouvoir d'Etat. Quiconque néglige ou minimise ce fait commettra aussi des erreurs extrêmement graves. L'économie d'Etat, de caractère socialiste, l'économie coopérative, de caractère semi-socialiste, plus le capitalisme privé, l'économie individuelle et l'économie du capitalisme d'Etat, gérée en commun par l'Etat et le capital privé, seront les secteurs principaux de l'économie de la république populaire et constitueront la structure économique de démocratie nouvelle.

6. Le relèvement et le développement de l'économie nationale de la république populaire seront impossibles sans une politique de contrôle du commerce extérieur. Même quand l'impérialisme, le féodalisme, le capitalisme bureaucratique et leur expression concentrée, le régime du Kuomintang, auront été éliminés en Chine, le problème de l'édification d'un système industriel indépendant et complet ne sera pas encore résolu; il ne le sera définitivement que lorsque notre pays aura connu un grand développement économique et se sera transformé de pays agricole retardataire en pays industriel avancé. Or, il sera impossible d'atteindre ce but sans contrôler le commerce extérieur. Quand la révolution chinoise aura triomphé dans tout le pays et que le problème agraire aura été résolu, deux contradictions fondamentales n'en subsisteront pas moins en Chine. La première, d'ordre intérieur, est la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. La seconde, d'ordre extérieur, est la contradiction entre la Chine et les pays impérialistes. C'est pourquoi, après la victoire de la révolution démocratique populaire, le pouvoir d'Etat de la république populaire sous la direction de la classe ouvrière ne devra pas être affaibli, mais renforcé. La limitation du capital à l'intérieur et le contrôle du commerce extérieur seront les deux principes politiques fondamentaux du pays dans sa lutte économique. Quiconque néglige ou minimise ce fait commettra des erreurs extrêmement graves.

7. La Chine a hérité d'une économie retardataire, mais le peuple chinois est courageux et travailleur; avec la victoire de la révolution populaire chinoise et la fondation de la république populaire, avec la direction du Parti communiste chinois, auxquelles s'ajoute l'aide de la classe ouvrière des différents pays du monde, principalement celle de l'Union soviétique, le rythme de l'édification économique de la Chine ne sera pas lent, il pourra même être assez rapide. Le jour est proche où la Chine connaîtra la prospérité. Tout pessimisme à l'égard de la renaissance économique de la Chine est sans aucun fondement.

VII

L'ancienne Chine était un pays semi-colonial sous l'emprise de l'impérialisme. A cause de son caractère foncièrement anti-impérialiste, la révolution démocratique populaire de Chine s'est attiré la haine farouche des impérialistes qui ont fait tout leur possible pour aider le Kuomintang. Par cette attitude, ils ont soulevé une indignation encore plus profonde chez le peuple chinois et ont perdu le peu de prestige qui leur restait auprès de lui. D'autre part, le système impérialiste tout entier s'est considérablement affaibli après la Seconde guerre mondiale, tandis que le front anti-impérialiste mondial, avec l'Union soviétique à sa tête, est plus fort que jamais. Toutes ces circonstances font que nous pouvons et devons adopter une politique de destruction systématique et totale de l'emprise impérialiste en Chine. Cette emprise se manifeste dans les domaines politique, économique et culturel. Dans chaque ville et chaque lieu où les troupes du Kuomintang sont anéanties et le gouvernement du Kuomintang renversé, l'emprise politique des impérialistes est abattue du même coup, leur emprise économique et culturelle l'est également. Mais les établissements économiques et culturels gérés directement par les impérialistes sont toujours là, le personnel diplomatique et les journalistes agréés par le Kuomintang sont toujours là. Toutes ces questions, nous devons les régler de manière appropriée par ordre d'urgence. Refuser de reconnaître le statut légal de tous les services diplomatiques étrangers de la période du Kuomintang et de leur personnel, dénoncer tous les traités de trahison nationale de la période du Kuomintang, supprimer tous les offices de propagande créés par les impérialistes en Chine, contrôler immédiatement le commerce extérieur et réformer le système douanier, voilà les premières mesures que nous devons prendre en entrant dans les grandes villes. Quand il aura fait tout cela, le peuple chinois se sera dressé face à l'impérialisme. En ce qui concerne les établissements économiques et culturels fondés par les impérialistes, nous pouvons les laisser subsister provisoirement, en les plaçant sous notre surveillance et notre contrôle, jusqu'à ce que la question puisse être réglée après notre victoire dans tout le pays. Pour ce qui est des simples ressortissants étrangers, leurs intérêts légitimes seront protégés et ne seront pas lésés. Quant à la question de la reconnaissance de la Chine par les pays impérialistes, nous ne devons pas nous presser de la régler maintenant, et même

après la victoire dans tout le pays, pendant une période assez longue, nous n'aurons pas besoin de nous presser de la régler. Nous sommes disposés à établir des relations diplomatiques avec tous les pays selon le principe d'égalité, mais les impérialistes qui ont toujours été hostiles au peuple chinois ne nous traiteront sûrement pas en égaux dans un bref délai. Tant que les pays impérialistes n'auront pas abandonné leur attitude hostile, nous ne leur accorderons pas de statut légal en Chine. Pour le commerce avec les étrangers, cela ne fait pas de question: quand il y aura du commerce à faire, nous en ferons, d'ailleurs nous avons déjà commencé à en faire; et les commerçants de plusieurs pays capitalistes sont pour cela entrés en concurrence. Nous devons autant que possible commercer avant tout avec les pays socialistes et les pays de démocratie populaire; mais en même temps nous commercerons avec des pays capitalistes.

VIII

Toutes les conditions sont mûres pour la convocation d'une conférence consultative politique et la formation d'un gouvernement démocratique de coalition. Tous les partis démocratiques, toutes les organisations populaires et tous les démocrates sans-parti se rangent de notre côté. La bourgeoisie de Changhaï et du bassin du Yangtsé cherche à nouer des relations avec nous. La navigation et les relations postales entre le Nord et le Sud du pays commencent à reprendre. Le Kuomintang, déchiré en son sein, est entièrement coupé des masses. Nous nous préparons à négocier avec le gouvernement réactionnaire de Nankin[4]. Du côté de celui-ci, les forces qui poussent aux négociations sont les seigneurs de guerre de la clique du Kouangsi, les groupes du Kuomintang qui sont pour la paix et la bourgeoisie de Changhaï. Leur but est d'avoir leur part dans le gouvernement de coalition, de garder autant de troupes que possible, de préserver les intérêts de la bourgeoisie de Changhaï et du Sud, et de faire de leur mieux pour que la révolution prenne une couleur adoucie. Tous ces gens-là admettent nos huit conditions comme base de négociation, mais ils cherchent à marchander pour que leurs pertes ne soient pas trop grandes. Ceux qui essaient de torpiller les négociations, c'est Tchiang Kaï-chek et ses fanatiques. Tchiang Kaï-chek dispose encore au sud du Yangtsé de 60 divisions qui se préparent à continuer la guerre. Notre politique est de ne pas refuser de négocier, mais

d'exiger que l'autre partie accepte intégralement les huit conditions et de n'admettre aucun marchandage. En retour, nous n'écraserons pas la clique du Kouangsi ni les autres groupes du Kuomintang qui sont pour la paix, nous irons jusqu'à retarder d'un an environ la réorganisation de leurs troupes, nous autoriserons certaines personnalités du régime de Nankin à participer à la Conférence consultative politique et au gouvernement de coalition, et nous accepterons de protéger certains intérêts de la bourgeoisie de Changhaï et du Sud. Ces négociations seront menées sur un plan général; si elles réussissent, elles auront le grand avantage de réduire bien des obstacles à l'avance de notre armée vers le sud et à l'occupation des grandes villes du Sud. Si elles ne réussissent pas, des pourparlers séparés, de caractère local, seront à mener après l'avance de notre armée. Les négociations sur un plan général sont prévues pour la dernière décade de mars. Nous espérons occuper Nankin en avril ou mai, puis convoquer la Conférence consultative politique à Peiping, former un gouvernement de coalition et établir la capitale à Peiping. Puisque nous avons accepté de négocier, nous devons nous attendre à de nombreuses complications qui surgiront après le succès des négociations; nous devons avoir l'esprit lucide pour faire face à la tactique qu'adoptera l'autre partie, tactique de Souen Wou-kong, le roi des singes, qui se glissa dans l'estomac de la Princesse à l'Eventail de Fer pour s'y démener comme un diable[5]. Tant que nous aurons l'esprit suffisamment préparé, nous pourrons vaincre n'importe quel singe diabolique. Qu'il s'agisse de négociations de paix sur un plan général ou de pourparlers de caractère local, prémunissons-nous toujours de cette façon. Nous ne devons pas refuser de négocier par crainte des complications ou par souci de la tranquillité, nous ne devons pas non plus y aller avec des idées brumeuses. Nous devons être fermes sur les principes, et aussi avoir toute la souplesse que permet et qu'exige l'application de nos principes.

IX

La dictature démocratique populaire, dirigée par le prolétariat et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans, exige de notre Parti qu'il unisse consciencieusement toute la classe ouvrière, toute la paysannerie et les larges masses d'intellectuels révolutionnaires; ce sont là la force dirigeante et les forces fondamentales de cette

dictature, qui, sans une telle union, ne peut être affermie. En même temps, elle exige de notre Parti qu'il unisse autour de lui le plus grand nombre possible de représentants de la petite bourgeoisie urbaine et de la bourgeoisie nationale, susceptibles de collaborer avec nous, ainsi que leurs intellectuels et groupements politiques, afin de pouvoir, au cours de la période révolutionnaire, isoler les forces contre-révolutionnaires, abattre complètement en Chine les forces contre-révolutionnaires et les forces impérialistes, puis, après la victoire de la révolution, relever et développer rapidement la production, faire face à l'impérialisme étranger, transformer à pas assurés la Chine, de pays agricole en pays industriel, et faire de la Chine un grand Etat socialiste. C'est pourquoi la politique de coopération à long terme de notre Parti avec les démocrates en dehors du Parti doit s'affirmer dans la pensée et le travail de tout le Parti. Nous devons avoir les mêmes égards envers la plupart des démocrates en dehors du Parti qu'envers nos propres cadres, examiner et résoudre avec eux, en toute sincérité, en toute franchise, les problèmes qui demandent examen et solution, leur confier des tâches, leur donner effectivement les pouvoirs attachés à leurs fonctions, et les aider à remporter des succès dans leur travail. Partant du désir de les unir à nous, nous devons critiquer ou combattre de manière sérieuse et appropriée leurs erreurs et leurs défauts, dans le but de réaliser l'unité. Il serait faux d'adopter une attitude accommodante envers leurs erreurs ou leurs défauts. Il serait également faux d'adopter envers eux une attitude sectaire de "porte close" ou une attitude purement formelle. Dans chaque grande ville ou ville moyenne, dans chaque région stratégique et chaque province, nous devons donner une formation à un certain nombre de démocrates en dehors du Parti qui aient du prestige et qui soient susceptibles de collaborer avec nous. L'attitude erronée qu'on prenait dans notre Parti vis-à-vis des démocrates par suite du style de "porte close" apparu pendant la Guerre révolutionnaire agraire n'a pas été complètement corrigée pendant la Guerre de Résistance contre le Japon, et elle s'est de nouveau manifestée en 1947 au moment où la réforme agraire battait son plein dans nos bases d'appui. Cette attitude n'aboutirait qu'à isoler notre Parti, à empêcher l'affermissement de la dictature démocratique populaire, et à donner des alliés à l'ennemi. Maintenant que la Conférence consultative politique tenue pour la première fois en Chine sous la direction de notre Parti va se réunir, que le gouvernement démocratique de coalition va se former, et que la révolution va triompher dans tout le pays, le Parti

tout entier doit examiner sérieusement le problème que nous venons d'aborder et en acquérir une juste compréhension; il doit combattre les deux déviations, celle de droite, l'attitude accommodante, et celle "de gauche", l'attitude de "porte close" ou purement formelle, et adopter une attitude tout à fait juste.

X

Bientôt, nous remporterons la victoire dans tout le pays. Cette victoire rompra le front oriental de l'impérialisme et sera d'une grande portée internationale. Pour remporter cette victoire, il ne faudra plus beaucoup de temps et d'efforts, mais il en faudra beaucoup pour la consolider. La bourgeoisie met en doute notre capacité de construire. Les impérialistes comptent que nous finirons par leur demander l'aumône pour pouvoir subsister. Avec la victoire, certains états d'esprit peuvent se faire jour dans le Parti: orgueil, prétention d'être homme de mérite, inertie et répugnance à aller de l'avant, recherche des agréments de la vie et refus de mener encore une vie difficile. Avec la victoire, le peuple nous sera reconnaissant et la bourgeoisie s'avancera pour nous flatter. L'ennemi ne peut nous vaincre par la force des armes, ceci a été prouvé. Cependant, les flatteries de la bourgeoisie peuvent conquérir les volontés faibles dans nos rangs. Il peut y avoir de ces communistes que l'ennemi armé n'a pu vaincre, qui se conduisaient devant l'ennemi en héros dignes de ce nom, mais qui, incapables de résister aux balles enrobées de sucre, tomberont sous ces balles. Nous devons prévenir pareil état de choses. La conquête de la victoire dans tout le pays n'est que le premier pas d'une longue marche de dix mille lis. Ce pas, même s'il mérite notre fierté, est relativement minime; ce qui sera plus digne de notre fierté est encore à venir. Dans quelques dizaines d'années, la victoire de la révolution démocratique populaire de Chine, vue rétrospectivement, ne semblera qu'un bref prologue à une longue pièce de théâtre. C'est par le prologue que commence une pièce, mais le prologue n'en est pas l'apogée. La révolution chinoise est une grande révolution, mais après sa victoire la route à parcourir sera bien plus longue, notre tâche plus grandiose et plus ardue. C'est un point qu'il faut élucider dès à présent dans le Parti pour que les camarades restent modestes, prudents, non présomptueux ni irréfléchis dans leur style de travail, pour qu'ils persévèrent dans leur style de vie simple et de lutte ardue.

Nous avons en main l'arme marxiste-léniniste de la critique et de l'autocritique. Nous sommes capables de nous débarrasser du mauvais style et de conserver le bon. Nous réussirons à apprendre tout ce que nous ne connaissions pas auparavant. Nous ne sommes pas seulement bons à détruire le monde ancien, nous sommes également bons à construire un monde nouveau. Le peuple chinois peut vivre sans demander l'aumône aux impérialistes; bien plus, il vivra mieux qu'on ne vit dans les pays impérialistes.

NOTES

[1] Le 19 septembre 1949, Tong Ki-wou, président du gouvernement provincial du Kuomintang dans le Soueiyuan, et Souen Lan-feng, commandant de groupe d'armées, se révoltèrent et passèrent de notre côté avec plus de 40.000 hommes. La réorganisation de ces troupes commença le 21 février 1950, sous la direction du Commandement de la Région militaire du Soueiyuan de l'Armée populaire de Libération. Le 10 avril, elles étaient réorganisées en unités de l'Armée populaire de Libération.

[2] Voir "Faire de l'armée un corps de travail", pp. 355-358 du présent tome.

[3] Le "contrôle du capital" était un des célèbres mots d'ordre de Sun Yat-sen. Le manifeste, publié le 23 janvier 1924, du Ier Congrès du Kuomintang, marqué par la coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste, interpréta ce mot d'ordre comme suit: "Toute entreprise, appartenant aux Chinois ou aux étrangers, ayant un caractère monopoliste ou dépassant, par son envergure, les possibilités d'un particulier, comme la banque, les chemins de fer et la navigation, doit être administrée par l'Etat, afin que le capital privé ne puisse contrôler la vie économique du peuple."

[4] Au sujet des négociations de paix avec le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin, le Comité central du Parti communiste chinois prit en date du 26 mars 1949 les décisions suivantes:

1) Date d'ouverture des négociations: 1er avril.

2) Lieu de négociation: Peiping.

3) Sont nommés délégués aux négociations: Chou En-laï, Lin Po-kiu, Lin Piao, Yé Kien-ying et Li Wei-han (le 1er avril, le Comité central décida d'ajouter Nié Jong-tchen à la liste des délégués), avec Chou En-laï comme chef de la délégation chargée de négocier avec la délégation de Nankin, sur la base de la "Déclaration sur la situation actuelle", faite le 14 janvier par le président Mao Tsé-toung, et des huit conditions qui y sont exposées.

4) Les décisions précitées seront notifiées immédiatement par radiodiffusion au gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin, qui devra envoyer sa délégation au lieu et au jour ci-dessus indiqués et lui remettre, afin de faciliter les négociations, tous les documents nécessaires se rapportant aux huit conditions.

[5] Souen Wou-kong, le roi des singes, métamorphosé en petit insecte, se glissa dans l'estomac de la Princesse à l'Eventail de Fer et put ainsi lui infliger une défaite. Pour cette histoire, voir le roman chinois *Si yeou ki* (Le Pèlerinage à l'Ouest), chapitre 59.

METHODES DE TRAVAIL DES COMITES DU PARTI*

(13 mars 1949)

1. Le secrétaire d'un comité du Parti doit savoir être un bon "chef d'escouade". Un comité du Parti a de dix à vingt membres; il est comparable à une escouade dans l'armée, et le secrétaire est comme le "chef d'escouade". Bien conduire cette escouade n'est certes pas facile. Actuellement, chacun des bureaux ou des sous-bureaux du Comité central a une vaste région sous sa direction et assume de très lourdes tâches. Diriger, ce n'est pas seulement déterminer l'orientation générale et les mesures particulières d'une politique, c'est aussi élaborer de justes méthodes de travail. Même si l'orientation générale et les mesures particulières sont justes, des problèmes peuvent encore se poser si l'on ne prête pas assez d'attention aux méthodes de travail. Pour accomplir sa tâche, qui est de diriger, un comité du Parti doit compter sur les hommes de "l'escouade" et les mettre à même de jouer pleinement leur rôle. Pour être un bon "chef d'escouade", il faut que le secrétaire étudie sans relâche et examine les questions à fond. Un secrétaire ou un secrétaire adjoint arrivera difficilement à diriger comme il faut les hommes de son "escouade" s'il ne prend pas soin de faire du travail de propagande et d'organisation parmi eux, ne sait pas entretenir de bons rapports avec les membres du comité ou n'étudie pas les moyens de conduire avec succès une réunion. Si tous les hommes de "l'escouade" ne marchent pas du même pas, ils ne peuvent compter diriger des millions de gens dans le combat et l'édification. Bien entendu, les relations entre le secrétaire et les membres du comité sont de celles où la minorité doit se soumettre à la majorité, elles sont donc différentes des relations entre un chef d'escouade et ses hommes. Nous n'avons parlé ici que par analogie.

2. Mettez les problèmes sur le tapis. C'est ce que doivent faire non seulement le "chef d'escouade", mais aussi les membres du comité.

Ne faites pas de critique par derrière. Dès qu'un problème se pose, convoquez une réunion, mettez-le sur le tapis, discutez-le, prenez des décisions, et le problème sera résolu. Si des problèmes existent, mais ne sont pas mis sur le tapis, ils resteront longtemps sans solution, et pourront même traîner des années durant. Le "chef d'escouade" et les membres du comité doivent se montrer compréhensifs dans leurs relations mutuelles. Il n'y a rien de plus important que la compréhension, le soutien et l'amitié entre le secrétaire et les membres du comité, entre le Comité central et ses bureaux ainsi qu'entre les bureaux du Comité central et les comités de territoire du Parti. Nous avons été peu attentifs à ce point dans le passé, mais depuis le VII[e] Congrès du Parti, de grands progrès ont été réalisés à cet égard et les liens d'amitié et l'unité ont été considérablement renforcés. Désormais, nous devons continuer à y prêter une constante attention.

3. "Echangez des informations". Autrement dit, les membres d'un comité du Parti doivent se tenir mutuellement au courant et échanger leurs points de vue sur les choses qui sont parvenues à leur connaissance. Cela est fort important pour arriver à parler un langage commun. Or, certains ne le font pas, et, comme l'a dit Lao Tse, "ils ne se fréquentent pas de leur vie, bien que les coqs qui chantent et les chiens qui aboient chez les uns puissent être entendus chez les autres"[1]. Il en résulte que le langage commun leur fait défaut. Certains de nos cadres de rang élevé n'avaient pas de langage commun, même sur des questions théoriques fondamentales du marxisme-léninisme, parce qu'ils n'avaient pas assez étudié. Aujourd'hui, il y a une plus grande communauté de langage dans le Parti, mais le problème n'est pas encore complètement résolu. Par exemple, dans la réforme agraire, nous ne sommes pas encore tous d'accord sur ce qu'il faut entendre par "paysan moyen" et par "paysan riche".

4. Consultez les camarades des échelons inférieurs sur ce que vous ne comprenez pas ou ne connaissez pas, et n'exprimez pas à la légère votre approbation ou votre désapprobation. Certains documents, déjà rédigés, ne sont pas expédiés mais retenus pour quelque temps, précisément parce qu'il s'y trouve encore des points à éclaircir et qu'il y a lieu de consulter d'abord les échelons inférieurs. Il ne faut jamais prétendre connaître ce qu'on ne connaît pas et "il ne faut

---

* Ce texte fait partie des conclusions présentées par le camarade Mao Tsé-toung à la fin de la deuxième session plénière du Comité central issu du VII[e] Congrès du Parti communiste chinois.

pas avoir honte de consulter ses inférieurs"[2], mais savoir prêter l'oreille aux avis des cadres des échelons inférieurs. Soyez élèves avant d'être maîtres; consultez les cadres des échelons inférieurs avant d'émettre des ordres. Tous les bureaux du Comité central et tous les comités de front du Parti doivent s'y prendre de cette façon pour traiter un problème, sauf dans les situations militaires d'urgence ou quand les affaires sont déjà tirées au clair. Loin d'affecter le prestige personnel, cela ne peut que le relever. Du moment que nos décisions englobent les vues correctes des cadres des échelons inférieurs, il va de soi que ceux-ci les soutiendront. Dans ce que disent les cadres des échelons inférieurs, il y a du juste et du faux; nous devons en faire l'analyse. Les idées justes, nous devons les écouter et les suivre. La raison principale pour laquelle la direction du Comité central est juste, c'est qu'il fait la synthèse des matériaux, des rapports, des avis justes qui lui parviennent des différentes régions. Il serait difficile au Comité central de donner des ordres justes, si les organisations locales ne lui fournissaient pas des matériaux et n'exprimaient pas leurs opinions. Les avis erronés qui viennent d'en bas, nous devons aussi les écouter; ce serait une erreur de ne pas les écouter du tout, mais au lieu de les suivre, il faut les critiquer.

5. Apprenez à "jouer du piano". Pour jouer du piano, il faut mouvoir les dix doigts; on n'y arrive pas avec quelques doigts seulement, en laissant les autres immobiles. Cependant, si on appuie les dix doigts à la fois, il n'y a pas de mélodie non plus. Pour faire de la bonne musique, il faut que les mouvements des doigts soient rythmés et coordonnés. Un comité du Parti doit bien prendre en main sa tâche centrale et, en même temps, autour de cette tâche centrale, développer le travail dans d'autres champs d'activité. Actuellement, nous avons à nous occuper de bien des domaines: nous avons à veiller au travail dans toutes les régions, toutes les unités armées et tous les organismes; nous ne devons pas réserver notre attention à quelques problèmes seulement, à l'exclusion des autres. Partout où il y a un problème, il faut frapper la touche; c'est une méthode dans laquelle nous devons acquérir de la maîtrise. Certains jouent bien du piano, d'autres mal, et la différence est grande entre les mélodies qu'ils en tirent. Les camarades des comités du Parti doivent apprendre à bien "jouer du piano".

6. "Prenez fermement les tâches en main". Nous entendons par là qu'un comité du Parti doit non seulement "prendre en main" ses tâches principales, mais encore les "prendre fermement en main". On

ne peut bien tenir une chose qu'en la prenant solidement en main, sans desserrer les doigts si peu que ce soit. Ne pas prendre solidement en main, cela revient à ne pas prendre en main du tout. Naturellement, on ne peut rien saisir la main ouverte. Et lorsqu'on ferme la main, mais sans la serrer fort, on a l'air de tenir une chose, et pourtant on ne l'a pas vraiment saisie. Il y a de nos camarades qui prennent certes en main leurs tâches principales, mais comme ils ne les prennent pas solidement en main, ils ne peuvent faire du bon travail. Ça n'ira pas, si vous ne prenez pas les tâches en main; ça n'ira pas non plus si vous ne les prenez pas en main fermement.

7. Ayez les "chiffres" en tête. Cela signifie que nous devons prêter attention à l'aspect quantitatif d'une situation ou d'un problème et faire une analyse quantitative fondamentale. Toute qualité se manifeste par une quantité déterminée, et sans quantité il ne peut y avoir de qualité. Aujourd'hui encore, beaucoup de nos camarades ne savent pas qu'ils doivent prêter attention à l'aspect quantitatif des choses – aux statistiques fondamentales, aux principaux pourcentages et aux limites quantitatives qui déterminent les qualités des choses; ils n'ont de "chiffres" en tête pour rien; il en résulte qu'ils ne peuvent éviter de faire des erreurs. Par exemple, en procédant à la réforme agraire, il est essentiel de connaître des chiffres tels que les pourcentages respectifs de propriétaires fonciers, de paysans riches, de paysans moyens et de paysans pauvres dans la population, ainsi que la quantité de terre détenue par chaque groupe, car c'est seulement sur cette base que nous pouvons formuler une politique juste. Qui faut-il appeler un paysan riche et qui un paysan moyen aisé, quelle est l'importance du revenu provenant de l'exploitation du travail qui fait de quelqu'un un paysan riche et permet de le distinguer d'un paysan moyen aisé – ici aussi il faut déterminer une limite quantitative. Dans tout mouvement de masse, nous devons faire une enquête et une analyse fondamentales pour connaître le nombre des partisans actifs, des opposants et de ceux qui gardent une position intermédiaire; nos décisions ne doivent pas être prises sans fondement et de façon subjective.

8. "Avis à la population". Il faut annoncer les réunions d'avance, comme si l'on affichait un avis à la population, pour que chacun sache ce qui va être discuté et quels problèmes sont à résoudre, et que chacun s'y prépare assez tôt. Dans certains endroits, des réunions de cadres sont convoquées sans que rapports et projets de résolutions soient prêts; on les improvise tant bien que mal lorsque

les participants sont déjà là; cela rappelle le dicton: "Troupes et chevaux sont là, mais vivres et fourrage ne sont pas prêts". Cette façon de s'y prendre n'est pas bonne. Ne vous hâtez pas de convoquer les réunions si elles ne sont pas bien préparées.

9. "Moins de troupes mais de meilleures, et simplifier l'administration". Causeries, discours, articles et résolutions doivent être clairs et concis. De même, les réunions ne doivent pas être trop longues.

10. Soyez attentifs à collaborer dans l'unité avec les camarades dont les vues diffèrent des vôtres. Dans les organismes locaux aussi bien que dans l'armée, il faut prêter attention à ce principe. Il s'applique également à nos relations avec les personnes en dehors du Parti. Nous sommes venus de tous les coins du pays et nous devons savoir collaborer dans l'unité non seulement avec des camarades qui partagent nos vues, mais aussi avec ceux qui en ont de différentes. Il en est même parmi nous qui ont commis des fautes très graves; nous ne devons pas les prendre en grippe, mais être prêts à collaborer avec eux.

11. Gardez-vous d'être orgueilleux. C'est une question de principe pour tous les dirigeants, et c'est aussi une condition importante pour le maintien de l'unité. Même ceux qui n'ont pas commis de fautes graves et qui ont obtenu de grands succès dans leur travail ne doivent pas être orgueilleux. Il est interdit de fêter l'anniversaire des dirigeants du Parti. De même, il est interdit de donner le nom de dirigeants du Parti à des localités, à des rues ou à des entreprises. Tenons-nous en à notre vie simple, à notre vie de luttes, et bannissons la flatterie et l'excès de louanges.

12. Tracez deux lignes de démarcation. D'abord, entre la révolution et la contre-révolution, entre Yenan et Sian[3]. Certains ne savent pas qu'ils doivent tracer cette ligne de démarcation. Par exemple, lorsqu'ils combattent la bureaucratie, ils parlent de Yenan comme s'il n'y avait là "rien de bon" et ne font pas la comparaison ni la distinction entre la bureaucratie à Yenan et la bureaucratie à Sian. Ils commettent ainsi une erreur fondamentale. Ensuite, dans les rangs de la révolution, il est nécessaire de tracer une ligne de démarcation entre ce qui est juste et ce qui est faux, entre ce qui est succès et ce qui est insuffisance, et, de plus, de discerner lequel des deux l'emporte. Par exemple, les succès sont-ils de l'ordre de 30 pour cent ou de 70 pour cent? Pas de sous-estimation ni de surestimation! Il faut évaluer globalement le travail d'une personne, et établir si ses

succès sont de 30 pour cent et ses erreurs de 70 pour cent, ou l'inverse. Si les succès sont de 70 pour cent, le travail de cette personne doit être approuvé pour l'essentiel. Il est tout à fait faux de dire que les erreurs l'emportent quand ce sont au contraire les succès. En abordant un problème, nous ne devons jamais oublier de tracer ces deux lignes de démarcation, celle qui sépare la révolution de la contre-révolution et celle qui sépare les succès des insuffisances. Gardons présentes à l'esprit ces deux lignes de démarcation, et ça ira bien, sinon nous confondrons la nature des problèmes. Naturellement, pour tracer correctement ces lignes, il est indispensable de faire d'abord une étude et une analyse minutieuses. Notre attitude à l'égard de chaque personne et de chaque question doit être l'analyse et l'étude.

Les camarades du Bureau politique et moi-même, nous pensons que c'est seulement en se servant des méthodes exposées ci-dessus que les comités du Parti pourront bien faire leur travail. Outre la tâche d'assurer le succès des congrès, il est extrêmement important pour les comités du Parti à tous les échelons de bien s'acquitter de leur tâche de direction. Nous devons absolument attacher une grande importance aux méthodes de travail afin de porter à un niveau plus élevé le travail de direction des comités du Parti.

NOTES

[1] Citation tirée de *Lao Tse*, chapitre 80.

[2] Citation tirée des *Entretiens de Confucius*, livre V, "Kongyé Tchang".

[3] Yenan était le siège du Comité central du Parti communiste chinois de janvier 1937 à mars 1947. Sian était le centre de la domination réactionnaire du Kuomintang dans la Chine du Nord-Ouest. Le camarade Mao Tsé-toung fait ici de ces deux villes les symboles de la révolution et de la contre-révolution.

OU VA LE GOUVERNEMENT DE NANKIN?

(4 avril 1949)

Deux voies s'offrent au gouvernement kuomintanien de Nankin et à son personnel militaire et civil. Ils peuvent, soit s'accrocher à la clique des criminels de guerre de Tchiang Kaï-chek et à son maître, l'impérialisme américain, c'est-à-dire continuer à être des ennemis du peuple et ainsi périr en même temps que cette clique dans la Guerre de Libération populaire, soit passer du côté du peuple, c'est-à-dire rompre avec cette clique et l'impérialisme américain, et rendre des services méritoires dans la Guerre de Libération populaire afin de racheter leurs crimes et d'obtenir ainsi la compréhension et le pardon du peuple. Il n'y a pas de troisième voie.

Il existe trois catégories de gens dans le gouvernement Li Tsong-jen - Ho Ying-kin de Nankin[1]. Les uns s'obstinent à suivre la première voie. Si belles que puissent être leurs paroles, ils continuent par leurs actions à préparer la guerre, à vendre le pays, à opprimer et à massacrer le peuple qui réclame une paix véritable. Ce sont les fanatiques de Tchiang Kaï-chek. D'autres désirent suivre la seconde voie, mais ils n'ont pas encore été en mesure d'entreprendre une action décisive. D'autres enfin hésitent à la croisée des chemins et ne savent pas encore dans quelle direction s'engager. Ils ne veulent pas offenser Tchiang Kaï-chek et le gouvernement américain et espèrent cependant obtenir la compréhension du camp démocratique populaire et y être admis. Mais c'est là une illusion, une chose impossible.

Le gouvernement Li Tsong-jen - Ho Ying-kin de Nankin est essentiellement un amalgame des première et troisième catégories, la deuxième y étant très peu nombreuse. Aujourd'hui encore, ce gouvernement est un instrument aux mains de Tchiang Kaï-chek et du gouvernement des Etats-Unis.

L'incident sanglant survenu le 1er avril à Nankin[2] n'est nullement fortuit. C'est le résultat inévitable de ce qu'a fait le gouvernement

Li Tsong-jen - Ho Ying-kin pour protéger Tchiang Kaï-chek et ses fanatiques, ainsi que les forces agressives américaines. C'est le résultat du tapage absurde fait par le gouvernement Li Tsong-jen - Ho Ying-kin de concert avec les fanatiques de Tchiang Kaï-chek au sujet d'une "paix honorable sur un pied d'égalité", pour s'opposer aux huit conditions de paix formulées par le Parti communiste chinois, et en particulier au châtiment des criminels de guerre. Puisque le gouvernement Li Tsong-jen - Ho Ying-kin a envoyé à Peiping une délégation pour négocier la paix avec le Parti communiste chinois et montré qu'il était disposé à accepter les huit conditions du Parti communiste chinois comme base des négociations, ce gouvernement devrait, s'il avait la moindre bonne foi, commencer par s'occuper de l'Incident sanglant de Nankin, en arrêtant et châtiant sévèrement les principaux coupables, Tchiang Kaï-chek, Tang En-po et Tchang Yao-ming, en arrêtant et châtiant sévèrement les agents et les hommes de main de la police secrète de Nankin et de Changhaï et en arrêtant et châtiant sévèrement les principaux contre-révolutionnaires qui s'opposent obstinément à la paix, s'évertuent à saper les négociations de paix et se préparent activement à résister à l'Armée populaire de Libération avançant vers le sud du Yangtsé. "Tant que King Fou n'aura pas été supprimé, les crises persisteront dans la principauté de Lou[3]." Tant que les criminels de guerre n'auront pas été éliminés, il ne pourra y avoir de paix dans le pays. Cette vérité n'est-elle pas bien claire maintenant?

Nous tenons à avertir formellement le gouvernement de Nankin: Si vous n'êtes pas de taille à accomplir cette tâche, vous devrez au moins aider l'Armée populaire de Libération à l'accomplir alors qu'elle s'apprête à traverser le Yangtsé et à avancer vers le sud. Au point où en sont les choses, dispensez-vous des paroles inutiles, mais faites plutôt quelque chose de positif de façon à racheter vos crimes par des services méritoires. Dans ce cas, vous n'aurez pas à fuir pour chercher un refuge, vous ne risquerez plus d'être malmenés par les fanatiques de Tchiang Kaï-chek et vous ne serez plus rejetés à jamais par le peuple. C'est votre dernière chance, ne la laissez pas échapper. L'Armée populaire de Libération est sur le point d'avancer vers le sud du Yangtsé. Ce n'est pas là du bluff. Que vous signiez ou non l'accord par lequel vous acceptez les huit conditions, l'Armée populaire de Libération avancera. Un accord signé avant que notre armée n'avance serait avantageux pour plusieurs parties – pour le peuple, pour l'Armée populaire de Libération, pour tous ceux qui, dans les

organismes du gouvernement du Kuomintang, voudraient racheter leurs crimes par des services méritoires, et pour la grande masse des officiers et soldats de l'armée du Kuomintang; il serait seulement préjudiciable à Tchiang Kaï-chek, à ses fanatiques et aux impérialistes. Si cet accord n'était pas signé, la situation ne s'en trouverait guère modifiée; des solutions pourraient être trouvées par le moyen de négociations locales. Il est possible qu'il y ait encore des combats, mais ils ne sauraient plus être très nombreux. Du Sinkiang au Taïwan, dans des régions si vastes et sur des fronts si étirés, le Kuomintang ne dispose plus que d'environ 1.100.000 hommes de troupes combattantes et il n'y aura plus beaucoup de combats à livrer. Que l'on signe un accord général, ou que l'on signe, à sa place, plusieurs accords de caractère local, rien ne sera changé à la situation de Tchiang Kaï-chek, de ses fanatiques et de l'impérialisme américain, en un mot, de tous ces réactionnaires qui s'obstinent jusqu'à la mort; ils sont irrémédiablement voués à leur perte. Il se peut qu'il soit un peu plus avantageux, aussi bien pour Nankin que pour nous-mêmes, de signer un accord général plutôt que de ne pas le signer, c'est pourquoi nous cherchons quand même à le conclure. Mais si cet accord général est signé, nous devons alors nous attendre à un tas de tracas. Il serait beaucoup plus simple pour nous de signer plusieurs accords de caractère local qu'un accord général. Néanmoins, nous sommes toujours disposés à signer cet accord. Si le gouvernement de Nankin et sa délégation le désirent aussi, il leur faut alors prendre une décision ces jours-ci et renoncer à toute illusion et tout verbiage. Cependant, nous ne vous forçons pas à prendre cette décision. Le gouvernement de Nankin et sa délégation sont libres de la prendre ou non. C'est-à-dire, vous pouvez, soit écouter Tchiang Kaï-chek et Leighton Stuart et vous ranger définitivement de leur côté, soit nous écouter et vous placer de notre côté; libre à vous de choisir. Mais vous n'avez plus beaucoup de temps pour faire votre choix. L'Armée populaire de Libération est sur le point de se mettre en marche et il n'y a plus pour vous à hésiter.

NOTES

[1] Le 12 mars 1949, à la suite de la démission de Sun Fo de la présidence du pseudo-Yuan exécutif, Li Tsong-jen désigna Ho Ying-kin pour lui succéder.

[2] Le 1er avril 1949, plus de 6.000 étudiants appartenant à 11 établissements d'enseignement supérieur de Nankin manifestèrent pour demander au gouvernement réactionnaire de Nankin d'accepter les huit conditions de paix formulées par le Parti communiste chinois. Sur les instructions de Tchiang Kaï-chek, Tchang Yao-ming, commandant en chef de la garnison du Kuomintang à Nankin, donna l'ordre à ses troupes, à la police et aux agents secrets de frapper sans pitié ces étudiants, dont deux furent tués et une centaine blessés.

[3] D'après le *Tsouo tchouan*, ancien ouvrage d'histoire traitant des grands événements de l'époque de Tchouentsieou (722-481 av. J.-C.), King Fou, noble de la principauté de Lou, fomenta maintes fois des troubles et assassina deux princes régnants. Le dicton figurant dans le texte était à l'époque très couramment cité et depuis lors le nom de King Fou sert souvent à désigner un fomentateur de troubles.

ORDRE A L'ARMEE POUR UNE AVANCE GENERALE DANS TOUT LE PAYS*

(21 avril 1949)

Camarades commandants et combattants de toutes les armées de campagne, camarades de l'Armée populaire de Libération des zones de guérillas du Sud:

L'Accord sur la paix intérieure élaboré après de longues négociations par la délégation du Parti communiste chinois et la délégation du gouvernement du Kuomintang à Nankin a été rejeté par ce gouvernement[1]. Les membres responsables du gouvernement du Kuomintang à Nankin ont rejeté l'accord parce qu'ils obéissent toujours aux ordres de l'impérialisme américain et de Tchiang Kaï-chek, chef de la bande du Kuomintang, et qu'ils tentent d'entraver le progrès de la cause de la libération du peuple chinois et d'empêcher le règlement du problème intérieur par la voie pacifique. L'Accord sur la paix intérieure, qui comprend 8 points et 24 articles formulés par les deux délégations au cours des négociations, se montre clément dans le règlement du problème des criminels de guerre, indulgent envers les officiers et soldats de l'armée du Kuomintang et les fonctionnaires du gouvernement du Kuomintang, et apporte des solutions appropriées aux autres problèmes en tenant toujours compte des intérêts de la nation et du peuple. Le rejet de cet accord signifie que les réactionnaires du Kuomintang sont résolus à mener jusqu'au bout la guerre contre-révolutionnaire qu'ils ont déclenchée. Le rejet de cet accord signifie qu'en proposant des négociations de paix le 1er janvier de cette année, les réactionnaires du Kuomintang ne cherchaient qu'à entraver l'avance de l'Armée populaire de Libération et à obtenir ainsi un temps de répit en vue de revenir à la charge pour écraser les forces révolutionnaires. Le rejet de cet accord signifie

que c'est par pure hypocrisie que le gouvernement de Li Tsong-jen à Nankin a soi-disant accepté les huit conditions de paix du Parti communiste chinois comme base des négociations. Etant donné que ce gouvernement a déjà accepté le châtiment des criminels de guerre, la réorganisation de toutes les troupes réactionnaires du Kuomintang selon les principes démocratiques, le transfert de tous les pouvoirs du gouvernement de Nankin et des gouvernements qui lui sont subordonnés à tous les échelons, et les autres conditions de base, il n'a aucune raison de rejeter les mesures concrètes élaborées sur la base de ces conditions fondamentales et qui sont extrêmement clémentes. Dans ces circonstances, nous vous donnons l'ordre suivant:

1. Avancer hardiment et anéantir résolument, radicalement, intégralement et totalement sur tout le territoire chinois tous les réactionnaires du Kuomintang qui oseraient opposer une résistance,

---

* Ordre rédigé par le camarade Mao Tsé-toung. Après que le gouvernement réactionnaire du Kuomintang eut refusé de signer l'Accord sur la paix intérieure, l'Armée populaire de Libération, suivant cet ordre du président Mao Tsé-toung et du commandant en chef Chu Teh, entreprit en direction des vastes régions à libérer une avance générale d'une envergure sans précédent. Au matin du 21 avril 1949, la IIe Armée de Campagne conduite par Lieou Po-tcheng, Teng Siao-ping et d'autres camarades et la IIIe Armée de Campagne conduite par Tchen Yi, Sou Yu, Tan Tchen-lin et d'autres camarades forcèrent le passage du Yangtsé sur un front de plus de 500 kilomètres de long, s'étendant de Houkeou (au nord-est de Kieoukiang) à l'ouest jusqu'à Kiangyin à l'est, et enfoncèrent complètement la ligne de défense que l'ennemi, en trois mois et demi, avait aménagée à grand-peine le long du fleuve. Le 23 avril, ces forces libérèrent Nankin, qui avait été le centre de la domination contre-révolutionnaire du Kuomintang pendant vingt-deux ans, et la chute du régime réactionnaire du Kuomintang fut proclamée. Elles poursuivirent ensuite leur avance vers le sud, en plusieurs colonnes, libérèrent Hangtcheou le 3 mai et Nantchang le 22 mai et prirent Changhaï, la plus grande ville de Chine, le 27 mai. Au mois de juin, elles commencèrent à pénétrer dans la province du Foukien; elles libérèrent Foutcheou le 17 août et Amoy le 17 octobre. Le 14 mai, la IVe Armée de Campagne, conduite par Lin Piao, Louo Jong-houan et d'autres camarades, força le passage du Yangtsé sur un front de plus de 100 kilomètres dans le secteur Touan-feng-Wouhsiué, à l'est de Wouhan. Le 16 et le 17 mai, elle libéra Woutchang, Hanyang et Hankeou, groupe de villes d'importance stratégique en Chine centrale. Elle poursuivit son avance vers le sud et pénétra dans la province du Hounan. Tcheng Tsien, gouverneur du Kuomintang dans cette province, et Tchen Ming-jen, commandant du Ier Groupe d'Armées, se révoltèrent contre le Kuomintang le 4 août et la province fut libérée pacifiquement. La IVe Armée de Campagne entreprit, de septembre à octobre, la campagne de Hengyang-Paoking et, après avoir anéanti les forces principales des troupes du Kuomintang commandées par Pai Tchong-hsi, elle poursuivit son avance vers les provinces du Kouangtong et du Kouangsi. Elle libéra Canton le 14 octobre, Koueilin le 22 novembre et Nanning le 4 décembre.

libérer le peuple tout entier, sauvegarder l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine.

2. Avancer hardiment et arrêter tous les criminels de guerre incorrigibles. Où qu'ils aillent chercher refuge, ils devront être déférés à la justice et punis selon la loi. Il importe tout particulièrement d'arrêter le chef de ces bandits, Tchiang Kaï-chek.

3. Publier, à l'intention de tous les gouvernements et groupes militaires locaux du Kuomintang, la version amendée définitive de l'Accord sur la paix intérieure. Vous pourrez, conformément à l'esprit de cet accord, conclure, dans le cadre local, des accords avec tous ceux qui désirent mettre fin aux hostilités et régler les problèmes par des moyens pacifiques.

4. Si, après l'investissement de Nankin par l'Armée populaire de Libération, le gouvernement de Li Tsong-jen à Nankin ne s'est pas encore enfui ni dispersé, et qu'il soit disposé à apposer sa signature

---

Tandis que les IIe et IIIe Armées de Campagne franchissaient le Yangtsé, les groupes d'armées de la Chine du Nord conduits par Nié Jong-tchen, Siu Hsiang-tsien et d'autres camarades prirent Taiyuan le 24 avril 1949. La Ière Armée de Campagne conduite par Peng Teh-houai, Ho Long et d'autres camarades, qui avait libéré Sian le 20 mai, et deux groupes d'armées de la Chine du Nord poursuivirent leur marche en direction des régions contrôlées par le Kuomintang dans le Nord-Ouest. Ces forces prirent d'assaut Lantcheou le 26 août, libérèrent Sining le 5 septembre et Yintchouan le 23 septembre, et anéantirent complètement les troupes du Kuomintang commandées par Ma Pou-fang et Ma Hong-koui. Dans la dernière décade du mois de septembre, Tao Tche-yué, commandant en chef de la garnison du Kuomintang dans la province du Sinkiang, et Bürhan, gouverneur de cette province, se révoltèrent contre le Kuomintang, et le Sinkiang fut libéré pacifiquement. Au début du mois de novembre, la IIe Armée de Campagne conduite par Lieou Po-tcheng, Teng Siao-ping et d'autres camarades, le XVIIIe Groupe d'Armées de l'Armée de Campagne de la Chine du Nord et une partie de la Ière Armée de Campagne conduits par Ho Long, Li Tsing-tsiuan et d'autres camarades entreprirent leur avance vers la Chine du Sud-Ouest. Ces armées libérèrent Koueiyang le 15 novembre et Tchongking le 30 novembre. Le 9 décembre, Lou Han, gouverneur du Kuomintang dans la province du Yunnan, Lieou Wen-houei, gouverneur du Kuomintang dans la province du Sikang, ainsi que Teng Si-heou et Pan Wen-houa, directeurs adjoints du Bureau des Affaires militaires et administratives du Kuomintang dans le Sud-Ouest, se révoltèrent contre le Kuomintang, et les deux provinces du Yunnan et du Sikang furent libérées pacifiquement. Dans la dernière décade du mois de décembre, l'Armée populaire de Libération, qui avait pénétré dans le Sud-Ouest, livra la bataille de Tchengtou, anéantit complètement les troupes du Kuomintang sous les ordres de Hou Tsong-nan et libéra la ville le 27 décembre. A la fin du mois de décembre 1949, l'Armée populaire de Libération avait anéanti la totalité des troupes du Kuomintang sur la partie continentale de la Chine et libéré tout le territoire continental, le Tibet excepté.

au bas de l'Accord sur la paix intérieure, nous sommes prêts à donner à ce gouvernement une nouvelle occasion de le signer.

Mao Tsé-toung

Président de la Commission militaire révolutionnaire du Peuple chinois

Chu Teh

Commandant en chef de l'Armée populaire de Libération de Chine

NOTES

[1] Le 1er avril 1949, la délégation du gouvernement du Kuomintang, conduite par Tchang Tche-tchong, arriva à Peiping pour négocier la paix avec la délégation du Parti communiste chinois. Un accord sur la paix intérieure fut élaboré au bout de quinze jours de négociations. Le 15 avril, la délégation du Parti communiste chinois remit ledit accord à la délégation du gouvernement de Nankin, lequel le rejeta le 20 avril. Voici le texte intégral de l'Accord (version amendée définitive):

En l'an 35 de la République chinoise, le Gouvernement national de Nankin, avec l'aide du gouvernement des Etats-Unis et au mépris de la volonté du peuple, a déchiré l'Accord de trêve et les résolutions de la Conférence consultative politique, et déclenché, sous le couvert de la lutte contre le Parti communiste chinois, une guerre civile d'envergure nationale contre le peuple chinois et l'Armée populaire de Libération de Chine. Cette guerre dure depuis deux ans et neuf mois et demi. Le peuple de tout le pays a été plongé dans des malheurs indicibles; des ressources financières et matérielles considérables ont été englouties et de nouvelles atteintes ont été portées à la souveraineté nationale. Le peuple tout entier a toujours exprimé son mécontentement à l'égard du Gouvernement national de Nankin qui a trahi les *trois principes du peuple* révolutionnaires du Dr Sun Yat-sen et sa juste politique d'alliance avec la Russie, d'alliance avec le Parti communiste et de soutien aux paysans et aux ouvriers, ainsi que le testament révolutionnaire fait par le Dr Sun Yat-sen peu avant sa mort. Il s'est en particulier opposé à la guerre civile actuelle déclenchée par le Gouvernement national de Nankin et qui se poursuit sur une échelle sans précédent, ainsi qu'à la politique et aux mesures erronées adoptées par ce gouvernement, en raison de la guerre civile, dans les domaines politique, militaire, financier, économique, culturel et des affaires étrangères. Le Gouvernement national de Nankin ne jouit plus de la moindre confiance du peuple. Au cours de cette guerre civile, les troupes du Gouvernement national de Nankin ont été défaites par l'Armée populaire de Libération dirigée par le Parti communiste chinois et placée sous le commandement de la Commission militaire révolution-

naire du Peuple chinois. Devant cette situation, le Gouvernement national de Nankin a proposé au Parti communiste chinois, le 1er janvier de l'an 38 de la République chinoise, que des négociations soient menées en vue d'arrêter la guerre civile et de rétablir la paix. Le 14 janvier de la même année, le Parti communiste chinois a publié une déclaration par laquelle il acceptait cette proposition et avançait huit conditions comme base pour les négociations de paix entre les deux parties, à savoir: punir les criminels de guerre; abolir la pseudo-Constitution; abolir le pseudo-système juridique; réorganiser toutes les troupes réactionnaires selon les principes démocratiques; confisquer le capital bureaucratique; réaliser la réforme agraire; dénoncer les traités de trahison nationale; convoquer une nouvelle conférence consultative politique sans la participation d'éléments réactionnaires et former un gouvernement démocratique de coalition qui prendra en main tous les pouvoirs détenus par le gouvernement réactionnaire du Kuomintang à Nankin et les gouvernements locaux qui relèvent de lui à tous les échelons. Ces huit conditions fondamentales ont été acceptées par le Gouvernement national de Nankin. Le Parti communiste chinois et le Gouvernement national de Nankin ont en conséquence désigné leurs délégations respectives munies des pleins pouvoirs pour mener des négociations et conclure un accord. Les délégués des deux parties se sont rencontrés à Peiping et ont affirmé en tout premier lieu que le Gouvernement national de Nankin devait porter l'entière responsabilité de la guerre civile actuelle et de la politique erronée qu'il avait pratiquée dans les différents domaines, et ils sont convenus de conclure le présent accord.

Point 1

Article premier Aux fins de distinguer ce qui est juste de ce qui est faux et de déterminer les responsabilités, la délégation du Parti communiste chinois et la délégation du Gouvernement national de Nankin (désignées ci-après par les deux parties) affirment qu'en principe devront être punis tous les criminels de guerre du Gouvernement national de Nankin, responsables d'avoir déclenché et de poursuivre la guerre civile actuelle, mais qu'ils seront traités différemment selon les cas suivants:

1. Tout criminel de guerre, quel qu'il soit, peut se voir enlever cette qualification et sera traité avec clémence, à condition qu'il distingue le juste du faux et qu'il rompe avec le passé en témoignant de sa parfaite sincérité par des actes concrets, de façon à favoriser le progrès de la cause de la libération du peuple chinois et le règlement pacifique du problème intérieur.

2. Tout criminel de guerre, quel qu'il soit, sera sévèrement puni s'il se montre incorrigible en entravant le progrès de la cause de la libération du peuple, en portant préjudice au règlement pacifique du problème intérieur ou en fomentant même la rébellion. La Commission militaire révolutionnaire du Peuple chinois se chargera de la répression des criminels de guerre qui se mettent à la tête d'une rébellion.

Article 2 Les deux parties affirment que le Gouvernement national de Nankin a eu tort d'acquitter et de relâcher, le 26 janvier de l'an 38 de la République chinoise, le général Yasuji Okamura, criminel de guerre dans l'agression japonaise contre la Chine, et d'autoriser, le 31 janvier de la même année, le rapatriement au Japon de 260 autres criminels de guerre. Le cas de tous ces criminels de guerre japonais fera l'objet d'un nouvel examen dès que sera formé en Chine un gouvernement démocratique de coalition, c'est-à-dire un nouveau gouvernement central représentant le peuple chinois tout entier.

Point 2

Article 3 Les deux parties affirment que devra être abolie la "Constitution de la République chinoise", adoptée par "l'Assemblée nationale" convoquée par le Gouvernement kuomintanien de Nankin en novembre de l'an 35 de la République chinoise.

Article 4 La "Constitution de la République chinoise" abolie, la loi fondamentale à observer par l'Etat et le peuple sera élaborée conformément aux résolutions de la Nouvelle Conférence consultative politique et du gouvernement démocratique de coalition.

Point 3

Article 5 Les deux parties affirment que devra être aboli tout le système juridique du Gouvernement national de Nankin.

Article 6 Un système juridique populaire et démocratique sera mis sur pied et les lois et décrets réactionnaires seront tous annulés dans toute région du pays aussitôt que l'Armée populaire de Libération y sera parvenue et aura procédé à la prise en main, ou dès que le gouvernement démocratique de coalition aura été formé.

Point 4

Article 7 Les deux parties affirment que toutes les forces armées dépendant du Gouvernement national de Nankin (forces terrestres, navales et aériennes, troupes de la police militaire, corps de la police des communications, troupes locales, organismes et écoles militaires, usines, services de l'Intendance, etc.) devront être réorganisées en unités de l'Armée populaire de Libération selon les principes démocratiques. Après la signature de l'Accord sur la paix intérieure, sera immédiatement constitué un comité national de réorganisation qui se chargera du travail de réorganisation. Le comité de réorganisation se composera de 7 à 9 membres dont 4 ou 5 seront désignés par la Commission militaire révolutionnaire du Peuple et 3 ou 4 par le Gouvernement national de Nankin, la présidence étant assumée par l'un des membres désignés par la Commission militaire révolutionnaire du Peuple et la vice-présidence par l'un des membres désignés par le Gouvernement national de Nankin. Dans les régions où sera parvenue l'Armée populaire de Libération et qu'elle aura prises en main, un sous-comité régional de réorganisation pourra être constitué si besoin en est. La proportion des membres des deux parties au sein des sous-comités et le mode d'attribution de la présidence et de la vice-présidence seront les mêmes que pour le comité national de réorganisation. Un comité de réorganisation sera constitué pour les forces navales et un autre pour les forces aériennes. Toutes les affaires se rapportant à l'entrée de l'Armée populaire de Libération dans les régions encore administrées par le Gouvernement national de Nankin et à la prise en main de celles-ci par l'Armée populaire de Libération feront l'objet d'ordres émanant de la Commission militaire révolutionnaire du Peuple chinois. Les troupes du Gouvernement national de Nankin n'opposeront aucune résistance à l'entrée de l'Armée populaire de Libération.

Article 8 Les deux parties sont convenues d'appliquer en deux étapes le plan de réorganisation dans chaque région:

1. Première étape – rassemblement et regroupement.

a) Toutes les troupes dépendant du Gouvernement national de Nankin (forces terrestres, navales et aériennes, police militaire, corps de la police des communications, troupes locales, etc.) seront rassemblées et regroupées. Le regroupement s'opérera selon le principe suivant: les comités de réorganisation, compte tenu des conditions existant dans les différentes régions, ordon-

neront aux forces se trouvant dans les régions où est parvenue l'Armée populaire de Libération et qu'elle a prises en main de se rendre, région par région et étape par étape, en des lieux désignés, pour y être rassemblées et regroupées, selon leurs numéros d'unité, leur structure et leurs effectifs primitifs.

b) Toutes les troupes dépendant du Gouvernement national de Nankin assumeront la responsabilité de maintenir l'ordre public et d'empêcher tout acte de sabotage dans les lieux où elles sont stationnées – toutes les villes, grandes et petites, le long des principales lignes de communication et des cours d'eau, les ports maritimes et les villages –, avant l'arrivée de l'Armée populaire de Libération dans ces lieux et leur prise en charge par celle-ci.

c) Lorsque l'Armée populaire de Libération sera arrivée dans les lieux ci-dessus mentionnés et procédera à la prise en charge, les troupes du Gouvernement national de Nankin, se conformant aux ordres du comité et des sous-comités de réorganisation, effectueront pacifiquement le transfert et se rendront en des lieux désignés. En s'y rendant et après y être arrivées, elles seront tenues d'observer une stricte discipline et ne devront pas troubler l'ordre public.

d) Lorsque, en conformité avec les ordres du comité et des sous-comités de réorganisation, les troupes du Gouvernement national de Nankin quitteront leurs lieux de stationnement primitifs, la police locale ou les corps de sécurité publique stationnés en ces lieux ne les évacueront pas, mais se chargeront d'y assurer la sécurité publique et obéiront au commandement et aux ordres de l'Armée populaire de Libération.

e) Le comité et les sous-comités de réorganisation et les gouvernements locaux auront la responsabilité de ravitailler, notamment en céréales, fourrage, matériel de couchage et vêtements, toutes les troupes du Gouvernement national de Nankin lors de leurs déplacements et rassemblements.

f) Le comité et les sous-comités de réorganisation, compte tenu des conditions existant dans les différentes régions, ordonneront aux autorités du Gouvernement national de Nankin de transférer, région par région et étape par étape, à l'Armée populaire de Libération et à ses Commissions militaires de Contrôle dans les différents lieux, tous leurs organismes et établissements militaires (services, écoles, usines et dépôts, depuis ceux qui dépendent du Ministère de la Défense nationale jusqu'à ceux qui relèvent de la Direction générale des Services combinés de l'Intendance), toutes leurs installations militaires (ports militaires, places fortes, bases aériennes, etc.) ainsi que tout leur matériel militaire.

2. Deuxième étape – réorganisation région par région.

a) Après que les forces terrestres du Gouvernement national de Nankin (infanterie, cavalerie, unités spéciales, police militaire, corps de la police des communications et troupes locales) se seront rendues aux lieux désignés et auront été rassemblées et regroupées région par région et étape par étape, le comité de réorganisation élaborera, compte tenu des conditions existant dans les différentes régions, des plans de réorganisation région par région qui devront être appliqués dans un délai donné. Le principe de la réorganisation consistera à réorganiser, selon le système démocratique et la structure normale de l'Armée populaire de Libération, lesdites forces terrestres rassemblées et regroupées, pour en faire des unités régulières de l'Armée populaire de Libération. Le comité et les sous-comités de réorganisation auront la responsabilité de s'occuper du cas des soldats re-

connus impropres au service, pour raison d'âge ou d'invalidité, et qui désirent quitter le service, de même que du cas des officiers et sous-officiers désireux de quitter le service ou de changer de métier; ils leur accorderont toutes facilités pour rentrer chez eux et leur donneront la possibilité d'assurer leur subsistance, de sorte que chacun ait une situation appropriée et que personne n'ait à commettre de mauvaises actions, faute de moyens d'existence.

b) Après que les forces navales et aériennes du Gouvernement national de Nankin se seront rendues aux lieux désignés et auront été rassemblées et regroupées, région par région et étape par étape, elles seront réorganisées par les comités de réorganisation des forces navales et aériennes, conformément au système démocratique en vigueur dans l'Armée populaire de Libération et selon leurs numéros d'unité, leur structure et leurs effectifs primitifs.

c) Toutes les forces armées du Gouvernement national de Nankin, une fois réorganisées en unités de l'Armée populaire de Libération, seront tenues d'observer strictement les trois grandes règles de discipline et les huit recommandations de l'Armée populaire de Libération et de se conformer fidèlement au système militaire et politique de l'Armée populaire de Libération sans se permettre la moindre infraction.

d) Les officiers et les soldats qui auront pris leur retraite après la réorganisation devront respecter les gouvernements populaires locaux et obéir aux lois et décrets émanant du gouvernement populaire. Les gouvernements populaires locaux et la population locale devront s'intéresser au sort de ces officiers et soldats en retraite sans pratiquer aucune discrimination à leur endroit.

Article 9 Après la signature de l'Accord sur la paix intérieure, toutes les forces armées du Gouvernement national de Nankin cesseront de procéder à la conscription et au recrutement de soldats et autre personnel. Elles auront la responsabilité de maintenir en bon état toutes leurs armes et munitions, tout leur équipement, toutes les installations des organismes militaires et tout leur matériel militaire et ne devront en aucun cas les détruire, dissimuler, transférer ou vendre.

Article 10 Après la signature de l'Accord sur la paix intérieure, le Gouvernement national de Nankin devra, si une partie quelconque de ses forces armées refusait d'appliquer le plan de réorganisation, aider l'Armée populaire de Libération à le mettre en exécution par la force pour en assurer l'application pleine et entière.

Point 5

Article 11 Les deux parties sont convenues que seront confisquées au profit de l'Etat toutes les entreprises et propriétés du capital bureaucratique (notamment les banques, usines, mines, navires, sociétés et magasins) dont la possession a été acquise ou usurpée sous le régime du Gouvernement national de Nankin grâce à des prérogatives politiques, à la puissance des grandes familles.

Article 12 Dans les régions où l'Armée populaire de Libération n'est pas encore parvenue et qu'elle n'a pas encore prises en charge, le Gouvernement national de Nankin aura la responsabilité de surveiller les entreprises et propriétés du capital bureaucratique mentionnées à l'article 11, afin d'empêcher toute fuite ou dissimulation, tout endommagement, transfert ou vente secrète. Les avoirs déjà transférés seront gelés sur place, aucun nouveau transfert, aucune fuite à l'étranger ou destruction ne seront tolérés. Les entreprises et propriétés appartenant au capital bureaucratique et se trouvant à l'étranger seront déclarées propriété de l'Etat.

Article 13 Dans les régions où l'Armée populaire de Libération est parvenue et qu'elle a prises en charge, les entreprises et propriétés appartenant au capital

bureaucratique, mentionnées à l'article 11, seront confisquées par les Commissions militaires de Contrôle locales ou par des organismes mandatés par le gouvernement démocratique de coalition. S'il se trouve des parts privées dans lesdites entreprises et propriétés, une enquête sera faite à leur sujet, et s'il est établi qu'il s'agit bien de parts privées et non d'actions du capital bureaucratique ayant fait l'objet d'un transfert secret, elles seront reconnues comme telles, et leurs détenteurs autorisés à demeurer actionnaires ou à retirer leurs parts.

Article 14 Les entreprises appartenant au capital bureaucratique et datant de la période antérieure au régime du Gouvernement national de Nankin, ainsi que celles fondées sous ce régime mais qui ne sont ni importantes, ni préjudiciables à l'économie nationale et à la vie du peuple, ne seront pas confisquées. Toutefois, seront confisquées les entreprises et propriétés appartenant à des personnes auteurs d'actions criminelles, telles que les réactionnaires coupables de crimes odieux dénoncés par le peuple et dûment prouvés.

Article 15 Dans les villes où l'Armée populaire de Libération n'est pas encore parvenue et qu'elle n'a pas encore prises en charge, les gouvernements de province, de municipalité et de district dépendant du Gouvernement national de Nankin seront chargés de la protection des forces démocratiques populaires et de leurs activités dans ces lieux; ils ne devront ni les opprimer ni leur porter préjudice.

Point 6

Article 16 Les deux parties affirment que le système féodal de la propriété foncière dans toutes les régions rurales de la Chine devra être graduellement réformé. Après l'arrivée de l'Armée populaire de Libération, il sera généralement procédé en premier lieu à une réduction des fermages et du taux d'intérêt et ensuite à une répartition des terres.

Article 17 Dans les régions où l'Armée populaire de Libération n'est pas encore parvenue et qu'elle n'a pas encore prises en charge, les gouvernements locaux dépendant du Gouvernement national de Nankin seront chargés de la protection des organisations et des activités des masses paysannes; ils ne devront ni les opprimer ni leur porter préjudice.

Point 7

Article 18 Les deux parties sont convenues que tous les traités et accords conclus avec des Etats étrangers sous le régime du Gouvernement national de Nankin et les autres documents et archives diplomatiques, publics ou secrets, seront remis par le Gouvernement national de Nankin au gouvernement démocratique de coalition et examinés par celui-ci. Tous les traités ou accords qui sont de nature à porter préjudice au peuple chinois et à son Etat, et en particulier ceux qui aliènent les droits de l'Etat, seront, selon les cas, dénoncés ou révisés ou remplacés par de nouveaux traités et accords.

Point 8

Article 19 Les deux parties sont convenues qu'après la signature de l'Accord sur la paix intérieure et avant la formation du gouvernement démocratique de coalition, le Gouvernement national de Nankin ainsi que ses Yuans, ministères, commissions et autres organismes continueront temporairement à assumer leurs fonctions, mais seront tenus, dans la conduite des affaires, de consulter la Commission militaire révolutionnaire du Peuple chinois et d'assister l'Armée populaire de Libération dans tout ce qui concerne la prise en charge et le transfert dans les différentes régions. Après la formation du gouvernement démocratique de coalition, le Gouvernement national de Nankin lui transmettra immédiatement ses pouvoirs et proclamera sa propre dissolution.

Article 20 Au moment de la transmission des pouvoirs par le Gouvernement national de Nankin et les gouvernements locaux aux différents échelons, ainsi que par tous les organismes qui leur sont subordonnés, l'Armée populaire de Libération, les gouvernements populaires locaux et le gouvernement démocratique de coalition de Chine auront soin de garder parmi l'ancien personnel tous les patriotes et tous les gens utiles en leur donnant une éducation démocratique et en leur assignant des postes appropriés de sorte qu'ils ne soient pas sans emploi ni abri.

Article 21 Avant l'arrivée de l'Armée populaire de Libération et la prise en charge par celle-ci, le Gouvernement national de Nankin et les gouvernements locaux de province, de municipalité et de district qui en dépendent seront chargés du maintien de la sécurité publique dans leurs régions respectives, de la garde et de la protection de tous les organismes gouvernementaux et entreprises d'Etat (notamment les banques, usines, mines, chemins de fer, services des P.T.T., avions, navires, sociétés, entrepôts et installations de communication) et de tous les autres biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat; aucun endommagement, perte, déplacement, dissimulation ou vente ne sera permis. Les livres, archives, antiquités, objets précieux, or et argent et autres valeurs monnayées, devises étrangères et tous les biens et avoirs déjà déplacés ou dissimulés seront immédiatement gelés en quelque lieu qu'ils se trouvent, en attendant leur remise aux autorités compétentes. Quant à ceux qui ont été envoyés à l'étranger, ou qui s'y trouvaient déjà, le Gouvernement national de Nankin aura la responsabilité de les récupérer et de les garder en attendant leur transfert.

Article 22 Dans les régions où l'Armée populaire de Libération est parvenue et qu'elle a prises en charge, les Commissions militaires de Contrôle locales, de concert avec les gouvernements populaires locaux ou bien avec les organismes mandatés par le gouvernement de coalition, prendront en possession tous les pouvoirs ainsi que tous les biens et avoirs de l'Etat.

Article 23 Après que l'Accord sur la paix intérieure aura été signé par la délégation du Gouvernement national de Nankin et mis en œuvre par ce gouvernement, la délégation du Parti communiste chinois prendra sur elle de proposer au Comité préparatoire de la nouvelle Conférence consultative politique que le Gouvernement national de Nankin soit autorisé à envoyer un certain nombre de patriotes comme représentants à la Conférence; les représentants du Gouvernement national de Nankin pourront alors participer aux travaux de la Nouvelle Conférence consultative politique après avoir reçu l'agrément de son Comité préparatoire.

Article 24 Après que le Gouvernement national de Nankin aura délégué ses représentants à la Nouvelle Conférence consultative politique, le Parti communiste chinois prendra sur lui de proposer à la Conférence que, dans l'intérêt de la coopération, le gouvernement démocratique de coalition comprenne un certain nombre de patriotes du Gouvernement national de Nankin.

Les délégations des deux parties déclarent: Nous prenons la responsabilité de signer le présent Accord dans l'intérêt de la libération du peuple chinois et de l'indépendance et de la liberté de la nation chinoise, et en vue d'arrêter prochainement la guerre et de rétablir la paix pour favoriser l'entreprise de la grande tâche de production et d'édification dans tout le pays et permettre à notre pays et à notre peuple de parvenir d'un pas assuré à la prospérité, à la puissance et au bien-être. Que le peuple tout entier s'unisse comme un seul homme dans sa lutte pour la mise en œuvre complète du présent Accord. Le présent Accord entrera en vigueur dès sa signature.

PROCLAMATION DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE CHINE

(25 avril 1949)

La clique réactionnaire du Kuomintang a rejeté les conditions de paix et s'obstine à poursuivre une guerre criminelle contre la nation et le peuple. Le peuple tout entier espère que l'Armée populaire de Libération liquidera rapidement la clique réactionnaire du Kuomintang. Nous avons donné l'ordre à l'Armée populaire de Libération d'avancer hardiment, d'anéantir toutes les troupes réactionnaires du Kuomintang qui oseraient résister, d'arrêter tous les criminels de guerre irréductibles, de libérer le peuple tout entier, de défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine et de réaliser la véritable unité du pays à laquelle aspire ardemment le peuple tout entier. Nous espérons vivement que le peuple de tous les milieux apportera son soutien à l'Armée populaire de Libération partout où elle va. Nous proclamons ici une convention en huit points, convention que nous sommes prêts à observer avec le peuple tout entier.

1) Protéger la vie et les biens de tout le peuple. Que le peuple de tous les milieux, sans distinction de classe, de croyance ou de profession, respecte l'ordre public et adopte une attitude de coopération envers l'Armée populaire de Libération. Celle-ci, de son côté, adoptera la même attitude envers le peuple de tous les milieux. Les contre-révolutionnaires ou autres saboteurs qui profiteront de l'occasion pour créer des troubles, piller ou saccager seront sévèrement punis.

2) Protéger les entreprises industrielles, commerciales, agricoles et d'élevage appartenant à la bourgeoisie nationale. Les usines, magasins, banques, entrepôts, navires, appontements, fermes, fermes d'élevage, etc., sous gestion privée, seront tous protégés, sans exception aucune, contre tout empiétement. Nous espérons que les ouvriers

et employés de toutes professions poursuivront leur travail comme à l'accoutumée et que tous les magasins resteront ouverts.

3) Confisquer le capital bureaucratique. Les usines, magasins, banques, entrepôts, navires, appontements, chemins de fer, bureaux des P.T.T., services de l'électricité et des eaux, fermes, fermes d'élevage, etc., exploités par le gouvernement réactionnaire du Kuomintang et les grands bureaucrates, seront pris en main par le gouvernement populaire. Si des capitalistes nationaux s'occupant d'industrie, de commerce, d'agriculture ou d'élevage détiennent des actions de ces entreprises, leur droit de propriété sur ces actions sera reconnu après vérification. Tout le personnel des entreprises du capital bureaucratique doit rester à son poste jusqu'à la prise en charge de ces entreprises par le gouvernement populaire et doit prendre la responsabilité de protéger les biens, machines, tableaux et graphiques, livres de comptes, archives, etc., en attendant la vérification de l'inventaire et la prise en charge. Tout acte méritoire dans la protection des biens sera récompensé; toute grève perlée et tout sabotage seront punis. A ceux qui désirent continuer à travailler après la prise en charge par le gouvernement populaire, il sera donné des emplois selon leurs aptitudes, afin qu'ils ne soient pas sans ressources ni abri.

4) Protéger tous les établissements publics et privés: écoles, hôpitaux, institutions culturelles et d'éducation, terrains de sport et autres services d'intérêt public. Que le personnel de ces établissements reste à son poste; l'Armée populaire de Libération le protégera contre toute atteinte.

5) Sauf quand il s'agit de criminels de guerre irréductibles et de contre-révolutionnaires coupables des crimes les plus odieux, l'Armée populaire de Libération et le gouvernement populaire ne garderont prisonnier, n'arrêteront ni ne malmèneront aucun des fonctionnaires du Kuomintang de haut rang ou de rang subalterne des gouvernements central, provinciaux, municipaux ou de district, aucun des députés à "l'Assemblée nationale", aucun des membres des Yuans législatif et de Contrôle, aucun des membres des conseils consultatifs, aucun des agents de police, aucun des fonctionnaires dans les arrondissements, cantons et communes et aucun agent du *pao-kia*[1], dans la mesure où ils n'offriront pas de résistance armée ni ne tenteront de se livrer à des sabotages. Il est enjoint à toutes ces personnes de rester à leur poste en attendant la prise en charge, de se conformer aux ordres et décrets émanant respectivement de l'Armée populaire de Libération et du gouvernement populaire et de prendre la responsabilité

de protéger tous les biens et archives de leurs organismes respectifs. Parmi ces personnes, celles qui ont quelque capacité et qui n'ont commis ni acte réactionnaire grave ni autre méfait notoire seront autorisées par le gouvernement populaire à occuper un emploi. Des châtiments sont prévus pour tous ceux qui profiteraient de l'occasion pour se livrer au sabotage, au vol, à la fraude, ou qui s'enfuiraient en emportant avec eux des fonds publics, des biens publics ou des archives, ou encore qui refuseraient de rendre des comptes.

6) Afin que la sécurité soit assurée dans les villes comme dans les campagnes, et l'ordre public maintenu, tous les soldats en débandade devront se rendre à l'Armée populaire de Libération ou au gouvernement populaire de leur localité et se faire inscrire. Aucune action ne sera intentée contre ceux qui, d'eux-mêmes, agiront de la sorte et livreront toutes leurs armes. Ceux qui refuseront de se faire inscrire ou qui dissimuleront leurs armes seront arrêtés et une information sera ouverte contre eux. Quiconque cachera des soldats en débandade ou des armes et ne fera pas de déclaration aux autorités sera puni comme il se doit.

7) Le système féodal de propriété foncière dans les régions rurales est injuste et doit être aboli. Mais pour l'abolir, il est nécessaire de faire des préparatifs et de procéder par étapes. D'une manière générale, il faudra commencer par une réduction des fermages et du taux d'intérêt et passer ensuite à une répartition des terres; ce n'est qu'après que l'Armée populaire de Libération sera arrivée à un endroit et y aura travaillé pendant une période assez longue que l'on pourra envisager sérieusement la solution du problème agraire. Les masses paysannes doivent s'organiser et aider l'Armée populaire de Libération à accomplir diverses réformes préliminaires. Elles doivent en même temps s'employer activement au travail des champs afin d'empêcher le niveau actuel de la production agricole de baisser et l'élever graduellement ensuite dans le but d'améliorer la vie des paysans et d'approvisionner la population urbaine en grains. Le problème de la terre et des immeubles dans les villes ne peut être résolu de la même façon que le problème agraire dans les régions rurales.

8) Protéger la vie et les biens des ressortissants étrangers. Tous les ressortissants étrangers sont invités à poursuivre leurs occupations habituelles et à respecter l'ordre public. Ils sont tenus de se conformer aux ordres et décrets émanant respectivement de l'Armée populaire de Libération et du gouvernement populaire et il leur est interdit de se livrer à l'espionnage ou de commettre des actes dirigés

contre l'indépendance nationale de la Chine et la cause de la libération du peuple, et de couvrir des criminels de guerre, des contre-révolutionnaires ou autres criminels chinois. En cas d'infraction, ils encourront les sanctions légales prévues par l'Armée populaire de Libération et le gouvernement populaire.

L'Armée populaire de Libération est hautement disciplinée; elle paye honnêtement ses achats et elle ne doit rien prendre aux habitants, ne serait-ce qu'une aiguille ou un bout de fil. Que le peuple tout entier vive et travaille en paix, qu'il se garde d'être trop crédule aux rumeurs et qu'il ne s'en laisse pas alarmer. La présente proclamation doit être rigoureusement respectée.

Mao Tsé-toung

Président de la Commission militaire révolutionnaire du Peuple chinois

Chu Teh

Commandant en chef de l'Armée populaire de Libération de Chine

NOTES

[1] Système administratif par lequel la clique réactionnaire du Kuomintang exerçait sa domination fasciste à l'échelon de base. Le 1er août 1932, Tchiang Kaï-chek promulgua le "Décret sur l'organisation des *pao* et des *kia* et sur le contrôle de la population dans les districts" qui fut appliqué dans les provinces du Honan, du Houpei et de l'Anhouei. Le "Décret" stipulait que "les *pao* et les *kia* devaient être organisés sur la base de la famille; un chef devant se trouver à la tête de chaque famille, de chaque *kia* formé de dix familles et de chaque *pao* formé de dix *kia*". De cette manière, il fut établi un système de caution solidaire qui liait les voisins, lesquels devaient se surveiller et se dénoncer mutuellement; différentes mesures contre-révolutionnaires visant à imposer des corvées furent également prévues. Le 7 novembre 1934, le gouvernement du Kuomintang annonça officiellement l'extension de ce système de domination fasciste à toutes les provinces et municipalités placées sous son autorité.

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU GRAND QUARTIER GENERAL DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE CHINE SUR LES ACTES DE VIOLENCE DES NAVIRES DE GUERRE BRITANNIQUES[1]*

(30 avril 1949)

Nous condamnons la déclaration insensée du fauteur de guerre Churchill[2]. A la Chambre des Communes, Churchill a, le 26 avril, demandé au gouvernement britannique de dépêcher deux porte-avions en Extrême-Orient comme "force effective de représailles". Monsieur Churchill, à quel sujet voulez-vous user de "représailles"? Des navires de guerre britanniques naviguant de conserve avec des navires de guerre du Kuomintang ont fait une intrusion dans la zone de défense de l'Armée populaire de Libération de Chine et ouvert le feu contre celle-ci, faisant 252 morts et blessés parmi nos loyaux et vaillants combattants. Puisque les Britanniques se sont introduits dans le territoire chinois et y ont commis un acte criminel de cette gravité, l'Armée populaire de Libération de Chine a de bonnes raisons pour demander au gouvernement britannique qu'il reconnaisse ses torts, présente des excuses et verse des indemnités. N'est-ce pas là ce que vous devriez faire au lieu d'envoyer des troupes en Chine pour exercer des "représailles" contre l'Armée populaire de Libération? Les déclarations du premier ministre Attlee sont également erronées[3]. La Grande-Bretagne, a-t-il déclaré, est en droit d'envoyer ses navires de guerre dans les eaux du Yangtsé. Le Yangtsé est un fleuve chinois, quel droit pouvez-vous bien avoir, vous autres Britanniques, d'y envoyer vos navires de guerre? Vous n'en avez pas. Le peuple chinois défendra la souveraineté et le territoire de la Chine et ne tolérera aucune violation de la part des gouvernements étrangers. Attlee a

encore dit que l'Armée populaire de Libération "serait prête à autoriser le navire [l'*Améthyste*] à poursuivre sa route jusqu'à Nankin à la seule condition qu'il aide l'Armée populaire de Libération à franchir le Yangtsé". Attlee ment. L'Armée populaire de Libération n'a nullement autorisé l'*Améthyste* à aller à Nankin. Elle ne compte sur les forces armées d'aucun pays étranger pour franchir le Yangtsé ou faire quoi que ce soit. Bien au contraire, l'Armée populaire de Libération demande que les forces armées de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de la France – navires de guerre, avions militaires, fusiliers marins stationnant sur les fleuves Yangtsé et Houangpou et en d'autres lieux de la Chine – soient retirées sans retard des eaux intérieures, des eaux territoriales, du territoire et de l'espace aérien chinois, et qu'elles renoncent à aider les ennemis du peuple chinois à poursuivre la guerre civile. La Commission militaire révolutionnaire du Peuple chinois et le gouvernement populaire n'ont à ce jour établi de relations diplomatiques avec aucun gouvernement étranger. Ils entendent protéger les ressortissants étrangers se livrant à des occupations légales en Chine. Ils sont disposés à examiner la question de l'établissement des relations diplomatiques avec les pays étrangers; ces relations doivent être fondées sur l'égalité, l'avantage réciproque, le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et elles exigent avant tout que ces pays étrangers renoncent à aider les réactionnaires du Kuomintang. La Commission militaire révolutionnaire du Peuple chinois et le gouvernement populaire ne toléreront aucun acte d'intimidation de la part d'aucun gouvernement étranger. Tout gouvernement étranger désireux d'établir des relations diplomatiques avec nous doit au préalable rompre ses relations avec ce qui demeure du régime du Kuomintang et retirer ses forces armées du territoire chinois. Attlee se plaint de ce que le Parti communiste chinois, qui n'a pas établi de relations diplomatiques avec les pays étrangers, ne désire pas avoir de contacts avec l'ancien personnel diplomatique des gouvernements étrangers (consuls agréés par le Kuomintang). Une telle plainte n'a pas de raison d'être. Au cours de ces dernières années, les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada et d'autres pays ont aidé le Kuo-

* Déclaration rédigée par le camarade Mao Tsé-toung pour le porte-parole du Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération de Chine. Elle exprima solennellement la juste position du peuple chinois qui ne se laisse intimider par aucune menace et s'oppose résolument à l'agression impérialiste; elle définit également la politique étrangère de la Chine nouvelle qui allait être fondée.

mintang à lutter contre nous. M. Attlee l'aurait-il oublié? Quel est donc le pays qui a donné au Kuomintang le croiseur lourd *Tchongking*[4] récemment envoyé par le fond? M. Attlee l'ignorerait-il également?

NOTES

[1] Du 20 au 21 avril 1949, tandis que l'Armée populaire de Libération livrait des combats lors de son passage du Yangtsé, quatre navires de guerre britanniques, dont l'*Amétbyste*, firent une intrusion dans cette voie fluviale intérieure de Chine, et, de concert avec des navires de guerre du Kuomintang, ouvrirent le feu contre notre armée, faisant 252 morts et blessés. L'Armée populaire de Libération riposta; l'*Amétbyste*, endommagé, fut contraint de jeter l'ancre près de Tchenkiang; les trois autres vaisseaux britanniques parvinrent à s'enfuir. Les autorités britanniques demandèrent qu'on laissât partir l'*Amétbyste*, et son capitaine, sur l'ordre de Brind, commandant en chef de la flotte britannique d'Extrême-Orient, engagea des négociations avec le représentant de notre armée. Au cours de ces négociations, les Britanniques ne faisaient que tergiverser et refusaient de reconnaitre leur crime d'agression. Tandis que les négociations se poursuivaient, l'*Amétbyste*, dans la nuit du 30 juillet, profitant du passage à Tchenkiang du *Kiangling libéré* qui descendait le fleuve, se rangea de force au côté de ce paquebot fluvial pour s'échapper sous son abri. Lorsque notre armée somma l'*Amétbyste* de s'arrêter, il ouvrit le feu, coula plusieurs jonques en les heurtant et s'enfuit du Yangtsé.

[2] Le 26 avril 1949, parlant à la Chambre des Communes, Churchill, leader du Parti conservateur, calomnia en la qualifiant d'"acte de violence" l'action entreprise par l'Armée populaire de Libération en riposte à l'attaque des navires de guerre britanniques et demanda au gouvernement britannique d'"envoyer dans les eaux chinoises un porte-avion, sinon deux comme force effective de représailles".

[3] Le 26 avril 1949, le premier ministre britannique Attlee déclara à la Chambre des Communes que les navires de guerre britanniques étaient en droit de naviguer sur le Yangtsé pour accomplir leurs "missions pacifiques", l'autorisation leur ayant été accordée par le gouvernement du Kuomintang. En même temps, en parlant des négociations entre le représentant britannique et le représentant de l'Armée populaire de Libération de Chine, Attlee mentit en affirmant que l'Armée populaire de Libération "serait prête à autoriser le navire [l'*Amétbyste*] à poursuivre sa route jusqu'à Nankin à la seule condition qu'il aide l'Armée populaire de Libération à franchir le Yangtsé".

[4] C'est le gouvernement britannique qui fit don au Kuomintang en février 1948 du croiseur lourd *Tchongking*, le plus gros croiseur de la marine du Kuomintang. Le 25 février 1949, les officiers et les hommes du croiseur se mutinèrent, renièrent le gouvernement réactionnaire du Kuomintang et rallièrent la marine populaire chinoise. Le 19 mars, les impérialistes américains et les bandits du Kuomintang envoyèrent des bombardiers lourds qui coulèrent le *Tchongking* au large de Houloutao, dans le golfe de Liaotong en Chine du Nord-Est.

ALLOCUTION A LA REUNION PREPARATOIRE DE LA NOUVELLE CONFERENCE CONSULTATIVE POLITIQUE

(15 juin 1949)

Messieurs les délégués,

Aujourd'hui se tient la séance inaugurale de la Réunion préparatoire de notre Nouvelle Conférence consultative politique[1]. La tâche de cette Réunion est d'achever tous les préparatifs nécessaires, en vue de convoquer rapidement la Nouvelle Conférence consultative politique qui formera un gouvernement démocratique de coalition chargé de diriger le peuple de tout le pays dans ses efforts pour éliminer le plus vite possible ce qui reste des forces réactionnaires du Kuomintang, unifier toute la Chine et entreprendre, systématiquement et méthodiquement, un travail d'édification à l'échelle nationale dans les domaines politique, économique, culturel et de la défense nationale. C'est ce que le peuple tout entier attend de nous, et c'est ce que nous devons faire.

La convocation de la Nouvelle Conférence consultative politique fut proposée au peuple de tout le pays par le Parti communiste chinois le 1er mai 1948[2]. Cette proposition recueillit rapidement dans le pays l'assentiment des partis démocratiques, des organisations populaires, des personnalités démocrates de tous les milieux, des minorités nationales ainsi que des Chinois d'outre-mer. Le Parti communiste chinois, les partis démocratiques, les organisations populaires, les personnalités démocrates de tous les milieux, les minorités nationales et les Chinois d'outre-mer sont tous d'avis qu'il faut renverser la domination de l'impérialisme, du féodalisme, du capitalisme bureaucratique et des réactionnaires du Kuomintang, convoquer une conférence consultative politique composée de représentants de tous les partis démocratiques, de toutes les organisations populaires, des personnalités démocrates de tous les milieux, des minorités nationales et des Chinois d'outre-mer, proclamer la fondation de la République

populaire de Chine et élire un gouvernement démocratique de coalition qui la représentera. C'est le seul moyen qui permette à notre grande patrie de se libérer de son destin de pays semi-colonial et semi-féodal et de s'engager dans la voie de l'indépendance, de la liberté, de la paix, de l'unité, de la puissance et de la prospérité. C'est là une base politique commune. C'est la base politique pour l'union et la lutte, commune au Parti communiste chinois, aux partis démocratiques, aux organisations populaires, aux personnalités démocrates de tous les milieux, aux minorités nationales et aux Chinois d'outre-mer; c'est aussi la base politique commune pour l'union et la lutte du peuple tout entier. Cette base politique est si solide qu'aucun parti démocratique, aucune organisation populaire ni aucun démocrate sérieux n'a témoigné de la moindre divergence de vues à ce sujet, et que tous sont d'avis que c'est la seule voie juste, celle qui mène à la solution de tous les problèmes de la Chine.

Le peuple de tout le pays, soutenant sa propre armée, l'Armée populaire de Libération, a gagné la guerre. Cette grande Guerre de Libération populaire, commencée en juillet 1946, a déjà duré trois ans. C'est avec l'aide qu'ils ont reçue de l'impérialisme étranger que les réactionnaires du Kuomintang ont déclenché la guerre civile. Déchirant perfidement l'Accord de trêve et les résolutions de la Conférence consultative politique de janvier 1946, ils ont déchaîné cette guerre contre le peuple. Mais en trois années seulement, ils ont été vaincus par l'héroïque Armée populaire de Libération. Il y a peu de temps, après que les intrigues menées par les réactionnaires du Kuomintang sous le couvert de la paix eurent été dévoilées, l'Armée populaire de Libération avança avec intrépidité et traversa le Yangtsé. Nankin, capitale des réactionnaires du Kuomintang, est maintenant entre nos mains. Changhaï, Hangtcheou, Nantchang, Wouhan et Sian ont été libérés. A présent, nos armées de campagne effectuent vers les provinces du Sud et du Nord-Ouest une grande marche sans précédent dans l'histoire de la Chine. En trois ans, l'Armée populaire de Libération a infligé aux troupes réactionnaires du Kuomintang des pertes s'élevant à 5.590.000 hommes. A ce jour, les forces qui restent au Kuomintang, comprenant les troupes régulières et irrégulières ainsi que les organismes et écoles militaires de l'arrière, ne comptent plus qu'environ 1.500.000 hommes. Il faudra encore quelque temps pour liquider ces débris des forces ennemies, mais ce ne sera pas long.

C'est une victoire pour tout le peuple de Chine, c'est également une victoire pour tous les peuples du monde. Cette grande victoire

du peuple chinois a soulevé d'enthousiasme le monde entier, à l'exception des impérialistes et des réactionnaires des différents pays. La lutte du peuple chinois contre ses ennemis et les luttes des peuples du monde contre les leurs ont la même signification. Le peuple chinois et les peuples du monde entier ont pu constater que les réactionnaires chinois, sous les ordres des impérialistes, ont combattu impitoyablement le peuple chinois en menant une guerre contre-révolutionnaire et que celui-ci a triomphé de la réaction en lui opposant une guerre révolutionnaire.

Ici, je tiens à attirer l'attention sur le fait que les impérialistes et leurs valets, les réactionnaires chinois, ne se résigneront pas à leur défaite sur cette terre de Chine. Ils continueront à agir de connivence pour s'opposer au peuple chinois par tous les moyens possibles. Par exemple, ils enverront leurs agents s'infiltrer à l'intérieur de la Chine pour y semer la discorde et susciter des désordres. Il est certain qu'ils ne renonceront jamais à ces activités. Ou bien encore, les impérialistes inciteront les réactionnaires chinois à bloquer les ports de Chine, en leur prêtant même le concours de leurs propres forces. Ils le feront aussi longtemps que cela leur sera possible. De plus, s'ils ont encore soif d'aventures, ils enverront des troupes faire des incursions dans nos régions frontières; cela n'est pas impossible non plus. Il nous faut tenir pleinement compte de tout cela. La victoire ne doit en aucune façon nous faire relâcher notre vigilance à l'égard des complots insensés des impérialistes et de leurs valets qui cherchent à prendre leur revanche. Quiconque relâchera sa vigilance se trouvera désarmé politiquement et réduit à une position passive. En considération de toutes ces circonstances, le peuple tout entier doit s'unir pour briser résolument, radicalement, intégralement et totalement tout complot ourdi contre le peuple chinois par les impérialistes et leurs valets, les réactionnaires chinois. La Chine doit être indépendante, la Chine doit être libérée, les affaires de la Chine doivent être décidées et dirigées par le peuple chinois lui-même, et aucune ingérence, si minime soit-elle, ne sera tolérée de la part de quelque pays impérialiste que ce soit.

La révolution chinoise est la révolution des larges masses de toute la nation. Tout le monde est notre ami, excepté les impérialistes, les féodaux, les capitalistes bureaucratiques et les réactionnaires du Kuomintang avec leurs complices. Nous avons un front uni révolutionnaire large et solide. Ce front uni est si large qu'il englobe la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la

bourgeoisie nationale. Ce front uni est si solide qu'il possède une ferme volonté et une énergie inépuisable pour vaincre n'importe quel ennemi et surmonter n'importe quelle difficulté. L'époque où nous vivons est une époque dans laquelle le système impérialiste marche vers son effondrement total; les impérialistes sont tombés dans une crise dont ils ne sortiront jamais; et quelque effort qu'ils fassent pour s'opposer au peuple chinois, celui-ci trouvera toujours moyen de remporter la victoire finale.

En même temps, nous proclamons devant le monde entier que ce que nous combattons est exclusivement le système impérialiste et les complots de l'impérialisme contre le peuple chinois. Nous sommes prêts à entamer des négociations avec tout gouvernement étranger pour établir des relations diplomatiques fondées sur les principes de l'égalité, de l'avantage réciproque ainsi que du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, à condition qu'il soit disposé à rompre ses relations avec les réactionnaires chinois, cesse de conspirer avec eux ou de les aider et adopte à l'égard de la Chine populaire une attitude amicale qui soit véritable et non hypocrite. Le peuple chinois est prêt à coopérer amicalement avec les peuples de tous les pays, à rétablir et à développer le commerce avec l'étranger afin de favoriser la production et de faire prospérer l'économie.

Messieurs les Délégués, toutes les conditions sont mûres pour convoquer la Nouvelle Conférence consultative politique et former un gouvernement démocratique de coalition. Dans tout le pays, le peuple désire ardemment que nous convoquions cette Conférence et formions ce gouvernement. J'aime à croire que nos travaux, qui commencent maintenant, sont de nature à réaliser cet espoir, et à le réaliser bientôt.

Une fois établi, le gouvernement démocratique de coalition de la Chine aura pour tâches principales: 1) de liquider ce qui reste des réactionnaires et de réprimer leurs agissements; et 2) de faire tout ce qui est en son pouvoir, sans épargner aucun effort, pour restaurer et développer l'économie du peuple et, en même temps, la culture et l'éducation populaires.

Le peuple chinois verra comment, les destinées du pays une fois entre les mains du peuple, la Chine, semblable au soleil qui se lève à l'orient, va illuminer de tout son éclat les vastes terres, essuyer rapidement la boue laissée par le gouvernement réactionnaire, guérir les blessures de la guerre et construire une république populaire, nouvelle, puissante, prospère et digne de son nom.

Vive la République populaire de Chine!
Vive le gouvernement démocratique de coalition!
Vive la grande unité du peuple tout entier!

NOTES

[1] La Réunion se tint à Peiping du 15 au 19 juin 1949, avec la participation de 134 membres de 23 partis, groupements et organisations, représentant notamment le Parti communiste chinois, les partis démocratiques, les organisations populaires, les personnalités démocrates de tous les milieux, les minorités nationales et les Chinois d'outre-mer. Elle adopta le "Règlement organique du Comité préparatoire de la Nouvelle Conférence consultative politique" et les "Dispositions concernant les partis, groupements et organisations ainsi que le nombre de leurs délégués à la Nouvelle Conférence consultative politique", et élut un comité permanent ayant à sa tête le président Mao Tsé-toung. On donna à cette conférence le nom de Nouvelle Conférence consultative politique pour la distinguer de la Conférence consultative politique qui s'était ouverte à Tchongking le 10 janvier 1946. Elle changea son nom en celui de Conférence consultative politique du Peuple chinois lors de sa première session plénière le 21 septembre 1949.

[2] Voir "Circulaire du Comité central du Parti communiste chinois sur la réunion de septembre", note 4, p. 291 du présent tome.

DE LA DICTATURE DEMOCRATIQUE POPULAIRE

En commémoration du 28e anniversaire du Parti communiste chinois

(30 juin 1949)

Ce 1er juillet 1949, le Parti communiste chinois compte déjà vingt-huit ans d'existence. De même qu'un être humain, un parti politique a son enfance, sa jeunesse, sa maturité et sa vieillesse. Le Parti communiste chinois n'est plus un enfant ni un adolescent, mais un adulte. Lorsqu'un homme est arrivé à la vieillesse, il va vers sa fin; il en est de même pour un parti politique. Quand les classes auront disparu, tous les instruments de la lutte de classes, partis politiques et machine d'Etat, n'ayant plus de rôle à jouer, n'étant plus nécessaires, dépériront graduellement, achèveront leur mission historique, et la société humaine accédera à un stade supérieur. Nous sommes l'opposé des partis politiques de la bourgeoisie. Ils craignent de parler de la disparition des classes, de celle du pouvoir d'Etat et de celle des partis politiques; nous, au contraire, nous déclarons ouvertement que c'est justement pour créer les conditions qui amèneront la disparition de tout cela que nous luttons énergiquement. La direction exercée par le Parti communiste et le pouvoir d'Etat de dictature populaire constituent de telles conditions. Qui n'admet pas cette vérité n'est pas un communiste. Les jeunes camarades qui viennent d'adhérer au Parti sans avoir étudié le marxisme-léninisme ne comprennent peut-être pas encore cette vérité. Pour avoir une juste conception du monde, il faut qu'ils la comprennent. Il faut qu'ils comprennent que la voie de la suppression des classes, de la suppression du pouvoir d'Etat et de la suppression des partis politiques est la voie que prendra toute l'humanité; ce n'est qu'une question de temps et de conditions. Les communistes dans le monde entier sont supérieurs à la bourgeoisie, ils connaissent les lois de l'existence et

du développement des choses et des phénomènes, ils connaissent la dialectique et ils voient plus loin. Si la bourgeoisie n'applaudit pas à cette vérité, c'est qu'elle ne veut pas être renversée. Etre renversé, comme la clique réactionnaire du Kuomintang vient de l'être par nous, comme l'impérialisme japonais l'a été par nous et par les peuples d'autres pays, c'est quelque chose de douloureux, d'effroyable à envisager pour ceux qui doivent l'être. Pour la classe ouvrière, le peuple travailleur et le Parti communiste, la question n'est pas de se voir renversés, mais de travailler dur pour créer les conditions auxquelles les classes, le pouvoir d'Etat et les partis politiques disparaîtront tout naturellement et l'humanité entrera dans le monde de la Grande Concorde[1]. Ces perspectives lointaines du progrès humain ne sont évoquées ici que dans le but d'expliquer clairement les problèmes que nous allons aborder.

Notre Parti compte donc vingt-huit années d'existence. Comme tout le monde le sait, le Parti n'a pas traversé ces années dans la paix, mais au milieu des épreuves: nous avons eu à combattre des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur et des ennemis au sein et en dehors du Parti. Nous sommes reconnaissants à Marx, Engels, Lénine et Staline de nous avoir donné une arme. Cette arme, ce n'est pas la mitrailleuse, mais le marxisme-léninisme.

Dans son ouvrage *La Maladie infantile du communisme (le "gauchisme")*, écrit en 1920, Lénine relate comment les Russes ont cherché une théorie révolutionnaire[2]. Ce n'est qu'après plusieurs dizaines d'années d'épreuves et de souffrances que les Russes ont découvert le marxisme. Beaucoup de choses étaient identiques ou semblables en Chine et dans la Russie d'avant la Révolution d'Octobre: même oppression féodale, semblable retard économique et culturel. Les deux pays étaient arriérés, la Chine encore plus. Autre trait commun: animés du désir de faire renaître leur pays, les hommes de progrès n'ont pas reculé devant les luttes, même les plus âpres, dans la recherche de la vérité révolutionnaire.

Depuis la défaite de la Chine dans la Guerre de l'Opium de 1840[3], les hommes de progrès chinois ont passé par d'innombrables épreuves alors qu'ils recherchaient la vérité auprès des pays occidentaux. Hong Sieou-tsiuan[4], Kang Yeou-wei[5], Yen Fou[6] et Sun Yat-sen représentaient ces hommes qui, avant la naissance du Parti communiste chinois, se tournaient vers l'Occident pour rechercher la vérité. A l'époque, les Chinois aspirant au progrès lisaient n'importe quel livre, pourvu qu'il contînt les idées nouvelles de l'Occident. Le nombre

des étudiants envoyés au Japon, en Angleterre, aux Etats-Unis, en France et en Allemagne était impressionnant. Dans le pays même, le système des examens impériaux[7] fut aboli et les écoles modernes surgirent comme pousses de bambou après la pluie printanière; on faisait beaucoup d'efforts pour s'instruire auprès de l'Occident. Dans ma jeunesse, j'ai entrepris, moi aussi, de telles études. C'était la culture de la démocratie bourgeoise occidentale, ou ce qu'on appelait "science nouvelle", comprenant les doctrines sociales et les sciences de la nature de l'époque, en opposition avec la culture féodale chinoise, appelée "science ancienne". Pendant longtemps, ceux qui avaient appris cette science nouvelle restèrent convaincus qu'elle pouvait sauver la Chine. A part les adeptes de la vieille école, la nouvelle école ne comptait guère de partisans qui en doutaient. Le seul moyen de sauver le pays était de le moderniser, et pour le moderniser il fallait se mettre à l'école des pays étrangers. Parmi les pays étrangers de l'époque, seuls les pays capitalistes occidentaux représentaient le progrès: ils avaient réussi à édifier des Etats bourgeois modernes. Les Japonais avaient obtenu de bons résultats en se mettant à l'école de l'Occident, et les Chinois souhaitaient également apprendre auprès des Japonais. Aux yeux des Chinois de cette époque, la Russie était un pays arriéré, et rares étaient ceux qui voulaient s'instruire auprès d'elle. Voilà comment les Chinois cherchèrent à se mettre à l'école des pays étrangers depuis les années 40 du XIX^e^ siècle jusqu'au début du XX^e^.

L'agression impérialiste brisa les rêves des Chinois qui s'efforçaient de s'instruire auprès de l'Occident. Chose étonnante: pourquoi les maîtres commettaient-ils toujours des agressions contre leurs élèves? Les Chinois avaient appris beaucoup de choses de l'Occident, mais ils se heurtaient à la pratique, leurs idéaux ne se réalisaient toujours pas. Leurs luttes répétées, y compris le mouvement à l'échelle nationale que fut la Révolution de 1911[8], aboutirent toutes à un échec. La situation du pays empira de jour en jour et la vie devint impossible. Des doutes naquirent, grandirent et se développèrent. La Première guerre mondiale ébranla tout le globe. Les Russes firent la Révolution d'Octobre et créèrent le premier Etat socialiste du monde. Sous la direction de Lénine et de Staline, l'énergie révolutionnaire du grand prolétariat et du grand peuple travailleur de Russie, énergie restée jusqu'alors latente et inaperçue des étrangers, fit soudain éruption comme un volcan, et les Chinois, comme l'humanité entière, virent les Russes avec d'autres yeux qu'auparavant.

Alors, et alors seulement, une ère toute nouvelle apparut dans la pensée et la vie des Chinois. Ils découvrirent cette vérité universellement valable qu'est le marxisme-léninisme, et la physionomie de la Chine se mit à changer.

C'est par l'intermédiaire des Russes que les Chinois découvrirent le marxisme. Avant la Révolution d'Octobre, non seulement Lénine et Staline, mais Marx et Engels étaient inconnus des Chinois. Les salves de la Révolution d'Octobre nous apportèrent le marxisme-léninisme. La Révolution d'Octobre a aidé les hommes de progrès de la Chine comme ceux du monde entier à adopter, en tant qu'instrument pour l'examen des destinées d'un pays, la conception prolétarienne du monde pour reconsidérer leurs propres problèmes. S'engager dans la voie des Russes, telle a été leur conclusion. En 1919, la Chine vécut le Mouvement du 4 Mai. En 1921, le Parti communiste chinois fut fondé. Au plus profond de son désespoir, Sun Yat-sen rencontra la Révolution d'Octobre et le Parti communiste chinois. Il salua la Révolution d'Octobre, il salua l'aide des Russes aux Chinois et il salua la coopération proposée par le Parti communiste chinois. Puis, Sun Yat-sen mourut et Tchiang Kaï-chek arriva au pouvoir. Au bout d'une longue période de vingt-deux ans, Tchiang Kaï-chek avait entraîné la Chine dans une situation sans issue. Pendant cette période, dans la Seconde guerre mondiale, antifasciste, où l'Union soviétique était la force principale, trois grandes puissances impérialistes ont été abattues, deux autres affaiblies, et une seule est restée intacte: les Etats-Unis d'Amérique. Mais les Etats-Unis connaissaient une crise intérieure très profonde. Ils voulaient asservir le monde entier; ils aidaient Tchiang Kaï-chek à massacrer des millions de Chinois en lui fournissant des armes. Sous la direction du Parti communiste chinois, le peuple chinois, après avoir chassé l'impérialisme japonais, a mené trois années durant une guerre de libération populaire et remporté, fondamentalement, la victoire.

Ainsi, la civilisation bourgeoise occidentale, de même que la démocratie bourgeoise et le projet d'une république bourgeoise ont fait faillite aux yeux du peuple chinois. La démocratie bourgeoise a fait place à la démocratie populaire dirigée par la classe ouvrière, et la république bourgeoise à la république populaire. D'où cette possibilité: passer par la république populaire pour accéder au socialisme et au communisme, pour parvenir à la suppression des classes et au monde de la Grande Concorde. Kang Yeou-wei a écrit le *Livre de la Grande Concorde*, mais la voie menant à la Grande Concorde, il ne l'a pas

trouvée et il lui était impossible de la trouver. La république bourgeoise, qui existe à l'étranger, ne peut exister en Chine, car la Chine est un pays opprimé par l'impérialisme. Sa seule voie, c'est de passer par la république populaire dirigée par la classe ouvrière.

Toutes les autres voies ont été essayées et toutes ont abouti à l'échec. Parmi ceux qui s'y étaient attachés, certains sont tombés, d'autres ont pris conscience de leurs erreurs et d'autres encore sont en train de changer d'esprit. Les événements évoluent avec une rapidité telle que beaucoup en ont été surpris et éprouvent le besoin de recommencer à apprendre. Cet état d'esprit est compréhensible et nous saluons ce louable désir de se remettre à apprendre.

L'avant-garde du prolétariat chinois s'est initiée au marxisme-léninisme après la Révolution d'Octobre et a fondé le Parti communiste chinois. Il est entré aussitôt dans la lutte politique et ce n'est qu'après une marche de vingt-huit années sur un chemin sinueux qu'il a remporté la victoire fondamentale. De l'expérience accumulée durant vingt-huit années, comme de "l'expérience accumulée durant quarante années" dont Sun Yat-sen parle dans le testament qu'il a fait à son lit de mort, nous avons pu tirer la même conclusion: nous sommes profondément convaincus que pour remporter la victoire, "nous devons éveiller les masses populaires et nous unir, en une lutte commune, avec les nations du monde qui nous traitent sur un pied d'égalité". Sun Yat-sen avait une conception du monde différente de la nôtre et partait d'une autre position de classe pour examiner et traiter les problèmes; cependant, dans les années 20 de ce siècle, il parvint, sur la question de savoir comment lutter contre l'impérialisme, à une conclusion qui est pour l'essentiel identique à la nôtre.

Vingt-quatre années se sont écoulées depuis la mort de Sun Yat-sen, et la révolution chinoise, dirigée par le Parti communiste chinois, a fait d'énormes progrès en théorie comme en pratique, et cela a changé radicalement la physionomie de la Chine. L'expérience principale et fondamentale acquise jusqu'à présent par le peuple chinois se résume en deux points:

1) A l'intérieur du pays, éveiller les masses populaires. Cela signifie unir la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale en vue de former un front uni placé sous la direction de la classe ouvrière et, à partir de là, édifier un Etat de dictature démocratique populaire dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

2) A l'extérieur, nous unir, en une lutte commune, avec les nations du monde qui nous traitent sur un pied d'égalité, ainsi qu'avec les peuples de tous les pays. Cela signifie nous unir avec l'Union soviétique, les pays de démocratie populaire ainsi qu'avec le prolétariat et les larges masses populaires de tous les autres pays en vue de former un front uni international.

"Vous penchez d'un côté." C'est exactement cela. Pencher d'un côté, voilà ce que nous enseignent les quarante années d'expérience de Sun Yat-sen et les vingt-huit années d'expérience du Parti communiste chinois; et nous sommes profondément convaincus que, pour remporter la victoire et la consolider, nous devons pencher d'un côté. L'expérience accumulée au cours de ces quarante années et de ces vingt-huit années montre que les Chinois se rangent ou du côté de l'impérialisme ou du côté du socialisme; là, il n'y a pas d'exception. Impossible de rester à cheval sur les deux, la troisième voie n'existe pas. Nous sommes contre la clique réactionnaire de Tchiang Kaï-chek qui se range du côté de l'impérialisme et nous sommes aussi contre les illusions au sujet d'une troisième voie.

"Vous provoquez par trop." Nous parlons de la manière de traiter les réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, c'est-à-dire les impérialistes et leurs valets, et personne d'autre. A l'égard de tels réactionnaires, la question de les provoquer ou non ne se pose pas. Qu'on les provoque ou non, cela revient au même, puisqu'ils sont des réactionnaires. Ce n'est qu'en traçant une ligne nette entre réactionnaires et révolutionnaires, en dévoilant les intrigues et complots des réactionnaires, en éveillant la vigilance et l'attention dans les rangs de la révolution, en affermissant notre volonté de combat et en abattant l'arrogance de l'ennemi que nous pourrons isoler les réactionnaires, et les vaincre ou prendre le pouvoir à leur place. Devant une bête fauve, il faut se garder de montrer la moindre timidité. L'histoire de Wou Song[9] sur la colline de Kingyang doit nous servir d'exemple. Aux yeux de Wou Song, le tigre de la colline de Kingyang était un mangeur d'hommes, qu'on le provoquât ou non. Ou bien tuer le tigre, ou bien se laisser manger par lui, c'était tout l'un ou tout l'autre.

"Nous voulons faire du commerce." C'est tout à fait exact, le commerce se fera toujours. Nous ne sommes contre personne, à l'exception des réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur qui nous empêchent de faire du commerce. Tout le monde doit savoir que ce

sont les impérialistes et leurs valets, les réactionnaires de la clique de Tchiang Kaï-chek, et personne d'autre, qui nous empêchent de faire du commerce, voire d'établir des relations diplomatiques avec les pays étrangers. Lorsque nous aurons uni toutes les forces intérieures et internationales et écrasé les réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, nous pourrons faire du commerce et établir des relations diplomatiques avec tous les pays étrangers sur la base de l'égalité, de l'avantage réciproque et du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.

"On peut remporter la victoire même sans l'aide internationale." C'est là une idée fausse. A l'époque où existe l'impérialisme, il est impossible qu'une véritable révolution populaire puisse, dans quelque pays que ce soit, remporter la victoire sans l'aide, sous différentes formes, des forces révolutionnaires internationales; et même si la victoire était remportée, elle ne pourrait être consolidée. Cela est vrai pour la victoire et la consolidation de la grande Révolution d'Octobre, ainsi que Lénine et Staline nous l'ont dit il y a longtemps. C'est vrai également pour l'écrasement des trois puissances impérialistes pendant la Seconde guerre mondiale et pour la création des Etats de démocratie populaire. Et c'est vrai également pour le présent et l'avenir de la Chine populaire. Réfléchissez: sans l'existence de l'Union soviétique, sans la victoire sur le fascisme dans la Seconde guerre mondiale, sans la défaite de l'impérialisme japonais, sans la naissance des Etats de démocratie populaire, sans la lutte des nations opprimées d'Orient qui se lèvent, et sans la lutte des masses populaires des Etats-Unis, d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Italie, du Japon et d'autres pays capitalistes contre les réactionnaires qui les dominent, sans le concours de tous ces facteurs, les forces réactionnaires internationales qui pèsent sur nous auraient certainement été on ne sait combien de fois supérieures à ce qu'elles sont. Aurions-nous pu remporter la victoire dans de telles conditions? Evidemment non. Et même s'il y avait eu victoire, elle n'aurait pu être consolidée. Le peuple chinois en a fait plus qu'assez l'expérience. Cette expérience s'est reflétée il y a longtemps déjà dans la déclaration que fit Sun Yat-sen à son lit de mort au sujet de la nécessité de s'unir aux forces révolutionnaires internationales.

"Nous avons besoin de l'aide des gouvernements britannique et américain." A l'heure actuelle, c'est là aussi une idée puérile. Les dirigeants actuels de l'Angleterre et des Etats-Unis sont toujours des impérialistes; vont-ils aider un Etat populaire? Pourquoi avons-nous

des relations commerciales avec ces pays, et, à supposer qu'ils veuillent à l'avenir nous prêter de l'argent sur la base de l'avantage réciproque, quelle en sera la raison? C'est que les capitalistes de ces pays veulent gagner de l'argent et leurs banquiers toucher des intérêts pour sortir de leur propre crise; il ne s'agit pas de venir en aide au peuple chinois. Les Partis communistes ainsi que les partis et groupements progressistes de ces pays sont en train de presser leurs gouvernements d'établir avec nous des relations commerciales et même diplomatiques. Voilà de la bonne volonté, voilà de l'aide, mais les actes de la bourgeoisie de ces pays ne peuvent être mis sur le même plan. Que de fois au cours de sa vie Sun Yat-sen s'est-il adressé aux pays capitalistes pour obtenir de l'aide! Ce fut toujours en vain, et il essuya d'impitoyables rebuffades. Sun Yat-sen ne reçut d'aide étrangère qu'une fois dans sa vie et ce fut l'aide soviétique. Que les lecteurs se reportent au testament du Dr Sun Yat-sen; ce qu'il y recommande instamment, ce n'est pas de tourner les regards vers l'aide des pays impérialistes, mais de "nous unir avec les nations du monde qui nous traitent sur un pied d'égalité". Le Dr Sun avait de l'expérience: il avait eu des mécomptes, il avait été trompé. Retenons ses paroles et ne nous laissons pas tromper à notre tour. Sur le plan international, nous sommes du côté du front anti-impérialiste ayant à sa tête l'Union soviétique, et pour obtenir une aide vraiment amicale, nous ne pouvons nous tourner que de ce côté et non du côté du front impérialiste.

"Vous exercez une dictature." Mes bons messieurs, vous avez raison, c'est exactement ce que nous faisons. Toute l'expérience accumulée par le peuple chinois au cours de plusieurs dizaines d'années nous enseigne à appliquer la dictature démocratique populaire, c'est-à-dire à priver les réactionnaires du droit à la parole et à ne réserver ce droit qu'au peuple.

Qu'entend-on par peuple? En Chine, dans la phase actuelle, le peuple, c'est la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale. Sous la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste, ces classes s'unissent, forment leur propre Etat, élisent leur propre gouvernement et exercent la dictature sur les valets de l'impérialisme, c'est-à-dire sur la classe des propriétaires fonciers et sur la bourgeoisie bureaucratique, ainsi que sur ceux qui représentent ces classes, les réactionnaires du Kuomintang et leurs complices. Elles exercent sur eux leur oppression, ne leur permettant que de marcher droit, sans tolérer de leur part aucun

propos ou acte contre le pouvoir établi. Tout propos ou acte de ce genre sera aussitôt réprimé et puni. C'est au sein du peuple que la démocratie est pratiquée; le peuple jouit de la liberté de parole, de réunion, d'association, etc. Le droit de vote n'appartient qu'au peuple, il n'est point accordé aux réactionnaires. D'un côté, démocratie pour le peuple, de l'autre, dictature sur les réactionnaires; ces deux aspects réunis, c'est la dictature démocratique populaire.

Pourquoi faut-il agir de la sorte? Tout le monde en comprend bien la raison. Si l'on agissait autrement, la révolution échouerait, le peuple en souffrirait et l'Etat périrait.

"Ne voulez-vous donc pas supprimer le pouvoir d'Etat?" Si, nous le voulons, mais pas pour le moment; nous ne pouvons pas encore le faire. Pourquoi? Parce que l'impérialisme existe toujours, parce que la réaction intérieure existe toujours, parce que les classes existent toujours dans le pays. Notre tâche actuelle est de renforcer l'appareil d'Etat du peuple, principalement l'armée populaire, la police populaire et la justice populaire, afin de consolider la défense nationale et de protéger les intérêts du peuple. A cette condition, la Chine pourra, sous la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste, passer, d'un pas assuré, de l'état de pays agricole à celui de pays industriel, de la société de démocratie nouvelle à la société socialiste et communiste, supprimer les classes et réaliser la Grande Concorde. L'appareil d'Etat, qui comprend armée, police et justice, est l'instrument avec lequel une classe en opprime une autre. A l'égard des classes ennemies, c'est un instrument d'oppression; c'est de la violence et non de la "bienveillance". "Vous n'êtes pas bienveillants." C'est parfaitement vrai. Jamais nous n'userons d'une politique de bienveillance envers les activités réactionnaires des éléments et des classes réactionnaires. Nous appliquons la politique de bienveillance uniquement au sein du peuple, et non aux activités réactionnaires des éléments et des classes réactionnaires, qui sont en dehors du peuple.

L'Etat populaire protège le peuple. C'est seulement lorsque le peuple dispose d'un tel Etat qu'il peut, par des méthodes démocratiques, s'éduquer et se réformer à l'échelle nationale et avec la participation de tous, se débarrasser de l'influence des réactionnaires de l'intérieur et de l'étranger (influence très grande encore à l'heure actuelle, qui subsistera longtemps et ne pourra pas être détruite rapidement), rejeter les habitudes et idées néfastes acquises dans l'ancienne société, éviter de se laisser entraîner dans une fausse direction par les

réactionnaires et continuer à avancer vers la société socialiste et la société communiste.

La méthode employée à cet effet est une méthode démocratique, c'est la persuasion et non la contrainte. Lorsque quelqu'un du peuple viole la loi, il doit, lui aussi, être puni, emprisonné ou même condamné à mort; mais il s'agirait tout au plus de quelques cas isolés, et de là à la dictature sur les réactionnaires en tant que classe, il y a une différence de principe.

Quant aux éléments des classes réactionnaires et de la réaction, tant qu'ils ne se rebellent pas, ne sabotent pas et ne provoquent pas de troubles après le renversement de leur pouvoir politique, on leur donnera, à eux aussi, de la terre et du travail, afin de leur permettre de vivre et de se réformer par le travail, de devenir des hommes nouveaux. S'ils ne veulent pas travailler, l'Etat populaire les y forcera. Un travail de propagande et d'éducation sera entrepris aussi parmi eux, et cela avec soin et dans toute la mesure nécessaire, tout comme nous l'avons fait pour les officiers prisonniers. Ceci aussi peut être appelé une "politique de bienveillance" si l'on veut; mais cette politique est imposée par nous à ceux qui appartenaient aux classes ennemies et elle ne peut être mise sur le même plan que le travail d'auto-éducation mené au sein du peuple révolutionnaire.

Un tel travail de rééducation des éléments des classes réactionnaires ne peut être effectué que par un Etat de dictature démocratique populaire placé sous la direction du Parti communiste. Si ce travail est mené à bien, les principales classes exploiteuses de Chine, la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie bureaucratique (classe du capital monopoleur), seront définitivement éliminées. Reste la bourgeoisie nationale; dans la phase actuelle, nous pouvons déjà entreprendre un important travail d'éducation approprié auprès de beaucoup de ses membres. Quand le moment sera venu de réaliser le socialisme, c'est-à-dire de nationaliser les entreprises privées, nous pousserons plus avant ce travail d'éducation et de rééducation. Le peuple a entre ses mains un puissant appareil d'Etat et il ne craint pas de voir la bourgeoisie nationale se rebeller.

Le grand problème, c'est l'éducation des paysans. L'économie paysanne est dispersée, et la socialisation de l'agriculture, à en juger par l'expérience de l'Union soviétique, exigera un temps très long et un travail minutieux. Sans socialisation de l'agriculture, il ne peut y avoir de socialisme intégral, solide. La socialisation de l'agriculture doit s'accorder dans son processus avec le développement d'une in-

dustrie puissante dont le secteur principal est constitué par les entreprises d'Etat[10]. L'Etat de dictature démocratique populaire doit résoudre méthodiquement les problèmes de l'industrialisation. Cet article ne se proposant pas de traiter les questions économiques en détail, je ne m'étendrai pas sur ce sujet.

En 1924, le Ier Congrès du Kuomintang, dirigé par Sun Yat-sen lui-même et auquel participaient les communistes, adopta un manifeste célèbre qui déclarait:

> Dans les Etats modernes, le système dit démocratique est le plus souvent monopolisé par la bourgeoisie et est devenu tout simplement un instrument pour l'oppression des gens du peuple. Par contre, le *principe de la démocratie* du Kuomintang représente le bien commun de tous les gens du peuple, et non quelque chose qu'une minorité peut s'arroger.

En dehors de la question de savoir qui doit diriger, le *principe de la démocratie* dont il est question ici correspond, en tant que programme politique général, à ce que nous appelons démocratie populaire ou démocratie nouvelle. Un système d'Etat qui soit le bien commun des gens du peuple et non la propriété privée de la bourgeoisie, avec, en plus, la direction de la classe ouvrière, ce sera le système d'Etat de dictature démocratique populaire.

Tchiang Kaï-chek trahit Sun Yat-sen et se servit de la dictature de la bourgeoisie bureaucratique et de la classe des propriétaires fonciers comme d'un instrument pour opprimer les gens du peuple en Chine. Cette dictature contre-révolutionnaire fut exercée pendant vingt-deux ans et a été renversée aujourd'hui seulement par les gens du peuple, sous notre direction.

Les réactionnaires étrangers qui nous accusent d'exercer la "dictature" ou le "totalitarisme" sont ceux-là mêmes qui l'exercent. Ils exercent sur le prolétariat et le reste du peuple la dictature d'une seule classe, le totalitarisme d'une seule classe, la bourgeoisie. Ce sont ces gens-là que Sun Yat-sen visait en parlant de la bourgeoisie qui, dans les Etats modernes, opprime les gens du peuple. Et c'est de cette canaille réactionnaire que Tchiang Kaï-chek a appris la dictature contre-révolutionnaire.

Tchou Hsi, philosophe de la dynastie des Song, a écrit beaucoup de livres, tenu beaucoup de propos, aujourd'hui oubliés; cependant, il nous souvient encore d'une phrase de lui: "Traite les gens comme ils te traitent[11]." C'est exactement ce que nous faisons; nous

traitons les impérialistes et leurs valets, les réactionnaires de la clique de Tchiang Kaï-chek, exactement comme ils nous ont traités. C'est tout, et que pourrait-il y avoir d'autre!

La dictature révolutionnaire et la dictature contre-révolutionnaire sont de nature contraire, mais la première est sortie de l'école de la seconde. Cet enseignement est très important. Si le peuple révolutionnaire n'arrive pas à posséder la méthode permettant d'exercer la domination sur les classes contre-révolutionnaires, il ne sera pas à même de maintenir son pouvoir d'Etat, la réaction intérieure et extérieure le renversera pour restaurer sa propre domination en Chine, et le désastre s'abattra sur le peuple révolutionnaire.

La dictature démocratique populaire est basée sur l'alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine, et principalement sur l'alliance des ouvriers et des paysans, parce que ces deux classes représentent 80 à 90 pour cent de la population chinoise. Le renversement de l'impérialisme et de la clique réactionnaire du Kuomintang est dû principalement à la force de ces deux classes, et le passage de la démocratie nouvelle au socialisme dépend principalement de leur alliance.

La dictature démocratique populaire a besoin de la direction de la classe ouvrière, parce que la classe ouvrière est la classe la plus clairvoyante, la plus désintéressée, celle dont l'esprit révolutionnaire est le plus conséquent. Toute l'histoire de la révolution prouve que la révolution échoue sans la direction de la classe ouvrière et qu'elle triomphe avec la direction de la classe ouvrière. A l'époque de l'impérialisme, aucune autre classe, dans quelque pays que ce soit, ne peut mener une véritable révolution à la victoire. La preuve en est que les révolutions dirigées à plusieurs reprises par la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale de Chine ont toutes échoué.

La bourgeoisie nationale est d'une grande importance à l'étape actuelle. Nous avons toujours l'impérialisme en face de nous, et c'est un ennemi très féroce. L'industrie moderne de Chine ne représente encore qu'une très faible part dans l'ensemble de l'économie nationale. Pour le moment, les statistiques précises font défaut, mais à en juger par certaines données, la valeur de la production de l'industrie moderne, avant la Guerre de Résistance contre le Japon, ne représentait dans toute l'économie nationale que 10 pour cent environ de la valeur globale de la production. Pour faire face à l'oppression impérialiste et porter son économie retardataire à un niveau plus élevé, la Chine doit mettre à profit le capitalisme des villes et de la campagne en en

faisant jouer tous les facteurs qui soient profitables, et non nuisibles, à l'économie nationale et à la vie du peuple; nous devons nous unir avec la bourgeoisie nationale en vue d'une lutte commune. Notre politique actuelle consiste à limiter le capitalisme et non à le supprimer. Mais la bourgeoisie nationale ne peut jouer le rôle dirigeant dans la révolution ni ne doit occuper une place prépondérante dans le pouvoir d'Etat. La raison en est sa faiblesse, déterminée par sa position sociale et économique; cette classe manque de clairvoyance et du courage nécessaire; bon nombre de ses membres ont peur des masses populaires.

Sun Yat-sen recommandait d'"éveiller les masses populaires", d'"aider les paysans et les ouvriers". Mais qui doit les "éveiller" et les "aider"? Sun Yat-sen pensait à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie nationale. En fait, elles en sont incapables. Les quarante années de révolution de Sun Yat-sen ont abouti à l'échec. Pourquoi? Parce qu'à l'époque de l'impérialisme, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale ne peuvent mener aucune révolution véritable à la victoire.

Nos vingt-huit années à nous ont été tout à fait différentes. Nous avons acquis beaucoup d'expériences précieuses. Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'autocritique et lié aux masses populaires; une armée dirigée par un tel parti; un front uni de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupements révolutionnaires placés sous la direction d'un tel parti; voilà les trois armes principales avec lesquelles nous avons vaincu l'ennemi. Et c'est ce qui nous distingue de nos prédécesseurs. Nous avons remporté la victoire fondamentale en comptant sur ces trois armes. Nous avons parcouru une route sinueuse. Nous avons lutté, au sein de notre Parti, contre les déviations opportunistes tant de droite que "de gauche". Chaque fois que nous avons commis de graves erreurs en ces trois domaines, la révolution a connu des revers. Instruits par les erreurs et les revers, nous avons grandi en sagesse et notre travail s'en trouve mieux fait. Pour n'importe quel parti politique, pour n'importe quel individu, il est difficile d'éviter les erreurs. Nous demandons qu'on en fasse moins. Dès qu'une erreur est commise, nous voulons qu'elle soit corrigée, et le plus vite, le plus complètement sera le mieux.

Notre expérience peut se résumer en un seul point: la dictature démocratique populaire placée sous la direction de la classe ouvrière (par l'intermédiaire du Parti communiste) et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Cette dictature doit s'unir avec les forces

révolutionnaires internationales. Telle est notre formule, telle est notre expérience principale, tel est notre programme essentiel.

Les vingt-huit années d'existence de notre Parti sont une longue période, et nous n'avons fait qu'une seule chose: remporter la victoire fondamentale dans la guerre révolutionnaire. Elle mérite d'être célébrée, parce que c'est la victoire du peuple, parce que c'est une victoire remportée dans un grand pays tel que la Chine. Mais nous avons encore beaucoup à faire; à comparer avec un voyage, le travail accompli n'est que le premier pas d'une longue marche de dix mille lis. Il nous reste encore des débris de l'ennemi à liquider. La lourde tâche de l'édification économique se pose devant nous. Parmi les choses que nous connaissons bien, il en est qui seront bientôt laissées de côté; d'autres choses que nous connaissons mal nous obligent à nous occuper d'elles. C'est là la difficulté. Les impérialistes comptent que nous serons absolument incapables de gérer notre économie; ils sont là qui nous regardent, guettant notre échec.

Nous devons surmonter les difficultés, nous devons apprendre ce que nous ne connaissons pas. Nous devons apprendre de tous ceux qui s'y connaissent (quels qu'ils soient) à travailler dans le domaine économique. Nous devons en faire nos maîtres, apprendre auprès d'eux humblement, consciencieusement. Quand on ne sait pas, on avoue son ignorance; il ne faut pas faire l'entendu. Nous ne devons pas prendre des airs de bureaucrates. Allons au fond des choses; au bout de quelques mois, d'un an ou deux, de trois ans ou de cinq ans, nous finirons par posséder la matière. Au début, certains communistes soviétiques aussi ne savaient pas très bien gérer les affaires économiques et les impérialistes escomptaient également leur échec. Mais le Parti communiste de l'Union soviétique a triomphé et, sous la direction de Lénine et de Staline, il a su non seulement faire la révolution, mais aussi édifier. Il a bâti un grand, un magnifique Etat socialiste. Le Parti communiste de l'Union soviétique est notre meilleur professeur, nous devons nous mettre à son école. La situation, à l'intérieur comme à l'extérieur, nous est favorable, nous pouvons pleinement compter sur l'arme qu'est la dictature démocratique populaire pour unir tout le pays, hormis la réaction, et, d'un pas assuré, arriver au but.

NOTES

[1] Allusion à une société basée sur la propriété publique, sans exploitation ni oppression de classe – noble idéal caressé depuis longtemps par le peuple chinois. Ici, le monde de la Grande Concorde désigne la société communiste.

[2] Voir *La Maladie infantile du communisme (le "gauchisme")*, chapitre II, où Lénine dit: "Pendant près d'un demi-siècle, de 1840 à 1890, en Russie, la pensée d'avant-garde, soumise au joug d'un tsarisme sauvage et réactionnaire sans nom, chercha avidement une théorie révolutionnaire juste, en suivant avec un zèle et un soin étonnants chaque 'dernier mot' de l'Europe et de l'Amérique en la matière. En vérité, le marxisme, seule théorie révolutionnaire juste, la Russie l'a *payé* d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices inouïs, d'héroïsme révolutionnaire sans exemple, d'énergie incroyable, d'abnégation dans la recherche et l'étude, d'expériences pratiques, de déceptions, de vérification, de confrontation avec l'expérience de l'Europe."

[3] Pendant plusieurs décennies, à partir de la fin du XVIII[e] siècle, la Grande-Bretagne fit entrer en Chine de l'opium en quantité de plus en plus importante. L'opium importé intoxiquait dangereusement le peuple chinois et drainait la monnaie argent de la Chine. Des protestations s'élevèrent dans tout le pays. En 1840, sous prétexte de protéger son commerce, la Grande-Bretagne envoya des troupes qui envahirent la Chine. Les troupes chinoises, sous la conduite de Lin Tseh-siu, résistèrent, tandis que le peuple de Canton organisait spontanément des "Corps de répression anti-anglais" qui portèrent des coups sévères aux envahisseurs. Néanmoins, en 1842, le gouvernement corrompu des Tsing conclut avec les agresseurs anglais le "Traité de Nankin" aux termes duquel la Chine dut payer des indemnités et céder Hongkong à la Grande-Bretagne, et de plus ouvrir à son commerce les ports de Changhaï, de Foutcheou, d'Amoy, de Ningpo et de Canton, et fixer conjointement avec elle les tarifs douaniers pour toutes les marchandises qu'elle introduirait en Chine.

[4] Hong Sieou-tsiuan (1814-1864), natif du Kouangtong, dirigeant de la guerre révolutionnaire paysanne du milieu du XIX[e] siècle. En 1851, il dirigea un soulèvement des masses dans le Kouangsi et proclama le Royaume céleste des Taiping qui, englobant de nombreuses provinces, tint tête à la dynastie des Tsing quatorze années durant. En 1864, cette guerre révolutionnaire échoua et Hong Sieou-tsiuan s'empoisonna. Voir "La Faillite de la conception idéaliste de l'histoire", note 4, pp. 483-484 du présent tome.

[5] Kang Yeou-wei (1858-1927), originaire du district de Nanhai, province du Kouangtong. En 1895, un an après la défaite infligée à la Chine par l'impérialisme japonais, Kang Yeou-wei se mit, à Pékin, à la tête de 1.300 candidats aux examens impériaux, pour présenter à l'empereur Kouangsiu une "pétition de dix mille mots", réclamant "la réforme constitutionnelle et la modernisation", la transformation de la monarchie absolue en monarchie constitutionnelle. En 1898, l'empereur Kouangsiu appela Kang Yeou-wei, Tan Se-tong, Liang Ki-tchao et d'autres à prendre part à la conduite des affaires d'Etat en vue de réaliser des réformes. Plus tard, le retour au pouvoir de l'impératrice douairière Tseuhsi qui représentait les irréductibles mit le mouvement réformiste en échec. Kang Yeou-wei et Liang Ki-tchao s'enfuirent à l'étranger et organisèrent pour la défense de l'Empereur un parti, qui devint une faction politique réactionnaire du fait qu'il s'opposait au groupe révolutionnaire de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie représenté par Sun Yat-sen. Parmi les œuvres

de Kang Yeou-wei figurent: *Falsifications apportées par l'école Sin aux classiques du canon confucéen, Confucius réformateur* et *Livre de la Grande Concorde.*

[6] Yen Fou (1853-1921), de Foutcheou, province du Foukien, fit ses études dans une école navale d'Angleterre. Après la Guerre sino-japonaise de 1894, il préconisa la monarchie constitutionnelle et des réformes en vue de moderniser la Chine. Il traduisit des ouvrages tels que *Evolution et éthique* de T. H. Huxley, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith, *Logique inductive et déductive* de J. S. Mill, *L'Esprit des lois* de Montesquieu, contribuant ainsi à propager la pensée bourgeoise européenne en Chine.

[7] Système des examens en vigueur sous les dynasties autocratiques de Chine. C'était aussi un moyen utilisé par la classe féodale régnante pour sélectionner le personnel destiné à gouverner le pays et, en même temps, un procédé pour s'attacher les intellectuels. Inauguré au VII^e siècle de notre ère, ce système subsista jusqu'au début du XX^e.

[8] Il s'agit de la Révolution de 1911 qui renversa la monarchie absolue des Tsing. Le 10 octobre de cette année-là, une partie de la Nouvelle Armée se souleva à Woutchang à l'instigation des sociétés révolutionnaires de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie de l'époque; des soulèvements se succédèrent par la suite dans d'autres provinces et bientôt la dynastie des Tsing croula. Le 1^er janvier 1912, le Gouvernement provisoire de la République chinoise fut proclamé à Nankin et Sun Yat-sen fut élu président provisoire de la République. Grâce à l'alliance de la bourgeoisie, des paysans, des ouvriers et de la petite bourgeoisie urbaine, la révolution aboutit à la victoire. Mais comme le groupe dirigeant de la révolution était, de par sa nature même, enclin aux compromis, qu'il n'apportait pas des avantages réels aux paysans et qu'il pliait sous la pression de l'impérialisme et des forces féodales, le pouvoir tomba entre les mains d'un seigneur de guerre du Peiyang nommé Yuan Che-kai, et la révolution échoua.

[9] Héros du roman *Chouei hou tchouan* (Au bord de l'eau). Les mains nues, Wou Song tua un tigre sur la colline de Kingyang. Cet épisode est l'un des plus populaires de cette œuvre célèbre.

[10] Pour les relations entre la socialisation de l'agriculture et l'industrialisation du pays, voir les parties VII et VIII du rapport *Sur le problème de la coopération agricole*, présenté le 31 juillet 1955 par le camarade Mao Tsé-toung à la Conférence des Secrétaires des Comités provinciaux, municipaux et des régions autonomes du Parti communiste chinois. Dans ce rapport, le camarade Mao Tsé-toung, sur la base de l'expérience de l'Union soviétique et de la pratique de notre propre pays, a largement développé la thèse selon laquelle les étapes de la socialisation de l'agriculture doivent s'accorder avec celles de l'industrialisation socialiste.

[11] Citation tirée des annotations faites par Tchou Hsi à l'ouvrage de Confucius *Le Milieu invariable*, chapitre XIII.

REJETEZ VOS ILLUSIONS ET PREPAREZ-VOUS A LA LUTTE*

(14 août 1949)

Ce n'est pas un hasard si le Livre blanc du Département d'Etat des Etats-Unis sur les relations entre la Chine et les Etats-Unis, et la lettre du secrétaire d'Etat Acheson au président Truman[1] sont publiés en ce moment même. La publication de ces documents reflète la victoire du peuple chinois et la défaite de l'impérialisme, elle reflète le déclin de tout le système impérialiste mondial. Le système impérialiste est rongé par de multiples contradictions internes qu'il est incapable de surmonter, ce qui plonge les impérialistes dans une profonde désolation.

L'impérialisme s'est préparé les conditions de sa propre ruine. Ces conditions, c'est la prise de conscience des grandes masses populaires dans les colonies et semi-colonies et dans les pays impérialistes eux-mêmes. C'est l'impérialisme qui a poussé les grandes masses populaires du monde entier à s'engager dans l'époque historique de la grande lutte pour la liquidation de l'impérialisme.

L'impérialisme a préparé pour ces grandes masses populaires les conditions de lutte aussi bien matérielles que morales.

Usines, chemins de fer, fusils, canons, etc., voilà les conditions matérielles. La plus grande partie du puissant équipement de l'Armée populaire de Libération de Chine provient de l'impérialisme américain, une certaine partie provient de l'impérialisme japonais et une autre partie est de notre propre fabrication.

Depuis l'agression britannique de 1840[2] se sont succédé les guerres d'agression contre la Chine menées par les forces alliées anglo-françaises[3], par la France[4], par le Japon[5], et par les forces coalisées des huit puissances (Grande-Bretagne, France, Japon, Russie tsariste, Allemagne, Etats-Unis, Italie et Autriche)[6], la guerre sur le sol chinois entre le Japon et la Russie tsariste[7], la guerre d'agression japonaise

contre la Chine, dans le Nord-Est, commencée en 1931, la guerre d'agression japonaise contre la Chine tout entière, commencée en 1937 et qui a duré huit longues années, et, enfin, la guerre contre le peuple chinois menée au cours de ces trois dernières années, en apparence par Tchiang Kaï-chek, en réalité par les Etats-Unis. Dans cette dernière guerre, comme il est précisé dans la lettre d'Acheson, les Etats-Unis ont accordé au gouvernement du Kuomintang une aide matérielle représentant "plus de 50 pour cent des dépenses monétaires" de ce dernier et "ont livré à l'armée chinoise" (entendez: l'armée du Kuomintang) des "fournitures militaires". C'est là une guerre dans laquelle les Etats-Unis donnent l'argent et les armes et où Tchiang Kaï-chek fournit les hommes pour se battre au profit des Etats-Unis et massacrer le peuple chinois. Toutes ces guerres d'agression, plus l'agression et l'oppression politiques, économiques et culturelles, ont fait naître chez les Chinois la haine contre l'impérialisme, les ont amenés à se demander ce que cela pouvait bien signifier, et les ont obligés à déployer leur esprit révolutionnaire et à s'unir dans la lutte. Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore; et ce n'est qu'au bout d'une expérience de 109 ans, faite de centaines de luttes, grandes et petites, militaires et politiques, économiques et culturelles, avec ou sans effusion de sang, que le peuple chinois a remporté la victoire fondamentale d'aujourd'hui. Ce sont là les conditions morales sans lesquelles la révolution n'aurait pu triompher.

Pour servir ses desseins d'agression, l'impérialisme a fait apparaître en Chine le système comprador et le capital bureaucratique. L'agression impérialiste a stimulé l'économie sociale de la Chine, y a provoqué des changements et créé les éléments opposés à l'impérialisme – l'industrie nationale et la bourgeoisie nationale de Chine, et tout particulièrement le prolétariat chinois travaillant dans les entreprises gérées directement par les impérialistes, dans les entreprises du capital bureaucratique et dans celles de la bourgeoisie nationale. Pour servir ses desseins d'agression, l'impérialisme a ruiné les paysans chinois

---

* Cet article et les quatre suivants: "Bon voyage, Leighton Stuart!", "Pourquoi il est nécessaire de discuter le Livre blanc", "'Amitié' ou agression?" et "La Faillite de la conception idéaliste de l'histoire" sont des commentaires écrits par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Agence Hsinhua à l'occasion de la publication du Livre blanc du Département d'Etat des Etats-Unis et de la lettre de Dean Acheson. Ces articles mettent à nu la nature impérialiste de la politique des Etats-Unis à l'égard de la Chine, critiquent les illusions nourries par une partie des intellectuels bourgeois chinois sur l'impérialisme américain, et donnent une explication théorique des causes de la révolution chinoise et des raisons qui ont décidé de sa victoire.

en les exploitant au moyen d'échanges à valeur inégale; de ce fait, il a créé de larges masses de paysans pauvres dont le nombre s'élevait à des centaines de millions et représentait 70 pour cent de la population rurale de la Chine. Pour servir ses desseins d'agression, l'impérialisme a créé en Chine des millions de grands et petits intellectuels d'un type nouveau, différents des *literati* de type ancien ou lettrés. Mais l'impérialisme et ses valets, les gouvernements réactionnaires de Chine, ne pouvaient avoir de l'emprise que sur une partie de ces intellectuels et finalement sur une poignée d'entre eux seulement, comme Hou Che, Fou Se-nien et Tsien Mou[8]; les autres leur échappèrent et se retournèrent contre eux. Etudiants, instituteurs, professeurs, techniciens, ingénieurs, médecins, hommes de science, écrivains, artistes et fonctionnaires, tous sont entrés en révolte ou n'ont plus voulu suivre le Kuomintang. Le Parti communiste est le parti des pauvres, il est, partout et en toute occasion, présenté par la propagande du Kuomintang comme une bande d'individus qui se livrent au massacre et à l'incendie, au viol et au pillage, qui rejettent l'histoire et la culture, qui renient leur patrie, qui n'ont ni piété filiale ni respect pour les maîtres et les anciens, qui ne veulent jamais entendre raison, qui pratiquent la communauté des biens et des femmes et emploient la tactique militaire de "la mer humaine" – bref, une horde de monstres diaboliques capables de tous les crimes et indignes de pardon. Mais, chose étrange, c'est cette même horde qui a obtenu le soutien de plusieurs centaines de millions d'hommes, y compris la majorité des intellectuels et, en particulier la jeunesse estudiantine.

Une partie des intellectuels préfèrent rester dans l'expectative. Ils se disent en eux-mêmes: le Kuomintang n'est pas bon et le Parti communiste n'est pas forcément bon non plus, alors attendons un peu. Certains d'entre eux se proclament pour le Parti communiste, mais au fond d'eux-mêmes, ils sont dans l'attente. Ce sont précisément ces gens-là qui gardent des illusions sur les Etats-Unis. Ils ne veulent pas faire de distinction entre les impérialistes américains, qui sont au pouvoir, et le peuple américain, qui n'y est pas. Ils se laissent facilement séduire par les paroles mielleuses des impérialistes américains, comme s'il était possible que ceux-ci traitent la Chine populaire sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel, sans que nous ayons à mener une longue et âpre lutte. Il subsiste encore chez ces intellectuels de nombreuses idées réactionnaires, c'est-à-dire antipopulaires, mais ils ne sont pas des réactionnaires du Kuomintang; ils représentent des éléments du centre ou l'aile droite dans la Chine populaire. Ils sont

les tenants de ce qu'Acheson appelle "l'individualisme démocratique". Les manœuvres trompeuses des Acheson ont encore en Chine une base sociale, mais bien mince.

Le Livre blanc d'Acheson révèle que les impérialistes américains sont complètement désemparés devant la situation actuelle de la Chine. L'incapacité du Kuomintang est telle que nulle aide, si importante soit-elle, ne peut le sauver de sa fin inéluctable; les impérialistes américains ne tiennent plus la situation en main et n'y peuvent plus rien. Dans sa lettre, Acheson dit:

> C'est un fait, malheureux mais inévitable, que le résultat désastreux de la guerre civile en Chine a échappé au contrôle du gouvernement des Etats-Unis. Rien de ce que notre pays a fait et aurait pu faire dans les limites raisonnables de ses possibilités n'aurait pu modifier ce résultat; rien de ce que notre pays a omis de faire n'y a contribué. Ce fut le produit des forces internes chinoises, forces que notre pays a essayé d'influencer, sans pouvoir y parvenir.

En bonne logique, la conclusion d'Acheson, comme le pensent ou le disent certains intellectuels chinois aux idées confuses, devrait être ceci: il faut agir comme "le boucher qui pose son couteau et devient bouddha sur-le-champ", ou comme "le brigand qui se repent et devient honnête homme", il faut traiter la Chine populaire sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel et cesser de provoquer des troubles. Mais non, dit Acheson, nous continuerons de provoquer des troubles et nous en provoquerons certainement. Y aura-t-il un résultat? Il paraît que oui. Sur quelle sorte de gens s'appuiera-t-il? Sur les tenants de "l'individualisme démocratique". Acheson dit:

> . . . en fin de compte la civilisation millénaire chinoise et l'individualisme démocratique chinois s'affirmeront de nouveau, et la Chine secouera le joug étranger. J'estime que nous devons encourager en Chine tout développement qui, à présent comme à l'avenir, tend vers cette fin.

Combien la logique des impérialistes est différente de celle du peuple! Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine – telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple; et jamais ils n'iront contre cette logique. C'est là une loi marxiste. Quand nous disons: "l'impérialisme est féroce", nous entendons que

sa nature ne changera pas, et que les impérialistes ne voudront jamais poser leur couteau de boucher, ni ne deviendront jamais des bouddhas, et cela jusqu'à leur ruine.

Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire – telle est la logique du peuple, et lui non plus, il n'ira jamais contre cette logique. C'est encore une loi marxiste. La révolution du peuple russe a suivi cette loi, il en est de même de la révolution du peuple chinois.

Lutte de classes – certaines classes sont victorieuses, d'autres sont éliminées. Cela, c'est l'histoire; c'est l'histoire des civilisations depuis des millénaires. Interpréter l'histoire d'après ce point de vue, cela s'appelle le matérialisme historique; se placer à l'opposé de ce point de vue, c'est de l'idéalisme historique.

La méthode de l'autocritique ne s'applique qu'au sein du peuple; il est impossible d'espérer qu'on puisse persuader les impérialistes et les réactionnaires chinois de faire preuve de bon cœur et de revenir dans le droit chemin. La seule voie à suivre, c'est d'organiser des forces pour lutter contre eux, comme ce fut le cas dans notre Guerre de Libération populaire et dans notre révolution agraire, c'est de démasquer les impérialistes, de "provoquer" les impérialistes et les réactionnaires[9], de les renverser, de les punir de leurs infractions à la loi, et de "ne leur permettre que de marcher droit, sans tolérer de leur part aucun propos ou acte contre le pouvoir établi". C'est alors seulement qu'on pourra espérer traiter avec les pays étrangers impérialistes sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel. C'est alors qu'on pourra espérer donner aux éléments de la classe des propriétaires fonciers, aux éléments de la bourgeoisie bureaucratique et aux membres de la clique réactionnaire du Kuomintang ainsi qu'à leurs complices, quand ils ont déposé les armes et capitulé, une éducation propre à transformer les mauvais éléments en bons, et cela dans toute la mesure du possible. Si de nombreux libéraux chinois – éléments démocrates de type ancien, tenants de "l'individualisme démocratique", sur lesquels Truman, Marshall, Acheson, Leighton Stuart et consorts fondent leurs espoirs et qu'ils cherchent constamment à gagner à eux – sont souvent réduits à une position passive et se trompent fréquemment dans leurs jugements sur les gouvernants américains, sur le Kuomintang, sur l'Union soviétique et aussi sur le Parti communiste chinois, c'est précisément parce qu'ils ne considèrent pas ou n'admettent pas qu'on puisse considérer les problèmes du point de vue du matérialisme historique.

C'est le devoir des progressistes – communistes, membres des partis démocratiques, ouvriers politiquement conscients, jeunesse estudiantine et intellectuels progressistes – de s'unir, au sein de la Chine populaire, avec les couches intermédiaires, les éléments du centre, les éléments retardataires des différentes couches et tous ceux qui sont encore oscillants et hésitants (ceux-ci continueront à osciller longtemps encore et, même après avoir pris un parti, ils recommenceront dès qu'ils se heurteront à une difficulté), de leur apporter une aide sincère, de critiquer leur attitude hésitante, de les éduquer, de les gagner à la cause des grandes masses populaires, d'empêcher que les impérialistes ne les attirent à eux, de leur demander de rejeter leurs illusions et de se préparer à la lutte. Il ne faut pas s'imaginer qu'avec la victoire, il ne soit plus besoin de faire du travail auprès d'eux. Il nous faut encore travailler, même travailler bien davantage et avec patience avant de pouvoir réellement gagner ces éléments. Une fois que nous les aurons gagnés, l'impérialisme sera complètement isolé, et les ruses d'Acheson ne trouveront plus à s'exercer.

Le mot d'ordre "Préparez-vous à la lutte" s'adresse à ceux qui gardent encore certaines illusions sur la question des relations entre la Chine et les pays impérialistes, en particulier entre la Chine et les Etats-Unis. Devant cette question, ils restent passifs, ils n'ont pas encore arrêté leur décision, ils n'ont pas pris la résolution d'engager une longue lutte contre l'impérialisme américain (et britannique), parce qu'ils nourrissent encore des illusions à l'égard des Etats-Unis. Il subsiste, sur cette question, un fossé profond ou assez profond entre eux et nous.

La publication du Livre blanc américain et de la lettre d'Acheson mérite d'être célébrée, car elle donne une douche froide et fait perdre la face à ceux qui restent attachés à la démocratie de type ancien, à l'individualisme démocratique, qui n'approuvent pas ou n'approuvent guère la démocratie populaire, ou le collectivisme démocratique, ou le centralisme démocratique, ou l'héroïsme collectif, ou le patriotisme basé sur l'internationalisme, qui manifestent à leur égard du mécontentement ou un certain mécontentement, voire même de la répugnance, mais qui conservent encore des sentiments patriotiques et ne sont pas des réactionnaires du Kuomintang. C'est particulièrement une douche froide pour ceux qui croient que tout ce qui est américain est bon, et qui espèrent que la Chine prendra modèle sur les Etats-Unis.

Acheson déclare ouvertement qu'il faut "encourager" les individualistes démocrates chinois à secouer le "joug étranger". Cela

revient à dire qu'il faudrait renverser le marxisme-léninisme et la dictature démocratique populaire dirigée par le Parti communiste chinois. Car cette doctrine et ce régime, paraît-il, sont "d'origine étrangère", ils n'ont pas de racines en Chine et sont imposés aux Chinois par l'Allemand Karl Marx (mort il y a soixante-six ans), et le Russe Lénine (mort il y a vingt-cinq ans) et le Russe Staline (qui, lui, est vivant); cette doctrine et ce régime sont par ailleurs franchement mauvais: ils se déclarent pour la lutte de classes, la liquidation de l'impérialisme, etc., et par conséquent, il faut absolument les renverser. Du reste, il paraît qu'"en fin de compte . . . l'individualisme démocratique chinois s'affirmera de nouveau" grâce aux "encouragements" du président Truman, du commandant en chef dans les coulisses Marshall, du secrétaire d'Etat Acheson (l'aimable mandarin étranger responsable de la publication du Livre blanc) et de l'ambassadeur Leighton Stuart qui a décampé. Les Acheson pensent qu'ils sont là pour donner des "encouragements", mais il est fort possible que ces individualistes démocrates chinois, qui conservent des sentiments patriotiques malgré leur confiance dans les Etats-Unis, estiment plutôt avoir reçu une douche froide et perdu la face; car au lieu d'entrer en rapport de la façon qui convient avec les autorités de la dictature démocratique populaire en Chine, les Acheson se livrent à cette sale besogne et, qui plus est, en font l'objet d'une publication. C'est perdre la face! C'est perdre la face! Pour ceux qui ont conservé des sentiments patriotiques, la déclaration d'Acheson n'est pas un "encouragement", mais une insulte.

La Chine est au fort d'une grande révolution. Toute la Chine bouillonne d'enthousiasme. Les conditions sont favorables pour gagner et unir à nous tous ceux qui ne ressentent pas une haine profonde et implacable pour la cause de la révolution populaire, même s'ils ont des idées erronées. Les progressistes devront se servir du Livre blanc pour entreprendre un travail de persuasion parmi eux.

NOTES

[1] Le Livre blanc américain, *Relations des Etats-Unis avec la Chine*, a été publié par le Département d'Etat américain le 5 août 1949. La lettre d'Acheson à Truman est datée du 30 juillet 1949, alors que la préparation du Livre blanc par le Département d'Etat américain venait d'être terminée. Le corps principal du Livre blanc, divisé en huit chapitres, traite des relations sino-américaines dans la période qui va

de 1844, année où les Etats-Unis forcèrent la Chine à signer le "Traité de Wanghsia", jusqu'en 1949, où la révolution du peuple chinois remporta la victoire fondamentale à l'échelle nationale. Le Livre blanc relate de façon particulièrement détaillée comment, pendant les cinq années qui vont de la dernière phase de la Guerre de Résistance contre le Japon jusqu'en 1949, les Etats-Unis poursuivirent une politique consistant à aider Tchiang Kaï-chek et à combattre les communistes, s'opposèrent par tous les moyens au peuple chinois et finalement subirent la défaite. Le Livre blanc et la lettre d'Acheson abondent en déformations des faits, omissions volontaires et inventions mensongères, et ils sont pleins de calomnies venimeuses et d'une haine profonde à l'égard du peuple chinois. Au cours de la querelle qui éclata au sein du camp réactionnaire des Etats-Unis, au sujet de sa politique à l'égard de la Chine, les impérialistes tels que Truman et Acheson durent révéler publiquement, sous forme du Livre blanc, une part de la vérité sur leurs activités contre-révolutionnaires, dans l'intention de convaincre leurs adversaires. Ainsi, le Livre blanc constitue en fait un aveu des crimes d'agression commis par l'impérialisme américain contre la Chine.

[2] Voir "De la dictature démocratique populaire", note 3, p. 443 du présent tome.

[3] De 1856 à 1860, la Grande-Bretagne et la France menèrent ensemble une guerre d'agression contre la Chine, avec l'appui des Etats-Unis et de la Russie tsariste. Comme le gouvernement des Tsing se consacrait entièrement à la répression de la révolution paysanne des Taiping, il adopta une politique de résistance passive à l'égard de ces agresseurs étrangers. Les forces anglo-françaises occupèrent successivement des villes importantes telles que Canton, Tientsin et Pékin, pillèrent et incendièrent le Palais Yuanmingyuan à Pékin et forcèrent le gouvernement des Tsing à signer le "Traité de Tientsin" et le "Traité de Pékin". Selon les clauses principales de ces traités, Tientsin, Nieoutchouang (en réalité ce fut Yingkeou), Tengtcheou (en réalité ce fut Yentai), Taïwan (en fait on fixa le choix sur Tainan), Tanchouei, Tchaotcheou (en fait on fixa le choix sur Swatow), Kiongtcheou, Nankin, Tchenkiang, Kieoukiang et Hankeou devaient être ouverts au commerce étranger; les étrangers eurent le privilège de voyager librement en Chine, d'y prêcher leur religion et de naviguer dans les eaux intérieures chinoises. Dès lors, les forces d'agression étrangères étendirent leurs sphères d'influence aux différentes provinces côtières et pénétrèrent profondément à l'intérieur de la Chine.

[4] En 1884-1885, les troupes françaises envahirent le Vietnam et les provinces chinoises du Kouangsi, Foukien, Tchékiang ainsi que Taïwan. Les troupes chinoises offrirent une résistance énergique aux envahisseurs et remportèrent une série de victoires. Cependant, en dépit de ces victoires, le gouvernement corrompu des Tsing signa l'humiliant "Traité de Tientsin" qui reconnaissait l'occupation du Vietnam par la France et permettait aux forces d'agression françaises de pénétrer dans la Chine du Sud.

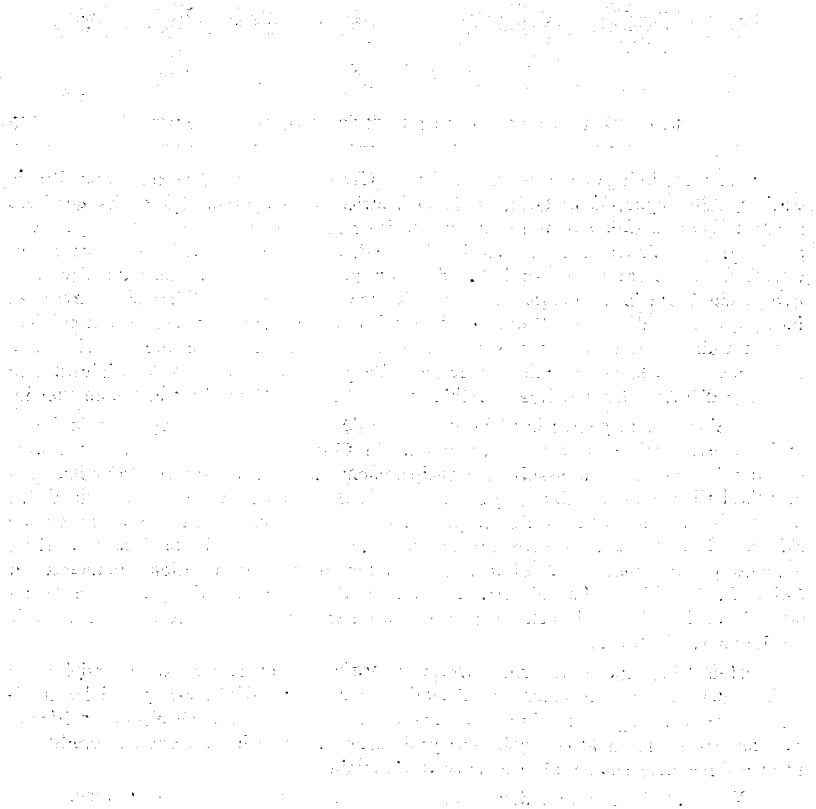
[5] Il s'agit de la Guerre sino-japonaise de 1894 qui éclata par suite de l'agression du Japon contre la Corée et des provocations de celui-ci contre les forces chinoises terrestres et navales. Les troupes chinoises combattirent héroïquement, mais la Chine fut battue du fait que le gouvernement des Tsing était corrompu et qu'il n'avait entrepris aucun préparatif pour résister à l'agression. En conséquence, celui-ci conclut avec le Japon le honteux "Traité de Simonoseki" aux termes duquel il acceptait de céder Taïwan et les îles Penghou, de payer des indemnités de guerre se montant à 200 millions de taels d'argent, autorisait les Japonais à installer des usines en Chine, ouvrait au commerce les ports de Chache, Tchongking, Soutcheou et Hangtcheou et reconnaissait la mainmise du Japon sur la Corée.

[6] En 1900, huit puissances impérialistes – Grande-Bretagne, France, Japon, Russie tsariste, Allemagne, Etats-Unis, Italie et Autriche – envoyèrent des forces coalisées pour attaquer la Chine dans le but de réprimer le Mouvement des Yihotouan mené par le peuple chinois contre l'agression impérialiste. Le peuple chinois résista héroïquement. Mais les forces coalisées des huit puissances s'emparèrent de Takou et occupèrent Tientsin et Pékin. En 1901, le gouvernement des Tsing signa avec les huit pays impérialistes le "Protocole de 1901" dont les clauses principales stipulaient que la Chine était tenue de payer à ces pays des indemnités de guerre s'élevant à la somme colossale de 450 millions de taels d'argent et de leur accorder l'injustifiable privilège d'établir des garnisons à Pékin et dans la zone Pékin-Tientsin-Chanhaikouan.

[7] Il s'agit de la guerre impérialiste qui se déroula de 1904 à 1905 entre le Japon et la Russie tsariste pour la possession de la Chine du Nord-Est et de la Corée. Comme la guerre se poursuivait principalement dans la région de Fengtien (aujourd'hui Chenyang) et Liaoyang et aux abords du port de Liuchouen dans la Chine du Nord-Est, elle entraîna des dégâts et des pertes considérables pour le peuple chinois. L'issue de la guerre fut marquée par la défaite de la Russie tsariste, laquelle fut supplantée par l'impérialisme japonais dans sa position dominante en Chine du Nord-Est. Par ailleurs, aux termes du traité de paix (Traité de Portsmouth) conclu à la fin de cette guerre, la Russie tsariste reconnut le contrôle exclusif du Japon sur la Corée.

[8] Hou Che, qui a été successivement professeur et recteur d'université, puis ambassadeur du gouvernement du Kuomintang aux Etats-Unis, est, parmi les intellectuels de la bourgeoisie chinoise, un apologiste notoire de l'impérialisme américain. Fou Se-nien et Tsien Mou, également professeurs d'université, étaient des érudits au service du gouvernement réactionnaire du Kuomintang.

[9] Voir "De la dictature démocratique populaire", p. 434 du présent tome.



BON VOYAGE, LEIGHTON STUART!

(18 août 1949)

Il est compréhensible que la date choisie pour la publication du Livre blanc américain ait été le 5 août, moment où Leighton Stuart[1] était parti de Nankin pour Washington, mais n'y était pas encore arrivé; en effet, Leighton Stuart est le symbole de l'échec complet de la politique d'agression des Etats-Unis. Leighton Stuart est un Américain né en Chine où ses relations sociales étaient fort étendues; il a dirigé des années durant des écoles de missionnaires en Chine, il fut mis quelque temps en prison par les Japonais pendant la Guerre de Résistance, il affectait habituellement d'aimer la Chine aussi bien que les Etats-Unis et il était fort capable de jeter de la poudre aux yeux d'un bon nombre de Chinois. C'est pourquoi il fut choisi par George C. Marshall comme ambassadeur des Etats-Unis en Chine et devint une des figures les plus en vue du groupe Marshall. Aux yeux de ce groupe, il n'a qu'un seul défaut, à savoir que la période tout entière où il a été ambassadeur en Chine, comme représentant de la politique de ce groupe, est précisément la période au cours de laquelle le peuple chinois a infligé à cette politique la défaite la plus complète; ce n'est pas là une mince responsabilité. Il est donc tout naturel que le Livre blanc, destiné à éluder cette responsabilité, ait été publié à un moment où Leighton Stuart était en route pour Washington mais n'y était pas encore arrivé.

La guerre visant à transformer la Chine en une colonie des Etats-Unis, et dans laquelle ces derniers donnent l'argent et les armes alors que Tchiang Kaï-chek fournit les hommes pour se battre au profit des Etats-Unis et massacrer le peuple chinois, a constitué une part importante de la politique d'agression mondiale de l'impérialisme américain après la Seconde guerre mondiale. La politique d'agression des Etats-Unis a plusieurs objectifs, dont les trois principaux sont l'Europe, l'Asie et l'Amérique. La Chine, centre de

gravité de l'Asie, est un vaste pays peuplé de 475 millions d'habitants; en s'emparant de la Chine, l'impérialisme américain mettrait la main sur toute l'Asie. Son front en Asie une fois consolidé, il pourrait concentrer ses forces pour attaquer l'Europe. Quant à son front en Amérique, il le considère comme relativement solide. Voilà les beaux calculs des agresseurs américains.

Or, en premier lieu, le peuple américain et les autres peuples du monde ne veulent pas de la guerre. En second lieu, l'attention des Etats-Unis a été absorbée en grande partie par la prise de conscience des peuples d'Europe, par l'apparition des Démocraties populaires en Europe orientale, et tout particulièrement par l'imposante présence de l'Union soviétique, ce rempart de la paix d'une puissance sans précédent, à cheval sur l'Europe et l'Asie, qui oppose une résistance opiniâtre à la politique d'agression des Etats-Unis. En troisième lieu, et c'est là le principal, le peuple chinois a pris conscience; les forces armées et la force organisée des masses populaires, dirigées par le Parti communiste chinois, sont devenues plus puissantes que jamais. En conséquence, la clique régnante de l'impérialisme américain s'est vue obligée de renoncer à une politique de grandes attaques armées directes contre la Chine et d'adopter une politique consistant à aider Tchiang Kaï-chek à faire la guerre civile.

Des forces navales, terrestres et aériennes des Etats-Unis ont, en fait, participé à la guerre en Chine. Il y avait des bases navales américaines à Tsingtao, à Changhaï et au Taïwan. Des troupes américaines étaient stationnées à Peiping, Tientsin, Tangchan, Tsinhouangtao, Tsingtao, Changhaï et Nankin. Les forces aériennes des Etats-Unis contrôlaient l'espace aérien de toute la Chine et ont photographié toutes les régions stratégiques du pays pour établir des cartes militaires. A Anping près de Peiping, à Kicoutai près de Tchangtchouen, à Tangchan et dans la péninsule de Kiaotong, des troupes ou du personnel militaire des Etats-Unis se sont heurtés à l'Armée populaire de Libération qui, à plusieurs occasions, a fait des prisonniers[2]. Les escadrilles de Chennault ont pris une large part à la guerre civile[3]. Non seulement l'aviation américaine a transporté des troupes pour Tchiang Kaï-chek, elle a aussi bombardé et coulé le croiseur *Tchongking* qui s'était mutiné contre le Kuomintang[4]. Dans tous ces cas, il s'agit d'actes de participation directe à la guerre, à ceci près que cette participation n'a pas encore fait l'objet d'une déclaration ouverte, ni n'a pris une grande envergure, la méthode principale d'agression employée par les Etats-Unis étant d'aider Tchiang

Kaï-chek à faire la guerre civile en lui fournissant en abondance de l'argent, des armes et des conseillers.

Ce qui détermina les Etats-Unis à recourir à cette méthode, ce fut la situation objective en Chine et dans le reste du monde, et non le fait que le groupe Truman-Marshall, clique régnante de l'impérialisme américain, n'eût pas désiré déclencher une agression directe contre la Chine. En outre, au moment où les Etats-Unis ont commencé à aider Tchiang Kaï-chek à faire la guerre civile, une comédie fut mise en scène où ils jouèrent le rôle de médiateur dans le conflit qui opposait le Kuomintang au Parti communiste; ce fut une tentative d'amollir la volonté du Parti communiste chinois, de tromper le peuple chinois et d'arriver ainsi, sans coup férir, à contrôler toute la Chine. Les négociations de paix échouèrent, la tromperie fit faillite et le rideau se leva sur la guerre.

Libéraux ou "individualistes démocrates" qui nourrissez des illusions sur les Etats-Unis et avez la mémoire courte, lisez, s'il vous plaît, ces propos d'Acheson:

> Quand vint la paix, les Etats-Unis se trouvèrent en Chine devant trois possibilités: 1) ils pouvaient se retirer purement et simplement; 2) ils pouvaient intervenir militairement sur une grande échelle pour prêter main-forte aux nationalistes dans la destruction des communistes; 3) ils pouvaient enfin, tout en aidant les nationalistes à asseoir leur autorité sur la plus grande étendue possible du territoire chinois, s'efforcer d'éviter la guerre civile en travaillant à un compromis entre les deux parties.

Pourquoi la première politique ne fut-elle pas adoptée? Acheson dit:

> La première possibilité, et je crois que l'opinion publique américaine jugeait alors ainsi, aurait représenté l'abandon de nos responsabilités internationales et de notre politique traditionnelle d'amitié pour la Chine avant que nous eussions fait un effort déterminé qui fût de quelque secours.

Il en est donc ainsi: Les "responsabilités internationales" des Etats-Unis et leur "politique traditionnelle d'amitié pour la Chine" ne sont rien d'autre que leur intervention en Chine. L'intervention est appelée acceptation des responsabilités internationales et témoignage d'amitié pour la Chine; quant à la non-intervention, il n'en est pas question. Sur ce point, Acheson salit l'opinion publique américaine;

celle dont il parle est "l'opinion publique" de Wall Street, et non l'opinion publique du peuple américain.

Pourquoi la seconde politique ne fut-elle pas adoptée? Acheson dit:

> La seconde politique possible, bien qu'elle puisse, théoriquement et rétrospectivement, paraître séduisante, était totalement impraticable. Les nationalistes avaient été incapables d'anéantir les communistes durant les dix années précédant la guerre. Or, après la guerre, les nationalistes étaient, nous l'avons déjà montré, affaiblis, démoralisés et impopulaires. Ils avaient rapidement perdu le soutien du peuple et leur prestige dans les régions reprises aux Japonais, par suite du comportement de leurs fonctionnaires civils et militaires. Par contre, les communistes étaient beaucoup plus forts qu'ils ne l'avaient jamais été et contrôlaient la plus grande partie de la Chine du Nord. Etant donné l'incapacité des forces nationalistes, qui devait plus tard être tragiquement démontrée, les communistes n'auraient probablement pu en être délogés que par les forces américaines. Il est évident que le peuple américain n'aurait pas approuvé un engagement aussi colossal de nos armées, en 1945 ou plus tard. Nous en sommes donc venus à la troisième politique possible. . .

Excellente idée! Les Etats-Unis donnent l'argent et les armes et Tchiang Kaï-chek fournit les hommes pour se battre au profit des Etats-Unis et massacrer le peuple chinois, dans le but d'"anéantir les communistes" et de faire de la Chine une colonie des Etats-Unis, en sorte que ces derniers puissent s'acquitter de leurs "responsabilités internationales" et mettre à exécution leur "politique traditionnelle d'amitié pour la Chine".

Bien que le Kuomintang fût corrompu et incapable, "démoralisé et impopulaire", les Etats-Unis ne lui en ont pas moins donné de l'argent et des armes pour qu'il fît la guerre. Une intervention directe par les armes était opportune "théoriquement". Pour les gouvernants américains, elle semble l'être aussi "rétrospectivement". C'est qu'une pareille entreprise aurait été vraiment intéressante et pouvait même "paraître séduisante", mais elle n'aurait pas été possible en pratique, car "il est évident que le peuple américain ne l'aurait pas approuvée". Ce n'est pas que le groupe impérialiste de Truman, Marshall, Acheson et autres ne l'eût pas désirée – il la désirait très vivement –, mais la situation en Chine, aux Etats-Unis et aussi dans

l'ensemble du monde (un point dont Acheson n'a pas parlé) ne la permettait pas; faute de mieux, ce groupe dut prendre la troisième voie.

Que ceux d'entre les Chinois qui croient qu'"on peut remporter la victoire même sans l'aide internationale" écoutent! Acheson est en train de vous faire une leçon. C'est un bon professeur, qui donne des leçons gratuites, il dit toute la vérité avec un zèle infatigable, il ne dissimule rien. Les Etats-Unis se sont abstenus d'envoyer des forces importantes pour attaquer la Chine, non que le gouvernement des Etats-Unis ne le désirât pas, mais parce qu'il avait des raisons d'hésiter. Premièrement, il craignait l'opposition du peuple chinois et il avait peur de s'enliser dans un bourbier dont il ne pourrait plus sortir. Deuxièmement, il craignait l'opposition du peuple américain et il n'osa pas décréter la mobilisation. Troisièmement, il craignait l'opposition des peuples de l'Union soviétique, d'Europe et des autres pays du monde; il se serait exposé à la condamnation universelle. La charmante franchise d'Acheson a des limites, il ne tient pas à parler de la troisième raison. C'est qu'il a peur de perdre la face devant l'Union soviétique, c'est qu'il craint que le plan Marshall en Europe[5], qui est déjà un échec malgré les allégations contraires, ne finisse lamentablement par s'effondrer tout à fait.

Que ceux d'entre les Chinois qui sont des libéraux ou individualistes démocrates aux idées confuses et à courte vue écoutent! Acheson est en train de vous faire une leçon; c'est un bon professeur pour vous. Il a balayé d'un seul coup vos rêves d'humanité, de justice et de vertu américaines. N'en est-il pas ainsi? Pouvez-vous trouver la moindre trace d'humanité, de justice ou de vertu dans le Livre blanc ou dans la lettre d'Acheson?

Certes, les Etats-Unis ont la science et la technique. Mais malheureusement elles sont dans les mains des capitalistes et non dans celles du peuple, et elles sont employées, dans le pays, à exploiter et à opprimer le peuple et, à l'étranger, à perpétrer des agressions et à massacrer. Il y a aussi la "démocratie" aux Etats-Unis, mais malheureusement elle n'est qu'un autre nom de la dictature d'une seule classe, la bourgeoisie. Les Etats-Unis ont beaucoup d'argent, mais malheureusement ils ne veulent en donner qu'à la clique réactionnaire de Tchiang Kaï-chek, qui est pourrie jusqu'à la moelle. Les Etats-Unis sont bien disposés, paraît-il, à donner aujourd'hui comme dans l'avenir de l'argent à leur cinquième colonne en Chine, mais ne tiennent pas à en donner au commun des libéraux ou individualistes démocrates, beaucoup trop plongés dans les livres et incapables d'ap-

précier les faveurs; naturellement, les Etats-Unis tiennent encore moins à donner de l'argent aux communistes. De l'argent, disent-ils, on peut vous en donner, mais il y a une condition. Laquelle? Marcher avec nous. Les Américains ont répandu un peu de farine de secours à Peiping, Tientsin et Changhaï, pour voir qui se courbera pour en ramasser. Comme Kiang Tai Kong quand il pêchait[6], ils ont lancé la ligne pour le poisson qui veut se faire prendre. Mais celui qui avale une pitance distribuée avec mépris[7] aura mal au ventre.

Nous autres Chinois, nous avons du caractère. Beaucoup de ceux qui étaient jadis des libéraux ou individualistes démocrates se sont dressés, face aux impérialistes américains et à leurs valets, les réactionnaires du Kuomintang. Wen Yi-touo se dressa, frappant du poing sur la table, fit face avec colère aux pistolets du Kuomintang et préféra la mort à la soumission[8]. Tchou Tse-tsing, quoique gravement malade, aima mieux mourir de faim que d'accepter des "denrées de secours" américaines[9]. Han Yu de la dynastie des Tang a écrit un "Panégyrique de Po Yi"[10]; il y glorifiait un homme ayant pas mal d'idées "individualistes démocratiques" et qui se déroba à son devoir envers le peuple de son pays, abandonna son poste et s'opposa à la guerre populaire de libération de ce temps-là, conduite par le roi Wou. Han Yu a eu tort de louer Po Yi. Nous devrions plutôt écrire des panégyriques de Wen Yi-touo et de Tchou Tse-tsing, qui ont donné la preuve de l'esprit héroïque de notre nation.

Qu'importe si nous devons affronter quelques difficultés! Que les Etats-Unis nous imposent le blocus! Qu'ils le maintiennent huit ou dix ans, et alors tous les problèmes de la Chine auront été résolus! Les Chinois trembleront-ils devant des difficultés, alors que la mort même ne leur fait pas peur? Lao Tse a dit: "Le peuple ne craint pas la mort, pourquoi l'en menacer[11]?" L'impérialisme américain et ses valets, les réactionnaires de Tchiang Kaï-chek, ne nous ont pas seulement "menacés" de mort, ils ont réellement fait mourir beaucoup d'entre nous. A côté d'hommes comme Wen Yi-touo, ils ont tué des millions de Chinois, au cours des trois années écoulées, avec des armes américaines: carabines, mitrailleuses, mortiers, lance-fusées, obusiers, tanks, avions, bombes. Cette situation arrive maintenant à son terme. Ils connaissent la défaite. Ce n'est pas eux qui lancent maintenant des attaques contre nous, c'est nous qui les attaquons. Ils n'en ont plus pour longtemps. C'est vrai, les quelques problèmes qu'ils nous laissent, tels que le blocus, le chômage, la famine, l'inflation et les prix qui montent, sont des difficultés, mais déjà nous

avons commencé à respirer plus librement qu'au cours des trois années écoulées. Nous sommes sortis victorieux de l'épreuve des trois dernières années, pourquoi ne pourrions-nous pas surmonter les quelques difficultés d'aujourd'hui? Pourquoi ne pourrions-nous pas vivre sans les Etats-Unis?

Quand l'Armée populaire de Libération traversa le Yangtsé, le gouvernement de Nankin, ce gouvernement colonial américain, se sauva à la débandade. Mais Son Excellence l'ambassadeur Stuart ne bougea point de sa place, l'œil au guet, dans l'espoir de rouvrir boutique sous une nouvelle enseigne et de faire un nouveau coup de filet. Or, que vit-il? A part l'Armée populaire de Libération qui passait devant lui, colonne après colonne, et les ouvriers, paysans et étudiants qui se levaient en foule nombreuse, il vit encore quelque chose: Les libéraux ou individualistes démocrates chinois, sortis en force, criaient des mots d'ordre avec les ouvriers, les paysans, les soldats et les étudiants et parlaient eux aussi de révolution. Bref, il fut laissé à l'écart, "triste et seul, le corps et l'ombre se consolant l'un l'autre"[12]. Comme il n'avait plus rien à faire, il dut prendre la route, sa serviette sous le bras.

Il y a encore en Chine des intellectuels et d'autres personnes qui ont des idées confuses et des illusions sur les Etats-Unis. Aussi devons-nous les convaincre, les gagner à nous, les éduquer et nous unir avec eux, pour qu'ils se rangent aux côtés du peuple, au lieu de tomber dans les pièges tendus par l'impérialisme. Mais le prestige de l'impérialisme américain parmi le peuple chinois a fait complètement faillite, et le Livre blanc américain est le procès-verbal de cette faillite. Les progressistes doivent faire bon usage du Livre blanc pour éduquer le peuple chinois.

Leighton Stuart est parti et le Livre blanc est arrivé. Très bien. Très bien. Les deux événements méritent d'être célébrés.

NOTES

[1] John Leighton Stuart, né en Chine en 1876, fut un fidèle agent de l'agression culturelle américaine en Chine. Il commença à travailler comme missionnaire en Chine à partir de 1905 et devint en 1919 recteur de l'Université Yenking, fondée par les Etats-Unis à Pékin. Le 11 juillet 1946, il fut nommé ambassadeur des Etats-Unis en Chine auprès du gouvernement du Kuomintang. Il soutint activement les réactionnaires du Kuomintang dans la conduite de la guerre civile et mena diverses

intrigues politiques contre le peuple chinois. Le 2 août 1949, tous les efforts de l'impérialisme américain pour entraver la victoire de la révolution populaire chinoise ayant définitivement échoué, Leighton Stuart dut quitter la Chine sans tambour ni trompette.

[2] A la suite de la capitulation du Japon en 1945, des troupes américaines, ayant pour but d'entreprendre une agression contre le territoire de la Chine et de porter atteinte à sa souveraineté ainsi que de s'ingérer dans ses affaires intérieures, débarquèrent en Chine et tinrent garnison à Peiping, Changhaï, Nankin, Tientsin, Tangchan, Kaiping, Tsinhouangtao, Tsinghai, Tsingtao et en d'autres lieux. De plus, elles firent de continuelles incursions dans les régions libérées. Le 29 juillet 1946, les troupes américaines à Tientsin, coopérant avec les troupes de la bande de Tchiang Kaï-chek, attaquèrent Anping, district de Hsiangho, province du Hopei; c'est l'Incident d'Anping dont il est question dans le texte. Le 1er mars 1947, des troupes américaines firent une reconnaissance militaire des positions de l'Armée populaire de Libération à Hohsipao, situé entre Tchangtchouen et Kieoutai en Chine du Nord-Est. C'est l'Incident de Kieoutai. Le 16 juin 1946, les troupes américaines à Tangchan, province du Hopei, firent un raid contre Songkiaying et d'autres localités; en juillet, elles exécutèrent un raid contre le village de Sanho, district de Louanhsien, et le village de Sihonan, district de Tchangli, tous deux près de Tangchan. C'est l'Incident de Tangchan. Parmi les nombreuses attaques contre la péninsule de Kiaotong, les plus connues sont les deux suivantes: l'une lancée le 28 août 1947 par des avions et des navires de guerre américains contre Langnouankeou et l'île de Siaoli, district de Meouping, et l'autre lancée le 25 décembre 1947 contre le village de Wanglintao, situé au nord du district de Tsimo, par des forces américaines coopérant avec les troupes de la bande de Tchiang Kaï-chek. A tous ces actes d'agression des forces américaines contre les régions libérées, l'Armée populaire de Libération de Chine ou les forces armées populaires locales opposèrent une juste et sévère action de légitime défense.

[3] Claire Lee Chennault fut conseiller américain auprès de l'armée de l'air du gouvernement du Kuomintang. Après la capitulation du Japon, il organisa, avec une partie du personnel de la 14e Air Force américaine, des escadrilles de transport aérien pour aider le Kuomintang à faire la guerre civile; ses escadrilles prirent même une part directe dans les raids criminels de reconnaissance et de bombardement sur les régions libérées.

[4] Voir "Déclaration du porte-parole du Grand Quartier général de l'Armée populaire de Libération de Chine sur les actes de violence des navires de guerre britanniques", note 4, p. 421 du présent tome.

[5] Le 5 juin 1947, le secrétaire d'Etat américain George C. Marshall fit un discours à l'Université Harvard, dans lequel il exposait un plan pour une prétendue "aide" américaine destinée au redressement de l'Europe. Le "Programme de relèvement de l'Europe", que le gouvernement des Etats-Unis élabora par la suite sur la base de ce discours, fut connu sous le nom de "Plan Marshall".

[6] Kiang Tai Kong vécut sous la dynastie des Tcheou. Selon une légende populaire, il allait pêcher sur la rivière Weichouei en tenant une ligne avec un hameçon sans crochet et sans appât à trois pieds au-dessus de l'eau, et en disant: "Que le poisson destiné à être pris mordel" Voir *Récits sur l'expédition du roi Wou contre la dynastie des Yin.*

[7] "Pitance distribuée avec mépris" rappelle les aumônes que l'on tend à quelqu'un pour lui faire un affront. C'est une allusion à une anecdote du *Livre des rites* dans laquelle il est question d'un homme affamé de la principauté de Tsi, qui

aima mieux mourir de faim que d'accepter la pitance qu'on lui donnait d'une manière injurieuse.

[8] Wen Yi-touo (1899-1946), célèbre poète chinois, savant et professeur d'université. Animé d'une haine profonde contre la réaction et la corruption du gouvernement de Tchiang Kaï-chek, il prit, à partir de 1943, une part active à la lutte pour la démocratie. Après la Guerre de Résistance contre le Japon, il s'éleva vigoureusement contre la collusion du Kuomintang avec l'impérialisme américain dont l'objectif était de déclencher la guerre civile contre le peuple. Le 15 juillet 1946, il fut assassiné à Kunming par les bandits du Kuomintang.

[9] Tchou Tse-tsing (1898-1948), homme de lettres chinois et professeur d'université. Après la Guerre de Résistance, il apporta un appui actif au mouvement des étudiants contre la domination de Tchiang Kaï-chek. En juin 1948, il donna sa signature à la déclaration qui protestait contre la renaissance, encouragée par les Etats-Unis, du militarisme japonais, et qui exprimait le refus d'accepter la farine du "secours américain". Il vivait alors dans une grande pauvreté. Il mourut à Peiping le 12 août 1948 de misère et de maladie, mais jusque sur son lit de mort il enjoignit encore à sa famille de ne pas acheter sa ration de farine américaine, distribuée par le gouvernement du Kuomintang.

[10] Han Yu (768-824) fut un écrivain célèbre de la dynastie des Tang. Le "Panégyrique de Po Yi" est un morceau en prose écrit par lui. Po Yi, qui vivait vers la fin de la dynastie des Yin, s'opposa à l'expédition du roi Wou des Tcheou contre la maison des Yin. Après la chute de la dynastie des Yin, il se réfugia dans le mont Cheouyang et mourut de faim plutôt que de se nourrir du grain des Tcheou.

[11] Citation tirée de *Lao Tse*, chapitre 74.

[12] Citation tirée du *Mémoire présenté à l'Empereur* de Li Mi (224-287).

POURQUOI IL EST NECESSAIRE DE DISCUTER LE LIVRE BLANC

(28 août 1949)

Nous avons critiqué le Livre blanc américain et la lettre d'Acheson dans trois articles ("Un Aveu d'impuissance"[1], "Rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte" et "Bon voyage, Leighton Stuart!"). Nos critiques ont, à travers le pays, éveillé l'attention générale et soulevé d'amples discussions dans tous les partis démocratiques et organisations populaires, dans la presse et les établissements scolaires du pays, ainsi que parmi les personnalités démocrates de tous les milieux; beaucoup de déclarations, d'interviews et de commentaires justes et utiles ont été publiés. Des colloques sur le Livre blanc vont leur train, et toute la discussion est encore en plein développement. Elle porte sur les relations sino-américaines, les relations sino-soviétiques, les relations entre la Chine et les pays étrangers au cours des cent dernières années, la relation mutuelle entre la révolution chinoise et les forces révolutionnaires du monde, la relation entre les réactionnaires du Kuomintang et le peuple chinois, l'attitude à adopter par les partis démocratiques, les organisations populaires et les personnalités démocrates de tous les milieux dans la lutte contre l'impérialisme, l'attitude à adopter par les libéraux ou ceux qu'on appelle les individualistes démocrates à l'égard des relations intérieures et extérieures du pays prises dans leur ensemble, les moyens de venir à bout des nouvelles intrigues impérialistes, etc. Tout cela est fort bien et d'une grande valeur éducative.

Le monde entier discute maintenant la révolution chinoise et le Livre blanc américain. Ce fait n'est pas dû au hasard; il montre la grande portée de la révolution chinoise dans l'histoire mondiale. Quant à nous, Chinois, nous avons remporté la victoire fondamentale dans notre révolution, mais l'occasion nous a longtemps manqué pour discuter à fond la relation réciproque entre cette révolution et les

différentes forces dans notre pays et à l'étranger. Or, une telle discussion est nécessaire, et maintenant nous en avons trouvé l'occasion: c'est l'examen du Livre blanc américain. Si l'occasion nous a manqué jusqu'ici pour une telle discussion, c'est que, la révolution n'ayant pas remporté la victoire fondamentale, les réactionnaires chinois et étrangers avaient complètement coupé des régions libérées populaires les grandes villes du pays, et que le développement de la révolution n'avait pas encore mis en pleine lumière certains aspects des contradictions. Maintenant, la situation est différente. La plus grande partie de la Chine est libérée, tous les aspects des contradictions intérieures et extérieures apparaissent au grand jour, et à ce moment précis les Etats-Unis publient le Livre blanc; l'occasion pour cette discussion est donc trouvée.

Le Livre blanc est un livre contre-révolutionnaire qui montre ouvertement l'intervention de l'impérialisme américain en Chine. A cet égard, l'impérialisme s'est écarté de sa pratique habituelle. La grande révolution chinoise victorieuse a forcé un groupe ou une faction de la clique impérialiste des Etats-Unis à publier, pour répondre aux attaques d'un autre groupe ou d'une autre faction, certaines données authentiques sur ses propres menées contre le peuple chinois, non sans en tirer des conclusions réactionnaires; il ne lui restait, en effet, pas d'autre moyen de se maintenir au pouvoir. La révélation publique substituée à la dissimulation montre que l'impérialisme s'est écarté de sa pratique habituelle. Quelques semaines encore avant la publication du Livre blanc, les gouvernements des pays impérialistes, tout en se livrant quotidiennement à des activités contre-révolutionnaires, n'avaient à la bouche ou n'offraient dans les documents officiels que des protestations d'humanité, de justice et de vertu, ou d'autres déclarations plus ou moins analogues, et ils ne disaient jamais la vérité. Cela reste vrai de l'impérialisme britannique, ce vieux rusé, ce maître en fourberie, comme du reste des autres pays impérialistes moins importants. Combattu d'un côté par le peuple et de l'autre par une faction de son propre camp, le groupe impérialiste américain représenté par ces parvenus aux nerfs faibles, récemment promus au pouvoir, les Truman, Marshall, Acheson, Leighton Stuart et consorts, a estimé nécessaire et possible d'utiliser la révélation publique de quelques-uns de ses agissements contre-révolutionnaires (mais pas tous) pour argumenter contre ses adversaires dans son propre camp sur la question de savoir quelle tactique contre-révolutionnaire est la plus habile. Il a essayé par là de convaincre ses adversaires, afin

de pouvoir continuer d'appliquer ce qu'il considère comme la plus habile des tactiques contre-révolutionnaires. Deux factions de contre-révolutionnaires sont entrées en compétition. L'une a dit: "Notre méthode est la meilleure." L'autre a dit: "C'est la nôtre la meilleure." Comme la dispute devenait inextricable, une des factions abattit soudain son jeu et livra le secret de bien des tours qu'elle avait dans son sac. D'où le Livre blanc.

Et voilà comment le Livre blanc est devenu matériel d'enseignement pour le peuple chinois. Durant bien des années, un certain nombre de Chinois (il fut un temps où c'était un grand nombre) ne croyaient qu'à moitié ce que nous communistes, nous disions sur beaucoup de questions, surtout sur la nature de l'impérialisme et du socialisme, et ils pensaient: "Peut-être bien que ce n'est pas comme ça." Cette situation a changé depuis le 5 août 1949. En effet, Acheson leur a fait une leçon, où il a parlé en sa qualité de secrétaire d'Etat américain. En ce qui concerne certaines données et conclusions, ce qu'il dit coïncide avec ce que nous disions, nous les communistes et les autres progressistes. Du coup, il n'a plus été possible de ne pas nous croire, et beaucoup de gens ont ouvert les yeux: "C'était donc bien comme ça!"

Acheson commence sa lettre à Truman en racontant comment il a préparé le Livre blanc. A l'en croire, son Livre blanc est différent de tous les autres, il est très objectif et très sincère:

> Voici un témoignage sincère d'une période extrêmement complexe et des plus malheureuses dans la vie d'un grand pays, auquel les Etats-Unis ont été longtemps attachés par les liens de la plus étroite amitié. Aucun document disponible n'a été omis, même s'il contient des affirmations critiques sur notre politique ou peut servir de base à une critique future. La force inhérente à notre système réside dans la sensibilité du gouvernement à l'égard d'une opinion publique bien informée et à l'esprit critique. C'est précisément cette opinion publique que les gouvernements totalitaires, qu'ils soient de droite ou communistes, ne peuvent supporter et ne tolèrent pas.

Certains liens existent en effet entre le peuple chinois et le peuple américain. Grâce aux efforts communs des deux peuples, ces liens pourront se renforcer à l'avenir au point de devenir "la plus étroite amitié". Mais les obstacles dressés par les réactionnaires chinois et américains ont gêné et gênent encore sérieusement le développement

de ces liens. Bien plus, dans les deux pays, les réactionnaires ont raconté tant de mensonges au peuple et lui ont joué tant de vilains tours, en d'autres termes, répandu tant de propagande pernicieuse et commis tant de mauvaises actions que les liens entre les deux peuples sont bien loin d'être étroits. Ce qu'Acheson appelle "liens de la plus étroite amitié", ce sont ceux qui existent entre les réactionnaires des deux pays, non entre les deux peuples. Ici, Acheson n'est ni objectif ni franc, il confond les relations entre les deux peuples avec les relations entre les réactionnaires des deux pays. Pour les peuples des deux pays, la victoire de la révolution chinoise et la défaite des réactionnaires chinois et américains sont les événements les plus réjouissants qu'ils aient jamais connus, et la période actuelle est la plus heureuse de leur vie. Par contre, c'est seulement pour Truman, Marshall, Acheson, Leighton Stuart et les autres réactionnaires américains, et pour Tchiang Kaï-chek, H. H. Kung, T. V. Soong, Tchen Li-fou, Li Tsong-jen, Pai Tchong-hsi et les autres réactionnaires chinois que cette période est vraiment "une période extrêmement complexe et des plus malheureuses" de leur vie.

En parlant d'opinion publique, les Acheson ont confondu l'opinion publique des réactionnaires avec celle du peuple. A l'égard de l'opinion publique du peuple, les Acheson sont incapables de la moindre "sensibilité", ils sont aveugles et sourds. Depuis des années, ils ont fait la sourde oreille à l'opposition exprimée par les peuples des Etats-Unis, de Chine et des autres pays du monde à la politique extérieure réactionnaire du gouvernement américain. Qu'est-ce donc qu'Acheson entend par "opinion publique bien informée et à l'esprit critique"? Ce sont les nombreux instruments de propagande, spécialisés dans la fabrication de mensonges et dans les menaces contre le peuple, tels que les journaux, les agences d'information, les périodiques et les stations de radiodiffusion contrôlés par les deux partis réactionnaires des Etats-Unis, les républicains et les démocrates. Acheson a raison de dire que les communistes (et avec eux le peuple) "ne peuvent supporter et ne tolèrent pas" ces choses. Aussi nous avons fermé les services d'information impérialistes, nous avons interdit aux agences de presse impérialistes de distribuer leurs dépêches aux journaux chinois, et nous n'avons pas admis qu'elles continuent à empoisonner à leur guise l'âme du peuple chinois sur le sol chinois.

Dire que le gouvernement dirigé par le Parti communiste est un "gouvernement totalitaire" est aussi à moitié vrai. C'est en effet

un gouvernement qui exerce la dictature sur les réactionnaires chinois et étrangers et n'accorde à aucun d'eux la moindre liberté pour mener des activités contre-révolutionnaires. Les réactionnaires se mettent en colère et vocifèrent: "Gouvernement totalitaire!" Certes, rien n'est plus vrai s'il s'agit du pouvoir du gouvernement populaire de réprimer les réactionnaires. Ce pouvoir est maintenant inscrit dans notre programme; il sera également inscrit dans notre constitution. Pour un peuple victorieux, ce pouvoir est quelque chose dont il ne peut se passer, fût-ce un seul instant, comme la nourriture et le vêtement. C'est une chose excellente, un talisman protecteur, une arme magique à transmettre de génération en génération, et dont il ne faut en aucun cas se dessaisir avant la suppression complète et définitive de l'impérialisme à l'étranger et des classes à l'intérieur du pays. Plus les réactionnaires vocifèrent: "Gouvernement totalitaire!", plus il devient évident que c'est un trésor. Mais la remarque d'Acheson est aussi à moitié fausse. Pour les masses du peuple, un gouvernement de dictature démocratique populaire dirigé par le Parti communiste n'est pas dictatorial, mais démocratique. C'est le gouvernement du peuple même. Le personnel en fonction de ce gouvernement doit prêter une attention respectueuse à la voix du peuple et être en même temps l'instituteur du peuple, auquel il apprend à s'éduquer par la méthode de l'auto-éducation et de l'autocritique.

Quant à ce qu'Acheson appelle un "gouvernement totalitaire de droite", c'est au gouvernement des Etats-Unis que revient, à ce titre, la première place dans le monde d'aujourd'hui, depuis la chute des gouvernements fascistes d'Allemagne, d'Italie et du Japon. Tous les gouvernements bourgeois, y compris les gouvernements des réactionnaires allemands, italiens et japonais protégés par l'impérialisme, sont des gouvernements de ce type. Le gouvernement Tito en Yougoslavie est devenu maintenant un complice de cette bande. Les gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sont du type de gouvernement par lequel une seule classe, la bourgeoisie, exerce la dictature sur le peuple. Contraire en tout point au gouvernement populaire, ce type de gouvernement pratique ce qu'on appelle la démocratie pour la bourgeoisie, mais exerce la dictature sur le peuple. Les gouvernements de Hitler, Mussolini, Tojo, Franco et Tchiang Kaï-chek ont rejeté le voile de la démocratie bourgeoise, ou ne s'en sont pas servis du tout, parce que la lutte de classes avait atteint dans leur pays une intensité extrême et qu'ils ont trouvé plus avantageux de le rejeter ou tout simplement de ne pas l'utiliser, de

peur que le peuple de son côté ne s'en serve à ses propres fins. Le gouvernement des Etats-Unis garde encore un voile de démocratie, mais les réactionnaires américains l'ont tellement coupé qu'il n'en reste qu'un petit morceau, misérablement déteint, et bien loin d'être ce qu'il était au temps de Washington, Jefferson et Lincoln[2]. La raison en est que la lutte de classes est devenue plus intense. Quand elle le deviendra encore plus, le voile de la démocratie américaine sera inévitablement jeté aux quatre vents.

Chacun peut voir quelle quantité d'erreurs Acheson commet, dès qu'il ouvre la bouche. Cela est inévitable, puisqu'il est un réactionnaire. Quant à savoir dans quelle mesure le Livre blanc est un "témoignage sincère", nous pensons qu'il est sincère tout en ne l'étant pas. Les Acheson sont francs quand ils s'imaginent que leur franchise profitera à leur parti ou à leur faction. Sinon, ils ne le sont pas. Feindre la franchise est une ruse de guerre.

NOTES

[1] Commentaire de la Rédaction de l'Agence Hsinhua, publié le 12 août 1949.

[2] George Washington (1732-1799), Thomas Jefferson (1743-1826) et Abraham Lincoln (1809-1865) sont de célèbres hommes d'Etat bourgeois des premiers temps des Etats-Unis. Washington fut le commandant en chef de l'armée révolutionnaire des colonies pendant la Guerre de l'Indépendance américaine (1775-1783) et le premier président des Etats-Unis. Jefferson rédigea la "Déclaration d'Indépendance" américaine et fut président des Etats-Unis. Lincoln défendit la cause de l'abolition de l'esclavage des nègres aux Etats-Unis et, pendant sa présidence, il dirigea la guerre contre les esclavagistes des Etats du Sud (1861-1865); il lança la "Proclamation d'Emancipation" en 1862.

"AMITIE" OU AGRESSION?

(30 août 1949)

Pour essayer de justifier l'agression, Dean Acheson rabâche la ritournelle de "l'amitié", à grand renfort de "principes".

Acheson dit:

> L'intérêt du peuple et du gouvernement des Etats-Unis pour la Chine remonte fort loin dans notre histoire. Malgré la distance et les différences historiques considérables qui séparent la Chine des Etats-Unis, notre amitié pour ce pays a toujours été renforcée par les liens religieux, philanthropiques et culturels qui ont uni les deux peuples, et a été attestée, au cours de longues années, par de nombreux actes de bonne volonté, tels que l'utilisation de l'indemnité des Boxers pour l'éducation des étudiants chinois, l'abolition de l'exterritorialité au moment de la Seconde guerre mondiale et l'aide étendue que nous avons fournie à la Chine durant la guerre et depuis la fin de celle-ci. Les documents montrent que les Etats-Unis ont maintenu constamment et continuent à maintenir des principes aussi fondamentaux de notre politique extérieure à l'égard de la Chine que la doctrine de la porte ouverte, le respect de l'intégrité administrative et territoriale de la Chine, et l'opposition à toute domination étrangère sur la Chine.

Acheson ment avec effronterie quand il qualifie l'agression d'"amitié".

Il faudra écrire, pour l'éducation de la jeunesse chinoise, un manuel d'histoire clair et concis sur l'agression de l'impérialisme américain contre la Chine depuis l'année 1840, quand il aida les Britanniques dans la Guerre de l'Opium, jusqu'au moment où le peuple chinois le bouta hors de la Chine. Les Etats-Unis furent parmi les premiers pays qui ont contraint la Chine à leur accorder l'exterritorialité[1] – témoin le Traité de Wanghsia de 1844[2], premier traité conclu

entre la Chine et les Etats-Unis, et que mentionne le Livre blanc. Dans ce même traité, à côté de clauses comme celle qui stipulait l'ouverture au commerce de cinq ports chinois, les Etats-Unis contraignirent la Chine à accepter l'établissement des organisations missionnaires américaines. Durant une très longue période, l'impérialisme américain accorda plus d'importance que les autres pays impérialistes au champ d'activité de l'agression spirituelle, qui s'étendait des œuvres religieuses aux œuvres "philanthropiques" et culturelles. Selon certaines statistiques, les investissements en Chine des organisations missionnaires et "philanthropiques" américaines s'élevaient à 41.900.000 dollars américains au total; et, des fonds des missions, 14,7 pour cent étaient destinés aux œuvres médicales, 38,2 pour cent à l'éducation et 47,1 pour cent aux activités religieuses[3]. De nombreux établissements scolaires fort connus en Chine, tels que l'Université Yenking, l'Institut médical Hsiého de Pékin, les Collèges Houeiwen, l'Université St John, l'Université Kinling, l'Université de Soutcheou, l'Université chrétienne de Hangtcheou, l'Ecole de Médecine Siangya, l'Université Hsiého de la Chine de l'Ouest et l'Université Lingnan, étaient des fondations américaines[4]. C'est dans ce champ d'activité que Leighton Stuart se fit un nom, et il devint ainsi ambassadeur des Etats-Unis en Chine. Acheson et ses pareils savent de quoi ils parlent, et quel est le fond du sac, quand ils disent: "notre amitié pour ce pays a toujours été renforcée par les liens religieux, philanthropiques et culturels qui ont uni les deux peuples". Si les Etats-Unis ont travaillé à développer leurs œuvres avec tant d'application et de persévérance durant les 105 ans qui ont suivi la signature du Traité de 1844, leur seul souci, nous dit-on, était de "renforcer l'amitié".

La participation aux forces coalisées des huit puissances qui battirent la Chine en 1900, suivie de l'extorsion de "l'indemnité des Boxers" et de l'utilisation ultérieure de ce fonds pour "l'éducation des étudiants chinois" dans un dessein d'agression spirituelle, compte sans doute aussi pour un témoignage d'"amitié".

L'exterritorialité fut "abolie"; mais le coupable dans l'affaire du viol de Chen Tchong fut, à son retour aux Etats-Unis, déclaré innocent et relâché par le Département de la Marine américain[5] – un autre témoignage d'"amitié".

L'"aide . . . à la Chine durant la guerre et depuis la fin de celle-ci", qui s'élève à plus de 4.500 millions de dollars américains selon le Livre blanc, mais à plus de 5.914 millions de dollars selon nos cal-

culs, fut donnée à Tchiang Kaï-chek pour massacrer plusieurs millions de Chinois – encore un témoignage d'"amitié".

Et toute cette "amitié" témoignée à la Chine par l'impérialisme américain durant les 109 dernières années (à compter de 1840, année où les Etats-Unis collaborèrent avec la Grande-Bretagne dans la Guerre de l'Opium), particulièrement le grand acte d'"amitié" consistant à aider Tchiang Kaï-chek à massacrer plusieurs millions de Chinois au cours de ces quelques dernières années, n'avaient qu'un seul objet: "maintenir constamment et continuer à maintenir des principes aussi fondamentaux de notre politique extérieure à l'égard de la Chine que la doctrine de la porte ouverte, le respect de l'intégrité administrative et territoriale de la Chine, et l'opposition à toute domination étrangère sur la Chine".

Le massacre de plusieurs millions de Chinois n'a donc eu d'autres buts que, premièrement, de maintenir la porte ouverte; deuxièmement, de respecter l'intégrité administrative et territoriale de la Chine; et, troisièmement, de s'opposer à toute domination étrangère sur la Chine.

Aujourd'hui, la porte n'est plus ouverte à Acheson et à ses pareils que sur quelques bandes de terre comme Canton et Taïwan, et c'est là seulement que l'on "continue à maintenir" le premier de ces principes sacrés. Ailleurs, à Changhaï par exemple, la porte restait ouverte après la Libération, mais on se sert actuellement des navires de guerre américains et de leurs gros canons pour y appliquer un principe nullement sacré: celui de la porte bloquée.

Aujourd'hui, c'est seulement sur quelques bandes de terre comme Canton et Taïwan que, grâce au second principe sacré d'Acheson, l'on "continue à maintenir" "l'intégrité" administrative et territoriale. Partout ailleurs, on joue de malheur: administration et territoire, tout s'est lamentablement désagrégé.

Aujourd'hui, c'est seulement en des lieux comme Canton et Taïwan que, grâce au troisième principe sacré d'Acheson, "toute domination étrangère", même celle des Etats-Unis, se trouve abolie du fait de "l'opposition" d'Acheson et de ses pareils. Aussi ces lieux sont-ils encore sous le contrôle des Chinois. Le reste du territoire chinois – des larmes vous viennent aux yeux dès qu'on en parle – est entièrement perdu, entièrement dominé par des étrangers, et les Chinois y sont tous réduits à l'esclavage. Arrivé à ce point de son exposé, Son Excellence Acheson n'a pas eu le temps de dire de quel pays sont ces étrangers, mais ce qu'il sous-entend est clair, donc inutile de poser la question.

Est-ce que la non-intervention dans les affaires intérieures de la Chine compte aussi pour un principe? Probablement non, puisqu'Acheson ne l'a pas dit. Telle est la logique des gros bonnets américains. En lisant la lettre d'Acheson entièrement, vous pourrez constater vous-mêmes cette logique incomparable.

NOTES

[1] "Exterritorialité" désigne ici la juridiction consulaire. C'était un des privilèges de caractère agressif que les impérialistes avaient arrachés à la Chine. Ce qu'on appelait la juridiction consulaire permettait aux ressortissants de pays impérialistes résidant en Chine d'échapper à la juridiction chinoise; quand ils avaient commis des crimes ou étaient défendeurs dans un procès civil, ils ne pouvaient être jugés que par les tribunaux consulaires établis en Chine par leurs pays respectifs, sans que le gouvernement chinois pût intervenir.

[2] Le "Traité de Wanghsia" est le premier des traités inégaux auquel ait abouti l'agression américaine contre la Chine. Profitant de la situation où se trouvait la Chine après sa défaite dans la Guerre de l'Opium, les Etats-Unis obligèrent le gouvernement chinois des Tsing à signer en juillet 1844 dans le village de Wanghsia, près de Macao, les "Règlements sino-américains sur l'ouverture de cinq ports au commerce" qui furent appelés "Traité de Wanghsia". Composé de 34 articles, ce traité accordait aux Etats-Unis tous les droits et privilèges, y compris la juridiction consulaire, dont la Grande-Bretagne jouissait en vertu du Traité de Nankin et de ses annexes.

[3] Voir C. F. Remer, *Investissements étrangers en Chine,* chapitre XV.

[4] L'Université Yenking était à Peiping; les Collèges Houeiwen, à Peiping et à Nankin; l'Université St John, à Changhaï; l'Université Kinling, à Nankin; l'Ecole de Médecine Siangya, à Tchangcha; l'Université Hsiého de la Chine de l'Ouest, à Tchengtou; et l'Université Lingnan, à Canton.

[5] Le caporal William Pierson et d'autres soldats de l'infanterie de marine des Etats-Unis violèrent Chen Tchong, étudiante de l'Université de Pékin, à Peiping, le 24 décembre 1946. Cet événement souleva dans tout le pays une vive indignation contre les atrocités commises par les troupes américaines. En janvier 1947, au mépris des protestations populaires, le gouvernement du Kuomintang remit le principal coupable, Pierson, aux autorités américaines et laissa son jugement à leur seule discrétion. En août, le Département de la Marine américain mit ce criminel en liberté en le déclarant non coupable.

LA FAILLITE DE LA CONCEPTION IDEALISTE DE L'HISTOIRE

(16 septembre 1949)

Acheson, le porte-parole de la bourgeoisie des Etats-Unis, mérite la reconnaissance des Chinois, et ce n'est pas seulement pour avoir explicitement avoué que les Etats-Unis donnaient l'argent et les armes et que Tchiang Kaï-chek fournissait les hommes pour se battre au profit des Etats-Unis et massacrer le peuple chinois, aveu qui permet aux progressistes chinois de convaincre, preuves en main, les éléments retardataires: Vous voyez bien! Acheson lui-même avoue que la grande et sanglante guerre de ces dernières années, qui a coûté la vie à des millions de Chinois, a été systématiquement organisée par l'impérialisme américain. Acheson mérite la reconnaissance des Chinois, et ce n'est pas seulement non plus pour avoir annoncé ouvertement l'intention des Etats-Unis de recruter en Chine des "individualistes démocrates", dans le but d'organiser une cinquième colonne américaine et de renverser le gouvernement populaire dirigé par le Parti communiste chinois, ce qui a si bien alerté les Chinois, en particulier les Chinois teintés de libéralisme, qu'ils s'engagent mutuellement à ne pas se laisser attraper par les Américains et sont partout sur leurs gardes contre les menées sournoises de l'impérialisme américain. Acheson mérite aussi la reconnaissance des Chinois pour avoir débité des absurdités sur l'histoire moderne de la Chine. Car, comme sa conception de l'histoire est précisément celle d'une partie des intellectuels chinois, c'est-à-dire la conception idéaliste bourgeoise de l'histoire, réfuter Acheson, c'est donner à de nombreux Chinois l'occasion d'élargir leur horizon, occasion particulièrement profitable à ceux qui ont la même conception qu'Acheson ou la même conception à certains égards.

Quels sont donc les propos absurdes d'Acheson sur l'histoire moderne de la Chine? Il essaye d'abord d'expliquer, en fonction des

conditions économiques et idéologiques de la Chine, pourquoi la révolution chinoise s'est produite. Sur ce sujet, il a raconté bien des choses qui tiennent du mythe.

Acheson dit par exemple:

> La population de la Chine a doublé au cours des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, exerçant par là sur la terre une pression qu'elle ne peut supporter. Le premier problème auquel chaque gouvernement de la Chine a dû faire face, c'est comment nourrir cette population. Jusqu'ici aucun gouvernement n'a réussi à le résoudre. Le Kuomintang a tenté de le résoudre en insérant dans ses codes de nombreuses lois sur la réforme agraire. Quelques-unes de ces lois ont échoué, on a ignoré les autres. Dans une mesure non négligeable, la situation difficile dans laquelle se trouve aujourd'hui le Gouvernement national est due à son incapacité de fournir à la Chine assez à manger. La propagande des communistes chinois consiste en grande partie dans la promesse de résoudre le problème agraire.

A ceux des Chinois qui ne voient pas clair, cela paraît plausible. Trop de bouches, pas assez de nourriture, d'où révolution. Le Kuomintang n'a pas pu résoudre ce problème et il est peu probable que le Parti communiste le puisse davantage. "Jusqu'ici aucun gouvernement n'a réussi à le résoudre."

Est-ce que les révolutions résultent de la surpopulation? Il y a eu beaucoup de révolutions dans les temps anciens et modernes, en Chine et à l'étranger; avaient-elles pour cause la surpopulation? Les nombreuses révolutions de l'histoire plusieurs fois millénaire de la Chine avaient-elles pour cause la surpopulation? Et la révolution américaine contre la Grande-Bretagne, il y a 174 ans[1], aussi? Les connaissances d'Acheson en histoire sont nulles; il n'a même pas lu la Déclaration d'Indépendance américaine. Washington, Jefferson et d'autres ont fait la révolution contre la Grande-Bretagne parce que les Britanniques opprimaient et exploitaient les Américains, et non à cause d'un surpeuplement de l'Amérique. Chaque fois que le peuple chinois renversait une dynastie féodale, c'était parce que cette dynastie opprimait et exploitait le peuple et non parce que le pays était surpeuplé. Si les Russes ont fait la Révolution de Février et la Révolution d'Octobre, ce n'est pas que leur pays fût surpeuplé, c'est qu'ils étaient opprimés et exploités par le tsar et la bourgeoisie russe, puisque, aujourd'hui encore, la Russie possède bien plus de terre qu'il

n'en faut à sa population. En Mongolie, où la terre est si vaste et la population si clairsemée, une révolution aurait été inconcevable selon le raisonnement d'Acheson, et pourtant il y a bien longtemps qu'elle s'est produite[2].

A en croire Acheson, il n'y a aucune issue pour la Chine. Une population de 475 millions exerce "sur la terre une pression qu'elle ne peut supporter" et, révolution ou non, le cas est désespéré. Acheson fonde là-dessus un grand espoir; cet espoir, qu'il n'a pas exprimé mais que nombre de journalistes américains ont maintes fois révélé, c'est que le Parti communiste chinois ne serait pas capable de résoudre les problèmes économiques, que la Chine resterait dans un chaos perpétuel et que la seule issue pour elle serait de vivre de farine américaine, en d'autres termes, de devenir une colonie des Etats-Unis.

Pourquoi la Révolution de 1911 n'a-t-elle pas réussi et pourquoi n'a-t-elle pas résolu le problème de nourrir la population? Parce qu'elle n'a renversé que la dynastie des Tsing sans mettre fin à l'oppression et à l'exploitation impérialistes et féodales.

Pourquoi l'Expédition du Nord n'a-t-elle pas réussi et pourquoi n'a-t-elle pas résolu le problème de nourrir la population? Parce que Tchiang Kaï-chek a trahi la révolution, a capitulé devant l'impérialisme, est devenu le chef de la contre-révolution qui opprimait et exploitait les Chinois.

Ce problème, est-il vrai que "jusqu'ici aucun gouvernement n'a réussi à le résoudre"? Dans les régions libérées anciennes de la Chine du Nord-Ouest, du Nord, du Nord-Est et de l'Est, où le problème agraire a déjà été résolu, la question formulée par Acheson, "comment nourrir cette population", se pose-t-elle encore? Les espions ou soi-disant observateurs américains ne sont pas rares en Chine. Et ils n'ont même pas découvert ce fait! Si, dans des villes comme Changhaï, le problème du chômage ou, en d'autres termes, le problème de l'alimentation de la population s'est posé, c'est uniquement à cause de la cruelle, de l'inhumaine oppression et exploitation du peuple par l'impérialisme, le féodalisme, le capitalisme bureaucratique et le gouvernement réactionnaire du Kuomintang. Sous le gouvernement populaire, quelques années suffiront pour y résoudre ce problème du chômage ou de l'alimentation de la population aussi complètement que dans le Nord, le Nord-Est et d'autres parties du pays.

Il est fort heureux que la Chine soit très peuplée. Même avec une population plusieurs fois multipliée, la Chine est tout à fait capable

de trouver une solution; cette solution, c'est la production. L'argument absurde d'économistes bourgeois occidentaux tels que Malthus[3], affirmant que la nourriture ne peut s'accroître au même rythme que la population, n'a pas seulement été depuis longtemps totalement réfuté en théorie par les marxistes, il a aussi été complètement démenti par les faits qui ont suivi la révolution, en Union soviétique et dans les régions libérées de la Chine. Se fondant sur cette vérité que révolution et production peuvent résoudre le problème de nourrir la population, le Comité central du Parti communiste chinois a donné aux organisations du Parti et aux unités de l'Armée populaire de Libération dans toutes les régions du pays l'ordre de ne pas licencier l'ancien personnel du Kuomintang, mais de maintenir en fonction tous ceux qui ont quelque capacité et ne sont pas des réactionnaires avérés ou des malfaiteurs notoires. En cas de grosses difficultés, on se partagerait la nourriture et le logement. Ceux qui ont été congédiés et n'ont pas de moyens d'existence seront réintégrés et la nourriture leur sera assurée. Selon le même principe, nous nous occuperons de tous les militaires du Kuomintang qui se sont révoltés et ont passé dans nos rangs ou qui ont été faits prisonniers. A tous les réactionnaires, les grands coupables exceptés, nous donnerons la possibilité de gagner leur vie, à condition qu'ils manifestent du repentir.

De tous les biens du monde, l'homme est le plus précieux. Tant qu'il y aura des hommes, des miracles de toute espèce pourront être accomplis sous la direction du Parti communiste. Nous sommes de ceux qui réfutent la théorie contre-révolutionnaire d'Acheson; nous avons la conviction que la révolution peut tout changer et qu'avant longtemps va naître une Chine nouvelle, très peuplée et très riche en produits, une Chine où l'on vivra dans l'abondance et où fleurira la culture. Tous les propos pessimistes sont absolument sans fondement.

Acheson donne comme seconde cause de la révolution chinoise "l'influence de l'Occident". Il dit:

> Durant plus de trois mille ans, les Chinois ont développé, largement à l'abri d'influences extérieures, une haute culture et une grande civilisation originales. Même soumis à la conquête militaire, les Chinois ont toujours réussi, en fin de compte, à subjuguer et à absorber l'envahisseur. Il était par conséquent naturel qu'ils en soient venus à se prendre pour le centre du monde et l'expression la plus haute de l'humanité civilisée. Puis, au milieu du XIX[e] siècle, la muraille jusqu'alors infranchissable de l'isole-

ment de la Chine a été rompue par l'Occident. Ces nouveaux venus apportaient avec eux le dynamisme, le développement incomparable de la technique occidentale ainsi qu'une culture d'un ordre élevé qui n'avait accompagné aucune des précédentes incursions étrangères en Chine. En partie à cause de ces qualités, en partie à cause de la décadence de l'empire mandchou, les Occidentaux, au lieu d'être absorbés par les Chinois, introduisirent dans le pays des idées nouvelles qui ont joué un rôle important en y provoquant l'effervescence et l'agitation.

A ceux des Chinois qui ne voient pas clair, ce que dit Acheson paraît plausible. L'introduction en Chine d'idées nouvelles venues de l'Occident est à l'origine de la révolution.

Contre qui la révolution était-elle dirigée? Comme c'était la "décadence de l'empire mandchou" et que l'attaque a porté sur ce point faible, la révolution aurait été dirigée contre la dynastie des Tsing. Ce que dit Acheson à ce propos n'est pas exact. La Révolution de 1911 était dirigée contre l'impérialisme. Les Chinois ont dirigé la pointe de leur révolution contre les Tsing parce que ceux-ci étaient les valets de l'impérialisme. La résistance contre l'agression britannique dans la Guerre de l'Opium, la guerre contre l'agression des forces alliées anglo-françaises, la Guerre des Taiping[4] contre les Tsing, la guerre contre l'agression française, la guerre contre l'agression japonaise et la guerre contre l'agression des forces coalisées des huit puissances se sont toutes terminées par un échec; alors éclata la Révolution de 1911 contre les Tsing, laquais de l'impérialisme. Telle est l'histoire moderne de la Chine jusqu'en 1911. Qu'est-ce que "l'influence de l'Occident", comme Acheson l'appelle? C'est – Marx et Engels l'ont dit dans le *Manifeste du Parti communiste* (1848) – l'effort de la bourgeoisie occidentale pour façonner le monde à son image par des méthodes de terreur[5]. Pour exercer cette influence ou opérer cette transformation, la bourgeoisie occidentale avait besoin de compradores et de larbins familiarisés avec les coutumes occidentales et devait donc laisser des pays tels que la Chine ouvrir des écoles et envoyer des étudiants à l'étranger; ainsi "des idées nouvelles furent introduites" en Chine. En même temps, une bourgeoisie nationale et un prolétariat se formèrent dans des pays comme la Chine, tandis que la paysannerie se ruinait, donnant naissance à un semi-prolétariat nombreux. Ainsi, la bourgeoisie occidentale créa deux catégories dans la population des pays d'Orient: une petite minorité

de larbins au service de l'impérialisme, et une majorité opposée à l'impérialisme et composée de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie urbaine, de la bourgeoisie nationale et des intellectuels issus de ces classes. Les éléments de cette majorité sont autant de fossoyeurs de l'impérialisme, créés par l'impérialisme lui-même, et la révolution est partie d'eux. Ce n'est donc pas l'introduction des idées occidentales qui a suscité "l'effervescence et l'agitation", mais c'est bel et bien l'agression impérialiste qui a provoqué la résistance.

Longtemps, au cours de ce mouvement de résistance, c'est-à-dire durant plus de soixante-dix ans, de la Guerre de l'Opium en 1840 jusqu'à la veille du Mouvement du 4 Mai en 1919, les Chinois n'ont pas eu d'armes idéologiques pour se défendre contre l'impérialisme. Les vieilles armes idéologiques immuables du féodalisme étaient vaincues, elles ne tenaient plus le coup et leur faillite était constatée. Faute de mieux, les Chinois furent obligés de s'équiper d'armes idéologiques et de formules politiques telles que la théorie de l'évolution, la théorie des droits naturels et la république bourgeoise, toutes empruntées à l'arsenal de la période révolutionnaire de la bourgeoisie en Occident, arsenal d'où est sorti l'impérialisme lui-même. Ils organisèrent donc des partis politiques et firent des révolutions, croyant qu'ils pourraient ainsi résister aux puissances étrangères et édifier une république. Mais toutes ces armes idéologiques, comme celles du féodalisme, se révélèrent très faibles; à leur tour, elles ne purent tenir le coup, furent retirées du combat et leur faillite fut constatée.

La révolution russe de 1917 réveille les Chinois, qui apprennent quelque chose de nouveau: le marxisme-léninisme. En Chine, le Parti communiste naît, événement qui fait époque. Sun Yat-sen lui-même défend l'idée de "se mettre à l'école de la Russie" et préconise "l'alliance avec la Russie et le Parti communiste". Bref, dès ce moment, la Chine changea d'orientation.

Porte-parole d'un gouvernement impérialiste, Acheson tient naturellement à ne souffler mot de l'impérialisme. Il parle de l'agression impérialiste en ces termes: "Ces nouveaux venus apportaient avec eux le dynamisme". "Dynamisme", quel beau nom! Ayant acquis ce "dynamisme", les Chinois ne sont pas allés le porter en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, mais se sont contentés de provoquer "l'effervescence et l'agitation" à l'intérieur de la Chine, c'est-à-dire qu'ils ont fait des révolutions contre l'impérialisme et ses valets. Malheureusement, ils n'obtinrent pas un seul succès; ils furent toujours battus par les impérialistes, inventeurs de ce "dynamisme".

Aussi les Chinois se sont-ils tournés ailleurs pour apprendre quelque chose d'autre et, chose étrange, ils en ont constaté aussitôt l'efficacité.

Le Parti communiste chinois "a été organisé au début des années 20 sous l'impulsion idéologique de la révolution russe". Ici Acheson a raison. Cette idéologie n'était en effet nulle autre que le marxisme-léninisme. Cette idéologie est incomparablement supérieure à celle de la bourgeoisie occidentale, dont Acheson parle comme d'une "culture d'un ordre élevé qui n'avait accompagné aucune des précédentes incursions étrangères en Chine". L'efficacité de cette idéologie est si éclatante que la culture bourgeoise occidentale, considérée avec orgueil par Acheson et ses pareils comme une "culture d'un ordre élevé" par comparaison avec l'ancienne culture féodale de la Chine, fut battue dès qu'elle rencontra la nouvelle culture marxiste-léniniste acquise par le peuple chinois, c'est-à-dire la conception scientifique du monde et la théorie de la révolution sociale. Dans sa première bataille, cette nouvelle culture scientifique et révolutionnaire acquise par le peuple chinois défit les seigneurs de guerre du Peiyang, valets de l'impérialisme; dans la seconde, elle fit échouer les tentatives d'un autre valet de l'impérialisme, Tchiang Kaï-chek, pour arrêter l'Armée rouge chinoise dans sa Longue Marche de 25.000 lis[6]; dans la troisième, elle défit l'impérialisme japonais et son valet Wang Tsing-wei; et enfin, dans la quatrième, elle mit fin définitivement à la domination en Chine des Etats-Unis et de toutes les autres puissances impérialistes ainsi que de leurs valets, Tchiang Kaï-chek et tous les autres réactionnaires.

Si le marxisme-léninisme, une fois introduit en Chine, a pu y jouer un aussi grand rôle, c'est que les conditions sociales de la Chine l'exigeaient, qu'il a été lié à la pratique révolutionnaire du peuple chinois et que le peuple chinois l'a assimilé. Une idéologie, fût-elle la meilleure, fût-elle le marxisme-léninisme lui-même, est sans effet si elle n'est pas liée à des réalités objectives, ne répond pas à des besoins existant objectivement et n'a pas été assimilée par les masses populaires. Nous sommes des partisans du matérialisme historique, opposés à l'idéalisme historique.

Chose étonnante, "la doctrine et la pratique soviétiques ont eu un effet appréciable sur la pensée et les principes du Dr Sun Yat-sen, particulièrement dans le domaine économique et en matière d'organisation du Parti". Et quel fut l'effet produit sur le Dr Sun par la "culture d'un ordre élevé" de l'Occident, dont Acheson et ses pareils sont si fiers? Acheson ne le dit pas. Est-ce un effet du hasard si

le Dr Sun, qui voua la plus grande partie de sa vie à chercher dans la culture bourgeoise de l'Occident la vérité capable de sauver sa patrie, fut finalement déçu et "se mit à l'école de la Russie"? Evidemment non. Ce n'est certes pas un hasard que le Dr Sun et le peuple chinois accablé de malheurs qu'il représentait aient été l'un et l'autre enflammés de colère contre "l'influence de l'Occident" et qu'ils se soient décidés à former une "alliance avec la Russie et le Parti communiste", dans le but de combattre l'impérialisme et ses valets et d'engager contre eux une lutte sans merci. Ici Acheson n'ose pas dire que les Soviétiques sont des agresseurs impérialistes et que Sun Yat-sen s'est instruit auprès d'agresseurs. Eh bien! puisque Sun Yat-sen a pu s'instruire auprès des Soviétiques et que ceux-ci ne sont pas des agresseurs impérialistes, pourquoi ses successeurs, les Chinois qui vivent après lui, ne pourraient-ils pas s'instruire auprès des Soviétiques? Pourquoi les Chinois, Sun Yat-sen excepté, sont-ils considérés comme "dominés par l'Union soviétique" et qualifiés de "cinquième colonne du Komintern" ou de "laquais de l'impérialisme rouge", parce qu'ils ont appris dans le marxisme-léninisme la conception scientifique du monde et la théorie de la révolution sociale, qu'ils ont lié celles-ci avec les particularités caractéristiques de la Chine, qu'ils ont entrepris la Guerre de Libération du Peuple chinois et la grande révolution populaire, et qu'ils vont fonder une république de dictature démocratique populaire? Est-il au monde une logique plus sublime?

Depuis qu'ils ont appris le marxisme-léninisme, les Chinois, débarrassés de leur passivité intellectuelle, ont pris l'initiative. Dès lors devait se terminer la période de l'histoire mondiale moderne où les Chinois et la culture chinoise ont été tenus dans le mépris. La grande et victorieuse Guerre de Libération du Peuple chinois et la grande révolution populaire ont régénéré et continuent à régénérer la grande culture du peuple chinois. Sous son aspect spirituel, cette culture est déjà supérieure à n'importe quelle culture du monde capitaliste. Prenons, par exemple, le cas du secrétaire d'Etat américain Acheson et de ses pareils: le niveau de leur connaissance de la Chine moderne et du monde moderne est inférieur à celui d'un simple soldat de l'Armée populaire de Libération de Chine.

Jusqu'ici, semblable à un professeur d'université bourgeois lisant son cours fastidieux, Acheson a laissé entendre qu'il recherchait les causes et les effets des événements de Chine. Si la révolution s'est produite en Chine, ce serait, premièrement, à cause de la surpopula-

tion, et deuxièmement, sous l'aiguillon des idées occidentales. Comme vous voyez, il avait l'air d'un champion de la théorie de la causalité. Mais dans la suite, même cette bribe de théorie de la causalité fastidieuse et falsifiée disparaît, et on ne trouve plus qu'un amas d'événements incompréhensibles. Les Chinois se disputaient le pouvoir et l'argent, se suspectaient et se haïssaient mutuellement, impossible de savoir pourquoi. Un changement incompréhensible est intervenu dans le rapport des forces morales des deux partis qui étaient aux prises, le Kuomintang et le Parti communiste; le moral de l'un est tombé brusquement au-dessous de zéro, tandis que celui de l'autre a monté brusquement au point d'incandescence. Et la cause? Personne ne la connaît. Voilà la logique inhérente à la "culture d'un ordre élevé" des Etats-Unis, telle que Dean Acheson la représente.

NOTES

[1] La révolution bourgeoise de 1775-1783, connue sous le nom de Guerre de l'Indépendance, dans laquelle le peuple de l'Amérique du Nord lutta contre la domination coloniale britannique.

[2] Dans sa lutte pour la libération, de 1921 à 1924, le peuple mongol, dirigé par le Parti révolutionnaire populaire de Mongolie, chassa du pays les troupes de bandits de la Garde blanche russe et les forces armées des seigneurs de guerre chinois du Peiyang, soutenues les unes comme les autres par l'impérialisme japonais et, renversant la domination féodale, fonda la République populaire de Mongolie.

[3] Thomas Robert Malthus (1766-1834), pasteur anglican et économiste réactionnaire. Dans son *Essai sur le principe de la population* (1798), il soutint la thèse suivante: "La population, quand elle ne se heurte pas à des obstacles, croît en proportion géométrique. Les subsistances croissent seulement en proportion arithmétique." Se fondant sur cette hypothèse arbitraire, il arriva à la conclusion que toutes les misères et tous les crimes de la société humaine sont des phénomènes naturels permanents. Selon lui, le seul moyen de résoudre le problème de la misère des travailleurs est d'abréger la durée de la vie, de réduire la population ou d'arrêter sa croissance. Il considère la famine, la peste et la guerre comme des moyens de diminuer la population.

[4] La Guerre des Taiping fut une guerre révolutionnaire paysanne dirigée, au milieu du XIXe siècle, contre la domination féodale et l'oppression nationale de la dynastie des Tsing. Hong Sieou-tsiuan, Yang Sieou-tsing et d'autres chefs de cette révolution organisèrent un soulèvement dans le Kouangsi, en janvier 1851, et proclamèrent la fondation du Royaume céleste des Taiping. En 1852, l'armée paysanne se dirigea vers le nord en partant du Kouangsi et traversa le Hounan, le Houpei, le Kiangsi et l'Anhouei. En 1853, elle prit Nankin, centre urbain de la région du Bas-Yangtsé. Une partie de ses forces continua sa marche vers le nord et poussa jusqu'aux abords de Tientsin, grande ville de la Chine du Nord. Comme l'armée

des Taiping omit d'établir de solides bases d'appui dans les territoires qu'elle occupait, et que son groupe dirigeant, après avoir fait de Nankin la capitale, commit de nombreuses fautes politiques et militaires, elle ne put résister aux attaques conjointes des troupes contre-révolutionnaires du gouvernement des Tsing et des pays agresseurs, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France, et elle fut vaincue en 1864.

[5] Voir *Manifeste du Parti communiste*, section I, "Bourgeois et prolétaires": "Sous peine de mort, elle [la bourgeoisie] force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image."

[6] En octobre 1934, les Ier, IIIe et Ve Groupes d'Armées de l'Armée rouge des Ouvriers et des Paysans de Chine (c'est-à-dire l'Armée rouge du Ier Front, appelée aussi Armée rouge centrale) commencèrent un déplacement stratégique général en partant de Tchangting et de Ninghoua dans l'ouest du Foukien, et de Joueikin, Yutou et autres lieux dans le sud du Kiangsi. L'Armée rouge traversa onze provinces: le Foukien, le Kiangsi, le Kouangtong, le Hounan, le Kouangsi, le Koueitcheou, le Setchouan, le Yunnan, le Sikang, le Kansou et le Chensi, franchissant des chaînes de montagnes couvertes de neiges éternelles et de vastes plaines marécageuses où l'homme n'avait pour ainsi dire jamais pénétré. Elle passa par des épreuves sans nombre, brisa tous les efforts tentés par l'ennemi pour l'encercler, la poursuivre, s'opposer à son avance ou l'arrêter au passage, et, en octobre 1935, après avoir effectué une marche ininterrompue de 25.000 lis (12.500 kilomètres), elle atteignit victorieusement la base révolutionnaire établie dans le nord du Chensi.

TABLE DES MATIERES

PERIODE DE LA TROISIEME GUERRE CIVILE REVOLUTIONNAIRE

LA SITUATION ET NOTRE POLITIQUE APRES LA VICTOIRE DANS LA GUERRE DE RESISTANCE CONTRE LE JAPON 7

TCHIANG KAI-CHEK SUSCITE LA GUERRE CIVILE 25

DEUX TELEGRAMMES ENVOYES A TCHIANG KAI-CHEK PAR LE COMMANDANT EN CHEF DU XVIIIe GROUPE D'ARMEES 31

SUR LA DECLARATION D'UN PORTE-PAROLE DE TCHIANG KAI-CHEK 39

CIRCULAIRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LES NEGOCIATIONS DE PAIX AVEC LE KUO-MINTANG 45

SUR LES NEGOCIATIONS DE TCHONGKING 51

LA VERITE SUR LES ATTAQUES DU KUOMINTANG 65

REDUCTION DES FERMAGES ET PRODUCTION - DEUX TACHES MAJEURES POUR LA DEFENSE DES REGIONS LIBEREES 71

L'ORIENTATION DE NOTRE TRAVAIL DANS LES REGIONS LIBEREES POUR 1946 75

ETABLIR DE SOLIDES BASES D'APPUI DANS LE NORD-EST 81

QUELQUES APPRECIATIONS SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE 87

BRISER L'OFFENSIVE DE TCHIANG KAI-CHEK PAR UNE GUERRE DE LEGITIME DEFENSE 89

ENTRETIEN AVEC LA JOURNALISTE AMERICAINE ANNA LOUISE STRONG 97

CONCENTRER UNE FORCE SUPERIEURE POUR ANEANTIR LES FORCES ENNEMIES UNE A UNE 103

LA VERITE SUR LA "MEDIATION" DES ETATS-UNIS ET L'AVENIR DE LA GUERRE CIVILE EN CHINE 109

BILAN DE TROIS MOIS 113

POUR SALUER LE NOUVEL ESSOR DE LA REVOLUTION CHINOISE 121

L'ABANDON TEMPORAIRE DE YENAN ET LA DEFENSE DE LA REGION FRONTIERE DU CHENSI-KANSOU-NINGHSIA - DEUX DOCUMENTS DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS 131

DIRECTIVES POUR LES OPERATIONS SUR LE THEATRE DE GUERRE DU NORD-OUEST 135

LE GOUVERNEMENT DE TCHIANG KAI-CHEK EST ASSIEGE PAR TOUT LE PEUPLE 137

STRATEGIE POUR LA DEUXIEME ANNEE DE LA GUERRE DE LIBERATION 143

MANIFESTE DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE CHINE 151

INSTRUCTIONS DU HAUT COMMANDEMENT DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE CHINE A L'OCCASION D'UNE NOUVELLE PROCLAMATION DES TROIS GRANDES REGLES DE DISCIPLINE ET DES HUIT RECOMMANDATIONS 159

LA SITUATION ACTUELLE ET NOS TACHES 161

SUR L'INSTITUTION DU SYSTEME DE RAPPORTS 183

SUR QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES DE LA POLITIQUE ACTUELLE DU PARTI 187

LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DANS L'ARMEE 197

TACTIQUES DIFFERENTES POUR APPLIQUER LA LOI AGRAIRE DANS LES REGIONS DIFFERENTES 199

CORRIGER LES ERREURS DEVIATIONNISTES "DE GAUCHE" DANS LA PROPAGANDE POUR LA REFORME AGRAIRE 203

POINTS ESSENTIELS DE LA REFORME AGRAIRE DANS LES NOUVELLES REGIONS LIBEREES 207

A PROPOS DE LA POLITIQUE CONCERNANT L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE 211

SUR LA QUESTION DE LA BOURGEOISIE NATIONALE ET DES HOBEREAUX ECLAIRES 215

SUR LA GRANDE VICTOIRE DANS LE NORD-OUEST ET LE MOUVEMENT D'EDUCATION IDEOLOGIQUE DE TYPE NOUVEAU DANS L'ARMEE DE LIBERATION 219

CIRCULAIRE SUR LA SITUATION 227

DISCOURS PRONONCE A UNE CONFERENCE DES CADRES DE LA REGION LIBEREE DU CHANSI-SOUEIYUAN 237

CAUSERIE POUR LES REDACTEURS DU *QUOTIDIEN DU CHANSI-SOUEIYUAN* 253

TELEGRAMME AU COMMANDEMENT DU FRONT DE LOUOYANG APRES LA REPRISE DE LA VILLE 259

PROBLEMES TACTIQUES DU TRAVAIL RURAL DANS LES NOUVELLES REGIONS LIBEREES 263

LE TRAVAIL DE REFORME AGRAIRE ET DE CONSOLIDATION DU PARTI POUR 1948 265

DIRECTIVES POUR LES OPERATIONS DE LA CAMPAGNE DE LIAOSI-CHENYANG 273

RAFFERMIR LE SYSTEME DU COMITE DU PARTI 281

CIRCULAIRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LA REUNION DE SEPTEMBRE 283

DIRECTIVES POUR LES OPERATIONS DE LA CAMPAGNE DE HOUAI-HAI 293

FORCES REVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS, COMBATTEZ L'AGRESSION IMPERIALISTE! 297

CHANGEMENT CAPITAL DANS LA SITUATION MILITAIRE EN CHINE 301

DIRECTIVES POUR LES OPERATIONS DE LA CAMPAGNE DE PEIPING-TIENTSIN 305

MESSAGE PRESSANT TOU YU-MING ET D'AUTRES DE SE RENDRE 311

MENER LA REVOLUTION JUSQU'AU BOUT 315

SUR LA DEMANDE DE PAIX DU CRIMINEL DE GUERRE 325

DECLARATION SUR LA SITUATION ACTUELLE PAR MAO TSE-TOUNG, PRESIDENT DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS 331

COMMENTAIRE DU PORTE-PAROLE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LA RESOLUTION DU YUAN EXECUTIF DE NANKIN 337

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS CONCERNANT L'ORDRE NOTIFIE AU GOUVERNEMENT REACTIONNAIRE DU KUOMINTANG DE REMETTRE EN ETAT D'ARRESTATION YASUJI OKAMURA, EX-COMMANDANT EN CHEF DES FORCES D'AGRESSION JAPONAISES EN CHINE, ET D'ARRETER LES CRIMINELS DE GUERRE CIVILE DU KUOMINTANG 341

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR LA NECESSITE D'INCLURE DANS LES CONDITIONS DE PAIX LE CHATIMENT DES CRIMINELS DE GUERRE JAPONAIS ET DES CRIMINELS DE GUERRE DU KUOMINTANG 349

FAIRE DE L'ARMEE UN CORPS DE TRAVAIL 355

POURQUOI LES REACTIONNAIRES EN PLEINE DIVISION POUSSENT-ILS ENCORE DE VAINES CLAMEURS POUR "UNE PAIX GENERALE"? 359

LES REACTIONNAIRES DU KUOMINTANG PASSENT D'UN "APPEL A LA PAIX" A UN APPEL A LA GUERRE 365

COMMENTAIRE SUR LES DIVERSES REPONSES DU KUOMINTANG A LA QUESTION DE LA RESPONSABILITE DE LA GUERRE 369

RAPPORT A LA DEUXIEME SESSION PLENIERE DU COMITE CENTRAL ISSU DU VIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS 379

METHODES DE TRAVAIL DES COMITES DU PARTI 395

OU VA LE GOUVERNEMENT DE NANKIN? 401

ORDRE A L'ARMEE POUR UNE AVANCE GENERALE DANS TOUT LE PAYS 405

PROCLAMATION DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE CHINE 415

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU GRAND QUARTIER GENERAL DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE CHINE SUR LES ACTES DE VIOLENCE DES NAVIRES DE GUERRE BRITANNIQUES 419

ALLOCUTION A LA REUNION PREPARATOIRE DE LA NOUVELLE CONFERENCE CONSULTATIVE POLITIQUE 423

DE LA DICTATURE DEMOCRATIQUE POPULAIRE 429

REJETEZ VOS ILLUSIONS ET PREPAREZ-VOUS A LA LUTTE 445

BON VOYAGE, LEIGHTON STUART! 455

POURQUOI IL EST NECESSAIRE DE DISCUTER LE LIVRE BLANC 465

"AMITIE" OU AGRESSION? 471

LA FAILLITE DE LA CONCEPTION IDEALISTE DE L'HISTOIRE 475

毛泽东选集
第四卷
*
外文出版社出版（北京）
一九六二年第一版
一九六六年第二版
一九六九年第三次印刷
编号：（法）1050—240
00330（精）
00220（平）
1—F—444